Bibliothèque
de
PHILOSOPHIE

Écrits Politiques

II

1921-1922

par

ANTONIO GRAMSCI

*Textes choisis,
présentés et annotés
par Robert Paris*

- 1975 -

nrf
Éditions Gallimard

Table des matières

APPENDICE

DEUXIÈME PARTIE

Correspondance de Moscou et de Vienne (1923-1924)

APPENDICE

Traduits de l'Italien

Par Marie G. Martin, Gilbert Moget, Armando Tassi,

AVANT-PROPOS

La présente anthologie comprend trois volumes qui rassemblent, sous le titre général *d'Écrits politiques,* des œuvres de Gramsci publiées ou simplement écrites de 1914 à 1926, soit avant son arrestation, le 8 novembre 1926.

Ce titre, il va sans dire, ne prétend nullement opposer ces textes aux *Cahiers de prison* ni préjuger du contenu de ces derniers. Désignant le caractère plus immédiat du discours politique déployé dans ces textes, il a le mérite tout banal de la commodité.

Celle anthologie de Gramsci aurait dû porter, à l'origine, sur la totalité de l'œuvre.

Pour des motifs que l'on exposera le moment venu, il a paru préférable de publier *les Cahiers de prison* dans leur intégralité et de limiter l'anthologie aux seuls *Écrits politiques*. L'espace imparti à ces textes s'en est trouvé élargi et, sans prétendre être pleinement satisfait du résultat, on a pu ainsi établir un choix assez représentatif :

ces trois volumes d'Écrits équivalent à près de la moitié des œuvres proprement « politiques » de la période 1914-1926.

Les textes de ce deuxième volume proviennent de *Socialismo e fascismo* - *L'Ordine Nuovo* 1921-1922 (Turin, 1966, Einaudi) et de P. Toglialli, *La forrnazione del gruppo dirigente del Partito communista italiano* (Rome, 1962, Editori riuniti).

Quelques lettres ont paru dans *Rinascita*; on en trouvera à chaque fois l'indication. Deux articles, enfin, sont repris de la Correspondance internationale.

Le texte sur « le P.C.I. et les Syndicats » a été confronté avec l'original des Tesi di Roma et l'on a vérifié sur le texte russe la traduction de la lettre à Trotski sur le futurisme italien.

Les limites chronologiques du présent volume auraient dû nous conduire à rejeter dans le tome III des *Écrits politiques* les lettres datées de 1923 et 1924 qui constituent la Correspondance de Moscou et de Vienne, ainsi que celles de l'automne 1923 parues sous le titre de *Que faire ?*

Nous avons pris le parti de les publier ici pour éviter d'alourdir le tome III tout en soulignant le caractère de transition de cette Correspondance.

R. P.

INTRODUCTION

C'est à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Gramsci que Togliatti, pour la première fois, reprend et commence enfin d'infléchir le discours amorcé vingt ans auparavant[1]. Lui confère une nouvelle valeur instrumentale, de nouvelles fonctions pratiques, d'autres finalités. Dresse aussi de nouvelles digues face à la montée des critiques et des lectures hérétiques. Sur le vieux substrat « léniniste » (et même stalinien) de 1937 commence désormais de se surimposer une couche nouvelle : le « gramscisme ». Vingt ans après...

Mais la dernière année, surtout, a été longue. Le XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique et les « révélations » du *Rapport Khrouchtchev,* l'insurrection flamboyante de Poznań et la révolution écrasée de Hongrie, le réveil fascinant de la spontanéité ouvrière et cet indéniable « retour du réprimé » qu'a été la résurrection des conseils ouvriers ont, un temps, ébranlé et paru remettre en question les vieilles références. Les partis communistes - et le P.C.I. comme les autres, sinon plus - ont senti souffler la tempête.

Un moment, même, on a pu croire que le discours sur Gramsci allait cesser de fonctionner. Que le moment sacré de la commémoration serait désormais interdit, - impossible même. Les oppositions manichéennes des précédents anniversaires se sont trouvées soudain vides de sens, privées de toute pertinence. Fascisme-antifascisme, orthodoxie et hérésie, pur et impur, - qui aurait encore osé prononcer ces mots, naguère si clairs et si compacts et dont le sable, désormais, filait entre les doigts? Le martyre même de Gramsci était devenu comédie de dupes. Car, après tout, cette mort, dans les lointains de 1937, sur quoi avait-elle pu porter témoignage ? et de quoi aurait-elle pu encore témoigner en cette fin de 1956 ? Vingt ans après, il s'est donc agi, et cette fois sans les ressorts et les dramatisations de l'antifascisme de 1937, et cette fois dégrisés de ces alcools chauds qu'avait versés la Résistance, il s'est donc agi de revenir une fois de plus au rouet, d'ourdir, et dans la hâte, la trame d'un nouveau spectacle. De retrouver, certes, la parole perdue. Mais aussi, à travers le discours sur Gramsci, de récupérer toute une pratique, de reconstituer en ses limites l'espace général du discours.

Mais, par-delà le traumatisme du XXe Congrès et des révolutions d'Europe de l'Est, c'est surtout une autre partie qui s'engage alors : en direction des socialistes et des autres forces « démocratiques », dans la perspective de ce gouvernement de centre gauche qui finira par voir le jour en décembre 1963. Toute la stratégie du P.C.I. apparaît ici conditionnée en premier lieu par ses rapports avec le P.S.I. Allié privilégié, celui-ci fait également figure de concurrent, se bat sur le même terrain, reprend ou devance les mots d'ordre du P.C.I., se donne les mêmes objectifs : « la Constitution, la paix, le travail », pour reprendre le titre du rapport de Nenni au XXIXe Congrès du P.S.I. [2]. Sans doute, dans des moments de crise comme 1956, le gradualisme socialiste, plus cohérent que le réformisme honteux du P.C.I., peut-il fasciner une poignée d'intellectuels ou de dirigeants comme Antonio Giolitti, Fabrizio Onofri ou Salvatore Francesco Romano. Mais, en dernier terme, cette étroite identité de vues - sur laquelle se fonde, ne l'oublions pas, la collaboration des communistes et des socialistes à l'intérieur de la C.G.L. - est tout à l'avantage des deux formations.

S'il y a un danger - et même un seul - il est sans conteste dans le rapprochement entre socialistes et sociaux-démocrates qui commence de s'esquisser, dès le mois d'août 1956, au cours de la fameuse rencontre de Pralognan entre Nenni et Saragat ; rencontre bien antérieure,

---

[1] Cf. la première partie de cette « Introduction »in Antonio Gramsci, *Écrits politiques,* 1, pp. 9 et suiv.

[2] P. Nenni, Le lotte socialiste per la Costituzione la pace il lavoro. Relazione al XXIX Congresso Nazionale del Partito Socialista Italiano [Bologne, 17-21 janvier 1951, Rome, s.d. [1951].

en fait, à cette intervention soviétique en Hongrie dont Nenni prendra prétexte pour mettre fin au pacte d'unité d'action avec les communistes. De ce moment-là, en effet, le spectre d'une réunification du P.S.1. et du P.S.D.1. - réunification qui ne s'opérera en fait qu'en 1966 et sera, du reste assez éphémère - plane sur toute la politique du P.C.I., infléchit sa pratique et son discours et conditionne jusqu'à la lecture de Gramsci. C'est là - à Pralognan - que naît en réalité ce Gramsci « démocratique » dont l'image va se perpétuer pendant plus de dix ans[3] : Le Gramsci des Conseils, par opposition à l'« homme de parti » de naguère[4]; le Gramsci de l' « hégémonie » et du *consenso,* théoricien d'une « dictature du prolétariat »qui ne serait plus, selon la formule de Luigi Longo, que « capacité de direction de la classe ouvrière, direction ouvrière, nécessité de cette direction pour la conquête et la conservation du pouvoir, pour la transformation de la société dans une direction socialiste [5]». Un Gramsci dont la « guerre de position » ne serait que « voie constitutionnelle ». Le Gramsci de tous, déjà.

Placé sous les auspices de l'Istituto Gramsci, le congrès des 11-12 janvier 1958 constitue en quelque sorte l'acte de naissance de ce « gramscisme » qui régit, aujourd'hui encore, la lecture et l'usage de Gramsci [6]. Vaste mise au point sur les « principaux noyaux de la pensée et de l'action de Gramsci », la manifestation se veut aussi « une invitation pressante à développer tout ce que Gramsci entrevoit, suggère et trace avec une telle richesse d'implications [7] ». Il s'agit tout à la fois de définir un système qui, en dépit du caractère fragmentaire des *Cahiers de prison,* apparaît d'ores et déjà achevé et « complet [8] », comme clos sur lui-même, et d'exalter une œuvre qui ne se veut pas système, mais méthode ; mais invitation à l'ouverture. Délimiter jalousement une plénitude en laquelle tout, déjà, apparaît dit ou préformé et annoncer en même temps les développements futurs qui en constitueront la vérité dernière. Exalter, une fois de plus, ce « très remarquable document de la culture italienne des trente dernières années » qu'ont consacré les publications les plus autorisées [9], mais aussi tirer l'œuvre de cette passivité où elle somnolait et la contraindre à se transformer en idéologie active. Officiellement porteur d'universel : et la convocation, sous les mêmes auspices, de colloques ou de congrès consacrés à des problèmes de morale, d'histoire ou d'économie[10], ne tardera pas en effet à confirmer la volonté d'universalité, et même la vocation instituante, dont il se voit chargé d'emblée - tel naît donc le « gramscisme ». Système ou état d'âme, on ne saurait le dire ; idéologie, en tout cas.

Deux grands thèmes gouvernent ce congrès : le « léninisme » de Gramsci et, scellant les noces de la Révolution et des héritiers de Gentile, le los de ce « dialogue étroit avec Croce » qui constituerait, au dire d'Eugenio Garin, l'essentiel du marxisme de Gramsci [11]. Deux thèmes qui, au vrai, n'en font qu'un. Comme le laissait déjà pressentir l'article de Felice Platone de 1952, l'apprentissage idéaliste, gentilien ou crocien, constitue en effet comme une

---

3 L. C. [L. Cortesi] « Un convegno su Gramsci », *Rivisla Storica del Socialismo, X, 30,* janvier-avril 1967, pp. 159-173.

4 B. Alcara, La formazione e i primi anni del Partito Comunisla Italiano nella storiografia marxista, Milan, 1970, p. 56.

5 *L'Unità,* 28 septembre 1956 ; cité par C. Di Toro, A. Illuminati, *Prima e dopo il centrosinistra,* Rome, 1970, p. 183.

6 Istituto Antonio Gramsci, *Studi gramsciani. Alti del convegno tenuto a Roma nei giorni 11-12 gennaio 1958,* Rome, 1958. L'Istituto Gramsci a été créé en 1955. Il succédait à la Fondazione Gramsci, née en avril 1947, pour le dixième anniversaire de la mort de Gramsci.

7 Studi gramsciani, p. V.

8 P. Togliatti, « Attualità del pensiero e dell'azione di Gramsci », *Rinascila,* XIV, 4, avril 1957, p. 142.

9 S. F. B. [Salvatore Francesco Romano], « Gramsci, Antonio », in *Enciclopedia italiana,* Appendice II, A-H, Rome, 1948, pp. 1075-1076.

10 Cf., par exemple,Problemi dell' Unità d'Italia Atti del 11convegno di studi gramsciani [1960]. Rome, 1962;Tendenze del capitalismo ilaliano. Atti del convegno economico dell'Istituto Gramsci [1962], 2 vol., Rome, 1962.

11 E. Garin, « *Antonio Gramsci nella culture italiana* », Studi gramsciani, pp. 3-24.

propédeutique, une introduction privilégiée au « léninisme[12] » et c'est d'abord dans l'aggiornamento des thèses togliattiennes sur ce même léninisme que trouve son sens cette exaltation sans réserve ou presque [13] d'un Gramsci qui ne serait, selon l'heureuse formule de Gianni Scalia, qu'un « Croce de gauche [14]». La téléologie le cède désormais à la complicité ou à la connivence : la polémique antipositiviste est d'abord ce dénominateur commun, cet a priori qui permet de passer, sans médiation ni vérification, de Gramsci à Lénine et, de ce dernier, à l' « Anti-Croce » des Cahiers de prison. Et donc de présenter désormais ces derniers comme le contenu vrai du « léninisme » de Gramsci.

Ce «léninisme », il est désormais, si l'on en croit Togliatti, dans la seule découverte de nouveaux rapports de forces, dans la prise de conscience des « modifications et du renversement des rapports de puissance dans la société, de la rupture du bloc historique dominant et de la création révolutionnaire d'un nouveau bloc[15] ». Ce n'est rien d'autre en réalité que le constat que ce nouveau rapport de forces est lui-même porteur et constitutif des « conditions d'un nouveau bloc historique, c'est-à-dire - précise Togliatti - d'un nouveau rapport entre la structure et la superstructure », qui se résout en ce que « la classe ouvrière devient classe nationale[16] ». Le léninisme de Gramsci ne ferait en somme qu'un avec la théorie du passage de la « guerre de mouvement » à la « guerre de position[17]».

Toute la démonstration se fonde en fait sur une métaphore : Gramsci donne une « forme propre » à l' « enseignement» de Lénine[18]; il « traduit» Lénine « dans le " langage " italien ». L'image, au reste, est empruntée à Gramsci lui-même. Le mérite du premier Ordine Nuovo, écrit-il par exemple en 1924, a été « d'abord d'avoir su traduire en langage historique italien les principaux postulats de la doctrine et de la tactique de l'Internationale communiste[19] ». Ou encore, revenant, dans le Cahier 10, sur la philosophie de Croce, il note : « Tout comme la philosophie de la praxis a été la traduction de l'hégélianisme en langage historiciste, la philosophie de Croce est dans une très large mesure une retraduction en langage spéculatif de l'historicisme réaliste de la philosophie de la praxis[20]. » Il n'y a, bien entendu, pas lieu de s'attarder ici sur la valeur de cette métaphore (ni sur ses implications idéalistes). Il suffit que Togliatti soit forcé à son tour de « traduire » Lénine. Il désigne ainsi, à tout le moins, une absence chez Gramsci.

Hormis tel article épisodique sur les « populations coloniales[21]», ce dernier ne fait guère place, en effet, à la théorie de l'impérialisme et à ce que Lénine appelle la « question coloniale ». À cet égard, même, Serrati, qui rejette pourtant l'alliance du prolétariat avec les « bourgeoisies nationales[22] », ou Bordiga, dont la théorie de l'impérialisme, axée sur le

---

12 Cf. l' « Introduction »des Écrits politiques, 1, p. 54.

13 Cf., toutefois, M. Tronti, « Alcune questioni intorno al marxismo di Gramsci », *Studi gramsciani*, pp. 305-321.

14 G. Scalia, « Croce, Gramsci e la filosofia della prassi »,*Cultura e Società*, 1, 3, avril 1960, pp. 529-566.

15 P. Togliatti, « Gramsci e il leninismo », *Studi gramsciani*, p. 427.

16 P. Togliatti, « Il leninismo nel pensiero e nell'azione di Gramsci »*ibid.*, p. 26.

17 «Passato e presente. Passaggio dalla guerra manovrata (e dall'attacco frontale) alla guerra di posizione anche nel campo politico »,, in Cahier 6 (VIII), 1930-1932, pp.57a-58.

18 P. Togliatti, « Attualità del pensiero e dell'azione di Gramsci »Rinascita, XIV, 4, avril 1957, p. 143.

19 « Le programme de L'Ordine Nuovo », 1-15 avril 1924, in *Écrits politiques*, Ill.

20 Cahier 10 (XXXIII), La filosofia di Benedetto Croce, 1932-1935, p. 49

21 « Le popolazioni coloniali », L'Ordine Nuovo, 26 juin 1920, in L'Ordine Nuovo 1919-1920, Turin, 1955, pp. 339-342.

22 Cf. B. Lazitch, Lénine et la IIIe Internationale, Neuchâtel, 1951, pp. 163-164 et T. Detti, *Serrati e la formazione del Partito comunista italiano,* Rome, 1972, p. 44.

problème de la réalisation de la plus-value, demeure plus proche de *l'Accumulation du capital* que des thèses de Lénine[23], témoignent d'une plus grande sensibilité au problème et à l'importance de l'enjeu. Mais, surtout, la distinction qu'il opère, en 1921 encore, entre un capitalisme « normal », producteur de « choses utiles », et un capitalisme spéculateur et véreux, qui serait seul à l'origine de l'impérialisme[24], ou encore, toujours à la même époque, l'hypothèse que le capital puisse revenir à la « phase de la libre concurrence[25] » - ce qui suppose, comme le note Andreina De Clementi, que l'impérialisme est un processus réversible[26] - laissent entendre que les mécanismes du « capital financier » lui restent assez étrangers, dénotent même une connaissance médiocre du *Capital.*

Mais, sans vouloir anticiper sur les *Cahiers,* l'important, ici, c'est que la problématique de la « guerre de position » s'enracine dans ces mêmes années - 1923-1924 - où s'amorce la « conquête « gramscienne ». Certes, ce sont les débats de 1921 autour du problème du « front unique » qui constituent la référence première - une note des *Cahiers* le confirme explicitement - de la « guerre de position »: « Il me semble qu'Ilitch [Lénine] avait compris qu'il fallait passer de la guerre de mouvement, appliquée victorieusement en Orient [c'est-à-dire en Russie] en 1917, à la guerre de position qui était la seule possible en Occident [...]. C'est là, me semble-t-il, ce que signifie la formule du " front unique " ...[27].» C'est Lénine lui-même, du reste, qui introduit cette métaphore politico-militaire dans un discours du 29 octobre 1921 où il justifie le repli de la N.E.P. en évoquant la prise de Port-Arthur par les Japonais : « Ce qui m'intéresse surtout dans cet exemple, c'est que la prise de Port-Arthur est passée par deux phases complètement différentes. Dans la première, les assauts des Japonais échouèrent tous [...]. La deuxième phase s'ouvrit lorsque les Japonais furent obligés d'assiéger la forteresse selon toutes les règles de l'art militaire[28]. »

Une autre note des *Cahiers - qui* ne se trouve pas dans l'édition officieuse des « Opere » - permet toutefois de dater beaucoup plus finement le surgissement du problème et d'en désigner une composante essentielle : l'opposition entre « Orient » et « Occident ». Revenant, deux ou trois ans plus tard, sur la première formulation du problème de la « guerre de position »proposée dans le *Cahier 7* [29], Gramsci y apporte en effet cette précision : « C'est une tentative pour entamer une révision des méthodes tactiques qu'aurait dû être ce qu'a exposé L. Dav. Br. [Léon Davidovitch Bronstein] à la quatrième réunion [c'est-à-dire devant le IVe Congrès de L'I.C.] lorsqu'il a fait un parallèle entre le front oriental et le front occidental; le premier tomba aussitôt mais fut suivi de luttes inouïes; dans le second les luttes devraient avoir lieu " avant ". Il s'agirait, autrement dit, de voir si la société civile résiste avant ou après l'assaut; à quel endroit celui-ci se produit, etc. La question n'a pourtant été exposée que sous une forme littéraire brillante, mais sans indications de caractère pratique [30]. »

---

23 A.Bordiga, *Dall'economia capitalistica al communismo*, Rome, 1921, pp. 6 et suiv.

24 « Qui doit payer? », 20 mars 1921, *infra*, pp. 91-93.

25 « La défaite », 5 avril 1921, *infra*, pp. 99-102.

26 A. De Clementi, « La politica del Partito Comunista d'Italia nel 1921-22 e il rapporto Bordiga-Gramsci », extrait de la *Rivista Storica del Socialismo,* 1966, p. 23.

27 « Guerra di posizione e guerra manovrata o frontale », in Cahier 7 (VII), 1930-1931, pp. 59a-60a.

28 « VIIIe Conférence du Parti de la Province de Moscou. La nouvelle politique économique», in Lénine, *Œuvres*, tome XXXIII, Moscou, 1963, pp. 75 et suiv.

29 « *Struttura e superstruttura* », Cahier 7 (VII), 1930-1931, pp. 56-57.

30 Cahier 13 (XXX), *Noterelle sulla politica di Alachiavelli*, 1932-1934, p. 18 a. Cette note a été publiée pour la première fois in P. Spriano, *Storia del Partito communista italiano*, 11, Turin, 1969, p. 277.

Le problème, de fait, n'est qu'à peine évoqué dans le rapport de Trotski sur « *La Révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale* », qui est consacré, pour l'essentiel, aux problèmes de la N.E.P. et du front unique : « Ce n'est qu'après la conquête du pouvoir politique que la guerre civile commença chez nous sur une grande envergure [...]. C'est la conséquence du fait que nous avons conquis le pouvoir trop facilement [...]. Pour les pays occidentaux au contraire et en général pour le mouvement ouvrier du monde entier, on peut affirmer maintenant avec certitude que chez vous la tâche sera beaucoup plus difficile avant la conquête du pouvoir et beaucoup plus facile après[31]. » Et il semble surtout s'agir, après les défaites d'Allemagne et d'Italie, de préparer les révolutionnaires à une longue patience. Comme le dira également Radek au IVe Congrès : « La conquête du pouvoir n'est pas à l'ordre du jour en tant que tâche immédiate[32]. » Mais, par-delà le « repli momentané », il y a peut-être là un retour sur ce qui avait été au cœur de la rupture entre le bolchevisme et le « marxisme occidental »: la spécificité du « front occidental »par rapport à l'expérience bolchevique.

Cette spécificité, Gramsci l'entrevoit fugitivement dès 1920 lorsqu'il constate que, hors de Russie, toutes les « révolutions en deux étapes » ont été vouées à l'échec : « L'expérience des révolutions, écrit-il en effet alors, a pourtant montré comment, après la Russie, toutes les autres révolutions en deux étapes ont échoué et comment l'échec de la deuxième révolution a plongé les classes ouvrières dans un état de prostration et de découragement qui a permis à la classe bourgeoise de se réorganiser vigoureusement et de commencer à écraser systématiquement les avant-gardes communistes qui tentaient de se reconstituer[33]. » Et n'est-ce pas déjà une image renversée de cette spécificité que celle de la Révolution russe comme révolution formellement autre, révolution non jacobine et qui échappe aux canons de la science marxiste « occidentale » ? L' « Orient » n'est-il pas ce lieu où Le Capital reste le « livre des bourgeois[34] » ? Autant de thèmes qui, fût-ce fugitivement, témoignent, dès ce moment-là, de l'extériorité de Gramsci à la problématique proprement bolchevique, - la référence essentielle restant alors pour lui, non le Parti, mais le Soviet, le Conseil.

Les débats autour du « front unique », puis du « gouvernement ouvrier et paysan », sont en fait autant d'occasions de renouer avec cette problématique « occidentale » des années de jeunesse et de la poursuivre, de la développer. Ce n'est du reste pas par hasard si, du long discours de Trotski du 14 novembre 1922, Gramsci a retenu un thème - l'opposition entre « orient » et « occident » - qui paraît être passé inaperçu auprès des autres auditeurs et que la littérature trotskiste ne semble, du reste, jamais avoir vu. Tout se passe en fait comme si les discussions de 1923 constituaient une articulation essentielle entre ce « marxisme occidental » du premier *Ordine Nuovo* et la problématique des *Cahiers de prison*: en permettant à ces derniers de prendre en charge le « démocratisme » des conseils et les premières intuitions sur la «mission nationale de la classe ouvrière[35]»; en fournissant, surtout, le schème d'application de la « guerre de position », le concept d'hégémonie.

La notion d' « hégémonie du prolétariat » commence effectivement d'apparaître chez Gramsci dans la période qui va, schématiquement, de la conférence de Côme de 1924 au congrès de Lyon de 1926 [36].

[31] L. Trotski, « La Révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », *La Correspondance internationale*, IV, Supplément no 35, 21 décembre 1922, pp. 1-8.

[32] Cité in P. Broué, *Révolution en Allemagne* (1917-1923), Paris, 1971, p. 636.

[33] « Due rivoluzioni », 3 juillet 1920, in *L'Ordine Nuovo,* 1919-1920, pp. 135-140.

[34] Écrits politiques, 1, p. 135.

[35] « Le Congrès de Livourne », 13 janvier 1921, *infra,* pp. 71-73.

[36] Cf., par exemple, « Dans le P.C. italien », 11-12 mai 1925, in *Écrits politiques, III.*

Mais c'est, semble-t-il, à partir d'un article de Zinoviev justifiant le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » que ce concept entame son odyssée. Rappelant que « l'idée maîtresse du bolchevisme, c'est l'hégémonie du prolétariat », Zinoviev y insiste en effet sur les liens qui unissent « dictature » et « hégémonie » : « L'idée de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement émancipateur est connexe à l'idée de dictature du prolétariat dans la période de transition qui doit se terminer par l'abolition de l'État. » Cette relation ne se réduit pas pour autant à une identité. Et même, les deux notions ne sont pas contemporaines. Il s'agit ici d'un rapport de subordination et, dirait-on, de détermination réciproque, mais qui s'articule diachroniquement, dans la durée du processus révolutionnaire : « Ceux qui voulaient l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, ceux qui assignaient à la classe ouvrière un rôle dirigeant dans la lutte, devaient naturellement vouloir, *après la lutte*, la dictature du prolétariat [37]. »

L'importance de ce texte, elle est, certes, dans son auteur, Zinoviev - qui, on l'a dit, est de ceux qui « travaillent » Gramsci tout au long de cette période pour le détacher de Bordiga [38] - mais surtout dans sa date : 1923.

C'est là, en effet, le début de la « conquête gramscienne » du P.C. d'ltalie : et la lettre du 12 septembre 1923 sur la fondation de *L'Unità* proposera effectivement une première « traduction » italienne - « République fédérale des ouvriers et paysans » - du mot d'ordre de « Gouvernement ouvrier et paysan [39]». Mais 1923 désigne aussi une série de discussions et de débats théoriques - autour des livres de Boukharine, Lukács, Korsch et même Graziadei - qui conditionneront largement la future problématique de la « philosophie de la *praxis* [40]».

L'exigence d' « adapter » et donc de « traduire » certains mots d'ordre de l' I.C. - exigence qui se fait donc jour dès cette lettre du 12 septembre 1923 - atteste que le problème du « front occidental » est d'ores et déjà présent. Le voici du reste déjà énoncé sous sa forme définitive dans la lettre à Togliatti et à Terracini du 9 février 1924, - lettre qui paraît faire écho à un récent article de Radek [41]. En Europe occidentale, écrit en effet Gramsci, la complexité des structures mises en place par le développement du capital exigera, de la part du parti révolutionnaire, « toute une stratégie et [de] toute une tactique bien plus complexes et de plus longue haleine que celles qui furent nécessaires aux bolcheviks entre mars et novembre 1917 [42] ». En insistant peu après - on l'a dit - sur l'aptitude du premier *Ordine Nuovo* à « traduire en langage historique italien » la stratégie élaborée à Moscou, Gramsci fera ainsi plus qu'énoncer l'importance méthodologique de ce critère de la « traduction », il en confirmera objectivement l'implication essentielle : l'irréductibilité immédiate des deux stratégies ou des deux « fronts ».

Si les concepts d' « hégémonie » et de « guerre de position » permettent - au prix de quelques ambiguïtés et de tout un travail de « traduction » - de retrouver dans les *Cahiers* un équivalent de la doctrine léniniste de la révolution et de l'impérialisme, reste ce qui est sans doute la plus importante composante du « léninisme », la théorie du Parti. En tout état de cause, et même s'il

---

[37] G. Zinoviev, « La doctrine de l'hégémonie du prolétariat », *La Correspondance internationale,* III, 13, 6 avril 1923, pp. 196-197. Les italiques sont de Zinoviev.

[38] Cf. l'« Introduction » des *Écrits politiques, 1, p. 40.*

[39] Cf., ci-après, p. 230.

[40] A. Zanardo, « Il " Manuale " di Bukharin visto dai comunisti tedeschi e da Gramsci », *in Studi gramsciani,* pp. 337-368; R. Paris, « Gramsci e la crisi teorica del 1923 », in *Gramsci e la cultura contemporanea,* Rome, 1969, 11, pp. 29-44.

[41] Cf. infra, p. 267, n. 1.

[42] A. Togliatti, Terracini, etc., 9 février 1924, *infra*, p. 267.

s'agit de poursuivre et de faire avancer le dialogue avec les « forces démocratiques », il ne saurait être question de revenir ici sur ce qui a été dit : le Parti est essentiel chez Gramsci. « Le point de départ et le point d'arrivée de toute la pensée léniniste est la doctrine du Parti [...]. La même nécessité ressort de toute la pensée et de toute l'action de Gramsci[43]. » Quant aux *Cahiers de prison,* la cause est très vite entendue : les notes sur le « Prince moderne », sur le Parti comme « intellectuel collectif », comme organisateur d'une « réforme intellectuelle et morale [44]», attestent la présence de cette instance majeure. Et ici encore, sans hésiter à « solliciter les textes[45]», Togliatti ira jusqu'à présenter la problématique des *Cahiers* comme une dérivation directe du *Que faire ?* [46] Plus épineux reste évidemment le problème des Conseils d'usine dont Togliatti, cédant au mécanisme de la dénégation, va proclamer d'emblée qu'il est « moins important [47] ».

Il est bien entendu exclu que Gramsci ait pu considérer que « le Conseil en tant que tel, en tant que forme d'organisation des ouvriers adhérant de façon immédiate au procès de production, pouvait contenir la solution du problème du pouvoir, c'est-à-dire de sa conquête et de la construction d'un nouvel État [48]». S'il est vrai que les Turinois - à supposer qu'ils se soient posé le problème - n'ont pas réussi à donner naissance à une fraction « sur le plan national [49] », toute leur activité n'en a pas moins visé à la création du « nouveau parti d'avant-garde du prolétariat : le Parti communiste[50]». Et, du reste, pour ceux qui douteraient encore, il suffit de les mettre devant le fait accompli : Gramsci a fondé le Parti communiste, son action « a abouti et ne pouvait pas ne pas aboutir à la fondation du parti révolutionnaire de la classe ouvrière [51] ». Par-delà le Gramsci « démocratique » des Conseils, voici donc reparaître, enfin rendu à soi, l' « homme de parti » de jadis.

L'expérience de *L'Ordine Nuovo* reste bien ce moment particulier - ce « distinct » dirait Croce - qui n'a de sens, et s'épuise, que dans la dialectique à long terme de la vie du Parti. C'est dire que le congrès de Livourne marque un achèvement. C'est faire comme si Gramsci, de ce moment-là, tirait un trait sur *L'Ordine Nuovo.*

Que la scission de Livourne marque ici un tournant, c'est chose indéniable : et c'est là, au reste, la preuve indirecte que la transition des Conseils au Parti n'est en rien « naturelle », « logique » ou « nécessaire ». Effectivement, pendant les deux ou trois ans qui vont de sa désignation à la tête de *L'Ordine Nuovo* quotidien au congrès de Rome de *1922* et même à son intervention au cours du Plénum de l'Exécutif de l'I.C. de juin *1923,* Gramsci se montre surtout préoccupé de « coller » étroitement aux positions de la majorité du P.C. d'Italie et de son principal dirigeant; à l'égard de Bordiga, il apparaît même presque toujours disposé à surenchérir. Tout se passe désormais comme si le contenu de sa période « conseilliste » se trouvait définitivement oublié, sinon consciemment refoulé; comme si c'était là, pour reprendre

---

43 P. Togliatti, « Il leninismo... », *loc. cit.*, pp. 31-32.

44 Cahier 13 (XXX), Noterelle sulla politica del Machiavelli, 1932-1934, p. 2a.

45 « *Solliciter les textes.* C'est-à-dire faire dire aux textes, par amour des thèses, plus que les textes ne disent réellement »(« *Passato e presente. " Sollecitare i testi "* », in *Cahier* 6 (VIII)*, 1930-1932,* pp. 74-74a.

46 P. Togliatti, « Gramsci e il leninismo» , loc. cit., p. 439.

47 P. Togliatti, « Il leninismo... », ibid., p. 28.

48 Ibid.

49 P. Togliatti, *ibid.,* p. 29.

50 Ibid., pp. 29-30.

51 P. Togliatti, « Gramsci e il leninismo », loc. cit., p. 437.

ses termes, une expérience anachronique [52]. Tout comme si Livourne marquait le début d'un grand deuil : et, de fait, il faudra attendre *1924 - avec* des textes comme « Contre le pessimisme » ou encore sa lettre à Zino Zini du *2* avril *1924* [53] - pour voir la fin de cette « mélancolie ».

Celle-ci, du reste, est d'abord dans les faits, dans le mouvement réel, - on l'oublie trop souvent. L'échec de l'occupation des usines a effectivement tourné une page. Certes, lorsque la fraction communiste se réunit à Imola, les *28-29* novembre *1920,* Gramsci, si l'on en croit le compte rendu de la conférence, demeure persuadé que la « phase de la conquête du pouvoir de la part du prolétariat » est toujours imminente [54] ; et il va rester ainsi, tout au long de *1921* au moins, un fervent partisan de l' « offensive ». Mais, au demeurant, dès septembre *1920,* la combativité ouvrière apparaît sérieusement émoussée. Tandis que le chômage grandit et que l'offensive fasciste, débordant des campagnes, commence peu à peu d'investir les bastions ouvriers, le nombre des grèves et des grévistes diminue brutalement : de 2 070 grèves impliquant 2 314 000 travailleurs en 1920, on va tomber en 1921 à 1134 mouvements et 724 000 grévistes [55], ces chiffres diminuant encore en 1922. Et, surtout, les formes et les objectifs de la lutte ont changé : plus d'occupations, désormais; seulement des grèves et des grèves défensives. Et qui se soldent le plus souvent par un échec : comme le mouvement de la Fiat de mars 1921, comme la grève générale des métallurgistes du début de l'été 1922 [56]. Tout dessine ainsi un vaste repli qui rend inactuelle la problématique des Conseils et qui paraît donc justifier le recours à la « forme-parti », la conversion.

Ce travail du deuil commence d'ailleurs dès avant Livourne, à l'époque même de l'occupation des usines, période où Gramsci, il l'avouera plus tard à Zino Zini, se trouve en proie au plus profond pessimisme. C'est alors qu'il publie un long article - « Le Parti communiste[57] » - qui constitue comme l'abjuration de tout le spontanéisme de *L'Ordine Nuovo :* et cette « autocritique » apparaît d'autant plus brutale que la première partie de ce texte, au moins, est écrite alors que le mouvement commence à peine de s'étendre. On y découvre soudain un prolétariat réduit à des fonctions d'exécution, voué au « travail en miettes » et à la « sérialité », incapable de se constituer en classe. C'est au Parti que sont transférées les fonctions maïeutiques qui étaient jusqu'alors dévolues aux Conseils. C'est au Parti qu'il appartient de réaliser la classe comme totalité : « Le Parti communiste est l'instrument et la forme historique du processus de libération intérieure par lequel l'ouvrier, *d'exécutant,* devient preneur *d'initiative,* de *masse* devient *chef* et *guide*[58]... » Ce modèle, toutefois, demeure étranger au « léninisme » : il y a là un souci de la dialectique et de la « libération intérieure », une volonté socratique de faire du prolétariat ce qu'il était déjà, que le *Que faire ?* et sa postérité ont toujours ignorés. Malentendu ou choix délibéré? C'est là, en tout cas, ce qui explique sans doute que, par-delà le discours du Parti, continue parfois de se faire entendre, chez ce Gramsci qui se fait « bordiguien », la vieille poésie des Conseils d'usine.

---

52 A Leonetti, 28 janvier 1924, *infra,* p, 256.

53 Cf. *infra, p.* 309. Quant à « Contre le pessimisme », 15 mars 1924, *et. Écrits politiques,* III.

54 *Il Comunista,* 5 décembre 1920; cité par P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano, 1,* Turin, 1967, p. 102.

55 A. Leonetti, Mouvements ouvriers et socialistes. L'Italie (Des origines à 1922), Paris, 1952, p. 152.

56 Cf., ci-après, « L'avènement de la démocratie industrielle», pp. 102-104. « Des hommes de chair et d'os », pp. 113-116 et «L'expérience des métallurgistes », pp. 198-201.

57 « Le Parti communiste », 4 septembre et 9 octobre 1920, in *Écrits politiques,* I., pp. 389-400.

58 *Op. cit*., p. 393. Les italiques sont de Gramsci.

Certes, il ne s'agit plus désormais que d'un écho assez atténué. Ou, plutôt, Gramsci reprend le problème de façon indirecte, à un autre niveau : celui du contrôle ouvrier [59]. Projet plus modeste, sans doute, et singulièrement appauvri en regard des enthousiasmes de 1919. Mais qui lui donne l'occasion de poursuivre un travail de taupe. Obstinément. Et de renouer de vieilles polémiques. C'est ainsi que son article du 10 février 1921 - où il continue d'identifier le « problème de la conquête de l'État » à celui du « pouvoir ouvrier sur les moyens de production [60]» réveille un moment la vieille querelle avec Bordiga: l'État prolétarien - lui objecte ce dernier « doit dès le début dénier à la bourgeoisie, dont il ne peut supprimer instantanément les fonctions économiques, toute forme de droit et d'activité politique [61] ». Confirmant que les termes du dilemme de 1920 sont toujours présents : « Prendre l'usine ou prendre le pouvoir [62] ? », - la polémique rebondit peu après avec la publication, dans L'Ordine Nuovo du 5 mars 1921, d'un article où se fait sentir la griffe de Gramsci. Ce dernier y retrouve d'ailleurs ce qui est alors la grande préoccupation de Piero Gobetti : susciter, à partir de l'expérience du prolétariat turinois, une nouvelle classe dirigeante. C'est à travers les Conseils, souligne-t-il, que s'opérera la sélection de nouvelles hiérarchies ouvrières. La fusion des Conseils et des syndicats donnera naissance à un « nouveau type d'organisation professionnelle, qui est propre à la période de la dictature et qui est capable d'assumer les tâches qu'imposent les nécessités de l'État ouvrier [63] ». À quoi l'objection de Bordiga apparaît inchangée : c'est là une démarche qui se fonde sur « l'admission automatique de tous ceux qui occupent une place donnée dans la production, sans leur demander de convictions politiques, d'engagements ou d'actes particuliers, y compris le sacrifice de leur vie.[...] Le parti de classe, qui considère le " prolétaire " dans la vaste gamme de ses conditions et de ses activités, réussit seul à éveiller l'esprit révolutionnaire de la classe [64] ».

Par-delà le deuil, le rouge fil de la problématique conseilliste continue donc de cisailler la trame bordiguiste. C'est ainsi que le 25 février 1921, à la veille du Congrès de Livourne de la C.G.L., Gramsci propose encore de convoquer un Congrès national des Conseils et des Comités d'entreprise [65] *(mais, comme le note Berti, cinq jours après éclate l'insurrection de Cronstadt et il n'en est plus question désormais*[66]). Le 14 mars 1921 il publie aussi, pour la première fois, le texte de son long rapport de l'été 1920 sur « Le mouvement turinois des Conseils d'usine [67]. » Cette initiative va de pair avec la publication d'un nouvel article sur le « contrôle ouvrier [68] », - preuve encore, si nécessaire, que par le détour du « contrôle », Gramsci nomme aussi autre chose. Et puis, il y a cette inlassable polémique contre la bureaucratie syndicale, contre l'opportunisme de la C.G.L., où l'écriture, renouant avec le ton du premier Ordine Nuovo, retrouve son mordant de naguère, se fait cruelle et précise...

---

59 A. De Clementi, « La politica del Partito Comunista d'Italia net 1921-22 e il rapporto Bordiga-Gramsci », *loc. cit.* p. 17.

60 Contrôle ouvrier », 10 février 1921, *infra*, pp. 79-81.

61 A. Bordiga, , Il problema del potere »,*L'Ordine Nuovo*, 14 février 1921 cité par A. De Clementi, *loc. cit.*, p. 17.

62 A. Bordiga, « Prendere la fabbrica o prendere il potere ? », *II Soviet,* 22 février 1920. Cf. *Écrits politiques,* I, pp. 36-37.

63 « Sindacati econsigli », *L'Ordine Nuovo*, 5 mars 1921; cité par A. De Clementi (*loc, cit.*, p. 27), qui attribue ce texte à Gramsci.

64 « Partito e classe », *Rassegna communista*, 15 avril 1921; trad. franç. in [Parti communiste international], *Parti et classe,* Paris, 1971, pp. 19-25.

65 « La Confédération générale du travail », 25 février 1921, *infra*, pp. SI84.

66 G. Berti, 1 primi dieci anni di vita del P.C.I., Milan, 1967, p. 60.

67 *Écrits politiques*, 1, pp. 353-365.

68 « Le contrôle ouvrier au Conseil du travail », 13 mars 1921, *infra*, pp. 88-91.

Et ce sont, surtout, les articles publiés pour le premier anniversaire de l'occupation des usines : des textes polémiques - contre les réformistes, contre les anarchistes [69] - où commence de s'opérer, encore timidement, la revalorisation de ces « communistes turinois » dont Gobetti écrira peu après l'histoire [70]; des pages rappelant qu'au cours de l'occupation des usines - « période d'occupation et de gestion ouvrière directe » - la production a dépassé les résultats de la période précédente [71]; un « Appel », enfin, rédigé au nom du Comité central du Parti communiste, qui exalte l' « enseignement » de septembre 1920 : « En septembre 1920, la classe ouvrière s'est dirigée elle même, elle a démontré pour la première fois, dans la production économique, qu'elle était capable de se gouverner toute seule, elle a organisé sa propre discipline. C'est là une expérience que l'on ne saurait oublier[72]... »

Ce sont bien évidemment là autant de textes, on le verra encore avec les thèses de 1922 sur « Le Parti communiste et les syndicats », qu'il serait vain d'imputer à la seule nostalgie du premier *Ordine Nuovo*. Il y passe bien plutôt une sorte de refus obstiné - ou d'incapacité, diront les bordiguistes - de prendre en charge une problématique proprement politique et d'assumer ce qui représente, pour Bordiga comme pour les léninistes, la dimension spécifique du problème de la révolution. Tout comme si, au fait, ce Gramsci-là se refusait encore à circonscrire la révolution à la seule question de la prise du pouvoir. C'est ainsi que les « thèses syndicales » de 1922, rédigées pourtant en collaboration avec Tasca, seront encore traversées par l'éclair de formules marquées au sceau du « sorélisme » ou du « deleonisme » : de la définition du syndicat comme « négation la plus tranchée de la démocratie bourgeoise » à la thèse typiquement « ordinoviste »selon laquelle l'organisation syndicale - le syndicat remplaçant ici le Conseilconstitue un « embryon d'État ouvrier à l'intérieur de l'État bourgeois[73] ». Tout comme si le passif de *L'Ordine Nuovo* continuait donc de peser, par-delà la scission et le ralliement à la formule du Parti; tout comme si l'expérience des Conseils d'usine constituait ici la plus secrète et la plus juste des clés. Et renfermait même - certains le diront - tout le secret de l'œuvre.

C'est autour de cette hypothèse, et en réaction ouverte contre le congrès de l'année précédente, que s'organise, en 1959, la première lecture dissidente de Gramsci : *La Città futura* [74]. La publication en est à l'initiative d'un groupe de jeunes intellectuels marxistes, issus pour certains du P.C.I., qui gravitent autour de revues comme *Officina et Passato e Presente* ou qui se réclament de l'expérience du *Politecnico* de Vittorini. Tranchant souvent, par leur vivacité, avec le ton généralement compassé ou lénifiant des communications du Congrès de janvier 1958, ces essais s'organisent autour de trois grands thèmes et, d'abord, on l'a dit, une critique de la reconstruction de l'itinéraire gramscien imposée par Togliatti, dont on récuse ici la téléologie « léniniste[75] ». C'est là, sans doute, une critique de principe, mais qui puise force et arguments dans le volume des *Scritti giovanili*, paru l'année précédente, quelques mois après le congrès officiel : le 15 mai 1958, précisément.

---

[69] Cf. « Avril et septembre 1920, 7 septembre 1921, *infra*, pp. 162-164 et « Les principaux responsables », 20 septembre 1921, infra, pp. 166-169.

[70] « Storia dei comunisti torinesi scritta da un liberale », La Rivoluzionc liberale. 1, 7, 2 avril 1922, in P. Gobetti, *Scritti polilici,* Turin, 1960, pp. 278-295.

[71] « Gestion capitaliste et gestion ouvrière», 17 septembre 1921, *infra,* pp. 164-166.

[72] « Nell'anniversario dell'ocupazione delle fabbriche : gli insegnamenti », *L'Ordine Nuovo*, 2 septembre 1921, in Partito Comunista d'Italia, *Manifesti ed altri documenti politici* (21 gennaio-31dicembre 1921), Rome, s.d. [1922], pp. 107-110, Alfonso Leonetti et Andreina De Clementi s'accordent pour attribuer à Gramsci la paternité de ce texte.

[73] *Infra*, pp. 204-205. Cf. aussi *Écrits politiques*, 1, p. 280, n. 1.

[74] La Città futura - Saggi sulla figura e il pensiero di Antonio Gramsci, a cura di A. Caracciolo e G. Scalia, Milan, 1959.

[75] C. Cicerchia, « Il rapporto col leninismo e il problema della rivoluzione italiana », *La Città futura*, éd. cit., pp. 11-37.

Ainsi qu'en témoigne le titre même du recueil - *La Città futura*, du nom du petit journal publié par Gramsci en février 1917 [76] cette rencontre du « jeune Gramsci » est en effet une « divine surprise » ; quelque chose, au fait, qui rappelle la découverte des oeuvres de jeunesse de Marx. Déconcertants pour qui ignorait, par exemple, l'épisode « mussolinien » de 1914 ou qui y découvre pour la première fois « La révolution contre *Le Capital* », ces *Scritti giovanili* constituent autant de motifs de ravissement (et parfois de lyrisme) pour tous ceux qui y retrouvent, outre un démenti aux hagiographies en vigueur, les grands thèmes et les grandes instances d'un « communisme critique » : et, d'abord, la naissance originale, à l'écart des institutions, d'un marxisme antiscolastique, ignorant des tabous, et qui se veut « méthode armée, examen ininterrompu, perpétuelle vérification collective [77] ».

Si elle ne rompt pas avec la tradition qui, désormais, privilégie toujours plus les *Cahiers* aux dépens du reste de l'œuvre, cette exploration du marxisme de Gramsci - qui occupe effectivement près des deux tiers de *La Città futura* et représente ainsi l'ensemble le plus substantiel qui ait été consacré jusqu'alors à ce problème - cette clarification de la « philosophie de la *praxis* » se veut d'abord vérification. Et même, comme aurait dit Marx, « règlement de comptes ». Il s'est en effet réalisé très vite une sorte d'unanimité facile autour de l'image philosophique d'un Gramsci auquel la tradition de Labriola, l'historicisme absolu et le dialogue avec Croce auraient miraculeusement permis de rester étranger au « dogmatisme stalinien »et dont le « marxisme ouvert » constituerait le meilleur antidote au stalinisme [78], si ce n'est la restauration du marxisme dans toute son authenticité. Il n'est d'ailleurs que de citer ici le vieux Mondolfo, qui, tout en reprenant, comme si de rien n'était, sa polémique de 1919 [79], n'en concède pas moins à Gramsci un brevet de virginité : « Nous nous insurgeons, au nom de Marx, contre les thèses de Gramsci conformes à la théorie et à la pratique bolcheviques; mais nous devons cependant reconnaître loyalement qu'il y a un Gramsci profondément marxiste, qui s'élève avec nous contre ce Gramsci léniniste et stalinien et nous fournit les arguments et les moyens d'une réfutation, dont l'efficacité tient précisément à ce qu'elle est autoréfutation [80] ». Mais, mise à part la pertinence de la filiation Labriola-Gramsci, qui se limite à une série de coïncidences et de rencontres,[81] le double problème demeure intact, que soulèveront successivement Tronti et Scalia : Gramsci n'est-il qu'un « Croce de gauche »? Et, surtout : le marxisme est-il une philosophie?

On reconnaît là, il va sans dire, la griffe du « dellavolpisme », dont l'inspirateur a toujours témoigné à l'égard de l'œuvre de Gramsci - tout comme, du reste, envers toute tentative de définition d'une « philosophie de la *praxis* » - une politesse faite de réserve et de froideur [82]. Cet « historicisme absolu » dont on fait gloire à Gramsci de s'être fait le héraut, qu'est-il de plus en effet qu'une dialectique spéculative *a priori*; qu'un autre type de dialectique manipulatoire ? A l'instar, précisément, de ce stalinisme dont Gramsci aurait évité les écueils. A l'instar, surtout, de ces mêmes déformations du marxisme qu'il prétend éviter : l'économisme, le positivisme, le matérialisme vulgaire. Aussi bien, loin d'être causes de salut, le « dialogue avec Croce » (et

---

[76] Cf. *Écrits politiques*, 1, pp. 95-115.

[77] G. Scalia, « Gramsci giovane», *Passalo e Presente*, no 9, mai-juin 1959, pp. 1132-1170.

[78] N. Matteucci, « La cultura italiana e il marxismo dal 1945 al 1951 », *Rivista di filosofia,* XLIV, 1, janvier 1953, pp. 61-85.

[79] R. Mondolfo, «Leninismo e marxismo »,*Critica sociale*, XXIX, 4, 20 février 1919, pp. 44-45.

[80] R. Mondolfo, Intorno a Gramsci e alla filosofia della prassi, Milan, 1955, p. 61.

[81] A. Bertondini, «Gramsci e Labriola », *La Città futura*, pp. 163-186.

[82] B. Paris, «Galvano Della Volpe », in G. Della Volpe, *Rousseau et Marx*, trad. franç., Paris, 1974, *passim.*

parfois avec Gentile), la « retraduction » de l'idéalisme crocien (et incidemment de l'actualisme gentilien) [83], assignent-ils à Gramsci ses limites : « l'instrument par lequel Gramsci pensait pouvoir réaliser la " reprise " de la philosophie de la praxis ne pouvait que lui interdire le dépassement de cette dernière mystification » que serait l'« idée d'un marxisme-*Wellanschauung* [84] ».

La « philosophie de la praxis », autrement dit, n'est que « philosophie ». Et n'entretient avec le marxisme que des rapports lointains ou indirects. Comme l'a rappelé Tronti un an auparavant, « la nouveauté du marxisme à l'égard de toute philosophie consiste à ne plus se poser comme philosophie; son originalité consiste à opposer la science à la philosophie et même à concevoir sa philosophie seulement comme science [85] ». De là que, si le marxisme de Gramsci n'est que « philosophie de la *praxis* » ou, pour reprendre les termes de Togliatti, restauration du marxisme comme « conception intégrale du monde et historicisme absolu » (les deux choses n'en faisant qu'une pour ses critiques), il finit par n'être plus, lui aussi, qu'une nouvelle variété de spéculation à la Hegel. Ou, pour les plus indulgents, un rêve de marxisme. Un marxisme rêvé. Mais le débat, ici, déborde déjà le seul cas de Gramsci.

Mais si les *Scritti giovanili* apparaissent essentiels, c'est en tant, d'abord, qu'ils contiennent la formulation précoce d'une conception « typiquement démocratique » du socialisme : une « exigence anticentralisatrice et antibureaucratique, exigence d'auto gouvernement ouvrier [86] », qui débouche, comme le souligne Gianni Scalia, sur l'expérience de *L'Ordine Nuovo* et la démocratie des Conseils (« Les thèmes fondamentaux de l'ordinovisme sont ici présents, annoncés et déjà partiellement développés [87] »). Cette volonté de rattacher et presque de déduire *L'Ordine Nuovo* des *Scritti giovanili*, cette insistance sur le caractère autonome, quasi endogène, « turinois [88] », de l'élaboration des grands thèmes gramsciens, renouent, bien entendu, avec la critique du finalisme des commentateurs officiels. Il ne s'agit, toutefois, pas tant de rompre enfin l'accord tacite sur ce Gramsci « léniniste » et « l'homme de parti »qui a resurgi, une fois encore, du congrès de 1958, que de se donner un « profil » de Gramsci qui fasse du problème des Conseils le centre lumineux de l'œuvre : en le rattachant, en amont, aux *Scritti giovanili* et aux expériences de la Turin ouvrière; en le prolongeant, en aval, jusque dans les *Cahiers de prison,* où, comme le suggère Scalia, « les thèmes ordinovistes sont reconnus tout à la fois dans leurs limites historiques [...] et dans leur substantielle validité pour un marxiste démocratique, unitaire et national [89] ».

C'est Alberto Caracciolo qui, dans un essai qui fera date [90], désignera ce moment spécifique, cette « inclination unique entre toutes » de la pensée de Gramsci [91] : le refus du pouvoir comme pouvoir du Parti, le refus de la « dictature consciente » du Parti, le refus du « blanquisme ». Il s'agit, il va sans dire, de remettre en question cette sous-estimation systématique des Conseils

---

83 E. Agazzi, « Filosofia della prassi e filosofia della spirito », La Città futura, pp. 187-269.

84 *Ibid*., p. 255.

85 M. Tronti, «Alcune questioni intorno al marxismo di Gramsci »,*Studi gramsciani,* pp. 305-321. Cf., du même, (Tra materialismo dialettico e filesofia della prassi », La Città futura, pp. 139-162.

86 G. Tamburrano, « Fasi di sviluppo del pensiero politico di Gramsci La Città futura, pp. 115-137.

87 G. Scalia, «Gramsci giovane), *loc. cit*., p. 1134.

88 E. Avigdor,« Il movimento operaio torinese durante la prima guerra mondiale », La Città futura, pp. 39-90.

89 G. Scalia, « Gramsci giovane », *ibid.*

90 A. Caracciolo, « Serrati, Bordiga e la polemica gramsciana contro il blanquismo " osettarismo di partito », *La Città futura*, pp. 91-114.

91 A. Caracciolo, « A proposito di Gramsci, la Russia, e il movimento bolscevico », *Studi gramsciani,* pp. 95-104.

et de la spontanéité ouvrière qui hante les écrits de Togliatti et de Ferri [92] et les anthologies « populaires » de Gramsci : et déjà, dans son intervention au congrès de 1958, Caracciolo n'a pas manqué d'insister sur le contenu profondément libertaire des textes que Gramsci consacre à la Révolution russe « (Ce sont les années de l'enthousiasme essentiellement libertaire [93]...»). D'effacer aussi cette image obsidionale d'un Gramsci que n'aurait cessé d'obséder le « rôle prééminent du parti révolutionnaire par rapport à toute tendance visant à le sous-estimer au nom du mouvement spontané des masses [94] »: et Caracciolo rappellera ici, dans la langue même de *L'Ordine Nuovo*, que, pour Gramsci, la révolution prolétarienne n'est pas un « acte thaumaturgique », la dictature du prolétariat un « appel stérile à la volonté », mais une « floraison de nouveaux pouvoirs qui s'élèvent irrésistiblement des grandes masses travailleuse[95] ». Mais l'essai d'A. Caracciolo fait, au vrai, beaucoup plus que remettre en circulation les grands thèmes « conseillistes » de la période de *L'Ordine Nuovo*.

C'est effectivement la première fois que le programme de *L'Ordine Nuovo* se trouve replacé dans le contexte du socialisme italien des années 1919-1920 [96] et que la « spécificité » des positions de Gramsci renvoie explicitement aux choix des autres protagonistes du débat autour des Conseils: les directions réformistes, certes, mais aussi les maximalistes, avec Serrati, et, surtout, la fraction abstentionniste, Bordiga. Pour la première fois, donc, on va découvrir que le problème des Conseils n'est pas l'apanage de Gramsci, mais l'un des axes essentiels autour duquel s'organise le débat socialiste de l'après-guerre; le lieu où, sans conteste, Gramsci se démarque des autres, mais le lieu aussi où tous se rencontrent; le bien de tous. L'élément discriminant, souligne Caracciolo, ce n'est pas l'intérêt des « communistes turinois »pour les Conseils, intérêt dans lequel tous se reconnaissent, c'est le contenu qu'ils mettent dans cette institution, c'est le rôle qu'ils lui assignent : « commencer par l'usine pour rassembler toute la classe, de l'atelier à l'usine, et de l'usine à la ville et au pays [97] ». Et dans ce processus, le rôle du Parti, pour essentiel qu'il soit, ne peut être que d'« éduquer le prolétariat », lui apprendre à « organiser sa puissance de classe et à l'utiliser pour sa propre domination[98] ».

C'est donc le refus radical, obstiné, constant du « blanquisme » ou « sectarisme de parti » qui différencie Gramsci, l'oppose même à ses contemporains : Tasca, qui voudrait faire du Conseil un rouage des syndicats; Serrati ou Bordiga, également attachés à une conception du pouvoir et du Parti qui se reconnaîtra dans le « léninisme ». C'est ce refus, et non, souligne Caracciolo, un désaccord sur la question de l'abstentionnisme, qui oppose Gramsci à Bordiga [99] : et la remarque est importante, qui, tout en insistant sur le « blanquisme » de Bordiga, déplace les termes du débat et émousse quelque peu la thèse togliattiste qui veut que l'opposition de Gramsci à Bordiga ait coïncidé avec la condamnation léninienne de l' « abstentionnisme ». Ce refus de la « priorité » du Parti, cette volonté de faire de l 'État ouvrier l' « État des Conseils des producteurs [100] », préside même, estime Caracciolo, à la totalité de l'itinéraire de Gramsci : des « Thèses syndicales » de 1922, qui reprennent, « de façon systématique », la théorie des

---

92 F. Ferri, «Consigli di fabbrica e partito nel pensiero di Gramsci », *Rinascita,* XIV, 9, septembre 1957, pp. 461-467.

93 A. Caracciolo, « A proposito di Gramsci... », *loc. cit.*, p. 98.

94 A. Gramsci, *Antologia popolare degli scritti e delle lettere,* Scelta e commento di C. Salinari e M. Spinella, Rome, 1957, p. 106, n. 1.

95 A. Caracciolo, « Serrati, Bordiga... », *loc. cit.*, pp. 95-96.

96 R. Alcara, *op. cit.*, p. 64.

97 A. Caracciolo, *ibid.* p. 101.

98 A. Caracciolo, *ibid.*, p. 102.

99 *Ibid.*, pp. 102 et suiv.

100 A. Caracciolo, « *Gramsci e la rivoluzione* », *Notiziario Einaudi,* VII, 2, juin 1958, pp. 7-8.

Conseils et du contrôle ouvrier [101], aux Comités ouvriers et paysans de 1924 et même aux « Thèses » du congrès de Lyon de 1926. Il n'est jusqu'à la « bolchevisation » du P.C.I., dont les aspects les plus brutaux sont imputés ici à Scoccimarro, qui ne relève du même souci : en attaquant Bordiga et la gauche communiste, Gramsci n'aurait fait que reprendre son combat obstiné contre la conception « aristocratique » et « sectaire » du Parti illustrée par *Promeleo* [102].

La thèse est sans doute excessive, et même « forcée [103]», mais elle a au moins le mérite d'ouvrir enfin, sur Bordiga, un débat que tous semblaient vouloir éviter [104] et par là même, indissolublement, d'appeler à l'égard de Gramsci un autre type de discours - en rupture avec les hagiographies et les morceaux de bravoure : une historicisation. Et c'est là, en fait, que *La Città futura* fait passer un « frisson nouveau » dans les études gramsciennes : non tant en proposant, avec l' « ordinovisine », un Gramsci « de gauche» dans lequel beaucoup se reconnaîtront [105]; non tant en organisant une lecture dissidente ou « alternative » de Gramsci, mais en suscitant le dégel d'un discours arrêté. En le contraignant à se débloquer. En créant, si l'on veut, comme un vaste appel d'air dans le champ des études gramsciennes.

Mais la dissidence, on l'a dit, a toujours du mal a se faire entendre. La publication, dans *Corrispondenza socialista*, de la fameuse lettre de Gramsci aux dirigeants du P.C.U.S. [106] est apparemment restée sans écho, tout comme, au reste, la parution dans la même revue, par les soins de G.Galli, de cette « Correspondance de Vienne » dont Togliatti publiera peu après l'essentiel sous le titre de *La formazione del gruppo dirigente del P.C.L.* [107]. Quant à la remise en question, sous la plume de Rosario Romeo, de l'interprétation gramscienne du Risorgimento et de la fameuse thèse sur l'absence de révolution agraire - la *mancata rivoluzione agraria*, elle ne touche, bien entendu, qu'un publie restreint de spécialistes [108]. Seul texte prémonitoire, annonciateur peut-être de changements, l'étude d'Aldo Romano sur le jeune Gramsci, qui esquisse une « réhabilitation » de Bordiga et traite, pour la première fois, on l'a dit, de la période « mussolinienne » de Gramsci : mais l'article, qui est publié sans notes ni appareil critique, restera inachevé; paraîtra tourner court [109] . Le commentaire autorisé paraît ainsi devoir rester incontesté. Et même se constituer toujours plus en commentaire de rigueur.

C'est ce que laisse d'ailleurs clairement entendre la publication, en 1957, de l'Antologia popolare de Carlo Salinari et Marlo Spinella, qui, pour « faciliter la lecture », pousse le zèle jusqu'à présenter un Gramsci qui va du « plus facile » au « plus difficile [110] ». Non contents, du

---

[101] A. Caracciolo, «Serrati, Bordiga...» , *loc. cit.*, pp. 105 et suiv.

[102] A. Caracciolo, *ibid.*, p. 110.

[103] F. Papi, L.Cortesi, « Per una storieizzazione marxista del pensiero e dell'azione di Gramsci », Rivista Storica del Socialismo, II, 7-8, juillet-décembre 1959, pp. 723-735.

[104] F. Livorsi, « Amadeo Bordiga nella storiografla del P.C.I. »,*Studi storici*, XV, 2, avril-juin 1974, pp. 430-444.

[105] Cf., par exemple, E. Soave, « L'occupazione delle fabbriche e i problemi del partito e della rivoluzione in Italia »,*Rivista Storica del Socialismo,* VIII, 24, janvier-avril 1965, pp. 173-187; A. Leonetti, *Notes sur Gramsci,*éd. cit., ainsi que S. Corvisieri, *Trotskij e il comunismo italiano*, Rome, 1969.

[106] « Lettera ai compagni del Comitato centrale del Partita comunista sovietico», *Corrispondenza socialista,* 1, 22, 29 novembre 1957; cf. aussi Écrits politiques, 111.

[107] Cf. *Corrispondenza socialista,* du no 63 (19 octobre 1958), au no 79 (8 février 1959), sous les titres « Lettere inedite di Antonio Gramsci », « Inediti dell'archivio segreto del Partito Comunista », « Documenti dell'archivio segreto comunista »...

[108] R. Romeo, Risorgimento e capitalismo, Bari, 1959.

[109] Cf. *Écrits politiques*, 1, pp. 17-18.

[110] A. Gramsci, *Antologia popolare*, déjà cité, p. IX.

reste, d'offrir, comme le souligne G. Scalia, « un Gramsci déjà interprété[111] », les auteurs ne se priveront même pas d'inviter le lecteur indigne a « se comparer lui-même - son ignorance, ses faiblesses, parfois sa petitesse - à la haute et sobre conscience révolutionnaire et intellectuelle de Gramsci [112]». Leçon de dévotion et d'humilité que n'eût certes pas désavouée François de Sales et qui fait. toucher du doigt l'état d'avancement des études gramsciennes - et, incidemment, de l'« organisation de la culture » - au moment où Togliatti prononce sa leçon sur le « léninisme » et la «guerre de position ».

La même stagnation se fait sentir jusque dans le domaine de l'édition de Gramsci. Certes, les chiffres des tirages ne sont pas négligeables : 380 000 exemplaires au total - en 1957 -pour l'ensemble de ce qui a été publié depuis la fin de la guerre, soit les sept volumes des « Opere », les *Lettres de prison* (qui en sont alors à leur dixième édition) et différentes anthologies et publications partielles[113]. Mais l'on continue d'attendre l'édition critique des Lettres, qui, annoncée comme « assez avancée » dès 1957, ne verra le jour qu'en 1965. Et, hormis le volume de *L'Ordine Nuovo* 1919-1920, publié en 1954, et *La Questione meridionale* de 1926, texte qui fait assez curieusement l'objet de plusieurs éditions populaires, la période « militante » de Gramsci - des premières expériences de jeunesse à l'arrestation - n'est toujours pas couverte.

Suscitant les enthousiasmes qu'on a dits, la publication, en 1958, des Scritti giovanili commence à combler cette lacune. Elle est suivie en 1960 par la parution de *Sotto la Mole*, recueil de chroniques assez anodines qui ne saurait bouleverser l'image et l'étude de Gramsci. Mais le publie ne dispose toujours pas de l'énorme masse d'articles écrits de 1921 à 1926. Il est vrai que c'est là, comme le laisse entendre une note de 1957 sur l' « état actuel » de l'édition de Gramsci, un ensemble propre à susciter les malentendus et qui ne saurait être utilisé sans les précautions d'usage : « La série des articles journalistiques et politiques sera complétée par un volume rassemblant les articles publiés dans différents journaux et revues entre 1921 et 1926. Ces textes, en grande partie signés, remontent à l'époque bordiguienne, chose dont on devra tenir compte pour comprendre certaines positions de Gramsci, qui reflètent la ligne que suivait alors le Parti, positions autrement incompréhensibles à qui ne connaîtrait que le Gramsci des Cahiers[114]. » Alarmes combien prématurées, du reste. Il faudra, en effet, attendre près de quinze ans pour disposer de ces textes [115]; et leur absence va continuer ainsi d'oblitérer, et l'interprétation, et, tout modestement, la connaissance même de Gramsci.

Telle est donc la situation au moment où Togliatti se prépare à publier - véritable coup de tonnerre - *La formazione del gruppo dirigente del P.C.I. :* toujours dominante, une interprétation, la sienne, historiciste et « giobertienne », tout entière centrée autour du problème de la « guerre de position », aboutira, tout logiquement, au Gramsci réformiste, modéré même, de S.F. Romano et à la révision « nennienne » de Giuseppe Tamburrano [116] ; et en face, l' « ordinovisme » de La *Città futura*, ce fils des révolutions de l'Est (quand le « gramscisme » ne

[111] G. Scalia, « Una riduzione "popolare " di un Gramsci ufficiale», *Passato e Presente*, no 1, janvier-février 1958, pp. 109-113; no 2, mars-avril 1958, pp. 243-257.

[112] Antologia popolare, p. XII. Rendant compte, dans *L'Unità* du 15 octobre 1974, du premier volume des présents *Écrits politiques*, Augusto Pancaldi soulignera, presque dans les mêmes termes, qu'une œuvre aussi « dense » et aussi « difficile » que celle de Gramsci doit être abordée « avec amour et avec respect ».

[113] « Stato attuale degli scritti di Gramsci », Rinascita, XIV, 6, juin 1957, p. 307.

[114] Ibid.

[115] Socialismo e lascismo. L'Ordine Nuovo 1921-1922, Turin, 1966; La costruzione del Partito comunista, 1923-1926, Turin, 1971.

[116] G. Tamburrano, Antonio Gramsci. *La vita, il pensiero, l'azione,* Manduria, 1963. Cf. aussi B. Paris, « una revisione " nenniana " di Antonio Gramsci », *Rivisla Storica del Socialismo*, VII, 21, janvier-avril 1964, pp. 163-179.

procédait que du XXe Congrès), invite déjà à redécouvrir la présence fascinante d'un Gramsci « de gauche ». Telle est donc la situation lorsque paraissent, dans les *Annali Feltrinelli*, ces lettres qui vont bouleverser les études gramsciennes[117]. Et confirmer, incidemment, que l'initiative, ici encore, appartient toujours à Togliatti.

La surprise, au vrai, est double. Et c'est d'abord le contenu des documents rassemblés[118]. L'essentiel de ce matériau est sans doute déjà connu, de quelques initiés au moins. Tasca en a cité de brefs extraits dans ses articles de 1953 sur *I primi dieci anni del P.C.I.* et surtout, on l'a dit, Giorgio Galli vient d'en publier la majeure partie dans la revue *Corrispondenza socialista,* Togliatti se contentant de fait de compléter le recueil par l'apport de quelques documents issus des Archives du P.C.I. Mais, en faisant sienne, et en sanctionnant, une documentation qui n'a été exploitée jusqu'ici que par des « hérétiques » ou par des « renégats », le voici rompre ouvertement avec cette unilinéarité, ce quasi-monisme de l'historiographie officielle du P.C.I. qui s'exprimait, par exemple, dans *Trenta anni di vita e lotte del P.C.I.* ou dans ses « conversations » avec les Ferrara, ou même, quoique plus prudemment, dans son dernier livre sur *Le Parti communiste* [119]. Pour la première fois, il donne ainsi droit de cité *(à l'intérieur du P.C. I., s'entend)* et confère une résonance neuve à un problème frappé jusqu'alors d'interdit, - problème que désignait indirectement, et bien timidement, la note de *1957* sur l'état de l'édition de Gramsci : le sens et le contenu de la rupture entre Gramsci et Bordiga, et donc de leurs rapports; la teneur et la signification de ce que l'on conviendra d'appeler désormais la « conquête gramscienne ».

Mais s'il y a lieu de parler de surprise, c'est à propos de l'essai qui donne son titre au recueil. Et ici l'image qui s'impose, même trop répétée, est celle du « coup de pistolet tiré dans un concert ». En effet : « Le véritable dirigeant de tout le travail [du Parti] fut pourtant Amadeo Bordiga. Celui-ci était doté d'une forte personnalité politique et de capacités de direction notables. Pendant des années il avait mené un travail systématique d'organisation de sa propre fraction au sein du Parti socialiste et, de cette façon, il avait acquis de vastes connaissances et du prestige parmi les cadres de gauche du mouvement. Il savait commander et se faire obéir. Il était énergique dans la polémique contre les adversaires, quoiqu'il usât souvent d'une argumentation scolastique. Le résultat de tout cela fut que le groupe dirigeant fut centralisé presque exclusivement autour de sa personne. On fut convaincu que c'était là le véritable “ chef ” dont le Parti avait besoin et qui le guiderait toujours bien, même dans les situations les plus difficiles [120]» Que les voilà loin, déjà, les recommandations du « plan » de *1951,* l'article de Berti sur la « nature contre-révolutionnaire du bordiguisme », *l'ingegnere* Bordiga et la chasse à l'iguanodon de *1953* Quelles qu'en soient les limites - et, en particulier, cette insistance sur le rôle historique du « chef » héritée de la période stalinienne [121] - cette « réhabilitation » de Bordiga crée une situation apparemment irréversible. Comme le souligne G. Galli, il sera désormais « impossible de persévérer dans les vieilles déformations [122]».

---

117 P. Togliatti, « La formazione del gruppo dirigente del Partito comunista italiano nel 1923-24 », *Annali Feltrinelli,* 111, 1960 [1961], pp. 388-530 : présentation et publication de documents provenant essentiellement des Archives Angelo Tasca, déposées à Milan, près l'Istituto Giangiacomo Feltri nelli. Pour des raisons de commodité, nos citations renvoient au volume : P. Togliatti, *La lormazione del gruppo dirigente del Partito comunisla ilaliano net* 1923-1924, Rome, 1962.

118. Cf. « Correspondance de Moscou et de Vienne », *infra,* pp. 221 et suiv.

119 P. Togliatti, *Le Parti communiste italien* [1958], trad. franç., Paris, 1961.

120 P. Togliatti, La forniazione del gruppo dirigente.... p. 19.

121 F. Livorsi, *loc. cit.*, p. 435.

122 G. Galli, «La formazione del gruppo dirigente del P.C.I. (1923-1924) », *Tempi moderni*, janvier-mars 1962, pp. 94-106.

Le Parti communiste d'Italie est donc né « bordiguiste » et il l'est même resté - Togliatti le reconnaît enfin - jusqu'au congrès de Lyon de janvier *1926.* L'explication en serait surtout dans la « forte personnalité » de Bordiga et Togliatti avance ici qu'en envoyant Gramsci à Moscou comme délégué du Parti près l'Exécutif de H.C., Bordiga aurait visé, dès le printemps *1922,* à « empêcher la formation d'un groupe d'opposition [123]». Dès la création du Parti, la composition du premier Comité central aurait attesté, du reste, une volonté délibérée des « abstentionnistes » de reléguer les « ordinovistes » (Gramsci et Terracini) « au dernier rang [124]». Et ce, même si, comme il le concède, cette composition est pleinement acceptée par les « Turinois », qui, il le rappelle encore, n'ont jamais cherché à constituer une fraction nationale [125] ; même si Gramsci - autre aveu - n'a pas encore le rayonnement qu'on lui attribuera par la suite (« La force de la pensée politique d'Antonio Gramsci et ses capacités de dirigeant n'étaient connues que de ceux qui avaient été très proches de lui [126] ; même si, enfin, c'est à Gramsci qu'est confiée la direction du quotidien du Parti [127].

La direction bordiguiste se serait trouvée très vite en crise. Dans ses rapports avec l'I.C., d'abord, sur le problème du « front unique », dès *1921,* et, après la scission socialiste du 4 octobre *1922,* sur celui de la fusion avec les maximalistes partisans de l'I.C. Et Togliatti de rappeler ici qu'au Ille Congrès de l' I.C. Terracini se fait réprimander par Lénine pour avoir soutenu la « théorie de l'offensive[128] » ; quitte à oublier qu'à la même époque, et sur les mêmes points, Gramsci soutient des thèses analogues : « Dans l'actuelle période historique - écrit-il, par exemple, le 14 mars *1921* - tout mouvement est capable de se transformer en révolution[129] ». Et encore, face à l' « action de mars » : « Les communistes allemands sont en train de montrer par l'exemple que certaines positions ne se défendent et ne peuvent se défendre qu'en attaquants.[130] » Quitte à oublier aussi qu'à l'égard du problème qui est au centre du désaccord avec 1'I.C., celui du « front unique » politique (politique et non syndical, comme l'insinue Togliatti [131], ou encore quant à la fusion avec les maximalistes, pendant très longtemps Gramsci ne se démarque en rien de Bordiga et que, en juin *1923* encore, à Moscou, il défend si efficacement les positions de la « majorité [132] » que Zinoviev - qui avait, on le voit, déjà misé sur lui - l'accuse de « double jeu [133]».

Deuxième motif de crise : l'analyse du fascisme ou, plus précisément, la discussion sur la possibilité ou non d'un coup d'État fasciste. Ici, la position de Bordiga tend à transposer l'expérience allemande de 1919. Au coup d'État réactionnaire ouvert - militaire ou fasciste - la bourgeoisie italienne, estime-t-il, préférera une « forme ultime et insidieuse de la dictature bourgeoise » : un gouvernement social-démocrate, du type de ce qu'a été, en Allemagne, le

[123] P. Togliatti, op. cil., p. 22.

[124] *Eod. loc.*, p. 14.

[125] *Eod. loc.*, p. 15.

[126] *Eod. loc.*, p. 34.

[127] B. Alcara, *op. cit.*, p. 70, n. 19.

[128] P. Togliatti, *op. cit.*, p. 23.

[129] « La ragione dei fatti », *L'Ordine Nuovo, 4* mars 1921, in *Socialismo e fascismo,* éd. cit., p. 91.

[130] « La révolution en Allemagne», 30 mars 1921, *infra, pp. 96-98.*

[131] P. Togliatti, op. cil., p. 23. Cf., sur ce point, B. Alcara, *op. cit,* p. 71.

[132] Cf., ci-après, p. 244, n. 2.

[133] P. Spriano, Storia del Partito comunista italiano, 1, p. 282.

« noskisme [134] ». C'est là que, outre la question du « contrôle ouvrier », Gramsci semble se démarquer le plus nettement de la « majorité ». N'a-t-il pas en effet, dès le printemps 1920, envisagé la possibilité d'une « terrible réaction de la part de la classe possédante[135] » ? - ce qui, d'ailleurs, n'exclut nullement que la réaction puisse être le fait d'un gouvernement social-démocrate. A la veille de Livourne, à Imola, il rejette en tout cas explicitement l'« hypothèse de la phase social-démocrate en Italie[136] ». C'est là qu'il commence donc de se démarquer de Bordiga à l'époque du congrès de Rome de 1922 : il critique alors les « Thèses sur la tactique » présentées par Bordiga et Terracini - ou, du moins, les thèses 51 et 52 [137] - et il obtient, note prudemment Togliatti, que les « jugements sur la tactique » soient « quelque peu corrigés[138] »; il fait modifier, précise Tasca, « quelques points secondaires[139] ».

Mais, dès lors, comment expliquer que, à l'exclusion de la « petite minorité » clairvoyante rassemblée autour de Tasca [140], Gramsci ait été le seul à s'opposer aux « Thèses de Rome »? le premier aussi à se libérer d'une « maladie » qui, « minorité» exceptée, «était dans tout l'organisme [141] »? Et, surtout, comment rendre compte de cette timidité, de ce refus de nouer un « minimum de contacts et d'accords »de cette incapacité à prendre l'avantage en s'appuyant, dès ce moment-là, sur l'autorité de l'Internationale et de son délégué, le Bulgare Vasil Kolarov [142] Si la « lutte sur deux fronts » s'avère possible dès 1922, pourquoi Gramsci attendra-t-il encore plus d'un an avant de s'y engager ? N'est-ce pas là, au fait, sur le mode itératif, la « timidité » ou la « pudeur »qui avait déjà retenu le groupe de *L'Ordine Nuovo* de constituer une fraction à l'échelle nationale? Cette « timidité » ne cessera pas, en tout cas, de peser sur la « conquête gramscienne », d'en ralentir le cours, d'en hypothéquer ou d'en infléchir peut-être le déroulement. Togliatti lui en fera, deux ans plus tard, le reproche : Tu aurais dû parler avant[143]...

Que Gramsci ait pu être retenu, comme on le prétendait jusqu'alors, par la crainte de se confondre avec Tasca et la « minorité » de droite[144], la chose est également exclue. Il n'y a pas lieu alors, reconnaît Togliatti, de parler d'un « véritable danger de droite ». La « minorité » représente un ensemble « hétérogène », un « conglomérat d'aspirations informes, inconhérentes, souvent contradictoires », dont toute la force tient à son « succès temporaire de 1923 [145] », soit, pour qui sait lire entre les lignes, l'appui inespéré de l'Exécutif de l'I.C., qui, on l'a dit, la place alors d'autorité à la tête du Parti. Et, en tout état de cause, le Parti, « dans sa grande majorité », n'en veut point [146].

Les raisons ici invoquées n'apparaissent, à vrai dire, que médiocrement convaincantes. En 1922, d'abord, la situation n'est pas « mûre » et il manque jusqu'au « minimum de matériel

---

134 [A. Bordiga], *Communisme et fascisme,* Marseille, 1970, *passim.*

135 « Pour une rénovation du Parti socialiste », in *Écrits politiques,* I, p. 333.

136 *Il Comunista,* 5 décembre 1920, cité par P. Spriano, *op. cit.*, p, 102.

137 A. Togliatti,Terracini, etc., 9 févr. 1924, *infra, p.* 263.

138 P. Togliatti, *op. cit.*, p. 24.

139 A. Tasca, *I primi dieci anni del P.C.I.,* Bari, 1971, p. 125.

140 *Ibid.* p. 126.

141 P. Togliatti, *op. cit.*, p. 35.

142 *Ibid.,*pp. 24-26.

143 A Scoccimarro et Togliatti, 1er mars 1924, *infra,* p. 278.

144 Cf. Écrits politiques, I, p. 41.

145 P. Togliatti, *op. cit.,* pp. 25 et 33.

146 *Ibid.,* pp. 33-34.

humain » pour mettre en place une nouvelle direction [147], - ce qui infirme déjà l'hypothèse initiale et atteste, en tout cas, la relative inconsistance du courant ordinoviste. Gramsci, en outre, ne voit pas de solution de rechange - « et, en cela, précise Togliatti, on ne peut lui donner tort [148] » - et il redoute d'ouvrir dans le parti une crise aux répercussions « incalculables [149] », - ce qui confirme l'inexpérience sinon l'inexistence politique des ordinovistes[150] et n'en rend que plus absurde l'hypothèse d'une lutte « sur deux fronts ». Et surtout, singulier aveu de la part d'un membre du Comité central, directeur, de surcroît, du principal organe du Parti, Gramsci reconnaîtra plus tard n'avoir rien su de la « véritable activité » de la direction du P.C. jusqu'à ce même congrès de Rome de 1922 [151].

On peut se demander, en fait, si Togliatti n'est pas, ici, en train d'antidater une rupture qui ne s'amorcera chez Gramsci que vers la fin de l'année suivante. Comment oublier qu'en octobre 1921 - époque où, il est vrai, il ne savait encore rien des « questions les plus graves » - ce dernier a refusé de remplacer Bordiga ? comment, au IVe Congrès de l'I.C., c'est-à-dire, cette fois, bien après le congrès de Rome, il s'est vu proposer par le Hongrois Rákosi de «devenir le chef du Parti » et a, là encore, refusé[152]*?* Comment oublier, enfin, ce qu'était encore sa position en juin 1923 ? Tout tendrait plutôt à montrer qu'en 1922 encore Gramsci n'est pas guéri, en tout cas pas «totalement » de cette « maladie » dont parle Togliatti et qu'il reste ce que Tasca désigne d'une formule peut-être excessive, mais qui fait mouche : « un " *bordiguiste " cultivé,* mais un bordiguiste[153] ».

Il faudra en effet le séjour à Moscou, sa participation aux activités de l'Exécutif et de la commission italienne, et, surtout, le « travail » de Zinoviev pour l'amener à accepter sans arrière-pensée les thèses sur le « front unique », et s'engager à réaliser la fusion avec les *terzini.* Un fragment de texte retrouvé par Togliatti laisse même entendre que c'est dans les jours qui ont suivi le Plénum de 1923 qu'a commencé de s'amorcer ce tournant. « La scission de Livourne (le fait que la majorité du prolétariat italien s'est détachée de l'Internationale communiste) a été sans aucun doute le plus grand triomphe de la réaction », avoue Gramsci[154], dans une ébauche qu'il paraît s'empresser aussitôt d'oublier. Le mot, pourtant, est dit. C'est là, de fait, la position de la « minorité », de la « droite », et Graziadei - qui l'a soutenue à Livourne et depuis - la réaffirme encore à la même époque devant le Comité central : « La scission de Livourne s'est inévitablement réalisée trop à gauche [155]. » Et c'est là, surtout, la position de Zinoviev : « Il se forme [à Livourne] deux partis. L'un d'eux renferme la droite plus le centre. C'est le " Parti socialiste italien ". De l'autre côté, ce sont les communistes. Maintenant, une deuxième scission se prépare [...]. Une partie du centre passera encore aux communistes et l'on pourra considérer alors le Parti communiste italien comme définitivement constitué [156]. » La critique de Livourne désigne ainsi le lieu où commencent de coïncider, et les exigences de l'I.C., et ce que Gramsci va désigner par la suite comme le « point de vue d'une majorité nationale ». De la lettre sur la

[147] P. Togliatti, *op. cit.,* p. 26.

[148] Ibid.

[149] Ibid.

[150] F. Livorsi, *loc. cit.,* p. 435.

[151] A Scoccimarro et Togliatt*i,* 1er- mars 1924, *infra,* p. 278.

[152] *Ibid.,* p. 279.

[153] G. Berti, *op. cit.,* p. 75.

[154] Cf. *infra,* p. 304.

[155] P. Togliatti, *op. cit.,* p. 111.

[156] G. Zinoviev, « La naissance d'un parti communiste , La Correspondance internationale, 11, 57, 3 août 1922, pp. 437-438.

fondation de *L'Unità* du 12 septembre 1923 au refus de signer « par *principe »* - et le terme est souligné chez lui - un « manifeste polémique à l'égard de l'Internationale [157] » le choix, désormais, ne cesse de s'affirmer et de se préciser. Et c'est par une argumentation que ne désavouerait pas Zinoviev, que Gramsci finit, dès janvier 1924, par justifier sa « conquête » : « Alors qu'il fallait à l'époque [en 1920] s'appuyer à l'intérieur du Parti socialiste sur les abstentionnistes si l'on voulait créer le noyau fondamental du futur Parti, il faut aujourd'hui lutter contre les extrémistes si l'on veut que le Parti se développe et cesse d'être autre chose qu'une fraction extérieure du Parti socialiste [158]. »

C'est cette même période que désigne Togliatti lorsqu'il s'agit de justifier ce choix auquel se résout Gramsci : constituer une fraction, - le mot n'étant, du reste, jamais prononcé. « On était au début d'une nouvelle période du développement de la situation, écrit donc Togliatti. On allait dépasser les problèmes de l'immédiat après-guerre.

On passait - pour employer l'expression de Gramsci d'une bataille de mouvement à une guerre de position, Au cours de l'été 1924, l'assise suprême du mouvement communiste, le Congrès de l'Internationale, définit cette nouvelle situation en la désignant comme stabilisation relative du capitalisme [159]. *»* Et c'est là, sans doute, un contexte dont les clés sont connues : l'échec des révolutions d'Allemagne et de Bulgarie de l'automne 1923 et l'indéniable reflux de la vague révolutionnaire de l'après-guerre, le retour en force des sociaux-démocrates à l'intérieur du mouvement ouvrier et le début de ce que le Ve Congrès de l'Internationale communiste désignera effectivement comme une « stabilisation relative » du capitalisme. Quant à la « nouvelle situation nationale », point sur lequel Togliatti n'est guère disert, il ne peut s'agir que des conditions de cette « révolution permanente »dont parle Gramsci dans sa lettre du 5 janvier 1924 [160]. Et c'est là, précisément, qu'en anticipant sur des analyses qui ne parviendront à terme que dans les *Cahiers,* en faisant intervenir ici ce concept de « guerre de position »qui n'est pleinement élaboré, on l'a vu, qu'après 1932, Togliatti manque l'un des aspects essentiels de cette « conquête gramscienne », en ses débuts tout au moins : la conviction que, s'il faut se hâter, c'est que les échéances révolutionnaires sont proches.

Il est évident en effet que, tout au long de cette période, et probablement jusqu'au discours de Mussolini du 3 janvier 1925, sinon après, Gramsci, loin de se préparer à un siège prolongé ou à une guerre d'usure, estime que la révolution est toujours possible, et parfois même proche, et ne pense en aucun cas à la « guerre de position [161]» . « Pour ce qui concerne l'Italie, je suis optimiste », écrit-il au printemps 1923. Et il ajoute : nous devons déjà penser à « la période qui suivra la prise du pouvoir [162] ». La situation mondiale « tend à gauche », estime-t-il aussi dans cette lettre du 1er mars où il va jusqu'à envisager la possibilité d'une insurrection armée dans le Midi et dans les Iles [163]. S'il concède, au début de l'année, que la situation en Italie reste « extrêmement confuse[164]», elle est aussi - il n'en doute pas - « intensément révolutionnaire[165] »: le fascisme a créé, en Italie, une situation de « révolution permanente »; il faut s'attendre à de

[157] *A.* Terracini, 12 janvier 1924, *infra,* p. 244.

[158] A. Scoccimarro, *5* janvier *1924, infra,* p. 242.

[159] P. Togliatti, *op. cit.*, p. 36.

[160] A Scoccimarro, 5 janvier 1924, *infra,* p. 243.

[161] G. Galli, *loc. cit.,* p. 99.

[162] A Palmiro Togliatti, 18 mai 1923, *infra,* p. 224.

[163] A Scoccimarro et Togliatti, 1er mars 1924, *infra,* pp. 272-281.

[164] ATerracini, 12 janvier 1924, *infra,* p. 247.

[165] A Togliatti, Terracini, etc., 9 février 1924, *infra,* p. 270.

nouvelles luttes [166]. Et c'est également là le thème de son article du 15 mars 1924, « *Contro il pessimismo* »: « De grandes luttes approchent, peut-être encore plus sanglantes et plus lourdes que celles des années passées [167]. »

Cette reprise prochaine des luttes, c'est même ce qui justifie à ses yeux la rupture avec Bordiga et la création d'une fraction « centriste ». Et, par exemple, si l'Internationale communiste ne peut tolérer la création d'une opposition de gauche dont le P.C. « bordiguiste » constitue le centre virtuel, c'est - estime-t-il - parce que, en dépit de l'échec de la révolution d'octobre 1923, la situation reste « encore objectivement révolutionnaire en Allemagne » et, on l'a dit, « confuse », mais ouverte, en Italie[168]. Cette proximité des échéances révolutionnaires, il l'invoque encore - contre Bordiga, mais d'accord avec lui sur ce point - au moment de la conférence de Côme : « Il y a un début de reprise du mouvement ouvrier. [...] Nous sommes pressés ! Il y a des situations où le fait de ne pas être pressé provoque la défaite [169]... » Loin, en effet, de prôner le passage à la « guerre de position », en mai 1924 le « centre » continue de soutenir des thèses qui, ainsi que Bordiga le soulignera, se démarquent assez mal encore de celles de la « gauche [170] ». Et paraît même, comme le dit Tasca, miser sur « un semi-bordiguisme sans Bordiga [171] ».

Cette quasi-identité des positions du « centre » et de la « gauche » jusqu'à l'époque de la conférence de Côme - où le « centre »reconnaît ouvertement que « l'on n'aurait rien pu faire ou presque rien de différent de ce que le Parti a fait »jusqu'alors[172] - n'en rend que plus obscurs les véritables motifs de la rupture avec Bordiga et de la création, de la part de Gramsci, d'une fraction « centriste », puis d'un nouveau « groupe dirigeant ». D'autant que, s'il est contradictoire, le bilan que dresse Togliatti de l'activité du P.C. d'Italie sous la direction de Bordiga est loin d'être négatif : le Parti a réussi à entraîner « plusieurs dizaines de milliers de prolétaires et de travailleurs » dont l'influence parmi les masses n'a cessé d'augmenter[173]; les communistes ont « étendu leur influence de façon capillaire [174]». Tout ce qu'on peut reprocher à Bordiga, c'est d'avoir stérilisé cette poussée révolutionnaire à force de sectarismes [175] d'avoir méconnu l'importance du « front unique » dans la situation italienne et de ne pas avoir réalisé l' « unité d'action contre l'adversaire de classe[176] » : et, en particulier, en interdisant aux communistes de participer au mouvement des A*rditi del Popolo,* que Gramsci voyait, semble-t-il, d'un bon œil [177]. Et c'est là, du reste, le seul exemple invoqué par Togliatti.

Tout se passe en effet comme si, pour ce dernier, la rupture entre Gramsci et Bordiga n'avait tenu qu'à un désaccord sur l'analyse du fascisme et, plus précisément, sur sa composition de

---

166 A Zino Zini, 2 avril 1924, *infra,* p. 309.

167 « Contre le pessimisme », 15 mars 1924, in *Écrits politiques,* III.

168 A Terracini, 12 janvier 1924, *infra,* pp. 244 et suiv.

169 Cité *in* P. Spriano, *op. cit.*, p. 358.

170 Ibid., p. 357.

171 A. Tasca, I primi dieci anni..., p. 141.

172 *Lo StatoOperaio,* 15 mai 1924*;* cité par S. Merli, « Le origini della direzione centrista nel Partito comunista d'Italia», *Rivista Storica del Socialismo,* VII, 23, septembre-décembre 1964, pp. 605-625.

173 P. Togliatti, *op. cit.*, p. 18.

174 Ibid., p. 29.

175 Ibid., p. 18.

176 *Ibid.,*p . 29.

177 cf. « Contre la terreur »19 août 1921, infra, pp. 149-151 ainsi que « Les Arditi del Popolo », 15 juillet 1921, pp. 136-138.

classe, sur son homogénéité. Alors que, chez Bordiga, lequel gomme jusqu'à l'excès les aspects neufs, « révolutionnaires », du phénomène (« Certes, le fascisme unit tout à la fois la violence réactionnaire et l'astuce démagogique », mais « c'est ce qu'a toujours fait la démocratie libérale [178] »), le fascisme ne saurait se réduire à une seule « tendance de la droite bourgeoise », mais « incarne la lutte contre-révolutionnaire de tous les éléments bourgeois[179] », Gramsci, poursuivant une analyse ébauchée à l'occasion des événements des 2 et 3 décembre 1919, y découvre surtout l' « irruption politique » de la petite bourgeoisie et en souligne les aspects contradictoires [180]. Comme l'écrit Togliatti, qui hésite à se prononcer sur l' « orthodoxie » de cette analyse, Gramsci tend à « considérer le fascisme comme une tentative de la bourgeoisie agraire pour s'affirmer comme force indépendante dans l'État italien, en s'alliant aux grands propriétaires terriens contre les paysans et les ouvriers [181] ». Tandis que, pour Bordiga, le prolétariat se trouve donc voué à combattre seul un adversaire qui est l'adversaire de toujours et dont on proclame, avec quelque peu de fausse conscience, la totale homogénéité, l'analyse de Gramsci, qui, on en conviendra, passe trop rapidement sous silence le rôle du capital industriel et oublie en particulier que, bien souvent, propriétaires terriens et porteurs d'actions ne font qu'un, l'analyse de Gramsci laisse ainsi augurer des déchirures et des ruptures à l'intérieur du bloc bourgeois et paraît devoir déboucher à long terme sur une perspective d'alliances, une « perspective démocratique [182] ».

Et de fait, dès le mois d'avril 1921, Gramsci prend une initiative qui le montre assez favorable à une telle politique d'alliances. Escomptant, peut-être, une victoire du communisme en Italie ou songeant plus vraisemblablement, comme le suggère Togliatti, à organiser la résistance armée au fascisme, il tente alors, par l'intermédiaire d'un « légionnaire » de Fiume, d'entrer en contact avec D'Annunzio et de gagner à son projet l'appui du prestige, du talent et de l'éloquence du poète [183]. Mais, outre que c'est là une affaire dont il n'aimera guère à reparler ensuite, au moment où s'amorce ou se décide la « conquête » du P.C. d'Italie, il n'est pas lieu de parler de « perspective démocratique » et il est clair qu'ici encore Togliatti anticipe. Le problème ne se pose en effet qu'à l'époque de la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti, autrement dit au cours du deuxième semestre 1924. Et encore faut-il noter que, en dépit de l'écho qu'éveille en lui le fameux éloge de Schlageter prononcé par Radek devant le Plénum de l'Exécutif de juin 1923 [184], Gramsci ne cesse jamais, perspective démocratique ou non, d'attaquer, tout au long de cette période, ses alliés virtuels et de dénoncer, dans la meilleure tradition « bordiguienne », le «semi -fascisme d'Amendola, Sturzo et Turati [185] ».

Il est donc difficile de déduire la rupture avec Bordiga d'une « perspective démocratique » qui ne sera, comme on dit, « crédible »qu'à partir du 10 juin 1924 et qui, en tout état de cause, reste jusqu'alors absolument imprévisible; et bien difficile a *fortiori* de faire tenir les motifs de cette rupture dans une divergence de vues sur le caractère « petit-bourgeois » ou « rural » du fascisme. Si les modifications apportées par Gramsci aux « Thèses de Rome » sont loin d'être

---

[178] « Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVe Congrès de l'Internationale communiste» [16 novembre 1922], in *Communisme et fascisme*, déjà cité, pp. 81-102.

[179] Ibid.

[180] « Les deux fascismes », 25 août 1921, infra, pp. 151-153.

[181] P. Togliatti, op. cit., p. 38.

[182] ibid.

[183] S. Caprioglio, « Un mancato incontro Gramsci-D'Annunzio a Gardone nell'aprile 1921 (con una testimonianza di Palmiro Togliatti) », *Rivista Storica del Socialismo*, V, 15-16, janvier-août 1962, pp. 263-273.

[184] Cf. « Le destin de Matteotti », 28 août 1924, in *Écrits politiques, III.*

[185] « La crise italienne », 26 août 1924, *ibid.*

aussi secondaires que le prétend Tasca - il s'agit effectivement de la possibilité d'un coup d'État réactionnaire, point sur lequel Gramsci, ainsi que le note Trotski, se démarque nettement du reste de la direction[186] - elles ne portent pas pour autant sur l'essentiel et ne désignent pas une divergence fondamentale. Au vrai, le désaccord avec Bordiga ne concerne jamais l'analyse du fascisme[187] et l'opération qui fait de cette analyse le lieu de la rupture n'est pas totalement innocente. Elle tend évidemment à réduire et à occulter les vraies dimensions de la crise. Et elle continue d'infléchir ou d'orienter la lecture de Gramsci, - ce dont témoignera, par exemple, la publication des articles de la période « bordiguienne » sous le titre curieux de *Socialismo e fascismo* et la représentation de ce moment-là, d'un Gramsci qui, lui, aurait « vu » le fascisme[188].

Cette crise, elle ne se réduit pas à des joutes oratoires dans lesquelles Gramsci, usant de ses seuls talents de persuasion, écraserait le « sectarisme » bordiguiste et rappellerait ses camarades à l' « application correcte des principes du marxisme » et à la « compréhension de la situation objective [189]». Ni davantage, il va sans dire, aux dimensions étroitement nationales où prétend l'enfermer Togliatti : une discussion sur la nature du fascisme et la crise de la bourgeoisie italienne. Et il n'est même pas sûr, au fait, que les motifs si souvent invoqués : refus, de la part de Bordiga, et du « front unique » politique, et de la fusion avec les maximalistes, suffisent à rendre compte des raisons de la « conquête gramscienne » et de cette transformation du P.C. d'Italie qui aboutira à terme - dans l'hypothèse de Togliatti - au « Parti nouveau » de la Résistance et de la « voie italienne ». Tout se passe ici, au contraire, comme si toute l'action de Gramsci ne consistait, pour la paraphraser, qu'à « traduire en langage historique italien » une crise qui investit l'Internationale communiste et dont Bordiga se trouve être, on ne saurait l'oublier, l'un des principaux protagonistes : « Amadeo[Bordiga] se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale [190]. »

C'est paradoxalement la présence de Bordiga, son rôle - comme le voit Gramsci - de centre virtuel des oppositions de l'I.C. qui confèrent tout à la fois à cette « bolchevisation » italienne sa « spécificité » ou sa (relative) grandeur et qui, en permettant à Gramsci de la dramatiser et de faire de ce qui n'est ailleurs qu'une opération bureaucratique banale une sorte de tragédie déchirante où le chœur du groupe dirigeant se voit invité à choisir entre Bordiga et l'I.C., tendent aussi à en masquer le contenu réel. Si elle n'exclut pas, il est vrai, la possibilité d'un retour ultérieur du P.C. d'Italie à des positions plus critiques (« Si notre parti est guéri de sa crise avant le Ve Congrès, écrit Gramsci le *27* mars *1924,...* nous pourrons adopter une position indépendante et même nous offrir le luxe de critiquer [191] »), l'opération que Gramsci met, bon gré mal gré, en route avec ses lettres de Vienne ne signifie rien d'autre en effet que l'alignement du P.C. d'Italie sur les positions de l'I.C. C'est d'ailleurs ce que reconnaîtra en termes a peine voilés Togliatti devant le Ve Congrès de l'I.C. : « Au congrès de Rome, en votant même à titre consultatif les thèses que l'Internationale a désavouées, nous avons ouvert une crise

---

186 « D'après les informations des amis italiens, à part Gramsci, le Parti communiste n'admettait pas même la possibilité de la prise du pouvoir par les fascistes» (L. Trotski, « Et maintenant? », numéro spécial de La *Lutte de classes,* 15 avril 1932, p. 29).

187 G. Galli, *loc. cit.,* p. 100.

188 Cf., par exemple, A. Leonetti, « Come Gramsci vide la crisi del 1921-22 e le responsabilità della piccola borghesia », *Paese sera,* 8 novembre 1963; repris - sous le titre « L'analyse du fascisme »- in *Notes sur Gramsci,* éd. cit., pp. 45-55.

189 P. Togliatti, *op. cit.*, p. 35.

190 A Togliatti,Terracini, etc., 9 février 1924, *infra,* p. 1268.

191 A Terracini, 27 mars 1924, *infra*. p. 294.

internationale pour éviter une crise intérieure qui aurait eu des conséquences bien plus graves[192] ». Il s'agit désormais de faire supporter au Parti italien - dont Togliatti reconnaît en passant qu'il a « conquis une position inébranlable dans la meilleure partie de la classe ouvrière [193] » - sa part, sinon plus, de la crise qui déchire l'Internationale et le Parti communiste d'Union soviétique.

Mais c'est sans doute une formule de Zinoviev qui éclaire le mieux le problème : « Ce n'est pas l'Internationale qui doit s'adapter à Bordiga, déclarera-t-il le *19* juin *1924,* mais Bordiga à l'Internationale [194]. » Le contentieux entre Bordiga et l'I.C. commence en effet à se faire pesant. L' « abstentionnisme » du groupe du *Soviet* (auquel la polémique ne manquera jamais de faire référence) a, certes, été liquidé très vite; dès avant le congrès de Livourne. C'était là, au reste, une des conditions posées par Lénine avant de confier à Bordiga la tâche de créer le P.C. d'Italie. Mais, dès *1921,* un nouveau conflit éclate autour des Thèses du IIIe Congrès de l'I.C. et du problème du « front unique » et, à partir de ce moment-là, le P.C. d'Italie se trouve « en permanence », sinon « systématiquement », en désaccord avec l'I.C. [195]. Les premières « ouvertures » de Moscou en direction de Gramsci, par le truchement de Haller, ont lieu à cette époque-là : en octobre 1921, quelques mois après le IIIe Congrès [196]. L'adoption - contre l'avis du Komintern - des « Thèses de Rome » de 1922 ne fait que cristalliser les antagonismes. Et, dès l'Exécutif de juin 1923, il est clair que l'I.C. est prête à abandonner la majorité « bordiguienne », c'est-à-dire en fait la majorité du Parti, au bénéfice d'une « minorité » plus souple.

C'est là, au vrai, ce que redoute Gramsci : que l'I.C. voie dans le P.C. d'Italie une sorte de nouveau K.A.P.D. et que, sanctionnant le jugement de la « minorité »sur la scission de Livourne - jugement que lui-même est tenté, on l'a dit, de reprendre à son compte - elle ne reporte ses espoirs sur un parti formé, à l'instar du K.P.D. au congrès de Halle, de l'alliance de Serrati et de Tasca. Et ce risque est d'autant plus grand, d'autant plus proche aussi, que Bordiga menace désormais toujours plus ouvertement de prendre la tête d'une fraction internationale en dissidence ouverte contre l' « opportunisme » et le « révisionnisme » de Moscou : « Si l'Internationale s'orientait ultérieurement à droite, nous verrions alors la nécessité de constituer une fraction internationale de gauche [197]. » Il est donc urgent de résoudre la « crise de confiance » qui s'est ainsi installée entre l'I.C. et le P.C. d'Italie « dans son ensemble », et, pour commencer, d'en transférer la responsabilité sur «une partie des dirigeants du Parti[198] ». De faire, autrement dit, que la direction du Parti choisisse entre Bordiga et l'I.C. Au profit de cette dernière, bien sûr. Et d'en passer, si besoin est, par un véritable travail de fraction. Car comment désigner, sinon, cette « formation du groupe dirigeant » que Gramsci entreprend depuis Vienne?

Et l'on peut mesurer ici le chemin parcouru depuis *L'Ordine Nuovo.* La « conquête gramscienne », l'évidence s'en impose, est d'abord conquête par en haut. Certes, le temps presse,

---

192 Intervention d'Ercoli [P. Togliatti], in « Ve Congrès - 13e séance [25 juin 1924] », *La Correspondance internationale,* IV, 46, 21 juillet 1924, p. 488.

193 Ibid.

194 G. Zinoviev, « Rapport sur les travaux du Comité exécutif de L'I.C. [19 juin 1924] », *La Correspondance internationale,* IV, 43, 10 juillet 1924, p. 450.

195 A Togliatti, Terracini, etc., 9 février 1924, *infra*, p. 262.

196 A Scoccimarro et Togliatti, ler mars 1924, *infra*, p. 278.

197 Déclaration de Bordiga, in « VI Congrès - 19e séance [23 juin 1924] », *La Correspondance internationale*, IV, 53, 5 août 1924, p. 553.

198 A Togliatti, Terracini, etc., 9 février 1924, *infra*, p. 263.

les rythmes s'accélèrent; des échéances, que tous croient révolutionnaires, paraissent soudain proches... Mais le fait est là : toute l'affaire - décidée au sommet - se déroule au sommet, entre initiés et *happy fews,* en laissant délibérément les « masses » hors-jeu. Et là, déjà, on peut parler de « bolchevisation ». Il ne s'agit pas de gagner patiemment le Parti, mais de s'emparer, d'abord, de sa direction, pour en entreprendre, ensuite, la conquête, celle-ci ne commençant de prendre tournure qu'à l'approche du congrès de Lyon de 1926. Cette absence des masses, on peut d'ailleurs en voir les effets au moment des élections d'avril 1924 : tandis que les « bordiguistes » Grieco, Fortichiari et Repossi sont élus, à l'exception de Gramsci tous les canditats du « centre » sont battus (ainsi, du reste, que Tasca pour la « minorité [199]»). Ou encore, un mois plus tard, à Côme : si le « centre» obtient ici la majorité à l'intérieur du Comité central, la « base », représentée par les secrétaires fédéraux et interrégionaux, continue de soutenir massivement Bordiga [200].

Mais le « centre » peut désormais se faire fort de l'appui de l'I.C. et de la faveur de Zinoviev, lequel va se prononcer ouvertement contre Bordiga : « Vous savez qu'il y a [dans le P.C. d'Italie] trois fractions. Je ne sais pas laquelle dispose de la majorité réelle. Nous attendrons pour tirer des conclusions, mais je sais que la fraction d'extrême gauche a tort [201]. » Le ralliement inespéré de Terracini achève en effet de convaincre le Président de l'I.C. de miser sur Gramsci et non plus, désormais, sur Tasca [202]. En réussissant là où ce dernier n'aurait pu qu'échouer, en gagnant la confiance et l'appui d'un « bordiguiste » comme Terracini, Gramsci fait plus qu'apporter la preuve de son dévouement à l'I.C.; il illustre de la façon la plus éclatante sa faculté de réussir les « conversions » les plus difficiles, son aptitude à prendre comme prémisses les positions les plus antagonistes, sa capacité, autrement dit, de conduire sans trop de pertes la « bolchevisation » du P.C. d'Italie; autant de qualités, au fait, qui en font peut-être la plus belle « découverte » de Zinoviev.

Robert Paris.

[199] G. Galli, *loc. cit.,* p. 100.

[200] Pour les chiffres, cf. A. Tasca, *op. cit.*, p. 139, ainsi que G. Galli, *loc. cit.*, p. 100 et P. Spriano, *op. cit.*, p. 359.

[201] G. Zinoviev, (Rapport sur les travaux du Comité exécutif de l'I.C. *loc. cit.*, p. 450.

[202] G. Galli, *loc. cit.*, p. 101

PREMIÈRE PARTIE

« L'Ordine Nuovo » quotidien

(1921-1922)

L'ÉTAT OUVRIER

Une association ne peut être appelée « parti politique » que dans la mesure où elle possède sa propre doctrine révolutionnaire, que dans la mesure où elle est parvenue à concrétiser et à populariser sa propre notion de l'idée d'État, à concrétiser et à populariser dans les grandes masses son propre programme de gouvernement, et dans la mesure où ce programme est capable d'organiser pratiquement un État, c'est-à-dire dans des conditions déterminées, avec des hommes réels et pas avec des fantômes abstraits, prétendument humains.

Le Parti socialiste italien a toujours eu la prétention d'être le « parti politique » du prolétariat italien. Une telle prétention idéologique imposait au Parti socialiste des tâches pratiques et des devoirs immédiats. Le Parti socialiste italien aurait dû être conscient de ce qui était sa principale tâche historique la plus immédiate : fonder un nouvel État, l'État ouvrier, susciter et organiser les conditions « politiques » nécessaires à la fondation du nouvel État; et il aurait dû avoir une exacte conscience des limites de cette tâche et de la multiplicité de ses aspects dans le domaine national et dans le domaine international. C'est le développement même des événements historiques qui fait la critique de cette prétention idéologique du Parti socialiste : la situation actuelle du Parti offre l'image exacte de ce travail de critique et de destruction, accompli, non par des individus isolés, mais par tout le processus de développement de l'histoire d'un peuple.

Aussitôt après le congrès de Bologne [203], le Parti socialiste s'est présenté au peuple italien comme un parti de gouvernement révolutionnaire; les résultats des élections parlementaires de 1919 constituaient une indication politique qui aurait dû donner au Parti l'énergie et l'ardeur nécessaires pour passer rapidement de la propagande à l'action[204]. Les élections de novembre avaient créé en Italie une situation politique qu'on a pu synthétiser en disant : « Il y a deux gouvernements. » Toute la classe ouvrière et d'importantes couches de la paysannerie s'étaient explicitement déclarées pour le Parti socialiste, avaient explicitement déclaré qu'elles étaient décidées à suivre jusqu'au bout le parti de la dictature du prolétariat, le parti qui voulait intégrer la nation italienne, le peuple laborieux italien, dans le cadre de l'Internationale communiste, dans le cadre de l'État ouvrier mondial, qui était en train de s'organiser tenacement autour du premier État ouvrier national : la République russe des Soviets, autour du premier embryon du gouvernement ouvrier mondial : le Comité exécutif de la IIIe Internationale. La ligne directrice suivie dans la lutte électorale par les autres partis des masses italiennes : le Parti populaire et les Groupes d'anciens combattants, montrait bien que même les masses les plus larges et les plus arriérées de la population laborieuse étaient favorables à un changement de régime radical, ce qui contraignait ces partis petits-bourgeois à adopter une surenchère rouge, une phraséologie démagogique, et des positions révolutionnaires au moins en apparence. L'idéologie bourgeoise avait échoué dans sa tentative de faire converger l'attention des masses sur le mythe wilsonien, elle avait échoué dans sa tentative d'apporter à l'échelle internationale et sans sortir du cadre de l'État bourgeois, cette solution aux problèmes posés par la guerre que les masses appelaient. Au mythe grossier de « Wilson, empereur des peuples » était en train de se substituer la passion politique pour « Lénine, chef de la Commune internationale ». Par sa propagande, par le prestige qu'il avait acquis durant la guerre, le Parti socialiste italien était effectivement parvenu à susciter les conditions politiques générales favorables à la fondation de l'État ouvrier, il était parvenu à susciter un très vaste courant populaire favorable à l'avènement d'un gouvernement révolutionnaire; la plus élémentaire notion de psychologie politique autorisait donc à prévoir qu'un tel gouvernement, après avoir pris possession par la violence de l'organisme d'État, aurait

---

[203] Il s'agit du XVIe Congrès du Parti socialiste italien (Bologne, 5-8 octobre 1919).

[204] Sur les élections du 16 novembre 1919, cf.« La défaite bourgeoise », 19 novembre 1919, in *Écrits politiques,* 1, pp. 291-293.

eu la majorité de la population de son côté, aurait été effectivement un gouvernement de la majorité.

Le Parti n'est pas parvenu à exploiter la situation qu'il avait suscitée, il n'est pas parvenu à consolider et à faire fonctionner de façon permanente l'appareil de gouvernement qui s'était formé aussitôt après le congrès de Bologne, au moment de la première consultation politique du peuple italien qui a suivi la déclaration de la Guerre mondiale.

Depuis les 2 et 3 décembre 1919 [205] jusqu'à ce jour, l'histoire n'a cessé de démontrer l'incapacité du Parti à organiser la vie politique du peuple italien, à lui donner une ligne à suivre, à orienter l'avant-garde de la révolution populaire de façon à lui inspirer une conscience exacte de ses devoirs particuliers, de ses responsabilités spécifiques. Le Parti socialiste a fait la preuve qu'il n'avait pas de notion de l'État qui lui soit propre, qu'il n'avait pas son propre programme de gouvernement révolutionnaire, il a fait la preuve qu'il n'était pas un parti politique capable d'assumer la responsabilité de l'action, capable d'assumer la responsabilité d'assurer du pain et un toit à des dizaines et des dizaines de millions de membres de la population italienne, mais qu'il était seulement une association d'hommes bien intentionnés, d'hommes de bonne volonté, qui se réunissent pour discuter avec une médiocre originalité, et une abondante ignorance, sur la signification lexicologique précise qu'il convient de donner à la nouvelle terminologie politique inventée par la dynamique imagination des bolcheviks russes : dictature, Soviet, Contrôle, Conseil d'usine, semi-prolétariat, terreur, etc.

Le Parti socialiste a ignoré et négligé systématiquement tout mouvement des masses populaires, fussent-elles des masses d'ouvriers de l'industrie ou de paysans pauvres politiquement arriérés. Il n'a pas acquis une notion de l'idée de « hiérarchie » : il a laissé écraser en avril 1920 le mouvement turinois pour les Conseils d'usine et pour le Contrôle ouvrier [206], il a permis qu'en septembre un gigantesque mouvement des ouvriers de la métallurgie se termine lamentablement par un compromis à la Giolitti et par une flagrante mascarade de contrôle syndical, tout comme il avait laissé complètement à l'abandon les masses agricoles en lutte pour la conquête de la terre. Incapable de se former une doctrine de l'État ouvrier national et d'élaborer une méthode d'action lui permettant d'atteindre sa raison d'être immédiate, qui est précisément la fondation de cet État, le Parti ne pouvait être en mesure de comprendre la doctrine de l'État ouvrier mondial, la doctrine de l'Internationale communiste; et c'est pourquoi il était indubitablement nécessaire qu'advînt le heurt, auquel on assiste aujourd'hui, entre sa majorité et le Comité exécutif [207]. Le déroulement des événements est la dernière instance critique des positions politiques et des idéologies : le déroulement des événements a montré la véritable nature du Parti socialiste, il a donné l'explication de ses attitudes passées, de ses erreurs passées. Le Parti socialiste italien, qui n'avait pas compris qu'il devait appuyer son action sur la seule classe ouvrière urbaine, et avait voulu être le Parti de « tous les travailleurs », n'a été le Parti de « personne »; il a été tout simplement un parti parlementaire qui pouvait se proposer d' « améliorer » ou de saboter l'État bourgeois, mais qui ne pouvait se proposer de fonder un nouvel État. Dès l'instant où, dans sa majorité (puisqu'il semble bien qu'il s'agisse de majorité), il a proclamé qu'il rejetait toute obédience envers la plus haute autorité du mouvement ouvrier mondial : le Congrès international et le Comité exécutif qui en est

[205] Cf. n. 1, p. 363 in *Écrits politiques,* 1.

[206] Gramsci évoque ici successivement la « grève des aiguilles » des 24 mars4 avril 1920 et l'occupation des usines des 28 août-27 septembre 1920.

[207] Il s'agit du conflit opposant au Comité exécutif de l'Internationale communiste la majorité du P.S.I. regroupée derrière Serrati, Ce conflit portait, on le sait, sur l'interprétation, c'est-à-dire l'application, des « 21 conditions » d'admission dans l'Internationale communiste.

l'émanation et l'organisme gouvernemental, il a démontré dans la pratique qu'il ne parvenait pas à comprendre la place hiérarchique que l'avant-garde révolutionnaire (le prolétariat urbain) doit prendre, à l'échelle nationale, par rapport aux couches plus larges du peuple travailleur. Le manque de « civisme », le manque de « loyalisme »du Parti envers l'État ouvrier mondial est la preuve de son incapacité profonde à concevoir, ne serait-ce qu'organiquement, un État ouvrier national.

En Italie, le pullulement sempiternel des « D'Annunzio » (*est un « D'Annunzio » le voyageur qui essaie de tricher sur son billet de chemin de fer, l'industriel qui dissimule ses profits, le commerçant qui établit de faux bilans pour frauder avec le fisc)* et l'absence chez les bourgeois de tout esprit de civisme et de loyalisme envers les institutions, ont toujours empêché l'existence d'un État parlementaire bien organisé (comme il en existe un en Angleterre par exemple). Ces habitudes bourgeoises étaient passées dans le mouvement ouvrier, elles se sont manifestées de façon éclatante au cours de ces derniers mois, et ont prouvé qu'elles pouvaient désagréger l'Internationale, après être parvenues pendant près d'un an à paralyser les énergies latentes de la classe ouvrière nationale. Par leur position nette et précise, par leur intransigeance inébranlable, les communistes veulent défendre contre la corruption italienne, contre le scepticisme italien, contre les vices de la vie politique italienne, l'organisme encore fragile de l'État ouvrier mondial. Les communistes sont persuadés en effet qu'en défendant l'Internationale communiste, ils défendent également, et de manière efficace, l'avenir de la révolution prolétarienne italienne, l'avenir du peuple travailleur italien ; parce qu'ils sont intimement persuadés d'avoir ainsi entamé le travail concret d'orientation et d'éducation politique qui est aujourd'hui la condition primordiale de la fondation de l'État ouvrier italien.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* ler janvier 1921.

LE PEUPLE DES SINGES [208]

Le fascisme a été la dernière « représentation »donnée par la petite bourgeoisie urbaine sur la scène de la vie politique nationale. La lamentable conclusion de l'aventure de Fiume[209] est le dernier acte de cette représentation. Elle peut être considérée comme l'épisode le plus important du processus de décomposition qu'a subi cette classe de la population italienne.

Le processus de délabrement de la petite bourgeoisie date de la dernière décennie du siècle dernier. Avec le développement de la grande industrie et du capital financier, la petite bourgeoisie perd alors toute importance et déchoit de toute fonction essentielle dans le domaine de la production : elle devient une classe purement politique et se spécialise dans le « crétinisme parlementaire ». Ce phénomène, qui occupe une grande partie de l'histoire contemporaine italienne, prend des noms différents selon les phases qu'il a traversées : il s'appelle d'abord « avènement de la gauche au pouvoir [210]», il devient ensuite « giolittisme », et s'oppose aux

[208] Il s'agit, bien entendu, d'une allusion aux Bandar-Log du *Livre de la jungle.*

[209] Sur l'épilogue de l'affaire de Fiume, cf. *Écrits politiques,* I, *p.* 273, n. 1.

[210] La « révolution parlementaire » du 18 mars 1876 porta la « Gauche »au pouvoir. Sous la direction d'Agostino Depretis se développa une politique conservatrice, modérément réactionnaire, attentive surtout à ne pas céder aux pressions démocratiques des nouvelles forces sociales : ce fut le « transformisme ». Sous les présidences successives de Crispi, Rudini et Pelloux, la politique de la bourgeoisie italienne devint ouvertement réactionnaire: renforcement de la Triplice et guerre douanière avec la France (1887), répression des *Fasci* siciliens (1894), guerre coloniale (1896), répression du mouvement ouvrier (1898), tentatives de dictature de Pelloux (1900). En rupture avec ces tendances « kaiséristes », le long règne, presque ininterrompu, de Giolitti (1902-1914) ne fut qu'un perpétuel effort pour se concilier les forces réformistes. C'est en fait -comme devaient le souligner les « méridionalistes » - sur

tentatives « kaisériennes » de Humbert 1er, puis il déborde dans le « réformisme socialiste ». La petite bourgeoisie s'encroûte dans l'appareil parlementaire : d'organisme de contrôle de la bourgeoisie capitaliste sur la Couronne et sur l'administration publique, le Parlement devient une boutique à cancans et à scandales, il devient le marchepied du parasitisme. Corrompu jusqu'à la moelle, complètement asservi au pouvoir gouvernemental, le Parlement perd tout prestige auprès des masses populaires. Les masses populaires acquièrent la conviction que l'unique instrument de contrôle et d'opposition à l'arbitraire du pouvoir administratif est l'action directe, la pression exercée du dehors. La « semaine rouge » de juin 1914, semaine de protestation contre les massacres[211], est la première intervention d'envergure des masses populaires sur la scène politique pour s'opposer directement à l'arbitraire du pouvoir et exercer réellement la souveraineté populaire, qui ne trouve plus la moindre expression à la Chambre des députés. On peut dire qu'en juin 1914 le parlementarisme - et, avec lui, la fonction politique de la petite bourgeoisie - est entré en Italie dans sa phase de décomposition organique.

La petite bourgeoisie a définitivement perdu tout espoir de jouer à nouveau un rôle productif (ce n'est qu'aujourd'hui qu'un espoir de cette sorte se dessine, avec les tentatives du Parti populaire qui cherche à rendre de l'importance à la petite propriété agricole et avec les efforts des fonctionnaires de la Confédération générale du travail, pour galvaniser un contrôle syndical mort-né. Mais elle cherche à tout prix à conserver une position d'initiative historique : elle singe donc la classe ouvrière : elle descend dans la rue. Cette nouvelle tactique s'exerce selon les modes et dans les formes que peut se permettre une classe de bavards impénitents, de sceptiques, de corrompus; c'est ainsi que les événements qui ont pris le nom de « radieuses journées de mai [212] », avec tous les échos journalistiques, oratoires, théâtraux, et dans la rue, qu'ils ont eus pendant la guerre, sont une manière de projection dans la réalité d'un des contes du *Livre de la jungle* de Kipling, l'histoire du *Bandar-Log, où* l'on nous montre le peuple singe, qui se croit supérieur à tous les autres peuples de la jungle, et pense posséder toute l'intelligence, toute l'intuition historique, tout l'esprit révolutionnaire, toute la sagesse gouvernementale, etc., etc. En somme, tout se ramène à ceci : la petite bourgeoisie, jusqu'ici asservie au pouvoir gouvernemental à travers la corruption parlementaire, a changé de forme de prestations de services, elle se fait antiparlementaire et cherche à corrompre 1'opinion publique.

Au cours de la guerre, le Parlement est tombé en complète décadence, la petite bourgeoisie a cherché à consolider sa nouvelle position et s'est flattée d'avoir réellement atteint ce but, elle a eu l'illusion d'avoir réellement tué la lutte de classes, d'avoir pris la tête de la classe ouvrière et paysanne, d'avoir remplacé l'idée socialiste, immanente dans les masses, par un étrange et extravagant salmigondis idéologique fait d'impérialisme nationaliste, d'« authentique révolutionarisme », de « syndicalisme national ». L'action directe des masses durant les journées des 2 et 3 décembre [213], à la suite des sévices infligés à Rome aux députés socialistes par des officiers, a mis un frein à l'activité politique de la petite bourgeoisie, qui a cherché dès

---

l'alliance tacite des industriels du Nord, des grands propriétaires fonciers d'Italie méridionale et des éléments réformistes du mouvement ouvrier que s'appuyait, au détriment de la paysannerie méridionale, cette « monarchie socialiste».

211 Il s'agit de la fameuse « semaine rouge »de 1914. Le 7 juin, la police écrasait à Ancône une manifestation antimilitariste placée sous la présidence d'Errico Malatesta. Il y avait trois morts et quinze blessés. Dès le lendemain, grèves et émeutes secouaient la Romagne et les Marches, s'étendant aux grandes villes d'Italie du Nord. Désavoué par la direction réformiste de la C.G.I., le mouvement finissait par s'éteindre le Il juin. Il avait fait une centaine de morts.

212 Cette formule -« le mai radieux désigne les journées de mai 1915 au cours desquelles l'agitation et les manifestations des interventionnistes préparèrent l'opinion à l'entrée en guerre de l'Italie.

213 Cf. *Écrits politiques, 1, p.* 359, n. 5; p. 363, n. 1.

lors à s'organiser et à s'installer autour de patrons plus riches et plus sûrs que ne l'est le pouvoir de l'État officiel, affaibli et épuisé par la guerre.

L'aventure de Fiume est le motif sentimental et le mécanisme pratique de cette organisation systématique; mais il apparaît tout de suite comme évident que sa base solide est la défense directe de la propriété industrielle et agricole contre les assauts de la classe révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres. Cette activité de la petite bourgeoisie devenue officiellement le« fascisme » n'est pas sans conséquences pour la cohésion de l'État. *Après avoir corrompu et ruiné l'institution parlementaire, la petite bourgeoisie corrompt et ruine aussi les autres institutions, les soutiens fondamentaux de l'État : l'armée, la police, la magistrature.* Corruption et ruine menées en pure perte, sans aucun but précis (le seul but aurait dû être la création d'un nouvel État, mais ce qui caractérise précisément le « peuple des singes » c'est son incapacité à se donner une loi, à fonder un État). Le propriétaire, pour se défendre, finance et soutient donc une organisation privée qui doit, pour masquer sa véritable nature, assumer des attitudes politiques « révolutionnaires »et désagréger la plus puissante défense de la propriété : l'État. La classe possédante renouvelle, vis-à-vis du pouvoir exécutif, l'erreur qu'elle a déjà commise vis-à-vis du Parlement : elle croit pouvoir mieux se défendre des assauts de la classe révolutionnaire en abandonnant ses institutions d'État aux caprices hystériques du « peuple des singes », de la petite bourgeoisie.

En se développant, le fascisme se durcit autour de son noyau primordial, il ne réussit plus à dissimuler sa véritable nature. Il mène une campagne féroce contre Nitti, président du Conseil; une campagne qui va jusqu'à l'incitation ouverte à assassiner le Premier ministre; il laisse tranquille Giolitti et lui permet de porter à son « heureux » terme la liquidation de l'aventure de Fiume[214] . L'attitude du fascisme envers Giolitti a tout de suite scellé le destin de D'Annunzio et a mis en évidence le véritable but historique de l'organisation de la petite bourgeoisie italienne plus les Fasci sont devenus forts, mieux leurs effectifs ont été encadrés, plus ils se sont montrés agressifs et audacieux envers les Bourses du Travail et les municipalités socialistes, et plus leur attitude envers un D'Annunzio qui appelait à l'insurrection et incitait à dresser des barricades a été singulièrement révélatrice. Les déclarations pompeuses de « révolutionarisme authentique » n'ont abouti qu'à l'explosion d'un inoffensif pétard dans un hall de *La Stampa !* [215]

La petite bourgeoisie, même dans ce dernier avatar qui se pare du nom de « fascisme », s'est définitivement montrée sous sa véritable nature de valet du capitalisme et de la propriété terrienne, sa nature d'agent de la contre-révolution. Mais elle a également démontré qu'elle était fondamentalement incapable d'assumer une mission historique quelconque : le peuple des singes défraie la chronique, il ne crée pas l'histoire, il laisse des traces dans les journaux, il ne fournit pas matière à écrire des livres. La petite bourgeoisie, après avoir détruit le Parlement est

[214] Affichant un enthousiasme de façade pour l'occupation de Fiume, Mussolini ne fit rien pour soutenir efficacement une aventure qui répugnait à son réalisme politique et pouvait compromettre les destinées du fascisme. Vainqueur, D'Annunzio aurait été plus qu'un rival; vaincu, il aurait pu entraîner le fascisme dans sa chute. Aussi Mussolini se cantonna-t-il dans un attentisme prudent que D'Annunzio devait dénoncer dans une lettre du 16 septembre 1919 : « Vous tremblez de peur ! [...] Et vous ne nous aidez même pas par des souscriptions et des collectes. Nous devons tout faire nous-mêmes, avec nos pauvres moyens. Éveillez-vous ! Et ayez honte » (Carteggio *D'Annunzio-Mussolini 1919-1938,* Milan, 1971, pp. 9-10). Applaudissant au «réalisme» du traité italo-yougoslave de Rapallo (12 novembre 1920) et laissant passer avec la même sagesse le fameux « Noël de sang », le directeur du *Popolo d'Italia* finit par apparaître comme «traître» ou vendu à Giolitti. Reprise par certains fascistes, cette accusation devait peser jusqu'au congrès de Rome du mouvement fasciste.

[215] Au cours de la nuit du 27 décembre 1920, une bombe fut lancée contre le siège de *La Stampa: il* s'agissait manifestement d'une initiative des partisans de D'Annunzio, exaspérés par l'attitude du journal à l'égard de l'expédition de Fiume.

en train de détruire l'État bourgeois : elle remplace, sur une échelle toujours plus vaste, l'autorité de la loi par la violence privée, et elle ne peut faire autrement que d'exercer cette violence d'une façon chaotique, brutale, et de faire que des couches toujours plus vastes de la population se dressent contre l'État, contre le capitalisme.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 2* janvier *1921.*

BERGSONIEN ! [216]

Décidément, la philosophie est destinée à ne jamais avoir de chance ni dans les rangs du Parti socialiste italien, ni dans l'esprit de ses théoriciens et de ses *leaders.* Il y a eu autrefois, un temps d'exaltation, un temps où la foi politique et la foi sociale semblaient devoir aller nécessairement de pair avec une foi scientifique déterminée. C'étaient les jours heureux où les grands prêtres de l'une et de l'autre foi étaient Cesare Lombroso et ses imitateurs, où Enrico Ferri était à la fois un grand philosophe et un grand chef révolutionnaire[217] . Hélas! ce socialisme italien, qui était alors pour les grandes masses un mouvement spontané de reprise et de réveil, un mouvement de libération qui avait débuté de façon inorganisée, sans trop avoir conscience de soi, ce socialisme qui était tumultueux mais plein de chaleur et riche de toutes les possibilités de développement, riche surtout d'un esprit d'initiative fécond et d'une tenace volonté d'action, ce socialisme italien avait la malchance d'être lié dans l'esprit de ses théoriciens et dans l'esprit de ses chefs et de ses inspirateurs, au plus aride, au plus sec, au plus stérile, au plus désespérément stérile courant de pensée du XIXe siècle : le positivisme!

La revanche fut prise par les masses elles-mêmes. Après avoir lu, ou avoir entendu porter aux nues les livres des Lombroso, des Ferri, des Sergi, et autres semblables choses positivement scientifiques, ces masses, qui avaient vraiment besoin de croire pour agir, se vengèrent de la science en en faisant une foi; et des essais du positivisme scientifique elles firent des articles de foi. Les authentiques savants en furent affectés et gardèrent le silence. Les autres se révélèrent pour ce qu'ils étaient : des charlatans ayant une marchandise à vendre, et des fabricants de célébrités. Mais le socialisme italien, pour être né presque en même temps que le positivisme et avoir pendant si longtemps fait vie et route commune avec lui, en conserva la marque.

Il n'y aurait pas grand mal à cela, si l'on ne courait le risque de voir à chaque instant confondre l'étiquette avec le produit qu'elle recouvre; c'est le risque que court tout mouvement politique qui a prétendu ou qui prétend faire croire qu'il est autorisé, justifié ou valorisé par une ligne de pensée philosophique donnée. Le syndicalisme français a souffert autant que nous de ce risque, contraint qu'il a été d'éprouver et de subir les influences et le contrecoup des critiques faites au courant de pensée qu'il se plaisait à reconnaître comme étant à son origine : le Bergsonisme. La

[216] Certains estiment, nous le savons, que cet article - paru dans une rubrique de *L'Ordine Nuovo* confiée d'ordinaire à Togliatti -ne saurait être attribué à Gramsci (cf., en particulier, A. Leonetti, « A ciascuno il suo (anche a Togliatti) », *Rinascita, XXIX,* 25, 23 juin 1972, pp. 21-22). Il nous a paru pourtant impossible d'écarter délibérément ce texte qui en recoupe plusieurs autres de la même inspiration et qui traite d'un problème sur lequel Gramsci reviendra à diverses reprises dans ses *Cahiers de prison* (cf. *Écrits politiques, 1, p.* 30). La publication récente d'un article de la même veine (« Bergson », *L'*O.N., 30 octobre 1921, *in* A. Gramsci, *Per la verilà,* Rome, 1974,pp. 226-227) semble, du reste, nous donner raison.

[217] Les noms du pénaliste Enrico Ferri, un temps directeur de *l'Avanti* et du criminologiste Cesare Lombroso, membre également du Parti socialiste italien, ainsi que celui de l'anthropologue Giuseppe Sergi, que Gramsci cite peu après, désignent ici cet « âge positiviste »du socialisme italien qui demeure pour Gramsci inséparable du réformisme : c'est du reste ce qu'exprimait déjà son article du 4 mai 1918, « Notre Marx », in *Écrits politiques,* 1, pp. 145-149.

comparaison est très superficielle, d'abord parce que Bergson est une montagne, tandis que nos positivistes n'étaient que grenouilles de marécage, ensuite parce qu'aucun socialiste italien n'a jamais eu la précision, l'originalité et en même temps la faculté de pénétration et d'adaptation d'un Sorel. Mais là où un colosse n'a pu résister pensez un peu ce qu'il est advenu à des nains! Pour trouver le droit chemin, il faut remonter à Karl Marx et à Friedrich Engels, qui ont su tirer d'une pensée philosophique une précise doctrine d'interprétation historique et politique.

Mais ceux-là étaient des idéalistes, et surtout des gens qui avaient vraiment lu les philosophes, et les avaient compris, et les avaient faits leurs.

Aujourd'hui, il vous faut discuter avec des gens qui les connaissent bien, mais de bien loin. Alors, vous vous trouvez dans la très étrange situation où le nom d'une école philosophique devient une manière d'épithète injurieuse. Vous ne savez pas quoi répondre à votre contradicteur? Dites-lui donc qu'il est un volontariste ou un pragmatiste, ou bien - signez-vous – un bergsonien ! L'effet de cette recette est assuré.

Oh! si l'on savait être comme l'ouvrier qui ressent au plus profond de lui la direction que doivent prendre son action et sa pensée, et qui fait de la philosophie sans le savoir, comme le bourgeois gentilhomme faisait de la prose [218]!

Sans signature. *L'Ordine Nuovo,* 2 janvier 1921.

LE CONGRÈS DE TOURS [219]

On ne peut comprendre le sens et la portée du congrès de Tours si l'on ne replace pas la lutte des tendances au sein du Parti socialiste dans le cadre général du mouvement ouvrier et paysan en France. Le congrès de Tours est étroitement lié à la grève du ler mai dernier, ses résultats témoignent des dispositions des masses populaires envers les organismes directeurs du mouvement syndical, qui, à l'occasion de la grève et face à ses conséquences immédiates, réagirent de la façon et dans les formes que l'on sait. Le Comité de la IIIe Internationale dont les deux secrétaires, Loriot et Souvarine, sont en prison depuis le mois de mai sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'État [220], a vu la très grande majorité des mandats se porter en faveur de sa motion. Le Comité de la IIIe Internationale, qui représente le solide noyau fondamental du nouveau Parti communiste, n'a pas hésité un instant à prendre une position nette et claire contre les fonctionnaires cégétistes et les députés socialistes qui, durant la grève de mai, ont trahi la classe ouvrière française. La politique communiste de la IIIe Internationale a eu la vertu d'apaiser les dissensions entre « syndicalistes »et « socialistes »; purgés de leur

---

218 Cette phrase pourrait effectivement ne pas être de Gramsci.

219 Il s'agit du XVIIIe Congrès du Parti socialiste français (25-30 décembre 1920), où fut proclamée la fondation du Parti communiste de France ou, plus précisément, du « Parti socialiste (Section française de l'Internationale communiste) ».

220 L'ancien Comité pour la reprise des relations internationales (C.R.R.I). s'était transformé en Comité de la Ille Internationale le 8 mai 1919. Accusés de « complot contre la sûreté de l'État »ses principaux dirigeants, Loriot, Monatte et Souvarine, furent arrêtés au début du mois de mai 1920. Le 1er mai 1920, qui avait vu, rien qu'à Paris, une centaine d'arrestations, marqua en effet le début de la grande grève des cheminots pour la nationalisation des transports en commun. Le 11mai le gouvernement annonça l'ouverture d'une information contre la C.G.T., à laquelle vint s'ajouter, fort opportunément, la découverte d'un « complot » d'inspiration bolchevique. Comme devait l'écrire Rosmer, « une grève des cheminots mal engagée... avait fourni au gouvernement le prétexte qu'il attendait , (A. Rosmer, *Moscou sous Lénine,* Paris, 1953, p. 64). Isolée, mollement appuyée par Jouhaux et la C.G.T., la grève devait finir de s'éteindre le 29 mai.

idéologie syndicaliste, les *leaders* révolutionnaires de la C.G.T. entreprirent un travail assidu et systématique d'organisation et de propagande qui ne tarda pas à porter des fruits d'autant plus rapides à mûrir et d'autant plus nombreux, que la politique opportuniste et traîtresse du Comité confédéral avait réduit les effectifs syndicaux de deux millions et demi d'adhérents à six cent mille, et avait ainsi donné plus d'importance à la masse des ouvriers et des paysans les plus conscients, ceux qui étaient inscrits également au parti politique. La victoire de Tours est la victoire du Comité de la IIIe Internationale et elle prélude à la victoire que les révolutionnaires obtiendront au sein de la C.G.T. dès avant le Congrès, et qui les conduira par la suite à la conquête des Bourses du Travail et des Unions départementales.

Le congrès de Tours a une portée profonde, non seulement pour la classe ouvrière, mais aussi pour la classe paysanne [221]. Le fait que la majorité des sections rurales ait voté en faveur de la IIIe Internationale et pour un parti plus homogène et doté d'un centralisme révolutionnaire plus fort, ne peut être interprété comme une manifestation d'impulsivité que par ceux qui se refusent à voir l'ampleur de la crise qui décompose la vieille structure de la société française. La légende de la France pays de petits propriétaires n'a plus aucune consistance. Dès avant la guerre, la désagrégation des vieilles formes économiques avait atteint une phase aiguë et les agitations fréquentes et massives de la classe paysanne en étaient la preuve. Les chiffres que voici, qui concernent l'année 1913, apportent des précisions sur les conditions de répartition de la propriété en France, conditions qui ont été énormément aggravées par la guerre, dans la mesure où la guerre a provoqué un drainage de la richesse vers les coffres forts d'une minorité : pour 1913, en représentant la richesse globale française par le chiffre 1000, et le nombre de citoyens juridiquement capables d'être propriétaires par le même chiffre 1000, on avait la répartition suivante : 470 Français, soit 47 %, de la population, *sans aucune propriété,* 406 Français propriétaires de 120 unités, soit 40%, de très petits propriétaires, 85 Français, soit 8,5% de la population propriétaires de 400 unités et 4[sic] Français soit 4% de la population propriétaires de 470 unités. L'aggravation de la condition économique générale explique suffisamment l'élan révolutionnaire des classes rurales qui s'est révélé lors du congrès de Tours.

Mais le congrès de Tours, outre sa signification générale dans le cadre du mouvement révolutionnaire français, a une signification très importante dans le cadre du mouvement révolutionnaire représenté par l'organisation de l'Internationale communiste.

Pour porter un jugement exact sur les résultats du Congrès, il importe de tenir compte du fait que la majorité du Congrès n'a encore aucun lien officiel avec l'Internationale communiste, que le nouveau Parti n'est pas encore admis dans l'organisation de Moscou. Le nouveau Parti demande à être admis, après s'être séparé des réformistes et des centristes : la coupure est si radicale que Longuet reste hors du nouveau Parti, de même que Paul Faure qui s'était pourtant rendu à Imola en 1919, après le congrès de Bologne, et avait filé le parfait amour de l'internationalisme communiste avec quelques-uns des plus grands représentants de l'actuel unitarisme italien[222].

---

[221] Sur le vote des sections rurales au congrès de Tours, cf. A. Kriegel, *Aux origines du communisme français,* Paris-La Haye, 1964, pp. 834-836 («C'est l'élément paysan qui a pesé de tout son poids, dans les fédérations socialistes, en faveur de l'adhésion à la IIIe Internationale »).

[222] Paul Faure et Louise Saumonneau avaient représenté le Parti socialiste français au congrès de Bologne (5-8 octobre 1919). Au lendemain de celui-ci, le 10 octobre 1919 se réunit à Imola une petite conférence internationale qui rassemblait, aux côtés de socialistes italiens, les délégués français et anglais et des Slaves des anciennes « provinces irrédentes ». On décida de lancer un Manifeste en faveur de la IIIe Internationale et mandat fut donné an Parti socialiste italien de « convoquer le plus tôt possible une conférence des partis et groupes socialistes de gauche, pour s'entendre sur les moyens de propagande et sur l'organisation de la IIle Internationale dans les pays de l'Europe occidentale ».

Ce qui est le plus important, dans le congrès de Tours, c'est précisément que le Parti favorable à l'adhésion ait atteint un degré d'homogénéité tout à fait remarquable, et que dans son sein, le noyau originairement communiste, le noyau représenté par l'organisation centralisée au sein du Comité de la IIIe Internationale, ait acquis une prépondérance décisive.

C'est pourquoi le vote de Tours n'est pas la victoire de Cachin ou celle de Frossard; c'est la victoire des communistes, c'est la victoire de la classe révolutionnaire des ouvriers et des paysans de France, qui sont en train de démembrer la bureaucratie syndicale, opportuniste et félonne, et qui, en se détachant des plus populaires porte-parole de la démagogie parlementaire, ont prouvé qu'ils étaient résolument décidés à faire leur entrée sur le terrain de la lutte pour la révolution mondiale.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 4* janvier 1921.

MARINETTI RÉVOLUTIONNAIRE ?

Il vient de se produire une chose inouïe, énorme, colossale, dont la divulgation risque d'annihiler tout à fait le prestige et le crédit de l'Internationale communiste : à Moscou, au cours du IIe Congrès, le camarade Lounatcharski a déclaré dans un discours aux délégués italiens (discours prononcé, soulignons-le, en Italien, et même dans un italien très correct, ce qui exclut *a priori* toute possibilité de contresens) qu'il existe en Italie un intellectuel révolutionnaire et que cet intellectuel, c'est Filippo Tommaso Marinetti [223]. Les philistins du mouvement ouvrier sont absolument scandalisés; on peut être assuré que, aux insultes de « Bergsoniens, volontaristes, pragmatistes, spiritualistes [224] on ajoutera désormais une insulte plus sanglante :« Futuristes! Marinettistes! »Puisque tel est le sort qui nous attend, essayons de nous élever jusqu'à l'autoconscience de cette nouvelle situation intellectuelle qui est la nôtre.

C'est avec sympathie que plusieurs groupes d'ouvriers ont considéré le futurisme (avant la guerre). Il est souvent arrivé (avant la guerre) que des groupes d'ouvriers défendent les futuristes contre les attaques de cliques de « littérateurs » et d' « artistes » de carrière[225]. Ceci étant dit, ce fait historique une fois noté, on se demandera spontanément : « Y avait-il, dans cette attitude des ouvriers, l'intuition (nous voici à l'intuition bergsoniens, bergsoniens!) d'une nécessité non satisfaite dans le domaine prolétarien ? » Nous devons répondre « Oui. La classe ouvrière avait et a la conscience de devoir fonder un nouvel État, de devoir élaborer par son travail tenace et patient une nouvelle structure économique, de devoir fonder une nouvelle culture. » Il est relativement facile d'esquisser dès aujourd'hui les lignes générales du nouvel État et de la nouvelle structure économique. Dans ce domaine absolument pratique - on en est persuadé -pendant une certaine période on ne pourra rien faire d'autre qu'exercer un pouvoir rigoureux sur l'organisation existante, sur l'organisation construite par la bourgeoisie : cette conviction encourage à lutter pour la conquête du pouvoir; elle explique la formule par laquelle

---

[223] Comme l'a noté Renzo De Felice, cette déclaration de Lounatcharski- dont nous n'avons pu retrouver la trace parmi les actes du IIe Congrès de l'I.C. - faisait probablement suite à la rupture entre Marinetti et le mouvement fasciste en juin 1920. Cf. R. De Felice, *Mussolini il rivoluzionario 1883-1920,* Turin, 1965, p. 594, n. 1.

[224] Cf. *Écrits politiques,* 1,« Introduction », p. 30 ainsi que p. 147, n. 1.

[225] Sur ces faits, cf. ci-après, pp. 217-219, la lettre à Trotski sur le futurisme italien.

Lénine définit l'État ouvrier : « L'État ouvrier ne peut être, pendant un certain temps, qu'un État bourgeois *sans la bourgeoisie* [226]. »

Au contraire, le domaine de la lutte pour la création d'une nouvelle culture est absolument mystérieux, absolument marqué par l'imprévisible : rien, ici, n'a été pensé. Une usine, qui passe du pouvoir capitaliste au pouvoir ouvrier, continuera à produire les mêmes objets matériels qu'aujourd'hui. Mais de quelle façon et sous quelle forme naîtront les œuvres poétiques, le théâtre, le roman, la musique, la peinture, le style de vie, le langage? Ces œuvres-là, ce n'est pas une usine matérielle qui les produit. Ce n'est pas une usine qu'un pouvoir ouvrier peut réorganiser selon un plan établi; il n'est pas question d'en fixer la production pour la satisfaction de besoins immédiats contrôlables et fixés par la statistique. Dans ce domaine on ne peut rien prévoir hormis cette hypothèse générale : il y aura une culture (une civilisation) prolétarienne, absolument différente de la culture bourgeoise[227]; dans ce domaine aussi les distinctions de classe disparaîtront, le carriérisme bourgeois disparaîtra ; il y aura une poésie, un roman, un théâtre, un style de vie, un langage, une peinture, une musique caractéristiques de la culture prolétarienne, fioriture et ornement de l'organisation sociale prolétarienne. Que reste-t-il à faire? Bien d'autre que détruire la forme de culture actuelle. Dans ce domaine « détruire »n'a pas le même sens que dans le domaine économique : détruire ne signifie pas priver l'humanité de produits matériels nécessaires à sa subsistance et à son développement; cela signifie détruire des hiérarchies spirituelles, des préjugés, des idoles, des traditions figées; cela signifie ne pas avoir peur des nouveautés et des audaces, ne pas avoir peur des monstres, ne pas croire que le monde va s'écrouler si un ouvrier fait des fautes de grammaire, si une poésie est boiteuse, si un tableau ressemble à une affiche, si la jeunesse fait des pieds de nez à la sénilité académique et gâteuse. C'est ce que les futuristes ont fait dans le domaine de la culture bourgeoise : ils ont détruit, détruit, détruit, sans se préoccuper si les produits de leur activité, si les nouvelle-, créations représentaient dans l'ensemble une œuvre supérieure à celle qu'ils avaient détruite. Ils ont eu confiance en eux-mêmes, dans la fougue de leurs énergies juvéniles. Ils *ont en la vision claire et nette que notre époque, l'époque de la grande industrie, de la grande ville ouvrière, de la vie intense et tumultueuse, devait connaître de nouvelles formes d'art, de philosophie, de mœurs, de langage.* Ils ont eu cette conception nettement révolutionnaire, absolument *marxiste,* et, pendant ce temps, les socialistes ne s'occupaient pas, même de loin, de ce type de questions; et, pendant ce temps, les socialistes n'avaient certainement pas des idées aussi précises dans le domaine de la politique et de l'économie; et, pendant ce temps, les socialistes auraient été épouvantés (et l'épouvante de certains d'entre eux, aujourd'hui, en témoigne) à l'idée qu'il fallait briser la machine du pouvoir bourgeois dans l'État et dans l'usine. Dans leur domaine, dans le domaine culturel, les futuristes sont révolutionnaires; dans ce domaine il est probable que, pendant très longtemps, la classe ouvrière ne parviendra pas à faire, comme œuvre créative, plus que ce qu'ont fait les futuristes. Lorsqu'ils soutenaient les futuristes, les groupes d'ouvriers démontraient que la *destruction* ne les épouvantait point, sûrs qu'ils étaient, eux, ouvriers, de pouvoir faire, comme les futuristes, de la poésie, de la peinture, du théâtre : ces ouvriers soutenaient l'historicité, la possibilité d'une culture prolétarienne, créée par les ouvriers eux-mêmes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 5 janvier 1921.

---

[226] « ... En régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'État bourgeois - sans bourgeoisie 1 , (Lénine, *L'État et la révolution,* in *Œuvres,* t. XXV, Paris-Moscou, 1962, p. 509).

[227] C'est en fait le lendemain, le 6 janvier 1921, que sera publié dans *L'Ordine Nuovo,* par les soins de Gramsci et de Zino Zini, le programme *du Proletkult* turinois. Cf. également n. 2, p. 218.

LA RUSSIE ET L'INTERNATIONALE

La Russie des Soviets a gagné et gagne chaque jour davantage les sympathies de la classe ouvrière du monde entier. Le fait est naturel. La Révolution prolétarienne russe divise le monde entier en deux camps : d'un côté, ceux qui sont pour elle, pour son développement et pour sa victoire dans le monde entier; de l'autre, ceux qui lui sont hostiles et qui veulent qu'elle soit noyée dans le sang du peuple révolutionnaire russe, en voyant dans cet anéantissement celui de la révolution mondiale universelle. D'un côté, se trouvent la classe ouvrière et les classes semi-prolétaires, c'est-à-dire des petits paysans de tous les pays; de l'autre, les capitalistes, les banquiers, les grands propriétaires fonciers, les spéculateurs du monde entier.

Les sympathies que la Russie soviétique a gagnées auprès du prolétariat international sont si grandes que les gouvernements capitalistes qui organisent contre elle le blocus économique n'osent plus lutter ouvertement contre son gouvernement et sont contraints de le reconnaître et de nouer avec lui des liens commerciaux.

Mais il est un fait particulièrement important et qu'il convient de bien mettre en lumière : aucun parti ouvrier, aucune organisation ouvrière, même parmi ceux qui se situent sur le terrain de l'opportunisme et du réformisme, n'ose plus se déclarer ouvertement hostile à la Russie des Soviets, même si dans leur pays ces partis soutiennent en fait le pouvoir de la bourgeoisie.

Pourquoi les partis et les organisations réformistes et opportunistes sont-ils ainsi contraints de cacher leur opposition réelle et de principe contre la Russie des Soviets, derrière le masque d'une amitié hypocrite ? Parce que s'ils n'agissaient pas ainsi, ils perdraient rapidement le soutien des masses ouvrières. C'est donc une motivation utilitaire qui les pousse à se dire favorables à la Russie. C'est un comportement semblable qu'ont les centristes et les semi-réformistes qui, tout en se disant hostiles à l'Internationale communiste, à ses principes, à sa tactique et à son organisation centralisée, ne se présentent pas moins à la classe ouvrière comme les défenseurs de la Révolution prolétarienne russe. S'ils n'agissaient pas ainsi, ils seraient perdus et les masses se détacheraient d'eux. Ils s'engagent dans une politique hypocrite d'amitié et de sympathie pour la Russie afin de pouvoir continuer leur œuvre confusionniste, afin d'empêcher la Révolution prolétarienne.

Cela est vrai pour tous les pays, et surtout pour l'Italie. Ne parlons pas des réformistes parce que les ouvriers conscients savent désormais comment juger leur politique, ils savent qu'ils sont des ennemis de la Révolution prolétarienne russe, encore que même eux n'osent pas la condamner ouvertement.

Parlons plutôt des centristes et des semi-réformistes, de ceux qui cachent leur trahison derrière le masque de la conservation de l'unité du Parti et qui se sont donné le nom de « communistes unitaires [228] ». Ils déclarent à grands cris qu'ils sont les défenseurs acharnés de la Russie des Soviets et des partisans résolus de l'Internationale communiste, après avoir à l'une comme à l'autre déclaré guerre ouverte! Pourquoi le camarade Serrati et ses partisans font-ils des protestations si bruyantes de solidarité avec la Russie? Parce que la Russie, sa révolution, ses principes et ses méthodes de lutte jouissent d'une immense popularité parmi les masses prolétariennes italiennes. Parce que le prolétariat italien admire et acclame la Russie des Soviets, parce qu'il est entièrement solidaire de la Russie des Soviets, parce qu'il est décidé à soutenir à fond par tous les moyens la Russie des Soviets. C'est pourquoi le camarade Serrati

[228] Il s'agit de la fraction « communiste unitaire », qui s'était organisée à Florence, autour de Serrati, les 20-21 novembre 1920.

et les « communistes unitaires »s'adaptent aux circonstances afin de ne pas perdre leur influence sur le prolétariat.

Mais ce n'est pas seulement envers la Russie et sa révolution qu'ils se livrent à des démonstrations d'amitié et de sympathie, mais également envers l'Internationale communiste. Dans la conscience du prolétariat italien, la Révolution russe est en effet liée de façon indissociable et solidaire à l'Internationale communiste. Guidé par sa conscience et par son instinct prolétarien, le prolétariat italien ne sépare pas la Révolution russe de l'Internationale communiste niais il les unit aussi intimement qu'elles le sont dans la vie réelle. Le camarade Serrati et ses partisans sont donc contraints également sur ce point de s'adapter à l'état d'âme du prolétariat pour ne pas perdre l'ascendant qu'ils exercent sur lui. Ils n'ont pas le courage de dire franchement et ouvertement que, puisqu'ils sont hostiles aux 21 conditions [229], aux thèses sur la question coloniale, aux thèses sur la question agraire et au principe centralisateur de l'Internationale communiste lui-même, ils sont hostiles à l'Internationale elle-même.

Au fond, tant les réformistes et les opportunistes qui ont le courage de dire ouvertement leur sentiment que les centristes et les semi-centristes qui n'osent pas prendre ouvertement position contre l'Internationale communiste tout en en repoussant les résolutions fondamentales et en travaillant contre elle, tous autant les uns que les autres sont des ennemis de la Russie des Soviets et de la Révolution prolétarienne russe, car quiconque prend position secrètement ou publiquement contre l'organisation internationale communiste des travailleurs est également un ennemi de la Russie et de sa révolution.

En effet, qu'est-ce que l'Internationale communiste? C'est la réalisation internationale des principes et des méthodes de la Révolution russe [230].

La Révolution prolétarienne russe est la première grande révolution prolétarienne qui s'est achevée victorieusement par la conquête du pouvoir par le prolétariat dans le plus grand pays capitaliste du monde et par l'instauration, fait sans précédent dans l'histoire, de la dictature du prolétariat. Cette expérience historique de la classe révolutionnaire russe est d'une importance immense pour tout le prolétariat international et la lutte qu'il mène pour son émancipation. D'autre part, la Révolution russe n'est pas seulement le produit de conditions particulières propres à ce pays, mais un produit de la guerre impérialiste mondiale. Aujourd'hui, après la guerre, dans tous les pays capitalistes, la crise économique, le chômage, la montée du coût de la vie, la dépréciation de la monnaie sont des phénomènes communs qui rendent les conditions de chaque pays semblables à celles de la Russie d'avant 1917. Mais ce n'est pas seulement l'éclatement, c'est également le développement de la Révolution russe qui est lié à la crise

---

[229] Le texte des « Conditions d'admission à l'Internationale communiste »- au nombre de 21 - fut publié en italien dans l'*Avanti !* du 21 septembre 1920. Mais c'est dès le 11, Congrès de l'Internationale communiste que Serrati, délégué à Moscou, avait fait connaître ses désaccords; désaccords qui portaient non seulement sur l'interprétation ou l'application des « 21 conditions », mais aussi sur nombre des thèses adoptées par le Congrès. Quant aux « Thèses sur les questions nationale et coloniale »), par exemple, il avait remarqué qu'elles débouchaient sur la collaboration du prolétariat communiste avec les « partis bourgeois prétendument révolutionnaires », voire sur le soutien, dans les pays d'Asie, de forces franchement rétrogrades.

[230] C'est là un point où Gramsci s'oppose nettement à Bordiga. Pour ce dernier, en effet, le bolchevisme en Italie ne constitue pas une greffe ou un apport nouveau, mais s'inscrit dans le prolongement des activités de la gauche communiste, agissante depuis 1912 :« Le bolchevisme est bien vivant en Italie, et pas comme un article d'importation », note-t-il par exemple dès 1919» (Il bolscevismo, pianta di ogni clima » [Le bolchevisme, plante de tous les climats] *Il Soviet*, 23 février 1919). Ou encore, comme le soulignera un texte où son influence est dominante, s'il n'est entièrement de sa plume, le premier « Manifeste aux travailleurs d'Italie » du Parti communiste : « Le Parti communiste d'Italie... continue historiquement la gauche du Parti socialiste «Manifesto ai lavoratori d'Italia », *Il Comunista*, 30 janvier 1921).

économique et politique mondiale, et qui dépend de cette crise qui s'élargit et s'approfondit sans cesse. Les conditions de la révolution mondiale mûrissent rapidement et seule la victoire de la révolution universelle peut assurer la victoire définitive de la Révolution russe.

Or précisément, l'Internationale communiste ne fait rien d'autre qu'organiser le prolétariat international, en tirant profit de la précieuse et colossale expérience de la Révolution russe, en vue de préparer la révolution universelle.

Écrasement de la Révolution russe signifie donc écrasement de la révolution mondiale. Les gouvernements capitalistes le savent et c'est pourquoi ils luttent à fond contre la Russie des Soviets. Mais cela, le prolétariat international commence à le comprendre lui aussi, et dans sa conscience,, il n'y a plus désormais le moindre doute quant au fait que la défense de la Révolution russe est une seule et même chose avec l'adhésion à l'Internationale communiste.

Donc ceux qui luttent ouvertement ou en sous-main contre l'Internationale communiste luttent en fait contre la Russie des Soviets. Ce sont ses ennemis et ce sont des ennemis d'autant plus dangereux qu'ils militent dans les rangs mêmes de la classe ouvrière. C'est leur faute si la bourgeoisie réussit à maintenir encore une partie des ouvriers sous son influence.

Le devoir suprême des communistes italiens est de démasquer et de combattre cette dangereuse politique des centristes. Bas les masques! crions-nous aux hypocrites amis de la Russie et de l'Internationale - vous travaillez et vous luttez contre l'Internationale, vous êtes donc les ennemis de la premières grande révolution prolétarienne. Quand il comprendra cette vérité, le prolétariat italien ne pourra que vous condamner.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 9* janvier *1921.*

LE CONGRÈS DE LIVOURNE [231]

Le congrès de Livourne est appelé à devenir un des événements historiques les plus importants de la vie italienne contemporaine. A Livourne on saura enfin de façon sûre si la classe ouvrière italienne est capable de tirer de ses rangs un parti autonome de classe, on saura enfin de façon sûre si les expériences de quatre années de guerre impérialiste et de deux ans d'agonie des forces productives mondiales ont réussi à rendre la classe ouvrière italienne consciente de sa mission historique.

La classe ouvrière est une classe à la fois nationale et internationale. Elle doit prendre la tête du peuple laborieux qui lutte pour s'émanciper du joug du capitalisme industriel et financier, tant sur le plan national que sur le plan international. La mission nationale de la classe ouvrière est fixée par le processus de développement du capitalisme italien et de l'État bourgeois qui en est l'expression officielle. Pour conquérir le pouvoir le capitalisme italien a soumis les campagnes aux villes industrielles et il a soumis l'Italie centrale et méridionale à l'Italie du Nord. La question des rapports entre ville et campagne se présente dans l'État bourgeois italien, non seulement comme le problème des rapports entre les grandes villes industrielles et les campagnes qui leur sont immédiatement liées, au sein de la même région, mais comme le problème des rapports entre une partie du territoire national et une autre partie, absolument

[231] Il s'agit du XVIIe Congrès du Parti socialiste italien, qui se réunit à Livourne du 15 au 21 janvier 1921 et au cours duquel la «fraction communiste »constituée à Imola les 28-29 novembre 1920 se sépara des « réformistes »et des « centristes »pour créer le Parti communiste d'Italie, Section de l'Internationale communiste.

distincte et caractérisée par des traits qui lui sont particuliers. Quant à son exploitation et à sa suprématie, le capitalisme l'exerce directement sur la classe ouvrière à l'intérieur de l'usine ; et, à l'échelle de l'État il le fait sur de plus larges couches du peuple travailleur italien, composées de paysans pauvres et de semi-prolétaires. Il est certain que seule la classe ouvrière, en arrachant des mains des capitalistes et des banquiers le pouvoir politique et économique, est en mesure de résoudre le problème central de la vie nationale italienne: la question méridionale ; il est certain que seule la classe ouvrière peut mener à son terme le laborieux effort d'unification commencé avec le *Risorgimento.* La bourgeoisie a unifié territorialement le peuple italien; la classe ouvrière a pour mission de porter à son terme l'œuvre de la bourgeoisie, elle a le devoir d'unifier économiquement et spirituellement le peuple italien. Ceci ne peut se faire qu'en brisant la machine actuelle de l'État bourgeois, basée sur la prépondérance hiérarchique du capitalisme industriel et financier sur les autres forces productives de la nation; un tel renversement ne peut se produire que par l'effort révolutionnaire de la partie de la classe ouvrière directement soumise au capitalisme, il ne peut se produire qu'à Milan, à Turin, à Bologne, dans ces grandes villes d'où partent les millions de fils qui tissent le réseau de la domination du capitalisme industriel et bancaire sur toutes les forces productives du pays. En Italie, la configuration particulière de la structure économique et politique, fait que, s'il est vrai que la classe ouvrière en s'émancipant, émancipera toutes les autres classes opprimées et exploitées, il est également vrai que ces autres classes ne parviendront jamais à s'émanciper si ce n'est en s'alliant étroitement à la classe ouvrière et en maintenant cette alliance de façon permanente, même à travers les plus dures souffrances et les plus cruelles épreuves. Telle est tout spécialement la signification qu'aura la scission qui va s'accomplir à Livourne : la classe ouvrière révolutionnaire se détache de ces courants dégénérés du socialisme qui ont pourri dans le parasitisme d'État, elle se détache de ces tendances qui cherchaient à exploiter la supériorité du Nord sur le Midi pour créer des aristocraties prolétariennes[232] , qui avaient complété par un protectionnisme coopératif le protectionnisme douanier bourgeois (forme légale de la suprématie du capitalisme financier sur les autres forces productives nationales) et qui croyaient pouvoir émanciper la classe ouvrière aux dépens de la majorité du peuple laborieux. Les réformistes proclament que le socialisme de Reggio est « exemplaire », ils voudraient faire croire que l'Italie entière, que le monde entier peuvent devenir une seule grande Reggio Emilia [233]. La classe ouvrière révolutionnaire affirme qu'elle rejette ces formes apocryphes du socialisme; l'émancipation des travailleurs ne saurait se faire par le moyen de privilèges, arrachés au profit d'une aristocratie ouvrière, à coups de compromis parlementaires et de chantage ministériel; l'émancipation des travailleurs ne peut se faire qu'à travers l'alliance des ouvriers de l'industrie du Nord et des paysans pauvres du Sud, décidés à abattre l'État bourgeois, à fonder l'État des ouvriers et paysans, à bâtir un nouvel appareil de production industrielle, qui réponde aux besoins de l'agriculture, qui serve à industrialiser l'agriculture italienne et à élever ainsi le niveau du bien-être national, au profit des classes laborieuses.

[232] Ce long passage, qui annonce déjà l'essai de 1926 sur la « question méridionale », reprend les principaux thèmes de la polémique menée par certains méridionalistes, et singulièrement Salvemini, contre l'alliance plus ou moins tacite des « aristocraties ouvrières »et des industriels d'Italie du Nord aux dépens de la paysannerie pauvre d'Italie méridionale. L'attention au problème du libre-échange, présent chez Gramsci, ou l'a vu, dès 1916 (Cf. « Contre le féodalisme économique », in Écrits politiques, 1,pp. 81-86), nous paraît ici attester tout particulièrement cette influence salveminienne.

[233] Avec ses coopératives de production et de consommation, ses organisations paysannes et ses cercles politiques, l'Émilie « rouge », symbolisait le « paradis »des réformistes. Camillo Prampolini et Antonio Vergnanini avaient fait de Reggio une sorte de Mecque du coopératisme italien. Comme le rappelait une suite d'articles de Giovanni Zibordi publiée dans l'organe de la C.G.L., au début de l'année 1921 les réformistes contrôlaient en Émilie 38 municipalités sur 45, ils avaient organisé 120 cercles politiques regroupant 10 000 adhérents et publiaient, outre la *Giustizia* de Prampolini, depuis 1904 un quotidien du même nom. Cf. G. Zibordi, « Cos'è ilcosidetto "socialismoreggiano" « Battaglie Sindacali (Milan), 29 janvier 1921, p. 3.

La révolution ouvrière italienne et la participation du peuple laborieux italien à la vie mondiale ne peuvent se réaliser autrement que dans le cadre de la révolution mondiale. Il existe déjà un embryon de gouvernement mondial ouvrier, c'est le Comité exécutif de l'Internationale communiste, issu du IIe Congrès. L'avant-garde de la classe ouvrière italienne, la fraction communiste du Parti socialiste, affirmera à Livourne que la discipline et la fidélité au premier gouvernement mondial de la classe ouvrière, sont nécessaires et impératives; elle fera même de ce point le centre des discussions du Congrès. La classe ouvrière italienne accepte le maximum de discipline, parce qu'elle veut que toutes les autres classes ouvrières nationales acceptent et observent le maximum de discipline.

La classe ouvrière italienne sait qu'elle ne peut s'émanciper et qu'elle ne peut émanciper toutes les autres classes opprimées et exploitées par le capitalisme national, que s'il existe un système de forces révolutionnaires mondiales toutes tendues vers le même but. La classe ouvrière italienne est disposée à aider les autres classes ouvrières dans leurs efforts de libération, mais elle veut aussi avoir une certaine garantie que les autres classes l'aideront dans ses efforts. Une telle garantie ne peut être apportée que par l'existence d'un pouvoir international fortement centralisé, jouissant de la confiance pleine et sincère de tous les membres, et en mesure de mettre en branle ses effectifs avec autant de rapidité et autant de précision que le pouvoir mondial du capitalisme réussit à en avoir quand il agit pour son compte et dans l'intérêt de la bourgeoisie.

Il est donc évident que les problèmes qui tourmentent aujourd'hui le Parti socialiste et qui seront posés au congrès de Livourne, ne sont pas des problèmes purement internes du Parti, que ce ne sont pas des conflits personnels entre individus. A Livourne, on discutera du destin du peuple laborieux italien, à Livourne commencera une période nouvelle de l'histoire de la nation italienne.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 13* janvier 1921.

FORCE ET PRESTIGE

Le rapport par lequel la Direction actuelle du Parti socialiste italien présente au congrès de Livourne son activité et celle de tout le Parti au cours des quinze derniers mois[234], est digne, en vérité, dans l'aridité de son schématisme bureaucratique, de ce qu'a été pendant ces mêmes mois la vie du Parti et, pour un peu, on le croirait fait tout exprès pour conclure, sans changer de style, une période dont on ne se souviendra guère que parce qu'elle a vu mûrir, dans l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat italien, la conscience de la nécessité de briser l'unité formelle et bureaucratique du Parti socialiste afin d'atteindre dans le Parti communiste une unité profonde de l'action et de la pensée. S'il en était encore besoin, ce rapport fournit une dernière preuve de cette nécessité, et persuade d'abandonner sans regrets ce qui est devenu désormais un poids inutile et encombrant. Si au moment de la séparation, au moment où il faut choisir sa voie, il y a encore quelqu'un pour commémorer sur un ton pleurnichard l'unité qui n'existe plus et exalter en même temps que l'unité le prestige du «glorieux »passé, ce rapport est fait pour lui. On n'a jamais montré avec autant d'évidence que dans ce rapport, comment un mouvement

---

234 Un artifice de procédure fit que le XVIIe Congrès du P.S.I. se dispensa de la lecture de ce rapport de la Direction du Parti. Dès le 15 janvier, en effet, Francesco Misiano, qui était membre de la « fraction d'Imola », proposa que l'on en vint sans tarder à la discussion du sixième point de l'ordre du jour : la ligne politique du Parti et ses rapports avec la IIIe Internationale. Cette motion d'ordre fut adoptée en dépit de l'opposition des réformistes et le rapport de la Direction fut laissé à la disposition de ceux qui souhaiteraient en prendre connaissance.

de masses du seul fait qu'il est passé à travers les organes du Parti, qui devraient servir à lui donner une forme organique, ordonnée, régulière, tout en le rendant plus fort et en lui conférant une force irrésistible, peut en venir au contraire à perdre ce qui faisait son originalité, sa spontanéité, sa ferveur, pour s'épuiser en une suite de comportements bureaucratiques, de cheminements hiérarchiques et de discussions vides qui ne débouchent sur rien. En vérité, à lire ces pages froides, où les agitations sont fichées l'une après l'autre, - et on dit que la Direction n'a pas cru bon de développer telle action parce qu'il lui semblait que le moment n'était pas mûr, cependant qu'on objecte que la Direction fut contrainte d'assumer la responsabilité de telle autre action, bien qu'elle n'en eût pas pris l'initiative, mais qu'elle l'eût vu naître, spontanément, du sein des masses poussées à l'action par la foi qu'elles avaient accordée à la parole qu'on leur avait donnée, - à lire ces pages, il y a de quoi se demander si le Parti et la confiance spontanée et presque aveugle que les masses ont placée en lui n'a pas été un obstacle au développement de la pensée et des actes de ces masses sous des formes organiques et capables d'aboutir à quelque chose de substantiel et de concret. Il est de fait, pourtant, que le prestige du Parti a constitué, particulièrement ces dernières années, après la guerre, un élément fondamental de la psychologie des masses italiennes, qu'il constitue peut-être aujourd'hui encore un point mort que les communistes doivent dépasser par un long effort d'explications, un effort visant à susciter dans les masses un esprit critique plus vigilant.

Au fond, si on examine attentivement l'action du Parti et sa propagande pendant la guerre - et c'est là qu'est l'origine de ce prestige, - on découvre en elles ces mêmes caractères négatifs qui provoquent aujourd'hui la critique que les communistes font de l'attitude du Parti au cours de ces deux dernières années, A l'époque aussi, comme maintenant, un programme d'opposition, et même de renversement total, était professé dans les journaux, diffusé dans les masses, adopté sans réserve ni restriction. Instinctivement attirés et entraînés par son évidente vérité et par la parfaite correspondance entre ce programme et leurs aspirations, leur manière de juger les faits et les hommes, les travailleurs suivaient le Parti et, bien mieux, ils attendaient avec confiance qu'il y ait conformité entre les mots et les décisions, les projets, les plans d'action. L'opposition absolue à la guerre se présentait aux masses comme la continuation logique de la lutte des classes. Telle qu'elle était dans le principe, telle aurait-elle dû être également dans les faits, dans les plus petits faits de la vie du Parti et des organisations qui lui étaient liées et qui suivaient sa politique, dans la vie quotidienne de toute la masse. En réalité, la lutte de classes dont on proclamait audacieusement la continuation, dans les faits qui concernaient directement et de près les travailleurs, dans les faits dans lesquels la lutte de classes prend généralement pour les travailleurs une forme concrète, la lutte de classes était morte. Les ouvriers, chez qui l'esprit et la nécessité de la lutte de classes continuaient à exister comme un besoin inséparable de la vie, étaient contraints d'agir par des détours, hors du contrôle et des cadres du Parti et des organisations et même en opposition à la tactique que ces derniers légitimaient officiellement ou officieusement. À Turin, plus d'un ouvrier métallurgiste se souvient d'être allé, en tant que délégué d'un organisme d'usine encore embryonnaire, traiter avec les organes gouvernementaux de contrôle sur l'industrie et y avoir trouvé, à côté des délégués des patrons, « paritairement » assis à la même table pour discuter, les camarades du Parti, ceux-là même qui proclamaient au-dehors l'impossibilité d'arrêter par la guerre le développement de la lutte de classes et qui, dans la pratique syndicale, renonçaient en fait aux principes les plus élémentaires de l'action de classe [235]. Ainsi le programme disparaissait au

[235] Peu après le début de la guerre un décret d'août 1917 mit en place dans les principales zones industrielles d'Italie des Comités de mobilisation industrielle chargés de veiller au fonctionnement régulier de la production et de résoudre, dans le cadre de l'économie de guerre, les conflits du travail. L'un des plus importants d'Italie, celui de Turin, compta parmi ses membres des syndicalistes réformistes comme Mario Guarnieri, l'un des principaux dirigeants de la F.I.O.M. Le secrétaire de celle-ci, Bruno Buozzi, siégea, quant à lui, au Comité central de Mobilisation, qui avait pour charge de coordonner les divers comités régionaux.

contact de la pratique, le Parti se révélait dès ce moment impuissant à se montrer cohérent avec ses principes jusque dans les plus humbles développements de l'action quotidienne accomplie et inspirée par lui, impuissant à créer en somme autour de son programme une unité réelle en profondeur au lieu de se contenter du fantasme d'un mot. Et dès lors sa force commençait à se réduire à ce qu'elle a été ces deux dernières années : « un prestige », un simple « prestige », autrement dit la conséquence d'un état d'âme des fidèles et des adversaires, au lieu et place d'une force d'action organisée. Mais le « prestige »acquis par l'opposition à la guerre s'effondrait une première fois, en 1917, après Caporetto, quand le parti de la défaite se révélait incapable d'exploiter la défaite et de la transformer en sa propre victoire, quand, dans un discours de Turati, son opposition verbale se suicidait lamentablement devant le mont Grappa[236].

Après la guerre, deux ans de propagande ont passé, de résolutions toujours fermement extrémistes, d'attentes et de promesses, et après deux ans, de nouveau la force s'est révélée être un simple prestige, un état d'âme collectif que désormais un ensemble de circonstances extérieures et internes tend à faire disparaître. Le rapport que la Direction présente au congrès de Livourne pourrait être pris comme témoignage de la chute de ce prestige, chute que scandent ces mouvements que les bureaucrates prennent, pour des victoires parce qu'ils ont envoyé cent cinquante députés socialistes au Parlement faire le contraire de ce qu'ils avaient promis, ces agitations qu'on a laissé éteindre parce que « ce n'était pas le moment », celles qu'on a pris la responsabilité d'enterrer, encore qu'elles ne fussent pas nées de l'initiative du bureau ni de l'employé compétents.

Nous dédions donc ce rapport aux camarades qui parlent encore du « prestige »de l'unité et pleurnichent pitoyablement contre ceux qui ne savent plus que faire d'un nom vide de sens; nous le dédions à ceux qui vivent d'ombres; aux communistes nous assignons la tâche de substituer à une ombre une force effective.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 14* janvier 1921.

CAPORETTO ET VITTORIO VENETO

La période que nous traversons peut être appelée Caporetto du maximalisme italien [237]. Le Parti communiste, qui naît et doit s'organiser dans le dénuement et parmi les dangers de ce moment particulièrement difficile, doit exprimer la volonté précise et froide de la classe ouvrière de remporter sa bataille du Piave et son Vittorio Veneto. C'est pourquoi, nous ne pouvons avoir qu'un seul mot d'ordre : organisation, effort maximal d'organisation, rapidité maximale pour mettre en place et organiser le nouveau parti dans son ensemble.

---

236 Sommet de la chaîne montagneuse qui s'étend entre la Brenta et la Piave, le mont Grappa fut une des positions les plus disputées au cours de la Grande Guerre. Après la défaite de Caporetto et le repli de l'armée italienne sur la ligne de la Piave, le mont Grappa devint le symbole de la patrie en danger. C'est ainsi que Turati, après avoir pris position dès Caporetto pour la défense de la patrie, en venait à proclamer le 23 février 1918 devant le Parlement « Vous avez dit : Le Grappa est notre patrie. Eh bien, il l'est pour nous tous, pour toute l'assemblée ! »

237 On l'a déjà dit, la défaite de Caporetto (24 octobre 1917), comme la victoire de Vittorio Veneto (3 novembre 1918), qui mit fin à la guerre sur le front italien(l'armistice avec les Autrichiens fut en effet signé le lendemain), fonctionnèrent très vite comme des métaphores dans la littérature et le journalisme politiques italiens de l'après-guerre. Moins fréquente, la référence à la bataille de la Piave des 15-23 juin 1918 sert ici à désigner, après le repli, la reprise de l'offensive.

Certes, un puissant organisme politique de la classe ouvrière serait nécessaire aujourd'hui : certes, on devrait pouvoir dès aujourd'hui parler d'action et non plus de préparation; mais la naissance du Parti communiste est précisément liée à la conviction qui s'est enracinée dans l'avant-garde la plus intelligente du prolétariat: étant donné l'incapacité du Parti socialiste d'assumer sa tâche historique on en serait nécessairement venus à une telle situation et, par conséquent, il était indispensable de changer de route et de commencer le travail positif et définitif de préparation. La situation actuelle n'éveille donc aucune surprise, aucun découragement chez les communistes, elle ne les accable pas plus qu'elle ne leur fait regretter la tactique suivie au congrès de Livourne.

Le maximalisme, qui est aujourd'hui en déroute et en pleine décomposition, a appliqué dans la guerre civile la tactique que le généralissime Cadorna [238] avait appliquée dans la guerre nationale : il a épuisé les effectifs prolétariens dans une multitude d'actions désordonnées et chaotiques, il a usé la fibre des masses, il les a abusées quant à la facilité et à la rapidité de la victoire. Le maximilisme italien et le généralissime Cadorna avaient eu des précurseurs : les *Boxers* chinois qui croyaient pouvoir débusquer les Anglais et les Allemands de leurs fortins en avançant en une foule furieuse contre les mitrailleuses, précédés par des étendards de papier sur lesquels étaient peints des monstres horribles et effrayants.

L'idée centrale du maximalisme n'a pas été celle de l'Internationale communiste, à savoir que toutes les actions et tous les efforts du prolétariat doivent être tournés, dirigés vers la conquête du pouvoir politique, vers la fondation de l'État ouvrier, que les problèmes particuliers de la classe ouvrière peuvent trouver une solution effective dans la solution du problème primordial le plus important de tous : conquérir le pouvoir politique et disposer de la force armée. L'idée centrale du maximalisme a été donnée aux maximalistes par les réformistes, a savoir : gouverner sans avoir la responsabilité directe du gouvernement, être l'éminence grise du gouvernement bourgeois, contraindre le gouvernement bourgeois, par la terreur (les monstres des *Boxers* chinois) et par la force des organisations et du groupe parlementaire, à réaliser *ce peu de socialisme qui peut être réalisé en Italie, étant donné les conditions économiques du pays et le risque de* blocus. Ce machiavélisme de mauvais aloi a été le programme effectif du maximalisme italien, et c'est lui qui a engendré la situation où nous sommes et provoqué le Caporetto de la classe ouvrière. Il a suffi de l'organisation hâtive de quelques milliers de fascistes pour faire s'écrouler le château construit avec la phraséologie révolutionnaire du congrès de Bologne. Et, après les cruelles expériences de la guerre et des révolutions qui ont eu lieu en Russie, en Hongrie, en Bavière, en Allemagne, on a vu se reproduire dans l'Italie du XXe siècle un événement qui ne semblait concevable qu'au...XVIIe, à l'époque où quarante-cinq cavaliers hongrois réussissaient à dominer pendant six mois toutes les Flandres, uniquement parce que la population ne parvenait pas à s'armer et à opposer une organisation de défense et d'offensive à l'organisation de quarante-cinq individus [239].

C'est dans de telles conditions de décomposition et de chaos que naît le Parti communiste. Ses militants doivent montrer qu'ils sont vraiment capables de dominer les événements, qu'ils sont vraiment capables de savoir remplir chaque heure et chaque minute avec l'action que cette

---

[238] Chef d'état-major jusqu'à Caporetto, le général Luigi Cadorna mena la guerre de façon aussi bureaucratique qu'absurde, sans regarder aux pertes et au gaspillage des soldats. Dès la fin de l'année 1915, soit après six mois de guerre, l'armée italienne avait ainsi perdu 66 000 hommes, outre 190 000 blessés et 22 000 prisonniers. Ce « massacre» devait durer jusqu'à Caporetto.

[239] Encore une métaphore politico-militaire, empruntée cette fois à la guerre de Trente ans... Gramsci y reviendra plus longuement dans ses Cahiers de prison: cf. « Passalo e prescrite, Storia dei 45 cavalieri ungheresi ».Cahier 15 (11), 1933, p. 19a-20.

heure et cette minute exigent, qu'ils sont vraiment capables de souder ensemble les anneaux de la chaîne historique qui doit se conclure par la victoire du prolétariat.

Nous sommes en plein Caporetto du révolutionarisme verbal et verbeux. Le premier anneau à forger, c'est le Parti communiste. Si notre volonté s'applique à ce patient travail d'organisation, nous réussirons à forger et à souder ensemble les autres anneaux. Et la classe ouvrière remportera sa bataille du Piave et connaîtra son Vittorio Veneto.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 28 Janvier 1921.

CONTRÔLE OUVRIER [240]

Avant d'examiner dans son mécanisme et dans les possibilités qu'il offre le projet de loi présenté à la Chambre des députés par G. Giolitti, il convient de bien préciser le point de vue d'où se placent les communistes pour discuter de ce problème.

Pour les communistes, poser le problème du contrôle veut dire poser le plus grand problème de la période historique actuelle, c'est-à-dire poser le problème du pouvoir ouvrier sur les moyens de production et par conséquent celui de la conquête de l'État. De ce point de vue, le dépôt d'un projet de loi, son approbation, et sa mise en œuvre au sein de l'État bourgeois sont des événements d'une importance secondaire : le pouvoir ouvrier n'a et ne peut avoir de raison d'être et de s'imposer à l'intérieur de la classe ouvrière, que dans la capacité politique de la classe ouvrière, dans la puissance réelle que la classe ouvrière possède en tant que facteur indispensable et irremplaçable de la production, et en tant qu'organisatrice d'une force politique et militaire. Toute loi qui, dans ce domaine, émane du pouvoir bourgeois n'a qu'une seule signification, une seule valeur : dans la mesure où la bourgeoisie est contrainte à faire sur le nouveau terrain une série de concessions et à créer de nouvelles institutions juridiques, elle signifie que le terrain de la lutte des classes a changé réellement, et pas seulement verbalement; elle constitue la démonstration effective de la faiblesse organique de la classe dominante.

Admettre que le pouvoir d'initiative dans l'industrie puisse supporter des limitations, admettre que l'autocratie industrielle puisse devenir « démocratie », si formelle soit elle, cela veut dire admettre que la bourgeoisie est désormais effectivement déchue de sa position historique de classe dirigeante, cela veut dire admettre que la bourgeoisie est effectivement incapable de garantir aux masses populaires des conditions décentes d'existence et de développement. Pour s'alléger d'une partie au moins de ses responsabilités, pour se créer un alibi, la bourgeoisie se laisse « contrôler », elle feint de se laisser placer sous tutelle. Il serait certes très utile, aux fins de conserver la bourgeoisie, qu'un répondant comme le prolétariat assumât devant les grandes masses populaires la tâche de témoigner qu'il ne faut accuser personne de la ruine économique actuelle, mais qu'il est du devoir de tous de souffrir patiemment, de travailler sans relâche, en attendant que les fractures actuelles soient comblées et qu'un nouvel édifice soit construit sur les ruines d'aujourd'hui.

---

[240] Lors de l'occupation des usines de septembre 1920, les dirigeants réformistes de la C.G.L. avaient proposé de donner comme objectif au mouvement la reconnaissance du contrôle ouvrier dans les entreprises. Soutenu par D'Aragona, ce point de vue avait prévalu au Conseil national de la C.G.L. réuni à Milan les 10-11 septembre 1920. C'était aller en fait au-devant des vœux de Giolitti, pour qui ce projet, loin d'être révolutionnaire, ne constituait, ainsi qu'il devait l'écrire dans ses Mémoires, qu'une « extension des rapports qui existaient déjà entre les syndicats ouvriers et les industriels pour le règlement des contrats de travail et pour la fixation des salaires » (Mémoires *de ma vie,* trad. franç., Paris, 1923, p. 379). Un décret-loi du 19 septembre instaura donc une commission paritaire chargée d'élaborer un projet de loi qui aurait dû être soumis ultérieurement au Parlement.

Le terrain du contrôle est bien en dernière analyse le terrain sur lequel bourgeoisie et prolétariat s'affrontent pour se disputer la position de classe dirigeante des grandes masses populaires. Le terrain du contrôle est donc bien la base sur laquelle, après avoir conquis la confiance et le consentement des grandes masses populaires, la classe ouvrière construit son État, organise les institutions de son gouvernement, auquel elle appelle à prendre part toutes les classes opprimées et exploitées, la base enfin où elle commence le travail positif d'organisation du nouveau système économique et social. Au cours de la lutte pour le contrôle - lutte qui ne se déroule pas au Parlement mais est une lutte révolutionnaire de niasse qui implique une activité de propagande et d'organisation du parti historique de la classe ouvrière, le Parti communiste, - la classe ouvrière doit acquérir, spirituellement et en tant qu'organisation, la conscience de son autonomie et de sa personnalité historique. Voilà pourquoi la première phase de la lutte se présentera comme une lutte pour une forme déterminée d'organisation. Cette forme d'organisation ne peut être que le Conseil d'usine et l'organisation, centralisée au plan national, du Conseil d'usine. Cette lutte doit avoir comme résultat la constitution d'un Conseil national de la classe ouvrière qui sera élu, à tous ses échelons, du Conseil d'usine au Conseil urbain, jusqu'au Conseil national, par un système d'élection et selon une procédure qui seront fixés par la classe ouvrière elle-même, et non par le Parlement national, non par le pouvoir bourgeois. Cette lutte doit viser à démontrer aux grandes masses de la population que tous les problèmes essentiels de la période historique actuelle, les problèmes du pain, du logement, de la lumière, du vêtement, ne peuvent être résolus que lorsque le pouvoir économique, et, par conséquent, le pouvoir politique tout entier, seront passés aux mains de la classe ouvrière; en d'autres termes, la conduite de la lutte s'orientera vers l'organisation autour de la classe ouvrière de toutes les forces populaires en révolte contre le régime capitaliste, cela afin d'obtenir que la classe ouvrière devienne effectivement classe dirigeante et qu'elle guide toutes les forces productives vers leur émancipation grâce à la réalisation du programme communiste. Cette lutte doit servir à mettre la classe ouvrière en mesure de choisir dans son propre sein les éléments les plus capables et les plus énergiques pour en faire les nouveaux chefs de l'industrie, ses nouveaux guides dans le travail de reconstruction économique.

Considéré de ce point de vue, le projet de loi présenté par M. Giolitti à la Chambre des députés ne représente qu'un moyen d'agitation et de propagande. C'est sous cet angle qu'il doit être examiné par les communistes pour lesquels, loin d'être un point d'arrivée, il n'est même pas un point de départ ni un point d'appui.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 10* février 1921.

LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Les communistes n'auront pas la majorité au Congrès confédéral qui va se réunir à Livourne [241]. Il est même presque certain que dans les futurs congrès non plus, malgré tous leurs efforts

[241] Faisant suite au congrès de Livourne des15-21 janvier, où s'était constitué le P.C. d'Italie, et au VIIe Congrès de la Fédération des jeunesses socialistes (Florence, 27-29 janvier), qui avait proclamé son adhésion à l'Internationale communiste des Jeunes, se tint à Livourne, du 26 février au 3 mars, le Ve Congrès de la C.G.L. Revendiquant près de 2 500 000 adhérents, la centrale syndicale, qui était liée par un pacte au P.S.I. depuis la conférence de Florence des 7-9 octobre 1907, avait décidé de reconduire cette convention le 28 septembre 1918. Dénonçant la « pratique contre-révolutionnaire de la collaboration de classe , des dirigeants réformistes de la Confédération, la fraction communiste de la C.G.L. soumit au Congrès une motion proposant la rupture avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam et l'adhésion de la C.G.L. à l'Internationale syndicale rouge en train de se constituer, la renonciation au pacte d'alliance avec le P.S.I. et la reconnais-sance du P.C. d'Italie comme « l'organisme auquel appartient la

de propagande et d'organisation, les communistes n'auront pas la majorité. Voici comment la situation se présente : pour avoir la majorité dans les congrès, les communistes devraient être en mesure de renouveler radicalement les statuts, mais pour changer les statuts il est nécessaire d'avoir déjà la majorité! Si les communistes se laissaient emprisonner dans ce cercle vicieux, ils feraient le jeu de la bureaucratie syndicale : c'est pourquoi il est nécessaire que l'opposition ait une ligne précise et une méthode qui permette de venir à bout de l'état de choses actuel.

La Confédération générale du travail *(et dans les autres pays il existe une situation identique à la situation italienne),* est un mécanisme de gouvernement qu'on ne peut même pas comparer à l'État parlementaire bourgeois : elle ne peut trouver de modèles que dans les antiques structures des États assyriens et babyloniens ou dans les associations guerrières qui naissent et se développent, aujourd'hui encore, en Mongolie et en Chine. Cela s'explique du point de vue historique. Les masses sont entrées dans le mouvement syndical par peur d'être écrasées par un adversaire qu'elles savent tout-puissant, mais dont elles ignorent la place dans l'engrenage du pouvoir et dont elles ne sont en mesure de prévoir ni les coups ni les initiatives. Inquiètes de cette condition d'infériorité absolue qui est la leur, privées de toute éducation constitutionnelle, les masses ont complètement abdiqué toute souveraineté et tout pouvoir; l'organisation et la personne de l'organisateur sont devenues pour elles une seule et même chose, de la même façon que, pour une armée en campagne, la personne du *condottiere* incarne le salut commun, devient le garant du succès et, de la victoire.

Il aurait été du devoir du Parti socialiste de donner aux masses prolétariennes la préparation politique et l'éducation constitutionnelle dont elles manquent. Il aurait été du devoir du Parti socialiste d'innover progressivement dans les structures de son organisation et de transférer le maximum de pouvoir entre les mains des masses. Le Parti n'a rien fait dans ce sens; l'organisation a été laissée complètement à la merci d'un petit groupe de fonctionnaires qui ont minutieusement monté une machine qui leur assure aujourd'hui une domination absolue. Sept ans sans congrès ont permis de faire davantage : on a implanté aux postes les plus importants toute une nuée de fonctionnaires, et on a construit une forteresse inexpugnable, inaccessible jusqu'aux plus obstinés et aux plus volontaires. Le congrès socialiste de Livourne ne s'explique que par l'existence de cet état de choses dans le domaine syndical : le Parti socialiste est complètement tombé entre les mains de la bureaucratie syndicale, qui, du reste, grâce à son personnel et aux moyens dont elle dispose dans ses organisations, avait déjà procuré la majorité à la tendance unitaire; le Parti socialiste en est réduit à servir de janissaire aux mandarins et aux *condottieri* qui sont à la tête des Fédérations et de la Confédération.

Les communistes doivent constater cet état de choses et agir en conséquence. Les communistes doivent considérer la Confédération comme ils considèrent l'État parlementaire, c'est-à-dire comme un organisme dont la conquête ne peut s'accomplir par des voies constitutionnelles. En outre, le problème confédéral doit être considéré en tenant compte de ces autres postulats : il s'agit de réaliser l'unité prolétarienne et de poser en termes révolutionnaires le problème du contrôle de la production. Le champ d'activité du Parti communiste est l'ensemble de la masse des ouvriers et des paysans; si la Confédération est le théâtre d'une propagande et d'une activité plus grandes, c'est seulement parce que, numériquement, elle englobe la majorité des ouvriers et des paysans italiens organisés, c'est-à-dire les plus conscients et les plus préparés.

---

direction de l'action de classe du prolétariat italien » « Mozione comunista al Congresso di Livorno della C.G.L », Il *Comunista,* 24 février 1921).

La lutte pour la formation et le développement des Conseils d'usine et d'entreprise est, à notre avis, la lutte spécifique du Parti communiste. Elle doit mettre le Parti en mesure de se rattacher directement à une organisation centralisée de la masse ouvrière, organisation qui doit être au-dessus de toutes les autres organisations existantes et être reconnue par les masses comme la seule compétente et la seule autorisée à formuler des mots d'ordre pour l'action générale. Avec la lutte pour les Conseils il sera possible de conquérir de façon stable et permanente la majorité dans la Confédération et d'arriver, sinon dans la période prérévolutionnaire, du moins dans la période post-révolutionnaire, à conquérir également les postes de direction. Ce processus s'est déjà accompli en Russie : lors des journées révolutionnaires de novembre 1917, les proclamations et les tracts du Parti bolchevique ne portaient pas la signature de l'Union panrusse des Syndicats, ils portaient la signature de la Centrale panrusse des Conseils d'usine.

Il est, bien sûr, important d'avoir au sein de la Confédération une forte minorité communiste organisée et centralisée, et tous nos efforts de propagande et d'action doivent être employés à atteindre ce but. Mais historiquement et tactiquement il est encore plus important qu'aucun effort ne soit épargné pour qu'aussitôt après le congrès de Livourne il soit possible de convoquer un congrès des Conseils et des Comités d'entreprise de toutes les usines et de toutes les entreprises italiennes, et que ce congrès, institue une centrale englobant dans ses cadres d'organisation toute la masse prolétarienne.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 25 février 1921.

FONCTIONNARISME

Le congrès de Livourne de la C.G.L. est terminé [242]. Il n'en est sorti aucune ligne directrice, aucune parole nouvelle. C'est en vain que les grandes masses populaires italiennes ont attendu une orientation, c'est en vain qu'elles ont attendu un mot d'ordre qui les éclaire, qui réussisse à calmer leurs inquiétudes et à exprimer leurs sentiments passionnés. Absolument aucun des problèmes qui sont vitaux pour le prolétariat dans la période historique actuelle n'a été résolu ou même seulement posé par le congrès : ni le problème de l'émigration, ni le problème du chômage, ni le problème des rapports entre ouvriers et paysans, ni le problème de savoir quelles institutions seront les mieux adaptées pour servir de cadre aux développements de la lutte de classes, ni le problème de la défense matérielle des bâtiments appartenant à la classe ouvrière, ni celui de la sauvegarde de la personne des militants ouvriers. L'unique préoccupation de la majorité du Congrès a été de sauvegarder et de garantir la position et le pouvoir politique des actuels dirigeants syndicaux, de sauvegarder et de garantir le pouvoir (ce pouvoir impuissant), du Parti socialiste.

Notre lutte contre le fonctionnarisme syndical ne pouvait trouver meilleure justification. Dans plusieurs régions d'Italie, des foules de travailleurs sont entrées en lice pour défendre leur droit élémentaire à l'existence, à la liberté d'aller et de venir dans les rues, à la liberté de s'associer, de se réunir, d'avoir des locaux de réunion. Très vite, l'aspect du champ de bataille est devenu tragique : flammes d'incendies, canonnades, rafales de mitrailleuses; et des dizaines et des dizaines de morts. La majorité du Congrès ne s'est pas émue de ces événements; la

[242] Le Ve Congrès de la C.G.L. repoussa la motion communiste par 1 435 873 voix contre 432 558, mais n'en adopta pas moins une motion proclamant son adhésion « sans réserves» à l'internationale syndicale rouge et sa décision de rompre avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam, conformément aux décisions qui seront prises au Congrès des Syndicats à Moscou ». Au 1er Congrès de l'I.S.R., qui eut lieu à Moscou du 3 au 19 juillet 1921, il apparut pourtant que cette motion était restée sans effet.

tragédie des foules populaires qui se défendaient avec désespoir contre des ennemis implacables et cruels n'a pas réussi à apporter un peu de sérieux, à donner le sens de sa responsabilité historique à cette majorité faite d'hommes au cœur tari et au cerveau desséché. Ces hommes-là ne vivent plus pour la lutte de classes, ils n'éprouvent plus les mêmes passions, les mêmes désirs, les mêmes espoirs que les masses : entre eux et les masses s'est creusé un abîme qu'on ne saurait combler, le seul contact qui subsiste entre eux et les masses, c'est le registre de comptes et le fichier des membres, Ces hommes-là ne voient plus l'ennemi dans la bourgeoisie, ils le voient dans les communistes; ils ont peur de la concurrence; ces chefs sont devenus des banquiers d'hommes en régime de monopole, et la moindre allusion à une concurrence les rend fous de terreur et de désespoir.

Le congrès de Livourne de la C.G.L. a été pour nous une expérience terrible, même notre pessimisme a été dépassé par l'événement. Quant à nous à *L'Ordine Nuovo,* nous avons toujours vu dans le problème syndical, dans le problème de l'organisation des grandes masses, dans le problème du choix du personnel dirigeant de cette organisation, le problème central du mouvement révolutionnaire moderne; jamais cependant comme aujourd'hui, nous n'en avons senti toute la gravité et toute l'étendue, jamais comme aujourd'hui, nous n'avons ressenti à quel point le mouvement est rongé de gangrène. Au Congrès, les articles de *L'Ordine Nuovo* ont été lus, annotés, commentés; ils ont rempli la salle de clameurs et de tumulte, et pourtant ces articles ne formulaient pas la dixième partie du jugement pessimiste que nous portions sur l'insuffisance des hommes et des institutions. Et pourtant ce jugement est devenu encore plus sévère depuis le Congrès. Nous n'aurions même pas pu imaginer en effet que, au moment où les ouvriers se battaient dans les rues et sur les places, au moment où les flammes des incendies répandaient la terreur dans les foules et où le désespoir les poussait à l'exaspération individuelle et les exposait aux plus épouvantables représailles, les soi-disant délégués de ces mêmes masses populaires pouvaient s'égarer dans les bas-fonds les plus marécageux et les plus malsains des conflits personnels. Les foules étaient saignées par les rues et les places, les canons et les mitrailleuses entraient en jeu, et ces dirigeants, ces futurs administrateurs de la société, se mettaient en fureur et écumaient à propos d'un article de journal, d'un entrefilet, d'un titre. Et de telles gens voudraient nous convaincre que c'est nous qui avons mal fait, que nous avons commis un crime en nous séparant d'eux; et, ils voudraient nous convaincre que c'est nous qui sommes les inconséquents, que c'est nous qui sommes les irresponsables, que c'est nous qui sommes les « miraculistes », que nous ne sommes pas capables de comprendre et de peser les difficultés des situations historiques et des mouvements révolutionnaires. Et ils voudraient nous persuader qu'ils sont les dépositaires de la sagesse, de la compétence, de la technicité, du bon sens, de toute la capacité politique et administrative que le prolétariat a accumulée dans sa lutte et dans ses expériences historiques de classe! Allons donc!... Le Congrès confédéral réhabilite le Parlement, il réhabilite les pires assemblées des classes qui se sont révélées par le passé comme étant les plus corrompues et les plus pourries.

Notre pessimisme a augmenté, notre volonté n'a pas diminué. Les fonctionnaires ne représentent pas les masses. Les États absolutistes étaient précisément des États de fonctionnaires, des États bureaucratiques, ils ne représentaient pas les populations et ils ont été remplacés par les États parlementaires. Dans le développement historique du prolétariat, la Confédération représente ce que l'État absolutiste a représenté pour le développement historique des classes bourgeoises; elle sera remplacée par l'organisation des Conseils, qui sont les parlements ouvriers, qui ont pour fonction de venir à bout des scories bureaucratiques et de

transformer les vieux rapports d'organisation. Notre pessimisme est accru, mais notre devise est toujours vivante et actuelle: *pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté*[243].

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 4 mars 1921.

SOCIALISTES ET COMMUNISTES

Chaque événement qui se déroule ces jours-ci met toujours davantage en relief les caractères des deux partis issus du congrès de Livourne [244] : le Parti communiste et le Parti socialiste. À l'époque, beaucoup pouvaient trouver oiseux de distinguer entre socialistes et communistes sur la base de leurs déclarations de principes, mais les événements qui se déroulent dans l'histoire, dans la mesure où ils exigent une interprétation critique et imposent qu'on prenne vis-à-vis d'eux une position nette et précise, n'ont pas cessé de mettre en évidence l'opposition de méthodes entre l'un et l'autre parti. La scission de Livourne aurait dû se produire au moins un an plus tôt, afin que les communistes puissent avoir le temps de doter la classe ouvrière d'une organisation adaptée à la période révolutionnaire dans laquelle elle vit. Depuis Livourne, ce ne sont certes pas les événements qui ont manqué. Et ces événements, graves sans aucun doute, ont nettement révélé la différence essentielle qui existe entre communistes et socialistes.

C'est une différence de méthode et une différence d'interprétation des faits historiques. Les socialistes n'ont jamais compris l'âme de la période de lutte de classes que nous traversons; ils n'ont pas compris comment n'importe quel stimulant à n'importe quel moment, peut transformer la lutte de classes en une guerre ouverte qui conduira immanquablement à la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est aussi de cette incompréhension de l'âme de la période historique actuelle que découle, chez les socialistes, l'absence de toute méthode capable d'orienter la classe ouvrière et paysanne vers les nouvelles formes de gouvernement. Les socialistes croient que la lutte entre les deux classes se pose dans les mêmes ternies qu'avant-guerre. Pour les socialistes, la guerre et la Révolution russe ne comptent pas. C'est pourquoi ils continuent à avoir confiance dans leur vieille méthode et à voir le socialisme comme un objectif lointain.

Mais, dans le Parti socialiste, il y a aussi des communistes; il y a aussi paraît-il, ceux qui affirment que nous vivons dans une période révolutionnaire. Ces communistes - qui se ramènent aux maximalistes révolutionnaires d'autrefois - voudraient même être la majorité au Parti socialiste. Mais il ne s'agit là que de mots. En réalité, ils ont montré qu'ils ne valent pas plus que les autres; en réalité, ils n'ont pas su avoir de méthode qui leur soit propre, qui soit différente de celle des socialistes non communistes. Le Parti socialiste est allé toujours plus à droite, en dépit de toutes les déclarations générales de révolutionnarisme que quelques-uns de ses membres ont encore l'hypocrisie de formuler devant les masses. Les communistes qui sont restés à l'intérieur du Parti socialiste ont suivi le courant de droite. On ne saurait donc faire

---

[243] Cette formule de Romain Rolland était - on l'a dit - l'une des devises du groupe de *L'Ordine Nuovo.* Polémiquant avec l'anarchiste Luigi Fabbri, Gramsci s'en était d'ailleurs expliqué : « La conception socialiste du processus révolutionnaire est caractérisée par deux notes fondamentales que Romain Rolland a résumées dans sa devise :" pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté" » (« Discorso agli anarchici », *L'Ordine Nuovo,* 3-10 avril 1920, in *L'Ordine Nuovo 1919-1920, pp.* 396-401).

[244] Il s'agit cette fois, du congrès de Livourne des 15-21 janvier 1921. L'appréciation que Gramsci donne ici de l'événement mérite d'être soulignée: « La scission de Livourne aurait dû se produire au moins un an plus tôt... soit à l'époque où lui-même s'assignait pour seul objectif la rénovation interne du P.S.I. : « Tout d'abord, rénover le Parti », *L'Ordine Nuovo,* 23-31 janvier 1920, in *Écrits politiques,* 1, pp. 305-309. Il semble qu'en fait ces regrets reflètent plutôt le point de vue de la direction bordiguiste : pour Bordigo, en effet, la rupture avec les réformistes était souhaitable - et possible - dès le congrès de Bologne d'octobre 1919.

aucune distinction à l'intérieur du Parti socialiste [245]. Il n'y a aujourd'hui que deux méthodes qui s'affrontent : celle des communistes adhérant à la IIIe Internationale, et celle des socialistes.

Et maintenant les socialistes, placés de nouveau en face de l'histoire, ont confirmé leur incapacité à organiser la classe ouvrière en classe dominante. Les événements d'Émilie, des Pouilles, de Toscane, ceux plus récents encore du Casalese[246] nous font bien voir que les socialistes ont perdu tout sens des problèmes et des besoins des ouvriers. Ils manifestent leur horreur de la guerre civile, comme si on pouvait arriver au socialisme sans la guerre civile! Ils croient encore pouvoir s'opposer à la classe bourgeoise qui organise et déchaîne partout sa violence en protestant devant le Parlement et en adoptant une motion dénonçant la barbarie fasciste [247] ! Et ce n'est pas seulement dans ce domaine que les socialistes s'éloignent de la classe ouvrière. Il n'en va pas autrement dans la vie des usines et des syndicats.

Il n'est jusqu'au grave problème de la crise industrielle, qui fait planer sur toutes les usines la menace du lock-out, qui ne soit vu par les socialistes avec une mentalité d'avant-guerre, c'est-à-dire avec l'arrière-pensée qu'il est possible de persévérer dans une politique de compromis et de moyens termes. Aussi bien en face du problème du pouvoir qu'en face de celui de la production, les socialistes n'ont ni méthode, ni la moindre idée claire. Voilà pourquoi partout où ils sont encore à la tête des masses, celles-ci sont toutes désorientées et tardent à trouver le moyen de réagir. Mais il est des responsabilités qui doivent se payer un jour. Il est des problèmes qui ne peuvent être toujours éludés. Et l'histoire finira par faire justice des incapacités et des erreurs commises. Aiguillonnées par les événements, les masses s'apercevront un jour qu'elles ont été trahies, et elles finiront par se tourner vers le parti historique, le Parti communiste. Pourvu, cependant, qu'il ne soit pas déjà trop tard...

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 12* mars 1921.

---

[245] Le matin du 21 janvier 1921, après le départ des communistes, le XVIIe Congrès du P.S.I. adopta à l'unanimité une motion « réaffirmant pleinement son adhésion à la IIIe Internationale » et faisant appel devant le prochain congrès de l'I.C. contre l'exclusion prononcée par les délégués de Moscou, Kristo Kabaktchiev et Màtyàs Ràkosi. Serrati, qui avait inspiré cette motion, savait pouvoir compter sur l'appui, auprès de Moscou, de la direction du Parti communiste allemand (V.K.P.D.) et, singulièrement, de Paul Levi et de Klara Zetkin. Quelques jours après Livourne le V.K.P.D. adopta en effet une motion invitant le Comité exécutif de l'I.C. à réaliser « l'union entre le Parti communiste italien et le groupe qui se détacherait de la fraction Serrati avec la résolution sérieuse de créer un organisme actif de lutte de l'I.C. en se séparant nettement de tous les éléments et tendances centristes ». Ce texte fut publié dans *l'Ordine Nuovo* du 5 février 1921, qui se contenta de réaffirmer : « Pour tous les éléments sincèrement révolutionnaires qui se trouvent encore dans le Parti socialiste, les rangs du Parti communiste italien sont toujours prêts à les accueillir comme des compagnons de lutte» (« Il Partito Communista Tedesco ed il Congresso di Livorno », *L'Ordine Nuovo,* 1, 36, 5 février 1921, p. 4).

[246] La violence fasciste se donna libre cours après l'occupation des usines. Après l'incendie du journal socialiste de Trieste, *Il Lavoratore,* le 14 octobre 1920, ce fut, en Émilie, l'assaut contre les municipalités de Bologne (21 novembre) et de Ferrare (20 décembre) et, en janvier 1921, l'incendie de la Bourse du travail de Bologne. Dans les Pouilles, les agressions fascistes contre les dirigeants socialistes provoquèrent la grève générale de Bari du 25 février 1921. En Toscane, l'assassinat du cheminot communiste SpartacoLavagnini, directeur de *l'Azione comunista* de Florence, suscita une vague de violences qui fit -officiellement - seize morts et cent blessés. Quelques jours plus tard, toujours en Toscane, la population d'Empoli attaquait par erreur, les prenant pour une colonne fasciste, deux camions chargés de marins: il y avait neuf morts et dix blessés, et les jours suivants les fascistes détruisaient les chambres du travail de plusieurs villes de Toscane. Dans le Piémont enfin, à Casale Monferrato, des fascistes venus de toute la province s'en prirent à la Bourse du travail et finirent par incendier le siège de la section socialiste.

[247] Gramsci se réfère ici au discours prononcé à la Chambre des députés le 10 mars 1921 par le député socialiste Giacomo Matteotti, qui avait déclaré en particulier: « L'ordre de la Bourse du travail est de ne se livrer à aucune provocation. L'ordre est : restez chez vous, ne répondez pas aux provocations. Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques » *(Giacomo Matteotti contro il fascismo,* Milan, 1954, p. 34). La volonté de non-violence souvent proclamée des dirigeants socialistes constitua en fait un argument de choix de la polémique communiste contre le « noskisme »de la social-démocratie. C'est ainsi que selon Bordiga la social-démocratie n'aurait repoussé la violence que comme violence prolétarienne, quitte à l'accepter et même à l'invoquer de la part de l'État bourgeois : preuve, ajoutait-il, que la social-démocratie n'était pas l'aile droite du mouvement ouvrier, mais bel et bien l'aile gauche de la bourgeoisie (« La funzione della socialdemocrazia in ltalia », *Il Comunista, 6* février 1921; , I socialdemocratici e la violenza », *ibid.,* 12 avril 1921; « Come matura il noskismo », *ibid.,* 14 juillet 1921).

LE CONTRÔLE OUVRIER AU CONSEIL DU TRAVAIL

Depuis quelques jours se poursuit au Conseil supérieur du Travail [248] une discussion sur le projet de loi visant à instituer le contrôle ouvrier : préalable à celle qui devra avoir lieu au Parlement, cette discussion résume les débats qui se sont déroulés dans les Chambres de commerce, les organisations patronales et les autres organismes de la classe bourgeoise. Depuis quelques jours représentants des organisations industrielles et représentants des organisations ouvrières dansent calmement leur élégant ballet. Les discours se succèdent, les arguments s'opposent. Olivetti déclare et D'Aragona répond, Baldesi expose et De Benedetti objecte, Rejna et Giulietti parlent et Jarach réplique [249]. On voit ainsi se réaliser le rêve des dirigeants de la Confédération générale du travail : s'asseoir, avec des pouvoirs presque législatifs, à la même table que les chefs du gouvernement industriel de l'Italie. Il semble même que leur autre rêve aussi est près de se réaliser : être investis enfin de pouvoirs presque législatifs. On dit en effet que le projet de loi sur le contrôle, tel que l'élaborera l'académie qui siège en ce moment, ne sera soumis au Parlement que pour la forme. On aurait ainsi affaire à un déplacement des pouvoirs assez curieux du point de vue constitutionnel, encore que sans grande conséquence quant au fond, puisque les académies se valent, même si l'une est plus douce et plus courtoise et l'autre plus coutumière d'échanger insultes et soufflets.

Si la chose doit être notée, c'est qu'il y a eu et qu'il y a encore des gens pour soutenir que le système de discussions de ce type, devant des corps que, par euphémisme, on appelle techniques, doit se généraliser et remplacer, non seulement les discussions d'organes politiques, mais encore supprimer les controverses et les luttes qui se sont déroulées jusqu'ici sur le champ de bataille du travail. C'est le parlement du travail en action. C'est le triomphe de la collaboration. C'est la fin de la lutte de classes. Remercions donc le hasard qui fait que les conditions de cette première expérience éclairent de manière brutale le grotesque de cette théorie.

Donc, aujourd'hui, tandis que la classe ouvrière se trouve ouvertement engagée dans une des batailles les plus dures de son histoire, tandis que ses combattants tombent dans les rues et que dans le ciel s'élèvent les flammes et brillent les lueurs sinistres des Bourses du Travail et des journaux prolétariens incendiés; tandis donc que les travailleurs se voient dénier par le patronat le droit élémentaire au travail et que s'accroît de jour en jour de façon effrayante la masse sombre des chômeurs et des affamés et qu'il n'y a plus d'avenir assure pour personne, dans de tels moments, donc, la forme normale, rationnelle, correcte, de participation des prolétaires à la vie politique de leur classe et du pays, ce serait cela : envoyer les fonctionnaires des organisations se livrer à un tournoi d'escrime élégant et courtois avec les fonctionnaires des organisations ennemies? Vive la technique qui permet à ces fonctionnaires, a ces techniciens de la vie de la classe, de sentir ainsi les besoins et les nécessités vitales de la classe qu'ils représentent, vive la technique qui leur permet d'échanger discours et contre-discours, d'argumenter, de raisonner et de réfuter, tandis que dans les rues et les campagnes on tue, tandis que dans les maisons on commence à souffrir de la faim! Qui, désormais, au vu de cet édifiant spectacle, osera nier que le parlement du travail est la forme concrète, pleinement adéquate à

---

[248] Le Conseil du Travail était l'organe paritaire instauré par Giolitti à l'époque de l'occupation des usines et qui avait pour mission d'élaborer un projet de loi sur le contrôle ouvrier. Tout comme les pages du 10 février 1921 consacrées au « Contrôle ouvrier »-- ici, pp. 79-81 - le présent article constituait, de la part de Gramsci, une indéniable reprise de la problématique des Conseils d'usine des années précédentes. Aussi bien n'était-ce pas par hasard si Gramsci publiait dès le lendemain, et pour la première fois en Italie, le texte de son rapport de juillet 1920 à l'Internationale communiste : « Le mouvement turinois des Conseils d'usine », - in *Écrits politiques*, 1, pp. 353-365.

[249] Gino Olivetti, Emilio De Benedetti et Federico Jarach représentaient la Confindustria; Ludovico D'Aragona, Gino Baldesi et Ettore Reina appartenaient à la direction de la C.G.L. et Giuseppe Giulietti dirigeait le syndicat des marins.

la réalité, pleinement adaptée aux nécessités historiques de la lutte de classes dans le moment présent?

Et ainsi, lorsqu'on aura passé une semaine à discuter, lorsqu'au Parlement députés et sénateurs auront encore discuté une ou deux semaines, la loi sur le contrôle passera, d'une façon ou d'une autre [250]. Et cela voudra dire que le mot deviendra réalité, que les travailleurs *contrôleront* l'industrie? Si c'était vrai, il n'y aurait qu'à s'en réjouir. Le moment actuel est en effet, dans le domaine industriel, le moment typique du contrôle, parce que c'est le moment où les patrons sabotent la production. Dans une situation analogue, en Russie, les ouvriers qui demandaient le contrôle de la production, en sont arrivés à l'insurrection et à la victoire révolutionnaire. Mais, pour les ouvriers russes et pour leurs dirigeants, contrôle ne signifiait rien d'autre qu'accroissement du pouvoir des organismes du gouvernement industriel créé dans les usines par les ouvriers, et la lutte sur le plan économique allait de pair, ne faisait même qu'une seule chose avec la lutte politique révolutionnaire menée au cri de . « Tout le pouvoir aux Conseils des ouvriers et des paysans. »

En Italie, les fonctionnaires des organisations professionnelles conçoivent la lutte pour le contrôle comme la convocation d'une académie bavarde dans le cadre paritaire du Conseil du Travail, ils conçoivent la réalisation du contrôle comme l'institution de quelques commissions paritaires où discutent les fonctionnaires des deux camps. Et les ouvriers se désintéressent de tout cela. S'en désintéressent même les noyaux qui, les tout premiers, ont conféré une vie florissante aux organisations d'usine, et qui l'ont fait sans l'autorisation des fonctionnaires, en *indisciplinés.* S'en désintéressent également les patrons qui, tout en envoyant discuter leurs fonctionnaires, poursuivent, impavides, leur sabotage obstiné. Les patrons connaissent leur truc et ils ne jouent qu'à coup sûr. Mais les ouvriers qui ressentent les nécessités de la lutte de classes, sentent également qu'aucun tournoi courtois, qu'aucun projet élaboré ne suffira à les défendre et que la seule chose efficace, c'est le contrôle effectif, la lutte que les ouvriers mènent en permanence dans l'usine pour assurer la liberté et le pouvoir de leurs organes de gouvernement. Mais plus cette lutte s'étend, plus elle gagne en profondeur, plus s'élargit l'abîme entre les classes, plus la lutte devient serrée, sans trêve, sans répit. Et d'autant plus éclatante est la vanité des académies « paritaires », la vanité grotesque des aspirations et des tentatives de collaboration de classes. La classe ouvrière, la grande armée des ouvriers d'industrie et des paysans acquiert une psychologie toujours plus différente de celle de ses chefs encore capables de se nourrir de telles vanités. Au moment où la lutte entre dans une étape décisive cette armée doit penser à tirer d'elle-même les chefs et les institutions qui l'encadreront efficacement pour la bataille suprême.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 13 mars 1921.

QUI DOIT PAYER?

« C'est l'Allemand qui doit payer, pardieu », disent tous les démagogues du nationalisme et leurs laquais au pouvoir.

« C'est le capitalisme international qui doit payer; lui seul peut le faire », répondons-nous. Et voici nos raisons.

[250] Sous la pression des industriels, le projet de loi sur le contrôle ouvrier ne fut jamais soumis au Parlement. Engagé dans une lutte contre l'augmentation du prix du pain, le groupe parlementaire socialiste lui-même parut s'en désintéresser. Après la dissolution de la Chambre (7 avril 1921), il n'en fut même plus question.

Tout d'abord, c'est le capitalisme qui est responsable. C'est lui qui, par ses rivalités économiques, par l'expansionnisme colonial, par ses efforts systématiques pour dresser une nation contre l'autre, une race contre l'autre, un continent contre l'autre, a allumé l'incendie qui s'est étendu sur le monde. Le tsar, Guillaume et Poincaré n'ont été que les commis malfaisants du capitalisme nationaliste.

Et quand je dis capitalisme, je m'empresse, pour être juste, de dire qu'il ne s'agit pas du capitalisme normal, régulier, le capitalisme industriel, producteur des choses utiles et nécessaires à la vie. Ce capitalisme-là n'a pas le goût du suicide; son programme ne comporte pas la destruction et la ruine. Mais il y a belle lurette que le capitalisme industriel a perdu toute indépendance. Il est à la merci de la haute banque, des rapaces de la finance.

À côté du capitalisme industriel régulier et producteur (avec les mains des ouvriers, il est vrai), il existe le capitalisme des affaires véreuses, le capitalisme qui spécule sur la bêtise nationaliste et sait admirablement exploiter ce filon inépuisable. C'est ce capitalisme qui est à l'origine des entreprises coloniales les plus louches et des emprunts d'État. Il exporte l'argent n'importe où, pourvu qu'il puisse en tirer de grands bénéfices. Il vend sa patrie aux colonies. Il appauvrit l'industrie nationale au bénéfice des industries étrangères.

Ce capitalisme d'État achète l'État, le Parlement, la presse. Il vide les poches des combattants. Il vit de la mort d'autrui. Il s'engraisse du sang de ses victimes. Il transforme la boue des tranchées en montagnes d'or.

Sa spécialité, en un mot, c'est de tirer des bénéfices de la guerre. 11 s'appelle Loucheur et Marshall, en France; Stinnes, en Allemagne; Nitti, en Italie [251] ; il est légion en Angleterre et aux États-Unis. Il fait couler des flots de champagne en l'honneur du soldat inconnu. Il dénonce, poursuit, emprisonne et tue tous ceux qui doutent, tous les défaitistes, tous ceux, en un mot, qui n'identifient; pas la victoire du requin aux intérêts généraux de la nation.

Les requins, les profiteurs de la guerre, sont au pouvoir en France comme en Allemagne, en Angleterre comme aux États-Unis. Leurs mandataires au gouvernement sont les hommes de 1914. Ce sont les incendiaires qui jouent le rôle des pompiers. En Allemagne ils ont mis leurs capitaux à l'abri des taxations en leur faisant prendre le chemin des pays neutres : Suède, Hollande, Suisse.

De cette façon, le peuple, à bout de forces, se trouve deux fois esclave : des capitalistes de l'intérieur et de ceux de l'extérieur. La formule : « Le boche paiera »veut dire en fait que le prolétariat allemand assassine, ruine, affamé, trompé et piétiné, doit payer au prolétariat français, qui se trouve dans une situation identique, les crimes de ses maîtres, la destruction barbare des mines françaises, destruction qui rappelle celle des puits de pétrole roumains par les troupes britanniques.

---

[251] Quant au problème des dettes de guerre, Nitti avait déjà pris position, alors qu'il était président du Conseil, dans son discours du 2 mars 1920 : afin de permettre à l'Europe de « retrouver les conditions d'une existence humaine », il fallait d'abord reconstruire l'Allemagne et aider la Russie. Reprenant ces thèmes, son livre *L'Europa senza pace* (Turin, 1921) allait même jusqu'à proposer la réduction de la dette allemande et la suppression de la commission des réparations. Mais certains, et sans doute Gramsci, devaient rester sous l'impression de son livre sur la présence du capital étranger en Italie *(Il Capitale straniero in Italia*, Bari, 1915), favorable a l'entrée en guerre de l'Italie et au renforcement de son potentiel militaire et, surtout, exaltant dans la guerre, la possibilité de développer et de rendre « compétitives »les structures économiques italiennes.

Les poches des prolétaires allemands sont vides. Et pourtant on fait croire aux niasses ignorantes que le traité de Versailles fournira des ressources vitales aux autres pays, comme l'Allemagne, massacrés et en ruine.

Non, le prolétariat allemand ne pourra jamais être considéré comme responsable des crimes commis par ses maîtres. Et alors? Qui va payer ? C'est le capitalisme qui doit remédier à son œuvre de dévastation. Il a organisé le massacre et la ruine, Il doit disparaître de la face de la terre. Les peuples se doivent un sérieux examen de conscience. Si la guerre au capitalisme doit les libérer de la première cause, de la cause fondamentale de toutes les guerres, ils doivent faire cette guerre. Ils seront largement indemnisés de leurs pertes. Ils auront tué leur assassin. Ils auront détruit la source permanente de tout leur malheur. Tel est notre plan de réparations. Et il n'en existe pas d'autre.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 20 mars 1921.

LE PARLEMENT ITALIEN

Il semble désormais assuré que G. Giolitti veuille renouveler la Chambre des députés [252] et que les pauvres représentants de la volonté populaire en sont grandement peines et angoissés. Ce sont les députés qui représentent la volonté socialiste du peuple italien qui sont le plus troublés et le plus angoissés : comment réussiront-ils à convaincre une nouvelle fois les masses électorales qu'il faut prendre au sérieux le Parlement, que c'est seulement par l'action parlementaire que peut s'exprimer le progrès social et l'émancipation des opprimés? Aujourd'hui, le peuple italien s'est fait, au feu de l'expérience, sa propre éducation politique. Aujourd'hui, même les plus lestes saltimbanques du crétinisme parlementaire, comme M. Treves, à la question d'un ouvrier : - Quel pouvoir et quelle influence réelle exerce le Parlement dans l'État italien? Quelle valeur ou quel rôle politique a le Parlement italien à l'heure actuelle? - ne sauraient que répondre, parce qu'il est trop facile d'opposer à la démagogie des charlatans les données de l'expérience immédiate.

Mais ce qui arrive n'est pas nouveau. En Italie, même avant la guerre, le Parlement n'a jamais exercé une fonction ni un pouvoir constitutionnels : en Italie, il n'a jamais existé de régime parlementaire, mais seulement un régime despotique, un peu tempéré, avant la guerre, par la consultation périodique de l'opinion publique. Du point de vue du droit constitutionnel, le régime politique italien se caractérise par l'absence d'un pouvoir judiciaire indépendant dont le personnel serait recruté avec sévérité et auquel serait subordonnée la force armée du pays. En Italie, il n'y a pis de pouvoir judiciaire mais seulement un ordre judiciaire; la force armée dépend directement du gouvernement qui peut en user à sa guise contre le peuple et contre le Parlement lui-même. En l'absence de pouvoir judiciaire, le Parlement légifère pour la forme : rien ne garantit que les lois votées soient appliquées ni respectées; le peuple n'a pas d'autre moyen pour contrôler le gouvernement et se défendre de l'arbitraire gouvernemental que l'insurrection aimée. La situation actuelle - l'impunité dont jouissent les auteurs (le massacres et la totale démission de la magistrature -- n'est pas une « nouveauté ». Avant la guerre, il n'existait déjà

---

[252] Giolitti était président du Conseil depuis le Il juin 1920. Une fois réglés certains problèmes de poids tels que la question albanaise, l'occupation des usines, les rapports avec la Yougoslavie et l'aventure de Fiume, il vit se dresser contre lui une opposition hétérogène qui, des socialistes à la droite, rendait la *Chambre ingouvernable*. Arguant du fait que celle-ci, élue en novembre 1919, n'exprimait plus la volonté populaire, il proclama le 7 avril 1921 la dissolution de l'Assemblée et fixa les élections au 15 mai suivant. Son objectif était, semble-t-il, double : intégrer les fascistes, qui n'étaient pas représentés au Parlement, dans les listes du « Bloc national » et réduire l'importance des socialistes pour les contraindre à participer ou, du moins, à soutenir le gouvernement.

en Italie aucune garantie légale protégeant la liberté et la personne du citoyen; avant la guerre, on pouvait déjà maintenir un citoyen en état d'arrestation pour une durée illimitée en vertu d'une simple décision administrative; avant la guerre, il arrivait déjà qu'on massacrât les gens qu'on avait arrêtés; avant la guerre, tout agent de la force publique, tout fonctionnaire armé du gouvernement se sentait déjà investi non seulement de la charge de bourreau, mais aussi de la qualité de législateur et de juge : il pouvait rétablir la peine de mort, prononcer la condamnation et exécuter immédiatement la sentence. Avant la guerre, la situation en Italie s'était déjà tellement aggravée que pour empêcher les massacres, devenus très fréquents, le peuple italien, après avoir constaté l'impuissance de l'action parlementaire, se dressa en juin *1914* en une insurrection armée contre le gouvernement[253].

Les fondements du régime politique italien s'expliquent aisément même du point de vue historique. Marqué par la séparation des pouvoirs et la subordination de la force publique au pouvoir judiciaire, le parlementarisme est le produit de la lutte entre la classe capitaliste et la classe des propriétaires terriens, avec domination des industriels sur les agrariens. En Italie, cette lutte des classes n'a pas été décisive : l'histoire italienne est tout entière un compromis entre l'État et les agrariens; les agrariens ont continué à avoir droit de vie et de mort sur les paysans pauvres, et la magistrature est en grande partie recrutée parmi la petite bourgeoisie d'origine paysanne, cela étant surtout vrai dans l'Italie du Sud. Dans de telles conditions, un pouvoir judiciaire fort et indépendant ne pouvait naître et s'imposer au travers de la lutte parlementaire; le parlementarisme, autrement dit, ne pouvait devenir une réalité politique. C'est ainsi qu'en Italie le Parlement a toujours été un corps purement consultatif, sans influence réelle sur la machine gouvernementale, sans pouvoir d'initiative ni de contrôle. Et les élections elles-mêmes n'ont jamais eu d'autre signification ou de valeur que de permettre au gouvernement despotique et paternaliste de tester l'opinion et de vérifier si l'arbitraire et les abus ne risquaient pas de provoquer de ruptures irréparables dans l'ordre établi.

C'est là la seule signification que pourront avoir les nouvelles élections, si M. Giolitti se décide à les organiser. Giolitti veut un parlement qui apparaisse comme l'expression populaire d'une volonté réactionnaire tournée contre le prolétariat industriel et les paysans pauvres : son désir sera abondamment exaucé. La petite bourgeoisie qui, en novembre 1919, était persuadée de l'inéluctable avènement d'un gouvernement socialiste [254], s'est aujourd'hui ouvertement rangée contre le prolétariat et contre le socialisme : c'est la petite bourgeoisie, surtout rurale, qui fournit ses effectifs au fascisme; c'est la petite bourgeoisie qui s'est armée et s'est encadrée militairement avant le prolétariat et contre le prolétariat. Le nouveau Parlement marquera une reprise violente du pouvoir des classes agraires sur les clisses industrielles, la mise en tutelle définitive des villes,-qui sont en pleine crise économique, incapables d'offrir au marché national les produits dont il a un extrême besoin, -- par la campagne qui, dans la période actuelle, a presque le monopole des vivres et jouit par conséquent d'une supériorité incontestée. La dictature militaire et une nouvelle guerre de rapine seront les conséquences nécessaires de ce nouvel équilibre des classes sociales, si le prolétariat n'est pas capable de s'organiser politiquement et de gagner son combat.

Il est certain que le Parti socialiste, tel qu'il est composé aujourd'hui, sera écrasé par la nouvelle consultation populaire. Pour se sauver politiquement, il devrait accepter un programme de collaboration avec le gouvernement bourgeois et de répression contre la classe

---

[253] Cf. n. 1, P. 58.

[254] Il s'agit toujours de ces élections du 16 novembre 1919, à propos desquelles Gramsci avait proclamé : « L'Italie de la révolution est née » (« La défaite bourgeoise », 19 novembre 1919, in Écrits politiques, 1, pp. 291-293).

laborieuse : la droite du Parti, aiguillonnée par l'instinct de conservation, finira par faire sienne cette attitude, en entraînant derrière elle la majorité du Parti. Le Parti socialiste sera écrasé parce qu'il n'est pas capable de comprendre la réalité italienne ni le jeu compliqué de la lutte des classes : il ne sait rien dire de concret aux ouvriers des usines, qui l'ont en fait abandonné dans leur majorité pour adhérer au Parti communiste; il ne sait pas diriger l'action des paysans pauvres qui sont les plus durement et directement frappés par le fascisme. La situation actuelle ne peut être comprise et exploitée politiquement que par les forces antiparlementaires et antidémocratiques : à savoir, d'un côté, par le gouvernement bourgeois qui sait ce que valent les élections, parce qu'il les manipule et que son seul but est de s'en servir pour semer le découragement dans les rangs du prolétariat révolutionnaire en le mettant en minorité; de l'autre, par les communistes qui peuvent s'en servir comme d'un instrument d'agitation pour élever les masses ouvrières à l'exacte compréhension de ce que signifie la dictature du prolétariat et pour organiser la seule institution populaire capable de contrôler et de réduire à merci la bourgeoisie industrielle et agrarienne : le peuple lui-même en armes, uni dans le système de ses Conseils, et qui, dans ses Conseils révolutionnaires, a incorporé les trois pouvoirs de l'État pour s'en servir comme d'une hache afin d'abattre ses adversaires.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 24 mars 1921.

LA RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE

Toutes fragmentaires qu'elles soient, tout imprécises qu'elles soient, les nouvelles qui nous arrivent d'Allemagne[255], - et qui se présentent ainsi du fait des conditions dans lesquelles le mouvement se développe mais aussi du fait des nombreux éléments qui ont intérêt à altérer la vérité et qui interviennent expressément pour l'altérer, - ces nouvelles nous apprennent au moins qu'une partie importante du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne a engagé une lutte qui tend à se transformer en lutte à fond, pour la défense suprême, pour la conquête suprême.

Le mouvement est né des conditions qui, dans la phase actuelle, sont typiques de presque tous les pays où la lutte de classes est arrivée au maximum de son acuité et de son exaspération.

Depuis plusieurs mois, sous prétexte de substituer à l'armée une organisation privée de défense, la bourgeoisie avait entrepris, dans les divers États de l'Allemagne, l'organisation de sa garde blanche. Au même moment, la crise industrielle provoquée par les dispositions prises par les alliés et accentuée, à des fins de résistance nationaliste et de résistance de classe par les patrons des grands *trusts*, avait atteint une limite extrême. Tandis que les bandes « fascistes »commençaient leurs exploits provocateurs dans les villes du centre, et que le gouvernement et ses magistrats les protégeaient ouvertement, commençaient également, ou mieux, se multipliaient à plus grande échelle les licenciements dans les principaux centres industriels. Violence intimidatrice et chômage sont les remèdes que dans chaque pays la bourgeoisie s'apprête à utiliser pour son salut. Faim et terreur sont les moyens par lesquels elle

[255] Il s'agit du mouvement connu sous le nom d'action de mars ». Prenant prétexte des combats qui opposaient mineurs communistes et policiers dans la région de Mansfeld (Saxe), les émissaires de l'Internationale communiste en Allemagne (Béla Kun, Pogányi, Guralski) incitèrent les nouveaux dirigeants du Parti communiste à engager l'offensive. Il semble que cette décision ait visé à contrebalancer les effets désastreux de la un échec. Le mot d'ordre de grève générale lancé par le K.P.D, ne toucha pas plus de trois cent mille ouvriers et le 31 mars les dirigeants communistes eux-mêmes durent donner l'ordre d'interrompre la grève.

Il n'est pas inutile de noter, pour éclairer l'arrière-fond de ce texte, que le K.P.D. se trouvait depuis le mois de février 1921 sous la direction de la « gauche » du Parti (Brandler,Thalheimer, Frölich, Stoecker). Paul Levi, qui était proche de Serrati et avait tenté, à Livourne, d'éviter la rupture avec les maximalistes, venait d'être écarté de la direction du K.P.D. par Rákosi et Kabaktchiev, responsables également de la scission de Livourne.

espère ramener le monde économique aux conditions d'avant-guerre, conditions d'équilibre relatif, de calme pour les patrons et pour les exploiteurs, assurant la sécurité du profit, que garantissent une réserve de main-d'œuvre existant sur le marché et l'absence d'une pleine et entière solidarité et d'une ardeur combative dans la classe laborieuse. La réalisation en Allemagne de ce plan de « mise en ordre »aurait une valeur européenne et mondiale inestimable, ce serait peut-être le pas le plus important franchi sur la voie de la reconstruction du monde bourgeois d'avant-guerre. C'est autour de l'Allemagne que gravite l'Europe tout entière, que gravite l'Europe bourgeoise, que ses jalousies nationalistes persistantes et ses soifs mal dissimulées de conquête empêchent de recommencer à collaborer avec le plus productif des pays industriels, et que gravite également l'Europe prolétarienne, liée au sort de la masse ouvrière la plus large, la plus profonde, et qui est capable de décider par un de ses mouvements du sort de plusieurs États en déplaçant complètement le centre de la politique européenne.

L'importance même d'un mouvement révolutionnaire allemand qui réussirait à atteindre son but nous invite à bien peser nos appréciations. Quand, en 1919, l'attaque de Spartacus parut frapper au cœur de l'État bourgeois[256] et le mensonge social-démocrate, les militants révolutionnaires de l'Europe tout entière sentirent que Spartacus combattait pour eux, ils sentirent qu'une révolution allemande victorieuse souderait définitivement à la Russie ouvrière et paysanne toutes les forces prolétariennes d'Europe centrale et marquerait ainsi le début de la lutte libératrice pour celles des pays d'Occident. Et la chute de Spartacus représenta un arrêt du mouvement international.

Qu'aujourd'hui encore les communistes allemands combattent pour toute l'Internationale, c'est un fait d'évidence. Il est vrai que nous ne savons encore avec précision ni leurs forces ni le niveau de leur préparation, ni leurs objectifs premiers. Mais nous savons et nous sentons que nous faisons partie avec eux d'une même organisation, d'une même armée, de l'organisation et de l'armée de l'Internationale communiste. C'est une seule et même bataille qu'on livre sous son drapeau [...] [257]*

Face aux provocations de la bourgeoisie industrielle et de ses bandes armées, les communistes allemands sont en train de donner l'exemple de la réponse immédiate, du recours immédiat à la force de la part de la classe ouvrière. Les communistes d'Allemagne sont en train de montrer par l'exemple que certaines positions ne se défendent pas, ne peuvent se défendre autrement qu'en attaquant, ils sont en train de montrer que, plutôt que de subir une première violence, plutôt que d'accomplir un acte qui risque d'être pris comme une preuve de faiblesse ou un manque de confiance en soi, le prolétariat doit se tenir toujours prêt à prendre les armes pour défendre sa liberté, sa dignité, son avenir, sa vie

Cent conflits valent mieux qu'un seul acte de faiblesse ou de lâcheté. Le sang de Spartacus a fécondé le terrain de la lutte des classes en Allemagne et dans le monde entier, mais le combattant qui cède et se retire sans défense sera demain, plus que vaincu, piétiné et insulté.

Aujourd'hui, c'est Spartacus qui reprend la lutte. Il lient pour tous en éveil la tradition internationale, il assure pour tous la continuité de la lutte. Et aujourd'hui, dans le inonde entier, tous les combattants de la classe laborieuse sont solidaires de Spartacus.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 30* mars 1921.

---

[256] Il s'agit de l'insurrection de Berlin de janvier 1919, au cours de laquelle furent assassinés Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Gramsci avait déjà évoqué la « Commune de Berlin »dans un article du 15 mai 1919 : « La controrivoluzione » (L'Ordine Nuovo 1919-1920, pp. 225-226). La formule qu'il emploie ici fait écho au dernier article de Liebknecht dans *Die Rote Fahne*: « Spartacus est le socialisme et la révolution mondiale. »

[257] * L'édition **Einaudi** précise ici : « une ligne illisible» (N. d. T.).

LA DÉFAITE

La Confédération générale du travail est alliée au Parti socialiste italien. Le Parti socialiste italien soutient qu'il est encore sur le terrain de lutte de l'Internationale communiste, soutient qu'il est un parti révolutionnaire, soutient qu'il est un Parti communiste et espère qu'après avoir débattu de son appel [258], le IIIe Congrès cassera la décision d'exclusion prononcée par le Comité exécutif de Moscou et qu'il le réintégrera comme membre de plein droit. Le Parti socialiste soutient qu'il a centralisé son organisation et qu'il est en mesure d'imposer à tous ses membres toute la discipline révolutionnaire que demande le moment historique. Or, les chefs syndicaux, les dirigeants de la Confédération, qui appartiennent au Parti socialiste, qui sont disciplinés, qui dans leur action obéissent aux mots d'ordre du Parti, font-ils triompher et diffusent-ils dans les syndicats les conceptions et les méthodes du Parti socialiste, telles qu'elles devraient être, c'est-à-dire conformes aux conceptions et aux méthodes de l'Internationale communiste?

La dernière manifestation politique des chefs syndicaux inscrits au Parti socialiste est la motion approuvée au Congrès qui s'est tenu tout récemment à Milan et qui réunissait les représentants des fédérations nationales des métiers et des Bourses du travail de Milan, Turin, Gênes, en accord avec le secrétaire de la Confédération[259] ; cette motion affirme que la « crise actuelle n'est qu'un des phénomènes périodiques du même genre, à mettre au compte de la méthode de production du régime de la libre initiative individuelle ». Le Parti socialiste qui soutient qu'il appartient encore, par ses conceptions et ses méthodes, a l'Internationale communiste, partage-t-il cette thèse des chefs syndicaux ? Défendra-t-il, devant les masses, cette thèse des chefs syndicaux? Il est véritablement stupéfiant que six ans après Zimmerwald, qu'après deux ans d'affiliation à la IIIe Internationale, qu'après la publication de dizaines et de dizaines de livres et d'opuscules, dans lesquels les conceptions et les thèses de l'Internationale ont été diffusées sous des formes élémentaires, on en revienne encore à de telles affirmations de la part d'hommes qui pourtant soutiennent qu'ils partagent, qu'ils sont persuadés, qu'ils sont les seuls, qu'ils ont compris tout de suite, etc. Le mouvement zimmerwaldien avait déjà affirmé que la crise mondiale était déterminée par l'impérialisme et il avait expliqué que *impérialisme* signifie période historique des monopoles nationaux et internationaux, qu'impé*rialisme signifie exactement dépassement de la libre initiative individuelle.*

Tout le mouvement qui fait suite, et qui culmine avec la formation et l'expansion de l'Internationale communiste est fondé sur cette thèse primordiale, de caractère économique, d'une valeur essentiellement marxiste. Si l'on n'accepte pas cette thèse, ou ne peut pas appartenir à l'Internationale, on ne peut être ni communiste ni révolutionnaire. L'affirmation de cette thèse est l'affirmation de l'existence, à l'échelle mondiale, des prémisses économiques, des conditions objectives nécessaires et indispensables à l'avènement du communisme : si l'on n'accepte pas cette thèse, c'est toute l'histoire contemporaine qui devient une énigme, un tissu de bizarreries, un miracle; et les proportions énormes qu'a prises le mouvement syndical deviennent également

---

[258] Aussitôt consommée la rupture avec les communistes, le 21 janvier 1921 le Parti socialiste italien adopta, on l'a dit, une motion présentée par Giorgio Bentivoglio protestant contre l'exclusion prononcée par le délégué de Moscou, Kristo Kabaktchiev. Réaffirmant son adhésion à la IIIe Internationale, le P.S.I. s'y déclarait prêt à faire appel devant le IIIe Congrès de l'I.C.

[259] Les 30 et 31 mars 1921 se tint à Milan sur l'initiative de la C.G.L. une Conférence extraordinaire consacrée au problème de la crise économique et du chômage et rassemblant, outre la direction de la C.G.L., les représentants des principales fédérations de métier et ceux des Bourses du travail de Turin, Gênes et Milan. Au terme de la réunion fut adoptée une motion qui, tout en insistant sur le caractère passager de la crise : point de vue qui allait à l'encontre des thèses développées par le P.C. d'Italie, proposait un certain nombre de remèdes tels que le « contrôle syndical sur les entreprises industrielles, commerciales, agricoles, bancaires »; la nationalisation de certaines industries ; l'expropriation indemnisée de la terre ; une réforme fiscale, etc., etc. Seule, la Bourse du travail de Turin vota contre ce programme, que les communistes dénoncèrent comme une manœuvre électorale. Cf. U. Terracini, , Programma elettorale », in *L'Ordine Nuovo,* 1, 90, 1er avril 1921.

une énigme, un tissu de bizarreries, un miracle, si on ne conçoit pas le phénomène impérialiste et si ou ne l'apprécie pas conformément aux thèses développées par l'Internationale communiste.

L'impérialisme économique correspond à la concentration des forces productives et à la crise de surproduction prévue par Karl Marx. Au travers de la puissance de l'État, qui se matérialise économiquement, au bénéfice du capitalisme, par les droits de douane protecteurs et par la conquête militaire des marchés et des sources de matières premières, le capital se développe selon un processus impérialiste, c'est-à-dire en se multipliant et en s'organisant selon des modalités et des formes qui nient l'individualisme, l'initiative des individus, la libre concurrence. Ce développement et cette expansion provoquent un développement parallèle de la population : en cinquante ans de développement industriel, la population italienne a augmenté de dix millions d'habitants; la vie de cette masse populaire est liée au stade atteint par la production et tout le système des civilisations modernes, avec ses grandes villes, est liée à cette expansion des forces productives. La guerre mondiale a été l'épisode le plus important de ce développement capitaliste : elle a représenté une tentative pour résoudre, du point de vue des capitalistes, le problème économique de la production entravée par les frontières nationales, par la concurrence entre les États nationaux. La guerre a montré la justesse de la thèse marxiste selon laquelle le capitalisme, à un certain point, ne parvient plus à résoudre les problèmes qu'il pose lui-même, ne parvient plus à dominer ni à organiser les forces qu'il a fait naître lui-même. La phase historique qui succède à l'impérialisme économique est le communisme: ou bien le développement économique trouve dans la classe ouvrière révolutionnaire la force politique nécessaire pour provoquer le changement de système, ou bien il se produit une régression, une destruction des forces productives, le *chaos,* la mort de la population surabondante. Une chose est certaine : les capitalistes veulent revenir à l'individualisme, ils veulent défaire l'organisation sociale née de la phase impérialiste, dans la mesure où celle-ci contient l'élan vital vers le communisme. C'est cela que veulent les capitalistes, parce qu'ils veulent conserver leur hégémonie, parce qu'aucune classe ne se laisse exproprier pacifiquement mais qu'avant d'être anéantie elle se débat de toutes ses forces et ne recule devant aucune conséquence, même pas devant celle de briser tout le système de la civilisation moderne et de faire mourir la moitié de la population. Il est étrange que les représentants de la classe ouvrière, de la classe révolutionnaire, de la classe qui a la mission historique de promouvoir le développement de la civilisation en portant à leurs ultimes conséquences les prémisses historiques posées par ses prédécesseurs, il est étrange que ces représentants acceptent le point de vue des capitalistes et qu'ils se proposent, en renonçant à diriger l'effort révolutionnaire de la classe qu'ils disent représenter, d'aider les capitalistes à détruire, à saccager les forces productives, à dévaster les conditions de vie d'une masse si imposante de la population.

Cette attitude est d'autant plus étrange que la première chose qui sera détruite, ce sera l'organisation syndicale. Le capitalisme ne pourra pas revenir an stade de la libre concurrence et de l'initiative individuelle sans avoir préalablement détruit le monopole de la main-d'œuvre détenu par les syndicats et les fédérations. La crise actuelle n'est rien d'autre en fait que le tragique aspect ouvrier de la lutte capitaliste contre la convention collective, contre le contrôle syndical des horaires, des salaires et de la discipline à l'intérieur de l'usine. Un signe de l'étrange régression où s'est perdu le réformisme syndicaliste italien est précisément donné par cette situation : le réformisme syndical trompe démagogiquement les masses sur la possibilité d'exercer le contrôle sur la production, rôle que le syndicat est organiquement incapable d'assumer, au moment précis où le syndicat perd la possibilité et la force. d'exercer ce contrôle pour lequel il est né et il s'est développé. Les chefs syndicaux eux-mêmes ne sont pas conscients de cette situation, qui vient pourtant de donner ses fruits, dans l'agriculture: sous forme d'une

capitulation sans conditions, devant l'assaut militaire fasciste, la ligne des salariés agricoles a déjà renoncé en effet à ses fonctions les plus élémentaires.

La défaite du réformisme apparaît ainsi dans sa totalité défaite politique, dont dépend le sort de millions et de millions d'ouvriers et de paysans; défaite intellectuelle, dont dépend l'avenir du Parti socialiste italien, destiné à devenir l'exemple mondial de la catastrophe de la phraséologie révolutionnaire construite d'ignorance théorique et d'impuissance pratique.

Sans signature, *L'Ordine Nuoro, 5* avril 1921.

L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE

La volonté de M. Giolitti de ramener la paix sociale et de, retrouver un développement normal des forces productives italiennes, en élaborant, conformément à l'esprit de notre temps, les nouvelles institutions capables d'assurer légalement à la classe ouvrière une meilleure situation et de plus solides garanties dans le domaine industriel, est entrée dans les faits d'une manière exemplaire et qui frappe par son évidence. Quatorze mille ouvriers des usines Fiat sont licenciés [260]. Une population de plus de quarante mille personnes est jetée dans l'obscure incertitude du lendemain. L'autorité gouvernementale met à la disposition des patrons tout l'appareil d'État - police, armée, magistrature, prisons - pour venir à bout de la résistance d'une telle masse populaire et la contraindre à accepter comme loi le bon plaisir et l'arbitraire d'une demi-douzaine de spéculateurs et d'affairistes. Que demandaient les quatorze mille ouvriers, que demandait cette population de quarante mille personnes à cette demi-douzaine de spéculateurs et d'affairistes ? Ils demandaient la mise en vigueur d'une toute petite partie des programmes présentés par M. Giolitti à la Chambre des députés, ils demandaient la mise en vigueur d'une toute petite partie des programmes de la routine administrative giolittienne étalés à plaisir dans *La Stampa:* le contrôle des licenciements. Les patrons, la demi-douzaine d'affairistes qui tient en main la vie et la mort de dizaines de milliers d'ouvriers, n'ont même pas voulu discuter, n'ont même pas voulu attendre un seul jour, et le gouvernement Giolitti qui se propose d'élaborer une nouvelle « démocratie »industrielle, originale, n'a pas hésité : il a mis à la disposition de la demi-douzaine, contre les dizaines et dizaines de milliers, toutes les armes et tous les
instruments de répression nécessaires, pour que triomphe l'arbitraire de la demi-douzaine et son bon plaisir.

---

[260] Conséquence de la crise mondiale de l'industrie automobile, crainte aussi d'une reprise de l'agitation, le 31 mars 1921 Giovanni Agnelli, directeur de la Fiat, annonçait le licenciement de 1 500 ouvriers, la commission interne proposant, quant à elle, une réduction des horaires ou, tout au moins, le versement d'une indemnité aux ouvriers licenciés. Entre-temps, ceux-ci continuaient à se présenter à leur poste. Prenant prétexte de cette occupation larvée, le 5 avril la direction de la Fiat annonçait la fermeture d'un certain nombre de ses établissements, qu'elle faisait évacuer avec l'appui de l'armée et de la police. Le lock-out touchait ainsi 14 992 ouvriers, qui étaient invités à s'engager individuellement à respecter le règlement national de la métallurgie et à accepter, quelles qu'elles soient, les tâches qui leur seraient confiées, Tandis que se prolongeait la grève, un premier accord était signé, le 22 avril, entre Giovanni Agnelli et Guido Fornaca, pour la Fiat, et Bruno Buozzi et Mario Guarnieri, pour la F.I.O.M. : les représentants syndicaux acceptaient les conditions de la direction, qui s'engageait, quant à elle, à ne pas toucher aux salaires et à assouplir sa position dans l'affaire des licenciements. Dès le lendemain, pourtant, cet accord était repoussé par une assemblée de métallurgistes. L'incendie de la Chambre du travail de Turin par les fascistes, la nuit du 25 au 26 avril, ayant provoqué une grève générale de protestation, Agnelli, conscient des risques que pouvait comporter ce type de riposte populaire, décidait enfin de rouvrir ses portes aux ouvriers - au nombre de plus de 9 000 - qui avaient souscrit individuellement aux exigences de la Fiat : « Hommes de chair et d'os », ainsi qu'allait les définir Gramsci, hommes rendus à leur sérialité... Le 6 mai tout était terminé.

Quatorze mille ouvriers se trouvent sans travail. Quarante mille habitants de la ville se trouvent sans moyens de subsistance. Toutefois la crise qui est ainsi provoquée ne touche pas seulement cette masse de population : elle s'élargit localement et nationalement. La question qui est posée est à la fois politique et syndicale. À Turin, la diminution des horaires et des salaires ouvriers avait déjà commencé à se répercuter sur tout le contexte de la vie de la ville : une grande masse de la petite bourgeoisie avait commencé à s'apercevoir que ses intérêts de classe ne sont pas liés à la tyrannie ni à l'arbitraire des capitalistes mais qu'ils dépendent de la situation économique où se trouve la classe ouvrière. Le pouvoir d'achat et le taux de consommation des ouvriers diminuent,; la masse de la population ouvrière se restreint du fait des licenciements et on stérilise ainsi la raison d'être économique et sociale de larges couches de la population urbaine; la ruine économique du prolétariat provoque la ruine d'une grande partie des habitants de la ville : les petits artisans, toute une quantité de professions et de métiers tombent en faillite, et aucun capitaliste, aucune institution privée ou publique ne vient en aide à tous ces gens réduits à la misère et au désespoir, à tous ces gens qui voient englouti par la crise le petit capital qu'ils avaient amassé par l'épargne et le sacrifice.

La question syndicale intéresse tous les ouvriers de la métallurgie et, en dernière analyse, tous les ouvriers italiens. Ce qu'on cherche à faire à Turin, c'est ouvrir la première brèche dans le rempart de la défense de classe, c'est de provoquer à Turin, un effondrement du genre Caporetto qui permette à la réaction capitaliste d'envahir et d'occuper toutes les positions laborieusement conquises par la classe ouvrière italienne. Depuis quelques mois, nous n'avons cessé d'insister sur ce danger et d'appeler sur lui toute l'attention des organismes responsables et des masses directement intéressées. La lutte engagée par les patrons des usines Fiat n'est pas seulement une lutte contre les ouvriers de chez Fiat : elle vise les conventions collectives et les droits incontestés qu'ont réussi à conquérir les ouvriers italiens. On est en train de recréer à Turin, pour les ouvriers de la grande industrie, une situation semblable à celle qui a été faite aux ouvriers agricoles; en quelques mois à Bologne, la tactique de l'assaut militaire fasciste a réussi [261] - parce qu'elle n'a trouvé dans l'organisation syndicale, aucune opposition énergique et systématique - à faire s'effondrer tout le système syndical agricole : les masses ont dû renoncer à la lutte pour les nouveaux contrats, les anciens contrats sont devenus autant de chiffons de papier, la terreur ravage les populations de toute la zone agraire, et les organisateurs, même les organisateurs socialistes, même les organisateurs réformistes, mais oui, les socialistes et les réformistes eux-mêmes, tous sont mis au ban de la société, sont emprisonnés, sont menacés d'être condamnés pour chantage, pour extorsion, pour homicide.

Ce sont les mêmes effets que visent les capitalistes dans le domaine industriel; c'est pour cela qu'à Turin ils ont engagé la lutte contre les comités d'entreprise : pour pouvoir licencier les camarades les plus actifs, et éliminer de l'entreprise tous les éléments qui œuvrent à l'organisation et à l'union des masses ouvrières. La position des ouvriers turinois licenciés est solide pour les raisons suivantes : les ouvriers licenciés de chez Fiat ne peuvent manquer de bénéficier de la solidarité de tout le prolétariat italien de la métallurgie, non plus que de la sympathie d'une grande partie des habitants de la ville. La question de la « démocratie »industrielle que Monsieur Giolitti et *La Stampa* croyaient pouvoir utiliser uniquement à leurs fins démagogiques, est véritablement une question « démocratique », dans la mesure où elle concerne au plus vif les intérêts des plus larges masses populaires et où elle peut avoir le pouvoir de synthétiser toutes les énergies révolutionnaires qui existent dans le monde du travail.

Sans signature, *L'Ordine Nuoto, 6* avril 1921.

[261] Cf. n. 1, 1). 88.

LES COMMUNISTES ET LES ÉLECTIONS [262]

Le Parti communiste est le parti politique, historiquement déterminé, de la classe ouvrière révolutionnaire.

La classe ouvrière est née et s'est organisée sur le terrain de la démocratie bourgeoise, dans le cadre du régime constitutionnel et parlementaire. Liée au sort de la grande industrie moderne, avec ses grandes usines et ses cités immenses, fourmillantes de multitudes diverses et chaotiques, la classe ouvrière n'a pris conscience de son unité et de son destin de classe que lentement et à travers les plus cruelles expériences et les plus amères désillusions.

Voilà pourquoi, au cours des différentes phases de son développement, la classe ouvrière a appuyé les partis politiques les plus divers. Elle a commencé par appuyer les partis libéraux, c'est-à-dire qu'elle s'est unie avec la bourgeoisie des villes et, a lutté pour anéantir les restes de féodalisme économique dans les campagnes; la bourgeoisie industrielle est ainsi parvenue à briser le monopole des vivres, à introduire jusque dans les campagnes un peu de libéralisme économique, à diminuer le coût de la vie ; mais toute cette action s'est révélée désastreuse pour la classe ouvrière qui a vu baisser le niveau moyen de ses salaires. Dans un deuxième temps, la classe ouvrière a appuyé les partis démocratiques petits-bourgeois et a lutté pour élargir les cadres de l'État bourgeois, pour introduire de nouvelles institutions, pour développer les institutions déjà existantes. Elle fut dupée une seconde fois; tout le nouveau personnel dirigeant qui s'était formé au cours de cette lutte passa avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie, rénova la vieille classe dominante, fournit ses nouveaux ministres et ses nouveaux grands fonctionnaires à l'État parlementaire bureaucratique. L'État ne fut même pas transformé; il continua à vivre dans les limites fixées par le *Statuto* de Charles-Albert; aucune liberté effective pour le peuple ne fut conquise; la Couronne continua à être le seul pouvoir réel de la société italienne puisque la magistrature, le Parlement et les forces armées du pays restèrent, à travers le gouvernement, soumis à son bon plaisir.

Avec la création du Parti communiste, la classe ouvrière rompt avec toutes les tradition et, affirme sa maturité politique. La classe ouvrière ne veut plus collaborer avec les autres classes au développement et à la transformation de l'État parlementaire bureaucratique : elle veut travailler de façon positive à son propre développement autonome de classe; elle pose sa candidature pour devenir classe dirigeante, et elle affirme ne pouvoir exercer cette fonction historique que dans un cadre institutionnel différent du cadre actuel, dans un nouveau système d'État, et, non plus dans les cadres de l'État parlementaire bureaucratique.

Avec la création du Parti communiste, la classe ouvrière entre dans la lutte politique en tant que novatrice, en tant que guide, et, non plus en tant que masse de manœuvre guidée et dirigée par l'état-major d'une autre classe sociale. La classe ouvrière veut gouverner le pays, elle affirme qu'elle est, avec les moyens dont elle dispose, et avec ses institutions, nationales et internationales, la seule classe capable de résoudre les problème, mis à l'ordre du jour par la situation historique générale. Quelles sont les forces réelles de la classe ouvrière? Combien sont en Italie les prolétaires ayant acquis une exacte conscience de la mission historique propre à

---

[262] Se soumettant aux décisions du IIe Congrès de l'Internationale communiste - qui avait condamné l'abstentionnisme - le Comité, exécutif du P.C. d'Italie fit connaître dès le Ier avril sa décision de participer sans se mettre en grands frais et en se réservant pour des luttes « plus décisives », à la campagne électorale qui venait de s'ouvrir (« Norme per le elezioni politiche », *Il Comunista,* 14 avril 1921). Un manifeste électoral - généralement attribué à Gramsci - précisait du reste les objectifs du Parti :« De ces élections doit ressortir avec exactitude et précision que le degré de conscience politique et de clarté spirituelle ont atteint les grandes masses populaires italiennes. Les élections de 1919 ont été le procès de la classe dirigeante italienne [...]. Les élections de 1921 doivent être le procès du Parti socialiste...» (« Manifesto per le elezioni politiche - Ai proletari italiani », *Il Communista,* 21 avril 1921).

leur classe? Quelle audience a le Parti communiste dans la société italienne? Dans la confusion, dans le chaos actuels les grandes lignes de la nouvelle configuration historique existent-elles déjà ? Dans cette continuelle désintégration, réintégration, décomposition et recomposition des forces sociales, des classes et des diverses couches de la population italienne, est-ce que s'est déjà constitué un noyau primordial, compact et solide, indéfectiblement fidèle aux idées et aux programmes de l'Internationale communiste et de la révolution mondiale, autour duquel pourra se construire la nouvelle organisation politique définitive, celle du gouvernement de la classe ouvrière?

Telles sont les questions qui trouveront leur réponse lors des élections. Pour avoir une réponse sûre, concrète, historiquement contrôlable et étayée par des preuves, le Parti communiste se présente aux élections. Le Parti communiste, dans la répartition des forces sociales qui s'opérera autour des programmes électoraux, veut recenser ses forces, veut compter ses effectifs. C'est là une phase nécessaire du processus historique qui doit conduire à la dictature du prolétariat, à la fondation de l'État ouvrier. Les élections sont, pour les communistes, une des nombreuses formes d'organisation politique typiques de la société moderne. Le parti est la forme supérieure d'organisation; le syndicat et le conseil d'usine sont des formes d'organisation intermédiaires, qui encadrent les prolétaires les plus conscients engagés dans la lutte quotidienne contre le capital et où l'encadrement se fait sur une plate-forme de caractère syndical. Par leurs suffrages, les masses se prononcent pour le but politique suprême, pour la forme de l'État, pour la reconnaissance de la classe ouvrière en tant que classe dirigeante. Le Parti communiste est essentiellement le parti du prolétariat révolutionnaire, c'est-à-dire des ouvriers employés par l'industrie urbaine, mais il ne peut atteindre son but sans l'appui et le consensus d'autres classes : la classe des paysans pauvres et le prolétariat intellectuel. Tel est le fond du problème : quelle est aujourd'hui la force d'expansion du prolétariat révolutionnaire? combien sont les éléments des autres classes laborieuses qui reconnaissent dans le prolétariat la future classe dirigeante et qui, dès aujourd'hui, malgré le chaos de la situation, malgré les déceptions, malgré le terrorisme exercé par la réaction, entendent l'appuyer dans son effort d'organisation et d'encadrement? Le Parti communiste ne se fait pas d'illusions sur les résultats, d'autant plus qu'il a déjà montré qu'il entendait abandonner les procédés démagogiques et vulgaires grâce auxquels le Parti socialiste « faisait le plein »dans le passé. Mais plus la population italienne s'est enfoncée dans le chaos et a été désemparée, plus les forces dissolvantes de la formation passée des forces révolutionnaires ont agi et continuent d'agir, et plus apparaît comme évidente la nécessité de provoquer un nouveau regroupement des fidèles et loyaux militants de la révolution mondiale et du communisme. La valeur dynamique et la force d'expansion de ce dernier apparaîtra d'autant plus grande que la situation est plus troublée et que les moyens du nouveau parti qui entre dans le champ de la politique générale italienne sont faibles.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 12 avril 1921.*

RÉACTION?

Dans un commentaire au manifeste électoral du Parti socialiste, publié dans la *Crilica sociale* [263],*Filippo* Turati affirme, incidemment, qu'aucune des périodes de réaction passées n'a eu le caractère de celle qui se déchaîne aujourd'hui sur les classes laborieuses. Turati entend toutefois, par le mot « caractère », définir uniquement une différence quantitative, et non pas

[263] Filippo Turati, « La pregiudiziale al programma », *Critica sociale,* XXXI, 8, 16-30 avril 1921, p. 1.

qualitative, entre le passé et le présent : il place ses espoirs dans la XVIIe législature, il est persuadé que la crise actuelle trouvera encore une solution dans les sphères parlementaires, il est persuadé qu'à ces élections succéderont, à brève échéance, d'autres élections et qu'alors tout reprendra sa place dans le meilleur des mondes possibles. Pour Turati, en somme, la bourgeoisie continuera à être la classe dominante pendant des décennies encore, et le régime parlementaire continuera à être le meilleur, le plus parfait des régimes populaires, le système breveté pour donner le bonheur aux Italiens : le prolétariat, lui, n'a qu'à attendre, avec calme, avec confiance, passivement; quant au Parti socialiste, il n'a rien d'autre à faire qu'à devenir une filiale prolétarienne de la Croix-Rouge.

La question de savoir si la période actuelle doit être considérée comme « réactionnaire »devient ainsi le point central de la polémique entre révolutionnaires et réformistes, entre communistes et socialistes. C'est en effet de la solution qui est donnée à ce problème que dépend toute l'orientation à imprimer au mouvement prolétarien et que dépendent aussi les options concernant la tactique et l'organisation des partis révolutionnaires (le Parti socialiste est-il un parti révolutionnaire? Les communistes unitaires ont-ils encore la majorité dans le Parti socialiste, eux qui prétendaient vouloir rester sur le terrain des thèses de l'Internationale communiste?).

Les communistes refusent de considérer la période actuelle comme « réactionnaire »: ils soutiennent au contraire que l'ensemble des événements en cours apporte en abondance les preuves les plus flagrantes de la décomposition du régime bourgeois[264]. Cette thèse se fonde sur l'expérience politique la plus commune, sur les doctrines mêmes des hommes d'État de la bourgeoisie.

La réaction est caractérisée par une forme d'organisation étatique égale à l'organisation étatique révolutionnaire, à savoir : par la concentration des pouvoirs en un seul organisme politique. Dans les périodes de réaction, non seulement l'État conserve sa fonction gouvernementale, mais encore la période réactionnaire est précisément la période où cette fonction gouvernementale est la plus aiguë, la plus spasmodique, où se militarisent tous les organes de l'État, où la concentration est poussée à l'extrême, où une discipline inflexible soumet les zones inférieures de la hiérarchie aux zones du sommet, ou encore tout simplement à *l'unique* qui règne en dictateur sur tout le système d'organisation de la société. La différence entre réaction et révolution n'est autre que la suivante : la réaction concentre les pouvoirs de l'État pour restaurer l'autorité bourgeoise, pour raffermir les supports affaiblis de la structure hiérarchique de la société capitaliste; la révolution se sert du même instrument pour affirmer l'autorité prolétarienne, pour construire une nouvelle structure sociale non pas hiérarchique mais égalitaire : différence fondamentale, évidemment, et qui explique que la bourgeoisie accepte, dans la réaction, jusqu'aux mesures coercitives qui limitent provisoirement ses libertés, de la même façon que le prolétariat accepte dans la révolution les poids et les coercitions dont il comprend qu'il est nécessaire de les supporter provisoirement afin de réaliser les buts permanents de son émancipation.

[264] Comme l'a noté P. Spriano *(Storia del Partito comunista italiano,* 1, p. 126), c'est là une formule caractéristique du climat « bordiguiste »du P.C. d'Italie de cette période. C'est ainsi que dans sa conférence sur Lénine du 24 février 1924, Bordiga n'hésitera pas à proclamer : « La contre-offensive bourgeoise est pour nous la preuve de l'inévitabilité de la révolution, présente jusque dans la conscience des classes dominantes » (« Lenin nel cammino della rivoluzione » in *La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin,* Milan, 1964, pp. 33-34). Une thèse assez proche est également développée par les anarchistes avec le concept de « contre-révolution préventive »: ainsi, Luigi Fabbri, *La Controrivoluzione preventiva,* Bologne, 1922.

En Italie, il n'existe pas aujourd'hui de concentration des pouvoirs dans les mains du gouvernement et de M. Giolitti. Ce qui se passe en Italie, c'est la dissolution de toute la structure du régime. Le gouvernement ne fonctionne pas, le Parlement ne fonctionne pas parce que l'État est en complète décomposition, parce que la magistrature, la hiérarchie militaire, la police, la bureaucratie n'obéissent plus à leur centre naturel, au gouvernement politique, mais sont contrôlés arbitrairement, chaotiquement par des groupes privés qui sont incapables de s'organiser comme nouvelle classe dominante et d'exprimer du sein de cette organisation un gouvernement vraiment régulier.

La crise générale que traverse l'Italie est une crise des classes moyennes, c'est une crise du principe d'autorité qui frappe le commandement dans les couches sociales subalternes, lequel constitue précisément l'essentiel de la structure bourgeoise de l'État. Comment le Parlement pourrait-il guérir une crise pareille? De quelle source pourrait-il tirer la force nécessaire pour s'imposer, pour restaurer le sens de la hiérarchie? Certainement pas du capitalisme qui est précisément la raison d'être de la crise dans la mesure où il ne réussit plus à dominer les forces productives, dans la mesure où il a démontré qu'il était désormais incapable d'assurer à la société ses moyens de subsistance et de développement. Seul le prolétariat peut apporter la force nécessaire pour rétablir un ordre élémentaire, une sécurité, une justice, former une milice dévouée au gouvernement; mais qu'on sache que le prolétariat ne donnera pas sa force au Parlement, et d'ailleurs, le voudrait-il, qu'il ne pourrait rétablir le régime parlementaire.

Le Parlement est une superstructure de l'État; or ce qu'il faut c'est construire une nouvelle structure, c'est créer une nouvelle organisation militaire, judiciaire, bureaucratique, de police, avec les moyens du prolétariat, avec un personnel prolétarien, avec une nouvelle méthode de recrutement fondée non pas sur la carrière mais sur le principe de l'élection et de la délégation organique; il faut fonder un nouvel État qui soit révolutionnaire en ce sens qu'il orientera tous les pouvoirs conquis par le peuple en armes vers la réorganisation des forces productives dilapidées par le capitalisme.

En soutenant la thèse que la période actuelle est une période de «réaction », les réformistes ne font pas seulement preuve d'une cécité politique absolue due à leur crétinisme parlementaire; ils montrent aussi qu'ils veulent consommer une autre trahison aux dépens de la classe ouvrière. De cette trahison, les signes avant-coureurs sont déjà visibles dans l'article de Turati :

« La chambre qui sortira de cette duperie ne sera pas la Chambre italienne, Elle est morte avant que d'être née. Quelles réformes pourrons-nous bien attendre d'elle ? Le seul devoir de ceux qui échapperaient à la menace et au massacre et parviendraient à Montecitorio, serait de se coaliser entre eux et avec le diable pour renverser le ministère qui s'est souillé d'un crime inexpiable et d'ôter la vie au plus vite à une assemblée née de la terreur et du sang. Ce sera même l'œuvre la plus sagement conservatrice susceptible d'être accomplie par eux : car *elle servira peut-être à détourner du pays les vengeances féroces, qui mûrissent immanquablement aujourd'hui dans les campagnes infestées. »*

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 23 avril 1921.

FORCES ÉLÉMENTAIRES

- Dans une interview accordée au correspondant du *Temps* M. Giolitti a solennellement déclaré qu'il voulait que l'ordre soit rétabli à tout prix [265] . Le général des carabiniers, le commandant des gardes royaux, le chef de l'état-major et tous les commandants de corps d'armée ont été convoqués par le gouvernement : on a discuté, on va aviser. Avec quels moyens? dans quelles limites? Est-il possible que le gouvernement, même s'il le veut, puisse aviser? Les circulaires et les convocations du gouvernement se doublent d'ordres, d'avertissements, d'excommunications, de la part des autorités fascistes, elles aussi sérieusement inquiètes de la tournure que prennent les événements et des inévitables chocs en retour : niais ces autorités elles-mêmes, bien qu'elles soient très « respectées et craintes »ne semblent pas devoir obtenir grande obéissance dans les rangs et les files de leurs partisans. De même qu'il n'existe plus d'État politique, qu'il n'existe plus de cohésion morale ni de discipline dans les organismes et entre les individus qui composent l'appareil d'État, il n'existe pas non plus de cohésion et de discipline dans l' « organisation »fasciste [266], dans cet État officieux qui dispose aujourd'hui, selon son bon plaisir, de la vie et des biens de la nation italienne. Il est devenu aujourd'hui évident que le fascisme ne peut être que partiellement reconnu comme un phénomène de classe, comme un mouvement rassemblant des forces politiques conscientes de poursuivre un objectif réel : il a débordé, il a brisé toute possibilité d'avoir un cadre d'organisation, il est plus fort que les volontés et que les décisions de tout comité, qu'il soit central ou régional, il est devenu un déchaînement de forces élémentaires que rien, dans le système bourgeois de gouvernement économique et politique, ne peut freiner; le fascisme est le nom que porte la profonde décomposition de la société italienne qui ne pouvait manquer d'aller de pair avec la profonde décomposition de l'État, et on ne peut aujourd'hui l'expliquer qu'en rapport avec le bas niveau de civilisation que la nation italienne avait pu atteindre durant ces soixante ans d'administration unitaire.

Le fascisme s'est présenté comme étant l'antiparti [267], il a ouvert ses portes à tous les candidats, en promettant l'impunité, il a permis, à une multitude informe, de couvrir d'un vernis d'idéalisme politique vague et nébuleux le débordement sauvage de ses passions, de ses haines, de ses désirs. C'est ainsi que le fascisme est devenu un phénomène de mœurs; il s'est identifié

---

[265] Évoquant les violences fascistes, Giolitti avait en effet déclaré à Joseph Galtier : « J'ai convoqué hier, ici, le général des carabiniers, le général des gardes royaux, d'autres généraux dit ministère de la Guerre. Je leur ai dit mon intention de mettre un terme à ces excès. C'est l'État qui doit intervenir et réprimer les désordres, et les réprimer, le cas échéant, vigoureusement. J'entends rétablir l'ordre et le maintenir. L'ordre à tout prix, telle est aujourd'hui ma consigne. Il ne faut pas, en ce moment, qu'on ait l'impression que la liberté du vote n'est pas assurée. Il ne faut jamais que les factions, que les ligues, de quelque côté qu'elles viennent, se substituent au gouvernement, à l'État. Les *fascisti* ont pu avoir à se défendre au début, soit. Mais en tout cas, la défense ne doit pas être l'offense» (J. Gallier, « Une visite à M. Giolitti », *Le Temps,* 24 avril 1921, p. 2).

[266] Cette impression parut trouver sa confirmation dans la crise interne qui secoua le mouvement fasciste après les élections de 1921. Tandis qu'autour de Mussolini et de Cesare Rossi, vice-secrétaire général des *Fasci,* se regroupait une tendance plus «politique», favorable à un compromis parlementaire, voire à l'entrée des fascistes dans un gouvernement de coalition avec les Populaires et les socialistes, le fascisme «rural », qui avait mené l'offensive que l'on sait contre les organisations prolétariennes et paysannes d'Émilie et de Toscane, prétendait parachever sa victoire par le même moyen. C'est ainsi qu'après la signature du « pacte de pacification », entre socialistes et fascistes du 2 août 1921, les principaux *Fasci* d'Émilie et de Romagne, réunis à Bologne à l'appel de Dino Grandi, en vinrent à condamner la « trahison » de Mussolini. Ponctuée par les conférences de Ferrare et de Todi, la « fronde » du fascisme rural se prolongea ainsi jusqu'au congrès de Home des 7-10 novembre 1921, qui vit la réconciliation - sur un compromis - des deux tendances du fascisme et la transformation de ce dernier en parti : le P.N.F. (Parti national fasciste).

[267] « Nous constituerons l'anti-parti des réalisateurs », avait annoncé Mussolini dans le *Popolo d'Italia* du 17 novembre 1918. Et, préparant la réunion du 23 mars 1919, dont allaient sortir les *Fasci Italiani di Combattimento*, il avait également proclamé : « Le 23 murs, on ne fondera pas un parti, mais on donnera une impulsion à un nouveau mouvement... Le 23 mars, on créera l'anti-parti ». (*Il Popolo d'Italia*, 9 mars 1919). Ce thème de l'anti-parti devait constituer pendant assez longtemps la quintessence de la « philosophie» fasciste.

avec la psychologie barbare et antisociale de certaines couches du peuple italien, qui n'ont pas encore été modifiées par une tradition nouvelle, par l'école, par la coexistence au sein d'un État bien ordonné et bien administré. Pour comprendre toute la portée de ces affirmations, il suffit de se souvenir que l'Italie occupait le premier rang en fait d'assassinats et de massacres; que l'Italie est le pays où les mères élèvent leurs jeunes enfants à coups de sabot sur la tête, que c'est le pays où les jeunes générations sont le moins respectées et protégées; que dans certaines régions d'Italie il semblait naturel, jusqu'à ces dernières années, de mettre une muselière aux vendangeurs pour qu'ils ne mangent pas les raisins; que dans certaines régions les propriétaires enfermaient à clef dans les étables leurs salariés quand ils rentraient du travail, pour empêcher les réunions et la fréquentation des cours du soir.

Ce manque de maturité « humaine »de certaines couches de la population a fait que la lutte de classes a toujours revêtu en Italie un caractère très violent. La cruauté et l'absence de *sympathie* sont deux traits caractéristiques du peuple italien, qui passe du sentimentalisme infantile à la plus brutale et à la plus sanguinaire des férocités, de la colère passionnelle à la froide contemplation du malheur d'autrui. Aujourd'hui que l'État est décomposé, sur ce terrain semi-barbare, que l'État, encore fragile et incertain dans ses rouages les plus essentiels, réussissait avec effort à défricher lentement, tous les miasmes pullulent. Il y a beaucoup de vrai dans ce qu'affirment les journaux fascistes : ceux qui se réclament du fascisme et agissent au nom des fascistes n'appartiennent pas tous à l'organisation; mais que dire d'une organisation dont le symbole peut servir à couvrir des actions de la nature de celles qui souillent quotidiennement l'Italie? Cette affirmation donne d'ailleurs aux événements un caractère bien plus grave et plus décisif que celui que voudraient leur donner les rédacteurs des journaux bourgeois. Qui pourra y mettre un frein, si l'État en est incapable et si les organisations privées sont impuissantes?

Et voilà justifiée la thèse communiste qui dit que le fascisme, en tant que phénomène général, en tant que fléau qui déborde la volonté et les moyens disciplinaires de ses représentants, avec ses violences, avec ses monstrueux actes arbitraires, avec ses destructions aussi systématiques qu'irrationnelles, ne peut être extirpé que par un nouveau pouvoir d'État, par un État « restauré »au sens où l'entendent les communistes, c'est-à-dire par un État dont le pouvoir serait entre les mains du prolétariat qui est la seule classe capable de réorganiser la production, et par conséquent tous les rapports sociaux qui dépendent des rapports de production.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 26* avril 1921.

DES HOMMES DE CHAIR ET D'OS [268]

Les ouvriers de la Fiat ont repris le travail. Est-ce une trahison? est-ce un reniement des idéaux révolutionnaires? Les ouvriers de la Fiat sont des hommes de chair et d'os. Ils ont résisté pendant un mois. Ils savaient qu'ils luttaient et qu'ils résistaient non seulement pour eux, non seulement pour le reste de la masse ouvrière turinoise, mais pour toute la classe ouvrière italienne. Ils ont résisté pendant un mois. Ils étaient physiquement à bout de forces parce que depuis plusieurs semaines et même plusieurs mois leurs salaires avaient déjà été réduits et ne suffisaient plus à nourrir leurs familles, et pourtant ils ont résisté pendant un mois. Ils étaient complètement isolés dans la nation, plongés dans une ambiance générale de lassitude, d'indifférence, d'hostilité, et pourtant ils ont résisté pendant un mois. Ils savaient qu'ils ne pouvaient espérer aucune aide de l'extérieur; ils savaient que l'on avait désormais brisé les nerfs

[268] Article écrit à la suite de la grève de la Fiat d'avril 1921 : cf. supra, « L'avènement de la démocratie industrielle », pp. 102-104.

de la classe ouvrière, ils savaient qu'ils étaient condamnés à la défaite, et pourtant ils ont résisté pendant un mois. Il n'y a pas de honte à la défaite des ouvriers de la Fiat. On ne peut demander davantage à une masse d'hommes qui est assaillie par les plus dures nécessités de l'existence, qui porte la responsabilité de la survie d'une population de quarante mille personnes; on ne peut lui demander davantage que ce qui a été donné par ces camarades qui ont repris le travail, avec tristesse, le cœur serré, conscients que dans l'immédiat, il leur était tout aussi impossible de résister plus longtemps que de réagir.

Nous autres communistes, qui vivons au coude à coude avec les ouvriers, qui connaissons leurs besoins, qui avons une conception réaliste de la situation, nous devons tout spécialement comprendre la raison de cette conclusion de la lutte turinoise. Les masses luttent depuis trop d'années, depuis trop d'années elles s'épuisent en des actions fragmentaires, dilapidant leurs moyens et leurs énergies. C'est ce que, depuis le mois de mai de 1919 nous ne cessons, à *L'Ordine Nuovo,* de répéter aux centrales du mouvement ouvrier et socialiste : n'abusez pas trop de la résistance et de la vertu de sacrifice du prolétariat; il s'agit d'hommes, d'hommes véritables, soumis aux mêmes faiblesses que tous les hommes ordinaires que l'on peut voir passer dans la rue, boire dans les bistrots, bavarder en groupes sur les places, des hommes qui se fatiguent, qui ont faim et froid, qui s'émeuvent s'ils entendent leurs enfants pleurer ou leurs femmes se plaindre avec amertume. Notre optimisme révolutionnaire a toujours été sous-tendu par cette vision crûment pessimiste de la réalité humaine avec laquelle il faut inexorablement compter [269].

En avril 1920, déjà, lorsque se déchaîna la première offensive contre le prolétariat turinois, durant les premiers jours du lock-out de la métallurgie, qui avait pris pour prétexte l'affaire des aiguilles de l'horloge pointeuse, nous rédigions à *L'Ordine Nuovo,* pour la section socialiste turinoise, le rapport qui devait être présenté au Conseil national du Parti socialiste et nous disions : « Les industriels et les agrariens ont réalisé au maximum la concentration de la discipline et de la puissance de classe : un mot d'ordre lancé par la Confédération générale de l'industrie italienne est immédiatement appliqué jusque dans la moindre usine. L'État bourgeois a créé un corps armé mercenaire qui est prêt à faire fonction d'instrument d'exécution pour concrétiser la volonté de cette nouvelle et puissante organisation de la classe possédante qui tend par le terrorisme et par un emploi généralisé du lock-out à restaurer son pouvoir sur les moyens de production en contraignant les ouvriers et les paysans à se laisser frustrer d'une quantité accrue de travail non payé. Le dernier lock-out des entreprises métallurgiques turinoises a marqué une étape de la volonté des industriels, décidés à poser leur talon sur la nuque de la classe ouvrière : les industriels ont mis à profit le manque de coordination et de concentration révolutionnaire des forces ouvrières italiennes, pour tenter de briser la cohésion du prolétariat turinois et de réduire à néant dans la conscience des ouvriers le prestige et l'autorité des institutions d'usines (Conseils et Commissaires d'ateliers) qui avaient entamé la lutte pour le contrôle ouvrier. La poursuite des grèves agricoles dans la région de Novarre et dans la Lomellina montre à quel point les propriétaires terriens sont prêts à réduire à néant leur production pour pousser au désespoir et affamer le prolétariat agricole et le soumettre implacablement aux plus dures et aux plus humiliantes conditions de travail et d'existence. »

« La phase actuelle de la lutte de classes en Italie est celle qui précède, soit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire et le passage à de nouveaux modes de production et de distribution permettant une reprise de la productivité, *soit une terrible réaction de la part de la classe possédante e de la caste gouvernante. On ne reculera devant aucune*

[269] Cf. la note 1, p. 86.

violence pour soumettre le prolétariat industriel et agricole à un travail servile: on cherchera à briser inexorablement les organismes de lutte politique de la classe ouvrière (le Parti socialiste) et à faire entrer les organismes de résistance économique (les syndicats et les coopératives) dans les rouages de l'État bourgeois [270]. »

Il y a un an, nous avions déjà prévu quelle serait fatalement l'issue de la situation italienne, si les dirigeants responsables persistaient dans leur tactique de criaillerie révolutionnaire et de pratique opportuniste. Et nous avons lutté désespérément pour ramener ces responsables à une vision plus réelle, à une pratique moins aberrante et plus adaptée au déroulement des événements. Aujourd'hui, nous supportons nous aussi les conséquences de l'incapacité et de l'aveuglement des autres; aujourd'hui, le prolétariat turinois, lui aussi, doit soutenir le choc de l'adversaire à qui la passivité des autres a donné de la force. Il n'y a aucune honte à la reddition des ouvriers de la Fiat. Ce qui devait advenir est advenu inexorablement. La classe ouvrière italienne est nivelée sous le rouleau compresseur de la réaction capitaliste. Cela pour combien de temps ? Rien n'est perdu si la conscience et la foi restent intactes, si les corps se rendent mais non les esprits. Les ouvriers de la Fiat ont lutté pendant des années et des années, avec acharnement, ils ont abreuvé les rues de leur sang, ils ont souffert de la faim et du froid; ils restent, par ce passé glorieux qui fut le leur, à l'avant-garde du prolétariat italien; ils restent les soldats fidèles et dévoués de la révolution. Ils ont fait tout ce qu'il est donné de pouvoir faire à des hommes de chair et d'os; découvrons-nous devant leur humiliation, parce qu'en elle aussi il y a quelque chose de grand qui en impose à ceux qui sont sincères et à ceux qui sont honnêtes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 8* mai 1921.

SOCIALISTE OU COMMUNISTE?

C'est la question fondamentale, celle devant laquelle resteront perplexes, dimanche, en se rendant aux urnes, tous les ouvriers. Que signifie, pour un ouvrier, pour un paysan, pour un employé, pour un prolétaire, pour un travailleur de n'importe quelle catégorie, accomplir cet acte nouveau : donner sa voix au Parti communiste? Mais est-ce bien là, avant tout, un acte nouveau et, en donnant sa voix au Parti communiste, en quoi et pourquoi le prolétaire accomplit-il un acte différent de celui qu'il accomplissait quand son vote était donné à des partis de classe qui ne se donnaient pas ce nom?

Il faut dire une chose : la conscience de classe, depuis qu'elle a commencé à se former parmi les grandes masses laborieuses, a toujours eu comme contenu propre, dès l'origine, le désir du prolétariat de se libérer complètement des liens d'esclavage qui l'entravent dans l'économie et dans la vie sociale, liens qui, dans le système capitaliste, tiennent enchaînés ceux qui vivent de leur travail. Même quand ils font une grève pour une amélioration des horaires, des salaires ou des conditions de travail, les prolétaires ne peuvent s'empêcher de sentir en profondeur que toute lutte est éclairée par un but final, par une ultime perspective qu'on ne pourra jamais atteindre avec aucune des luttes particulières, qui sont soutenues et doivent l'être parce qu'elles constituent la vie même de la classe prise comme organisme de lutte et, de préparation matérielle et morale, mais qui n'épuisent ni sa tâche ni l'activité de ses membres. C'est en réfléchissant à ces fins ultimes de la lutte de classes qu'il faut chercher la signification de l'adhésion et du suffrage donné au Parti communiste.

[270] « Pour une rénovation du Parti socialiste », 8 mai 1920, in Écrits politiques, I, pp. 332-333.

Le Parti communiste demande aux ouvriers et aux paysans, demande aux prolétaires de toute catégorie de réfléchir, au moment de donner leur voix, aux destinées suprêmes de leur classe, de se demander, avant de déposer leur bulletin dans l'urne, quel avenir peut dans le moment présent leur être réservé à eux et à leurs camarades, et, en conséquence, quel devoir précis s'impose à eux.

Les prolétaires croient-ils que leur action puisse trouver son achèvement dans la lutte au jour le jour, pour la défense des salaires et des temps de travail ?

S'ils croient cela, qu'ils n'aillent pas voter ou alors qu'ils y aillent dans le seul but d'envoyer au Parlement des gens qui traitent avec le gouvernement quand on ne peut pas traiter avec les industriels, des gens qui se servent de leur autorité parlementaire pour permettre aux gouvernants de l'État bourgeois d'apposer une signature de garantie sur les accords passés avec les syndicats.

Les prolétaires croient-ils que dans le moment présent, il leur est possible de poursuivre dans la voie suivie durant les premières décennies de la lutte de classes, de rassembler des énergies lentement, miette après miette, pour mettre sur pied des institutions de défense du prolétariat, pour bâtir des organismes où s'exerceront les aptitudes administratives et techniques des travailleurs : coopératives, banques, bureaux de placement et ainsi de suite? S'ils croient que cela suffit, qu'ils envoient au Parlement des députés chargés uniquement de défendre ces institutions, et de créer pour elles, dans le cadre de l'État bourgeois, une possibilité d'existence.

Les prolétaires croient-ils que la conquête d'un nombre toujours plus grand de places dans les organismes de l'État bourgeois constitue un accroissement effectif des forces et des possibilités offertes à la classe ouvrière, une conquête réelle, une conquête concrète du pouvoir de la part du prolétariat? Croient-ils que la victoire des prolétaires puisse être conçue comme le résultat de la conquête, de la part des prolétaires, d'une majorité de sièges dans le Parlement bourgeois ou du plus grand nombre possible de municipalités?

S'ils croient cela, alors qu'ils envoient au Parlement assez de députés pour que l'augmentation de leur nombre leur apporte la révolution et la libération.

Les prolétaires croient-ils que les organismes de la classe bourgeoise puissent servir tels quels d'organes de gouvernement pour la classe ouvrière, qu'ils puissent servir à donner liberté et justice aux travailleurs, alors que jusqu'à ce jour ils n'ont servi qu'à leur donner esclavage et violence?

S'ils croient cela, qu'ils invitent les socialistes à parler net, à déclarer le fond de leur pensée, à dire que s'ils vont au Parlement, c'est pour préparer la collaboration avec les bourgeois et le gouvernement... prolétarien dans l'État bourgeois; qu'ils invitent expressément les socialistes a collaborer et qu'ils votent pour le Parti socialiste.

Mais que les prolétaires pensent bien aux conditions dans lesquelles nous sommes présentement. Qu'ils pensent que la guerre a ouvert la plus grande crise que l'histoire ait connue, crise qui n'affecte pas un gouvernement ou un État mais un régime et un monde, le régime et le monde des patrons,

Que les prolétaires notent bien encore ceci : depuis le début de cette crise et au fur et à mesure qu'elle s'aggrave, il est de plus en plus clair que la tactique suivie pendant les années de paix et de tranquillité ne sert plus à rien dans le moment présent.

Tout ce qui naguère pouvait sembler un pas en avant, toute action qui alors servait à garantir un peu de liberté, à donner un peu de justice aux travailleurs, aujourd'hui ne sert qu'à rendre plus aiguë la crise, à exciter la férocité de l'ennemi, à susciter des réactions plus fortes, à rendre plus dure la vie, plus âpre la bataille.

Toute augmentation des salariés augmente de dix fois le coût de la vie, toute tentative pour conquérir un peu de liberté suscite les colères bestiales et les féroces mesures de rétorsion des patrons. L'augmentation du nombre des députés, l'accroissement du pouvoir des organisations et la conquête de deux mille municipalités ont poussé les bourgeois à s'armer, à persécuter par les armes les ouvriers et les paysans, à incendier leurs maisons, à détruire leurs institutions, à soumettre des régions entières a un régime qui est pire que celui de l'esclavage, car il n'y a plus de loi, il n'y a plus de droit hormis la loi du poing et de la matraque et le droit du revolver braqué contre le front des travailleurs et contre les poitrines de leurs femmes et de leurs enfants.

Que veut dire tout cela? A quoi tend la bourgeoisie par l'exercice de cette violence ? À démontrer aux prolétaires que tant qu'elle aura en main le pouvoir, il n'y a pas d'illusions à se faire quant à une possibilité de conquérir par petites étapes la justice et la liberté.

Il faut que le pouvoir lui-même passe aux mains des travailleurs, mais ceux-ci ne pourront jamais l'obtenir tant qu'ils s'imagineront pouvoir le conquérir et l'exercer au travers des organes de l'État bourgeois.

L'action de défense des travailleurs menée par les syndicats, la constitution d'organes socialistes, les expériences socialistes en régime bourgeois, la conquête incessante de nouveaux postes dans les organismes avec lesquels les bourgeois gouvernent la société, tout cela aujourd'hui est insuffisant, est devenu inutile. C'est de tout autre chose dont nous avons besoin si nous ne voulons pas être écrasés et tout perdre. Dominateurs de toute la société, il faut que ce soient les ouvriers, les paysans, les travailleurs de toute catégorie qui le deviennent, qu'ils aient le pouvoir et qu'ils l'exercent au moyen d'institutions nouvelles capables de donner à la société une nouvelle forme et une implacable discipline d'ordre et de travail pour tous. Ce qu'il faut, c'est que toute autre lutte soit subordonnée à la lutte pour la conquête du pouvoir, pour la création du nouvel État, de l'État des ouvriers et des paysans.

Telle est la tactique suivie par les travailleurs russes et qui leur permet aujourd'hui de regarder l'avenir avec assurance, alors que dans tous les autres pays les travailleurs le regardent avec appréhension, avec crainte, avec anxiété.

Telle est la tactique que le Parti communiste propose aux ouvriers et aux paysans d'Italie, le programme sur lequel il les appelle à s'affirmer.

Être communiste, voter pour le Parti communiste, cela veut dire affirmer qu'on est convaincu de la vérité de ce programme, se déclarer prêt à lutter pour sa réalisation, envoyer au Parlement des hommes qui ne se proposent pas autre chose que d'affirmer ces principes, de donner force à l'organisme qui guide la meilleure partie de la classe ouvrière vers 1eur réalisation dans le monde entier.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 13 mai 1921.*

RÉSULTATS

Les résultats des élections législatives n'ont révélé aucun changement remarquable dans la répartition des forces politiques italiennes [271]. La réaction a perdu la partie; elle n'est pas parvenue à obtenir la « solidarité » nationale pour légaliser l'illégalité, pour transformer en « droit »la terreur systématique.

Le Parti socialiste a gardé toutes ses positions démocratiques; il continue à être le pivot de la vie nationale. Aucun gouvernement ne pourra réellement fonctionner sans l'appui du Parti socialiste et des masses populaires qu'il représente. Ce résultat a une immense portée politique et historique. Aujourd'hui le Parti socialiste est définitivement placé devant les plus graves responsabilités. Il lui faudra choisir. Ou bien devenir un parti révolutionnaire, faire appel à l'action révolutionnaire des masses pour défendre les positions acquises, former un gouvernement ouvrier, qui étouffe le terrorisme des industriels et des *latifondistes* grâce à une milice et à des tribunaux prolétariens; ou bien devenir ouvertement un parti de collaboration, entrer dans la composition d'un gouvernement « démocratique »et obtenir de l'actuelle « légalité », soutenue par une fraction des masses populaires, le rétablissement des libertés constitutionnelles. Les socialistes ne pourront échapper à ce choix, et il est inévitable qu'ils choisissent le second terme du dilemme, Les réformistes sortent de ces élections extrêmement renforcés; le groupe parlementaire socialiste, étant donné que toute action énergique menée par les masses est impossible dans l'immédiat ou dans un proche avenir, deviendra le dominateur absolu du Parti, et le conduira infailliblement à la collaboration. La collaboration du Parti socialiste avec la démocratie bourgeoise est devenue, après ces élections, une nécessité historique qui ne saurait être différée. Il est certain, par exemple, qu'à Bologne, la majorité socialiste ne pourra avoir sa propre administration que si une force armée - qu'elle soit le fruit d'une révolution ouvrière et représente donc la force du prolétariat en armes, ou qu'elle soit composée de carabiniers et de gardes royaux - réussit à désarmer la minorité fasciste qui domine illégalement par la terreur [272]; et il est certain que les carabiniers et les gardes royaux ne procéderont pas à cette banale opération de pure sécurité publique si le gouvernement central n'a pas l'appui de tout le Parti socialiste, et s'il ne tire pas de cet appui la force nécessaire pour rétablir (par la suspension des soldes) la discipline et l'obéissance au sein de ces corps armés.

---

[271] Si l'on excepte l'entrée an Parlement de 35 députés fascistes, les élections du 15 mai 1921 ne paraissaient effectivement apporter aucun grand changement dans la vie politique italienne. Certes, la campagne électorale s'était déroulée dans un climat de violence effrénée : « La réaction dépasse toute imagination », écrivait Serrati à Jacques Mesnil. Nous vivons des journées d'angoisse. Et il n'y a rien à faire contre ces violences. » Mais, en dépit de la terreur fasciste, les partis ouvriers s'étaient-semblait-il-maintenus par rapport aux élections de 1919 où les socialistes - on l'a vu - avaient obtenu 156 sièges avec 1 840 593 voix : avec 1 861 505 voix les suffrages additionnés des deux partis ouvriers dépassaient même - de plus de 20 000 voix -- les résultats de 1919. Avec un total de 137 sièges : 122 pour le P.S.I., avec 1 569 553 voix et 15 pour le P.C. d'Italie, avec 291 952 voix, on restait pourtant loin du compte de 1919. La nouvelle assemblée comptait en effet 27 députés de plus qu'en 1919, qui représentaient les terres libérées, et les commentateurs évaluaient à 500 000 voix le manque à gagner des partis ouvriers. S'agissant de ces derniers, et c'était là sans doute le plus grave, l'électorat avait en outre tranché brutalement en faveur des socialistes. La médiocrité des résultats du Parti communiste, à quoi venaient s'ajouter certains échecs cuisants, tel celui de Gramsci lui-même, candidat malheureux dans la province de Turin, n'en rendaient en effet que plus manifeste l'attachement du prolétariat au Parti socialiste. Alors qu'à Livourne - avec 58 783 mandats contre 112 723 - le rapport de force entre communistes et socialistes avait été de un à deux, il n'était même pas, ici, de un à cinq. Comment parler dès lors, ainsi que Gramsci l'avait fait un mois auparavant, de « procès du Parti socialiste » ?

[272] Bologne était l'une des places fortes de l'Émilie rouge et constituait l'un des objectifs de prédilection du fascisme rural. Déjà, le 4 novembre 1920, les chemises noires avaient lancé un premier assaut contre la Bourse du travail. Mais les esprits furent particulièrement frappés par l'expédition du 21 novembre 1920 -jour d'entrée en fonction du nouveau conseil municipal socialiste -- qui fit dix morts et une centaine de blessés. En janvier 1921, enfin, la Bourse du travail fut incendiée par les fascistes.

Les résultats des élections, avec tous ces prolongements qui concernent directement le Parti socialiste, donnent aux communistes une indication sur la tactique à suivre et sur le travail d'organisation à mener dans l'immédiat. Le Parti communiste n'est pas encore un parti de grandes masses; il le deviendra au cours du déroulement des événements s'il réussit, dans cette période de transition, à créer l'encadrement indispensable pour contenir les forces populaires qui ne manqueront pas d'être complètement et définitivement déçues dans leur espoir de maintenir les positions actuelles et d'améliorer les destinées de la classe laborieuse dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 17 mai 1921

SOCIALISTES ET FASCISTES

La position politique du fascisme est déterminée par les circonstances évidentes que voici :

1) Les fascistes, durant leurs six mois d'activité militante, se sont chargés d'un très lourd fardeau d'actes criminels qui ne resteront impunis que tant que l'organisation fasciste sera forte et redoutée.

2) Les fascistes n'ont pu se livrer à leur activité que parce que des dizaines de milliers de fonctionnaires, spécialement dans les corps de la force publique (police, gardes royaux, carabiniers) et de la magistrature, sont devenus leurs complices moraux et matériels. Ces fonctionnaires savent que leur impunité et leur avancement sont étroitement liés au sort de l'organisation fasciste, et c'est pourquoi ils ont tout intérêt à soutenir le fascisme, quelles que soient les actions qu'il entreprenne pour consolider sa position politique.

3) Les fascistes possèdent, répartis sur tout le territoire national, des dépôts d'armes et de munitions en quantité suffisante pour constituer une armée d'un demi-million d'hommes.

4) Les fascistes ont organisé un système hiérarchique de type militaire qui trouve son couronnement naturel et organique dans l'état-major.

Il entre dans la logique banale des faits élémentaires que les fascistes essaient d'éviter le bagne, et qu'ils veuillent employer leur force, toute la force dont ils disposent, pour rester impunis et atteindre le but suprême de tout mouvement : avoir entre leurs mains le gouvernement politique.

Qu'entendent faire les socialistes et les dirigeants confédéraux pour empêcher que le peuple italien ne soit écrasé par la tyrannie de l'état-major, des latifundistes et des banquiers? Ont-ils établi un plan? Ont-ils un programme? Il ne semble pas. Se pourrait-il que les socialistes et les chefs confédéraux aient établi un plan « clandestin»? Ce serait inefficace, parce que seule une insurrection des grandes masses peut briser un coup de force réactionnaire, et aussi parce que les insurrections des grandes masses, si elles ont besoin d'une préparation clandestine, ont également besoin d'une propagande légale, ouverte, qui indique une ligne, qui oriente les esprits, qui prépare les consciences.

Les socialistes ne se sont jamais posé sérieusement la question de la possibilité d'un coup d'État et des moyens à mettre en place pour se défendre et pour passer à l'offensive. Les socialistes, habitués à ruminer stupidement quelques menues formules pseudo-marxistes, nient

la révolution « volontariste », « miraculiste » etc., etc. Mais si l'insurrection du prolétariat lui était *imposée* par la volonté des réactionnaires, qui ne peuvent avoir de scrupules « marxistes », comment devrait se comporter le Parti socialiste? Laisserait-il, sans résistance, la victoire à la réaction? Et si la résistance était victorieuse, si les prolétaires insurgés et armés infligeaient la défaite à la réaction, quel mot d'ordre donnerait donc le Parti socialiste ? Rendre les armes, ou bien continuer la lutte jusqu'au bout? Nous croyons que, en ce moment, ces questions ne sont nullement académiques et abstraites. Il peut se faire, il est vrai, que les fascistes, qui sont des Italiens, qui ont toutes les indécisions et toutes les faiblesses de caractère de la petite bourgeoisie italienne, imitent la tactique suivie par les socialistes lors de l'occupation des usines : qu'ils se replient, et abandonnent à la justice punitive d'un gouvernement restaurateur de la légalité ceux des leurs qui ont commis des crimes ainsi que leurs complices. C'est possible. C'est pourtant une mauvaise tactique que de se fier aux erreurs des adversaires, que d'imaginer ses propres adversaires incapables et ineptes. Qui dispose de la force, s'en sert. Qui court le risque d'aller au bagne marcherait au plafond pour conserver sa liberté. Le coup d'État des fascistes, c'est-à-dire celui de l'état-major, des latifundistes et, des banquiers, est le spectre menaçant qui plane depuis le début sur cette législature. Le Parti communiste a sa ligne de conduite : lancer le mot d'ordre de l'insurrection, et conduire le peuple en armes jusqu'à la liberté, dont l'État ouvrier sera le garant. Quel est le mot d'ordre du Parti socialiste? Comment les masses peuvent-elles encore avoir confiance en ce parti, dont toute l'activité politique s'épuise en gémissements et dont le propos se limite à faire tenir par ses députés de « fort beaux » discours au Parlement?

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 11 juin 1921.

SUBVERSION RÉACTIONNAIRE

Au jeu sans grande signification des combinaisons entre différents groupes parlementaires, sujet de prédilection pour la science cabalistique des correspondants romains des différents journaux, ont succédé hier à la Chambre les débuts de celui qui se plaît à se présenter et à être présenté comme le chef de la réaction italienne : Mussolini [273].

Et pour ses débuts, Mussolini a cru bon de rappeler, en s'en faisant presque un mérite, ses origines subversives. Est-ce là une attitude ou est-ce le désir de se concilier ainsi davantage les faveurs de son nouveau maître? l'une et l'autre de ces deux motivations interviennent saris aucun doute, et il est également vrai que le subversivisme passé du tout nouveau réactionnaire ne contribue pas peu à en parachever la silhouette. Il faut cependant en parler sans idées préconçues et aussi dépouiller un peu de ses lauriers ce mythe mussolinien auquel tient tant le chef de la vieille aile révolutionnaire du P.S.I. Est-ce grâce a une plus grande maturité de conscience tirée des expériences révolutionnaires concrètes de ces dernières années, que, repensant à ses attitudes et à ses actions d'alors, nous ne pouvons nous empêcher de les voir réduites à des proportions très différentes de celles qu'elles nous semblaient avoir alors? En prenant la parole, à la Chambre, Mussolini n'a peut-être prononcé qu'un seul mot juste, et c'est lorsque, à propos de sa façon de concevoir les conflits politiques et de passer à l'action, il a

[273] 1. Il s'agit du premier discours de Mussolini à la Chambre des députés, prononcé le 21 juin 1921. Siégeant à l'extrême droite, à une place où, selon lui, « personne n'osait plus s'asseoir », Mussolini prononça un discours qui en faisait « le leader, non seulement du mouvement fasciste, mais de toutes les forces nationales de droite » (Scritti *e Discorsi di Benito Mussolini, II. La Rivoluzione fascista,* Milan, 1934, p. 165). Ce fut en fait une véritable déclaration de guerre aux forces démocratiques et socialistes : « Je soutiendrai dans mon discours des thèses réactionnaires. Mon discours sera donc, je ne sais dans quelle mesure, parlementaire dans sa forme, mais nettement antidémocratique et antisocialiste dans sa substance... » (*loc. cit.*, p. 166).

parlé de blanquisme [274]. Cet aveu nous permet de nous placer dans la perspective la plus adéquate pour saisir et traduire avec précision ce qu'aujourd'hui nous percevons intuitivement d'illogique, d'enflé, de grotesque, dans la figure de Mussolini. Le blanquisme est la théorie sociale du coup de main, mais à y bien penser, le subversivisme de Mussolini n'en avait pris que la partie matérielle. On a dit aussi de la tactique de la IIIe Internationale qu'elle a des points de contact avec le blanquisme ; mais la théorie de la révolution prolétarienne, telle qu'elle est répandue par Moscou, et telle qu'elle a été réalisée par les bolcheviks, ne fait qu'un avec la théorie marxiste de la dictature du prolétariat. Du blanquisme, Mussolini n'avait retenu que la forme extérieure, ou pour mieux dire c'est lui qui en avait fait quelque chose d'extérieur, lui qui l'avait réduit à la matérialité de la toute-puissance d'une minorité et de l'emploi des armes dans l'agression violente. L'insertion de l'action de la minorité dans le mouvement de masse, et le processus qui fait de la révolte le moyen de transformer les rapports sociaux, tout ceci avait disparu. La « semaine rouge » de Romagne, mouvement mussolinien typique, était par conséquent défini de la façon la plus exacte par ceux qui l'appelaient une « révolution sans programme[275] ».

Mais cela ne suffit pas ; on peut soutenir que pour le chef des fascistes les choses, depuis cette époque, n'ont pas changé. Au fond, sa position est la même qu'autrefois. Aujourd'hui encore il n'est rien d'autre qu'un théoricien, si l'on peut dire, et un metteur en scène de coups de main. Réduit à si matérialité, le blanquisme peut être subversif un jour et réactionnaire le lendemain. Cependant il ne saurait être en tout cas révolutionnaire et reconstructeur qu'en apparence, et il est condamné à manquer de continuité ou de développement, il est voué à ne pas savoir souder un coup de main à l'autre, dans la ligne d'un processus historique. Aujourd'hui les bourgeois, mi- effrayés et mi- stupéfaits, se tournent vers cet homme qui s'est mis à leur service, comme vers une espèce de nouveau monstre, chambardeur des situations établies et créateur d'histoire. Bien n'est plus faux. L'incapacité à souder ensemble les anneaux d'une construction historique est aussi grande dans le blanquisme de cet épileptique qu'elle l'est dans la subversion malthusienne des D'Aragona et des Serrati. Ils sont tous de la même trempe. Ils représentent, tous tant qu'ils sont, la même impuissance. Si une consistance et une continuité apparaissent aujourd'hui dans la réaction italienne, elles proviennent d'autres éléments, d'autres facteurs, qui ne sont pas seulement de caractère national, mais sont communs à tous les pays et qui sont d'une nature bien différente de ce que voudrait nous faire accroire cet adulateur forcené de soi-même. La lutte contre les revendications, et la résistance contre le renouveau ouvrier partent de bases bien plus concrètes, mais il est sans aucun doute significatif, pour juger du sérieux de la vie politique italienne, qu'au sommet d'un édifice dont la cohésion est assurée par un puissant système de forces réelles, on trouve cet homme qui s'amuse à étaler sa force et à se masturber avec des mots.

Les politiciens de la bourgeoisie qui jugent à partir de leur propre impuissance et de leur propre peur parlent d'une subversion réactionnaire, Pour nous, et pour tous ceux qui comprennent quelque chose au jeu de forces qui fait la politique, il ne s'agit que de l'agitation d'une mouche du coche.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 22* juin 1921.

---

274 « Je connais les communistes », avait déclaré Mussolini. « Je les connais parce que certains d'entre eux sont mes fils, disons, spirituels... et je reconnais avec une sincérité qui peut paraître cynique, que j'ai été le premier à infester ces gens-là, lorsque j'ai mis en circulation dans le socialisme italien un peu de Bergson mélangé à beaucoup de Blanqui » (*loc. cit.*, pp. 179-180). Quant au « blanquisme », de Mussolini, rappelons aussi que le *Popolo d'Italia* première manière avait pris pour devise la formule de Blanqui : « Qui a du fer a du pain » (Toast de Belle-Ile », 10 février 1851, *in* M. Dommanget, *Blanqui,* Paris, 1970, pp. 59-60).

275 La « semaine rouge » d'Ancône des 7-14 juin 1914 : cf. n. 1, p. 58.

UNE LIGNE D'ACTION

Dans le langage commun, le mot *crise* a Lui sens exact et précis, il signifie un phénomène limité dans le temps et dans l'espace, un point de résolution, auquel doit succéder soit la mort, soit le renouvellement.

Le Conseil directeur de la Confédération générale du travail s'est réuni à Rome [276]. À cette réunion assistaient G. M. Serrati et Zannerini, tous deux grands théoriciens et grands tacticiens du socialisme italien, tous deux de... tendance communiste. On a discuté sur le phénomène du chômage; on a voté à ce propos une résolution, on a, selon *l'Avanti !* établi une ligne d'action; on annonce une bataille que la Confédération entend « mener » (*mener* et non *livrer*), en faveur du prolétariat.

Mais que pense de la crise actuelle le Conseil directeur ? Croit-il à la mort ou au renouveau du capitalisme ? Quelles sont ses prévisions ? Où veut-il en arriver? Que doivent dire aux masses laborieuses les organismes locaux engagés à épauler la nouvelle « bataille » ?

La démagogie des réformistes et des « communistes de tendance » ne se prononce pas, ne se compromet pas. La « nouvelle bataille » doit être nationale, mais elle doit se dérouler sur le « plan local » ; le mot d'ordre est de « mener »une bataille, un point, c'est tout; que chacun avise pour son compte, car Dieu miséricordieux avisera pour tous. Il n'y a pas d'objectif commun précis, il n'y a pas de tactique commune à tous; le capitalisme est centralisé, il poursuit un objectif unique, il a une tactique unique, mais le prolétariat ne peut avoir tout cela, sans quoi les mandarins confédéraux devraient se compromettre et ils ne pourraient plus avoir la possibilité de désavouer les organisations guidées par les communistes au cas où elles prendraient au sérieux l'ordre de livrer bataille et où, cessant de *mener* une action verbeuse et fumeuse, elles combattraient vraiment.

Les communistes pensent que la crise actuelle est une catastrophe plutôt qu'une crise. Les communistes sont renforcés dans leur opinion à ce sujet, non seulement par la critique de l'économie capitaliste qu'a faite l'Internationale communiste, mais aussi par l'opinion des économistes libéraux. Les libéraux ont toujours nié la possibilité d'une crise économique frappant simultanément toutes les industries et tous les pays, et pourtant cette crise s'est produite, elle est en cours; il ne peut donc plus s'agir d'un phénomène limité dans le temps et dans l'espace, prévisible par des calculs valables pour la norme; on ne peut parler que de catastrophe, d'un phénomène exceptionnel, auquel on ne peut remédier que par des moyens exceptionnels; d'un phénomène de complète désagrégation du système économique bourgeois, qui ne peut être circonscrit et surmonte que par la conquête de l'État, par l'imposition de la dictature du prolétariat.

Le chômage s'étend dans toutes les industries ; il n'est clone pas possible que les ouvriers sans travail passent d'une industrie à l'autre. Le chômage envahit tous les pays, l'émigration n'est donc pas possible. Les compensations qui s'offraient par le passé sont actuellement

---

[276] Le Conseil directeur de la C.G.L. se réunit à Rome les 25-26 juin 1921 avec la participation de G. M. Serrati et d'Emilio Zannerini, représentant le P.S.I., pour débattre entre autres de l'attitude à adopter à l'égard du futur congrès de l'Internationale syndicale rouge (I.S.R.) et pour élaborer une stratégie susceptible de répondre à la crise et au chômage grandissant et de contrebattre le «plan d'action »déjà évident du patronat. La motion adoptée déplorait en particulier que l'État parût incapable de « (comprendre la gravité de la situation » (« Consiglio direttivo confederale »), *Battaglie Sindacali,* III, 25, 2 juillet 1921, p. 2). Pour la suite de cette polémique, cf. « L'opportunisme de la C.G.L. », pp- 132-135, ainsi que la n. 2, p. 133.

impossibles. La crise apparaît sans limites, ni d'espace, ni de temps. Le spectre de la faim et du licenciement plane, menaçant, sur d'immenses foules de sans-travail; que doivent faire ces foules ? Comment doivent-elles apaiser leur faim, comment doivent-elles se vêtir, comment doivent-elles se loger ? La faim et le manque de logements conduisent fatalement au brigandage, à la violence individuelle, à la destruction chaotique du peu de biens qui existent. Les réformistes se figurent-ils que le gouvernement voudra entretenir indéfiniment les chômeurs? Le capitalisme vit du profit tiré du travail des masses prolétariennes : il ne peut entretenir les masses qui ne travaillent pas sans s'anéantir complètement. Les réformistes croient-ils que le capitalisme veuille s'anéantir ? Le capitalisme c'est... les capitalistes, des hommes en chair et en os, des gens qui ne veulent pas faire de la philanthropie, des gens qui préfèrent employer leur argent à enrôler des gardes blancs prêts à fusiller les ouvriers, plutôt que de le distribuer en subsides et en soupes populaires.

La démagogie socialiste n'est pas seulement un crime, c'est aussi une sottise. Dans des périodes comme celle-ci, il est indispensable de parler net, c'est la franchise et la décision qui sont indispensables et non les atermoiements. Le prolétariat ne peut se sauver qu'au prix de connaître la vérité tout entière, au prix de connaître toute la portée des dangers qu'il court et des sacrifices qu'il doit accomplir pour les surmonter. La tactique des réformistes et des « communistes de tendance » ne trace pas de ligne d'action ; elle n'est qu'un reflet de la panique qui s'est emparée de tous les dirigeants petits-bourgeois de la société en décomposition. Le devoir des communistes est de démasquer ces hommes devant les masses, et de faire la preuve que le prolétariat ne peut sortir de la pénurie présente, qui le menace dans sa vie physique comme dans son développement spirituel et civil, qu'en entrant résolument dans la lutte pour abattre le régime actuel et pour créer un gouvernement international des forces productives existant dans le monde.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 30* juin *1921.*

LES CHEFS ET LES MASSES

Le traité de paix qui va être passé entre socialistes et fascistes [277] aura une remarquable importance dans la vie politique italienne. Il marquera la faillite du fascisme en tant que mouvement politique et réduira la collaboration de classe des socialistes à ses termes objectifs et réels, ce qui revient à dire qu'il marquera le début de la faillite politique du Parti socialiste.

Ce traité aura une portée purement parlementaire : il sera valable pour les chefs, il n'aura aucune valeur pour les masses. M. Mussolini, qui aspire à jouer le rôle du très habile et très avisé parlementaire, apparaîtra sous son aspect réel : celui d'une mouche du coche, d'un apprenti sorcier qui a appris la formule pour invoquer le Diable, mais ignore celle qui peut le faire rentrer en enfer. Du haut de la tribune parlementaire et dans les colonnes du Popolo d'Italia les fascistes seront sermonnés et désavoués comme étant de « faux fascistes » ; les ouvriers qui opposeront une résistance aux violences réactionnaires seront massacrés en tant que « criminels

[277] L'idée d'un « pacte de pacification » entre fascistes et socialistes fut d'abord lancée par des députés des deux groupes, tous anciens combattants.
Encouragée par De Nicola, président de la Chambre des députés, et par le président du Conseil, Ivanoe Bonomi, cette initiative déboucha sur la signature du «pacte de pacification» du 2 août 1921 par lequel le Conseil national des *Fasci,* d'une part, et le Parti socialiste et la C.G.L., d'autre part, s'engageaient à mettre fin à toutes « menaces, voies de fait, représailles, punitions, vengeances, pressions et violences personnelles de quelque sorte ». Le Parti communiste refusa de s'y associer.

communistes » ; et la seule efficacité du traité sera de permettre à Armando Bussi d'être cordial avec Benito Mussolini et à Tito Zaniboni de serrer la main à Farinacci ou à De Vecchi [278].

La paix entre fascistes et socialistes est le résultat d'un état d'esprit, où les deux faillites politiques interfèrent : la tactique fasciste, dans la mesure où elle correspondait à un plan politique préétabli, se proposait de faire rentrer dans la légalité constitutionnelle les chefs socialistes et de les induire à collaborer. Giolitti favorisa le mouvement fasciste pour le canaliser vers cet objectif précis. Les masses furent impunément massacrées, les Chambres syndicales, les coopératives, les maisons du peuple furent incendiées et mises à sac impunément afin d'induire à la réflexion les chefs socialistes. On appliqua sur une grande échelle une méthode pédagogique jadis en usage dans les familles royales anglaises : le petit prince était toujours accompagné d'un enfant de basse extraction, qui recevait les coups à sa place; on comptait sur la pitié pour les souffrances et les larmes de ce malheureux pour incliner à de meilleures dispositions le jeune prince en proie aux caprices, à la rêverie, à la paresse. Pour pousser les chefs syndicalistes et les députés socialistes à en finir avec l' « intransigeance »et à collaborer avec le gouvernement et avec les capitalistes, Giolitti permit au fascisme de martyriser des régions entières, de terroriser des millions et des millions de citoyens, d'organiser et d'armer quatre cent mille hommes pour la guérilla civile. C'était un plan machiavélique que celui de Giolitti. Mais la réalité est pleine de contradictions : trop souvent, à côté du visage cyniquement pensif de Machiavel, grince le ricanement vulgaire de Stenterello[279]. La tactique fasciste et la pédagogie politique giolittienne ont eu le résultat que voici : l'organisation syndicale italienne s'est effritée, les masses n'obéissent plus à ces chefs qui les ont lâchement abandonnées au moment du danger et du massacre.

Quel but pourrait avoir désormais une collaboration des socialistes avec le gouvernement ? Les socialistes, les chefs syndicalistes ne peuvent être utiles au capitalisme que dans la mesure où leurs mots d'ordre sont reçus par les masses organisées dans les syndicats. Les chefs syndicalistes, en tant qu'individus, sont considérés comme des zéros. Leur ignorance est universellement connue ; leur incapacité administrative est proverbiale. Discuter des conventions collectives est une chose, gouverner un pays en est une autre. Les chefs syndicalistes ne sont prisés que dans la mesure où l'on suppose qu'ils jouissent de la confiance des grandes masses laborieuses, que dans la mesure où ils peuvent éviter des grèves et peuvent convaincre les ouvriers d'accepter avec résignation l'exploitation et l'oppression du capitalisme « pour sauver la nation de la ruine ». Aujourd'hui, les socialistes, les chefs syndicalistes, ont perdu tout contrôle sur la classe ouvrière ; même s'ils le voulaient, ils ne pourraient rien faire. Tel a été le résultat de la tactique fasciste et de la pédagogie politique de Giovanni Giolitti : remplacer Labriola[280] par Bruno Buozzi ne signifierait plus aujourd'hui que remplacer une mouche du coche par une autre mouche du coche.

Il est donc naturel que les fascistes se réconcilient avec les socialistes : la faiblesse intrinsèque des uns et des autres sera moins apparente. Ni les uns ni les autres n'ont plus de

---

[278] Armando Bussi appartenait à la vieille garde réformiste du P.S.I.; ancien combattant, le député maximaliste Tito Zaniboni était l'un des initiateurs du « pacte de pacification » ; chef fasciste de Crémone et plus tard secrétaire du Parti national fasciste, Roberto Farinacci était responsable de plusieurs « expéditions punitives » ; général hors cadre, Cesare Maria De Vecchi devait être l'un des *quadrumvirs* de la «marche sur Rome ».

[279] Silhouette efflanquée, visage livide, Stenterello est un « masque » créé par le dramaturge florentin Lui gi Del Bilono vers la fin du XVIIIe siècle.

[280] Arturo Labriola avait été ministre du Travail dans le dernier gouvernement Giolitti (24 juin 1920-23 juin 1921) et, en particulier, à l'époque de l'occupation des usines. À la date où Gramsci écrivait ces lignes, on ignorait toutefois qui le remplacerait : le gouvernement Bonomi ne fut formé en effet que le 4 juillet 1921. Bruno Buozzi était, on l'a dit, le secrétaire de la F. 1. 0. M.

fonction à assumer dans le pays : ils sont donc à juste titre devenus des partis de gouvernement et de « réalisation ». Giovanni Giolitti est leur homme représentatif : et nous verrons, si les dieux le permettent, car les masses n'auront toujours pas trouvé d'orientation ni d'encadrement révolutionnaire, nous verrons Giovanni Giolitti être à la tête d'un gouvernement de mouches du coche, socialistes, fascistes et populaires.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 3* juillet 1921.

LE CAPITAL A GAGNÉ

La grève des mineurs anglais [281] qui avait menacé et s'était déclenchée au milieu de l'attente générale et presque anxieuse du prolétariat mondial, a pris fin de manière inaperçue, sans susciter de grands échos, sans apporter aucune des satisfactions attendues. Les bourgeois sont seuls à faire des commentaires, et dans la fin sans gloire de ce mouvement qui semblait devoir faire retentir dans le prolétariat mondial un cri de révolte contre l'offensive lourde et oppressive du capital, les bourgeois voient le signe que le monde glisse vers la droite.

Que le capital ait gagné, on ne peut le nier, de même qu'on ne peut nier que cette victoire a une signification qui dépasse le plan national comme, d'ailleurs, l'offensive contre les mineurs, qui ne pouvait s'expliquer qu'en relation avec un plan à l'échelle européenne, visant à réduire les travailleurs à des conditions de vie et de salaires qui accordent aux capitalistes un peu de temps pour « souffler » et leur rendent un peu de cette liberté qu'ils semblaient avoir perdue dans l'immédiat après-guerre : liberté de considérer le travail comme une marchandise à obtenir à des prix de désespoir, liberté de faire retomber sur le travail tout le poids d'un malaise économique qui s'aggrave chaque jour de façon effrayante.

Le capital a gagné. On annonce en effet que l'échec de la résistance des mineurs prélude à un repli de toutes les organisations syndicales anglaises, et un tel repli ne peut manquer d'être le signe officiel du passage de tous les syndicats ouvriers sur le terrain des concessions aux volontés patronales. Les lois les plus courantes de l'équilibre économique suffiront à imposer partout des réductions de salaires, si ce n'est l'augmentation de la durée du travail, et dans le cas où ce ne serai insuffisant, la capitulation des Trade-Unions, organismes qui se sont spécialisés dans la défense du salaire ouvrier, aura des conséquences morales telles qu'elles rendront dans toutes les nations civilisées les patrons audacieux et les ouvriers hésitants. En substance, c'est la tactique syndicale traditionnelle, la seule chose dont on puisse dire qu'elle est restée commune durant ces dernières années à toutes les organisations prolétariennes, qui est en train de faire faillite, face à la résistance et aux contre-attaques des patrons. Pour mieux dire, il se révèle impossible d'assurer la défense du salaire de l'ouvrier en restant sur le terrain traditionnel de la simple organisation de résistance.

[281] Il s'agit de la grande grève des mineurs britanniques du printemps 1921. La Chambre des communes ayant adopté un *Bill* supprimant le contrôle de l'industrie houillère (instauré au cours de la guerre), le 31 mars la Fédération des mineurs se mit en grève en présentant un programme de revendications en trois points : 1) le maintien du contrôle gouvernemental sur les mines avec octroi de subventions aux exploitations « déficitaires »; 2) le *pooling* national, soit la constitution d'un fonds commun, de tous les bénéfices de l'exploitation dans les différents districts : mesure tendant à assurer aux mines « pauvres» le soutien des exploitations à rendement élevé; 3) le maintien d'un salaire national. Soutenu d'abord par les Syndicats des transports et des cheminots, avec lesquels la Fédération des mineurs avait constitué une «Triple-Alliance », le mouvement, abandonné dès la mi-avril par ses alliés, ne s'en maintint pas moins jusqu'au vote du 30 juin, où fut décidé l'arrêt de la grève. Le travail reprit le 4 juillet 1921.

Les chefs syndicaux de tous les pays, s'étant aperçus de ce fait, croient remédier à l'évidente insuffisance de leur action en se tournant désespérément vers les gouvernements bourgeois pour obtenir d'eux, sinon un appui, du moins la garantie que tout ne leur sera pas arraché de ce qu'ils étaient parvenus péniblement à conquérir. Point n'est besoin de citer des exemples. Point n'est besoin de rappeler qu'en Italie ce sont les chefs syndicaux eux-mêmes qui poussent le Parti socialiste vers la collaboration de classe, en alléguant l'impossibilité d'agir désormais sur tout autre terrain ; point n'est besoin de rappeler leur évolution vers les mouvements corporatifs et les coopératives, tant en Italie qu'en Allemagne; point n'est besoin de répéter la façon dont les Hodges et les Thomas [282], après avoir perfidement enterré les espoirs des mineurs, s'emploient, au moyen de l'Internationale d'Amsterdam, à devenir une force « positive » entre les divers États européens et à susciter des actions de caractère politique, en louvoyant de l'un à l'autre des groupes capitalistes qui se disputent la primauté. C'est ainsi que ceux qui, auparavant, aimaient à s'enfermer dans la tour d'ivoire de l'apolitisme syndical, tombent d'un seul coup dans le troupeau des politicards.

Et ils tombent mal. Ils tombent d'une façon qui est révélatrice de toute l'incompréhension politique et historique qui les guidait auparavant, en tant que dirigeants syndicaux, et qui les guide encore maintenant qu'ils veulent jouer aux politiciens. Battus par les capitalistes, ils ont recours à l'État; battus sur le terrain de la résistance, ils se replient sur celui de la collaboration, nourrissant peut-être l'illusion de trouver dans l'État avec lequel ils veulent collaborer, une aide contre ce patron qui semble bien être devenu le plus fort.

Ils font ainsi la preuve qu'ils n'ont pas compris un trait essentiel, caractéristique, de l'économie et, de la politique des temps présents, un trait sur lequel l'Internationale communiste et les partis communistes de tous les pays n'ont pas manqué d'attirer depuis longtemps l'attention des prolétaires. Aujourd'hui, disent les communistes, ce n'est plus le patron qui est l'ennemi spécifique des prolétaires qui combattent pour leur vie et pour leur liberté : les intérêts et les forces de tous les patrons se rassemblent et s'unifient en effet dans l'intérêt et dans le pouvoir de l'État: C'est pourquoi on n'accomplit aucun travail concret si l'on ne lutte contre l'État sans cesser pour autant de mettre en lumière le but ultime que les prolétaires doivent se proposer, c'est-à-dire conquérir l'État par la voie révolutionnaire. Bien plus, recourir à l'État pour une hypothétique défense contre le patron, ou se réfugier sur le terrain de la collaboration de classe en désespérant de la victoire à découvert, est pire qu'une illusion, c'est une trahison ; c'est mettre entre les mains de l'ennemi les forces que conservait l'armée du prolétariat.

Il est certainement intéressant d'observer les formes que la trahison est en train de prendre dans les divers pays, mais d'ores et déjà il apparaît que toutes ont en commun l'oubli de ce principe que l'Internationale communiste est seule à reconnaître, principe qui inspire sa tactique, et dont la véracité est vérifiée par l'expérience pratique des prolétariats des différents pays d'Europe. La défaite des mineurs anglais, en marquant de façon éclatante le début de la faillite de la tactique traditionnelle des syndicats, est un fait qui ne contribue pas à renforcer cette expérience.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 6* juillet 1921.

---

[282] Mineur depuis l'âge de quatorze ans, Frank Hodges avait été élu en 1918 secrétaire de la Miners' Federation of Great Britain. Membre du gouvernement travailliste en 1924, il fut nommé en 1925 secrétaire général de la Fédération internationale des mineurs, afliliée à l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Quant à James Henri Thomas, député du Labour Party depuis 1910 et secrétaire général de la National Union of Railwaymen depuis 1911, et responsable, à ce titre, de l'échec de la « Triple-Alliance » en 1921, il fut successivement président de la Commission parlementaire du T.U.C. et président de la Fédération internationale des Syndicats (ou Internationale d'Amsterdam).

L'OPPORTUNISME DE LA C.G.L.

Les opportunistes de *Battaglie sindacali* ne sont ni fort originaux, ni fort spirituels. Ce sont tout bonnement des incompétents qui ont peur des responsabilités.

À propos de la dernière réunion du Comité confédéral qui s'est tenue à Rome et de la motion sur la « crise » actuelle qui y fut approuvée, nous avons posé les questions suivantes : « Le Comité confédéral a-t-il une ligne d'action ? A-t-il élaboré un plan de résistance et de lutte? Cette hypothétique ligne d'action s'insère-t-elle dans une conception générale de la « crise » dans laquelle se débat notre pays [283]? »

A ces questions, *Battaglie sindacali* [284] ne répond pas; l'organe central de la Confédération, avec la légèreté d'esprit qui est le propre des incompétents et des irresponsables, élude les questions, plaisante sur les choses sérieuses, fausse les problèmes, ne démontrant lumineusement qu'une seule chose : sa peur des positions nettes, sa peur de s'engager devant les masses ouvrières qui, à cause de la « crise », souffrent de la faim, qui, à cause de la « crise », ont été plongées dans une horrible situation d'incertitude sur ce que va être leur lendemain et le lendemain de leurs enfants.

La « crise »actuelle débouchera-t-elle sur la mort ou sur le renouveau du capitalisme? En ce qui concerne le régime bourgeois, s'agit-il d'une crise ou d'une catastrophe ? Comment les prolétaires doivent-ils se comporter par rapport à elle? Doivent-ils simplement résister, et la résistance pure et simple peut aussi équivaloir à un recul ou bien doivent-ils lutter, passer à l'offensive, conquérir le pouvoir politique, empêcher ainsi la ruine actuelle de devenir encore plus grave et plus profonde?

Fort stupidement, les opportunistes de *Battaglie sindacali* écrivent que nous voyons la révolution... à portée de la main. Beaucoup plus stupidement encore, ils invitent les communistes à faire une bonne fois cette révolution dont ils proclament l'imminence à tout bout de champ.

Les communistes ont leur propre conception sur la période historique actuelle et c'est une conception basée sur une critique profonde et minutieuse du système économique bourgeois. À cette conception, les opportunistes n'opposent rien de substantiel ni de concret; bien mieux, ils disent la tenir pour réelle, et sur cette reconnaissance générique ils fondent leurs prétentions à être admis à faire partie de l'Internationale communiste. Que soutient l'Internationale communiste ? Elle soutient que la période actuelle est essentiellement révolutionnaire, dans la mesure où le régime est incapable de satisfaire les exigences vitales des grandes masses laborieuses, et que le prolétariat est poussé par la nécessité de sa propre conservation à prendre en main le pouvoir politique. Cette nécessité échappe à l'arbitraire des individus et des groupes politiques : elle mène à la création d'une situation instable, confuse, où les prévisions de temps et d'espace sont devenues impossibles. La sagesse politique devrait conseiller aux partis prolétariens d'être à chaque instant prêts et disponibles parce qu'à chaque instant, dans cette

---

[283] Cf. «, Une ligne d'action », pp. 125-127.

[284] Répondant aux attaques de l'article de Gramsci, « Une ligne d'action » *Battaglie sindacali,* organe de la C.G.L., publia, sous le même titre, le 9 juillet 1921, un texte anonyme qui, tout en reconnaissant la gravité de la crise, soulignait que la révolution n'était pas « à deux pas ». Concluant par la formule : « Les orangers ne fleurissent pas à Turin », ce texte ironisait aussi sur le goût prononcé de Gramsci pour les «économistes libéraux » (« La linea d'azione... » *Battaglie sindacali,* III, 26, 9 juillet 1921, p. 1). Un autre article de *Battaglie sindacali,* qu'il n'est pas nécessaire de citer, répondit à cette nouvelle critique de Gramsci « Il nostro opportimismo », *Battagli sindacali,* III, 27, 16 juillet 1921, p. 2.

situation chaotique et aléatoire, peuvent se produire des ruptures irrémédiables au sein de la société bourgeoise qui risquent de faire Passer, même malgré soi, de la révolution potentielle à la révolution active, à la lutte décisive. C'est de cette conception que le IIe Congrès de l'Internationale communiste a tiré sa tactique et sa méthode; elle l'a fait avec prudence, avec sagesse, avec perspicacité. En fait, les thèses de l'Internationale prévoient aussi bien l'action immédiate que la possibilité d'une pause; comment s'expliqueraient les thèses sur le parlementarisme révolutionnaire et sur l'action tenace et patiente que les communistes doivent mener dans le domaine syndical et coopératif, si ce n'est pas la sagesse prolétarienne des communistes qui veulent être en mesure de dominer toute la situation dans sa complexité, avec ses imprévus, et ses phases obscures et chaotiques?

Les chefs syndicalistes savent fort bien toutes ces choses, ils savent quelle est la tactique et quelle est la ligne d'action des communistes. C'est pourquoi nous pouvons dire que leur opportunisme est une véritable et authentique trahison. Qu'ils sortent de l'équivoque, qu'ils s'opposent franchement aux thèses de l'Internationale et alors, et alors seulement, ils pourront prétendre être pris au sérieux! Au lieu de livrer une guérilla fasciste contre tel ou tel autre point de détail, qu'ils opposent une conception qui leur soit propre à la conception communiste, qu'ils la soutiennent devant les masses ouvrières, qu'ils en tirent une méthode, une ligne d'action : voilà ce que nous demandons depuis plusieurs mois, avec insistance, cela et rien d'autre.

Les conditions de la classe ouvrière sont aggravées et exaspérées par cet agnosticisme (peur des responsabilités, née de l'incompétence) de la C.G.L. La C.G.L. est l'actuel gouvernement de la classe ouvrière : politiquement elle est responsable de la situation, tout comme le gouvernement est responsable de l'État bourgeois. À l'intérieur de la C.G.L., les communistes sont des citoyens, qui ont le droit et le devoir de contrôler, de demander des comptes sur les plans de gouvernement, sur les méthodes de gouvernement, sur les buts de gouvernement. Les communistes ont le droit et le devoir de demander à leurs gouvernants : «Qu'entendez-vous faire? Comment entendez-vous employer les forces dont vous disposez? Vous nous engagez à affronter une bataille, en quoi consiste cette " bataille " ? quel doit être le dispositif stratégique ? Jusqu'à quel point pouvons-nous et devons-nous nous avancer? Comment devons-nous établir nos services de liaison? Il faut un programme, il faut un plan, l'avez-vous ? Ou bien devons-nous nous fier à vous comme le peuple italien devait se fier à Cadorna [285]? »

Ce n'est pas aujourd'hui le moment de jouer avec le feu, de faire du sport syndical. Les masses ouvrières sont abattues, il faut leur infuser une foi, il faut donner une substance concrète à leurs espoirs. Ce n'est pas le moment de faire de l'esprit. Les gens souffrent de la faim. Les masses ouvrières savent bien qu'après l'été vient l'automne, et puis l'hiver. Le chômage signifie le licenciement, il signifie manquer de vêtements, il signifie prévoir l'avenir comme une tempête de douleurs et de souffrances. Les ouvriers ont une famille, il y a là des enfants, des vieillards, des femmes, qu'il faut vêtir, loger, nourrir. À leurs femmes, à leurs enfants, à leurs vieillards, les ouvriers ne peuvent tout de même pas aller dire que leurs souffrances dépendent d'une « thrombose »ou d'un « éléphantiasis » du régime économique : ils doivent dire si ça va durer longtemps ou peu, s'il y a de l'espoir, si on fait quelque chose.

La C.G.L. a la responsabilité des destins prolétariens. Pour être défendus, pour être soutenus, les ouvriers se sont associés dans les syndicats, ils se sont fédérés, ils se sont confédérés. L'union fait la force, cela leur a été dit, et avec raison. Pour être forts, il faut avoir une discipline, il faut reconnaître l'autorité des chefs, il faut avoir des chefs qui veillent à la situation, qui

[285] Sur Cadorna, cf. ci-dessus p. 77, 11. 2.

prévoient, qui pourvoient, qui rassemblent les membres épars du prolétariat, qui élaborent des plans généraux, qui lancent des mots d'ordre valables pour l'entière communauté ouvrière.

Les opportunistes de la C.G.L. veulent être à la place des chefs, mais ils ne veulent pas de la responsabilité qui incombe aux chefs. La C.G.L. répète les faiblesses propres à la démocratie bourgeoise en décomposition : le culte de l'incompétence et de la phraséologie creuse, indissolublement lié à la terreur sacrée des responsabilités.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 10* juillet 1921.

LES « ARDITI DEL POPOLO [286]»

Les déclarations faites aux journaux par le député Mingrino à propos de son adhésion aux *Arditi del popolo* servent magnifiquement à mettre en relief le communiqué du Parti communiste sur le même sujet. Les déclarations de Mingrino relèvent de cet état d'esprit périmé et désuet du Parti socialiste qu'il nous est déjà arrivé de qualifier de néomalthusien. Selon cette conception, le mouvement en faveur des *Arditi del* popolo conduirait fatalement à voir se reproduire ce qui s'est passé en septembre 1920, quand le prolétariat de la métallurgie fut entraîné sur le terrain de l'illégalité, fut mis dans le cas de ne pouvoir résister sans prendre les armes, sans porter la main sur les privilèges les plus sacrés du capitalisme, et quand, d'un seul coup, tout fut fini, parce que l'occupation des usines n'avait que des buts... syndicaux.

Le député Mingrino donne son adhésion aux *Arditi del* popolo. Il apporte à cette institution son nom, sa qualité de député socialiste, le prestige de son personnage, devenu sympathique au prolétariat révolutionnaire pour son attitude lors de l'agression fasciste contre le camarade Misiano [287]. Mais quelle est la mission des *Arditi del* popolo selon le député Mingrino ? Elle devrait se limiter à faire contrepoids à la violence fasciste, elle devrait être de pure résistance, elle devrait, en somme, avoir des fins strictement... syndicales.

Le député Mingrino croit-il donc encore que le fascisme n'est que la manifestation superficielle d'une psychose d'après-guerre? Il ne s'est donc pas encore persuadé que le fascisme

[286] Les *Arditi del popolo ou Arditi rossi* firent leur apparition de façon quasi spontanée au printemps 1921. Il s'agissait de groupes d'autodéfense rassemblant, sans distinction d'origine, socialistes, communistes, anarchistes et sans-parti. Leur première grande manifestation publique eut lieu à Rome, le 6 juillet 1921. En proclamant son adhésion aux *Arditi del popolo,* le député socialiste Giuseppe Mingrino rompait avec l'attitude officielle - toute d'hostilité - des partis prolétariens à l'égard des *Ardili rossi.* Dans un communiqué auquel se réfère Gramsci, le P.C. d'Italie faisait connaître sa méfiance à l'égard d'une initiative qui échappait à son contrôle : «L'encadrement militaire révolutionnaire du prolétariat doit être réalisé sur la base du *parti,* strictement lié au réseau des organes politiques du Parti ; et les communistes ne peuvent donc ni ne doivent participer à des initiatives de cette nature émanant d'autres partis ou même suscitées à l'extérieur de leur parti » (« Per l'inquadramento del Partito », *Il Communista,* le 24 juillet 1921). Dès la fin du mois de juillet le P.C. d'Italie annonçait en effet la création de groupes d'autodéfense exclusivement communistes. Les *Arditi del popolo* étaient dénoncés désormais comme une « manœuvre de la bourgeoisie » (U. Terracini, « Les Arditi del popolo », *La Correspondance internationale,* 1, 4, 22 octobre 1921). L'affaire devait rebondir toutefois, an lendemain de la « marche sur Rome », dans le cadre du IVe Congrès de l'Internationale communiste (5 novembre-5 décembre 1922). Témoin de la « marche», Vorovsky, représentant de la Russie à Rome, rapporta en effet au Présidium de l'I.C. que les *Arditi del popolo* avaient été les seuls à tenter d'opposer une résistance armée aux « chemises noires ». De la tribune du congrès, Boukharine et Zinoviev ne se firent donc pas faute de dénoncer la « faute doctrinaire » et « l'arrogance »du P.C. d'Italie « dans la question des *Arditi del* popolo» (Cf. sur ce point G. Berti, *I primi dieci anni di vila del P.C.I.,* p. 134, ainsi que J. Humbert-Droz, « La crise de croissance de l'Internationale communiste), *Annali Feltrinelli,* 1967, pp. 16-17).

[287] Déserteur pendant la Première Guerre mondiale, Francesco Misiano avait participé à la révolution spartakiste allemande. Rentré en Italie, il prit une part active dans la création du Parti communiste et fut élu député en 1921. Attaqué par des fascistes en armes le 13 juin 1921, il fut défendu par le socialiste Mingrino.

est organiquement lié à l'actuelle crise du régime capitaliste, et qu'il ne disparaîtra qu'avec la suppression de ce régime? Il ne s'est donc pas encore persuadé qu'il faut donner aux idéologies patriotiques, nationalistes, reconstructrices, de Mussolini et Cie une valeur purement marginale, et qu'il faut au contraire voir le fascisme dans sa réalité objective, hors de tout schéma préétabli, hors de tout plan politique abstrait, comme étant un pullulement spontané d'énergies réactionnaires qui s'agrègent, se désagrègent, se rassemblent à nouveau, ne suivant leurs chefs officiels que lorsque leurs mots d'ordre correspondent à la nature profonde du mouvement, qui est ce qu'elle est, quels que soient les discours de Mussolini, les communiqués de Pasella [288], les « alàlà! » de tous les idéalistes de la terre ?

Lancer un mouvement de renouveau populaire, adhérer à un mouvement de renouveau populaire en mettant par avance une limite à son expansion, c'est la plus grave faute de tactique qui se puisse commettre en ce moment. Il ne faut pas créer d'illusions dans les masses populaires qui souffrent cruellement, et qui, par leurs conditions mêmes de souffrance, sont portées à se faire des illusions, à croire comme les malades, soulager leurs douleurs en « changeant de côté ». Il ne faut pas leur laisser croire qu'il suffirait d'un petit effort pour échapper aux dangers qui planent aujourd'hui sur tout le peuple travailleur. Il faut faire comprendre, il faut insister pour faire comprendre qu'aujourd'hui le prolétariat ne se trouve pas en face d'une simple association privée, mais qu'il trouve contre lui tout l'appareil de l'État avec sa police, avec ses tribunaux, avec ses journaux qui manipulent l'opinion publique selon le bon plaisir du gouvernement et des capitalistes. Il faut faire comprendre ce qu'il n'a pas été possible de faire comprendre en septembre 1920 : lorsque le peuple travailleur sort de la légalité et ne trouve pas la force de sacrifice et la capacité politique qui sont nécessaires pour mener jusqu'au bout son action, il est puni par la fusillade massive, par la faim, par le froid, par les privations qui tuent lentement, jour après jour.

Les communistes sont-ils opposés au mouvement des *Arditi del popolo ?* Au contraire : ils aspirent à l'armement du prolétariat, à la création d'une force armée prolétarienne en mesure de défaire la bourgeoisie et de défendre l'organisation et le développement des nouvelles forces productives engendrées par le capitalisme,

Les communistes sont aussi d'avis que, pour engager une lutte, il ne s'agit pas non plus d'attendre que la victoire vous soit garantie par acte notarié. Souvent, dans l'histoire, les peuples se sont trouvés à la croisée des chemins : soit languir jour après jour d'inanition, d'épuisement, en jalonnant leur route de quelques morts par jour - qui deviennent au cours des semaines, des mois et des années, une foule - soit courir le risque de mourir en combattant, dans mi suprême effort d'énergie, mais aussi courir le risque de vaincre, d'arrêter d'un seul coup le processus de décomposition, pour entamer l'œuvre de réorganisation et de développement qui, du moins, assurera aux générations à venir un peu plus de tranquillité et de bien-être. Et ce sont les peuples qui ont eu foi en eux-mêmes et en leur propre destinée et ont affronté la lutte avec audace, qui ont été sauvés.

Mais si les communistes pensent ainsi, à cause des données objectives de la situation, à cause des rapports de force avec l'adversaire, à cause des possibilités de venir à bout du marasme et du chaos créés par la guerre impérialiste, à cause de tous les éléments qui ne peuvent être inventoriés et pour lesquels il n'est pas toujours possible de faire un exact calcul de probabilité, ils veulent cependant que les objectifs politiques soient au moins clairs et concrets; ils ne veulent pas que se répète aujourd'hui ce qui s'est produit en septembre 1920; ils veulent qu'au

[288] Umberto Pasella était alors secrétaire général des *Fasci.* Alàlà : Hourra ! était devenu le cri des légionnaires de Fiume et des fascistes.

moins cela ne se répète pas pour tout ce qui peut être prévu, qui peut être estimé, qui peut être l'objet de dispositions de la part de l'activité politique organisée en parti. Les ouvriers ont le moyen d'exprimer leur avis; les ouvriers socialistes qui sont des révolutionnaires, ceux qui ont tiré de l'expérience de ces derniers mois quelques enseignements, ont le moyen de faire pression sur le Parti socialiste, de le contraindre à sortir de l'équivoque et de l'ambiguïté, de lui faire adopter une position nette et précise sur ce problème qui est le problème même de la sécurité physique de l'ouvrier et du paysan. Le député Mingrino est un député socialiste; si c'est un homme sincère, comme nous le croyons, que ce soit lui qui prenne l'initiative de faire sortir de leur torpeur et de leur indécision les masses qui suivent encore son parti, mais qu'il ne fixe pas de limites à leur expansion s'il ne veut porter la responsabilité d'avoir procuré au peuple italien une nouvelle défaite et un nouveau fascisme, multiplié par toutes les vengeances que la réaction exerce implacablement sur les hésitants et sur les indécis, une fois qu'elle a massacré les avant-gardes d'assaut.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 15* juillet 1921.

LE BOURREAU ET SA VICTIME

Le gouvernement et la presse bourgeoise cherchent une diversion pour masquer la faillite des pourparlers de Paix [289] entre parlementaires fascistes et parlementaires réformistes. La diversion est toute trouvée : c'est le Parti communiste. Le Parti communiste ne veut pas de la pacification, le Parti communiste est la cause de tous les malheurs et de toutes les souffrances qui s'abattent sur le peuple italien, le Parti communiste n'est qu'une association de brigands, d'assassins, de criminels de droit commun, c'est le Parti communiste, et lui seul, qui est à l'origine du fascisme ! C'est parce que le Parti communiste ne veut pas de la pacification que le gouvernement de Bonomi ne peut faire autrement que de continuer à laisser faire aux fascistes tout ce qui leur plaît! Les dépôts d'armes et de munitions que les fascistes ont accumulés par centaines et par milliers, et parfois au vu et au su de tout le monde, ne seront pas saisis. Les mitrailleuses, les canons, les lance-flammes, les mousquetons seront laissés aux fascistes. Les fascistes pourront encore défiler dans les villes, par colonnes, fusil à l'épaule, casque en tête, leurs musettes pleines de grenades. L'État n'interviendra pas, il n'appliquera pas les lois, il n'ouvrira pas les prisons, il ne fera pas appel aux juges. Vis-à-vis des fascistes, l'État cesse d'être une administration chargée de l'application des lois, il cesse d'être un organisme de répression et de punition; pour les fascistes, l'État n'existe pas, l'État reconnaît dans les fascistes une autorité indépendante, il traite avec eux sur un pied d'égalité, et leur reconnaît le droit, si la pacification ne se réalise pas, de continuer impunément à incendier, à assassiner, à envahir villes et villages, à décréter des bannissements et à proclamer la dissolution d'administrations publiques. Cette action pacificatrice du gouvernement italien a quelque chose de dérisoire. Qui donc sera le défenseur et le garant du « traité de paix » ? Qui pourra se fier à la parole d'un gouvernement qui, d'une manière aussi flagrante, avoue son impuissance si ce n'est sa mauvaise foi ? Comment ce gouvernement qui ne parvient pas à faire respecter la charte fondamentale de l'État, garantie au peuple italien par un serment royal, parviendrait-il à faire respecter une « charte »à laquelle subversifs et fascistes devraient prêter serment?

Les communistes ne se feront certainement pas complices de ce « marché de dupes », ils ne perpétreront certainement pas ce crime contre le peuple italien. Il ne peut y avoir de paix entre le bourreau et sa victime, il ne peut y avoir de paix entre le peuple et ses massacreurs. Le Parti

---

[289] Cf. n. 1, p. 128.

communiste assume toute la responsabilité de l'attitude qu'il a prise. Il n'ignore pas qu'il devient la cible de la coalition réactionnaire, mais il est persuadé que, quand bien même il serait « pacifiste », il deviendrait également la cible de la réaction coalisée. Après qu'elle eut évacué les usines occupées, la classe ouvrière italienne a pu juger de ce que valent les promesses du gouvernement italien. Il ne devait pas y avoir de représailles, et les ouvriers ont été envoyés au bagne; et les tribunaux ont sué sang et eau pour monter un colossal complot; et, par centaines de milliers, les ouvriers ont été jetés à la rue pour y crever de faim ainsi que leurs familles. À Turin, les ouvriers socialistes eux-mêmes ont été échaudés dans la confiance qu'ils accordaient à la parole des réactionnaires : ils ont laissé, en un premier temps, licencier des usines, les plus audacieux combattants de la révolution, les communistes, ils ont signé un pacte; aujourd'hui, leur tour est venu, aujourd'hui c'est eux qui sont mis à la porte. Qui est capable de faire respecter, par les réactionnaires, les pactes, les promesses, les serments? Ne font-ils pas la preuve, dès avant la pacification, de toute leur mauvaise foi? Ce n'est pas contre les communistes, ce n'est pas contre le Parti communiste en tant que petit noyau d'individus associés, que la réaction est en fureur : elle est en fureur contre la classe ouvrière et paysanne, en tant que masse de salariés esclaves du capital; elle a peur que la classe laborieuse dans sa totalité - qu'elle soit communiste, socialiste, républicaine ou populaire - opprimée, taillée à merci, affamée, ne s'insurge contre ses exploiteurs et ne renverse les actuels rapports de classes. À Ferrare, il ne s'était même pas encore formé de section communiste, et pourtant le fascisme a été spécialement féroce à Ferrare [290]. Dans toutes les zones agricoles, dans le Polesine, dans la région de Reggio, dans les Pouilles, où le fascisme a instauré un véritable régime colonial, le Parti communiste, qui est essentiellement ouvrier et urbain, n'avait que des forces très réduites. Là où le Parti communiste était particulièrement fort, comme à Turin, le fascisme a attendu jusqu'au mois d'avril pour passer à l'action. Ses manifestations d'agressivité ont coïncidé avec la crise industrielle, avec le lock-out chez Fiat, et elles sont clairement apparues comme liées à la tactique de la lutte capitaliste contre l'organisation des syndicats. Le fascisme n'est pas une organisation parmi d'autres, et le communisme non plus, n'est pas une organisation parmi d'autres : le fascisme est un mouvement social; il est l'expression organique de la classe possédante en lutte contre les exigences vitales de la classe laborieuse, l'expression de cette classe possédante qui veut, au prix de la faim et de la mort des travailleurs, reconstruire le système économique ruiné par la guerre impérialiste. Dans cette lutte l'initiative appartient encore à la classe possédante, de même que c'est au fascisme qu'appartient l'initiative de la guerre civile; c'est la classe laborieuse qui est la victime de la guerre de classes, et il ne peut y avoir de paix entre la victime et son bourreau. Ceux qui veulent aujourd'hui entraîner le prolétariat sur la voie de la pacification sont déjà, eux aussi, des bourreaux : en effet, au nom de la pitié qu'inspirent les dix morts d'aujourd'hui, ils préparent pour demain mille massacrés. Ce n'est même pas là de la pitié, c'est une lâche hypocrisie; c'est précisément parce qu'il ressent profondément une pitié pleine d'humanité pour le destin atroce qui attend le peuple laborieux, que le Parti communiste ne veut être ni hypocrite ni lâche.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 17* juillet 1921.

---

[290] Sur les expéditions fascistes de Ferrare, de Reggio et des Pouilles, cf. n. 1, p. 88. Les violences fascistes dans le delta du Pô firent l'objet d'un discours à la Chambre du député socialiste de la région, Giacomo Matteotti (« La reazione fascista nel Polesine », 10 mars 1921, in *Giacomo Matteotti contro il fascismo,* Milan, 1954, pp. 19-29). Matteotti devait dénoncer à nouveau la terreur fasciste dans un discours du 27 juillet 1921 («Il Polesine vive in una nette di schiavitú », loc. *cit., pp.* 30-36).

DÉVELOPPEMENTS DU FASCISME

Les événements de Grosseto, de Viterbe, de Trévise [291], représentent la phase initiale d'un développement nouveau et définitif du fascisme. Aux expéditions de petites bandes succèdent les actions de véritables et authentiques corps d'armée, équipés de mitrailleuses. Dans quelques localités, la cavalerie fasciste a fait son apparition. A Sienne, c'est par milliers et milliers que les fascistes se rassemblent, sous prétexte d'assister à un congrès provincial et qu'ils défilent, encadrés par leur cavalerie.

Il serait inepte de croire que tout ceci est purement spectaculaire. Il est clair au contraire, que les formations locales du fascisme obéissent à un mot d'ordre central et appliquent un plan minutieusement préparé à l'avance. Avant peu, l'épisode de Trévise qui a tant ému l'opinion populaire sera dépassé par bien d'autres événements sensationnels. Il paraît même que c'est Turin qui doit être le théâtre de la nouvelle et grandiose geste fasciste. On dit que de dix à quinze mille fascistes seraient mobilisés dans toute la plaine du Pô pour investir Turin et briser définitivement son mouvement prolétarien. Les autorités de la sûreté nationale devraient bien savoir quelque chose à ce sujet; quant au commissaire central de Milan, le commendatore Gasti, qui s'occupe de *L'Ordine Nuovo* avec une « tendresse » particulière, il devrait en avoir une idée très précise.

Ces bruits offrent toutes les garanties de sérieux et ils devraient préoccuper sérieusement les masses travailleuses. Les révoltes contre le fascisme qui se multiplient désormais sur tout le territoire, si elles permettent d'espérer en une renaissance des énergies populaires, doivent aussi accroître le sens des responsabilités et de leur poids. Plus il est évident que les populations supportent mal d'être sous le coup de la terreur blanche, et plus il faut prévoir que le fascisme va élargir, intensifier et organiser son activité. L'éventualité même d'une collaboration des socialistes avec le gouvernement vient augmenter le danger d'un coup de main fasciste. Il est certain que les socialistes n'apporteront leur appui au gouvernement qu'à condition que le gouvernement donne des assurances sur la répression du fascisme; et il est également certain que le fascisme ne voudra pas perdre la position de force qu'il occupe aujourd'hui dans de si nombreuses régions. La « pacification » n'est qu'un masque transparent destiné à permettre de poursuivre impunément la préparation et l'organisation militaire de véritables et authentiques armées à opposer au gouvernement et aux socialistes.

Après les événements de Grosseto et de Trévise, restés impunis, il faut s'attendre à un assaut fasciste contre les grandes villes ouvrières. Nous demandons une fois de plus à la Confédération générale du travail si elle a mis en place un plan de défense, qui permette aux populations locales d'être aidées et soutenues dans leurs éventuels efforts pour résister à l'offensive réactionnaire qui, elle aussi, a indubitablement une valeur et une portée « syndicale ». Nous posons la même question au Syndicat des cheminots.[292]

Les populations locales n'ont cependant pas grand-chose à espérer de ces organismes, qui ont complètement perdu tout sens de la réalité historique. C'est aux forces locales qu'incombe

---

[291] Comme le remarque G. Salvemini *(Scritti sul fascismo,* Milan, 1963, p. 68), à partir de l'été 1921 les fascistes adoptèrent, dans leurs expéditions, un nouveau type de tactique et procédèrent à de grandes concentrations armées dans les villes qu'ils désiraient « punir ». C'est ainsi que des bandes armées venues de toute la province saccagèrent le 1er juillet 1921 la ville de Grosseto (Toscane), qui était dirigée par une municipalité socialiste, ou que, le 12 juillet, une armée de mille cinq cents chemises noires détruisit les organisations républicaines et démocrates-chrétiennes de Trévise (Vénétie). Viterbe, dans le Latium, les troupes de choc fascistes de Giuseppe Bottai se heurtèrent en revanche à une vigoureuse résistance populaire et durent se retirer sans avoir pu pénétrer dans la ville (9 juillet 1921).

[292] Le syndicat des cheminots - tout comme la Fédération des travailleurs de la mer - n'appartenait pas à la C.G.L.

la tâche de penser à leur propre défense. Viterbe et Sarzana [293] ont donné l'exemple de ce qu'il faut faire. Nous espérons que dans les grandes villes une autre force entrera également en jeu : les soldats, qui ont tout à redouter d'un gouvernement fasciste. Le coup d'État des fascistes signifierait la guerre, et pas seulement du côté (le l'Orient. Les masses populaires qui veulent la paix, la liberté et le pain, doivent, en cette période où les événements se précipitent tragiquement, se tenir toujours prêtes a se dresser comme un seul homme contre la menace de nouveaux massacres et de nouvelles souffrances dont sont porteuses les héroïques épopées fascistes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 21* juillet *1921.*

COUP D'ÉTAT

Les Stenterello [294] de la Confédération générale du travail ne cessent d'être de joyeuse humeur. Des régions entières sont mises à feu et à sang par les gardes blancs, l'activité syndicale est complètement brisée, il ne subsiste plus aucune garantie constitutionnelle pour les individus ni pour les associations, les ouvriers et les paysans sont fusillés impunément par des bandes armées mercenaires qui se déplacent en toute liberté de province a province et de région à région, mais les Stenterello de la Confédération n'en perdent pas pour autant leur appétit et leur bonne humeur.

Existe-t-il en Italie une possibilité de coup d'État? Quelle doit être l'attitude de la Confédération, de l'organisme suprême du prolétariat italien, à l'égard d'une telle possibilité? Les Stenterello de la C.G.L. rient de ce qu'on puisse seulement émettre l'hypothèse d'un coup d'État. Mais aujourd'hui ne vivons-nous pas en Italie, en pleine atmosphère de coup d'État? Que signifie, que représente donc la situation de provinces entières, de régions entières où c'est le fascisme qui gouverne et non plus l'autorité officielle? Est-ce que la peine de mort n'a pas été restaurée?

Est-ce que l'emploi du bâton n'a pas été remis en usage ? Est-ce que ces formes de répression ne sont pas exercées par des organismes extra-légaux?

C'est là une atmosphère de coup d'État, ce n'est pas encore le coup d'État dans sa pleine efficience. Le Parlement existe encore, le gouvernement est encore choisi et contrôlé par le Parlement, aucune loi d'exception n'a encore formellement aboli les garanties statutaires. Mais est-il possible d'imaginer que l'actuel état de choses puisse se prolonger encore longtemps ? Il existe aujourd'hui en Italie deux appareils répressifs et punitifs : le fascisme et l'État bourgeois. Un simple calcul de rentabilité laisse prévoir que la classe dominante va vouloir, à un moment donné, fondre de façon officielle ces deux appareils, et que par un coup de force dirigé contre les organismes centraux du gouvernement, elle brisera les résistances opposées par la tradition de l'appareil d'État. Nous aurons alors le « coup d'État » conforme au schéma que les idéologies démocratiques de l'État parlementaire ont construit : on assistera à des résistances de la part du peuple, à des tentatives d'insurrection locale, à des oppositions de la part de la bureaucratie qui craindra à juste titre d'être sacrifiée pour satisfaire les exigences économiques d'une bande

[293] Le 21 juillet 1921, à Sarzana, près de La Spezia, une bande de cinq cents fascistes sous la conduite d'Amerigo Dumini se heurta à un détachement de onze carabiniers et se dispersa aux premiers coups de feu. La population de la petite ville et les paysans des environs donnèrent la chasse aux fuyards à travers la campagne. Les fascistes eurent dix-huit morts et quarante blessés, dont le chef de l'expédition, Dumini.

[294] Cf. ci-dessus n. 1, p. 129.

d'oisifs en quête d'emplois et de salaires. La partie la plus réactionnaire et la plus dépourvue de scrupules de la classe dirigeante imposera sa dictature sanglante, elle dissoudra les organisations ouvrières, elle remettra tous les pouvoirs aux mains de la caste militaire. Ce danger existe-t-il, oui ou non? Comment la C.G.L. doit-elle se comporter à son égard ?

Nous avons, dans une *manchette,* rappelé que la Confédération générale du travail d'Allemagne a travaillé trois mois à s'organiser pour être en mesure de briser le coup d'État de Kapp-Luttwitz[295] . Les Stenterello de la Confédération italienne saisissent la balle au bond pour en conclure qu'il faut donc collaborer avec « ces forces qui sans être strictement révolutionnaires ou sans être sur nos positions de classe sont quand même opposées au coup d'État ». En Allemagne, les masses prolétariennes ont brisé, par la grève générale insurrectionnelle, la tentative de Kapp-Luttwitz mais aujourd'hui tout recommence, aujourd'hui le danger de coup d'État est accru. Les « collaborateurs», non strictement révolutionnaires qui n'avaient en rien contribué à la résistance se sont opposés à la continuation du mouvement insurrectionnel, ils se sont opposés à la poursuite de la lutte pour l'instauration des Soviets allemands. C'est ainsi que les forces réactionnaires n'ont pas été réprimées, qu'elles ont pu se retirer en bon ordre, se disperser selon un plan préétabli et reprendre cette activité d'arm Kapp et à Luttwitz des chances accrues de succès.

L'expérience allemande devrait apprendre quelque chose aux organisations ouvrières des autres pays : or elle n'apprend rien aux Stenterello italiens. Ces rustres de la politique se figurent pouvoir encore, à coup de marchandages honteux, éviter à leurs petites personnes les balles et les coups de matraque. Même l'exemple hongrois n'a pas suffi à les convaincre d'établir une ligne d'action qui adhère à la réalité des événements. Ce qui se passe aujourd'hui en Italie ne les ébranle pas le moins du monde, ils continuent à se bercer de la plus béate et de la plus benoîte des indifférences.

Incendies, assassinats, volées de coups de bâton, fusillades en niasse, dissolution des organisations, occupation des locaux ouvriers, impossibilité de tenir des réunions, formation d'un magma chaque jour plus nombreux de réfugiés, d'exilés, d'affamés, naissance d'états d'âme qui menacent de passer du désespoir à la folie et à la fureur collective : rien de tout cela ne les préoccupe, ne les ébranle, ne les pousse à acquérir un peu plus de sens des responsabilités. Ils plaisantent, ils rient, ils s'amusent à faire de l'esprit sur le Parti communiste, qui n'est pas assez fort pour décréter la... révolution.

L'expérience hongroise a laissé une leçon : pour battre les communistes, les réactionnaires commencent par flatter les socialistes, ils pactisent avec eux, ils passent des accords de pacification; une fois les communistes battus, accords et pactes sont déchirés, et les socialistes eux aussi goûtent à la corde et aux balles [296]. La bonne humeur qui ne cesse de caractériser les

---

[295] Il s'agit du « putsch Luttwitz-Kapp » du 13 mars 1920, auquel Gramsci, on l'a dit, avait alors consacré un article (« La rivoluzione tedesca », L'Or*dine Nuovo,* 1, 41, 20 mars 1920) et qu'il avait encore évoqué dans son réquisitoire d'avril 1920 contre la Direction du P.S.I. : cf. « Pour une rénovation du Parti socialiste », in *Écrits politiques,* 1, pp. 322-338. La manchette à laquelle Gramsci se réfère ici est celle de *L'Ordine Nuovo* du 16 juillet 19-21 : « La Confédération générale du travail d'Allemagne avait consacré trois mois à s'organiser pour être en mesure de briser le coup d'État de Kapp-Luttwitz. La Confédération du travail italienne a-t-elle prévu la possibilité d'un coup d'État en Italie? Ne croit-elle pas opportun de dire clairement aux masses populaires ce qu'elles doivent faire pour empêcher ce dernier attentat à leur liberté et à leur existence ? »

[296] C'est là un thème fréquemment développé dans la littérature communiste après la chute de la Commune hongroise. Ainsi, dans l'interview avec Béla Kun publiée dans la revue américaine *The Liberator* (mars 1920), dont on sait que Gramsci la lisait : « Certains [sociaux-démocrates], en effet, quittèrent les rangs [du P.C. IL], mais d'autres, respectant les idées communistes, nous attaquèrent dans le dos. Ceux-ci étaient pires que les contre-révolutionnaires [...]. Tous ces dirigeants sociaux-démocrates qui collaborent aujourd'hui avec la dictature militaire

Stenterello de la C.G.L. nous apparaît, selon la logique des événements, comme une préfiguration de la grimace grand-guignolesque que fera bientôt cette pauvre *élite* dirigeante du prolétariat italien, qui, par ses indécisions, par son inaptitude, par son incapacité à comprendre les situations politiques, risque d'être entraînée dans un chaos de barbarie sans précédent dans l'histoire de notre pays.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 27 juillet 1921.*

COMBIEN SONT LES COMMUNISTES?

Combien sont aujourd'hui les communistes italiens ? Les journaux bourgeois voient des communistes partout; tout ouvrier non démoralisé, tout ouvrier qui ne veut pas de la « pacification »parce qu'instinctivement il comprend qu'il ne peut y avoir de « paix » entre exploité et exploiteur, entre la victime et le bourreau, tout paysan qui ne veut pas tolérer qu'on brûle impunément sa maison et qu'on assassine sa famille est un communiste, pour les journaux bourgeois. Combien sont donc les communistes italiens? Et quelle signification peut bien avoir la notion de communiste?

L'Avanti! est sérieusement préoccupé et sérieusement il calcule. A Livourne, les communistes étaient environ cinquante mille; aujourd'hui, en gros, nous pouvons leur supposer trente mille inscrits et quelques dizaines de milliers de sympathisants. Mais qui est communiste? Qui peut aujourd'hui en Italie s'appeler communiste? Pourquoi les journaux bourgeois voient-ils partout des communistes et appellent-ils communistes l'ouvrier et le paysan qui ne veulent pas accepter la discipline du Parti socialiste, discipline qui consiste à se laisser massacrer, à se laisser bâtonner, à laisser brûler sa maison, sans réagir, sans protester, dans l'attente que le fascisme devienne meilleur, le fascisme qui n'est autre que la manifestation d'une psychose d'après-guerre, le fascisme qui n'est pas un mouvement de la classe possédante mais seulement l'aventure de quelques charlatans ?

La vérité, c'est qu'aujourd'hui se produit en Italie le même phénomène social que celui qu'a connu la Russie de mars à novembre 1917. Que signifiait pendant cette période en Russie, la notion de bolchevik ? Désignait-elle uniquement le prolétaire conscient qui était inscrit au Parti communiste, qui avait lu et médité le statut et le programme du Parti, qui suivait avec discipline l'orientation du Parti, qui lisait les journaux du Parti et sa « littérature », qui connaissait les buts précis du Parti dans le domaine économique et le domaine politique? Non, la notion de bolchevik était infiniment plus vaste et plus compréhensive : était bolchevique quiconque ne croyait pas qu'un gouvernement de collaboration pût résoudre les problèmes de la vie nationale et internationale, était bolchevique quiconque voulait à tout prix la paix militaire, était bolchevique quiconque voulait que tout le pouvoir politique et économique passât au prolétariat, quiconque reconnaissait que les tribunaux bourgeois ne rendaient pas la justice mais agissaient par faveurs, quiconque redoutait le coup d'État militaire et brandissait la menace de l'insurrection armée du peuple.

---

régnant à Budapest, ainsi que tous ceux qui, réfugiés à Vienne, écrivent contre la terreur blanche, furent en contacts réguliers avec les missions de l'Entente, servirent la contre-révolution « (B. Kun, *La République hongroise des Conseils,* Budapest, 1962, p. 229). La célèbre polémique entre Karl Radek et Paul Levi sur « Les enseignements de la révolution hongroise »fut du reste traduite dans *L'Ordine Nuovo* (11, 13, 21 août 1920). Dénonçant l'erreur majeure des communistes hongrois : avoir masqué la faillite des réformistes en acceptant leur adhésion formelle au P.C. - Radek y énonçait une formule qui allait être déterminante à Livourne : « On ne devient pas communiste du simple fait que l'on accepte le programme communiste. »

Il existait un Parti bolchevique, constitué, disaient les mencheviks russes, d'à peine trente mille inscrits, soutenus par quelques dizaines de milliers de sympathisants; l'union des syndicats était aux mains des mencheviks; dans les votes de type parlementaire, les bolcheviks étaient toujours en minorité, et pourtant des millions et des millions d'ouvriers et de paysans s'appelaient et étaient appelés bolcheviks parce que le mot était devenu un mot d'ordre, était devenu le mot d'ordre de toute rébellion populaire visant le régime en vigueur, parce qu'il signifiait l'aspiration des grandes masses à un changement quel qu'il fût, qui les tirât de l'état d'incertitude et d'insécurité où elles avaient sombré, qui leur garantît la paix, le pain, la liberté, la justice contre les abus et les vexations de la réaction.

Le phénomène se reproduit aujourd'hui en Italie. Le Parti communiste comme organisation de prolétaires conscients, comme organisation de militants qui ont une notion exacte de ce que signifie le communisme en tant qu'organisation de l'appareil industriel et agricole de production et d'échange, en tant que doctrine de l'État ouvrier, en tant que doctrine des rapports nationaux et internationaux dans la période de transition, le Parti communiste, entendu en un tel sens, peut sembler fragile, encore inexpert, encore incapable de dominer et de diriger le déroulement des événements; mais sa simple existence a toutefois une valeur historique inestimable, parce qu'elle provoque des états d'âme, des orientations, des différenciations, des répartitions dans les masses populaires qui souffrent et veulent à tout prix sortir de leur condition de souffrance, de tourment, d'incertitude. Un ouvrier qui a été bâtonné par un fasciste, comment peut-il affirmer aujourd'hui qu'il a confiance dans le Parti socialiste et qu'il veut suivre ses mots d'ordre? Il devrait, pour cela, faire la paix avec son agresseur, pardonner, s'engager à ne plus se rebeller à l'avenir si une nouvelle bastonnade lui est administrée; s'il a réussi a se procurer un fusil ou un revolver et qu'il a caché son arme en attendant de pouvoir s'en servir à bon escient, il devrait la remettre, tout en sachant que ses ennemis, eux, ne remettront pas leurs armes. Comment un ouvrier, aujourd'hui, peut-il se dire socialiste? Comment peut-il dire : je suis avec Turati, avec Prampolini, avec Serrati ? Comment un ouvrier qui n'a rien à perdre dans la lutte, hormis ses chaînes, peut-il dire « je suis socialiste » quand cela signifie toujours davantage « je suis un lâche et un imbécile »? Comment un paysan qui a vu son village envahi par des bandes armées, les maisons incendiées, ses amis et ses camarades massacrés, bâtonnés, torturés, peut-il se dire « socialiste », si cette appellation l'engage à baiser la main aux assassins, à renoncer à la justice, à se déclarer satisfait? Non et non, ces masses populaires ne peuvent pas être socialistes, de même qu'elles ne pourront être longtemps populaires et républicaines[297]* : elles veulent se rebeller, elles veulent la justice, elles veulent la paix, la liberté, la sécurité des personnes. Elles ne sont pas encore communistes, au sens précis du mot. Mais elles s'orientent en direction du Parti communiste, mais elles finissent par se déclarer communistes, mais elles commencent sans aucun doute à n'attendre de personne d'autre que du Parti communiste le mot d'ordre de leur libération, l'organisation permanente de leur liberté.

Combien sont aujourd'hui les communistes en Italie[298] Trente mille, soixante mille, cent mille? Puisque aujourd'hui, en Italie, le Parti communiste est le seul parti subversif, que c'est le seul parti de la lutte de classes, est communiste pour cette raison toute la classe des travailleurs, qui veut vivre, qui veut lutter, qui veut se rebeller contre le mal, qui veut la justice, qui veut la

[297] * C'est-à-dire reconnaître leur appartenance au parti populaire ou au parti républicain. (N.d.T.)

[298] Si l'on en croit Gramsci lui-même *(L'Ordine Nuovo,* 14 septembre 1921), il y aurait eu en 1921 quelque quatre-vingt mille adhérents au P.C. d'I. et à la F.G.C.1. et cinq cent mille ouvriers communistes dans la C.G.L. Chiffres évidemment « gonflés » pour les besoins de la cause... Il suffit de rappeler ici qu'aux élections du 15 mai de la même année le P.C. n'avait obtenu que 291 952 voix. Le Rapport du C.C. en vue du 11, Congrès du P.C. d'Italie donne, pour le début de l'année 1922, des chiffres beaucoup plus réduits : 43 211 adhérents, soit déjà moins que les 58 593 voix communistes du congrès de Livourne (Cf. Partito Comunista d'Italia, *Secondo Congresso Nazionale -Roma 20-24 Marzo 1922 - Relazione del Comitato Centrale,* Rome, 1922. pp. 60-62.)

liberté, la paix, la sécurité. Dans les exagérations des journaux bourgeois qui voient partout des communistes, il y a plus de « matérialisme historique »et d'intuition politique que dans les calculs arithmétiques de *l'Avanti!,* journal du vieux et glorieux parti qui a livré son drapeau immaculé aux ennemis implacables de la classe ouvrière, et qui, en même temps que son drapeau, voudrait livrer toute la classe ouvrière désarmée et humiliée.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 28* juillet 1921.

CONTRE LA TERREUR

L'appel à l'unité d'action contre l'offensive patronale adressé aux organisations ouvrières par le Comité syndical communiste [299], souligne également la nécessité d'endiguer le brigandage des gardes blancs. Il faut insister spécialement sur ce point dans la propagande que les communistes doivent exercer au sein des masses travailleuses pour assurer le meilleur succès possible à l'initiative de notre comité syndical. Il est désormais évident que la tactique de compromis adoptée par le Parti socialiste et pas la Confédération générale du travail vis-à-vis du fascisme, n'a profité qu'au fascisme. Les masses populaires, tourmentées, menacées continuellement de mort par les expéditions punitives, laissées sans défense par les autorités légales, commençaient à s'insurger avec violence contre la terreur blanche. Automatiquement, du fait même que le fascisme était devenu un fléau national, était en train de mûrir une insurrection de caractère national, qui n'aurait pas manqué d'avoir une très grande valeur révolutionnaire. Le Parti socialiste et la Confédération générale du travail, par leur attitude pacifiste, ont provoqué d'un côté, une retombée des énergies révolutionnaires, en train de se développer dans les grandes masses populaires; de l'autre, une crise interne du fascisme, qui n'est pas une crise de décomposition mais bien une crise de réorganisation et d'amélioration du fonctionnement réactionnaire. En se concentrant à Bologne [300] et non plus à Milan, le fascisme se libère de l'influence des éléments qui, comme Mussolini, sont toujours incertains, toujours fluctuants à cause de leur goût pour les aventures pseudo-intellectuelles et de leur incoercible besoin d'idéologies générales, et il devient une organisation homogène, liée à la bourgeoisie agraire, sans faiblesses idéologiques, sans incertitudes dans l'action. Si la tactique des compromis doit être adoptée par les révolutionnaires, c'est pour procurer au prolétariat des moments de répit, pour permettre une réorganisation et une meilleure utilisation des forces ouvrières; le pacifisme social-démocrate n'a été utile qu'au mouvement fasciste, il a procuré un répit au mouvement fasciste, il a permis au mouvement fasciste de se réorganiser, en éliminant de son organisme de commandement les éléments incertains, fluctuants, qui, au moment de l'action, mettent, par leur attitude frondeuse, la victoire en danger.

La situation est devenue objectivement claire. La prédication de non-résistance au mal, faite par le Parti socialiste après le congrès de Livourne avait créé beaucoup d'illusions dans les masses ouvrières. Les masses ouvrières qui conçoivent de façon concrète et positive la fonction du parti politique ; les masses ouvrières, qui, même après le congrès de Livourne, continuèrent

[299] Le 14 août 1921 le Comité syndical communiste lança un appel à la C.G.L., à l'Unione sindacale italiana et au Syndicat des cheminots, pour les inviter à organiser en commun « une action de classe de tout le prolétariat organisé, afin de faire face à la situation critique présente ». Ce texte définissait, en cinq points, les positions à défendre (journée de huit heures; respect des conventions collectives et maintien des salaires; défense des contrats agricoles; assurance-chômage; droit d'organisation) et proposait de riposter à la moindre atteinte à l'un de ces points par une « grève générale nationale ». Il n'est pas inutile de noter, au demeurant, que la direction de l'Internationale communiste reprochera peu après au P.C. d'Italie de limiter, comme ici, la politique de « front unique »au seul plan syndical.

[300] Cf. n. 2, p. 111.

à avoir confiance dans le Parti socialiste, étaient persuadées que les sermons sur la non-résistance au mal n'étaient qu'un camouflage tactique qui devait servir à la préparation minutieuse et parfaite d'une grande offensive stratégique contre le fascisme. Ceci explique le grand enthousiasme avec lequel fut accueillie l'apparition des premiers Arditi del popolo[301]. *Beaucoup d'ouvriers ont cru que les sermons sur la non-résistance au mal avaient servi au Parti socialiste et à la Confédération générale du travail pour organiser minutieusement le corps des « Arditi del popolo », pour donner une forme solide et cohérente à l'insurrection populaire.* Cette illusion est désormais tombée. Les grande masses populaires doivent être désormais convaincues que derrière le masque du sphinx socialiste il n'y avait rien. Même si quelques socialistes (les plus adroits, peut-être) ont participé à la création des premiers noyaux d'*Arditi del popolo*, il reste certain que le succès foudroyant de cette initiative n'a pas été provoqué par un plan général, préparé par le Parti socialiste, mais a été simplement dû à l'état d'esprit qui s'était répandu dans le pays, à la volonté d'insurrection qui couvait dans les grandes masses. Ceci fut démontré de façon éclatante par le pacte de pacification, qui ne pouvait manquer d'entraîner une stagnation dans le mouvement de réveil prolétarien et de susciter une réorganisation et une nouvelle stratégie des éléments réactionnaires.

Voilà ce que doivent désormais comprendre les grandes masses populaires italiennes. Et cela aujourd'hui plus que jamais, après les nouveaux événements qui se sont produits dans le camp fasciste. Le congrès qui a rassemblé à Bologne les fascistes hostiles au « pacte de pacification » et le désaveu de Mussolini sont l'indice évident d'une reprise de grand style de l'offensive réactionnaire[302] . Est-il encore pensable de persévérer dans la tactique de la non-résistance au mal? Les grandes masses prolétariennes doivent répondre à cette question. C'est vraiment une consultation de la volonté des ouvriers et des paysans italiens que le Parti communiste se propose de faire.

Et il ne peut subsister aucun doute sur la réponse : la bataille ou la mort, la lutte ou l'anéantissement. C'est ainsi qu'est posé le problème, inéluctablement.

Sans signature, L'Ordine Nuovo, 19 août 1921.

LES DEUX FASCISMES

La crise du fascisme, dont les origines et les causes font couler tant d'encre ces jours-ci, est facilement explicable par un sérieux examen du développement du mouvement fasciste.

Les *Fasci* de combat, nés au lendemain de la guerre, étaient marqués de ce caractère petit-bourgeois propre aux diverses associations d'anciens combattants qui se sont créées à l'époque. Par leur caractère d'opposition radicale au mouvement socialiste, opposition en partie héritée des luttes du temps de guerre entre le Parti socialiste et les associations interventionnistes, les *Fasci* obtinrent l'appui des capitalistes et celui des autorités. Leur façon de s'imposer, qui coïncidait avec la nécessité où se trouvaient les agrariens de constituer une garde blanche contre les organisations ouvrières installées dans des positions de plus en plus fortes, permit à l'ensemble des bandes créées et armées par les latifundistes de se ranger sous la même étiquette

[301] Cf. « Les Arditi del popolo », pp. 136-138.

[302] Le 17 août 1921, à l'initiative de Dino Grandi, se rassemblèrent à Bologne les *fasci* d'Émilie et de Romagne, hostiles au « pacte de pacification »avec les socialistes. S'engageant à poursuivre la lutte, ils dénoncèrent la « trahison » de Mussolini, qui, dès le lendemain, proposa de démissionner de la commission exécutive des *fasci.*

que les *Fasci*. Par le développement qu'elles prirent ensuite ces bandes ont conféré en retour aux *Fasci* leur propre caractère de garde blanche du capitalisme, dirigée contre les organismes de classe du prolétariat.

Le fascisme a toujours conservé ce vice originel. L'ardeur de l'offensive armée a empêché jusqu'à aujourd'hui l'aggravation de la dissension entre les noyaux urbains, petits-bourgeois, essentiellement parlementaires et collaborationnistes et les noyaux ruraux, constitués par des propriétaires terriens, grands et moyens, et par des fermiers directement intéressés à la lutte contre les paysans pauvres et leurs organisations radicalement anti syndicalistes, réactionnaires et plus confiants en l'action armée directe qu'en l'autorité de l'État et en l'efficacité du parlementarisme.

Dans les zones agricoles (Émilie, Toscane, Vénétie, Ombrie) le fascisme a atteint son développement maximal et est parvenu, avec l'appui financier des capitalistes et la protection des autorités civiles et militaires de l'État, à un pouvoir inconditionnel. S'il est vrai que l'offensive impitoyable contre les organismes de classe du prolétariat a servi les capitalistes qui, en l'espace d'un an, ont pu voir tout l'appareil de lutte des syndicats socialistes se briser et perdre toute efficacité, il est cependant incontestable que la violence, en dégénérant, a fini par créer dans les couches moyennes et populaires un sentiment d'hostilité générale au fascisme.

Les événements de Sarzane, de Trévise, de Viterbe, de Roccastrada[303], ont profondément ébranlé les noyaux fascistes urbains, ceux qui s'incarnent en Mussolini, et qui ont commencé à voir un danger dans la tactique exclusivement négative des *Fasci* des zones agricoles. Ajoutons que cette tactique avait déjà porté d'excellents fruits en entraînant le Parti socialiste sur un terrain de transactions favorable à la collaboration de classe au sein du pays et du Parlement.

Le conflit latent commence à partir de là à se manifester dans toute sa profondeur. Alors que les noyaux urbains favorables à la collaboration considèrent désormais comme atteint l'objectif qu'ils s'étaient proposé : voir le Parti socialiste abandonner son intransigeance de classe, et se hâtent de sanctionner leur victoire par le pacte de pacification, les capitalistes agraires ne peuvent renoncer à la seule tactique qui puisse leur assurer la « libre » exploitation des classes paysannes, sans être gênés par les grèves et par les organisations. Toute la polémique qui agite le camp fasciste, et oppose partisans et adversaires de la pacification, se ramène à ce conflit dont les sources ne doivent pas être cherchées ailleurs que dans les origines mêmes du mouvement fasciste.

Les prétentions des socialistes italiens qui croient avoir, par leur habile politique de compromis, provoqué la scission au sein du mouvement fasciste, ne sont rien d'autre qu'une preuve de plus de leur démagogie. En réalité, la crise fasciste ne date pas d'aujourd'hui, mais de toujours. Une fois disparues les raisons contingentes qui assuraient l'unité des groupes anti prolétariens, il était fatal que les dissensions se manifestent avec une plus grande évidence.

La crise n'est donc pas autre chose que l'élucidation d'une situation de fait préexistante.

Le fascisme sortira de cette crise en se scindant. La partie parlementaire, dirigée par Mussolini, en s'appuyant sur les classes moyennes, employés, petits exploitants et industriels,

---

[303] Sur Sarzana, Trévise, Viterbe, cf. n. 1, p. 141 et n. 1, p. 143. La petite ville de Roccastrada (Toscane) fit l'objet de deux « expéditions punitives »- les ler et 24 juillet 1921 - organisées par le secrétaire des *Fasci* de Toscane, Dino Perrone Compagni. Il s'agissait de contraindre la municipalité socialiste à démissionner. La deuxième de ces expéditions fit neuf morts et de nombreux blessés. Plusieurs maisons furent incendiées.

tentera de les organiser politiquement en s'orientant nécessairement vers une collaboration avec les socialistes et les populaires.

La partie intransigeante, qui est l'expression des impératifs d'une défense directe et armée des intérêts capitalistes agraires, persévérera dans l'action anti prolétarienne qui la caractérise. Pour cette partie-là, qui s'intéresse de plus près à tout ce qui touche à la vie ouvrière, le « pacte de trêve » que les socialistes célèbrent comme une victoire n'aura aucune valeur. La « crise »se ramènera à l'érection hors du mouvement des *Fasci* d'une fraction composée de petits bourgeois qui ont vainement tenté de justifier le fascisme par un programme politique général de « parti ».

Mais le fascisme, le véritable, celui que les paysans émiliens, vénitiens, toscans, connaissent à travers la douloureuse expérience de ces deux dernières années de terreur blanche, continuera, quitte à changer de nom.

Le devoir des ouvriers et des paysans révolutionnaires est de profiter de la période de calme relatif provoquée par les dissensions internes des bandes fascistes, pour inspirer aux masses opprimées et sans défense une conscience claire de la réelle situation de la lutte de classes et des moyens qui pourraient permettre de venir à bout de l'impudence de la réaction capitaliste.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 25* août *1921.*

LÉGALITÉ

Jusqu'où vont les limites de la légalité? Quand celles-ci ne sont-elles plus respectées? Il est bien sûr difficile de fixer une limite quelconque, étant donné le caractère fort élastique du concept de légalité. Pour n'importe quel gouvernement, toute opposition qui se manifeste par une action sort de la légalité. Toutefois, on petit dire que dans toute société la légalité est déterminée par les intérêts de la classe qui détient le pouvoir. Dans la société capitaliste la légalité est représentée par les intérêts de la classe bourgeoise. Lorsqu'une action tend à porter la moindre atteinte à la propriété privée et aux profits qui en découlent, cette action devient aussitôt illégale. Voilà ce qui se passe quant à la substance. Dans la forme, la légalité se présente de façon quelque peu différente. La bourgeoisie ayant, au moment de son accession au pouvoir, concédé le même droit de vote au patron et à son salarié, la légalité a apparemment pris l'aspect d'un ensemble de normes librement reconnues par toutes les parties d'un agrégat social. Or, certains ont confondu substance et forme et ont ainsi donné naissance à l'idéologie libérale démocrate : l'État bourgeois représente l'État libéral par excellence, car il permet à chacun d'exprimer librement sa pensée par son vote. Voilà ce à quoi se réduit à la longue la légalité formelle dans l'État bourgeois : l'exercice du droit de vote. L'accession des masses populaires au droit de vote est apparue aux yeux des naïfs idéologues de la démocratie libérale comme la conquête décisive pour le progrès social de l'humanité. On n'a jamais tenu compte du fait que la réalité avait deux faces, l'une cachée, la face substantielle, l'autre apparente, la face formelle.

En confondant ces deux visages les idéologues de la démocratie libérale ont trompé pendant un certain nombre d'années les grandes masses populaires en leur faisant croire que le suffrage universel allait les libérer de toutes leurs chaînes. Malheureusement, les myopes champions de la démocratie libérale ne sont pas les seuls à être tombés dans cette illusion. Beaucoup de ceux que l'on considérait, et que l'on considère encore, comme des marxistes, ont cru que l'émancipation de la classe prolétarienne pouvait s'accomplir à travers l'exercice souverain du

droit au suffrage universel. Quelques imprudents sont même allés jusqu'à se servir du nom d'Engels pour justifier une telle opinion[304]. Mais la réalité a détruit toutes ces illusions. La réalité a montré de la façon la plus évidente qu'il n'y a qu'une légalité, et qu'elle n'existe qu'autant qu'elle coïncide avec les intérêts de la classe dominante; ce qui revient à dire, pour la société capitaliste, avec les intérêts de la classe patronale. À vrai dire, l'expérience que nous venons de faire de cette réalité contient des enseignements particulièrement nombreux et importants.

La classe ouvrière, en exerçant son droit de vote, s'était acquis un grand nombre de communes et de provinces.

Ses organisations avaient atteint un puissant développement numérique et étaient parvenues à imposer des conditions avantageuses pour les ouvriers. Mais le jour où le droit de vote et le droit d'organisation sont devenus des armes offensives contre la classe patronale, cette dernière a renoncé à toute légalité formelle et n'a obéi qu'à sa véritable loi : la loi de son intérêt et de sa conservation. Les communes ont été arrachées une à une, par la violence, à la classe ouvrière; les organisations ont été dissoutes en usant de la force armée; la classe ouvrière et paysanne a été délogée des positions d'où elle menaçait un peu trop l'existence de la propriété privée. C'est ainsi que s'est créé le fascisme, qui s'est affirmé et imposé en faisant de l'illégalité la seule chose légale. Plus question d'organisations sinon de l'organisation fasciste, plus question de droit de vote, sinon pour le donner aux représentants des agrariens et des industriels ! Telle est la légalité que la bourgeoisie reconnaît quand elle est contrainte à répudier l'autre, celle qui est formelle. L'expérience de ces derniers temps n'est donc pas dépourvue d'enseignements pour ceux qui ont d'abord cru honnêtement en l'efficacité des garanties légales accordées par la Constitution libérale bourgeoise.

Il existe un moment dans l'Histoire où la bourgeoisie est contrainte à répudier ce qu'elle-même a créé. Ce moment est venu en Italie. Ne pas tenir compte de l'expérience qui en découle est, soit une naïveté suprême, passible des plus sévères sanctions, soit de la mauvaise foi, qui doit être impitoyablement punie. Tel nous semble être en effet le cas de ces organisateurs socialistes qui font aujourd'hui mine de s'étonner parce que, par exemple, le ministre et député Beneduce [305] ne parvient pas à faire respecter les contrats de travail. De la part de gens qui tiennent à se dire encore sur le terrain de la lutte de classes, tout ceci est énorme. Est-il vraiment permis à un organisateur prétendant ne pas avoir renié les principes de la lutte de classes de demander à un ministre de quelles ressources il peut disposer pour empêcher les violations de conventions collectives de la part des patrons ? De telles questions ne peuvent que provoquer des doutes et des incertitudes dans la classe ouvrière. Il est naturel que le ministre du Travail n'ait aucune ressource à sa disposition hormis d'être un instrument entre les mains des agrariens et des industriels. Tant que les organisateurs socialistes ne sauront pas mieux faire que de s'adresser au ministre du Travail pour qu'il rappelle les patrons au respect des conventions collectives, la classe ouvrière continuera à subir toute sorte de violations, sans même pouvoir organiser sa propre défense.

---

[304] Gramsci fait allusion ici à l'Introduction d'Engels (1895) au livre de Marx, *Les Luttes de classes en France 1848-1850.* Souvent invoqué par les réformistes, ce texte d'Engels soulignait que les sociaux-démocrates allemands avaient rendu un« grand service »au socialisme «en montrant à leurs camarades de tous les pays comment on se sert du suffrage universel [...] . Le temps des coups de main, ajoutait-il, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé [...]. Le lent travail de propagande et l'activité parlementaire sont reconnus là aussi [dans les pays romans] comme la tâche immédiate du Parti », (K. Marx, *Les Luttes de classes en France 1848-1850,* trad. franç., Paris, 1952, pp. 7-24).

[305] Alberto Beneduce était le ministre du Travail du gouvernement Bonomi, formé le 4 juillet 1921. Il succédait dans ces fonctions à Arturo Labriola.

Les industriels démissionnent des commissions d'arbitrage. C'est encore une conséquence logique de la situation. Les industriels veulent aujourd'hui reprendre leur pouvoir tout entier. Les industriels ne veulent plus admettre la moindre limitation à leur bon plaisir. Ils ont accepté les commissions d'arbitrage lorsque l'élan révolutionnaire des masses les menaçait dans leur existence. Maintenant que la situation semble favorable à toutes les prévisions réactionnaires les patrons ne se soucient même pas de conserver le moindre scrupule. Ouvertement, ils se sont engagés sur la voie de la reprise intégrale et despotique du pouvoir sur les masses ouvrières. Qu'est-ce que les organisateurs socialistes savent opposer à ces tentatives de la classe patronale? Tout ce que les organisateurs socialistes sont capables de faire, c'est de dénoncer à l'opinion publique la défaillance patronale et l'impuissance du ministre du Travail. Mais, en attendant, la classe ouvrière subit toutes les conséquences de l'attitude patronale et de l'incertitude de ses dirigeants. Tandis que ces derniers posent des questions au ministre du Travail, la faim s'accroît, la misère s'étend, la réaction se renforce. Ces organisateurs socialistes qui, pendant la guerre, allaient dans les comités de mobilisation serrer les mains sanglantes des généraux [306], sont les mêmes qui, aujourd'hui, demandent l'aide et l'intervention des ministres du Travail. Hier ils se rendaient complices des assassins qui avaient déchaîné la guerre en freinant par les décisions des comités d'arbitrage l'élan révolutionnaire des niasses; aujourd'hui ils laissent la classe ouvrière sans défense, tandis que de tout côté les patrons cessent de respecter les accords et les violent selon leur bon plaisir.

Seule la proposition du Comité syndical communiste[307] est en mesure d'organiser une défense ouvrière contre l'assaut capitaliste; ce n'est qu'en unissant toutes les forces ouvrières en une armée compacte, que l'on peut envisager de s'opposer sérieusement aux capitalistes, qui, obéissant à un mot d'ordre, tendent à réduire en esclavage toute la classe ouvrière. Mais, pour messieurs les organisateurs socialistes, demander le simple respect des accords passés est aujourd'hui trop révolutionnaire.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 28* août *1921.*

LA LUTTE AGRAIRE EN ITALIE

La politique que les agrariens sont en train de mener en Italie prend pour les ouvriers une importance qui va augmentant chaque jour, au fur et à mesure qu'elle se précise. Les agrariens ne sont pas seulement les arbitres de la situation dans les campagnes; disons même que cette position leur est simplement utile pour parvenir à d'autres fins, moins connues, mais de loin bien plus importantes du point de vue de leurs intérêts de classe. C'est un fait que les agrariens sont aujourd'hui les maîtres des banques.

Être maître des banques, cela veut dire, en clair, tenir dans ses mains les destinées de l'industrie. Voilà de quelle manière la classe ouvrière est liée directement à la classe des paysans, et voilà pourquoi le prolétariat des villes se doit de suivre avec attention tout ce qui se passe parmi les travailleurs des campagnes. En écrasant la classe des paysans, les agrariens ont un autre but qui est d'assujettir aussi les ouvriers des villes. C'est en ce sens qu'en parlant du fascisme rural qui a son état-major dans la région de Bologne, nous avons toujours soutenu que

[306] Allusion aux « Comités de mobilisation industrielle » institués pendant la guerre. Cf. *supra, p.* 76, n. 1.

[307] Il s'agit de l'appel « Per la difesa e la riscossa proletaria contro l'offensiva borghese » lancé le 14 août 1921 par le Comité syndical communiste. Cf. « Contre la terreur » pp. 149-151.

les ouvriers ne peuvent pas se désintéresser de la manière dont se résout la crise du fascisme, Si les paysans continuent à être terrorisés dans les campagnes, les ouvriers ressentiront à leur tour les effets de cet état de choses. D'autre part, ce n'est pas seulement la violence dans les campagnes qui provoque la crise dans la ville. Les industries ne pourront prendre leur rythme normal de développement tant qu'elles ne se libéreront pas de l'influence de ces aventuriers campagnards, devenus capitaines d'industrie, sans avoir pour cette fonction de qualités spéciales. Est-il possible que cette libération découle d'un processus évolutif de la politique interne de l'État, autrement dit, sans provoquer des heurts et des conflits violents ? La tentative du Parti populaire de modifier les rapports entre paysans et propriétaires, en cherchant à associer le travail au capital ne peut être que vouée à l'échec[308]. Même dans la question de la résiliation des conventions agricoles, on remarque l'impuissance du Parti populaire et de tout autre parti qui suivrait ses traces.

Par rapport aux populaires, les députés agrariens ne représentent qu'une petite minorité. Mais la force effective des députés agrariens dans les milieux gouvernementaux eux-mêmes dépasse la force des populaires. Il n'est pas lieu de parler ici de la faiblesse des institutions parlementaires. Il suffira toutefois de démontrer que ce qui compte aujourd'hui, ce n'est pas le nombre des députés mais la force organisée dont on dispose dans le pays. Sur ce point, les agrariens sont beaucoup plus forts que les populaires. L'affaire de Trévise [309] ne dit-elle pas que les populaires sont prisonniers des agrariens ou, sinon prisonniers, en tout cas impuissants devant leur action? À Trévise, un journal du Parti populaire est détruit; le siège même des organisations de ce parti est pris d'assaut et mis à sac.

Mais les populaires qui ont pourtant plusieurs ministres dans le présent gouvernement, et, ce qui est un comble, le ministre de la Justice, n'ont pas osé prendre ne fût-ce que les mesures habituelles qu'on adopte pour les délits les plus communs. Les populaires ne peuvent donc que jusqu'à un certain point soutenir les intérêts des paysans. Ils ne le peuvent qu'à titre temporaire, c'est-à-dire tant qu'ils ne butent pas contre les intérêts des agrariens. Tel est précisément le cas de la résiliation des conventions.

Le ministre Micheli [310] a accordé la prorogation. Cette prorogation a également l'appui des socialistes. L'attitude des agrariens peut pousser les deux partis - populaire et socialiste - à choisir une position plus nette dans le cadre de la collaboration parlementaire; mais ce n'est pas pour autant que les agrariens perdent le pouvoir qu'ils ont, grâce à leur force prépondérante, de déterminer l'orientation de la politique intérieure. Les agrariens ont des moyens directs à leur disposition personnelle pour organiser leur défense contre la classe laborieuse. Ils en ont d'ailleurs apporté la preuve en organisant le fascisme dans les campagnes. Ils peuvent donc, quand ils veulent, imposer leur volonté aux paysans, y compris en s'opposant aux décisions du gouvernement. Socialistes et populaires peuvent certes, à des fins électorales, faire montre de

---

308 C'est essentiellement l'aile gauche du P.P.I., sous la direction de Guido Miglioli, qui tentera de mettre fin au salariat agricole par la mise en place de structures d'association entre propriétaires fonciers et ouvriers agricoles (ou métayers, selon le cas). L'action de Miglioli se fit surtout sentir en Lombardie, en Toscane et en Vénétie, et, singulièrement, dans la région de Crémone, où furent signés, à partir du 11 novembre 1920, un certain nombre de contrats d'association, dont le plus fameux, le« Lodo [Arbitrage] Bianchi » du 10 août 1921 prévoyait la participation des ouvriers et métayers au « capital agraire » des entreprises agricoles. Miglioli finit par être exclu du P.P.I. (janvier 1925) et adhéra auKrestintern (Internationale paysanne).

309 Cf. *supra,* n. 1, p. 141.

310 Député populaire (P.P.L), Giuseppe Micheli fut ministre de l'Agriculture dans les gouvernements Nitti et Giolitti. Il élabora avec un de ses collègues de parti, Giovanni Bertini, ministre de l'Agriculture du gouvernement Facta, un projet de réforme agraire, qui, bien qu'adopté par la Chambre, fut retiré après la « marche sur Rome ».

leur grande sollicitude pour le bien des paysans, mais ils savent qu'ils ne peuvent proposer aucune voie concrète pour empêcher les propriétaires de mettre leurs plans à exécution.

Le problème de la terre revient aujourd'hui à l'ordre du jour de la politique italienne. Partout les classes paysannes sont en fermentation. Seul un parti révolutionnaire - et, en Italie, il n'y a que le Parti communiste qui le soit -seul un parti révolutionnaire peut comprendre aujourd'hui ce problème et lutter pour sa solution.

Le problème de la terre, c'est le problème de la révolution, laquelle n'est possible en Italie que si elle coïncide avec les intérêts des paysans et des ouvriers. De cette coïncidence, on a aujourd'hui la preuve flagrante. Comme en avril 1920 [311], aujourd'hui encore, ouvriers et paysans sont unis par le même intérêt dans la lutte contre l'exploitation patronale. Le problème de la révolution italienne est donc le problème de l'unité des ouvriers et des paysans. Il importe que n'échappe pas aux communistes cet aspect important de la révolution en Italie.

Sans signature, *L'Ordine* Nuovo, 31 août 1921.

NÉO-MALTHUSIANISME POLITIQUE

Désormais le néo-malthusianisme en politique peut avoir lui aussi ses théoriciens en Italie. Bien mieux, on peut dire que l'Italie est le berceau de cette nouvelle espèce de néo-malthusianisme. Être à l'origine d'une action, d'un mouvement, et en empêcher les effets, c'est faire du néo-malthusianisme. Lorsqu'on applique cette théorie à la lutte des classes, on devient néo-malthusien en politique. Actuellement, l'Italie nous en donne des exemples fort clairs. Nous ne parlerons pas ici de Mussolini et d'autres membres de sa clique, qui, après avoir été de ceux qui ont le plus poussé à la formation du fascisme, ont reculé quand ils ont vu sur quoi il débouchait, en se mettant à crier que désormais il fallait s'arrêter[312]. Mussolini est certainement le type même du néo-malthusien en fait de fascisme. Il nous est déjà arrivé d'aborder ce sujet. Le phénomène qui nous touche maintenant de près est celui qui est en train de se produire dans le domaine syndical et dans le processus de la lutte de classes. Ce sont des cas où le néo-malthusianisme, qui prétend être tout astuce et clairvoyance et en savoir long face à l'adversaire, se ramène à une réaction de lâcheté au moment d'assumer l'entière responsabilité d'un mouvement, d'une action que l'on a entamée. Un événement de la plus haute importance nous autorise à formuler une telle critique : l'occupation des usines du 2 septembre de l'an dernier, que nous venons de commémorer en Italie.

On s'est trouvé, à ce moment-là, en présence d'une situation d'où semblait devoir sortir un mouvement révolutionnaire. Et elle ne pouvait avoir d'autre issue après qu'eut été lancé aux ouvriers le mot d'ordre de s'armer et d'occuper et garder par la force les usines sur lesquelles les patrons avaient conservé intact jusqu'alors leur droit sacré de propriété. Mais une telle tactique révolutionnaire ne devait servir qu'aux fins syndicales que se proposaient les

---

311 Il s'agit encore une fois de la « grève des aiguilles », d'avril 1920, ail cours de laquelle l'agitation s'étendit au prolétariat agricole du Piémont.

312 À partir du printemps 1921, et dans la perspective des élections, Mussolini prit conscience de ce que le déferlement du *squadrismo* rural risquait d'aboutir à l'isolement du fascisme et, partant, de mettre fin, une fois de plus, à sa carrière politique. Il commença alors à lancer une série d'appels à lutter « contre toutes les déviations » et à en revenir au « fascisme de la première heure ». Ces invitations à la modération, qui s'accentuèrent après les élections et, surtout, après la première manifestation des *Ardili del popolo* (6 juillet 1921) et la fusillade de Sarzana du 21 juillet (cf. n. 1, p. 143), débouchèrent sur la signature du « pacte de pacification » du 2 août 1921.

organisateurs réformistes [313]. Opposés à l'insurrection, ils n'hésitaient cependant pas à s'en servir, dans la seule intention d'effrayer la classe patronale. Toul le monde se souvient de ce qui s'est passé lors des journées de septembre de l'an dernier. Les Buozzi, les D'Aragona et autres Stenterelli de la même espèce sont aussitôt devenus les enfants chéris des journaux bourgeois et du gouvernement, grâce à leur attitude d'hommes modérés et de sages organisateurs. Le révolutionnarisme de l'opposition servait tout juste à renforcer le prestige et l'autorité des organisateurs réformistes lorsque ceux-ci s'en allaient traiter avec les représentants du patronat. Giolitti, et non seulement Giolitti mais la classe patronale plus que quiconque, comprit qu'il fallait faire rapidement triompher le point de vue des organisateurs réformistes si l'on ne voulait pas favoriser les menées des révolutionnaires. L'étranglement, l'avortement, ne s'avéra en fait pas très difficile. Le néo-malthusianisme put triompher. Les Buozzi, les D'Aragona, purent, avec l'aide de Giolitti, faire amener les drapeaux rouges du haut des cheminées des usines que les ouvriers avaient conquises par les armes. Précisons toutefois que celui qui nous semble incarner avec le plus de bonheur cette façon d'interpréter la lutte de classes est Buozzi.

Buozzi n'est pas révolutionnaire, cependant il n'ose même pas se qualifier de réformiste. Il se rend à Reggio Emilia et à Milan [314], mais, face aux ouvriers, il est pour la dictature, et pour l'emploi de la violence, quand c'est nécessaire. Bruno Buozzi est surtout néo-malthusien dès qu'il s'agit de lutte de classes. Il ne répugne certes pas à agir par la violence, pourvu qu'il sache qu'il pourra se retirer à temps de l'action violente. C'est ainsi que s'explique ce qui s'est passé en septembre, et que s'explique le jugement que Buozzi a formulé sur la situation actuelle, au cours du meeting des métallurgistes milanais.

Voici le langage que tient Buozzi : « Vous autres, communistes, vous voulez empêcher la réduction des salaires, vous voulez la journée de huit heures, une augmentation des allocations de chômage, et c'est très bien. Nous aussi, nous voulons tout ceci. Mais croyez-vous que la grève générale puisse suffire à garantir aux ouvriers les avantages obtenus? Oui, parce qu'il est possible que nous arrivions inéluctablement à la grève générale et que nous ayons gain de cause. Nous aurons gain de cause parce que les patrons ne sont pas assez " ballots " pour ne pas comprendre ce qui risque d'arriver au cas où ils refuseraient. Mais après? Eh bien, une fois la grève gagnée, les ouvriers se trouveront, sur le plan local, obligés de devoir accepter les conditions qui plairont aux patrons. »Aujourd'hui, mis a part l'optimisme de Buozzi, la grève générale pour la défense des conquêtes ouvrières ne peut avoir la fin qu'il lui assigne. En effet, au cas où elle se produirait, elle ne se déroulerait pas dans les conditions qui ont été celles de l'agitation de septembre. Cette fois-ci, le réformisme ne peut déclencher un mouvement, puis en décréter la fin, sans compter avec une sérieuse et véritable opposition révolutionnaire organisée; opposition dont on peut dire qu'elle n'existe en Italie que depuis la création du Parti communiste.

Il ne faudrait pas que la grève générale se transformât en une nouvelle turlupinade; il ne faudrait pas que les masses ouvrières en sortent encore découragées et déçues, pour se trouver en face d'une renaissance de la réaction patronale. S'il est tout à fait conforme aux habitudes mentales du député Buozzi de penser que la grève générale doit s'épuiser en un inutile déploiement de force, ce n'est certainement pas là le but que poursuivent les communistes. Les

---

[313] C'est ainsi que, évoquant l'occupation des usines de septembre 1920, Giolitti écrit dans ses *Mémoires :« Par* bonheur, le bon sens prévalut, particulièrement dans les grandes organisations qui représentaient les masses ouvrières » (Mémoires *de ma vie,* éd. cit., p. 375).

[314] Reggio d'Emilie était, on l'a dit, la « Mecque » du réformisme; quant à Milan, où se trouvait la rédaction de *l'Avanti!,* c'était la capitale du maximalisme.

patrons et le gouvernement ne seront pas aussi prompts à accepter les revendications ouvrières que ne le croit Buozzi; mais si cela se produisait, il faudrait que les ouvriers assurent à leur conquête, aux positions atteintes, un caractère de certitude absolue. Il reste cependant une remarque à faire : pourquoi Buozzi, s'il croit que l'on va inéluctablement vers la grève générale, n'a-t-il pas accepté la proposition du comité syndical communiste, et n'a-t-il pas conseillé à ses amis d'en faire autant ? La réponse est toujours la même, et c'est que l'on ne doit pas oublier que l'interprétation de l'histoire de la lutte de classes dépend des individus. Ce n'est pas pour rien que Buozzi est un néo-malthusien de la lutte de classes. Aucune action ne l'intéresse; l'accomplir ou non revient pour lui au même, tant qu'il y a encore moyen de l'empêcher de dépasser certaines limites. Avec cette façon de voir, Buozzi peut bien penser qu'on pourra en arriver à la grève générale! Reste à voir cependant si la tactique néo-malthusienne pourra triompher maintenant comme elle l'a fait dans les journées de septembre dernier.

Sans signature, *L'Ordinc Nuovo, 7* septembre 1921.

AVRIL ET SEPTEMBRE 1920 [315]

L'anniversaire de l'occupation des usines a servi à remettre en circulation une rengaine usée contre les communistes turinois : c'est eux que l'on devrait considérer comme les premiers responsables de l'extension manquée du mouvement [316]. Buozzi a fait allusion à cette responsabilité dans son récent discours aux Commissions intérieures de la métallurgie milanaise[317]. Une autre allusion est contenue dans une correspondance de Turin [318] partie dans *Umanità nova.* Le « bruit » avait passé les frontières et Jacques Mesnil l'avait repris dans un article sur le mouvement socialiste italien publié dans *La Revue communiste* de Charles Rappoport [319].

---

[315] Ce titre se réfère à la « grève des aiguilles »d'avril 1920 et à l'occupation des usines de la même année. Cf. déjà « Cinq mois après... », in *Écrits politiques,* 1, pp. 386-389.

[316] Au cours de la réunion de Milan des 9-11 septembre 1920, alors que se déroulait l'occupation des usines, Buozzi et les délégués de la F.I.O.M. (Fédération italienne des ouvriers métallurgistes) avaient d'abord proposé d'élargir le mouvement afin d'aboutir à la mise en place d'un gouvernement socialiste chargé de « réaliser toutes les réformes politiques et économiques réclamées avec le plus d'urgence par le prolétariat et compatibles avec les conditions du pays ». Le Parti socialiste aurait dû assumer la direction du mouvement : tel était, du moins, le point de vue développé par la motion Bucco-Schiavello, dont on reparlera ci-après et qui se heurta au veto de D'Aragona et des dirigeants réformistes de la C.G.L. (Buozzi et ses amis s'abstenant). Sollicités à leur tour d'engager l'offensive, Togliatti et Tasca, conscients de l'isolement relatif de *L'Ordine Nuovo* à l'échelle italienne et de la faiblesse des positions qu'il représentait à l'intérieur du P.S.I., s'y étaient refusés. Après la défaite, un membre du groupe, Umberto Terracini, représenta les socialistes turinois dans la commission paritaire créée par Giolitti pour préparer une loi sur le contrôle syndical.

[317] Le 2 septembre 1921, Bruno Buozzi participa aux travaux de la seconde réunion des Commissions internes des établissements métallurgiques et des délégués d'ateliers de la section milanaise de la F.I.O.M. Il prononça un discours dans lequel, selon le compte rendu de *l'Avanti!* du 3 septembre 1921, il affirma « encore une fois que, pendant l'occupation des usines, les communistes turinois contribuèrent spécialement à faire échouer la proposition d'extension du mouvement ».

[318] « Même pendant l'occupation des usines, que nous avons soutenue avant le début de l'obstruction, nous étions sceptiques à l'égard des dirigeants de la C.G.L. Nous avons pourtant combattu jusqu'au bout, même lorsque les autres battaient en retraite en se cachant derrière le paravent du contrôle ouvrier ou un prétexte spécieux comme le faisaient certains mandarins turinois » (LIB « Per l'azione di difesa proletaria », *Umanità nova,* 11, 120, 31 août 1921). Quotidien anarchiste sous la direction d'Errico Malatesta, *Umanità nova* fut publié d'abord à Milan (26 février 1920-23 mai 1921), puis à Rome (1er juillet 1921-décembre 1922).

[319] Gramsci se réfère ici à l'article de Jacques Mesnil, « La Crise italienne», paru dans *La Revue communiste* de Charles Rappoport, alors membre du Comité directeur du Parti communiste français (Mesnil collaborait également à *L'Humanité,* où il « suivait » la politique italienne). Se référant à l'occupation des usines, Mesnil écrivait en effet :

Mettons une fois pour toutes les choses au point. Quand, en septembre 1920, les fonctionnaires de la C.G.L. se trouvèrent en présence du grandiose soulèvement révolutionnaire provoqué par l'initiative du comité central de la F.I.O.M., ils cherchèrent fébrilement à se mettre à l'abri, ils cherchèrent fébrilement à faire porter à quelqu'un d'autre la responsabilité de leur imprévoyance aveugle, de leur incurie, de leur incapacité. Ils avaient lancé des centaines de milliers d'ouvriers dans l'illégalité, dans l'insurrection armée et ils avaient oublié une toute petite chose : procurer des armes aux ouvriers, mettre la classe ouvrière en mesure d'engager une lutte sanglante. À Milan, où résidait l'état-major du mouvement, on ne s'était même pas soucié de faire un inventaire des armes et des munitions existant dans les usines, encore moins de les rassembler; à Lecco, sept jours après l'occupation, la police pouvait encore saisir soixante mille pétards laissés dans les magasins d'un établissement, soixante mille pétards qui auraient permis un armement déjà décent des ouvriers milanais. C'est tout d'un coup que les fonctionnaires syndicaux devinrent favorables à l'offensive ouvrière; et ils auraient même voulu que l'offensive partît de Turin, que Turin se plaçât à l'avant-garde du mouvement insurrectionnel. Or septembre 1920 était trop près d'avril 1920. En avril 1920, le prolétariat turinois, entraîné dans une lutte désespérée par les industriels, à la suite d'un engagement précis pris par le congrès de la Confédération de l'industrie italienne qui s'était tenu à Milan le *7* mars précédent [320], avait été abandonné à son sort par la Confédération générale du travail. En avril, les Turinois avaient été isolés du reste de l'Italie, ils avaient été montrés du doigt par le reste de l'Italie comme une bande d'anarchos, d'agités, d'indisciplinés, de fous. En avril, on en était venu à lancer des insinuations sur l'origine des « fonds » mis à la disposition des Turinois pour la location d'une voiture. Comment était-il possible de ne pas prêter des intentions douteuses aux gens qui, en septembre, demandaient aux Turinois de donner l'impulsion initiale au mouvement insurrectionnel, si « ces gens-là » étaient les mêmes qui, par tous les moyens et avec toutes les ressources de la mauvaise foi, avaient en avril diffamé les Turinois? Comment était-il possible que les Turinois n'en vinssent pas à penser que l'offre qui leur était faite était un piège habile pour obtenir que le mouvement turinois fût définitivement écrasé par la police qui avait concentré à Turin un imposant appareil de troupes?

Telle était la situation de fait. Les communistes turinois soutinrent la nécessité d'étendre le mouvement et votèrent l'ordre du jour Schiavello-Bucco [321]; ils refusèrent, et ils avaient pour cela d'excellentes raisons, d'assumer la responsabilité de l'initiative. À Turin, il était possible, dans le cadre d'une lutte nationale, de soutenir le choc des forces gouvernementales et la victoire était largement possible. On ne pouvait pourtant pas assumer la responsabilité d'une lutte armée sans avoir la certitude qu'on lutterait aussi dans le reste de l'Italie, sans avoir la certitude que la Confédération générale du travail ne laisserait pas, selon son habitude, se concentrer à Turin, comme en avril, toutes les forces militaires du pouvoir d'État. Cette fois encore, les

« Personne dans le Parti socialiste n'eut le courage de prendre la tête du mouvement, pas même les communistes de Turin, comme le prouve un document publié récemment » *(La Revue communiste,* Il, 14, avril 1921, pp. 81-85).

320 Il s'agit de la première conférence nationale des industriels italiens, au cours de laquelle les dirigeants de la *Confindustria* décidèrent d'intensifier la production et de renforcer la« discipline du travail », de coordonner la «politique» des entreprises et de rappeler Giolitti au gouvernement. L'incident qui fut à l'origine de la « grève des aiguilles » d'avril 1920, fut la première conséquence de cette réunion. Cf.« Turin et l'Italie », 3 avril 1920, in *Écrits politiques,* 1, pp. 327-329.

321 La motion présentée à Milan, le 10 septembre 1920, par Ercole Bucco, député maximaliste de Bologne, et Ernesto Schiavello, président de la Commission exécutive de la Bourse du travail de Milan et porte-parole de la gauche de la C.G.L., exprimait la position de la Direction du P.S.I. et de son secrétaire général, Egidio Gennari, favorables à l'extension du mouvement :« Le Conseil national de la C.G.L. mandate la Direction du P.S. pour diriger le mouvement en l'orientant vers les objectifs maximaux du programme socialiste, c'est-à-dire la socialisation des moyens de production et d'échange.» Cette motion, on l'a dit, fut mise en minorité par 591 245 voix (qui allèrent à la motion D'Aragona) contre 409 596 voix et 93 623 abstentions (F.I.O.M., pour l'essentiel).

communistes turinois opérèrent avec sagesse, ils démontrèrent qu'ils savaient raisonner froidement, et qu'ils étaient exempts de cet esprit d'aventure qui leur était attribué par les grandes barbes de l'opportunisme et du réformisme. Ils avaient fait leur devoir, ils avaient avisé et avisé dans les limites de leurs forces et des possibilités locales. Ils refusèrent de se laisser prendre au piège par les politiciens du mandarinisme confédéral qui avaient lancé les masses ouvrières dans la lutte armée et avaient oublié de leur procurer des armes; qui, à Lecco, s'étaient fait saisir stupidement soixante mille pétards et qui, angoissés, retournés, fous de terreur, demandaient ensuite « quatre mitrailleuses pour armer Milan ».

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 7* septembre 1921.

GESTION CAPITALISTE ET GESTION OUVRIÈRE

La Perseveranza[322] et quelques autres journaux notoirement liés aux intérêts de l'affairisme bancaire-industriel italien, ont cherché à répondre aux observations que nous avions faites, sur les raisons qui ont provoqué les deux retentissantes défaites de Fiat sur le circuit de Brescia [323]. Les gens qui écrivent dans ces journaux n'ont probablement jamais vu une usine moderne, ils ignorent certainement ce qu'est l'esprit industriel; sans aucun doute, ils sont de mauvaise foi et ils ont le parti pris (et payé) de se dresser pour défendre *a priori* les propriétaires quel que soit le conflit et de trouver que toutes les responsabilités des maux qui affligent la production italienne retombent sur la classe ouvrière, sur le bolchevisme, sur les Conseils d'usine. Or les mots sont les mots, les affirmations sont les affirmations; qu'ils donnent un coup d'œil aux chiffres, ces distingues messieurs, qu'ils prient les industriels de publier les chiffres de production qui se rapportent aux périodes suivantes, caractéristiques de l'activité industrielle des métallurgistes milanais :

1. De la grève d'avril 1920 à l'occupation des usines;
2. Occupation des usines;
3. De l'occupation des usines au lock-out d'avril 1921;
4. De la réouverture, avec licenciement des Conseils d'usine et des groupes communistes, au circuit de Brescia.

Pendant la période d'occupation et de gestion ouvrière directe, bien que la majorité des techniciens et des employés de l'administration eût déserté le lieu de travail et qu'une importante partie du personnel ouvrier eût été prélevée pour remplacer les déserteurs et accomplir des fonctions de surveillance et de défense militaire, le niveau de production fut plus élevé que pendant la période précédente, caractérisée par la réaction capitaliste qui suivit la grève d'avril 1920.

[322] Fondée à Milan en 1859, *La Perseveranza,* journal du matin qui portait en sous-titre la formule latine *usque ad finem,* représentait l'opinion et les intérêts de certains milieux modérés et conservateurs lombards.

[323] Le Grand Prix automobile d'Italie se disputa sur le circuit de Montichiari, près de Brescia, le 4 septembre 1921. L'épreuve fut remportée par le Français Goux sur automobile Ballot. Le pilote italien Bordino, qui conduisait une Fiat, avait mené pendant la première moitié de la course, mais avait dû abandonner sur une panne de magnéto. La déception fut telle que le roi d'Italie, venu assister au triomphe de Fiat, se retira à deux tours de la fin pour ne pas être témoin de la victoire française.

Le même jour, toujours à Brescia, se disputa le Grand Prix d'Aviation,qui fut également remporté par un Français, Sadi Lecointe, devant le champion italien Brack-Papa.

Pendant la période qui suivit l'occupation - où le contrôle ouvrier et le pouvoir des Conseils d'usine atteignirent leur maximum d'efficacité - la production des usines Fiat fut telle, tant en quantité qu'en qualité, qu'elle dépassa de loin la production du temps de guerre : de quarante-huit voitures par jour on passa d'un bond à soixante-dix voitures par jour. Ces messieurs les industriels jouèrent alors une toute dernière carte sur ces nouvelles conditions de production créées par le pouvoir des Conseils d'usine : ils proposèrent aux ouvriers un projet de norme collective. Puisqu'il existait des Conseils d'usine qui exerçaient un contrôle réel et immédiat sur toutes les initiatives capitalistes, et comme, d'autre part, quand elle est contrôlée, la norme collective représente un grand pas en avant dans le régime industriel, sous réserve de quelques modifications, les ouvriers acceptèrent le projet. Mais une fois introduite la norme collective, les industriels passèrent à l'offensive contre les Conseils d'usine et contre les groupes communistes. Le lock-out fut proclamé, les ouvriers révolutionnaires furent licenciés, les ateliers furent désorganisés, la réaction la plus impitoyable fut introduite comme système. Les conséquences furent désastreuses : le contrôle commença à refouler jusqu'à 50% de la production de nombreux ateliers; le niveau de la production tomba à quinze voitures par jour. Politiquement, les industriels ont atteint leurs buts : les commissions intérieures, formées de socialistes, ne créent plus aucun ennui à la direction; les ouvriers sont tout à fait disciplinés; aucun ne parle; aucun ne bouge de son poste; on ne fait pas de meeting; aucun journal subversif ne circule; on ne discute pas. Mais la production est tombée de soixante-dix voitures à quinze voitures, et la qualité a baissé dans une mesure qui est mise en évidence par le circuit de Brescia.

Est-ce que les allègres rédacteurs de *La Perseveranza* et des autres journaux « qui se préoccupent du sort de l'industrie nationale », peuvent démentir ces chiffres? Une chose apparaît évidente d'après les expériences industrielles de ces années passées :

1. La classe dominante ne possède plus de milieux d'entrepreneurs capables de gouverner la production industrielle; en effet, si avec ses privations et ses temps de travail démesurément allongés, la guerre a épuisé la classe ouvrière, elle a encore plus épuisé les entrepreneurs qui ont été pervertis par la spéculation bancaire et ont perdu la capacité d'organiser et d'administrer les grandes masses ouvrières de l'usine;

2. Bien qu'elle n'ait pas l'expérience ni la « maturité » politique et technique de la classe dominante, la classe ouvrière réussit cependant mieux que la classe bourgeoise à gérer la production.

Capitalisme signifie aujourd'hui désorganisation, ruine, désordres en permanence. Il n'existe pas pour les forces productives d'autre voie de salut que dans l'organisation autonome de la classe ouvrière tant dans le domaine de l'industrie que dans celui de l'État.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 17 septembre 1921.

LES PRINCIPAUX RESPONSABLES

Si, en septembre 1920, les communistes turinois avaient été anarchistes au lieu d'être communistes, le mouvement en faveur de l'occupation des usines aurait eu des conséquences fort différentes de celles qu'il a effectivement eues; telle est l'essence d'un article du correspondant turinois d'*Umanità Nova* qui proclame à nouveau nos grandes responsabilités dans l'échec de la révolution [324]. Quel dommage! en 1920, les communistes turinois étaient en

[324] Il s'agit cette fois d'un article intitulé« Aprile eSettembre 1920 »*(Umanità nova,* 11, 133, 15 septembre 1921), dans lequel le mystérieux « correspondant turinois »répond à l'article publié par Gramsci sous le même titre dans *L'Ordine Nuovo* du 7 septembre : « Les choses ne se sont pas passées précisément comme les présente *L'Ordine*

effet des communistes et non pas des anarchistes; dès cette époque ils estimaient que « révolution prolétarienne » signifie création d'un gouvernement révolutionnaire, et ne peut rien signifier d'autre. Dès cette époque, ils estimaient qu'on ne peut créer de gouvernement révolutionnaire que dans la mesure où il existe un parti révolutionnaire, organisé sur le plan national, capable de mener une action de masse jusqu'à la réalisation de son objectif historiquement concret. Les communistes turinois appartenaient au Parti socialiste italien, ils étaient inscrits à la section turinoise; au même Parti et à la même section appartenaient également les réformistes qui dirigeaient la Confédération générale du travail. Le mouvement avait été déclenché par les réformistes. Les communistes turinois, comme on le voit dans *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire du 15 août 1920, étaient opposés à l'action proposée par la F.I.O.M., à cause de la façon dont elle avait été organisée [325], parce qu'elle n'avait pas été précédée par une préparation, parce qu'elle n'avait pas de but concret. Dans ces conditions objectives, ce mouvement ne pouvait aboutir à une révolution qu'à la condition que les réformistes continuent à le diriger. Si les réformistes, une fois l'action déclenchée, et après qu'elle eut pris l'importance et le caractère qu'elle a pris, l'avaient conduite jusqu'au bout de ses conséquences logiques, il est certain que la grande majorité du prolétariat et même de larges couches de la petite bourgeoisie et de la paysannerie auraient suivi leur mot d'ordre. Par contre si les communistes turinois, avaient, de leur propre initiative, déclenché l'insurrection, la ville de Turin aurait été isolée, la Turin prolétarienne aurait été implacablement écrasée par les forces armées du pouvoir de l'État. En septembre 1920 Turin n'aurait même pas trouvé l'appui de la solidarité de la région piémontaise, comme elle l'avait trouvé au mois d'avril précédent. La campagne perfide menée par les fonctionnaires syndicaux et les opportunistes serratiens contre les communistes turinois après la grève du mois d'avril, avait porté ses fruits, spécialement dans le Piémont : les Turinois ne pouvaient même plus entrer en contact avec les camarades de la région, on ne croyait plus un mot de ce qu'ils affirmaient, on leur demandait toujours s'ils étaient formellement mandatés par la direction du Parti; toute l'organisation créée par Turin pour la région s'était complètement effilochée. Le correspondant turinois d'*Umanità Nova* qui connaît peut-être les efforts d'organisation faits durant cette période, ne connaît certainement pas grand-chose d'autre. Les communistes cherchèrent à mettre le prolétariat turinois dans les meilleures conditions en prévision d'une insurrection probable; ils savaient cependant qu'ailleurs on ne faisait rien, qu'aucun mot d'ordre ne circulait; ils savaient que les dirigeants syndicaux responsables du mouvement n'avaient aucune intention belliqueuse.

Pendant une période de temps très courte, durant deux ou trois jours, les dirigeants syndicaux furent extrêmement favorables à l'insurrection, sollicitèrent follement l'insurrection. Pourquoi? Il semblait que Giolitti, pressé par les industriels qui menacèrent alors ouvertement de renverser le gouvernement par un *pronunciamiento* militaire, ait voulu passer de l' « homéopathie » à la

Nuovo. Les dirigeants de la C.G.L. n'offrirent pas aux communistes turinois de prendre l'initiative du mouvement insurrectionnel, mais leur demandèrent un rapport sur la situation politique et syndicale et sur la préparation matérielle de Turin. Et, au cours de cette séance, les représentants turinois n'apportèrent vraiment aucune calorie au glacier d'intentions des dirigeants de la Confédération. En outre, au Conseil national, avant qu'on en vienne à un vote sur l'extension ou non du mouvement, Tasca, représentant politique de la Bourse du travail de Turin, proposa de limiter l'action aux métallurgistes et de chercher, en faisant même appel à l'aide du gouvernement, à constituer une grande coopérative de tous les établissements métallurgiques d'Italie. Après quoi ils [les communistes turinois] votèrent la motion Schiavello-Bucco. À Milan, avant et pendant le Conseil national, les représentants des communistes turinois refroidirent l'atmosphère au lieu de l'électriser. C'est pourquoi nous les avons comptés et nous les comptons toujours parmi les principaux responsables de la catastrophe de septembre dernier.»

325 Dans son article « Partito esindacati » publié dans *L'Ordine Nuovo* du 21 (et non du 15) août 1920, Gramsci s'inquiétait surtout de ce que la F.I.O.M., « avant-garde du prolétariat » italien, se fût engagée dans la lutte pour la révision des conventions collectives sans qu'eut été résolu ni même pesé au préalable le problème des rapports entre le mouvement syndical et le Parti socialiste. Cf. L'Ordine Nuovo 1919-1920, pp. 404-408.

« chirurgie[326] »; il y eut évidemment des menaces de la part de Giolitti. Les dirigeants perdirent la tête; ils souhaitaient l'« incident criminel », ils souhaitaient un massacre local qui aurait permis de conclure le différend sur le plan national, selon les traditions réformistes. Avons-nous bien ou mal fait de nous refuser à ce pari infâme qui aurait mis en jeu le sang du prolétariat turinois? Il est vrai qu'à force de répéter, depuis le mois d'avril, que les communistes turinois étaient des excités, des aventuriers, des irresponsables qui ne voyaient pas plus loin que le bout de leur clocher, les réformistes avaient fini par y croire, et par croire aussi que nous nous serions prêtés à leur jeu. Ce ne furent pas des journées faciles que celles de septembre 1920; en ces journées-là nous avons acquis, un peu tard peut-être, la conviction nette et radicale que la scission était nécessaire. Comment était-il possible que restent ensemble, dans un même parti, des hommes qui se défiaient les uns des autres, qui se rendaient compte, et précisément au moment d'agir, qu'il leur fallait se garder par-derrière des attaques de leurs propres associés? Telle était la situation, et nous n'étions pas des anarchistes, mais des communistes, c'est-à-dire que nous étions convaincus qu'un parti national était nécessaire pour que la révolution prolétarienne ait un minimum de chances de bien réussir. Mais quand bien même nous aurions été anarchistes, aurions-nous agi autrement? Pour répondre à cette question, nous disposons d'un élément auquel nous référer : en septembre 1920 il y avait bel et bien des anarchistes en Italie, il existait un mouvement anarchiste national. Qu'ont fait les anarchistes? Rien. Si nous avions été anarchistes nous n'aurions même pas fait ce qui a été fait à Turin en septembre 1920 : c'est-à-dire une préparation assurément remarquable étant donné qu'elle reposait sur des efforts purement locaux, sans aide, sans conseils, sans la moindre intégration nationale.

Si les anarchistes réfléchissent bien aux événements de septembre 1920 ils ne peuvent arriver qu'à une seule conclusion : la nécessité d'un parti politique, fortement organisé et centralisé. C'est précisément parce que le Parti socialiste, par son incapacité, par sa subordination aux fonctionnaires syndicaux, est le responsable de l'échec de la révolution, oui, c'est précisément pour cela qu'il doit y avoir un parti qui mette son organisation nationale au service de la révolution prolétarienne, et qui par la discussion et en appliquant une discipline de fer,forme des hommes à la hauteur de leur tâche, qui sachent prévoir et qui ne connaissent ni hésitations ni incertitudes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 20 septembre 1921.

LES PARTIS ET LA MASSE

La crise constitutionnelle dans laquelle se débat le Parti socialiste italien [327] intéresse les communistes dans la mesure où elle traduit une autre crise constitutionnelle plus profonde encore, celle où se débattent les grandes masses du peuple italien. Dans cette perspective la

[326] C'est là une métaphore « médicale » que l'on retrouvera dans l'article sur « Les origines du cabinet Mussolini », ci-après, p. 217.

[327] La rupture avec les communistes au congrès de Livourne de janvier 1921 n'avait nullement résolu les contradictions du P.S.I., qui continuait de solliciter son adhésion à l'Internationale communiste et se trouvait divisé en trois, sinon quatre fractions : les maximalistes proprement dits, rassemblés autour de Serrati, qui formaient la majorité du Parti; une importante fraction, le tiers du Parti environ, qui, à des degrés divers, souhaitait la collaboration avec certains secteurs de la bourgeoisie pour mettre fin à la crise et se rassemblait autour de la *Critica sociale* et du groupe parlementaire socialiste; la petite fraction des « terzini » ou partisans de la IIle Internationale, restés à l'intérieur du Parti et qui venait précisément de se constituer en fraction après le voyage à Moscou (juillet 1921) de ses animateurs, Lazzari, Mafri et Riboldi. Le XVIIle Congrès du P.S.I., convoqué à Milan les 10-15 octobre 1921, allait être appelé à trancher entre ces tendances. Cf.« Le congrès socialiste », *infra*, pp. 173-175.

crise du Parti socialiste ne peut ni ne doit être considérée isolément : elle n'est qu'un des aspects d'un ensemble plus vaste, qui englobe aussi le Parti populaire et le fascisme.

Politiquement, les grandes masses n'existent que si elles sont encadrées par les partis politiques : les changements d'opinion qui se produisent dans les masses sous la poussée des forces économiques déterminantes sont interprétées par les partis, qui se scindent d'abord en tendances, pour se scinder ensuite en une multiplicité de nouveaux partis organisés; à travers ce processus de désarticulation, de néo-association, de fusion entre éléments homogènes, se révèle un processus de décomposition de la société démocratique encore plus profond et plus intime et qui aboutit à l'affrontement final des classes en lutte pour conserver ou conquérir le pouvoir d'État et le pouvoir de contrôle de l'appareil de production.

Dans la période qui va de l'armistice à l'occupation des usines, le Parti socialiste a représenté la majorité du peuple travailleur italien, constitué par trois classes fondamentales : le prolétariat, la petite bourgeoisie, les paysans pauvres. De ces trois classes, seul le prolétariat était essentiellement, et partant indéfectiblement, révolutionnaire : les deux autres classes étaient révolutionnaires « occasionnellement», elles étaient « socialistes de guerre », elles acceptaient l'idée de révolution en général sous la poussée des sentiments de rébellion qui avaient germé pendant la guerre. Puisque le Parti socialiste était composé en majorité d'éléments petits-bourgeois et paysans, Il n'aurait pu faire la révolution que, tout de suite après l'armistice, lorsque les sentiments de révolte antigouvernementale étaient encore vifs et actifs; par ailleurs, le Parti socialiste étant constitué dans sa majorité de petits-bourgeois et de paysans (dont la mentalité n'est pas très différente de celle des petits-bourgeois des villes), il ne pouvait être qu'incertain, hésitant, sans programme net et précis, sans ligne politique et surtout sans conscience internationaliste. L'occupation des usines, action essentiellement prolétarienne, prit au dépourvu le Parti socialiste qui n'était que partiellement prolétarien et dont les autres éléments constitutifs étaient déjà, sous les premiers coups du fascisme, en pleine crise de conscience. La fin de l'occupation des usines désorganisa complètement le Parti socialiste; les croyances révolutionnaires infantiles et sentimentales s'écroulèrent complètement; les douleurs de la guerre s'étaient en partie émoussées (on ne fait pas une révolution par culte du passé!); le gouvernement bourgeois parut encore fort dans la personne de Giolitti et dans l'activité fasciste; les chefs réformistes affirmèrent que penser à la révolution communiste générale était une folle; Serrati affirma qu'il était insensé d'envisager une révolution communiste en Italie en cette période [328]. Seule la minorité du Parti, constituée par l'aile la plus avancée et la plus éclairée du prolétariat industriel,. ne renonça pas à son point de vue communiste et internationaliste, ne se laissa pas démoraliser par les incidents quotidiens, ne se laissa pas impressionner par les apparences de robustesse et d'énergie de l'État bourgeois. C'est ainsi que naquit le Parti communiste, première organisation autonome et indépendante du prolétariat industriel, de la seule classe à être essentiellement et continûment révolutionnaire.

Le Parti communiste ne devint pas aussitôt le parti des très grandes masses. Ceci ne prouve qu'une seule chose : l'état de grande démoralisation et de grand abattement dans lequel étaient tombées les masses à la suite de l'échec politique de l'occupation des usines. La foi s'était éteinte chez un grand nombre de dirigeants; ce qui était auparavant exalté était aujourd'hui tourné en dérision, les sentiments les plus intimes et les plus délicats de la conscience prolétarienne

[328] Gramsci se réfère probablement à la lettre de Serrati à Lénine publiée dans l'*Avanti!* du 16 décembre 1920, dans laquelle le dirigeant maximaliste insistait sur l'absence de perspectives révolutionnaires en Italie. Hormis le soulèvement d'Ancône de juin 1920, l'Italie - soulignait-il - n'a pas connu de véritable mouvement insurrectionnel. « L'occupation des usines ne fut pas un mouvement révolutionnaire mais un mouvement syndical large et profond, complètement pacifique. »

étaient abjectement foulés aux pieds par ce ramassis de dirigeants à la mentalité d'adjudants, devenus sceptiques, corrompus par leur repentir et par le remords de leur passé de démagogie maximaliste. La masse populaire, qui, tout de suite après l'armistice, s'était rangée autour du Parti socialiste, se démembra, se liquéfia, se dispersa. La petite bourgeoisie, qui avait sympathisé avec le socialisme, sympathisa avec le fascisme; les paysans qui ne trouvaient plus désormais d'appui dans le Parti socialiste tendirent à accorder leurs sympathies au Parti populaire. Mais ce mélange des anciens effectifs du Parti socialiste avec les fascistes d'un côté et avec les populaires de l'autre ne fut pas sans conséquences.

Le Parti populaire s'est rapproché du Parti socialiste lors des élections législatives, dans toutes les circonscriptions, les listes ouvertes du Parti populaire ont accueilli par centaines et par milliers les noms des candidats socialistes; lors des élections municipales qui ont eu lieu dans quelques communes rurales depuis les élections législatives, il est souvent arrivé que les socialistes ne présentent pas de liste de minorité et conseillent à leurs adhérents de reporter leurs voix sur la liste du P.P.I. À Bergame[329] ce rapprochement s'est manifesté avec éclat: les extrémistes du Parti populaire se sont détachés de leur organisation blanche, ont fusionné avec les socialistes et ils ont fondé une Bourse du travail et un hebdomadaire dirigé et rédigé en collaboration par socialistes et populaires. Objectivement, ce processus de rapprochement populaire-socialiste représente un progrès. La classe paysanne s'unifie; en brisant la coquille de la religion du côté des populaires et la coquille de la tradition anticléricale petite-bourgeoisie du côté des socialistes elle parvient à la prise de conscience et à la prise de connaissance d'une solidarité plus large. Cette tendance de ses effectifs ruraux amène le Parti socialiste à se détacher toujours davantage du prolétariat industriel et il semble donc que ce solide lien unitaire que le Parti socialiste paraissait avoir créé entre ville et campagne menace de se rompre. Cependant, comme ce lien n'existait pas réellement, cette nouvelle situation n'a aucun effet négatif. Au contraire, un avantage réel apparaît avec évidence : le Parti populaire subit une très forte poussée vers la gauche, et devient toujours plus laïque; il finira par se détacher de son aile droite, constituée de grands et moyens propriétaires terriens, et s'engagera ainsi résolument sur le terrain de la lutte de classes en entraînant un formidable affaiblissement du gouvernement bourgeois.

Le même phénomène se dessine dans le camp fasciste. La petite bourgeoisie urbaine, politiquement renforcée par tous les transfuges du Parti socialiste, avait cherché après l'armistice à cueillir les fruits de la capacité d'organisation et d'action militaire acquise pendant la guerre. Du côté italien, la guerre a été conduite, faute d'un état-major efficient, par un corps de sous-officiers, c'est-à-dire par la petite bourgeoisie. Les désillusions subies pendant la guerre avaient éveillé de très violents sentiments de révolte contre le gouvernement dans cette classe; ayant perdu après l'armistice l'unité militaire de ses cadres, celle-ci s'éparpilla au sein des différents partis de masse, en y apportant des ferments de rébellion, mais aussi des incertitudes, des hésitations, de la démagogie. Une fois retombée la force du Parti socialiste après l'occupation des usines, cette classe, avec une rapidité foudroyante, et sous la poussée de ce même état-major qui l'avait exploitée pendant la guerre, reconstruisit militairement ses cadres, s'organisa sur le plan national. Ce fut une maturation très rapide, une crise constitutionnelle très rapide. La petite bourgeoisie urbaine, qui n'était qu'un jouet entre les mains de l'état-major et des forces les plus rétrogrades du gouvernement, s'allia aux agrariens et brisa, pour le compte

[329] A l'occasion des élections administratives des 31 octobre et 7 novembre 1920 se constituèrent, dans toute l'Italie, des « blocs nationaux » visant à s'opposer au « bolchevisme ». Le Parti populaire refusa officiellement de s'y engager et tenta de présenter des listes autonomes. Mais, sous la pression de l'action catholique et de la hiérarchie ecclésiastique, dans plusieurs villes -Turin, Milan, Ferrare, Modène, Venise, Brescia et Padoue - les catholiques participèrent aux « alliances anti-bolcheviques ». Outre les amis de Miglioli, dont on a déjà parlé (n. 1. p. 157), la section de Bergame représenta le cas le plus retentissant de rupture « à gauche ».

des agrariens, l'organisation des paysans. Le pacte de Rome entre fascistes et socialistes marque le point final de cette évolution aveugle et politiquement désastreuse pour la petite bourgeoisie urbaine, qui comprit alors qu'elle bradait son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Si le fascisme avait persévéré dans des expéditions punitives du type de celles de Trévise, de Sarzana, de Roccastrada, la population se serait insurgée en masse; et dans l'hypothèse d'un défaite populaire, ce n'aurait certes pas été les petits-bourgeois qui auraient pris le pouvoir en main mais bien l'état-major et les latifondistes. Le fascisme se rapproche une nouvelle fois du socialisme [330], la petite bourgeoisie cherche à rompre ses liens avec la grande propriété terrienne, elle cherche à avoir un programme politique qui finit par ressembler étrangement à celui de Turati et de D'Aragona.

Telle est la situation actuelle de la masse populaire italienne : une grande confusion, succédant à l'unité artificielle créée par la guerre et incarnée par le Parti socialiste; une grande confusion qui trouve ses points de polarisation dialectique dans le Parti communiste, organisation indépendante du prolétariat industriel, dans le Parti populaire, organisation des paysans, et dans le fascisme, organisation de la petite bourgeoisie. Le Parti socialiste qui, depuis l'armistice jusqu'à l'occupation des usines, a représenté le mélange démagogique de ces trois classes du peuple laborieux, est aujourd'hui le principal protagoniste et la victime la plus considérable du processus de démembrement (visant à une organisation nouvelle et définitive) que les masses italiennes subissent comme conséquence de la décomposition de la démocratie.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 25* septembre *1921.*

LE CONGRÈS SOCIALISTE [331]

Chaque type d'association est caractérisé par un sentiment fondamental, largement répandu, qui en assure la continuité et le bon fonctionnement. La monarchie absolue était caractérisée par le sens de l'honneur chevaleresque, qui liait fortement la noblesse féodale à la personne physique du souverain et à celle de ses descendants légitimes; la manifestation initiale de la crise de l'institution monarchique a été un affaiblissement du sens de l'honneur chez les aristocrates, affaiblissement qui s'est ramené au passage d'une partie de l'aristocratie dans le camp de la classe alors révolutionnaire : la bourgeoisie industrielle et commerçante. Le régime de la démocratie parlementaire a instauré une nouvelle coutume et une nouvelle culture; à la place du sentiment chevaleresque il a mis le respect de la loi écrite, qui aux yeux des masses populaires a concrétisé la volonté nationale. En fait, aujourd'hui, la crise de la démocratie

[330] Mussolini n'avait cessé dans ses discours à la Chambre du 21 juin, du 21 et du 23 juillet, de faire des avances aux réformistes et aux populaires. Dans son discours du 23 juillet, il alla même jusqu'à proposer une coalition des « trois grandes forces agissantes en ce moment dans la vie du pays... : un socialisme qui devra se corriger et qui a déjà commencé de le faire...; la force des populaires »et, bien entendu, le fascisme (B. Mussolini, Seritti e Discorsi, 11, Milan, 1934, pp. 196-197). La signature du « pacte de pacification » du 2 août 1921 parut constituer le premier pas de ce rapprochement. Il convient toutefois de noter que la dénonciation du « noskisme » virtuel de la social-démocratie était un des thèmes favoris de la polémique antisocialiste que menait alors le P.C. d'Italie : cf., par exemple, A. Gramsci, « L'Infanzia di Noske », L'*Ordine Nuovo*, 5 mars 1921 (in Socialismo e Fascismo, pp. 92-94) et A. Bordiga, « Come matura il noskismo »*Il Comunista*, 14 juillet 1921 (trad. franc. in *Communisme et fascisme*, Marseille, Éditions « Programme Communiste »1970, pp. 45-48).

[331] Il s'agit du XVIIIe Congrès du P.S.I. (Milan, 10-15 octobre 1921) qui fut essentiellement consacré à la discussion de deux problèmes : le renouvellement de l'adhésion à l'Internationale communiste et les possibilités de collaboration ou d'appui à un gouvernement bourgeois susceptible de mettre fin à la crise et de rétablir la paix civile. La thèse de Serrati réaffirmant l'intransigeance du P.S.I. et son adhésion à l'I.C. - sous réserve du maintien d'une certaine autonomie tactique - l'emporta par 47 628 voix contre celles de Turati, Treves et Baldesi (19 916 voix) et d'Alessandri (8 030 voix), qui prônaient à des degrés divers la « collaboration de classes ». Quant aux *terzini*, prêts à souscrire sans réserves aux exigences de l'I.C., ils n'obtinrent que 3 765 voix.

parlementaire se manifeste à travers deux séries de faits : d'une part, la loi écrite frappe un nombre trop grand de citoyens, remplit trop de prisons, nécessite trop d'amnisties, faisant ainsi la démonstration de son inaptitude à régler pacifiquement les rapports sociaux; d'autre part elle n'est plus respectée, même par les citoyens préposés à sa sauvegarde et à son application.

L'association ouvrière, tant nationale qu'internationale, a restauré, par nécessité vitale, le sentiment de l'honneur, tel qu'il existait dans les monarchies absolues. L'association ouvrière est de type volontaire; ses lois internes ne s'appuient sur aucune menace de sanctions corporelles : celui qui trahit l'organisation ne peut être ni emprisonné, ni frappé d'amende, ni exécuté. C'est pourquoi, dès le tout début de son existence, l'association ouvrière a accordé une grande importance au sens de l'honneur, à la loyauté, à la fidélité, et s'est montrée implacable envers ceux qui ont prouvé qu'ils manquaient de ces qualités; voilà qui explique la dureté de langage qui a toujours caractérisé les polémiques contre les renégats et contre les traîtres à la classe ouvrière. En Italie, les polémiques ont toujours été plus dures qu'ailleurs et cela s'explique facilement. Traditionnellement, notre pays ne brille pas par la qualité morale des hommes; les invasions étrangères et la domination cléricale ont, pendant des siècles et des siècles, corrompu et dépravé les mœurs de manière inouïe. Pendant trop longtemps les seuls éducateurs du peuple italien ont été les sbires autrichiens et les Jésuites. Le scepticisme, la déloyauté, la trahison ont pourri l'humanité italienne jusque dans ses racines les plus profondes et c'est ainsi qu'elle a connu des personnages tels que Maramaldo [332], des aventuriers comme Casanova, des hommes d'État comme le duc de Valentinois, qui n'ont pas leurs pareils dans les autres pays.

La classe ouvrière italienne représente quelque chose d'original dans le domaine des mœurs et de la vie morale. Elle attache une grande importance au sens de l'honneur, à la loyauté, à une discipline essentielle, et non pas purement formelle, de fidélité indéfectible aux idées et aux sentiments collectifs de la classe. Lorsque Filippo Turati donna dix lires à un « jaune[333] », il fit la démonstration la plus éclatante qui soit qu'il n'avait plus aucun lien avec la classe ouvrière; le « jaune » est, pour l'ouvrier conscient, le personnage le plus abject et le plus indigne qui soit; le « jaune » est, pour l'ouvrier, ce qu'est pour le chrétien celui qui cracha au visage de Jésus. Par son geste, Turati prouvait qu'il était désormais sorti du monde moral prolétarien, qu'il ne comprenait plus rien aux valeurs auxquelles la classe ouvrière est le plus profondément attachée.

Après le congrès de Livourne, le Parti socialiste italien, dans son ensemble, s'est mis hors de la vie morale de la classe ouvrière. Après que les communistes s'en furent détachés, et qu'environ cinquante mille autres ouvriers en furent sortis, le Parti socialiste en fut réduit à devenir un parti de petits-bourgeois, de fonctionnaires attachés à leur charge comme l'huître à son rocher, capables de n'importe quel acte honteux ou de n'importe quelle infamie plutôt que de perdre la position qu'ils occupent. Le Parti socialiste a rejoint ainsi la plus pure tradition nationale italienne, la tradition inculquée par les sbires et les Jésuites, la tradition de l'infidélité à la parole donnée, la tradition de la déloyauté et de l'opportunisme le plus honteux, la tradition de Maramaldo. Au congrès de Livourne, après le départ des communistes, les délégués

[332] Pendant les guerres d'Italie, FabrizioMaramaldo qui se trouvait à la tête des troupes impériales à l'assaut de Volterra (1530), fut vaincu par le condottiere florentin Francesco Ferrucci. Lorsque, par la suite, ce dernier, blessé et prisonnier, se trouva en son pouvoir, Maramaldo l'exécuta d'un coup de poignard.

Il s'agit, d'autre part, du célèbre aventurier vénitien et de Cesare Borgia, duc de Valentinois.

[333] Lors de la grande grève des cheminots de janvier 1920, Filippo Turati donna dix lires à un cheminot en grève pour qu'il conduisît son train de Pise à Rome. L'affaire fit quelque bruit à l'intérieur du P.S.I. : « Par son geste, écrivit Serrati, Turati s'est placé de lui-même hors de nos rangs » *(Avanti!,* 24 janvier 1920).

socialistes furent d'accord pour faire appel auprès du IIIe Congrès mondial communiste, et ils approuvèrent une motion par laquelle le Parti s'engageait à accepter les décisions du Ille Congrès, quelles qu'elles aient pu être. Après la clôture du Congrès, la direction du Parti et la direction de l'Avanti ! oublièrent complètement ces engagements. L'*Avanti!* diffama systématiquement l'Internationale communiste et fit l'éloge de ses ennemis les plus perfides et les plus dangereux. La direction du Parti socialiste n'adressa aucun appel à Moscou, et les trois délégués, Maffi, Riboldi et Lazzari, furent envoyés au Ille Congrès sans mandat explicite[334] (1), sans instructions, sans la moindre formule claire au sujet de la motion qui avait été approuvée à Livourne : ainsi, le Parti socialiste a non seulement manqué au sens de l'honneur, caractéristique de l'association ouvrière tout comme il avait été caractéristique de l'aristocratie nobiliaire, mais il a aussi manqué au respect de la loi écrite, qui est le soutien de la démocratie bourgeoise. On peut dire que, de tous les participants du Congrès socialiste qui débute demain, un seul a conservé intact l'esprit prolétarien : c'est Costantino Lazzari, qui en effet, les rares fois où il a pris des positions en public, a toujours insisté sur ce mot qui n'a plus de sens pour les autres : l'honneur.

À travers le réformisme parlementaire, le cadavre bourgeois a contaminé l'ensemble du Parti socialiste. Les symptômes de décomposition sont les mêmes : on manque au sens de l'honneur, on manque au respect de la loi écrite. Ni un État ni un parti ne peuvent se maintenir ou gouverner sans avoir de principes, sans respecter les sentiments dominants de leur groupe social. La mort dans le déshonneur est la punition que l'Histoire a toujours implacablement appliquée à qui transgresse les lois fondamentales de la vie commune des hommes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 9* octobre *1921.*

L'ENQUÊTE SUR LES INDUSTRIES

L'initiative prise par la C.G.L. d'une enquête sur les conditions actuelles de l'industrie italienne s'est révélée sans tarder être un bluff démagogique du pire acabit [335].

L'enquête (?) va se faire à ce qu'il semble. Une commission est sur le point d'être nommée, de vingt-quatre experts (!). Dans la commission, les industriels seront représentés directement par huit de leurs commis et indirectement par huit fonctionnaires de l'État; aux ouvriers, on attribuera huit mandats dont une partie seulement ira à la Confédération générale du travail, puisque les ouvriers seront représentés également par des organisations blanches et probablement même par des syndicats économiques fascistes. Il est aisé de prévoir que les commis des industriels se mettront vite d'accord avec les fonctionnaires de l'État; les délégués

[334] La participation de la délégation du P.S.I. au Ille Congrès de l'Internationale communiste (22 janvier-12 juillet 1921) doit être replacée dans la perspective « tournant» amorcé en cette occasion. Le IIIe Congrès lança en effet un Appel à former le « front commun du prolétariat» qui annonçait déjà les thèses sur le « front unique » du Plénum du mois de décembre 1921 et qui se heurta d'emblée à l'opposition de la délégation du P.C. d'Italie. C'est pourquoi, si les trois délégués du P.S.1.-Costantino Lazzari, Fabrizio Maffi et Ezio Riboldi - n'obtinrent formellement rien du Congrès, les conditions posées au P.S.I. demeurant inchangées, ils n'en furent pas moins mandatés par certains dirigeants bolcheviques (dont Trotski), soucieux de contrebalancer le « sectarisme » de Bordiga et de favoriser l'« aller aux masses » du P.C. d'Italie, pour constituer une fraction et entraîner le XVIIIe Congrès du P.S.I. sur les positions de l' I.C.

[335] Le Conseil directeur de la C.G.L. réuni les 8-9 octobre 1921, proposa de suspendre toutes les agitations salariales et de constituer, avec des représentants du gouvernement et du patronat, une commission tripartite qui serait chargée d'enquêter sur la situation réelle des industries dans le cadre de la crise économique. Cette proposition eut l'accord du gouvernement mais se heurta à l'hostilité de la Confindustria, défiante, comme à l'accoutumée, envers tout ce qui, de près ou de loin, pouvait évoquer un «contrôle ».

(!) ouvriers au contraire commenceront aussitôt à se manger le nez pour des raisons de concurrence entre mandarins. La majorité de la commission, bien stylée, étroitement contrôlée par les industriels, établira que les conditions générales de l'industrie sont très mauvaises, qu'il faut absolument diminuer les salaires, qu'il faut de la part des ouvriers une plus grande discipline et un plus grand esprit de sacrifice et de patriotisme, faute de quoi le préjudice sera général et touchera même certainement davantage les ouvriers que les industriels. Sur la base des résultats de l'enquête, qui naturellement sera montée en épingle sous prétexte que c'est la partie ouvrière (!) qui en a pris l'initiative, les journaux déclencheront au même moment une campagne bien orchestrée pour la diminution des salaires et c'est ainsi que la C.G.L. aura défendu... les intérêts de la classe ouvrière.

Aux propositions du genre de celles faites par la C.G.L., les communistes opposent deux questions préalables :

1. Le syndicalisme, réformiste ou révolutionnaire, qui s'exprime essentiellement par une bureaucratie de gens incompétents et de bas démagogues, n'est pas qualifié pour faire des enquêtes complexes sur l'industrie en général, le syndicalisme a failli à l'idéologie qui l'inspire - à savoir créer les cellules d'une société future des producteurs -, à partir du moment où les exigences mêmes de son développement l'ont contraint à s'identifier à un système de fonctionnaires qui n'ont pas le moins du monde l'obligation de connaître le processus de production de l'industrie dont ils représentent les travailleurs, mais qui n'ont comme obligation que de savoir compiler tant bien que mal un rapport et de savoir tenir un meeting. Un ex-ouvrier métallurgiste peut très bien devenir fonctionnaire du Syndicat des maçons, un employé des pompes funèbres peut avoir les titres nécessaires pour devenir secrétaire général de la Confédération générale du travail ou de l'Union syndicale. Il n'existe qu'un organisme qui peut créer des compétences prolétariennes dans les domaines du contrôle et du gouvernement industriel : c'est le Conseil d'usine et le système des Conseils d'usine. En dehors de ces organismes spécifiques, il ne peut exister de contrôle mais seulement un désordre démagogique et un imbroglio bureaucratique.

2. L'industrie est une organisation, dont les éléments prépondérants sont ces individus concrets bien déterminés qu'on appelle les industriels. Faire une enquête sur les conditions *objectives* de la production signifie faire l'autopsie d'un cadavre, pour arriver aux conclusions classiques des expertises judiciaires : interrogé, le mort n'a pas répondu! Seul le « politique » peut donner aujourd'hui un jugement sur l'organisation industrielle dans la mesure ou ce jugement ne peut que venir au ternie d'une étude générale des conditions auxquelles se trouve réduite aujourd'hui la société dans tous ses organes administratifs et dirigeants. Et le jugement ne peut être que le suivant : la bourgeoisie est incapable d'administrer, parce que la crise de la guerre a brisé tous les mécanismes grâce auxquels se faisait dans le passé la sélection des plus capables et des plus énergiques. Cette incapacité se révèle dans la chute du régime parlementaire, c'est-à-dire dans l'impossibilité où se trouve le gouvernement d'obtenir pacifiquement le consentement des gouvernés et par conséquent dans la nécessité d'entretenir la terreur blanche en permanence; elle se révèle aussi dans le fait que l'usine n'est plus administrée par le propriétaire-industriel, mais par les hommes de confiance des banques qui se moquent bien de la production et s'acharnent uniquement sur les spéculations louches de la politique et de la bourse; elle se révèle enfin dans le fait que les chefs dans l'usine ne sont plus choisis sur des critères techniques niais sur des critères policiers.

Une enquête sur les conditions *objectives* de l'industrie, faite par des experts qui sont les commis des industriels, par des fonctionnaires de l'État vénaux et facilement corruptibles et par

des saltimbanques camouflés en représentants ouvriers, ne peut avoir pour dénouement qu'une magistrale duperie montée aux dépens de la classe ouvrière. Pour obtenir « pacifiquement » une réduction des salaires, pour obtenir pacifiquement une production intense, autrement dit pour recréer l'impondérable *quid* qui a été détruit par la crise de la guerre (le consentement des gouvernés, la vitalité du principe d'autorité capitaliste), la classe capitaliste est même capable de provoquer artificiellement des conditions objectives désastreuses pour l'industrie - le déficit du budget d'une année peut être compensé par un plus grand profit l'année suivante. Que peuvent opposer les ouvriers à l'ensemble de l'appareil de contrôle bourgeois? Aujourd'hui, en l'absence d'un système de Conseils d'usine qui soit à même de lutter dans le domaine spécifique du contrôle, les ouvriers ne pourraient opposer qu'une organisation syndicale fortement centralisée capable de déchaîner une grève générale et d'envisager la conquête du pouvoir politique. Aujourd'hui, la notion de contrôle ne peut être qu'élémentaire, qu'à un stade initial, telle qu'elle s'exprime dans une lutte de classes conduite avec un réel esprit révolutionnaire, même dans les limites de cadres étroitement corporatifs. La Confédération du travail a renoncé à la lutte révolutionnaire, elle se refuse de procéder à la mobilisation générale de la classe laborieuse et de faire qu'elle soit en mesure de soutenir une grève générale, et elle feint de croire qu'au vu des résultats d'une enquête la classe patronale pourrait se laisser pousser à maintenir les salaires à un niveau déterminé. Les grands hommes de la Confédération ressemblent comme deux gouttes d'eau à ce fameux chasseur qui avait laissé rouiller son fusil et qui allait à la chasse avec un petit panier plein de grains de sel à mettre sur la queue des oiseaux.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 22* octobre *1921.*

LES MASSES ET LES CHEFS

La lutte que le Parti communiste a engagée pour réaliser un front unique syndical contre l'offensive capitaliste[336], a eu le mérite de créer le front unique de tous les mandarins du syndicat : contre la *dictature* du Parti communiste et de l'Exécutif de Moscou, Armando Borghi se trouve d'accord avec Ludovico DAragona; Errico Malatesta se trouve d'accord avec Giacinto Menotti Serrati, Sbrana et Castrucci se trouvent d'accord avec Guarnieri et Colombino [337]. Ce fait ne suscite aucun étonnement chez nous, communistes. Les camarades ouvriers qui ont suivi dans *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire la campagne en faveur du mouvement des Conseils d'usine se rappellent certainement que nous avions prévu que l'Italie aussi verrait se produire ce phénomène qui s'était déjà produit dans d'autres pays et qui pouvait par conséquent, dès cette époque, prendre une valeur universelle et être considéré comme une des manifestations les plus caractéristiques de la période historique actuelle.

L'organisation syndicale, eût-elle une étiquette réformiste, anarchiste ou syndicaliste, avait permis la naissance de toute une hiérarchie de petits chefs et de grands chefs, dont les caractéristiques bien connues étaient en particulier la vanité, la manie d'exercer un pouvoir incontrôlé, l'incompétence, une démagogie effrénée. Le rôle le plus ridicule et le plus abusif

[336] *L'Ordine Nuovo* du 30 septembre 1921 avait publié un Appel du Comité exécutif syndical du P.C. d'Italie invitant la C.G.L., l'U.S.I. et le Syndicat des Cheminots à organiser une grève générale unitaire. Deux autres textes dans le même sens avaient été également publiés clans les jours séparant le congrès socialiste de Milan de la conférence de Vérone de la C.G.L. (*Il Comunista,* 19 et 27 octobre 1921). Mais ces appels au front unique syndical n'avaient rencontré aucun écho parmi les dirigeants des grandes centrales ouvrières.

[337] Ludovico D'Aragona, Mario Guarnieri et Emilio Colombino appartenaient tous trois à la direction réformiste de la C.G.L.; Armando Borghi animait l'Unione sindacale italiana anarchiste; également anarchistes, LeoneSbrana et Augusto Castrucci étaient membres du Comité central du Syndicat des cheminots.

était, dans toute cette comédie, tenu par les anarchistes qui étaient d'autant plus autoritaires qu'ils criaient plus fort contre l'autoritarisme, qui sacrifiaient d'autant plus la volonté réelle des grandes masses et la floraison spontanée de leurs tendances libertaires qu'ils hurlaient plus fort qu'ils revendiquaient la liberté, l'autonomie, la spontanéité des initiatives. Plus qu'ailleurs, en Italie, le mouvement syndical tomba au plus bas niveau et devint une foire d'empoigne : chacun voulait créer son « mouvement », son « organisation », sa véritable « union »des travailleurs. Borghi représenta une entreprise brevetée, De Ambris une autre entreprise brevetée, D'Aragona une troisième entreprise brevetée, Sbrana et Castrucci une quatrième entreprise brevetée, le capitaine Giulietti une cinquième entreprise brevetée[338]. Tous ces gens, comme il va de soi, se montraient hostiles à l'ingérence des partis politiques dans le mouvement syndical, affirmaient que le syndicat se suffit à lui-même, que le syndicat est le « véritable » noyau de la société future, que c'est dans le syndicat qu'on trouve les premières structures du nouvel ordre économique et politique prolétarien.

Dans *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire, nous avons hors de tout préjugé, avec une méthode libertaire, ce qui signifie sans nous laisser dévier par des présupposés idéologiques (donc avec une méthode marxiste, vu que Marx est le plus grand libertaire qui soit apparu dans l'histoire du genre humain), nous avons étudié la nature réelle et la structure réelle du syndicat [339]. Nous avons commencé par démontrer combien il est absurde et puéril de soutenir que le syndicat porte en lui la vertu de dépasser le capitalisme : *objectivement,* le syndicat n'est rien d'autre qu'une société commerciale de type tout à fait capitaliste, qui tend à imposer, dans l'intérêt du prolétaire, un prix maximal pour la marchandise-travail et à imposer le monopole de cette marchandise sur le marché national et international[340]. Ce n'est que *subjectivement* que le syndicat se différencie du mercantilisme capitaliste, dans la mesure où, étant formé et ne pouvant être formé que de travailleurs, il tend à créer chez les travailleurs la conscience que dans la sphère d'action du syndicalisme il est impossible d'espérer atteindre l'autonomie industrielle des producteurs, mais que précisément à cause de cela il faut s'emparer de l'État (autrement dit enlever à la bourgeoisie le pouvoir d'État) et se servir du pouvoir de l'État pour réorganiser tout l'appareil de production et d'échange. Nous avons ensuite démontré que le syndicat ne peut pas être et ne peut pas devenir la cellule de la future société des producteurs. En fait, le syndicat se manifeste sous deux formes : l'assemblée des adhérents et la bureaucratie dirigeante. L'assemblée des adhérents n'est *jamais* appelée à discuter ni à délibérer sur les problèmes de la production et des échanges, sur les problèmes techniques de l'industrie. Elle est normalement convoquée pour des discussions et des décisions portant sur des rapports entre entrepreneurs et main-d'œuvre, c'est-à-dire sur des problèmes qui sont propres à la société capitaliste et qui seront fondamentalement transformés par la révolution prolétarienne. Quant aux fonctionnaires syndicaux, leur choix ne se fait pas davantage sur le terrain de la technique industrielle : un syndicat de métallos ne demande pas au candidat fonctionnaire s'il est compétent dans l'industrie métallurgique, s'il est en mesure d'administrer l'industrie métallurgique d'une ville, d'une région ou de la nation tout entière; il lui demande simplement d'être capable de soutenir le point de vue ouvrier dans une controverse, d'être capable de rédiger

---

[338] Armando Borghi et Alceste De Ambris avaient animé ensemble l'Unione sindacale italiana (U.S.I.), syndicaliste révolutionnaire, de sa fondation (1912) à la guerre. De Ambris, rallié à l'interventionnisme, avait alors constitué l'Unione italiana del Lavoro (U.I.L.), qui devait déboucher sur le « syndicalisme national » et soutenir l'expérience de Fiume. Également lié à D'Annunzio, mais ami aussi de Malatesta, le capitaine Giuseppe Giulietti dirigeait le Syndicat des gens de mer.

[339] Cf. « Syndicalisme et conseils », 8 novembre 1919, in *Écrits politiques,* 1, pp. 283-287.

[340] C'est là, au vrai, un thème qu'avait déjà développé Malatesta devant le Congrès anarchiste d'Amsterdam de 1907. Le syndicalisme, déclarait-il en effet, « n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible -et encore ! - que l'amélioration des conditions de travail » (cité *in* J. Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914),* Paris, 1955, p. 307).

un rapport, d'être capable de tenir un meeting. Avant la guerre, les syndicalistes français de La Vie *ouvrière* ont cherché à créer des compétences industrielles parmi les fonctionnaires syndicaux : ils ont suscité toute une série de recherches et de publications sur l'organisation technique de la production (par exemple : par quel cheminement le cuir d'un bœuf chinois devient-il la bottine d'une*cocotte* parisienne ? Quel voyage accomplit ce cuir? Comment sont organisés les transports de cette marchandise ? A combien se montent les frais du transport ? Comment se réalise la fabrication du « goût » international pour ce qui est des objets de cuir, etc.) ; mais cette tentative a tourné court. En se développant, le mouvement syndical a enfanté un corps de fonctionnaires qui n'a plus aucune racine dans quelque industrie que ce soit et qui n'obéit qu'à des lois purement commerciales :un fonctionnaire des métallos passe indifféremment aux maçons, aux cordonniers, aux menuisiers; il n'est pas tenu de connaître les conditions techniques réelles de l'industrie, mais seulement la législation privée qui régit les rapports entre entrepreneurs et main-d'œuvre.

On peut affirmer désormais, sans crainte d'être démenti par aucune démonstration *expérimentale,* que la théorie syndicaliste s'est révélée n'être qu'un ingénieux château en Espagne construit par des hommes politiques qui haïssaient la politique pour cette seule raison qu'avant-guerre elle avait pour toute signification : action parlementaire et compromis réformiste.

Le mouvement syndical n'est rien d'autre qu'un *mouvement politique,* les chefs syndicaux ne sont rien d'autre que des *leaders* politiques qui parviennent à la position qu'ils occupent par cooptation au lieu d'être élus démocratiquement. Par bien des aspects, les chefs syndicaux représentent un type social semblable au *banquier :* un banquier expert qui a un bon coup d'œil dans les affaires, qui sait prévoir avec une certaine exactitude le cours des bourses et des contrats, donne du crédit à sa maison, attire les épargnants et les escompteurs : un chef syndical qui en plein affrontement des forces sociales en lutte sait prévoir les résultats possibles, attire les masses à son organisation, devient un *banquier d'hommes.* De ce point de vue, dans la mesure où il était épaulé par le Parti socialiste, D'Aragona, qui s'affirmait maximaliste, fut meilleur *banquier* qu'Armando Borghi, confusionniste émérite, homme sans caractère et sans orientation politique, camelot de boulevard plus que banquier moderne.

Que la Confédération du travail soit essentiellement un mouvement politique, on peut le voir par le fait que son expansion maximale coïncide avec l'expansion maximale du Parti socialiste. Les chefs croient pourtant pouvoir se moquer de la politique des partis, c'est-à-dire pouvoir faire une politique *personnelle,* en échappant à l'ennui des contrôles et aux contraintes de la discipline. Et voilà la raison de ce soulèvement tumultueux des chefs syndicaux contre la *dictature* du Parti communiste et du fameux Exécutif de Moscou. Les masses comprennent instinctivement qu'elles sont impuissantes à contrôler les chefs, à imposer aux chefs qu'elles respectent les décisions des assemblées et des congrès : c'est pourquoi les masses *veulent* le contrôle d'un parti sur le mouvement syndical, elles veulent que les chefs syndicaux appartiennent à un parti bien organisé, qui ait une orientation précise, qui soit en mesure de faire respecter sa discipline, qui maintienne les engagements librement contractés. La *dictature* du Parti communiste n'épouvante pas les masses, parce que les masses comprennent que cette *terrible dictature* est pour elles la plus haute garantie de liberté, qu'elle est la plus haute garantie contre la trahison et les imbroglios. Le front unique que les mandarins syndicaux de toutes les écoles subversives constituent contre le Parti communiste démontre avant tout une chose : c'est que notre parti est finalement devenu le parti des grandes masses, qu'il représente vraiment les intérêts permanents de la classe ouvrière et paysanne. Au front unique constitué par tous les milieux bourgeois contre le prolétariat révolutionnaire correspond le front unique de tous les

mandarins syndicaux contre les communistes. Pour mater les ouvriers, Giolitti a fait la paix avec Mussolini et il a donné des armes aux fascistes; Armando Borghi, lui, pour ne pas perdre sa situation de grand prêtre du syndicalisme révolutionnaire, se mettra d'accord avec D'Aragona, bonze suprême du réformisme parlementaire.

Quel enseignement pour la classe ouvrière, qui voit que ce ne sont pas les hommes qu'il faut suivre mais des partis organisés qui sachent imposer aux individus la discipline, le sérieux, le respect des engagements volontairement contractés.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 30* octobre 1921.

QUELQUES QUESTIONS AUX DIRIGEANTS SYNDICAUX

Les dirigeants syndicaux réformistes croient-ils que l'opposition à un éventuel coup d'État militaire[341] entre dans les devoirs de la Confédération générale du travail ?

Le fait que trente mille fascistes, armés et encadrés, puissent envahir la capitale[342] , sans que le gouvernement s'oppose à une telle invasion ou cherche au moins à désarmer les factieux en cours de route, avant leur entrée à Rome, ne constitue-t-il pas déjà une violation de la charte fondamentale de l'État, suffisante pour être considérée, sans exagération, comme le début d'un authentique et caractérisé coup d'État ?

La littérature libérale du *Risorgimento* italien soutient que, en dernière analyse, la seule garantie qui existe contre les éventuels coups de main réactionnaires est le droit du peuple à l'insurrection armée. Les dirigeants de la Confédération sont-ils au moins aussi libéraux que les libéraux du *Risorgimento ?*

Admettons que les dirigeants de la Confédération n'estiment pas possible, pour des raisons techniques, une insurrection armée du peuple contre un coup d'État militaire probable. Estiment-ils cependant qu'il est au moins nécessaire d'envisager une résistance passive, du type de celle que les syndicats allemands ont opposée au *putsch* Kapp-Luttwitz [343] ?

Les dirigeants syndicaux croient-ils que même une résistance d'une telle nature ne peut être réalisée sans préparation, sans propagande systématique, sans un travail persévérant et tenace d'organisation? Ou bien croient-ils précisément le contraire, c'est-à-dire qu'une telle résistance n'a pas particulièrement besoin d'être préparée de longue main, d'être méthodiquement organisée, d'être l'objet d'une propagande systématique ?

---

[341] Mussolini avait été le premier à évoquer au Parlement la possibilité d'un coup d'État militaire. L'idée fit son chemin sous le gouvernement Bonomi, qui vit non seulement se renforcer la collaboration entre les forces armées et les fascistes, mais s'organiser, autour du cousin du Roi, le due d'Aoste, et, surtout, de sa femme, l'ambitieuse Hélène de France, une conspiration militaire visant à substituer au petit Victor Emmanuel III le prestigieux Emmanuel Philibert. Le coup d'État aurait dû avoir lieu le 4 novembre 1921, soit près d'un an avant la « marche sur Rome », à l'occasion de la commémoration de l'armistice austro-italien de 1918 et aurait dû être placé sous la direction de D'Annunzio, qui avait, le premier, lancé l'idée d'une , marche sur Rome ». Mais le poète - acheté, dit-on, par Bonomi - ne se montra pas et l'affaire n'eut pas lieu.

[342] A l'occasion du congrès de Rome du mouvement fasciste (7-10 novembre 1921), au cours duquel fut constitué le P.N.F. (Partito nazionale fascista), trente mille fascistes envahirent la capitale et s'y comportèrent comme en pays conquis, faisant, en trois jours, cinq morts et cent vingt blessés. La résistance des *Arditi del popolo* et, surtout, une grève générale qui devait se prolonger jusqu'au 14 novembre, les contraignirent à se retirer.

[343] Cf. « Coup d'État », pp. 143-145, ainsi que la note 1, p. 144.

Sous quelles formes peut se produire une résistance populaire au coup d'État si ce n'est à travers la grève générale de toutes les industries et des transports?

Les dirigeants syndicalistes ignorent-ils que, à l'occasion de la commémoration du soldat inconnu d'abord, puis à l'occasion du Congrès fasciste, la concentration de dizaines et de dizaine de milliers de fascistes dans la capitale, s'est accompagnée d'un rassemblement des fascistes de province dans les villes les plus importantes?

Si les dirigeants syndicaux n'entendent opposer aux fusils et aux bombes fascistes que les pommes de terre bouillies de leurs ordres du jour, déclarons-le ouvertement et sincèrement : les masses ouvrières sauront du moins qu'elles ne peuvent compter que sur leurs propres forces; quant aux organismes locaux de la Confédération, ils n'auront qu'à dire à leurs membres qu'il faut s'incliner et ne pas provoquer d'inutiles massacres par d'inutiles rébellions, étant donné, comme c'est bien connu, que le socialisme triomphera sur tout et sur tous, au nom du principe qui veut que les étoiles ne s'éteignent pas à coup de flèches, et que les idées ne se brûlent pas avec de l'essence...

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 12* novembre 1921.

LE SOUTIEN DE L'ÉTAT

Au bon vieux temps, alors que les souvenirs du *Risorginiento* étaient encore vivaces et que la conquête de la Constitution représentait encore une valeur pour la grande masse de la population italienne, on assista à une intéressante polémique entre les libéraux et les républicains sur la nature et sur l'importance du serment de fidélité au roi prêté obligatoirement au Parlement par les députés. Les libéraux argumentaient : si les députés refusent de prêter ce serment, si les députés obtiennent que l'institution du serment soit abolie, c'est l'État lui-même qui sera privé de son principal soutien. La constitution est un pacte de fidélité réciproque entre le peuple et le souverain : si, au travers des personnes de ses représentants, le peuple se soustrait à l'obligation de fidélité, si le peuple demande, par l'abolition du serment, la liberté d'agir contre la constitution, alors le souverain se trouve lui aussi, en droit, libéré de ses liens et on reconnaît alors au souverain aussi la liberté d'organiser et d'exécuter le coup d'État contre la Constitution.

Le gouvernement représente le souverain au Parlement national, et, qui plus est, le gouvernement est responsable pour le souverain devant le Parlement national et devant le peuple. Si le gouvernement laisse impunément violer la Constitution, si le gouvernement permet la formation dans les pays de bandes armées, si le gouvernement permet à des associations privées de constituer des dépôts d'armes et de munitions, si le gouvernement permet à des dizaines de milliers de citoyens privés, armés, encadrés dans des organisations militaires, portant casque et fusil, de parcourir le pays sans être gênés le moins du monde, d'envahir la capitale et d'étaler au grand jour leur « puissance », que signifie tout cela sinon que le gouvernement responsable pour le souverain a violé le serment de fidélité à la Constitution? Que signifie cela sinon qu'on assiste, de la part des organismes d'État qui se regroupent dans le pouvoir exécutif, à la préparation d'un coup d'État? Que signifie cela sinon qu'en Italie nous vivons déjà dans l'ambiance dont doit automatiquement sortir le coup d'État ?

Le pacte entre le peuple et le souverain est donc désormais dénoncé, de par la volonté du pouvoir d'État qui représente le second. Automatiquement, tous les serments de fidélité sont dénoncés. Qu'est-ce qui lie désormais les officiers à l'autorité suprême? De par la logique même

des événements, la population doit se diviser en deux : ceux qui sont pour et ceux qui sont contre le coup d'État réactionnaire, ou mieux ceux qui sont pour le coup d'État réactionnaire et ceux qui sont pour une insurrection populaire capable de briser le coup d'État réactionnaire. C'est la Constitution elle-même qui prévoit cette éventualité : elle reconnaît au peuple le droit de s'insurger les ai-mes à la main contre toute tentative des pouvoirs d'État de violer la Constitution. Pourquoi en effet un pacte qui ne peut être que bilatéral devrait-il rester en vigueur pour une partie si l'autre le foule aux pieds? Pourquoi un employé ou un officier devraient-ils rester fidèles à une loi qui n'existe plus ? Pourquoi devraient-ils conserver des secrets d'État et ne pas les communiquer aux partis révolutionnaires, si conserver ces secrets signifie favoriser le coup d'État, c'est-à-dire l'abolition même formelle des lois et des libertés statutaires, alors que communiquer ces secrets aux partis révolutionnaires signifie contribuer à sauver la liberté populaire, signifie donc certainement demeurer fidèle à l'esprit de la foi jurée?

L'État bourgeois vit en très grande partie sur le travail et sur l'abnégation de milliers de fonctionnaires civils et militaires qui accomplissent leur devoir, souvent avec une véritable passion, qui ont le sens de l'honneur, qui ont pris au sérieux le serment prêté le jour où ils sont entrés en service. Si ce noyau fondamental de gens sincères loyalement dévoués à leur fonction n'existait pas, l'État bourgeois s'écroulerait dans l'instant, comme un château de cartes. Ce sont eux le véritable, l'unique soutien de l'État, et certainement pas les autres, les hommes de la concussion, de la prévarication, de toutes les lâchetés, les parasites de l'État. Or, à qui profite le coup d'État? Il ne peut profiter justement qu'à ces autres hommes, ceux de la concussion, de la prévarication, de toutes les lâchetés, aux parasites : souvent, disons même presque toujours, le coup d'État n'est autre que l'instrument dont la lie de l'État se sert pour maintenir les positions qu'elle détient et qui sont devenues mortelles pour la société; ces gens-là n'ont pas de scrupules, ils se moquent bien des serments et de l'honneur, ils haïssent tous les travailleurs et particulièrement ceux qui travaillent dans leurs propres bureaux et qui sont la vivante dénonciation de leur malhonnêteté et de leur parasitisme.

Aujourd'hui, la situation historique est la suivante une seule grande classe sociale est en mesure de s'opposer valablement aux tentatives liberticides de la réaction déchaînée, c'est la classe des ouvriers, le prolétariat. Cette classe assume aujourd'hui la fonction libératrice qui a été celle des libéraux au cours du *Risorgirnento.* Cette classe a un parti à elle, le Parti communiste, avec lequel doivent collaborer tous les éléments désintéressés et sincères de l'État italien, tous ceux qui veulent rester fidèles à la fonction qui est la leur, à savoir défendre les libertés populaires contre tous les assauts des forces obscures remontant d'un passé qui ne veut pas mourir.

Sans signature,*L'Ordine Nuovo,* 13 novembre 1921.

DE BOLOGNE A MILAN [344]

Les rédacteurs et les orateurs socialistes n'ont cessé de justifier devant les masses prolétariennes et paysannes le traité de paix que leur parti a stipulé avec les *Fasci* de combat [345] en se réclamant d'une des plus douloureuses expériences de la Révolution russe. « Nous autres, socialistes italiens, ont-ils répété pendant des mois et des mois, avons dû nous soumettre

[344] Il s'agit, bien entendu, des XVIe (Bologne, 1919) et XVIIIe (Milan, 1921) Congrès du P.S.I. Sur le congrès de Milan, cf. pp. 173-175.

[345] Allusion au « pacte de pacification » du 2 août 1921.

à un cas de force majeure semblable en tout point à celui auquel durent se soumettre les camarades russes lorsqu'ils ont, en février *1918,* conclu le traité de Brest-Litovsk. S'il n'a pas été déshonorant pour les bolcheviks russes d'en venir à composition et de s'asseoir à la même table que les généraux allemands qui avaient massacré des milliers et des milliers d'ouvriers et avaient dévasté des régions entières, il ne doit pas être non plus déshonorant pour les dirigeants du Parti socialiste d'être venus à composition et d'avoir discuté autour d'une même table avec les généraux agrariens, avec les chefs des expéditions punitives, avec les conquérants de Trévise, de Sarzane, de Grosseto, avec les tortionnaires du Polesine, de l'Émilie et de la Toscane. »

Immédiatement après la conclusion du traité de paix, cette tentative de justification, faite de façon théâtrale et avec des accents mélodramatiques, pouvait à la rigueur être favorablement accueillie par de larges masses populaires. Ce n'est pas en vain que le Parti socialiste avait systématiquement négligé au cours des années précédentes d'informer le prolétariat italien et de lui donner des idées précises sur le développement de la Révolution russe. Les masses n'étaient pas en mesure de saisir quelle profonde différence existait entre l'épisode russe et l'épisode italien. Lorsque le camarade Trotski dut se rendre à Brest et subir les exigences impudentes des généraux allemands, l'État prolétarien n'existait que depuis trois mois à peine, il n'y avait même pas un embryon d'Armée rouge en Russie, le Parti communiste était encore engagé dans une lutte à mort avec ses ennemis de l'intérieur qui cherchaient sans cesse à redresser la tête. Une armée en tout point bien équipée et bien organisée comme celle de l'impérialisme allemand ne pouvait être battue, ni même seulement arrêtée que par des forces au moins équivalentes, aussi bien organisées et équipées. Bien différente était la situation du Parti socialiste italien, qui dès le congrès de Bologne, avait soutenu la nécessité de l'armement prolétarien, qui, au récent congrès de Livourne, avait emphatiquement réaffirmé sa fidélité indéfectible à la doctrine et à la tactique de l'Internationale communiste, et qui, lors des récentes élections législatives, était parvenu à mobiliser plus d'un million de partisans. Mais, bien qu'il ait été objectivement vrai que, contrairement à ce qui s'était produit en Russie en février 1918, on ait eu en Italie la possibilité de mobiliser contre la terreur fasciste plus d'un million d'ouvriers et de paysans, l'invocation du cas de force majeure a été acceptée par la masse des sympathisants du Parti socialiste.

Aujourd'hui cependant l'expérience vécue rend cette justification nulle et non avenue : les socialistes ont-ils au moins essayé de faire ce qu'on fait les bolcheviks russes après Brest-Litovsk ? Les socialistes ont-ils an moins cherché à réorganiser les forces syndicales? Ont-ils tenté une résistance efficace quelconque? Ont-ils montré qu'ils avaient un plan général d'action susceptible d'être appliqué systématiquement et qui permette de présager une solution future à l'actuelle crise de désagrégation et de découragement ? Chaque ouvrier et chaque paysan, en partant de sa propre expérience personnelle, est en mesure de répondre à ces questions. Après le pacte de pacification, ont eu lieu le congrès de Milan et la conférence de Vérone [346]. Aucune de ces deux assemblées, dominées par les socialistes, n'a donné naissance au mot d'ordre précis qu'attendaient les masses. La résistance opposée par le peuple de Rome à l'invasion de trente mille fascistes en armes, l'union réalisée lors des grèves générales de Ligurie et de Vénétie Julienne, le déclenchement de la grève de Turin qui se dressait contre la magistrature asservie

[346] Peu après le congrès socialiste de Milan, se tint à Vérone le Conseil national de la C.G.L. (5-7 novembre 1921) qui approuva la politique de la Direction réformiste et repoussa - par 1 426 521 voix contre 415 712 - une motion du Comité syndical communiste proposant de rompre avec la stratégie des grèves partielles et d'organiser une action générale susceptible de déboucher sur la formation d'un front unique syndical. La majorité de la centrale refusa également d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge.

a l'état-major et aux latifundistes[347] (2) ont prouvé à quel point le peuple italien est encore capable, en dépit de toutes les prévisions catastrophiques des chefs réformistes, de lutter avec un grand esprit de sacrifice et avec une cohésion digne d'une armée en campagne.

Toutefois, même après ces manifestations, même après ces preuves évidentes qu'un sursaut est possible, les chefs du Parti socialiste et de la Confédération générale dit travail restent fidèles à leur tactique de pacifisme à outrance. Contre le ministère Bonomi qui a permis l'invasion de la capitale et a laissé déchirer le pacte de pacification, sans appliquer aucune des sanctions qu'il avait brandies; contre les impudents de toute espèce, le Parti socialiste n'a même pas eu recours, au moment de la stipulation, à la simple obstruction parlementaire. Face à l'offensive capitaliste, les chefs de la C.G.L. montrent qu'ils ont une combativité qui ne vaut pas plus que celle du groupe parlementaire socialiste. Même la menace d'étrangler la municipalité socialiste de Milan, menace qui entre indubitablement dans le plan général de guerre des classes possédantes contre le prolétariat [348], n'a pas suffi à secouer de leur torpeur ce ramassis de bureaucrates incapables et de vains déclamateurs du socialisme. Le 31 décembre, échoit, pour les métallurgistes milanais, le délai remporté à grand fracas grâce a l'habileté de M. Buozzi sur la naïveté et sur la faiblesse des industriels[349] . Ainsi la classe ouvrière milanaise se trouve devoir lutter en même temps contre la réaction des industriels qui cherche à rogner le pain des familles prolétariennes, et contre la réaction politique générale, qui veut arracher l'administration de la ville à la majorité populaire qui l'a conquise par les voies légitimes. Les socialistes, qui n'ont pas voulu accepter le principe de la grève générale pour défendre le salaire ouvrier, se voient maintenant contraints de s'en faire les partisans pour défendre la municipalité. Mais les socialistes croient-ils vraiment pouvoir conserver la municipalité de Milan sans l'appui de toute la classe laborieuse italienne ?

L'offensive des classes possédantes a débuté en novembre 1920, aussitôt après l'évacuation des usines, par une attaque armée contre la municipalité socialiste de Bologne[350], et elle s'est déroulée systématiquement dans trois directions : contre les administrations des municipalités socialistes, contre les ligues de paysans, contre les syndicats ouvriers.

---

[347] En Ligurie, région où l'U.S.I. était particulièrement active, les métallurgistes se trouvaient engagés, depuis le début du mois d'octobre, dans une série de grèves visant à s'opposer aux réductions de salaires annoncées par le Consortium des industriels ligures. Une grève générale de quatre jours (17-21 novembre), qui paralysa toute la province, contraignit les industriels à maintenir les salaires en vigueur et à renvoyer au printemps 1922 la révision des conventions collectives. La grève générale de Vénétie Julienne tenta, quant à elle, de s'opposer à la fermeture des chantiers de construction navale de Trieste et de Muggia et aux réductions salariales annoncées dans ceux de Monfalcone. La grève de Turin du 5 décembre 1921 fut dirigée contre la sentence du tribunal de la ville qui avait condamné à un total de cent six ans de prison neuf ouvriers accusés d'avoir tué un policier pendant l'occupation des usines. Sur la grève de Rome, cf. n. 2, p. 183.

[348] C'est à une faible majorité - 3 000 voix sur un total de 144 000 - qu'avait été élue, à l'automne 1920, la municipalité socialiste de Milan. C'était là, exception faite pour Bologne, où leur victoire avait été écrasante, la seule grande ville d'Italie où les socialistes avaient pu conquérir la municipalité. Aussi savait-on, depuis l'expédition fasciste de Bologne du 21 novembre 1920, que Milan serait l'un des prochains objectifs des« chemises noires ». L'attaque vint enfin, le 3 août 1922, conduite par Cesare Rossi, qui, profitant de la présence « exaltante » de D'Annunzio, défenestra la municipalité socialiste et incendia le siège de *l'Avanti!*

[349] Le 31 octobre fut signé à Milan, sur proposition du préfet, un accord par lequel Bruno Buozzi, pour la C.G.L., et les représentants des industriels lombards décidaient de proroger jusqu'au 31 décembre les conventions collectives en vigueur dans la région.

[350] Gramsci se réfère ici aux incidents sanglants qui marquèrent à Bologne, le 21 novembre 1920, la présentation du nouveau conseil municipal - « rouge » - issu des récentes élections administratives. Une fusillade - organisée par les fascistes - fit dix morts et une centaine de blessés. Parmi les morts se trouvait l'avocat Giulio Giordani, ancien combattant et mutilé, nationaliste et conservateur; ce qui permit à la presse bourgeoise d'attribuer la responsabilité de l'affaire aux socialistes.

Contre l'administration municipale et contre les ligues de paysans on employa la tactique de l'attaque militaire ; quant aux syndicats ouvriers, on leur appliqua la tactique des licenciements massifs, soutenus par des coups de main sporadiques contre les chefs révolutionnaires.

Les dirigeants du Parti socialiste et de la Confédération du travail, de même qu'ils n'ont pas voulu s'opposer militairement aux expéditions punitives qui jetaient à terre, l'une après l'autre, les administrations des municipalités rurales et les ligues de paysans, n'ont pas voulu non plus s'opposer par une action syndicale d'ensemble à l'offensive des industriels qui tendait, à la faveur d'une effrayante vague de chômage, à déprécier la valeur de la main-d'œuvre, et à réduire à néant la portée des contrats nationaux. Durant ces dernières semaines toute l'activité offensive du capitalisme semble devoir se résumer dans la volonté d'infliger à la classe ouvrière milanaise une double défaite, avec la dissolution de l'administration municipale et l'imposition définitive de la réduction des salaires. Étant donné l'importance politique qu'a la ville de Milan en Italie il est facile de prévoir quels résultats désastreux vont découler pour le peuple italien tout entier de l'incapacité des chefs du Parti socialiste et de ceux de la Confédération générale du travail qui ne réussissent même pas a défendre leur place forte. Si le prolétariat doit être battu à Milan, c'est toute une phase de la lutte de classes en Italie qui sera terminée. Les classes possédantes, une fois qu'elles auront repris aux socialistes les municipalités, qu'elles auront complètement défait l'organisation des paysans, et qu'elles seront parvenues, en dépit de l'incessante augmentation du coût de la vie, à imposer aux ouvriers de l'industrie une diminution des salaires, passeront à la deuxième partie de leur programme, c'est-à-dire à la lutte pour abolir les huit heures. Ainsi, un peu plus d'un an à peine après le premier assaut livré à la municipalité de Bologne, la réaction sera parvenue a reprendre au peuple laborieux toutes les conquêtes qui avaient été réalisées grâce à l'impulsion que donnaient aux masses le souvenir des souffrances de quatre années de guerre et l'enthousiasme suscité par l'avènement de l'État ouvrier en Russie.

La classe ouvrière et paysanne a appris par expérience au cours de cette année, combien sont immenses la cécité, l'incapacité et la lâcheté des chefs du Parti socialiste et de la Confédération générale du travail. Est-il vraiment nécessaire que la municipalité de Milan soit mise en pièces et que es capitalistes passent à une nouvelle offensive contre les huit heures pour que les masses comprennent qu'il leur faut éliminer ces chefs incapables et démoralisés et que ce n'est qu'en se rassemblant autour du Parti communiste et de son Comité syndical qu'elles rendront possible la réorganisation qui débouchera sur la lutte définitive de l'ensemble du peuple laborieux contre ses exploiteurs et ses bourreaux?

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 14* décembre *1921.*

UN AN [351]

Toute l'Histoire italienne depuis 1900 (c'est-à-dire tout ce qui a suivi l'assassinat de Humbert 1er et l'échec des vaines tentatives doctrinaires de création d'un État constitutionnel doté d'un rigide corps de lois écrites [352], et peut-être même toute l'histoire de notre pays depuis l'instauration de l'unité nationale, serait une énigme si l'on négligeait de centrer la vision historique qu'on en peut avoir sur l'incessant effort de certaines couches gouvernementales pour

---

[351] Article écrit à l'occasion de l'anniversaire du congrès de Livourne des 15-21 janvier 1921, XVIIe Congrès du P.S.I. et Ier Congrès du P.C. d'Italie.

[352] L'assassinat d'Umberto 1er par l'anarchiste Gaetano Bresci, le 29 juillet 1900, marqua la fin de la « réaction humbertienne » qui s'était fait particulièrement sentir sous les gouvernements de Crispi et de Pelloux. Cf. n. 3, p. 5 7.

incorporer à la classe dirigeante les plus éminentes personnalités des organisations ouvrières. La démocratie italienne, telle qu'elle s'est créée dès 1870, manque d'une solide structure de classe parce qu'aucune des deux classes possédantes, celle des capitalistes et celle des agrariens, n'a réussi à prendre le pas sur l'autre. C'est sur le terrain de la lutte entre ces deux classes que s'est organisé, dans les autres pays, l'État moderne, libéral et parlementaire. En Italie, cette lutte a fait presque complètement défaut, ou, pour être plus exacts, elle s'est réalisée sous une forme équivoque, par un assujettissement de nature bureaucratique et ploutocratique des régions centrales et méridionales du pays, habitées par les classes paysannes, aux régions septentrionales où c'est au contraire le capital industriel et financier qui a réussi à se développer.

La nécessité de maintenir un régime qui, tout en étant démocratique, était dominé, par des minorités bourgeoises et qui se traduisait par la prépondérance d'une partie très restreinte de la nation sur la plus grande partie du territoire, poussa les représentants de l'industrialisme et de la ploutocratie septentrionale à chercher sans relâche à élargir leurs propres cadres de classe dominante en y intégrant les masses ouvrières et en neutralisant les luttes de classes dans leurs propres secteurs. Jusqu'à 1900, les capitalistes du Nord cherchèrent, à travers une alliance avec les latifondistes du Sud, à étouffer en même temps, la lutte de classes du prolétariat industriel et les explosions de violence des classes pauvres de la paysannerie méridionale. Mais il apparut clairement qu'une telle alliance aboutirait, à la longue, a un renversement de la situation en donnant le pouvoir de l'État aux latifondistes et en faisant perdre au Nord les positions privilégiées conquises grâce à l'unité nationale. La tentative de Humbert et de Sonnino pour donner à l'État une structure constitutionnelle rigide, en ôtant au Parlement les prérogatives de fait qu'il avait réussi à conquérir, fut le point d'aboutissement de ces luttes. Avec l'assassinat de Humbert, le capitalisme a eu définitivement le dessus, et il a cherché à remplacer l'alliance des classes possédantes sur le plan national par un système d'alliance avec le prolétariat urbain, qui pourrait, comme dans les autres pays capitalistes, servir de base au développement d'une véritable démocratie parlementaire. Giolitti est le représentant typique de cette tendance, et toute l'histoire du mouvement socialiste de 1900 à nos jours n'est pas autre chose que le résultat des diverses combinaisons imaginées par le *giolittisme* pour obtenir l'appui des classes ouvrières. Nulle part autant qu'en Italie la création et la mise en place d'organisations syndicales et coopératives n'a été favorisée par le gouvernement. On pouvait présumer qu'une fois établis, ces intérêts finiraient par provoquer, en se consolidant, l'apparition .au sein de la classe ouvrière d'une stratification petite-bourgeoise de fonctionnaires prêts à écouter les paroles alléchantes des hommes d'État bourgeois. Ce plan vicennal de la partie la plus intelligente de la bourgeoisie italienne est arrivé aujourd'hui à complète maturité. Dans son extrême vieillesse, Giolitti se voit sur le point de cueillir enfin les fruits de son très long et très patient travail. Et l'on arrive à cette conclusion, précisément dans les jours qui marquent l'anniversaire du congrès de Livourne.

Il y a un an, la véritable orientation de la vie politique italienne est clairement apparue aux communistes, et malgré l'extrême difficulté du moment, bien que leur geste ait pu sembler risqué et prématuré à une grande partie de la classe, ouvrière, les communistes n'ont pas hésité à prendre une position nette, en dégageant leur propre responsabilité, et clone, tout compte fait, la responsabilité de l'ensemble du prolétariat italien, des actes politiques qu'allait inéluctablement accomplir cette couche petite-bourgeoise qui, en vingt ans d'histoire, s'était peu à peu constituée et s'était fortement organisée au sein de la classe ouvrière.

Les soi-disant maximalistes unitaires, avec cette ignorance de l'histoire sociale de leur pays qui les a toujours caractérisés, ont cru, au contraire, qu'il suffisait d'emprisonner les tendances favorables à la collaboration de classe dans une formation de parti verbalement révolutionnaire pour éviter que le fait historique s'accomplisse. Les maximalistes ont soutenu qu'une

collaboration préétablie et quotidiennement réaffirmée était une manifestation de volontarisme; ils se sont toujours refusés avec une obstination d'ânes bâtés, à reconnaître que toute l'Histoire italienne, du fait de ses prémices particulières et de la façon dont s'était constitué l'État unitaire, devait immanquablement aboutir à la collaboration de classe.

Mais Giolitti connaissait mieux que les maximalistes l'histoire du mouvement socialiste italien : il savait, pour en avoir été lui-même en grande partie le créateur, que le système des coopératives, et toutes les autres organisations de résistance, de prévoyance et de production de la classe ouvrière italienne, n'étaient pas nés d'un effort autonome de la classe ouvrière elle-même, n'étaient pas nés d'une impulsion créatrice originale et révolutionnaire, mais qu'ils découlaient de toute une série de compromis où la puissance du gouvernement jouait le rôle essentiel. Ce que le gouvernement avait créé, le gouvernement pouvait le détruire. Ce que le gouvernement avait créé sans engager officiellement l'autorité de l'État pouvait être détruit par le gouvernement selon la même méthode. Ainsi, le fascisme devint un instrument de chantage sur le Parti socialiste, pour provoquer une scission entre la petite bourgeoisie, tenacement attachée aux intérêts organises de la classe ouvrière, et le reste du Parti socialiste qui s'étant montré incapable de mener à terme l'effort révolutionnaire du prolétariat, se contentait de se repaître de formules idéologiques. Une fois de plus, l'économie a prévalu sur les idéologies. Aujourd'hui, les représentants des intérêts constitués, c'est-à-dire les représentants des coopératives, des bureaux de placement, des habitations ouvrières, des municipalités, des caisses de prévoyance, bien qu'étant en minorité dans le Parti, ont le dessus sur les tribuns, sur les journalistes, sur les professeurs, sur les avocats, qui poursuivent d'inaccessibles et vains plans idéologiques.

En un an, en intensifiant jusqu'à l'absurde la politique de compromis, qui est la politique traditionnelle des classes dirigeantes italiennes, la bourgeoisie est parvenue à obtenir ce qu'elle avait patiemment préparé depuis vingt ans : le grand Parti socialiste, qui apparaissait en 1919 comme l'unificateur de toutes les tendances à la révolte qui couvaient jusque dans les couches inférieures de la population italienne, est complètement désagrégé.

Deux grandes forces politiques en sont sorties, dont aucune n'est en mesure de dominer la situation : d'un côté, la tendance réformiste, qui va être rapidement absorbée au sein de la bourgeoisie, de l'autre, le Parti communiste. Mais ces résultats objectifs du congrès de Livourne ne sont pas suffisants pour décourager les communistes. Au contraire, ces derniers sont forts parce qu'ils ne refusent pas de regarder la situation en face et de l'évaluer dans ses réels rapports de forces. Pour que le prolétariat puisse devenir une classe indépendante il était nécessaire que se désagrégeât l'édifice de fausse domination économique construit en vingt ans de compromis. Un écroulement de cette sorte ne pouvait manquer de faire courir au prolétariat lui-même de très graves risques d'affaiblissement. Les communistes eurent le courage d'affronter la situation et d'en hâter le cours. Du reste, s'ils avaient manqué de ce courage-là, l'écroulement se serait quand même produit et l'on n'aurait même pas sauvé du désastre les forces que conserve actuellement le prolétariat. Une des conditions nécessaires de la révolution c'est que la décomposition complète de la démocratie parlementaire se produise aussi en Italie. Le prolétariat ne devient classe dominante et ne se met à la tête de toutes les forces révolutionnaires du pays que lorsque l'expérience prouve, en les mettant à l'épreuve de la réalité historique, que les tendances à la collaboration de classe sont incapables de résoudre la crise économique et politique. A Livourne, les maximalistes n'ont pas voulu se convaincre de cette vérité qui découle de toute la doctrine marxiste; ils ont cru pouvoir, par la coercition idéologique d'une vaine discipline de parti, empêcher le processus historique de se réaliser intégralement dans toutes ses étapes, et ils se sont figuré qu'on pouvait sauter un des maillons de la chaîne. Ils ont

été punis dans leur orgueil miraculiste. Parce qu'ils manquaient de toute capacité politique et de toute compréhension de l'Histoire réelle du peuple italien, ils n'ont abouti qu'au piètre résultat de retarder artificiellement une expérience qui, à l'heure qu'il est, aurait déjà été liquidée par ses propres conséquences; et ils ont ainsi ajouté aux douleurs et aux souffrances imposées à la classe ouvrière par l'oppression capitaliste de nouvelles douleurs et de nouvelles souffrances qui auraient pu lui être épargnées.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 15 janvier 1922.

ILLUSIONS SOCIAL-DÉMOCRATES

Avec le refus de De Nicola et les difficultés rencontrées par Orlando, la crise ministérielle semble se compliquer[353]. Est-ce là l'effet des manœuvres socialistes? On ne peut exclure que la nouvelle attitude des socialistes ait sa part dans cette aggravation de la situation parlementaire. Plus les. jours passent et plus il y a de possibilités de combinaisons, de tractations, d'alliances. Quelle que soit la façon dont se résoudra la crise, la nouvelle attitude prise par les socialistes ne peut avoir qu'un seul effet : exaspérer la situation présente, sans apporter aucune contribution à la résolution des problèmes qui sont vitaux pour les ouvriers. En un mot, la collaboration des socialistes signifie le renforcement de la réaction. Pour peu que les socialistes fassent montre de s'opposer par les voies légales à la situation illégale qui s'est peu à peu créée en Italie avec le fascisme, ils ne pourront manquer de provoquer un nouveau déséquilibre, c'est-à-dire une nouvelle période de luttes sanglantes. Le fascisme ne peut être vaincu que par la force; mais on est fort quand on dispose d'une solide organisation et non quand on partage le pouvoir avec les ennemis du prolétariat, pour en subir la dictature. Le « gouvernement meilleur »que promettent les socialistes, ne peut donc être qu'un gouvernement qui renforce la réaction ou l'esclavage ouvrier. Mais une fois au pouvoir, les socialistes n'auront pas le courage de faire ce qu'ils n'ont pas su vouloir alors qu'ils se trouvaient dans de meilleures conditions de force et de prestige. Les socialistes au pouvoir ne seront même pas capables de faire ce que les Ebert et les Noske ont fait en Allemagne face à la tentative du coup d'État militaire de Kapp. Ils ont trop pour de l'action des masses laborieuses pour faire appel à elles, en tant qu'hommes de gouvernement, afin de rétablir les libertés constitutionnelles élémentaires. Alors, que dire?

Le « gouvernement meilleur »se ramènera à un compromis, dont le prix sera l'assujettissement de la classe ouvrière à la bourgeoisie. Il est fatal, il est inévitable que s'accomplisse cette expérience. Elle n'a même été que trop retardée par les velléités révolutionnaires dont faisait encore preuve un parti qui avait perdu tout caractère révolutionnaire depuis le jour où l'Internationale communiste l'avait exclu de ses rangs. Mais si l'expérience social-démocrate est inévitable, les illusions qui vont de pair avec elle sont-elles aussi inévitables ?

[353] La crise ministérielle avait été ouverte par la démission de Bonomi le 2 février 1922. A ceux qui reprochaient à Bonomi son incapacité à rétablir l'ordre - et l'assassinat, par les fascistes, d'Attilio Boldori, vice-président socialiste du Conseil provincial de Crémone, le 11 décembre 1922, n'avait pas peu souligné cette carence - étaient venues s'ajouter toutes les victimes, grands industriels et petits épargnants, de la faillite de la Banque d'escompte, rendue publique le 29 décembre 1921. Bonorni avait en effet accepté de promulguer un moratoire suspendant les paiements, mais s'était refusé à sauver l'organisme bancaire par une intervention directe du Trésor publie. D'où le mécontentement des groupes qu'on a dit, fortement représentés au Parlement. Appelés après sa démission à constituer un nouveau gouvernement, De Nicola, puis Orlando s'étaient heurtés au veto des populaires. Président de la Chambre et organisateur du « pacte de pacification » du 3 août 1921, Enrico De Nicola avait une solide réputation de laïcité et jouissait de la sympathie des socialistes, qui lui avaient promis de s'abstenir au cours des votes.

L'expérience du passé devrait suffire au prolétariat italien pour l'empêcher de tomber dans ces traquenards. Aujourd'hui encore, l'Allemagne nous donne un exemple de ce que peut faire un gouvernement socialiste lorsqu'il est prisonnier de la bourgeoisie. En Allemagne, c'est précisément un gouvernement socialiste qui a menacé de licenciement et d'emprisonnement les ouvriers qui s'étaient dressés pour la défense de la journée de huit heures. Il ne pourra en aller autrement pour les socialistes italiens, une fois qu'ils auront accédé au pouvoir. Les ouvriers ne doivent donc pas se faire d'illusions : d'une expérience social-démocrate ils ne peuvent attendre que des balles et de la misère : il suffit de voir le spectacle qu'offre le prolétariat allemand. La loi des huit heures, votée par le Parlement, et accordée par un ministre socialiste, ne serait pas appliquée si les travailleurs eux-mêmes n'avaient pas eu l'énergie de la faire appliquer. C'est pourquoi le problème reste toujours le même, c'est-à-dire un problème de force ouvrière.

Un parti prolétarien qui, face à l'offensive capitaliste, ne sait suggérer au prolétariat que de s'allier avec la bourgeoisie, même s'il est un parti de gouvernement, ne pourra être que faible et soumis à la volonté d'autrui.

Donc, n'ayons aucune illusion. Que les ouvriers apprennent de l'exemple des camarades allemands à lutter par eux-mêmes, à n'avoir confiance que dans leur propre force et dans leur propre résistance. Pour freiner l'offensive capitaliste en Italie il ne suffira pas que les députés socialistes se soient engagés sur la voie de la collaboration. Au contraire, ce sera là pour les patrons un encouragement dans leurs attaques contre les ouvriers. Qui se souvient encore qu'il existe une commission d'enquête sur les industries[354] ? l'abandon de cette commission par des socialistes et d'autres abandons du même genre font toujours davantage la preuve que les ouvriers doivent, soit organiser directement leur propre force contre la classe patronale, soit se préparer à subir une période d'exploitation encore plus inique que celle qu'ils supportent actuellement. Nous sommes, quant à nous, persuadés que ceci ne se produira pas et que lors du prochain congrès de la C.G.L., que l'on doit à plus forte raison exiger aujourd'hui, les ouvriers italiens sauront désavouer et condamner ceux qui veulent se servir de la force qu'ils représentent pour se payer un maroquin.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* 9 février 1922.

UNE CRISE DANS LA CRISE

Au cours de la journée d'hier non plus, aucune solution n'a été. trouvée [355]. Indubitablement, la crise apparaît de jour en jour plus embrouillée. Une solution est-elle possible, étant donné la composition actuelle de la Chambre ? Le problème, si on le posait ainsi, serait en un certain sens mal posé. Quel que soit le gouvernement qui sortira de la crise actuelle, ce ne peut être qu'un gouvernement de transition. Il existe en fait un nouvel élément, qui entre dans le jeu des combinaisons parlementaires et ne peut manquer de créer un déséquilibre tant qu'il ne sera pas parvenu à s'insérer à sa place naturelle, et cet élément est le groupe socialiste dont la presse ne semble guère s'occuper quand elle traite du déroulement de la crise. L'ordre du jour -voté hier

---

[354] Cf. « L'enquête sur les industries »pp. 176-178.

[355] Après l'échec de De Nicola et de V. E. Orlando, le Roi invita Bonomi à retirer sa démission et à se représenter devant la Chambre. Mais, après cinq jours de débats, le 18 février 1922 le gouvernement fut mis en minorité par 295 voix contre 107. Le 25 février, enfin, la crise trouva une solution avec la formation d'un gouvernement qui eut l'appui des populaires et fut présidé par un vieil ami de Giolitti, Luigi Facta. Ce devait être le dernier gouvernement de l'Italie libérale.

à Rome [356], qui s'indigne parce que ce malheureux pays ne réussit pas encore à se donner un gouvernement, prouve que la situation parlementaire ne peut être clarifiée si le groupe parlementaire socialiste ne se décide pas à abandonner la méthode qui le caractérise. Le trouble des eaux parlementaires vient de ce que les partis qui s'y agitent ne sont pas encore parvenus à trouver leur centre de gravité. Parmi tous ces partis, celui qui se trouve le plus mal à l'aise est, répétons-le, le Parti socialiste.

Entré désormais ouvertement dans l'orbite de la légalité, ayant cessé de s'appeler, même à titre purement formel, parti révolutionnaire, il ne peut manquer d'aller jusqu'aux dernières conséquences de l'attitude qu'il a prise en commençant par l'abstentionnisme parlementaire. En d'autres termes, le Parti socialiste va devoir collaborer non seulement dans les couloirs de Montecitorio, mais aussi au pouvoir. Cette décision ne peut mûrir qu'à travers une succession de crises. Il faut avant tout que le Parti socialiste se libère de ses derniers handicaps d'apparente intransigeance et qu'il se trouve un allié sur le terrain des combinaisons parlementaires. Mais la collaboration socialiste, qui hier était désirée par tous, rencontre aujourd'hui de plus grands obstacles; cette collaboration remettrait effectivement trop d'intérêts en question. Cela ne veut pas dire que la collaboration socialiste ne soit pas souhaitée encore aujourd'hui, mais aujourd'hui les effets que les agrariens et les industriels en attendaient sont en partie atteints. La trahison des dirigeants syndicaux socialistes a été, on peut le dire, une espèce de collaboration indirecte. C'est pourquoi aujourd'hui, les agrariens et les industriels peuvent se passer de l'aide des sociaux réformistes. C'est pourquoi leur participation au pouvoir est aujourd'hui moins facile. Mais elle est inévitable. Les socialistes doivent accéder au pouvoir. Ils y accéderont même si c'est avec le pire ennemi du prolétariat, mais il n'y accéderont que parce que c'est là aujourd'hui leur unique volonté. Pour l'instant, tant que ce processus de la vie italienne n'aura pas été accompli, la situation restera toujours obscure et embrouillée pour ceux qui veulent lui chercher une solution dans les limites parlementaires. Aucun gouvernement ne pourra avoir d'existence stable sans la collaboration socialiste ; - voilà pourquoi le gouvernement social-démocrate qui se profile également à l'horizon de la vie italienne, loin d'être, comme on le dit avec mauvaise foi chez les socialistes, le « meilleur gouvernement », sera le pire auquel le prolétariat puisse s'attendre.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 24* février *1922.*

L'EXPÉRIENCE DES MÉTALLURGISTES EN FAVEUR D'UNE ACTION GÉNÉRALISÉE [357]

Le conflit dans lequel se trouvent actuellement engagés les prolétaires de la métallurgie atteint, par son âpreté et son extension, le niveau des grandes luttes du passé[358]. Les prolétaires

[356] Au cours de la crise ministérielle, le groupe parlementaire socialiste adopta, le 22 février 1922, une motion dénonçant « les indignes manœuvres de parlementaires appartenant à des partis constitutionnels [...] pour rendre impossible la formation d'un gouvernement tel que l'exigent et le désignent la situation parlementaire et le vote explicite de la Chambre... »

[357] C'est là le dernier article écrit par Gramsci avant son départ pour la Russie, où il devait participer aux travaux du IIe Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste (5 mars-11 juin 1922).

[358] La crise économique mondiale se faisant particulièrement sentir dans la métallurgie, les industriels italiens décidèrent de procéder, conjointement aux licenciements, à des réductions progressives de salaires. La Fiat prit la tête du mouvement en tentant de réduire l'indemnité garantissant le pouvoir d'achat de son personnel, qui représentait environ 20% du salaire. Deux positions se firent jour dans les milieux syndicaux. Tandis que la section turinoise de la F.I.O.M., contrôlée par les communistes, et *l'Alleanza del Lavoro* (cf. *infra, p.* 201 et n. 1) proposaient de répliquer à cette réduction des salaires par une grève générale sectorielle qui pourrait être transformée en grève

de la métallurgie ont été les premiers, après l'armistice, à obtenir les huit heures. Les prolétaires de la métallurgie ont été les premiers à obtenir pour l'ouvrier de meilleures conditions d'existence dans l'usine et les premiers aussi à subir le choc initial de l'offensive des industriels. Après les journées de septembre, une fois abaissés les drapeaux rouges des cheminées des usines, les patrons avaient fait retour dans ces mêmes usines, certainement fort peu disposés à la conciliation avec la classe ouvrière qui avait tenté de les exproprier. Il serait stupide d'exiger que les capitalistes créent des conditions favorables à la lutte des ouvriers et qu'ils ne pensent pas à renforcer avant tout leur propre pouvoir quand celui-ci est menacé dans ses fondements. Or donc, que pouvait-il arriver après septembre dans les usines? On pouvait le prévoir : septembre n'avait pas été une victoire mais une défaite pour les ouvriers. Comme dans toutes les armées qui se replient,c'était la tâche des dirigeants ouvriers que de préparer la retraite de manière qu'elle ne s'effectuât pas dans le désordre, qu'elle ne provoquât pas la panique dans les rangs des combattants. Menée avec habileté, la retraite devait s'arrêter sur une ligne de défense, à la fortification de laquelle devaient concourir tous les efforts de l'arrière. Au lieu de cela, depuis septembre, la classe ouvrière a été abandonnée à elle-même; elle s'est trouvée confrontée avec les situations les plus difficiles sans le secours d'un mot d'ordre précis qui lui indiquât la voie à suivre. Effectuée au départ dans le plus grand désordre, la retraite des ouvriers ne pouvait pas ne pas avoir des conséquences funestes pour la vie des organisations. On le vit dès l'apparition des premières luttes contre les licenciements. Les métallurgistes comprirent qu'il fallait, sans plus attendre, stopper la retraite et résister à la pression de l'ennemi. Subir les licenciements, comme le voulaient les industriels, signifiait se préparer à brève échéance à une diminution des salaires. Pour le prolétariat tout entier, la lutte, seul moyen de défense, devenait une nécessité urgente. Sans vouloir ici chercher à montrer une fois de plus ce que nous avons mille fois mis à nu, nous nous Contentons d'observer que les ouvriers de la métallurgie furent laissés seuls dans la lutte et qu'ils furent cette fois encore contraints de se replier. Les licenciements furent exécutés, mais les patrons n'étaient pas encore contents d'avoir réaffirmé leur force dans l'usine. Ils tenaient à manifester leur pouvoir d'une manière encore plus brutale et ils pensaient à de nouvelles humiliations à infliger à la classe ouvrière. Et c'est maintenant le tour des salaires. Les métallos résistent : en de *n*ombreux endroits, ils croisent les bras, fermement décidés a combattre.

Mais cette fois encore il manque aux ouvriers un mot d'ordre, si bien qu'ils se trouvent de nouveau sans liaison, incertains dans la lutte. Abusant de leur force, les industriels foulent aux pieds les conventions, appliquent des réductions de salaire, violent même les huit heures. Cette situation n'a été légalisée par aucun accord. Or les industriels se sentent toujours liés par une convention, même s'ils ne la respectent plus. Et c'est pourquoi ils veulent que l'organisation reconnaisse cet état de fait et ils livrent bataille pour la suppression de l'indemnité de vie chère qui sera intégrée au salaire dans les nouveaux accords. La lutte souterraine se manifeste au grand jour, elle quitte son cheminement silencieux pour éclater dans toute son âpreté. Quand on en est là, l'organisation ne peut plus ignorer qu'il y a eu des réductions de salaire et qu'après avoir déchiré les accords, les industriels entendent rendre légitime un état de fait créé par la violence. Pour l'organisation, le problème se réduit à cet unique dilemme : accepter ou lutter ? Une année d'expérience des prolétaires de la métallurgie, auxquels est étroitement lié le sort de toutes les autres catégories ouvrières, est là pour démontrer qu'il n'est plus possible aujourd'hui de renvoyer la lutte. Les industriels ne respectent plus aucun accord; ils agissent en fonction de la force qu'ils se sentent. L'organisation ne peut même plus accorder crédit aux accords qu'elle

---

générale, la direction réformiste de la F.I.O.M. (Buozzi, Colombino, Uberti) préférait tenter de résoudre le conflit par la voie des négociations. On aboutit à un compromis, qui plaça la grève sous le contrôle de la direction de la F.I.O.M. en la mandatant pour poursuivre les négociations. La grève - commencée le 25 juin - dura jusqu'au 10 juillet et s'acheva sur un compromis défavorable aux ouvriers.

stipule elle-même avec la partie patronale, si celle-ci ne devient pas consciente de la force qui est derrière l'organisation. La lutte est le seul moyen qui reste aux ouvriers et à l'organisation pour mettre un terme à la retraite de septembre. Mais la lutte ne doit pas être comprise comme l'effort d'une seule catégorie. La réalité de ces derniers mois a montré combien il est faux de conduire les ouvriers à la lutte en ordre dispersé. Les ouvriers des textiles, ceux de l'industrie chimique, les métallurgistes de la Lombardie, de la Ligurie, de la Vénétie Julienne, tous savent ce qu'il leur en a coûté d'avoir eu à lutter seuls contre la classe patronale. Aucune propagande en faveur du front unique n'a été plus efficace que celle faite ces derniers mois par la réalité des événements eux-mêmes. Des ministères ont été renversés, on a cru trouver une limite aux prétentions des industriels, en nommant une commission d'enquête tout exprès, mais toutes les promesses, toutes les tentatives se sont soldées sur ce terrain au détriment des ouvriers. C'est donc la réalité qui a entraîné l'adhésion du prolétariat à la lutte générale. Sous la poussée de cette conviction, qui a pénétré dans la conscience des ouvriers, même les plus hostiles au front unique ont dû modifier leur attitude et s'orienter bon gré mal gré, vers l'action de toutes les forces ouvrières, déployées sur un unique champ de bataille. Cette même force féconde de l'unité a donné naissance en Italie à l'organisme de l'Alliance du travail[359] dans laquelle les ouvriers placent aujourd'hui toutes leurs espérances de lutte. L'Alliance du travail est comme la nouvelle forteresse, dans laquelle la classe ouvrière espère enfin trouver la raison de sa sérénité. Pour cette raison même, grande est la tâche de l'Alliance du travail en ce moment décisif pour la vie du prolétariat italien. En demandant qu'intervienne à leurs côtés l'Alliance du travail, les métallos du Piémont et de Lombardie n'avaient certainement pas pour but de faire peser une menace, afin d'obtenir un geste de solidarité des plus vagues, mais ils l'ont fait en étant fermement persuadés que c'est seulement en combattant sous le drapeau de l'unité prolétarienne qu'il est possible de faire face aujourd'hui à l'offensive patronale. Si cette vérité n'est pas entendue aujourd'hui de ceux qui portent la responsabilité de la totale défaite de la classe ouvrière, cette dernière a bien le droit de demander demain des comptes aux responsables, en leur faisant expier par le sang leurs lâchetés et leurs trahisons.

Tout milite aujourd'hui en faveur de la lutte générale l'expérience du passé et la réalité présente; la volonté des masses et les conditions de vie où voudrait les pousser la classe patronale. Ne pas comprendre cela, s'opposer aujourd'hui encore à l'unité des forces ouvrières, empêcher sa réalisation par de vains compromis, c'est se salir d'un crime que l'histoire demande au coupable de payer de sa personne.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo, 23 mai 1922.*

Appendice

LE PARTI COMMUNISTE ET LES SYNDICATS [360]

---

[359] L'Alleanza del Lavoro [Alliance du travail] se constitua le 20 février 1922 sur l'initiative du Syndicat des cheminots. Elle regroupait, outre les cheminots, la C.G.L., l'Unione sindacale italiana, l'Unione italiana del Lavoro, et la Fédération des travailleurs des ports. Son objectif était de mettre fin aux luttes intestines du mouvement syndical et d'organiser la lutte contre la « réaction patronale ». Tout en dénonçant le caractère « bureaucratique » de cette initiative, Gramsci devait - au cours du IIe Congrès du P.C. d'Italie - insister sur la possibilité d'infléchir et d'utiliser l'Alleanza dans une direction révolutionnaire.

[360] Ces thèses sur « le Parti communiste et les syndicats »furent présentées officiellement, devant le IIe Congrès du P.C. d'Italie (Rome, 20-24 mars 1922), sous les signatures conjointes d'Antonio Gramsci et d'Angelo Tasca. En confiant à deux personnalités aussi opposées que Gramsci et Tasca la rédaction de ces thèses, Bordiga escomptait, semble-t-il, et tel est en tout cas le point de vue de Berti, que les deux hommes se feraient contrepoids (Cf. G. Berti, op. cil., p.

I. La lutte prolétarienne et les Syndicats.

1. Le communisme, comme notion et comme manifestation la plus élémentaire et la plus diffuse, n'est que le mouvement réel de rébellion de la totalité du peuple travailleur, lequel lutte pour se libérer de l'oppression économique et spirituelle du régime capitaliste et construit, d'après ses propres expériences directes, les organismes qui le mettent le mieux en mesure d'atteindre les buts que le développement même de la lutte détermine progressivement.

Le caractère premier et essentiel de ce mouvement est la négativité; comme il est imposé et non proposé, il ne peut se manifester immédiatement comme la réalisation organique d'un plan de reconstruction prédéterminé mais seulement en fait comme un vaste, multiple et chaotique pullulement d'énergies brutes et inorganisées, qui tendent spontanément à une destruction aveugle et ne finissent que lentement et par paliers successifs par se laisser encadrer et par agir systématiquement d'une manière permanente. L'existence d'une organisation mondiale capitaliste qui unifie en ordre hiérarchique les milieux économiques les plus disparates et les populations qui y travaillent dans des conditions de développement des moyens techniques de production différentes, fait rentrer dans la notion et dans les manifestations dit communisme toutes les diverses formes que la rébellion au régime capitaliste assume dans la période actuelle : la lutte du prolétariat, consciemment dirigée vers la conquête de l'autonomie industrielle et du pouvoir politique dans les pays économiquement et politiquement les plus développés; la lutte des classes paysannes contre les grands propriétaires terriens pour la possession du sol et contre l'État centralisateur et militariste qui fonctionne à leur égard comme un appareil d'exploitation fiscal et comme une divinité jamais rassasiée de sang; la lutte des peuples coloniaux contre l'impérialisme des métropoles. Mais tout l'édifice mondial de l'impérialisme repose sur la grande industrie; c'est pourquoi la lutte du prolétariat pour la conquête de l'autonomie industrielle et du pouvoir politique devient l'axe historique de la lutte universelle contre le capitalisme et l'élément organisateur et unificateur du communisme. Les classes paysannes et les peuples coloniaux tic sont pas en mesure de réaliser par les seuls moyens qui leur sont propres leur liberté particulière; pour y parvenir, il est nécessaire que le prolétariat élimine la bourgeoisie du gouvernement de l'industrie et du gouvernement des États hégémoniques;d'autre part, sans la solidarité, organisée et systématique des classes paysannes et des peuples coloniaux, le prolétariat ne peut, pas réaliser de manière durable sa mission libératrice. La phase supérieure du communisme, c'est-à-dire de la lutte universelle contre l'oppression et l'exploitation capitaliste, se réalise par conséquent dans l'existence d'une organisation mondiale qui se donne pour tâche l'unification et la centralisation des efforts révolutionnaires de toutes les forces sociales en lutte contre le régime capitaliste; d'une organisation mondiale qui élabore les éléments de solidarité qui se manifestent concrètement dans le développement multiple de la lutte générale et qui crée le terrain où cette solidarité, à

61). En fait, si l'on en croit Tasca, les deux rapporteurs auraient même fini par présenter à Bordiga deux textes concurrents et ce dernier, de guerre lasse, se serait résigné à rédiger lui-même, à partir des deux projets, « une version nouvelle et définitive ») (A. Tasca, *I primi dieci anni... p. 126).* Il serait donc abusif, en tout état de cause, de présenter ces thèses comme l'expression absolument fidèle des positions de Gramsci. Aussi a-t-on décidé de n'en retenir ici que des extraits - d'assez larges extraits, au demeurant - et de les publier en appendice. Nombre de thèmes qui sont abordés dans ces thèses, et pas seulement, comme le soutient Berti, le développement sur les Comités d'entreprise et sur les Conseils d'usine *(op. cit.,* p. 62), portent en effet, ainsi que le note A. De Clementi, la marque indéniable de Gramsci et, plus précisément, du Gramsci de *L'Ordine Nuovo* des années *1919-1920 : la* définition du syndicat comme « la négation la plus tranchée de la démocratie bourgeoise » ou comme l' « embryon d'un État ouvrier à l'intérieur de l'État bourgeois », atteste, en particulier, la survivance d'un certain « sorélisme »et représente un point où les positions de Gramsci s'opposent radicalement à celles de Tasca ou, *a fortiori,* de Bordiga (Cf. A. De Clementi, « La politica del Partito comunista d'Italia nel 1921-1922 e il rapporte Bordiga-Gramsci) » *loc. cit,,* pp. 74 et suiv.).

un moment donné,, puisse se réaliser dans une action révolutionnaire simultanée. L'Internationale communiste est cette organisation mondiale.

2. La lutte du prolétariat pour la conquête de l'autonomie industrielle s'est concrétisée historiquement dans l'organisation des Syndicats professionnels.

Le Syndicat est la première création originale du prolétariat qui recherche les limites de sa propre structure de classe, choisit en son sein ses dirigeants, acquiert les premiers éléments d'une administration et d'un gouvernement qu'elle possède en propre, et se propose de limiter et de contrôler l'arbitraire et la toute-puissance des classes dominantes, en jetant ainsi les premières fondations de sa propre émancipation et de son propre pouvoir. Au cours de son développement, le mouvement syndical devient la négation la plus tranchée de la démocratie bourgeoise.

Le processus de développement du capitalisme est caractérisé par deux faits essentiels : une organisation et une concentration maximales des moyens matériels de production et d'échange, obtenues surtout ait moyen du monopole du crédit, et, à l'inverse, une désorganisation et une pulvérisation maximales du plus important instrument de production, à savoir la classe laborieuse [361]. L'institution politique dans laquelle se reflètent ces caractères du capitalisme est le Parlement national, organisation concrète de la démocratie bourgeoise. Pour que ce régime fonctionne normalement, le peuple travailleur devrait se réunir en corps constitué uniquement dans le très bref instant des élections et se dissoudre immédiatement. L'organisation permanente de grandes masses, même si ces masses luttent pour atteindre des buts qui ne se situent que dans le domaine de la production industrielle, ne peut que provoquer, en dernière analyse, la décomposition des ordres constitués. Le seul fait que les organisations syndicales surgissent et se développent est la démonstration évidente que la démocratie bourgeoise et le régime parlementaire sont pourris jusque dans leurs racines : elles sont nées en effet pour garantir la liberté et des conditions meilleures de développement de la personnalité humaine qui s'affirme en fonction de la propriété des biens matériels, non pas de la personnalité humaine qui s'affirme en fonction de la propriété d'énergie physique à appliquer à la production des biens matériels. Ainsi, à un certain moment, la majorité de la population reste sans aucune protection de la part de l'État, précisément pour ce qui concerne les activités primordiales de l'existence : il est donc naturel qu'elle cherche à se garantir par ses moyens propres, en d'autres termes, qu'elle crée son propre État dans l'État.

3. L'organisation syndicale, embryon d'un État ouvrier à l'intérieur de l'État bourgeois [362], peut être subie d'une manière seulement transitoire par le régime capitaliste; en fait, elle petit même dans des circonstances déterminées, être utile au développement du capitalisme lui-même. L'organisation syndicale ne peut pas toutefois être incorporée au régime et participer au gouvernement de l'État. On ne peut gouverner effectivement l'État que si on contrôle effectivement l'usine et l'entreprise[363] et c'est dans ce contrôle qu'on trouve les conditions de sa propre indépendance économique et de sa propre liberté spirituelle. La participation effective

[361] Comme l'ont noté F. Ferri et P. Spriano, c'est là une des idées de Marx que retiennent et soulignent en permanence, et le Gramsci des années 1919-1920, et le marxiste nord-américain Daniel De Leon. Cf. F. Ferri, « Consigli di fabbrica e partito nel pensiero di Gramsci », *loc. cit.*, p. 463*;* P. Spriano, « Introduction » à *L'Ordine Nuovo* (1919-1920), Turin, *1963, p. 58.*

[362] Il y a là, semble-t-il, la reprise d'un thème de Daniel De Leon dont on a déjà signalé la présence dans la problématique de *L'Ordine Nuovo:* «Le syndicalisme industriel est la République socialiste en construction... » Cf. en particulier « Syndicats et Conseils», 11 octobre 1919, in *Écrits politiques,* I, pp. 278-283.

[363] On retrouve ici les termes du débat de 1920 entre *L'Ordine Nuovo* et *Il Soviet:* s'emparer de l'usine ou prendre le pouvoir. *Cf. Écrits politiques,* 1, p. 36.

des syndicats au gouvernement de l'État devrait signifier la participation effective de la classe ouvrière au gouvernement de l'usine, ce qui est normalement en contradiction absolue avec les nécessités capitalistes de la discipline industrielle. Ces nécessités expliquent l'implacable aversion du capitalisme à l'égard du mouvement syndical et la lutte incessante qu'il mette pour le désagréger et le pulvériser. L'invitation adressée aux syndicats pour participer directement au gouvernement rie peut donc avoir qu'une seule signification : l'absorption des dirigeants syndicaux actuels par les milieux gouvernementaux dans le but de leur faire jouer dans la société un rôle semblable à celui que joue le chef ouvrier dans la hiérarchie de l'usine; pour faire en sorte autrement dit qu'ils assurent au capitalisme le consentement pacifique de la classe ouvrière à une exploitation plus intense. L'invitation ne serait par conséquent que la phase actuelle d'un phénomène qui s'est toujours manifesté dans l'histoire de la classe ouvrière : dans le but de désagréger l'organisation, le capitalisme n'a jamais négligé aucun effort pour corrompre et détourner à son propre service les éléments ouvriers qui se distinguent dans leur activité syndicale par leurs capacités et leur intelligence. Empêcher que du sein de la masse ouvrière puisse surgir un groupe dirigeant autonome, décapiter périodiquement la classe ouvrière, en la replongeant dans l'indistinct et le chaos, c'est là un aspect de la lutte du capitalisme contre le prolétariat.

II. Fonction et développement des Syndicats.

4. Le fait que l'organisation syndicale se présente historiquement, comme l'antithèse et la négation de la démocratie bourgeoise et du régime parlementaire a provoqué la naissance d'une idéologie - le syndicalisme - fondée sur toute une série de prévisions sur les développements du Syndicat dont la réalité historique s'est déjà chargée de démontrer qu'elles étaient absolument arbitraires et fallacieuses. En raison de son origine même et des modalités de son développement, l'organisation syndicale a des limites qui ne peuvent être dépassées organiquement, par une expansion automatique du mouvement, initial. Le Syndicat naît et se développe, non pas en vertu d'une énergie autonome, mais comme une réaction aux maux que le développement du système capitaliste engendre au détriment de la classe ouvrière. L'organisation syndicale se meut parallèlement au mouvement de l'organisation capitaliste, comme un reflet de ce mouvement; à côté du processus de monopolisation des instruments matériels de production et d'échange se développe le processus de monopolisation de la force-travail. Il s'agit toutefois d'un phénomène qui ne se différencie pas objectivement du phénomène capitaliste, et la réalité a démontré la totale absurdité de la prévision qui annonçait que, dans la concurrence, le monopole de la force-travail l'emporterait et la simple résistance corporative ferait s'écrouler le pouvoir industriel et par conséquent le pouvoir politique des capitalistes. La réalité historique a montré que si la simple résistance corporative peut être, mieux, est en fait, la plate-forme la plus utile pour l'organisation des plus larges masses, elle peut toutefois, à un moment donné, c'est-à-dire quand tel est le bon plaisir du capitalisme - qui dispose dans l'État et dans la garde blanche d'un instrument tout-puissant de coercition industrielle -, se révéler être un pur fantasme sans consistance. L'organisation subsiste, le prolétariat ne perd pas son esprit de classe, mais l'organisation et l'esprit de classe ne s'expriment plus dans le Syndicat, qui souvent est alors déserté, ils s'expriment tout au contraire dans de multiples manifestations qui gravitent autour du parti politique que la classe ouvrière reconnaît comme son parti; du simple niveau corporatif, la résistance passe au niveau politique.

Les prévisions de caractère technique faites par les syndicalistes sur le développement du Syndicat se sont elles aussi avérées arbitraires et fallacieuses. Les cadres des organisations syndicales auraient dû, selon ces prévisions, devenir les cadres industriels de la société syndicaliste, ils auraient dû fournir la preuve expérimentale de la capacité de la classe ouvrière

à gérer directement l'appareil de production, Le développement normal de l'organisation syndicale engendra des résultats entièrement opposés à ceux prévus par le syndicalisme : les ouvriers devenus dirigeants syndicaux perdirent complètement la vocation laborieuse et l'esprit de classe et acquirent tous les caractères du fonctionnaire petit-bourgeois, intellectuellement paresseux, moralement perverti ou facile à pervertir. Plus le mouvement syndical s'élargit, en embrassant de grandes masses, plus se répandit le fonctionnarisme : l'impossibilité de convoquer fréquemment des assemblées générales des membres annula le contrôle des masses sur les chefs; les ouvriers les mieux rétribués et qui avaient d'autres revenus en plus de leur salaire formèrent un syndicat dans le syndicat, en soutenant les dirigeants dans leur œuvre de lent accaparement de l'organisation aux fins d'un rôle politique, qui d'ailleurs se révéla n'être rien d'autre que la coalition de tous les fonctionnaires syndicaux eux-mêmes; être organisés signifia pour la majorité des ouvriers non pas participer à la vie de leur propre communauté pour exercer et développer leurs propres dons intellectuels et moraux, mais seulement payer sa quote-part imposée pour jouir de libertés formelles, semblables en tout point aux libertés dont le citoyen jouit sous le règne de l'État parlementaire.

5. Avec la formation de cette superstructure bureaucratique qui fonctionne comme un parti politique, s'achève toute une période historique du mouvement syndical. La classe ouvrière qui, pendant des dizaines et des dizaines d'années, avait réussi à former à son usage une couche dirigeante, se trouve décapitée par le passage de tout ce groupe dirigeant dans le camp de la démocratie bourgeoise : au lieu d'être un instrument (et même l'instrument le plus important de la révolution sociale), la concentration obtenue à grand-peine de toutes les énergies révolutionnaires qu'exprimait de façon chaotique le développement du capitalisme, devient le facteur décisif d'une profonde désagrégation et d'une détérioration totale de la situation d'ensemble de la classe ouvrière. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas limité à la classe ouvrière; il se révèle comme un phénomène universel, propre à toutes les classes opprimées, propre à tout le mouvement de rébellion populaire contre le régime capitaliste; il caractérise la période où s'organisent et se disciplinent les énergies révolutionnaires élémentaires. A la bureaucratie syndicale qui naît et se coalise pour son propre compte sur le terrain du mouvement syndical ouvrier, correspond, chez les paysans, la naissance et l'organisation rapide des Partis populaires, la naissance et l'organisation rapide de cette multitude de partis et de groupes politiques petits-bourgeois qui ont donné l'illusion d'une rénovation de l'institution parlementaire devenue terrain d'action politique des grandes masses et donnent l'illusion de la possibilité d'une évolution légale et organique du capitalisme au socialisme. Or, en réalité, à ce développement, sur le terrain du mouvement révolutionnaire, de groupes favorables à la collaboration de classe correspond une intensification de l'activité réactionnaire du capitalisme contre les grandes masses : privées de leur organisation centralisée, les masses sont revenues à des formes de lutte qui paraissaient dépassées par l'histoire, qui paraissaient propres aux tout débuts du mouvement révolutionnaire; ce dernier redevient souterrain, il redevient un pullulement désordonné et chaotique d'énergies qui ne s'insèrent pas de manière stable dans des cadres vastes et compréhensifs, dépourvu de toute autre centralisation, de toute autre simultanéité d'action que la centralisation et la simultanéité que suscitent naturellement la centralisation et la simultanéité de l'action offensive du régime capitaliste.

III. Le Parti communiste et les Syndicats.

6. Le Parti communiste naît au moment même où surgissent du sein des grandes masses ces formations petites-bourgeoises désagrégatrices qui agissent selon les intérêts du régime capitaliste; il se propose de reconstruire la conscience unitaire et la capacité d'action du mouvement syndical, en insérant les finalités spécifiques du Syndicat professionnel dans le

cadre des nécessités sociales que crée la phase actuelle de l'histoire mondiale. L'organisation de masse est au Parti communiste ce que, dans le développement historique traditionnel, l'État est au gouvernement : la finalité spécifique du Parti communiste est en effet de promouvoir et de favoriser la naissance d'une organisation étatique à partir de l'organisation actuelle de résistance des travailleurs et de s'affirmer en elle comme élément prépondérant de gouvernement. Le rôle du Parti dans le domaine syndical, les rapports entre le Parti et le Syndicat et les rapports entre le Parti communiste et les autres partis qui agissent dans le domaine syndical, découlent de ces pi-émisses.

7. Les rapports entre le Parti communiste et le mouvement syndical ne peuvent être définis au moyen des concepts traditionnels d'égalité entre deux organismes ou de subordination de l'un à l'autre [364], mais uniquement au moyen de la notion des rapports politiques qui existent entre un corps électoral et le parti politique qui lui propose une liste de candidats pour son administration. Si la notion est identique, la pratique réelle est toutefois fondamentalement différente.

Le Parti communiste dispose d'un groupe constitué qui le représente en permanence au sein du Syndicat et c'est par lui qu'il agit avec le maximum de compétence et la plus haute responsabilité. Il ne s'agit donc pas de deux organismes différents, il s'agit seulement, et, du reste, il en a toujours été ainsi, d'une partie de l'assemblée syndicale qui fait des propositions et expose un programme au reste de l'assemblée elle-même, laquelle est évidemment libre d'accepter les propositions et le programme ou de les repousser. Ce qui s'est produit jusqu'ici dans le mouvement syndical, c'est que la direction était disputée entre des groupes autonomes ou faiblement liés à un parti; cela a été l'une des principales raisons de la corruption et des trahisons qui ont affecté la bureaucratie syndicale. Certes, on ne prétend pas que les rapports régis par une rigoureuse organisation et un sévère contrôle que le Parti communiste instaure entre son système unitaire et les divers groupes syndicalistes communistes excluent d'une manière absolue toute éventualité de corruption et de trahison. On peut affirmer toutefois que ces cas deviendront de plus en plus rares et on peut affirmer en particulier une chose - l'impossibilité presque absolue que se reproduise un phénomène comme celui de la formation d'une bureaucratie coalisée qui passe en bloc à la bourgeoisie. Cette assurance existe d'autant plus que le Parti communiste est à son tour étroitement contrôlé par l'Internationale ; l'application intégrale du programme proposé à une assemblée syndicale par le groupe communiste n'intéresse donc pas seulement l'assemblée elle-même, mais la section communiste à laquelle appartient ce groupe, le Parti et l'Internationale ; les éléments organisés qui se trouvent élus, sur la base de ce programme, aux responsabilités de direction, sont soumis à ce contrôle multiple, qui a indubitablement une valeur éducative et sert a maintenir une rigueur morale dans le milieu syndical. Les objections que les réformistes et les syndicalistes formulent à l'égard de ces rapports que le Parti communiste tend à créer entre son organisation et l'organisation syndicale, sont dénuées de tout fondement.

Le Parti communiste veut que ses membres, y compris quand ils sont dans le Syndicat, continuent à être cohérents et disciplinés, il veut qu'un communiste devenu dirigeant syndical reste en toute circonstance fidèle au programme pour lequel il a été élu. En quoi cela porte-t-il préjudice aux masses organisées et au mouvement syndical?

---

[364] C'était là, à l'époque de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire, un des principaux points de désaccord entre Gramsci et Tasca et, plus généralement, entre Gramsci et les tendances « blanquistes » du socialisme italien. Cf. A. Caracciolo, « Serrati, Bordiga e la polemica gramsciana contro il "blanquismo" o settarismo di partito » in *La Città futura*, éd.cit., pp. 91-114.

8. Ces rapports prennent pratiquement la forme d'un réseau organisé de groupes qui adhère à la structure organisationnelle de l'ensemble du mouvement syndical. Chaque usine, chaque entreprise, chaque syndicat, si petit qu'il soit, a ou devrait avoir son groupe communiste; l'expansion et la popularité du Parti communiste sont en proportion de la pénétration des groupes communistes dans ces organismes, du prestige dont ils y jouissent. Dans l'usine, le groupe communiste œuvre pour conquérir la commission intérieure, si elle existe, ou, si elle n'existe pas encore lutte pour la faire naître ou reconnaître; en outre, il prépare dans ce cadre les assemblées syndicales, y discute les méthodes et la tactique des réformistes, des syndicalistes et des anarchistes, y fait propagande pour les Conseils et pour le contrôle sur la production, en partant non pas des principes généraux mais des expériences concrètes de l'usine qui sont communes à tout le personnel, et en parvenant ainsi, à partir de ces expériences, à l'affirmation des principes politiques et du programme du Parti. Les groupes syndicaux communistes ont des réunions locales et nationales et ils forment des Comités pour chaque Bourse du travail et pour chaque Fédération nationale de métier ou d'industrie. Ils acceptent le principe de la discipline démocratique; autrement dit, s'ils sont en minorité, ils se montrent respectueux des décisions de la majorité, mais ils n'acceptent en aucun cas des limitations à leur propre liberté de propagande et de critique écrites et orales. S'ils sont minoritaires, ils acceptent des responsabilités dans les organismes à pouvoir délibératif directement élus par les masses organisées, mais non dans les organismes exécutifs, élus au second degré et dans lesquels ils ne pourraient entrer qu'au prix de concessions ou de compromis. L'ensemble des Comités syndicaux reçoit ses directives et ses mots d'ordre du Comité central syndical.

Le réseau des groupes et des comités syndicaux doit être considéré non pas comme une institution provisoire tournée uniquement vers la conquête des centrales syndicales, mais comme une institution permanente qui aura ses tâches propres et mènera sa propre activité même après l'avènement de la dictature prolétarienne [365].

IV. Le problème du contrôle ouvrier.

22. L'activité spécifique du mouvement syndical se réalise dans le domaine de la production avec la conquête de l'autonomie industrielle de la part des travailleurs. Il existe aujourd'hui dans l'usine cette division hiérarchique des classes : à la base, se trouve la classe ouvrière, qui a une tâche purement exécutive; en haut, se trouve la classe capitaliste qui organise la production selon des plans nationaux et internationaux qui correspondent à ses intérêts les plus stricts; au milieu, se trouve la classe petite -bourgeoise des techniciens et des spécialistes ; ceux-ci transmettent à la classe laborieuse les ordres de production qui découlent des plans généraux et ils contrôlent que les ouvriers exécutent le travail avec précision et au moindre prix de revient. Les rapports d'organisation de cette hiérarchie industrielle sont fondés sur la terreur.

Réaliser sa propre autonomie signifie pour la classe ouvrière renverser cette échelle hiérarchique, éliminer du domaine industriel le personnage du propriétaire capitaliste, et produire selon des plans de travail qui soient établis non pas par l'organisation monopoliste de la propriété privée, mais par un pouvoir industriel mondial de la classe ouvrière.

Pour atteindre l'autonomie dans le domaine industriel, la classe ouvrière doit dépasser les limites de l'organisation syndicale et, sur une base représentative et non plus bureaucratique, créer un type nouveau d'organisation qui embrasse toute la classe ouvrière, y compris la partie

[365] Il y a peut-être là un écho de la « discussion syndicale »qui est en train de secouer le Parti bolchevique; auquel cas Gramsci se retrouverait assez proche de l'Opposition ouvrière, hostile, on le sait, à la « militarisation » des syndicats et favorable au contrôle ouvrier.

de celle-ci qui n'adhère pas à l'organisation syndicale. Le système des Conseils d'usine est l'expression historique concrète de l'aspiration du prolétariat à sa propre autonomie. La lutte dans ce domaine se déroule en trois phases qui ne se présentent pas toujours dans l'ordre chronologique :

a) lutte pour l'organisation et le fonctionnement des Conseils;

b) lutte pour l'organisation centralisée des Conseils d'une branche déterminée de l'industrie et de toutes les industries entre elles;

c) lutte pour le contrôle national de toute l'activité productive. Dans le premier moment, la lutte a lieu usine par usine pour des buts immédiats sur lesquels l'ensemble du personnel se trouve aisément d'accord : contrôle sur les horaires et sur les salaires établis par les conventions collectives d'une manière plus rigoureuse et plus systématique que ne peut le faire le syndicat, contrôle sur la discipline dans l'usine et sur les agents auxquels le capitalisme confie la garde de la discipline, contrôle sur le recrutement de la main-d'œuvre et sur les licenciements. Dans le second moment, on entre dans le véritable domaine du contrôle de la production, qui vise à régler la distribution des matières premières disponibles entre les usines d'une même branche industrielle et vise également à supprimer les entreprises parasitaires en sauvegardant les intérêts vitaux de la classe ouvrière.

Dans la troisième phase, la classe ouvrière appelle également à la lutte les autres classes exploitées de la population en démontrant, par la pratique, qu'elle est l'unique force sociale capable de mettre un frein aux méfaits que le capitalisme engendre dans la période de sa décomposition. La première phase de cette lutte s'est déjà déroulée dans tous les pays capitalistes et elle a laissé un résidu stable dans la reconnaissance de la part des industriels des petits Comités d'usine ou des Commissions intérieures qui complètent l'action syndicale. Les conditions permettant que se développe l'action indiquée au troisième point ont existé récemment en Italie avec l'effondrement de la Banque d'escompte[366] et elles continueront à exister du fait de la condition précaire de tous les autres établissements de crédit industriel.

Par la pratique, la classe ouvrière peut démontrer à la majorité de la population qui est frappée par la débâcle des banques comment la situation actuelle, caractérisée par l'irresponsabilité du capital, ne peut trouver remède que dans le contrôle sur les entreprises industrielles dans lesquelles les banques investissent les économies qui leur sont confiées par les travailleurs. Au moyen de ses groupes d'entreprise, le Parti communiste doit agir en permanence afin de développer les Conseils d'usine à partir des Commissions intérieures et d'intégrer les Conseils dans un réseau qui soit comme le relief de l'activité industrielle capitaliste.

23. Au programme de contrôle ouvrier, les réformistes opposent un semblant de contrôle qu'il conviendrait d'appeler plus exactement une enquête permanente sur l'industrie conduite par des commissions paritaires de fonctionnaires syndicaux et de représentants de la classe capitaliste[367]. À l'organisation des Conseils d'usine qui deviennent la base des syndicats et des fédérations d'industries et qui unifient les diverses catégories de producteurs (ouvriers, manœuvres, techniciens et employés), les réformistes opposent syndicats et fédérations qu'ils appellent d'industrie, mais qui sont le simple résultat d'un amalgame des divers bureaux syndicaux de ces différentes catégories.

[366] Le krach de la Banque d'escompte, le 29 décembre 1921, avait ouvert la crise politique de l'Italie libérale. Cf. supra, n. 1, p. 195.

[367] Cf. ci-dessus « L'enquête sur les industries », pp. 176-178.

La lutte pour le contrôle représente pour les communistes le terrain spécifique où la classe ouvrière s'impose à la tête des autres classes opprimées de la population et réussit à obtenir leur consentement à sa propre dictature. En luttant pour le contrôle, la classe ouvrière lutte pour endiguer la débâcle de l'appareil industriel capitaliste; pour assurer, autrement dit, la satisfaction des exigences élémentaires des grandes masses et, par conséquent, les conditions de vie de la civilisation.

Sur la base du contrôle, le Parti communiste établit les premiers éléments réels de son programme économique de gouvernement, dont les points principaux sont :

a) Réorganisation des forces productives humaines, qui sont le premier et le plus important instrument de production[368];

b) L'autonomie industrielle des producteurs qui doit avoir pour fin immédiate de faire cesser les grèves et les agitations qui empêchent aujourd'hui le rendement normal des entreprises ;

c) Empêcher le gaspillage des capacités techniques professionnelles provoquées par le chômage ;

d) Substitution du matériel vieilli et usé de l'appareil industriel bourgeois et introduction des méthodes de travail les plus modernes qui rencontrent aujourd'hui l'hostilité de la classe ouvrière dans la mesure où elles visent tout particulièrement à la dépouiller de ses capacités professionnelles.

Le Parti communiste ne s'épouvante pas des conséquences - désordre et destructions - que la réalisation du contrôle et de la dictature prolétarienne dans le domaine industriel portent nécessairement en eux. Plus que du contrôle lui-même, ces conséquences sont fonction du processus de débâcle que subit la société du fait de la désagrégation du régime capitaliste. La discipline de fer et l'esprit de sacrifice que le Parti demande à ses propres militants sont étroitement liés à la nécessité de mettre un frein à cette débâcle et à ce désordre. Ainsi le Parti est-il destiné à assumer, dans le domaine de la production des biens matériels et de la lutte contre le marasme des industriels, cette même fonction d'avant-garde qu'il exerce dans le domaine de l'action de masse et de la lutte armée.

L 'ITALIE ET LA CONFÉRENCE DE GÊNES [369]

[368] Cf. ci-dessus n. 1, p. 204.

[369] Cet article, comme celui qui suit, est repris de l'édition française de l'Internationale *Press-Korrespondenz* (en abrégé Inprekorr), qui était le bulletin d'information de l'Internationale communiste. Pour qui connaît les conditions de travail des rédacteurs et traducteurs de l'Inprekorr, pour qui sait que les textes publiés étaient souvent des traductions de traductions, c'est une banalité que de dire que ces articles ne sauraient être considérés comme pleinement fidèles à la pensée de Gramsci. Ce dernier y a du reste longuement insisté à l'occasion d'une polémique avant l'*Avanti!* dans un article de 1924, dont Valentino Gerratana nous a obligeamment fourni une photocopie, « Discutiamo, se vi pare » *(Lo Stato Operaio*, 7 février 1924, p. 4). S'efforçant de mettre au jour, selon ses termes, l'« origine philologique de l'erreur de l'*Avanti!* », Gramsci y met en garde contre les versions de ses écrits publiées dans La Correspondance internationale, édition française de l'Inprekorr, et rappelle à ce propos que seule l'édition allemande, l'Internationale Press-Korrespondenz, peut être considérée comme fidèle. Il ne nous en a pas moins paru intéressant de restituer ici une image du Gramsci qu'a pu connaître, en son temps, le lecteur de langue française. En ce qui concerne cet article, on trouvera entre crochets les différences les plus marquantes par rapport à la version

Intérêts italiens et intérêts slaves. - Les conséquences de la guerre civile et la question agraire dans la politique extérieure. - L'Italie souhaite le relèvement de l'Allemagne et veut faire des affaires dans la mer Noire.

Par Antonio Gramsci (Turin).

Un seul problème domine la politique étrangère italienne : établir la suprématie italienne sur l'Adriatique, annexer au territoire national Fiume et la Dalmatie. Et la question se pose : devant ce problème, que représentent l'Allemagne et la Russie?

[La Yougoslavie appartient au système de la Petite Entente, c'est-à-dire, à la coalition des races slaves des Balkans et de l'Europe centrale.] * Pendant la période antérieure à la guerre mondiale, ces populations s'orientaient d'après la politique de la grande Russie; aujourd'hui, leur puissance est encore liée aux destins de la Russie, pas tant à la forme du gouvernement qu'elle peut avoir, c'est-à-dire à une Russie propriétaire, bourgeoise ou prolétaire, mais à la Russie en tant qu'alliée naturelle des populations slaves des Balkans. Si la Russie est faible, la Yougoslavie est faible aussi et cela permet à l'Italie d'étendre son impérialisme sur la péninsule balkanique.

C'est la forme que revêt en Italie la propagande nationaliste, qui est l'expression immédiate de la politique des grands propriétaires agraires et de la caste militaire. La Russie est la concurrente la plus sérieuse des agrariens italiens. Avant la guerre mondiale, l'Italie importait annuellement 16 millions [de quintaux] de blé de la Russie et les gros propriétaires italiens faisaient protéger leurs intérêts par un droit de douane de 7 lires 50 par quintal que l'État leur accordait bénévolement. Il est donc naturel qu'ils préfèrent une Russie affamée et ruinée à une Russie prospère capable d'exporter son surplus de blé.

[La lutte agraire en Italie a la suprématie sur la lutte de classes du prolétariat.]* Les ouvriers industriels en Italie ne comptent que pour un tiers de la population, les deux autres tiers sont composés d'ouvriers agricoles ou de paysans. Le Parti socialiste italien lui-même a de tout temps été plutôt un parti de paysans qu'un parti ouvrier, et cela explique en grande partie ses déviations et ses hésitations [370]. C'est pourquoi la nouvelle attitude du *Parti populaire,* c'est-à-dire du parti des paysans catholiques, a eu une très grande importance tant dans la politique interne (parlementaire) que dans la politique étrangère.

La guerre civile s'étant envenimée et intensifiée en Italie, guerre voulue et déclenchée par les propriétaires fonciers pour mener une offensive de grand style contre les paysans catholiques, la politique du Parti populaire s'est déplacée vers la gauche, et la répercussion sur la politique étrangère a été immédiate. Le ministère [premier ministre] Bonomi, qui était en grande partie influencé par le Parti populaire, - a changé son attitude envers la Russie et s'est montré dès lors

allemande, un astérisque signalant les phrases ou membres de phrase qui n'y figurent pas. Cf. « Italien und die Genua-Konferenz », *Internationale Presse Korrespondenz,* 11, 40, 4 avril 1922, pp. 321-322.

La conférence économique internationale de Gênes (10 avril-19 mai 1922) dont il est question ici, se proposait de normaliser les rapports des grandes puissances avec la Russie bolchevique et de réintégrer l'Allemagne dans l'économie européenne. Elle fut essentiellement marquée par un coup de théâtre, la signature du traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie des Soviets (16 avril 1922). Il est à noter à ce propos que ce texte de Gramsci est antérieur à la signature de ce traité.

[370] Gramsci reprendra cet argument dans une intervention de juin 1923 devant la « Commission italienne »de l'I.C. pour justifier son hostilité à la fusion avec les maximalistes : cf. ci-après, p. 244, n. 2.

favorable à une reprise de relations avec elle, C'est pourquoi il prit à Cannes l'initiative de proposer la conférence de Gênes [371].

Mais, suivant le plan de Lloyd George, que s'était approprié Bonomi, Gênes ne devait pas tant servir à résoudre la question des rapports mondiaux avec la Russie [soviétique], comme [sic] à résoudre un problème [bien plus important pour le capitalisme et le commerce mondiaux] * : celui de la rentrée de l'Allemagne dans le système économique européen. Il s'agit de donner à l'économie allemande la possibilité de renaître, en lui enlevant certains des liens du traité de Versailles qui l'empêchent de se mouvoir. Sur ce point, la démocratie bourgeoise, le centre catholique et le parti de droite des agrariens (nationalistes et fascistes) se sont mis d'accord sur la question de la politique étrangère et de la conférence de Gênes.

La Petite Entente est contre l'Allemagne, les nationalistes italiens sont pour l'Allemagne et contre la Petite Entente. C'est ainsi que le programme de la politique étrangère du leader des fascistes, Benito Mussolini, se trouve concorder parfaitement avec celui de M. Nitti, représentant des grands industriels et de la haute finance italienne, tous deux [les deux milieux] favorables à une renaissance économique de l'Allemagne [372].

Les industriels italiens ont des visées sur les centres miniers de la mer Noire; c'est pourquoi ils envisagent volontiers le projet de syndicat financier international pour l'exploitation capitaliste des ressources économiques de la Russie des Soviets, car ils espèrent [faire leurs affaires et] obtenir une sphère d'influence [propre] dans la mer Noire.

Toutes les oscillations de la politique étrangère italienne sont, [en résumé] *, déterminées par l'intensification de la guerre de classe et par la décomposition des forces sociales qui en résulte. Il serait donc nécessaire de faire une description détaillée de la situation italienne pour arriver à fixer les reflets de politique étrangère qui s'en détachent. Le passage à gauche du Parti populaire, et le fait que certains (le ses leaders des plus éminents, comme le député Meda [373] sont favorables à [se sont prononcés pour] cette nouvelle politique, ont eu pour conséquence une scission dans la caste militaire, dont beaucoup de membres sont catholiques. Mais pour la grande majorité de ces groupes, la conférence de Gênes n'a qu'une importance; elle signifie le retour de l'Allemagne et non celui de la Russie dans le système économique européen. Cela explique pourquoi sont favorables à la conférence de Gênes, même ceux qui au début en étaient les adversaires les plus acharnés, et qui se sont même servis du prétexte de cette conférence pour faire tomber le ministère Bonomi [374], comme par exemple les partisans de Giolitti, les fascistes et les nationalistes.

---

[371] Comme Gramsci le note peu après, c'est effectivement Lloyd George qui, dans le cadre de la conférence de Cannes (5-12 janvier 1922), proposa, le 6 janvier 1922, de réunir une «conférence économique financière » destinée à « remédier à la paralysie du système européen » par la mise en oeuvre, en particulier, d'un plan de développement international de la Russie bolchevique.

[372] Gramsci se réfère probablement à l'ouvrage de F. S. Nitti, *L'Europa senza pace* (Turin, 1921), dans lequel l'ancien président du Conseil, qui avait déjà publié, à la veille de la guerre, une étude sur les investissements étrangers en Italie (*Il Capitale straniero in Italia,* Bari, 1915), exposait comment la reconstruction de l'Allemagne permettrait à l'Italie de retrouver sa principale source de capitaux.

[373] Filippo Meda (1869-1939) avait débuté comme journaliste à *L'Osservatore cattolico*, pour prendre ensuite la direction de *L'Unione* (1907) et de *L'Italia* (1912). Député depuis 1909, il s'était rallié à Salandra en 1914 et avait été ministre dans les gouvernements Boselli (1916-1917), Orlando (1917-1919) et Giolitti (1920-1921). En 1923 il s'efforça de rallier ses collègues du P.P.I. à la réforme électorale fasciste. De 1920 à 1928 il présida la Banca popolare de Milan.

[374] La chute du gouvernement Bonomi fut la conséquence directe du krach de la Banque d'escompte du 29 décembre 1921. Abandonné au Parlement par le groupe de la « Démocratie sociale » de Colonna Di Césarò et par les « Démocrates italiens » (ou « radicaux ») de Nitti, Bonomi fut mis en minorité et forcé de démissionner le 18 février 1922. Se coalisant avec les groupes démocrates, la droite l'avait tout particulièrement attaqué sur sa politique étrangère.

La Correspondance internationale, Il, 28, 12 avril 1922.

LES ORIGINES DU CABINET MUSSOLINI

La réaction- Les origines du cabinet Mussolini - La politique de M. Giolitti - Les Paysans - Le Parti socialiste - L'offensive capitaliste date de mars 1920. - Par A. Gramsci (Moscou).

Les éléments de la crise italienne, qui a reçu une solution violente par l'avènement, au pouvoir du parti fasciste, peuvent être brièvement résumés comme suit :

La bourgeoisie italienne a réussi à organiser son État moins par sa propre force intrinsèque que parce qu'elle a été favorisée dans sa victoire sur les classes féodales et semi-féodales par toute une série de conditions d'ordre international *(la politique de Napoléon III en 1852-1860, la guerre austro-prussienne de 1866, la défaite de la France à Sedan et le développement que prit à la suite de cet événement l'empire germanique).* L'État bourgeois s'est ainsi développé plus lentement et suivant un processus qu'on ne peut point observer dans beaucoup d'autres pays. Le régime italien ne dépassait pas le pur régime constitutionnel à la veille de la guerre, la division des pouvoirs ne s'était pas encore produite, les prérogatives parlementaires étaient très limitées; il n'existait pas de grands partis politiques parlementaires. À ce moment, la bourgeoisie italienne devait défendre l'unité et l'intégrité de l'État contre les assauts répétés de forces réactionnaires représentées surtout par l'alliance des grands propriétaires terriens, avec le Vatican. La grande bourgeoisie industrielle et commerciale, guidée par Giovanni Giolitti, chercha à résoudre le problème par une alliance de toutes les classes urbaines (la première proposition de collaboration gouvernementale fut faite à Turati au cours des premières années du XXe siècle) avec la classe des journaliers agricoles; ce n'était pourtant pas là un progrès dans le développement de l'État constitutionnel dans le sens de la démocratie parlementaire, c'était plutôt des concessions paternelles d'ordre immédiat que le régime faisait aux masses ouvrières organisées en syndicats et en coopératives agricoles.

La guerre mondiale brisa toutes ces tentatives. Giolitti, d'accord avec la Couronne, s'était engagé dès 1912 à agir avec l'Allemagne dans la guerre de 1914 (la convention militaire signée à Berlin en 1912 par le général Pollio, chef de l'État-Major italien, entrait précisément en vigueur le *2* août 1914*;* ce général se suicida pendant la période de la neutralité italienne, dès que la Couronne se montra favorable à la nouvelle orientation politique ententophile)[375] (1). Giolitti fut violemment écarté par les nouveaux groupes dirigeants, ceux de la lourde industrie, de la grosse agriculture et de l'État-Major; ceux-ci en arrivèrent même à comploter pour le faire fusiller.

---

375 Gramsci reprend ici la substance d'un article de Gaetano Salvemini, « La politica estera dell'on. Giolitti », paru dans *L'Unilà* du 27 décembre 1917 (aujourd'hui in G. Salvemini, *Dalla guerra mondiale alla dittatura* (1916-1925), Milan, 1964, pp. 133-137). Comme le souligne Salvemini, lors du renouvellement de la Triplice le 5 décembre 1912, Giolitti renonça à tout un système de garanties parallèles qui libérait l'Italie de l'obligation de participer à un conflit déclenché par les puissances centrales. Le précédent renouvellement du traité, le 8 juillet 1902, s'était en effet doublé d'un accord avec la France et la Grande-Bretagne sur les problèmes méditerranéens et le statu quo dans les Balkans. En cas d'agression de l'Autriche contre la Serbie, par exemple, l'Italie aurait été libérée de ses obligations à l'égard des puissances centrales et se serait même retrouvée aux côtés de la France et de l'Angleterre. Un accord du même type avait été également signé avec la Russie, à Racconigi, en 1909. La convention militaire avec l'Allemagne fut, quant à elle, négociée par le général Pollio en juillet 1913. Elle devait entrer en vigueur à partir du 8 juillet 1914. Le général Alberto Pollio (1852-1914) était chef d'état-major depuis 1908. Quoique favorable à la Triplice et, surtout, à l'alliance allemande, il avait tenté de mettre en œuvre une réforme de l'armée italienne et de réorganiser la défense sur la frontière austro-hongroise.

Les nouvelles forces politiques, qui devaient apparaître après l'armistice, se consolidèrent pendant la guerre. Les paysans se groupèrent en trois organisations très puissantes. Le Parti socialiste, Le Parti populaire (catholique) et les Associations d'anciens combattants. Le Parti socialiste organisa plus d'un million de journaliers agricoles et de métayers dans l'Italie centrale et septentrionale; le Parti populaire groupa autant de petits propriétaires et de paysans moyens dans la même zone territoriale ; les associations d'anciens combattants se développèrent surtout dans l'Italie du Sud et dans les régions arriérées et sans grandes traditions politiques. La lutte contre la grosse propriété agraire devint rapidement très intense sur tout le territoire italien; les terres furent envahies, les propriétaires durent émigrer vers les chefs-lieux des régions agraires, à Bologne, Florence, Bari, Naples; dès 1919, ils y commencèrent l'organisation des bataillons civils pour lutter contre la « tyrannie des paysans »dans les campagnes. Il manquait à ce bouleversement énorme des classes travailleuses des campagnes un mot d'ordre clair et précis, une orientation unique, ferme et déterminée et un programme politique concret.

Le Parti socialiste aurai[dû dominer la situation; celle-ci pourtant le dépassa. 60 % des membres du Parti socialiste étaient des paysans; parmi les 156 députés socialistes au Parlement, 110 avaient été élus par les campagnards; sur 2 500 municipalités conquises par le Parti socialiste italien, 2 000 étaient strictement paysannes; les quatre cinquièmes des coopératives administrées par les socialistes étaient des coopératives agricoles. Le Parti socialiste reflétait le chaos au point de vue toute son activité se réduisait à des déclamations maximalistes, à des déclarations bruyantes au Parlement, à afficher des insignes, à des chants et des fanfares. Toutes les tentatives faites au sein du Parti socialiste pour faire prédominer les questions ouvrières et l'idéologie prolétarienne furent combattues avec acharnement par les armes les plus déloyales; ainsi, dans la séance du Conseil national socialiste tenue à Milan en avril 1920, Serrati en arriva à dire que la grève générale qui avait éclaté à cette époque dans le Piémont et qui était soutenue par les ouvriers de tous les métiers avait été provoquée artificiellement par des agents irresponsables du gouvernement de Moscou[376].

En mars 1920, les classes possédantes commencent à organiser la contre-offensive. Le 7 mars fut convoquée à Milan la première Conférence nationale des Industriels italiens, qui créa la Confédération générale de l'Industrie italienne. Au cours de cette réunion, un plan précis et complet d'action capitaliste unifiée fut élaboré; tout y était prévu, depuis l'organisation disciplinée et méthodique de la classe des fabricants et des commerçants jusqu'à l'étude de tous les instruments de lutte contre les syndicats ouvriers et jusqu'à la réhabilitation politique de Giovanni Giolitti[377]. Dans les premiers jours d'avril, la nouvelle organisation obtenait déjà son premier succès politique ; le Parti socialiste déclarait anarchique et irresponsable la grande grève du Piémont, qui avait éclaté pour défendre les Comités d'usine et pour obtenir le contrôle ouvrier sur l'industrie; ce parti menaçait de dissoudre la section de Turin, qui avait dirigé cette grève. Le 15 juin, Giolitti formait son ministère de compromission avec l'État-Major représenté

---

[376] Il s'agit toujours de la « grève des aiguilles »d'avril 1920. Cf. Écrits politiques, 1, p. 327, n. 1.

[377] Les origines de la « Confederazione italiana dell'industria », (ou Confindustria) remontent en réalité au 5 mai 1910. Mais Gramsci, qui l'a déjà fait dans un article de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire «Superstition et réalité», 8 mai 1920, in Écrits politiques, 1, pp. 339-346), entend probablement souligner ici l'importance, pour la « longue durée » de l'histoire du capital en Italie, de ce Conseil national de la Confindustria (Milan, 6-7 mars 1920) au cours duquel cette dernière commença effectivement d'exercer son hégémonie sur l'ensemble de l'économie italienne et de formuler le discours du capital comme discours politique. La contre-offensive dont il est question ici répondait en effet à la première « sortie » politique des conseils d'usine du 28 février au 9 mars, les usines textiles des Établissements Mazzonis avaient été occupées par les ouvriers en grève et surtout - c'était là la nouveauté - gérées par les Conseils d'usine. Pour les dirigeants de la Confindustria -Gino Olivetti, Giovanni Silvestri - il s'agissait désormais de mettre fin à l'expérience des Conseils et de reprendre le terrain perdu depuis la fin de la guerre. Réquisitoire fut dressé contre le gouvernement qui n'était pas intervenu dans l'occupation des Établissements Mazzonis et les industriels furent invités à « s'en tenir strictement aux ordre »émanant de la Confindustria.

par Bonomi, ministre de la Guerre. Un travail fébrile d'organisation contre-révolutionnaire commença alors en présence de la menace de l'occupation des usines, que prévoyaient même les dirigeants réformistes réunis à la conférence de la Fédération des ouvriers métallurgistes qui se tint à Gênes au cours du même mois [378]. En juillet, le ministère de la Guerre, Bonomi en tête, commença la démobilisation d'environ soixante mille officiers dans les conditions suivantes : les officiers furent démobilisés en conservant les quatre cinquièmes de leur solde; la plus grande partie furent envoyés dans les centres politiques les plus importants; avec l'obligation d'adhérer aux *Fasci di Combattimento*[379] ; ceux-ci étaient restés jusqu'à ce moment une petite organisation d'éléments socialistes, anarchistes, syndicalistes et républicains favorables à la participation de l'Italie à la guerre aux côtés de l'Entente. Le gouvernement Giolitti fit d'énormes efforts pour rapprocher la Confédération de l'Industrie et les Associations des agrariens, spécialement celles de l'Italie centrale et septentrionale. C'est alors qu'apparaissent les premières équipes armées de fascistes et que se produisent les premiers épisodes terroristes. Mais l'occupation des usines par les ouvriers métallurgistes eut lieu a un moment où tout ce travail était en préparation; le gouvernement Giolitti fut forcé de prendre une attitude conciliatrice et de recourir à un traitement homéopathique plutôt qu'à une opération chirurgicale.

La Correspondance internationale, 11, 89, 2 novembre 1922.

LETTRE SUR LE FUTURISME ITALIEN [380]

Voici les réponses aux questions que vous m'avez posées sur le mouvement futuriste italien.

Depuis la guerre, le mouvement futuriste a, en Italie, complètement perdu ses traits caractéristiques. Marinetti se consacre fort peu au mouvement, il s'est marié et préfère réserver ses énergies à sa femme. Au mouvement futuriste participent aujourd'hui des monarchistes, des communistes, des républicains et des fascistes. On a récemment fondé à Milan un hebdomadaire politique *Il Principe,* qui soutient, ou essaie de soutenir des théories identiques à celles que Machiavel préconisait pour l'Italie du « cinquecento », c'est-à-dire qu'il soutient que la lutte entre les partis locaux, lutte qui pousse la nation vers le chaos peut être conjurée par un monarque absolu, un nouveau César Borgia qui se mettrait à la tête de tous les dirigeants des partis en lutte. Cette revue est dirigée par deux futuristes : Bruno Corra et Enrico Settimelli. Marinetti qui pourtant a été arrêté à Rome en 1920 au cours d'une manifestation patriotique, pour avoir prononcé un énergique discours contre le roi, collabore aujourd'hui à ce même hebdomadaire[381].

---

[378] Le Congrès national de la F.I.O.M. se réunit en fait à Gênes du 20 au 24 mai 1920. Par 84 819 voix contre 26 296 il condamna l'expérience turinoise des Conseils d'usine et fit sien le projet de politique contractuelle proposé par Bruno Buozzi. Attaqué pour son attitude au cours de la grève d'avril, ce dernier fut toutefois amené à reconnaître que le prolétariat était près, désormais, d'accéder à la gestion des usines.

[379] Ce point a fait l'objet de polémiques et de controverses. Cf. « Les responsabilités des classes dirigeantes. Un exemple : Bonomi et le fascisme », *in* R. Paris, *Les Origines du fascisme,* Paris, 1968, pp. 113-114.

[380] Cette lettre à Léon Trotski, écrite lors du séjour de Gramsci en Russie, a été publiée pour la première fois en russe sous le titre « Pismo t. Gramsci ob italianskom futurisme »[Lettre du camarade Gramsci sur le futurisme italien] dans le livre de Trotski,*Literatura i revolucija,* Moscou, 1923, pp. 116-118. Nous en donnons ici une traduction à partir de l'italien, mais le texte a été vérifié par nos soins sur l'original russe.

[381] *Il Principe* était en effet un organe ultra-monarchiste. « La monarchie absolue est le régime le plus parfait », proclamait le journal, dont les deux directeurs allaient bientôt rallier le fascisme et animer une nouvelle revue : *L'Impero,* devenu ensuite *L'Impero fascista.* Pour les problèmes politiques qui s'attachent au futurisme, cf. R. Paris, *op. cit.*, pp. 42-46.

Les principaux représentants du futurisme d'avant-guerre sont devenus fascistes à l'exception de Giovanni Papini qui est devenu catholique et a écrit une *Histoire du Christ*[382] . Pendant la guerre, les futuristes ont été les champions les plus acharnés de la « guerre jusqu'à la victoire » et de l'impérialisme. Un seul fasciste, Aldo Palazzeschi [383], était contre la guerre. Il a rompu avec le mouvement et bien qu'il ait été un des écrivains les plus intéressants, il a fini par se taire en tant qu'homme de lettres. Marinetti, qui a toujours exalté la guerre en long et en large, a publié un manifeste où il démontre que la guerre est la seule hygiène possible pour le monde. Il a pris part à la guerre comme capitaine dans un corps de chars d'assaut et son dernier livre : *L'Alcôve d'acier (L'Alcova d'acciaio)* est un hymne enthousiaste au rôle des chars d'assaut dans la guerre. Marinetti a écrit une brochure *Au-delà du communisme (Al di là del comunismo)*[384], où il développe ses doctrines politiques, si toutefois on peut donner le nom de doctrines aux élucubrations parfois spirituelles et toujours extravagantes de cet individu. Avant mon départ, la section de Turin du *Proletkult* [385] avait demandé à Marinetti de participer au vernissage d'une exposition de tableaux futuristes pour en expliquer la signification aux ouvriers et aux membres de l'organisation. Marinetti a accepté très volontiers cette invitation et, après avoir visité l'exposition avec les ouvriers, il a déclaré combien il était content d'avoir vu que les ouvriers comprenaient les problèmes de l'art futuriste bien mieux que les bourgeois. Avant la guerre le futurisme était très populaire parmi les ouvriers. La revue *Lacerba, qui* tirait à vingt mille exemplaires, se diffusait pour les quatre cinquièmes parmi les ouvriers [386]. Au cours des nombreuses manifestations d'art futuriste qui avaient lieu dans les théâtres des plus grandes villes d'Italie, les ouvriers défendaient les futuristes contre des jeunes gens - de la semi-aristocratie et de la bourgeoisie - qui en venaient aux mains avec eux.

Il n'y a plus de groupe futuriste, Marinetti n'existe plus. La vieille revue de Marinetti *Poesia* est maintenant dirigée par un certain Mario Dessi, personnage insignifiant tant du point de vue intellectuel que de celui de l'organisation. Dans le sud de l'Italie, particulièrement en Sicile, paraissent de nombreux petits journaux futuristes auxquels Marinetti envoie des articles; mais ces petites revues sont publiées par des « étudiants »qui confondent futurisme et ignorance de la grammaire italienne. Le noyau futuriste le plus fort est constitué par des peintres. À Rome se tient une exposition permanente de peinture futuriste, organisée par un certain Anton Giulio Bragaglia, photographe manqué, agent cinématographique et théâtral [387]. Parmi les peintres

[382] G. Papini, *Storia del Cristo,* Florence, 1918; trad. franç.: Histoire *du Christ,* Paris, Payot, 1949.

[383] Il s'agit bien entendu d'un *lapsus.* Signataire avec Marinetti du « Manifeste futuriste » du 20 février 1909, Aldo Palazzeschi, qui a commencé de s'éloigner du futurisme dès 1914, n'a jamais été fasciste.

[384] Gramsci fait successivement allusion à *Guerra sola igiene del mondo* (Milan, 1915), *L'alcova d'acciaio* (Milan, 1921) et *Al di là del comunismo* (Milan, 1920).

[385] Les communistes turinois et piémontais avaient effectivement créé, sur le modèle du *Proletkult* russe, des« Instituts de culture prolétarienne », qui organisaient, selon un rapport du Comité central au lie Congrès du P.C. d'Italie, « des cycles de leçons tant de culture générale que sur les problèmes du communisme, complétés par des concerts, des représentations et autres initiatives d'ordre artistique « (Partito comunista d'Italia, *Secondo Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922, Relazione del Comitato Centrale,* éd. cit., p. 12). Le premier *Proletkult* turinois était né d'une initiative de Gramsci et de Zino Zini et son programme, rédigé par ce dernier, avait été publié dans *L'Ordine Nuovo* du 6 janvier 1921 (G. Bergami, « Préface » à Z. Zini, *La tragedia del proletariato in Italia,* éd. cit., p. 36). C'était probablement là, dans le cadre du P.C.I., une initiative unique, où se faisait sentir, de toute évidence, l' « héritage » de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire. Barbusse et le mouvement *Clarté* et, plus encore, Lounatcharski et le *Proletkult* avaient en effet représenté, on l'a dit, des points de référence essentiels pour le groupe de *L'Ordine Nuovo. Cf.* en particulier la « Chronique »de Gramsci des 11-18 décembre 1920, in *Écrits politiques,* 1, pp. 409-410.

[386] La revue *Lacerba* naquit à Florence le 1er janvier 1913 d'une scission du groupe de *La Voce.* Elle était animée essentiellement par Giovanni Papini et Ardengo Soffici. Organe du futurisme militant - c'est là que fut publié, en 1913, le premier « Programme politique futuriste » - à partir de 1914 *Lacerba* mena une compagne effrénée en faveur de l'intervention. Elle cessa de paraître le 22 mai 1915, deux jours avant l'entrée en guerre de l'Italie.

[387] Anton Giulio Bragaglia était le fondateur du Théâtre des Indépendants de Home. Réagissant contre le théâtre « littéraire», il s'efforçait, à la façon d'Antoine ou de Stanislavski, de mettre en œuvre un théâtre « expérimental »,

futuristes, le plus connu est Giorgio Balla[388]. D'Annunzio n'a jamais pris publiquement position sur le futurisme. Il ne faut pas oublier qu'à sa naissance le futurisme avait un caractère clairement anti-d'Annunzien : un des premiers livres de Marinetti s'intitule *Les Dieux s'en vont, d'Annunzio reste*[389]. Bien que pendant la guerre les programmes politiques de Marinetti et de D'Annunzio aient concordé sur tous les points, les futuristes sont restés anti-d'Annunziens. Ils ne se sont presque pas intéressés au mouvement de Fiume bien qu'ils aient pris part ensuite à des manifestations.

On peut dire que depuis la signature de la paix le mouvement futuriste a complètement perdu son caractère propre et s'est effrité dans divers courants nés et fondés à la suite des changements produits par la guerre. Les jeunes intellectuels sont presque tous devenus des réactionnaires. Les ouvriers, qui avaient vu dans le futurisme les éléments d'une lutte contre la vieille culture académique italienne, momifiée et étrangère -aux masses populaires, ont aujourd'hui à lutter les armes à la main pour leur liberté et s'intéressent peu à de vieilles querelles. Dans les grands centres industriels le programme du *Proletkult,* qui vise à éveiller l'esprit créateur des ouvriers dans le domaine de la littérature et de l'art, absorbe l'énergie de ceux qui ont encore le désir et le temps de s'occuper de ces problèmes.

Moscou, le 8 septembre 1922.

un théâtre « théâtral ». Une bonne partie de son répertoire était constituée de pièces futuristes, mais il donnait aussi des œuvres expressionnistes et des *commedie dell'arte. Il* animait également une « Maison de l'Art » et dirigeait la revue *Cronache d'Attualilà,* consacrée aux problèmes artistiques. Cf. le témoignage d'un contemporain *in* J. C. Mariátegui, *El Artista y la Epoca,* Lima, 1959, pp. 188-192.

388 *Recte:* Giacomo Balla.

389 F. T. Marinetti, *Les Dieux s'en vont, D'Annunzio reste,* Paris, 1908, Sansot. Comme une grande partie des oeuvres de Marinetti, ce livre fut écrit et publié directement en français.

DEUXIÈME PARTIE

Correspondance de Moscou et de Vienne

(1923-1924)

À TOGLIATTI *(18 mai 1923)*[390]

Cher Palmiro,

Je vais répondre longuement à ta lettre et t'exposer quelle est en ce moment mon opinion sur la situation du Parti et sur les perspectives que l'on peut avoir quant à son développement futur et à l'attitude des groupes qui le constituent. Dans l'ensemble, je te le dis tout de suite, tu es trop optimiste, la question est beaucoup plus complexe qu'il n'apparaît à lire ta lettre. J'ai eu, au cours du IVe Congrès, quelques conversations avec Amadeo [391] qui me portent à croire qu'il faut que nous ayons entre nous une discussion large et exhaustive sur certains problèmes qui aujourd'hui semblent, ou peuvent sembler, de pures querelles intellectuelles, mais que j'estime susceptibles de devenir, dans la perspective d'un développement révolutionnaire de la situation italienne, des germes de crise et de décomposition à l'intérieur du Parti. Aujourd'hui, la question fondamentale est précisément celle que tu as toi-même posée : il faut créer à l'intérieur du Parti un noyau de camarades qui ne soit pas une fraction, qui ait le maximum d'homogénéité idéologique, et qui réussisse par conséquent à donner à l'action pratique un maximum d'unicité directrice. Nous autres, le vieux groupe turinois, nous avons commis bien des erreurs dans ce domaine. Nous avons hésité à pousser jusqu'à leurs conséquences extrêmes les conflits qui nous ont opposés à Angelo sur le plan idéologique et sur le plan pratique [392]. Nous n'avons pas tiré au clair la situation, et voici où nous en sommes aujourd'hui : une petite bande de camarades exploite pour son compte la tradition et les forces que nous avions suscitées, et Turin témoigne contre nous.

Sur le plan général, la répugnance que nous avons éprouvée en 1919-1920 à créer une fraction a fait que nous sommes restés isolés, presque au niveau individuel, tandis que dans l'autre groupe, le groupe abstensionniste, la tradition de fraction et celle du travail en commun ont laissé des traces profondes qui ont encore aujourd'hui des échos idéologiques et pratiques considérables dans la vie du Parti. Mais je t'écrirai plus longuement et plus en détail. Je veux en outre écrire une lettre de portée plus générale pour les camarades de notre vieux groupe, comme Leonetti, Montagnana, etc., afin de m'expliquer avec eux sur mon attitude au IVe Congrès où, je pense que cela ne leur échappe pas, se reproduit la situation dans laquelle je me

---

[390] Gramsci répond ici à une lettre de Togliatti du let mai 1923 dans laquelle celui-ci lui annonce que, préoccupé de porter le débat qui oppose la direction du P.C. d'Italie à l'I.C. devant la base du Parti, Bordiga, qui est emprisonné depuis le 3 février, envisage de publier un manifeste : « Il [Bordiga] veut que le groupe politique qui a eu jusqu'ici la direction du P.C.I., qui est responsable de sa formation et de son action au cours des trois dernières années, s'adresse au prolétariat à travers un manifeste. Ce manifeste devrait affirmer que l'action de l'Internationale communiste à l'égard du P.S.I. a empêché ce groupe politique de mener à terme la tâche historique qu'il s'était assignée : détruire la vieille tradition pseudo-révolutionnaire incarnée par le P.S.I., déblayer la route de ce cadavre et fonder simultanément une nouvelle tradition et une nouvelle organisation de combat »(P. Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del P.C.I.,* éd. cit., p. 54), - point de vue avec lequel Togliatti est alors entièrement d'accord. Le texte du manifeste « A tutti i compagni del Partito comunista d'Italia » a été publié, dans sa version originelle, par Stefano Merli (« Nuova documentazione sulla " svolta " nella direzione del Partito comunista d'Italia nel 1923-1924 », *Rivista Storica del Socialismo,* VII, 23, septembre-décembre 1964, pp. 513-540).

[391] Togliatti rapporte (*op. cit.*, p. 63) que Scoccimarro, qui assista à ces conversations, s'accorda avec Gramsci pour estimer que le désaccord avec Bordiga, loin de se borner aux questions de tactique, investissait toute la stratégie du P.C. d'Italie et de l'I.C. et que la rupture était donc inévitable. Il est certain, pourtant, qu'à la même époque, soit en novembre 1922, non seulement Gramsci ne s'était pas démarqué publiquement de Bordiga, mais encore avait refusé d'adopter - comme Zinoviev, Boukharine et Trotski le pressaient de le faire - une « position de lutte contre Bordiga » (G. Berti, « Appunti e ricordi 1919-1926», *loc. cit.*, pp. 37-38).

[392] Cf. en particulier « Le programme de *L'Ordine Nuovo* » in *Écrits politiques,* 1, pp. 368-377. La « droite» ayant été la seule à s'opposer à l'adoption des « Thèses de Rome », le reste du Parti, Gramsci y compris, semblait totalement acquis aux thèses de Bordiga et Tasca, en cette année 1923, pouvait se présenter comme le seul héritier de la « tradition turinoise ».

suis trouvé en 1920 à Turin, quand je refusai de faire partie de la fraction communiste électionniste tout en soutenant la nécessité d'un plus grand accord avec ces mêmes abstentionnistes [393].

Je pense qu'il est aujourd'hui plus facile, étant donné les conditions générales du mouvement en Europe, de résoudre d'une façon qui nous soit favorable, au moins pour la substance, les questions qui s'étaient posées à l'époque sur ce point. Nous avons commis des erreurs formelles grossières, qui nous ont nui énormément et nous ont fait passer pour infantiles, superficiels, fauteurs de désorganisation. Cependant la situation nous est favorable sur toute la ligne. Pour ce qui concerne l'Italie, je suis optimiste, à condition, bien entendu, que nous sachions travailler et rester unis. À mon avis, il faut que nous envisagions la question du P.S.I. de façon plus réaliste et en pensant, par conséquent, à la période qui suivra la prise du pouvoir [394](2).

Trois ans d'expérience nous ont appris combien (et je ne veux pas parler seulement de l'Italie) sont enracinées les traditions social-démocrates, et combien il est difficile de détruire par la simple polémique idéologique les séquelles du passé. Il est nécessaire de mener une action politique, vaste et minutieuse, qui désagrège jour après jour, cette tradition, et démantèle ainsi l'organisme qui l'incarne. La tactique de l'Internationale est en mesure de réaliser une telle action. En Russie, sur 350 000 membres du P.C. 50 000 seulement sont de vieux bolcheviks; les 300 000 autres sont des mencheviks ou des sociaux-révolutionnaires qui ont été amenés jusqu'à nous par l'action politique du noyau originel, qui est toutefois loin d'avoir été submergé par ces éléments divers, continue à diriger le Parti, et ne cesse même d'être de plus en plus puissant tant par sa représentation aux divers congrès que par son influence sur l'orientation de la couche dirigeante.

---

[393] Il s'agit du « groupe d'éducation communiste » constitué par Gramsci en juillet 1920. Cf. *Écrits politiques,* 1, p. 368, n. 1. Mario Montagnana (1897-1960) était un ouvrier métallurgiste de Turin. Membre du Parti socialiste depuis l'âge de treize ans, il avait appartenu au groupe de *L'Ordine Nuovo* et, après le congrès de Livourne, il avait assuré la chronique syndicale de *L'Ordine Nuovo* quotidien. Cf. ses souvenirs sur Gramsci et *l'O.N.* in *Ricordi di un operaio torinese* (Rome, Rinascita, 1948). Pour Leonetti, voir ci-après n. 2, p. 240.

[394] Ces« liquidateurs», ce sont, bien entendu, Tasca et la « droite »du Parti, qui n'ont cessé d'oeuvrer en vue de l'unification avec les maximalistes, libérés depuis quelques mois de l'aile réformiste du P.S.I.... Après le congrès de Milan d'octobre 1921 - cf. « Le congrès socialiste », *supra,* pp. 173-175 - au terme duquel le P.S.I. s'était vu signifier son exclusion définitive de l'Internationale communiste (2 novembre 1921), le fossé n'avait cessé de s'élargir entre réformistes et maximalistes. La visite de Turati chez le Roi, le 29 juillet 1922, avait achevé de rendre la scission inévitable.

Le congrès de Rome du P.S.I. (1er-4 octobre 1922) proclama donc l'exclusion des réformistes par 32 106 voix contre 29 119. Tandis que les exclus constituaient, avec Giacomo Matteotti, le Parti socialiste unitaire, les maximalistes sollicitèrent leur admission dans l'I.C. et une délégation, dirigée par Serrati, prit le chemin de Moscou. Informé de la scission de Rome, le IVe Congrès de l'I.C. décida la fusion immédiate du P.C. d'Italie et du P.S.I. en un « Parti communiste unifié d'Italie ». Comme devait le dire Zinoviev, « l'étape des scissions était passée ». On parla même de substituer Gramsci à Serrati à la tête de *l'Avanti!.* Une commission fut mise en place pour préparer la fusion. Présidée d'abord par Zinoviev, puis tour à tour par Manouilski et Ràkosi, elle rassembla des représentants des deux partis intéressés : Gramsci, Scoccimarro et Tasca pour le P.C., et, pour les maximalistes, G. M.Serrati, Fabrizio Maffi et Giovanni Tonetti. C'était ouvrir une nouvelle crise entre le P.C. d'Italie et l'Internationale communiste. Pour Gramsci comme pour Bordiga, pour Scoccimarro comme pour Terracini, pour la « majorité » du Parti (Tasca et la« droite », constituant alors la « minorité », la fusion avec les maximalistes - les maximalistes, il faut y insister, et pas seulement les *terzini,* ces partisans de l'I.C. demeurés dans le P.S.I. après le 21 janvier 1921 - signifiait, en effet, non seulement le ralliement à Serrati et à toute une tradition du socialisme italien, mais surtout l'annulation des effets de Livourne et de la clarification qui s'y était opérée (ou était censée s'y être opérée); c'était, pour reprendre la formule de l'époque, une « catastrophe ». Aussi bien la « majorité », Gramsci y compris, fit-elle tout pour freiner la fusion et exigea-t-elle, en particulier, que la fusion procédât, non d'organisation à organisation, mais par adhésion individuelle des maximalistes au P.C. d'Italie. Le 24 novembre déjà, une lettre du Comité central du P.C. russe, signée par Lénine, Trostki, Zinoviev, Boukharine et Radek, allait placer les communistes italiens devant un véritable ultimatum : se soumettre à la discipline de l'I.C. ou se vouer à l'isolement. Quelques mois plus tard, lassé de tant de tiédeur et de tant d'atermoiements, suite peut-être aussi au congrès de Milan du P.S.I. l'Exécutif élargi de juin 1923 devait finir par placer la « minorité »à la tête du Parti italien.

Le même phénomène se produit au sein du parti allemand : les 50 000 spartakistes ont complètement encadré les 300 000 indépendants; au IVe Congrès, sur *20* délégués allemands, 3 seulement étaient d'anciens indépendants, et note bien que la délégation avait été en grande partie choisie par les organismes locaux.

Je crois que nous avons tendance à nous faire beaucoup trop de soucis, et si je recherche la racine psychologique de cette tendance, je ne trouve qu'une explication : nous avons conscience d'être faibles et de courir le risque d'être submergés. Note bien que tout ceci a des conséquences pratiques de la plus haute importance. En Italie, nous avons cultivé en serre chaude une opposition sevrée de tout idéal et de toute vision claire des événements. Quelle est la situation que l'on a ainsi suscitée? La masse du Parti se forme une opinion d'après les documents rendus publics qui sont dans la ligne de l'Internationale, et, partant, de l'opposition. Nous autres, nous nous éloignons de la masse : entre nous et la masse se forme un écran de quiproquos, de malentendus, de jeu verbal compliqué. Nous finirons par apparaître comme des hommes qui veulent à tout prix conserver leur place, ce qui signifie que la partie représentative de l'opposition se retournera contre nous. J'estime qu'il faut que ce soit notre groupe, que ce soit nous, qui restions à la tête du Parti, parce que nous sommes réellement dans la ligne du développement historique, parce que, en dépit de toutes nos erreurs, nous avons fait un travail positif et avons créé quelque chose; les autres n'ont rien fait, et aujourd'hui ils veulent manœuvrer pour liquider le communisme en Italie, pour ramener notre jeune mouvement dans le lit de la tradition. Mais si nous continuons à prendre les attitudes formalistes que nous avons prises jusqu'à présent - remarque qui elles sont formalistes pour moi, pour toi, pour Bruno, pour Umberto, mais pas pour Amadeo - nous obtiendrons le résultat inverse de celui que nous cherchons : l'opposition deviendra effectivement représentative du Parti et nous nous trouverons isolés, nous subirons une défaite pratique peut-être irrémédiable, qui sera indubitablement le début de notre désagrégation en tant que groupe et de notre défaite idéologique et politique. Alors, il faut ne pas trop nous préoccuper de notre fonction de dirigeants; nous devons aller de l'avant, en menant notre action politique, sans trop nous regarder dans le miroir. Nous allons dans le sens du courant historique, et nous arriverons au port, pourvu que nous ramions bien et que nous tenions fermement le timon en main. Si nous savons bien manœuvrer nous absorberons le Parti socialiste et nous résoudrons ce qui est le premier et le plus fondamental des problèmes révolutionnaires : unifier le prolétariat d'avant-garde et détruire la tradition populaire démagogique.

De ce point de vue, le commentaire que tu as fait du congrès socialiste ne m'a pas satisfait [395]. Tu y fais figure du communiste qui se regarde dans un miroir : au lieu de désagréger le P.S.I., ton commentaire tend à le renforcer; l'ensemble du mouvement socialiste s'y trouve opposé à nous dans une contradiction indépassable. Pour les dirigeants, pour Nenni, pour Vella, etc., la chose est indubitable, mais est-ce vrai aussi pour la masse des adhérents et, ce qui

[395] Il s'agit, cette fois, du congrès de Milan du P.S.I. des 15-17 avril 1923, congrès extraordinaire convoqué pour décider de la fusion, qui, en l'absence de Serrati (qui se trouvait en prison), avait vu triompher, par 5 361 voix contre 3 968 et 900 abstentions, les thèses du « Comité de défense » d'Arturo Vella et Pietro Nenni, farouchement hostile à l'adhésion à l'I.C. Convaincus, toutefois, qu'ils allaient être majoritaires au congrès suivant, les « unionistes » décidèrent - et les délégués de l'I.C., Matyas Rákosi et Jules Humbert Droz, les y encouragèrent - de demeurer dans le P.S.I., en évitant de s'en faire exclure, pour le travailler de l'intérieur. Publiée sous la direction de Serrati, la revue *Pagine rosse,* qui commença de paraître le 20 juin, fut l'organe de cette fraction. Signé de la seule lettre *t*, l'article dont parle ici Gramsci fut publié, dans Il *Lavoratore* de Trieste, le 26 avril 1923, et, quoique lui-même le conteste (« Il est signé *t*, mais il n'est pas certain qu'on doive l'attribuer à Togliatti », in *La formazione.... p.* 63), paraît bien être de la plume de Togliatti. Au lendemain du congrès de Rome du P.S.I., Togliatti avait publié dans *L'Ordine Nuovo* un compte rendu (« Dopo la scissione », *L'Ordine Nuovo, 5* octobre 1922) qui paraissait inviter le P.C. d'Italie à adopter, à l'égard d'une fusion qui paraissait désormais inéluctable, une attitude plus réaliste. L'article du 26 avril, au contraire, marquait d'évidence un retour à des positions plus « sectaires »d'où l'irritation de Gramsci.

compte le plus, pour la zone d'influence dans le prolétariat? Certainement pas, et nous sommes convaincus que nous parviendrons à attirer et à assimiler dans son énorme majorité le prolétariat d'avant-garde. Alors, que faut-il faire?

1º Ne pas insister sur les contradictions en bloc, mais spécifier entre dirigeants et masse.

2º Trouver tous les éléments de désaccord entre les dirigeants et la masse et les approfondir, les amplifier, les généraliser politiquement.

3º Mener une discussion sur la politique actuelle et ne pas procéder à un examen de phénomènes historiques généraux.

4º Faire des propositions pratiques et indiquer à la masse des orientations pratiques en vue de l'action et de l'organisation.

Je prends un exemple pour que tu me comprennes mieux et J'élargis la question jusqu'au Congrès populaire[396] , que nous n'avons pas su exploiter politiquement : et pourtant il nous permettait, tout comme l'évolution du Parti sarde d'action[397], d'avancer des proposition-, essentielles dans le problème des rapports entre le prolétariat et les classes rurales.

Le problème socialiste était celui-ci : mettre en évidence la contradiction criante entre le langage et la pratique des dirigeants socialistes. Lorsque l'Internationale nous a conseillé de reprendre à notre compte le mot d'ordre des socialistes de droite, la formule du bloc entre les deux partis, elle l'a fait parce qu'il était facile de prévoir que, dans l'a situation générale, la fusion était devenue impossible et que, assurés comme on devait l'être que leur attitude était démagogique et leur ligne sans point commun avec la nôtre, il fallait emprisonner les Vella et les Nenni dans leurs propres fortifications. On a vu comment on a répondu à notre proposition. Dans ton commentaire du Congrès, il fallait commencer par noter ceci : l'interdiction (le s'organiser pour les partisans de la fusion, leur exclusion de la direction, la dissolution de la fédération des jeunesses étaient autant d'éléments politiques de premier ordre à exploiter La

---

396 Le IVe Congrès du P.P.I. se réunit à Turin les 12 et 13 avril 1923. Tiraillé entre une droite qui, avec Egilberto Martire et Cesare Nava, prônait le soutien inconditionnel au fascisme, et une « gauch » violemment antifasciste et prête à l'alliance avec les socialistes (Francisco Luigi Ferrari), Don Luigi Sturzo, leader toujours plus contesté du parti, parvint à faire adopter une motion « centriste »rappelant toutefois l'attachement du P.P.I. aux libertés et sa volonté de poursuivre la lutte « contre toute perversion centralisatrice au nom de l'État panthéiste et de la nation déifiée ». Considérant que « le fond du congrès de Turin », avait été « essentiellement antifasciste », Mussolini, dès le 17 avril, se sépara de ses ministres populaires. Dans les mois qui suivirent, la discussion autour du projet de loi électorale élaboré par Giacomo Acerbo vit s'élargir le fossé entre le P.P.I. et le fascisme.

397 Le Parti sarde d'action s'était constitué à Oristano, en Sardaigne, en avril 1921, parmi les anciens combattants : la Sardaigne était en effet la province d'Italie qui, proportionnellement à sa population, avait fourni le plus grand contingent de soldats. Représentant les couches les plus pauvres de la population de l'île, soit essentiellement le prolétariat rural et la petite bourgeoisie urbaine prolétarisée, mouvement de type populiste, donc, comme le P.P.I., le P.S. d'A. offrait un curieux mélange de républicanisme et d'esprit « ancien combattant », de mazzinisme et de sorélisme, d'attirance pour les expériences coopératives et pour le syndicalisme révolutionaire. Antiparlementaire, antibureaucratique et antilibéral, c'était, dans le cadre de l'île, un concurrent direct pour un fascisme qui se voulait encore « subversif » et « révolutionnaire » : « Entre notre programme et le programme fasciste de 1919, auquel, j'en suis fermement convaincu, le fascisme devra fatalement revenir, il existe une profonde identité », constatait un dirigeant du Parti sarde d'action en 1922 (cité par S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna,* Turin, 1969, p. 381). Conflits et heurts ne cessant de se multiplier entre *fascisti* et *sardisti - et* ils redoublèrent d'intensité à l'époque de la « marche sur Rome » - Mussolini avait fini par dépêcher à Cagliari le général Asclepio Gandolfo, avec mission de clarifier la situation et de parvenir à un accord avec le Parti sarde d'action. Déjà, quoique les effets en eussent été médiocres, la signature d'un « pacte de pacification» entre *sardisti, fascisti* et *nazionalisti (*14 novembre 1922) avait démontré qu'un accord était possible entre gens se réclamant tous de l'interventionnisme et de l'esprit « ancien combattant ». Ce fut l'affaire de Gandolfo qui, dès le 14 février, parvint à un accord avec certains cadres du Parti sarde d'action; accord que vint confirmer le congrès extraordinaire du 4 mars 1923. Dès lors, à l'exemple de Paolo Orano (qui avait rallié le P.N.F. dès novembre 1922) et en dépit de l'opposition des fondateurs du mouvement (Emilio Lussu, Francesco Fancello, Camillo Bellieni), nombre de cadres et de militants du Parti sarde d'action commencèrent à rallier les *fasci.*

masse socialiste devait être confrontée à ce fait précis; il fallait, à l'intention de cette masse, travailler à dégager, de la confusion des polémiques et du verbalisme, les lignes directrices concrètes et les exposer sous une forme claire et compréhensive.

Il en va de même pour le Congrès populaire. Je crois, pour nia part, que, étant donné les liens qui existent entre cette organisation et le Vatican, tout mouvement à l'intérieur du Parti populaire revêt pour nous une importance particulière. Telle a été, selon moi, la signification du Congrès populaire. - Il existe parmi les masses paysannes un ample et profond mécontentement à l'égard de la politique du parti, mécontentement qu'alimente en particulier le nouvel impôt sur les exploitants agricoles. Cet état d'esprit s'étend des campagnes à la ville, dans de larges couches de la petite bourgeoisie. C'est ainsi qu'est composé le P.P. : une droite réactionnaire et fasciste, basée sur l'aristocratie cléricale, une gauche basée sur la campagne et un centre constitué d'éléments intellectuels urbains et de prêtres. La campagne du *Corriere* et de La Stampa porte de l'eau au moulin du centre populaire. Les éléments que cette campagne sournoise détache du fascisme ne peuvent que se tourner vers le P.P., seule organisation existante dont la tactique élastique et opportuniste laisse augurer qu'elle parviendra à faire contrepoids au fascisme et à ramener la lutte pour le pouvoir dans l'arène parlementaire, c'est-à-dire à réintroduire la liberté comme la comprennent les libéraux. La tactique fasciste à l'égard des populaires est très dangereuse et elle finira par pousser le parti vers lit gauche et provoquer des scissions à gauche. Les populaires se trouvent dans la même situation que pendant la guerre, mais une situation infiniment plus difficile et plus dangereuse. Pendant la guerre, tandis que les journaux et les hautes sphères ecclésiastiques soutenaient bruyamment la guerre, dans les paroisses et les villages les catholiques étaient neutralistes. A cette époque-là, le gouvernement n'a pas forcé le centre à s'opposer à la périphérie ou à s'homogénéiser. Les fascistes ne veulent pas procéder ainsi. Eux veulent avoir des appuis ouverts et, tout spécialement des déclarations de solidarité devant les masses, dans les cellules originaires des partis de masse. La chose est impossible à obtenir du P.P. sans demander implicitement sa mort. Quant à nous, il est évident que nous devons accentuer et amplifier la crise des populaires et, comme nous l'avons déjà fait autrefois à Turin avec Giuseppe Speranzini[398], inciter des éléments de gauche à faire des déclarations jusque dans nos journaux.

Ma lettre est devenue plus longue et plus compliquée que je ne l'avais pensé. Comme je voudrais traiter plus à fond certaines de ces questions, pour aujourd'hui je m'arrête.

Salutations cordiales aux camarades et à toi,

Antonio.

---

398 Avocat, membre de la gauche du P.P.I., Giuseppe Speranzini s'était consacré à organiser les paysans de Lombardie. L'organisation des métayers qu'il animait s'étant prononcée pour la transformation des contrats de métayage en contrats locatifs, en décembre 1920 il fut exclu du P.P.I. Dans un article de *L'Ordine Nuovo* du 5 janvier 1921, Gramsci s'efforça de tirer la leçon de l'événement :« La nouvelle... est passée inaperçue. Personne ne lui a fait l'honneur d'un commentaire. Les mouvements intérieurs au Parti populaire paraissent ne pas intéresser les quotidiens, qui suivent pourtant jusqu'au moindre potin la crise du Parti socialiste. [...] Si elle s'étendait, la crise des populaires mettrait fin à cette unité équivoque qui s'est créée, au sein du nouveau parti, entre des éléments hétérogènes. [...] Le Parti populaire est voué à la crise. Son origine elle-même et sa composition font peser sur lui cette menace. Il est destiné à entrer en crise au fur et à mesure que les éléments qui le composent accèdent à la conscience de soi et de leurs intérêts réels [...] Cette crise doit nous donner la possibilité de gagner une classe de travailleurs, qui, en échappant à l'influence des populaires, aura commencé à apprendre que la liberté ne sera vraiment acquise que par une révolution qui donne le pouvoir aux travailleurs et au parti qui prépare et organise les forces dans ce but » (« Crisi dei popolari ? », *L'Ordine Nuovo,* 5 janvier 1921, in *Socialismo e fascismo,* éd. cit., pp. 18-20).

LETTRE SUR LA FONDATION DE « L'UNITÀ »[399] ***(12 septembre 1923)***

Au Comité exécutif du Parti communiste d'Italie.

Chers camarades,

Au cours de sa dernière séance le Présidium [de l'Internationale communiste] a décidé de publier un quotidien ouvrier en Italie. Il devra être rédigé par le Comité exécutif et les *terzinternazionalisti* exclus du Parti socialiste pourront y collaborer politiquement [400]. Je veux vous communiquer mes impressions et mon opinion sur ce sujet.

Je crois très utile et indispensable, étant donné la situation actuelle en Italie, de rédiger ce journal de façon à lui assurer, le plus longtemps possible, une existence légale. C'est pourquoi, non seulement ce journal ne devra comporter aucune indication de parti, mais il devra être rédigé de telle sorte que sa dépendance de fait à l'égard de notre parti n'apparaisse pas trop clairement. Ce devra être un journal de gauche, de la gauche ouvrière, restée fidèle au programme et à la tactique de la lutte de classes. Il publiera les actes et les discussions de notre parti, comme il le fera autant que possible pour ceux des anarchistes, des républicains et des syndicalistes, et il donnera son avis d'un ton détaché, comme s'il était au-dessus de la mêlée et se plaçait d'un point de vue « scientifique ». Je comprends qu'il n'est pas très facile de fixer tout ce programme par écrit; mais l'important n'est pas d'établir un programme écrit, c'est plutôt d'assurer au Parti, qui occupe historiquement une position dominante parmi les gauches ouvrières, une tribune légale qui lui permette de toucher les plus larges masses sans interruption et systématiquement.

Les communistes et les serratiens collaboreront ouvertement au journal, avec des articles signés de noms en vue, selon un plan politique qui tiendra compte mois après mois et, je dirais même, semaine après semaine, de la situation générale du pays et de l'évolution des rapports entre les forces socialistes italiennes. Il faudra surveiller les serratiens qui auront certainement tendance à faire du journal un organe de fraction dans leur lutte contre la Direction du Parti socialiste. Il faudra être particulièrement sévère sur ce point et éviter absolument que cela ne dégénère. Il faudra bien entendu polémiquer, mais dans un esprit politique, sans sectarisme et dans certaines limites. Il faudra se méfier des tentatives visant à assurer à Serrati une position « économique » : il est au chômage et ses camarades le proposeront très probablement comme permanent. Serrati signera ou non ses articles. On devra toutefois assigner certaines limites à ses articles signés et ceux qui ne le seront pas devront avoir l'accord de notre Comité exécutif. Il faudra avoir des polémiques sur la théorie avec les socialistes ou, mieux, avec l'esprit socialiste de Serrati, Maffì, etc. : elles renforceront la conscience communiste des masses et prépareront cette unité et cette homogénéité du Parti sans lesquelles, après la fusion, on retomberait dans le chaos de 1920.

---

[399] Écrite deux mois après le Plénum de juin 1923 et l'avènement de la « minorité »à la tête du P.C. d'Italie, cette lettre a été publiée pour la première fois par Stefano Merli *(Rivista Storica del Socialismo,* VI, 18, janvier-avril 1963, pp. 115-123). Dans son étude sur la formation de la direction gramscienne du P.C. d'Italie, Palmiro Togliatti, qui la considérait comme perdue, s'était contenté d'en fournir, de mémoire, un résumé assez fidèle *(La formazione...,* éd. cit., p. 39 - où la lettre est toutefois datée de janvier 1924).

[400] La décision en fut prise vers la fin du mois d'août après la rupture entre l'I.C. et le P.S.I. et, à l'intérieur de ce dernier, la radiation de Serrati et des rédacteurs de la revue « fusionniste » *Pagine rosse.* Pour le Présidium, il s'agissait de lancer un journal « sans étiquette », qui pût accueillir les *terzini* en vue de préparer leur entrée dans le P.C. et, plus encore peut-être, faire contrepoids à *l'Avanti!.* Envoyé en mission en Italie vers la mi-décembre, Jules Humbert-Droz, assez mal informé, semble-t-il, des décisions déjà prises, proposa également à Zinoviev de« créer un quotidien pas nettement du Parti, avec collaboration des *terzini* » (Rapport du 26 décembre 1923, *in* J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline* 1921-1931, Neuchâtel, La Baconnière, 1971, p. 168).

Comme titre, je propose *L'Unilà,* purement et simplement. Cela aura un sens pour les ouvriers, mais aussi une signification plus générale. Je crois en effet qu'après la décision de l'Exécutif élargi sur le gouvernement ouvrier et paysan, nous devons conférer une importance toute particulière à la question méridionale, c'est-à-dire à la question dans laquelle le problème des rapports entre les ouvriers et les paysans ne se pose pas seulement comme un problème de rapports de classes, mais aussi et surtout comme un problème territorial, comme l'un des aspects, autrement dit, de la question nationale. Personnellement, je crois que c'est ainsi que nous devons adapter à la réalité italienne le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » : « République fédérale des ouvriers et des paysans[401] ». Je ne sais pas si le moment s'y prête, mais je crois que la situation que le fascisme est en train de mettre en place et la politique corporatiste et protectionniste de la C.G.L. amèneront notre parti à adopter ce mot d'ordre. Je suis en train de préparer pour vous un rapport sur ce sujet : vous l'examinerez et vous en discuterez. Si c'est utile, après quelques numéros, on pourra, sous des pseudonymes, engager une polémique et voir ses répercussions dans le pays et parmi les éléments de gauche des populaires et des démocrates, qui représentent les tendances réelles de la classe paysanne et ont toujours eu dans leur programme le mot d'ordre d'autonomie locale et de décentralisation. Si vous acceptez le titre que je vous propose : *L'Unilà,* vous n'hypothéquerez pas la solution de ces problèmes et ce titre sera une garantie contre les dégénérescences autonomistes et les tentatives réactionnaires d'interpréter, en termes fallacieux et policiers, les campagnes que nous pourrons faire. Moi-même, du reste, je crois que le régime des Soviets, avec sa centralisation politique, due au Parti communiste, sa décentralisation administrative et sa promotion des forces populaires locales, trouve une excellente préparation idéologique dans le mot d'ordre : République fédérale des ouvriers et des paysans.

Salutations communistes,
Gramsci.

Rivista Storica del Socialismo, VI, 18, janvier-avril 1963.

AU COMITÉ EXÉCUTIF DU P.C. D'ITALIE [402] *(Vienne, 6 décembre 1923)*

Chers camarades du C.E.,

Je suis bien arrivé à Vienne le 4 dernier. Le retard de mon départ est dû aux continuels ajournements de la Conférence balkanique[403] et au fait que l'on attendait le départ d'un camarade qui pût me servir de compagnon de voyage.

---

[401] Cette « traduction italienne »du mot d'ordre de l'I.C. de « gouvernement ouvrier et paysan », permet à Gramsci, comme le constate S. Merli, de faire, pour la première fois, de la question méridionale, le « centre de ses intérêts »(*loc.cit,* p. 122). Ajoutons qu'elle lui permet d'intégrer à sa stratégie un fédéralisme qui procède en droite ligne de l'oeuvre de Salvemini (Cf. S. Massimo Ganci, « Il " federalismo ", di Gaetano Salvemini », *Società,* XVI, 3, mai-juin 1960, pp. 239-255).

[402] Gramsci arriva à Vienne le 4 décembre 1923 avec mission du C.E. de l'I.C. d'y organiser un Bureau extérieur du P.C. d'Italie. Comme le précisait une circulaire de la Direction du P.C. d'Italie aux autres sections de l'I.C. (30 novembre 1923), la création de cet organisme visait à tirer les communistes italiens de l'isolement où les avait plongés la réaction fasciste. C'est ce que soulignait également Mauro Scoccimarro dans une lettre du 17 novembre 1923 à laquelle il sera fait allusion plus loin.

[403] Organisée par le C.E. de l'I.C., la Conférence balkanique de novembre 1923 réunit les partis communistes des Balkans. Gramsci, qui était membre du C.E. depuis le IIe Plénum (6 mars-11 juin 1922), dut y assister avant de partir pour Vienne.

J'ai trouvé ici une correspondance. Je ne-parviens pas encore à comprendre exactement quelles doivent être mes tâches. Je désire donc de votre part un mandat bien précis, où soient définies mes possibilités d'action.

En ce qui concerne la publication de *L'Ordine Nuovo,* je veux vous faire remarquer que, si sa sortie en Italie est souhaitable de tous les points de vue, elle soulève toutefois quelques difficultés qu'il faut affronter sans tarder. Il faut fixer la nature des rapports qui doivent exister entre le camarade qui sera chargé de la mise en pages en Italie, l'Exécutif et moi-même. Il est évident que les rapports doivent être directs entre l'Exécutif et moi et entre le camarade chargé et moi. Tout le matériel rédactionnel, sans exception, doit passer sous mon contrôle. Les articles non signés ne seront publiés que lorsque j'aurai donné le bon à tirer. Si, sur telle ou telle question, un camarade voulait exprimer des opinions opposées à celles de la rédaction et entamer des polémiques, ses articles devront être signés et la rédaction pourra répondre anonymement ou sous ma signature. Je comprends que tout cela pourra provoquer des retards, mais je crois :

1. que *L'Ordine Nuovo* ne peut pas aspirer à une actualité immédiate, au jour le jour; son actualité tiendra, comme dans la première série [404], à son adhésion aux problèmes les plus urgents et les plus vitaux pour la classe ouvrière italienne;
2. qu'il faut éviter de tomber dans une forme anthologique et encyclopédique et qu'il faut assurer une unité idéologique précise et rigoureuse, quitte même à prendre du retard par rapport à l'actualité immédiate.

Il sera bon de commencer sans tarder la campagne pour les abonnements et les souscriptions dans tous les organes du Parti. Le mot d'ordre du journal pour cette campagne sera celui de *1919-1920,* qui disait à peu près : *« L'Ordine Nuovo* se propose de susciter dans la classe ouvrière et dans la masse paysanne une avant-garde capable de créer l'État des ouvriers et des paysans et de préparer l'avènement de la société communiste. » Je crois inutile de rédiger un programme spécifique pour la nouvelle série. Le premier article sera consacré à un examen de la situation actuelle et des problèmes immédiats de la classe ouvrière et contiendra implicitement le programme. Je ne sais pas encore ce que sera la forme officielle de la revue; je crois qu'il convient de conserver une forme qui ne dépende pas étroitement du Parti : *L'Ordine Nuovo,* revue de politique et de culture ouvrière [405]. De cette façon elle pourra être également diffusée dans les milieux intellectuels.

Je pense que vous vous êtes mis d'accord avec l'imprimeur pour conserver l'ancien format et utiliser les mêmes caractères.

Procurez-vous une ou deux collections du vieil *Ordine Nuovo.* Le camarade Tasca. a dit un jour qu'il en avait deux collections en surnombre. Il ne sera pas difficile de les envoyer ici. Le frère d'Urbani [406] doit avoir encore en sa possession le manuscrit d'une *étude de Niccolini* sur la question agraire en Italie[407] Niccolini m'a autorisé à reprendre son manuscrit et à l'utiliser éventuellement. Demandez au frère d'Urbani de vous remettre ce manuscrit.

---

[404] Il s'agit, bien entendu, de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire des années 1919-1920.

[405] Ce sera là effectivement le sous-titre de *L'Ordine Nuovo,* 3e série (1924-1925).

[406] Il s'agit d'Amadio Terracini, frère d'Umberto, qui était ingénieur à Turin.

[407] Il s'agit de Carlo Niccolini, pseudonyme du bolchevik russe Nikolaï Markevitch Liubarskii, envoyé en Italie par l'I.C. en 1919. Après avoir aidé Serrati à fonder, en octobre 1919, la revue *Comunismo,* Niccolini avait envoyé à Moscou

Procurez-vous le plus vite possible les catalogues des principales maisons d'édition italiennes et la liste ou, mieux, un exemplaire des principales publications sur le fascisme.

Je n'arrive pas à comprendre le dernier paragraphe de la lettre de Negri du 17 novembre[408]. Je vous ai annoncé il y a deux mois l'arrivée de Monti[409] à Vienne. Il ne devrait donc pas y avoir de surprise ni de bouleversement des plans. En tout cas, tenez-moi informé : de la nature et des objectifs du travail dont devrait s'occuper Zamis[410]; qui est le camarade que vous pensiez envoyer auprès de moi et dans quel but avez-vous envisagé de le faire. De manière générale, le pense que ce qu'il me faut pour mon travail, c'est un collaborateur en qui je puisse avoir pleinement confiance et que je dois choisir moi-même en fonction de la méthode de travail que je veux employer et des objectifs concrets que je veux atteindre. Je vous prie donc de me répondre avec précision sur tous ces points et même de m'envoyer, pour commencer, une première réponse cbiffrée.

Salutations,

A. Gramsci.

Rinacita, XXIII, 1, *22* janvier 1966.

AU COMITÉ EXÉCUTIF DU P.C. D'ITALIE *(Vienne, 20 décembre 1923)*

Au C.E. du P.C.I.

Chers camarades,

Je n'ai pas encore reçu de réponse à la lettre que je vous ai envoyée dès mon arrivée *(N.P. 34, en date du 6 décembre* [411]). Si les choses continuent de cette façon, nous nous trouverons devant les difficultés que je prévoyais, ce qui nous privera de toute possibilité de travail profitable. Je ne puis appliquer le mandat que vous m'avez confié qu'à la seule condition que les difficultés objectives dues à la distance ne soient pas aggravées par l'indécision et la désorganisation.

Si l'on veut qu'elle donne des résultats, l'activité que, moi, je veux entreprendre, doit être organisée avec sérieux. Vous devez m'écrire avec précision; et de façon détaillée, les dispositions que vous avez déjà prises quant à l'impression de la revue, les possibilités

des rapports - souvent inexacts - sur les activités des maximalistes; rapports qui paraissent avoir pesé dans la politique des émissaires de l'I.C. au congrès de Livourne. Il repartit en Russie en 1921.

[408] Dans sa lettre du 17 novembre, Scoccimarro s'étonnait de ce que Gramsci, alors que le P.C. d'Autriche avait mis à sa disposition Guido Zamis, eût fait venir à Vienne, pour lui servir de secrétaire, Maria Codevilla.

[409] Pseudonyme de Mario Codevilla. Après le retour de Gramsci eu Italie, Codevilla (1900-1950) accomplit des missions en Amérique latine et en Espagne pour le compte du Secrétariat des Pays latins de L'I.C. Pour la suite de sa carrière et sa fin, dans des circonstances obscures, à New York en 1950, cf. Guelfo Zaccaria, 200 *comunisti italiani tra le vittime dello stalinismo,* Milan, 1964, pp. 101-102 (où il est désigné, assez curieusement, comme Carlo [sic] Codevilla).

[410] Guido Zamis était un communiste triestin en exil que le P.C. d'Autriche avait mis à la disposition de Gramsci. Cf. son témoignage sur cette période « Gramsci a Vienna net 1924 », in *Rinascita,* XXI, 47, 28 novembre 1964, pp. 22-23.

[411] Il s'agit de la lettre précédente, pp. 231-232.

existantes, etc. Ne faites pas comme si je pouvais deviner ces choses-là. Si c'est que vous voulez seulement que je vous envoie des articles d'ici et que je ne m'occupe pas de tout le reste de l'organisation de la revue, écrivez-le-moi. Cela signifiera que je dois me considérer comme un simple collaborateur qui signera ses articles et dont le nom ne pourra être cité que comme celui d'un simple collaborateur.

Bien que les papiers avec les indications sur ce sujet ne nie soient pas encore parvenus, je voudrais vous dire quelques mots de l'activité que je voudrais mener en dehors du Bureau et de la revue.

Je veux vous proposer d'éditer une sorte d'annuaire de la classe ouvrière qui contienne succinctement tout ce qui peut intéresser un membre du Parti ou un sympathisant; ; j'ai déjà fait un plan du contenu et J'ai également pensé à la répartition du travail pour les différents chapitres. Il pourrait sortir pendant le second semestre de 1924; ce serait un volume de six cents ou sept cents pages.

On pourrait présenter en une trentaine de chapitres un tableau du mouvement politique et syndical international, un examen de la situation italienne sous tous ses aspects (économique, politique, militaire, travail, financier, etc.). Une partie de l'ouvrage devrait être consacrée au marxisme et à son histoire, en particulier en Italie. Une partie, à la Russie, à son organisation politique, à sa situation économique, à l'histoire du Parti bolchevique, etc. Un chapitre devrait résumer la doctrine et la tactique du Komintern et leur développement à travers les congrès, les réunions de l'Exécutif élargi et les plus importantes manifestations du Comité exécutif.

Je pense qu'après trois ans de guerre civile et donc de grandes difficultés pour suivre systématiquement les journaux et les publications du Parti, beaucoup d'ouvriers, surtout parmi les émigrés, seraient heureux de disposer d'un volume comme celui dont je vous ai esquissé le contenu.

Je voudrais vous proposer aussi de publier, à raison de quatre fascicules par an, une revue ainsi conçue : chaque numéro devrait être composé, de trois parties fondamentales; la première, de discussions théoriques; la seconde, consacrée aux problèmes concrets, surtout italiens; la troisième, de bibliographie et de critique de toutes les publications concernant différents problèmes qui intéressent l'ensemble de notre mouvement. Chaque numéro devrait être préparé selon un plan, de façon à constituer une unité fondamentale. Une publication de ce genre jouerait un rôle non négligeable dans l'éducation des camarades les plus qualifiés et les plus responsables et pourrait susciter un mouvement de sympathie pour notre parti dans certains milieux d'intellectuels et de techniciens. Je pense que trois mille exemplaires d'un fascicule de deux cent cinquante pages, qui coûterait de 7,50 à 10 lires et qui sortirait tous les trois mois, se vendraient sans difficulté et ne seraient pas déficitaires[412].

Je voudrais également vous proposer une série de publications que je considère comme indispensables dans la situation présente. En vérité, jusqu'ici nous n'avons rien opposé à la campagne idéologique acharnée que font les fascistes pour détruire ce peu de culture et de conscience marxistes qui existait en Italie. Est-il absolument impossible de faire quelque chose? La question est assez importante et assez vitale pour que le Parti lasse aussi quelques sacrifices pour tenter de la résoudre.

---

[412] Gramsci reviendra sur ce projet dans sa lettre à Terracini du 12 janvier 1924 et proposera alors d'intituler la revue *Critica proletaria:* cf. p. 247.

Il ne serait pas impossible, je pense, de publier une série de brochures de seize à vingt-quatre pages de propagande élémentaire qui pourraient être vendues et diffusées par les cellules d'entreprise. Je suis en train de traduire, pour m'exercer, les notes de Riazanov sur le *Manifeste,* afin de les publier, au moins en partie, dans *L'Ordine Nuovo*[413]. Pourrait-on faire une édition du *Manifeste* qui reproduise, pour les Italiens, l'édition de Riazanov, si belle et si utile? Je ne sais si vous avez pensé à remettre tant soit peu en marche les éditions du Parti. Il serait bon d'y penser. Si le Parti ne peut s'en occuper directement, on pourrait envisager une combinaison permettant de sortir régulièrement certaines publications qui puissent apporter un sang neuf à la littérature de notre mouvement. Si mes propositions vous paraissent dignes d'intérêt, je vous ferai pour chacune d'elles de brefs rapports et un petit projet.

Comme vous le savez, *l'Inprekorr*[414] a transporté ses pénates à Vienne. Comme à Moscou on avait déjà envisagé la possibilité d'envoyer en Italie, moyennant une compensation payée par le Parti, un certain nombre d'exemplaires de cette publication, j'ai voulu reprendre la question ici. On pourrait envoyer jusqu'à cinq cents exemplaires de *l'Inprekorr* directement aux camarades italiens si vous envoyez ici des listes d'adresses ou bien, ce qui me semblerait préférable, puisque *l'Inprekorr* est interdite, par l'intermédiaire des organismes du Parti, afin d'éviter des ennuis aux camarades. La direction est prête à nous accorder deux pages par numéro à consacrer à l'Italie et tiendrait compte de cette collaboration pour réduire largement les frais du service.

Si vous êtes favorables à l'initiative sous cette forme, autorisez-nous à la mener à terme et nous organiserons immédiatement l'envoi de cinq cents exemplaires pour le centre que vous indiquerez. Naturellement, l'envoi serait effectué par les moyens adéquats.

Question de l'école de Petrograd:

Urbani m'a envoyé, par l'intermédiaire du Bureau illégal, certaines lettres portant sur l'école de Petrograd[415]. J'ai l'impression que vous n'avez pas apprécié toute l'importance de cette initiative. On peut remarquer à ce propos que, vous aussi, vous n'avez pas fait exception à la règle : employer force mots pour approuver abstraitement ce type d'initiative, pour ne rien faire ensuite lorsqu'il s'agit d'en réaliser une. La vérité est que nous, dans ce domaine, nous n'avons presque rien fait et que nous ne disposons que de quelques éléments de troisième ou de quatrième ordre. Alors que c'est un devoir impérieux que de penser à ce problème. Si des sacrifices financiers sont nécessaires, il faut les faire. Si, parmi les gens sélectionnés pour l'école, il y a des camarades chargés de famille, il faut y pourvoir dans la mesure du possible. Dans ce cas,, le choix doit procéder de critères strictement politiques et moraux, toute autre considération passant au second plan.

Si vous ne faites pas tout votre possible pour développer cette initiative et la rendre effective, vous assumerez, je crois, une lourde responsabilité. On pourra vous reprocher toute

---

[413] Il s'agit d'un commentaire du *Manifeste communiste* écrit par David Riazanov à l'usage des écoles du P.C. russe et publié par les éditions Moskovskii Rabotchii en 1921. Gramsci parle à plusieurs reprises de ces notes dans ses lettres à sa femme : « Je suis en train de traduire les notes de Riazanov au *Manifeste communiste », lui* écrit-il le 1er janvier 1924, pour lui annoncer ensuite, en lui demandant de les corriger, l'envoi des premiers chapitres (13 janvier 1924); correction qui se fera manifestement attendre(6 mars 1924) : cf. 2 000 *pagine di Gramsci,* Milan, 1964, 11, pp. 27-28, 29, 35.

[414] Abréviation de *Internationale Presse-Korrespondenz,* bulletin d'information de l'I.C. publié, en plusieurs langues (en français : La *Correspondance internationale)* et édité successivement à Moscou, Berlin et Vienne.

[415] En décembre 1923 s'ouvrit à Petrograd une école internationale pour les communistes étrangers, le *Mejdunarodni Leninski Kurs,* qui devait accueillir plusieurs élèves italiens.

l'indifférence dont vous aurez fait preuve dans cette affaire et je vous assure que je ne serai pas le dernier à vous critiquer et que je le ferai férocement. Je pense que les solutions proposées par Urbani sont acceptables et qu'en faisant du bon travail à Turin, Milan, Bologne et Rome, jusque dans les plus importants des centres d'origine des élèves, on peut réussir à aider l'école avec des moyens qui ne grèvent pas le budget ordinaire du Parti. Si l'on fait savoir aux ouvriers de ces centres que certains de leurs camarades ont été envoyés en Russie pour étudier, pour devenir de bons organisateurs, pour assimiler, sur place, les expériences de la Révolution, je pense que non seulement on fera de la bonne propagande et de l'agitation pour le Parti, mais qu'on pourra aussi rassembler la somme nécessaire. Une institution existe en Russie : le parrainage. Croyez-vous qu'on ne peut pas obtenir de ces Italiens qu'ils se chargent du parrainage des étudiants et des ouvriers italiens en Russie et s'engagent à verser une somme mensuelle dont la collecte pourrait être organisée sans difficultés?

Envoyez-moi rapidement le matériel que je vous ai demandé. Il faut m'envoyer aussi un exemplaire de toutes les publications du Parti. Autrement, si l'on ne peut pas se reporter aux actes et aux documents du Parti, je ne vois pas comment on pourra travailler sérieusement.

Salutations.

[Gramsci]

Rinascila, XXIII, 4, 22 janvier 1966.

A UMBERTO TERRACINI *(Vienne, 23 décembre 1923)*

Cher Urbani,

J'ai reçu en même temps deux lettres du 7 et du 11. Je réponds à certaines de tes questions.

La circulaire d'Amter est arrivée trop tard pour que l'article puisse arriver en Amérique pour le premier numéro du journal[416] ; j'enverrai toutefois un article sur les émigrés italiens, en insistant surtout sur ce que doit être leur activité compte tenu de la situation du Parti et à l'égard du régime fasciste. Je veux insister surtout sur un point : les émigrés doivent saboter les finances de l'État fasciste en n'envoyant, de leurs économies, que le strict nécessaire pour leur famille, sans investir le reste en bons du Trésor ou dans les caisses d'épargne [417]. Il serait pourtant bon que, toi aussi, tu écrives quelques articles pour exposer, par exemple, les rapports actuels du Parti avec le Parti socialiste et ainsi de suite.

[416] Le communiste nord-américain Israël Amter faisait partie de la commission pour la question italienne constituée lors du Plénum du C.E. de l'I.C. en 1923. Il n'a pas été possible d'établir jusqu'ici le nom du journal auquel Gramsci fait allusion ici. Il ne peut s'agir, selon nous, que du *Daily Worker,* quotidien du P.C. des U.S.A., publié à Chicago à partir du 1er janvier 1924.

[417] En 1923, les envois d'argent des immigrés s'élevèrent à près de 560 millions de lires, dont 118 millions placés dans les caisses d'épargne (postes et banques). L'année suivante, ils ne furent que de 551 millions, mais les dépôts dans les caisses s'élevèrent à 125 millions. Cf. *Annuario statistico dell'emigrazione italiana dal 1876 al 1925*, Rome, Commissariato all'emigrazione, 1926, p. 1646.

J'avais écrit sur papier officiel au directeur de l'école pour lui demander que Sozzi et Cicalini [418] puissent conserver le salaire qu'ils touchaient à Moscou. C'est Parodi qui a envoyé cette lettre, en recommandé : il devrait donc en exister un reçu [419]. Lorsque le directeur de l'école est venu à Moscou, il m'a dit n'avoir rien reçu, mais il m'a assuré que, dans les limites de ses possibilités financières, il ferait tout son possible pour nous satisfaire et que, étant donné sa qualité d'ancien officier, la mesure serait étendue à Sartor [420]. Dans la lettre que, au nom du Parti, j'ai envoyée au groupe de Petrograd, J'ai fait allusion à cette possibilité, en précisant que chaque bourse perçue en qualité de membre de l'école devait être versée à la caisse commune. Je crois cette décision indispensable si l'on veut éviter de trop graves inégalités entre les élèves. J'avais écrit qu'il devait en être de même pour les sommes perçues en qualité d'enseignant. Si nous voulons développer une mentalité moins animale que celle qui existe, malheureusement, parmi les émigrés italiens, nous devons insister sur tous ces points et en faire des questions de principe.

Je n'ai pas reçu la lettre des ouvriers turinois à l'usine Amo [421]. Mais, si je me souviens bien, tu m'as dit une fois que cette lettre était en ta possession et qu'il te semblait bon d'en modifier le passage sur les problèmes financiers posés par l'achat du drapeau. J'ai lu la lettre dans le bulletin de notre comité syndical de Turin; je ne sais si avec ou sans tes corrections. Elle me semble assez bien faite et écrite dans une forme adaptée à la psychologie des camarades russes. Je ne sais pas si tu as lu ce bulletin, qui publie également une première liste de souscriptions d'environ mille deux cents lires. Le système adopté pour la souscription me paraît pourtant complètement erroné et il serait bon que tu écrives sur ce point au Parti et directement, au comité de Turin. On aurait dû, je crois, saisir l'occasion pour organiser une grande campagne d'agitation contre le fascisme, en faveur de notre Parti et au bénéfice ou des caisses du Parti ou du soutien aux victimes politiques C'est pourquoi il aurait fallu distribuer beaucoup de fiches et fixer une souscription minimale pour permettre aux ouvriers les plus pauvres et aux chômeurs d'y participer. Ce doit être la ligne générale du Parti : saisir toutes les occasions pour faire de l'agitation et de la propagande contre le fascisme et amplifier tous les thèmes de caractère sentimental pour les transformer en faits politiques et intéressant le Parti. C'est là que pèchent généralement nos organisations, qui manquent d'initiatives concrètes ou ont des initiatives trop limitées. C'est pourquoi un communiqué de toi, venant de Moscou, serait très important et utile pour l'avenir.

Quant au frère du député Flor [422], je n'ai eu le temps de rien faire. J'avais chargé Pavirani [423] de s'informer auprès de la mission italienne pour voir si, ces derniers temps, on n'avait pas par

---

[418] Gastone Sozzi et Antonio Cicalini suivirent effectivement les cours de l'école de Petrograd. Entré très jeune au P.C. d'Italie (il était né en 1903), Sozzi, qui dirigeait la section de Forli des Jeunesses communistes, avait dû s'exiler dès 1922. Après deux ans passés en Russie, il rentra en Italie pour y travailler clandestinement. Arrêté le 4 novembre 1927, il mourut en prison, le 6 février 1928, assassiné par ses geôliers. Membre du « Centre intérieur » du P.C.,Cicalini fut également arrêté - en 1931 - et condamné à huit ans de prison.

[419] Secrétaire de la Commission interne de la principale des usines Fiat, Giovanni Parodi avait été l'âme de l'occupation des usines de septembre 1920. Inculpé pour détention d'armes et participation à une « association de malfaiteurs », il émigra en Russie, *ou* Gramsci devait le retrouver en 1922. Parodi, qui était métallurgiste, travaillait alors à l'usine Amo de Moscou.

[420] Selon P. Spriano, c'est là le pseudonyme d'un militant communiste - non identifié - de la province d'Udine.

[421] Le 7 novembre 1923, l'usine d'automobiles Amo, de Moscou, prit le nom de l'anarchiste turinois Pietro Ferrero, secrétaire du syndicat des métallurgistes (F.I.O.M.), assassiné par les fascistes au cours des massacres de décembre 1922. En cette occasion, le Comité des groupes communistes d'usine de Turin adressa aux ouvriers de l'usine Amo une lettre leur annonçant l'envoi d'un portrait de Ferrero et d'un drapeau rouge. L'événement fut longuement évoqué dans un article attribué parfois à Gramsci - de Giovanni Parodi dans *L'Ordine Nuovo,* 3e série : « La fabbrica Ferrero a Mosca » (L'Ordine *Nuovo,* 3e série, 1, 1, mars 1924).

[422] Silvio Flor était député socialiste de Trente depuis 1921.

[423] Pavirani était membre d'une mission commerciale italienne en Russie.

hasard retrouvé Flor. Étant donné le temps qui s'est écoulé et les changements continuels de personnel dans les organisations du Parti et de l'État russes, je crois qu'il sera très difficile d'obtenir des informations des localités indiquées dans la lettre du député. Il n'est même nullement exclu que Flor se soit volontairement évanoui et qu'il n'ait nullement l'intention de rentrer en Italie et de renouer avec son ancienne famille. Ce ne serait pas le premier cas de ce genre. En tout cas, tu peux essayer de t'informer, sans trop d'illusions. Le Profintern avait créé une commission près le Comité international de Propagande pour les Travailleurs des Transports. Son objectif était la création d'un mouvement légal et d'une organisation illégale pour aider la Révolution allemande. Essaie de savoir si elle a continué ses travaux. Moi-même, j'ai participé aux travaux de cette Commission, qui était présidée par le camarade Dvorine du Profintern, et j'ai écrit un petit mémoire sur les méthodes employées par les cheminots italiens pour saboter les envois d'armes aux ennemis de la Révolution russe.

On devait publier une brochure en plusieurs langues exposant, pays par pays, l'attitude des ouvriers des transports et leur tactique pour s'opposer aux envois d'armes aux contre-révolutionnaires et déjouer un éventuel blocus de l'Allemagne. J'avais proposé de consacrer à l'Italie un chapitre spécial, insistant sur la situation des cheminots sous le fascisme. Le camarade allemand Hammer devait m'envoyer la traduction française de la brochure pour que j'y ajoute le chapitre italien écrit dans le même esprit que l'ensemble de la brochure, mais je n'ai jamais reçu cette traduction française. J'avais aussi proposé, et ma proposition avait été acceptée, d'écrire à l'intention des cheminots inscrits dans les syndicats fascistes, un manifeste signé par une soi-disant organisation fasciste dissidente : j'y aurais expliqué que le fascisme ne peut être que national et que, du point de vue national, il ne faut pas aider, mais bel et bien combattre, les autres fascismes nationaux, voués à devenir les ennemis de l'Italie; qu'au contraire, le fascisme italien doit aider les autres pays à sombrer dans l'anarchie. J'ignore si l'activité de la Commission a été interrompue par l'évolution des événements en Allemagne. Il est certain que Tito[424] ne savait rien de ces initiatives, même si elles l'intéressent de près. C'est pourquoi je pense qu'on n'a pas envoyé à notre Parti les circulaires et les instructions que l'on était en train de préparer pendant que j'étais là-bas. On a saisi récemment à Innsbruck dix wagons de mitrailleuses que les fascistes italiens envoyaient aux fascistes bavarois. Pour l'Italie le problème est donc encore d'actualité; la Commission doit en tenir compte et fournir les dispositions et les moyens adéquats.

Je t'informe que jusqu'à ce jour, 23 décembre, soit dix-neuf jours après mon arrivée, je n'ai pas encore pu régulariser ma situation légale. Le camarade A.[425] m'avait promis dès le premier jour de me procurer une attestation d'un professeur d'université pour me permettre d'obtenir un permis de séjour pour études. En dépit de mes demandes réitérées, je n'ai rien reçu jusqu'ici et tu peux imaginer toutes les difficultés que cela implique. Tiens-en compte dans les instructions que tu pourras donner aux camarades susceptibles de venir *ici* et d'y séjourner quelque temps.

Salutations communistes.

[Gramsci]

Rinascita, XXIII, 4, 22 janvier *1966.*

---

[424] C'est là - Tito Gualtieri - l'un des pseudonymes de Bruno Fortichiari qui avait dirigé jusqu'à cette époque le Bureau clandestin du P.C. d'Italie. Gramsci avait pu le rencontrer à Vienne, où Fortichiari, inculpé dans le procès d'octobre 1923, était venu se réfugier.

[425] Il s'agit du communiste hongrois Gyula Alpàri. Journaliste, ancien rédacteur des journaux communistes hongrois *Vôrôs Ûjsag* et *Internacionálé,* Alpári (1882-1944) avait été membre du gouvernement révolutionnaire de Béla Kun. Il assurait à Vienne la publication de *l'Inprekorr.*

À SCOCCIMARRO [426] ***(Vienne, 5 janvier 1924)***

Cher Negri,

J'ai reçu ta lettre du *25* décembre et la lettre de Palmi datée du 29 du même mois. Je réponds aux deux ensemble. Communique cette lettre à Palmi, et si possible, à Lanzi et à Ferri [427] .

Je vais te dire synthétiquement pourquoi je persiste à estimer impossible pour moi de signer le manifeste, même après en avoir lu la deuxième rédaction. Pour le manifeste on dirait que n'ont existé ni l'Exécutif élargi de février *22,* ni celui de juin *22,* ni le IVe Congrès, ni l'Exécutif de juin 23. Pour le manifeste, l'histoire s'achève avec le IIIe congrès et c'est au IIIe Congrès qu'il faut se rattacher pour avancer. Tout ceci peut être défendable en tant qu'opinion personnelle d'un camarade isolé et comme expression d'un petit groupe, mais c'est tout simplement démentiel en tant que directive d'une fraction majoritaire qui a administré le Parti depuis le IIIe Congrès et continue à l'administrer. C'est démentiel, et c'est absurde, parce que dans tous les Exécutifs élargis comme au IVe Congrès les représentants de la majorité se sont toujours amplement déclarés en faveur du centralisme, du parti unique international etc. Au congrès de Rome il avait été déclaré que les thèses sur la tactique seraient votées à titre indicatif mais que, après la discussion du IVe Congrès, elles seraient annulées et qu'on n'en parlerait plus. Dans la première quinzaine de mars 1922 l'Exécutif du Komintern a publié un communique spécial dans lequel les thèses sur la tactique du Parti sont réfutées et rejetées, et un article des statuts de l'Internationale précise que toute décision de l'Exécutif doit avoir force de loi pour les différentes sections[428]. Voilà ce que j'ai à dire pour la partie formelle et juridique de la question. Laquelle a son importance. En vérité, après la publication du manifeste il se pourrait que la majorité soit complètement disqualifiée et même exclue du Komintern. J'estime que l'exclusion se produirait si la politique de l'Italie ne s'y opposait. Si l'on appliquait la

---

[426] Dans une lettre du 1er mai 1923, Togliatti, on l'a dit, avait informé Gramsci de l'intention manifestée par Bordiga d'adresser aux militants du P.C. d'Italie un manifeste les invitant à trancher entre l'I.C. et la Direction du parti. D'une lettre de Terracini du 2 janvier 1924, ainsi que de la réponse de Gramsci, datée du 12 janvier, on peut inférer qu'une première version de ce texte (celle qu'a publiée Stefano Merli : cf. n. 1, p. 223) avait été transmise à Gramsci à l'époque de l'Exécutif élargi de juin 1923. Une lettre de Togliatti à Gramsci du 29 décembre 1923 permet de supposer que Gramsci, vraisemblablement parce qu'en désaccord avec l'analyse du maximalisme proposée par Bordiga, avait refusé de donner son aval à ce texte. Une nouvelle version du manifeste, amendée de ses aspects les plus provocants, fut adressée à Gramsci, alors à Vienne, par Scoccimarro, qui lui en annonçait l'envoi dans une lettre du 25 décembre 1923. Refusant également de signer le manifeste dans sa nouvelle mouture, Gramsci allait enfin s'en expliquer ici pour la première fois - avec deux mois de retard, ainsi qu'allait le lui reprocher Terracini. Mauro Scoccimarro [Negri], destinataire de sa lettre, avait été délégué au VIe Congrès et au Plénum de juin 1923. Depuis le 5 mars 1923 il était membre du Comité exécutif et du Comité central du P.C. d'Italie.

[427] Membre du P.C. d'Italie depuis sa fondation, Pietro Tressa [Lanzi] incarnait, pour Gramsci, la base prolétarienne du Parti. Ouvrier du textile des environs de Vicenza, après avoir fait la guerre dans une compagnie disciplinaire, Tressa (1895-1943) s'était spécialisé dans les questions syndicales. Délégué au IV, Congrès, il avait ensuite représenté le P.C. d'Italie près l'Internationale syndicale rouge et, pendant leur séjour commun à Moscou, il s'était lié d'amitié avec Gramsci. Journaliste au *Grido del Popolo, puis* à *l'Avanti!,* ancien collaborateur de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire, Alfonso Leonetti [Ferri] avait été successivement rédacteur en chef de *L'Ordine* Nuovo quotidien, du *Lavoratore* de Trieste et de *L'Unità* (qu'il devait diriger jusqu'en 1926). C'était à l'époque, comme le constate Berti (*op. cit.*, p. 159), « le seul membre du groupe qui apparût pleinement d'accord avec Gramsci ». Tout comme Tresso, il devait être élu membre du C.C. au congrès de Lyon de 1926.

[428] C'est au début du mois de mars 1922 que le Comité exécutif de l'I.C. prit connaissance des «Tesi sulla tattica »parues dans *L'Ordine Nuovo* du 3 janvier 1922. Au témoignage de Terracini, Trotski et Radek furent particulièrement critiques. Il était clair, en effet, que les rapporteurs - Terracini et Bordiga - n'avaient nullement renoncé à leur hostilité au « front unique »et continuaient à renâcler devant l' « aller aux masses » que prônait l'I.C. depuis le IIIe Congrès : c'est ainsi, pour ne citer que cet exemple, que le paragraphe 21 excluait toute tentative de« noyautage »ou de création de « fractions »à l'intérieur des autres mouvements politiques... Il fut donc décidé que le congrès de Rome se contenterait d'un vote consultatif, « étant entendu que ce vote n'engageait pas la tactique réelle qui serait fixée dans les discussions entre l'Exécutif de l' I.C. et les représentants du P.C.I. » (J. Humber Droz, *op. cit.*, pp. 55-61 - Rapport à Zinoviev du 26 mars 1922).

conception du Parti telle qu'elle découle du manifeste, l'exclusion devrait être de rigueur. Si l'une de nos fédérations faisait ne serait-ce que la moitié de ce que la majorité du Part, prétend faire vis-à-vis du Komintern sa dissolution serait immédiate. Je ne veux pas, en signant le manifeste, faire figure de parfait pantin.

Mais je ne suis pas d'accord non plus avec la substance du manifeste. J'ai une conception différente du Parti, de sa fonction, des rapports qui doivent s'établir entre lui et les masses inorganisées, entre lui et la population en général. Je ne crois absolument pas que la tactique qui s'est développée à travers les Exécutifs élargis et le IVe Congrès soit une erreur. Ni pour la ligne générale, ni pour les détails de quelque importance. Je crois qu'il en est de même pour toi et pour Palmi et je ne peux donc pas comprendre comment vous pouvez, d'un cœur si léger, vous embarquer dans une galère aussi dangereuse. Je crois que vous vous trouvez dans le même état d'âme que moi au moment du congrès de Rome [429]. Peut-être parce que, entre-temps, j'ai été à l'écart du travail interne du Parti, cet état d'âme s'est dissipé; en réalité il s'est dissipé pour d'autres raisons aussi. Une des plus importantes est que l'on ne peut absolument pas faire de compromis avec Amadeo. C'est une personnalité trop vigoureuse, et il est si profondément persuadé d'être dans le vrai que penser l'amener à composition avec un compromis est absurde. Il continuera à lutter et saisira toutes les occasions pour présenter à nouveau ses thèses sans aucun changement.

Je pense que Palmi a tort d'estimer que le moment n'est pas propice pour entamer de notre côté une action indépendante et susciter un nouveau groupe qui n'apparaîtrait comme étant centriste que « territorialement ». Il est indéniable que la conception de la fonction du Parti qui a été officielle jusqu'à présent, a conduit à se fossiliser dans les seules questions d'organisation, et par conséquent à atteindre une passivité politique au sens propre du terme. Au lieu d'implanter le centralisme on en est arrivé a créer un chétif mouvement minoritaire, et si l'on s'adresse aux camarades émigrés pour qu'ils participent plus activement à l'action extérieure du Parti, on a l'impression que pour eux le Parti est vraiment bien peu de chose et qu'ils seraient prêts à donner bien peu pour lui. L'expérience, de l'école de Petrograd est très significative [430]. En réalité je me suis persuadé que la force principale qui maintient la cohésion du Parti c'est le prestige et l'idéal de l'Internationale, et non pas un lien hypothétique créé par l'action spécifique du Parti; et c'est justement dans cette perspective que nous avons créé une minorité. Il faut donc admettre que c'est la minorité qui peut prétendre être vraiment représentative de l'Internationale en Italie.

C'est précisément aujourd'hui, quand on a décidé de porter la discussion devant les masses, qu'il nous faut prendre une place définitive et un visage qui soit exactement le nôtre. Tant que les discussions avaient lieu dans un cercle très étroit et qu'il s'agissait d'organiser cinq, six ou tout au plus dix personnes en un organisme homogène, il était encore possible (bien que, même alors, ce n'ait pas été entièrement juste) d'en arriver à des compromis individuels et de négliger certaines questions qui n'étaient pas d'une actualité brûlante. Aujourd'hui, on affronte la masse, on discute, on suscite des organisations de masse qui n'auront pas une vie limitée à quelques heures. Eh bien, il est nécessaire que tout cela se fasse sans équivoques, sans sous-entendus, que ces formations aient une organicité et qu'elles puissent se développer et devenir le Parti tout entier. C'est pourquoi je ne signerai pas le manifeste. Je ne sais pas encore exactement quoi faire. Ce n'est pas la première fois que je me trouve en pareilles circonstances, et Palmi doit se rappeler comment, en août 1920, je me suis détaché même de lui et d'Umberto. À ce moment-

[429] Il s'agit, bien entendu, du IIe Congrès du P.C. d'Italie. Sur ce point, cf. également ci-après, p. 263.

[430] Cf. ci-dessus, n. 3, p. 1235.

là, c'était moi qui voulais conserver des rapports avec la gauche plutôt qu'avec la droite, tandis que Palrni et Umberto s'étaient ralliés à Tasca, qui s'était détaché de nous depuis le mois de janvier[431]. Aujourd'hui, il semble qu'il se passe le contraire. Mais en réalité la situation est très différente; alors qu'il fallait à l'époque s'appuyer à l'intérieur du Parti socialiste sur les abstentionnistes si l'on voulait créer le noyau fondamental du futur Parti, il faut aujourd'hui lutter contre les extrémistes si l'on veut que le Parti se développe et cesse d'être autre chose qu'une fraction extérieure du Parti socialiste. En fait, les deux extrémismes, celui de droite et celui de gauche, en ayant enfermé le Parti dans la seule et unique discussion des rapports avec le Parti socialiste, l'ont réduit à jouer un rôle secondaire. Probablement je resterai seul. En tant que membre du G.C. du Parti et de l'Exécutif du Kominterm, je rédigerai un rapport dans lequel je combattrai les uns et les autres, en accusant les uns et les autres de cette même faute et en tirant de la doctrine et de la tactique du Kominterm un programme d'action pour notre activité future. Voilà ce que je voulais dire. Je vous assure qu'aucun de vos raisonnements ne parviendra à ébranler ma position. Naturellement je veux continuer à collaborer étroitement avec vous et je pense que l'expérience de ces dernières années nous a été utile à tous, ne serait-ce que pour nous apprendre que l'on peut, dans le cadre du Parti, avoir des opinions différentes et continuer cependant à travailler ensemble avec le maximum de confiance réciproque.

Insiste auprès des camarades que tu peux toucher pour qu'ils se dépêchent de m'envoyer les articles que j'ai demandés [432]. Palmi devrait me faire tout de suite une « Bataille des idées »d'au moins trois colonnes (toute la dernière page). Je ne sais quel livre ou quelle série de livres ou autres publications lui indiquer. Il pourrait faire une critique du point de vue soutenu dans *La Rivoluzione liberale* par Gobetti [433], en démontrant comment, en réalité, le fascisme a mis l'Italie en face d'un dilemme très cruel et très aigu; celui de la révolution permanente et de l'impossibilité où l'on se trouve, de changer non seulement la forme de l'État, mais même simplement la forme de gouvernement autrement qu'en ayant recours à la force armée. Il pourrait aussi examiner le nouveau courant né au sein des anciens combattants et qui s'est cristallisé autour de *l'Ilalia Libera* [434]. Je pense que le mouvement des anciens combattants en général, qui a effectivement représenté la première formation de parti à la fois paysanne et laïque, a eu, surtout en Italie centrale et méridionale, une immense importance, car il a

[431] Cf. Écrits politiques, 1, p. 366, n. 1.

[432] Il s'agit d'articles destinés à une nouvelle série de *L'Ordine Nuovo,* dont le premier numéro allait sortir le 1er mars 1924. Le titre de la rubrique demandée à Togliatti, « La battaglia delle idee », était déjà celui d'une chronique régulière de L'Ordine *Nuovo* hebdomadaire.

[433] Jeune libéral fortement marqué par l'influence de Salvemini (alors qu'il n'avait que dix-huit ans, ne s'était-il pas vu offrir par ce dernier la direction de l'*Unilà !*), Piero Gobetti (1901-1926) avait progressivement rompu avec le démocratisme abstrait de ses débuts pour se rapprocher des communistes turinois : enthousiasmé par le mouvement de *L'Ordine Nuovo* et l'occupation des usines, il lui apparaissait qu'un renouveau du libéralisme et un renouvellement de la classe politique ne pouvaient procéder que de ce type d'expériences ouvrières; la grande usine, la Fiat, représentait pour lui le lieu privilégié et le berceau d'une Réforme que l'Italie n'avait malheureusement pas connue. En 1921, Gramsci lui avait confié la rubrique théâtrale de *L'Ordine Nuovo* devenu quotidien. Les critiques de Togliatti et du même Gramsci contre l' « idéalisme » du jeune directeur d'*Energie Nove* (1918-1920) paraissaient bien oubliées... Depuis le 12 février 1922, Gobetti publiait un hebdomadaire qui allait devenir très vite l'un des centres les plus actifs (et les plus intelligents) de la lutte contre le fascisme, *La Rivoluzione libérale.* Celle-ci se proposait, selon son fondateur, de « donner naissance à une classe politique clairement consciente de ses traditions historiques et des exigences sociales découlant de la participation du peuple à la vie de l'État ». Le livre homonyme de Gobetti, *La Rivoluzione liberale* (Bologna, Cappelli, 1924), n'étant sorti qu'au mois de mars 1924, c'est bien entendu à la revue que pense Gramsci. La curiosité que ce dernier manifeste ici tranche d'ailleurs singulièrement avec le « sectarisme» de ses camarades de parti, tel, par exemple, Umberto Terracini, qui parle à la même époque *d'*« une inoffensive revue hebdomadaire portant le titre terrifiant de la *Révolution libérale* » (U. Terracini, « 7 000 arrestations d'ouvriers en Italie », La Correspondance internationale, III, 8, 2 mars 1923, p. 121).

[434] Mouvement antifasciste fondé clandestinement à Florence par d'anciens combattants, *Italia libera* fit sa première apparition publique quelques jours après la disparition de Matteotti en publiant, le 16 juin 1924, un manifeste exigeant la démission de Mussolini.

bouleversé la vieille structure politique italienne et déterminé l'affaiblissement extrême de l'hégémonie de la bourgeoisie parlementaire et par conséquent le triomphe de la petite bourgeoisie fasciste, réactionnaire et impuissante, mais toutefois bourrée d'aspirations et rêvant à une utopique palingénésie. Quelle est donc la signification exacte, dans ce tableau général, de la naissance du mouvement *IlaliaLibera ?* Voilà qui m'échappe et je serais vraiment content que Palmi m'éclairât moi aussi à ce sujet.

Naturellement Palmi devra être un des piliers de la revue et envoyer des articles généraux qui rendent possible même matériellement la reprise du vieil *Ordine Nuovo.* J'ai toujours négligé de donner des indications au sujet de la collaboration de Valle, [435] parce que je pense que sur ce point il préférera avoir la voie libre. Dis-lu] que je voudrais pourtant avoir de lui un article qui résume le problème de la réforme scolaire de Gentile [436]. « Qui résume »est naturellement à prendre dans un sens logique et non dans un sens de système métrique. Cet article pourrait même avoir cinq colonnes et devenir le noyau central d'un numéro.

Et Lanzi, que fait-il? Lui aussi doit collaborer à la revue. Spécialement sur tout ce qui touche à la question syndicale. Écris-lui est avertis-le que je désire savoir quelque chose de son activité et de ses opinions sur les événements qui se produisent.

Salutations.

Gramsci.

À TERRACINI *(Vienne, 12 janvier 1924)*

Cher Urbani,

Je réponds plus spécialement à la lettre où tu poses en termes très excessifs et en grande partie erronés, le problème de mon attitude[437].

---

[435] Pseudonyme d'Angelo Tasca.

[436] Giovanni Gentile fut le premier ministre de l'instruction publique du gouvernement Mussolini. Il concoctait depuis des années des projets de réforme de l'éducation, qu'il tenta de mettre en application à travers la Réforme liée à son nom. Celle-ci fut instaurée par un décret du 6 mai 1923. Rétablissant le crucifix dans les salles de classe et l'enseignement religieux dans les écoles, elle marqua un renforcement du contrôle de la classe dominante sur l'éducation et du caractère de classe de cette même éducation. C'est ainsi que, sous prétexte de substituer la formation à l'information, Gentile fit fermer la moitié des écoles normales et remplaça les écoles techniques par des «cours complémentaires »qui constituèrent autant de voies de garage. Selon une célèbre formule de Gobetti, il y eut ainsi trois écoles: pour les maîtres, pour les esclaves et pour les courtisans (« La scuola delle padrone, dei servi, dei cortigiani » La Rivoluzione liberale, II, 13, 8 mai 1923, in P. Gobetti, Scritti polilici, éd. cit., pp. 495-497).

[437] Dans sa lettre du 2 janvier 1924 à Gramsci, Scoccimarro et Togliatti, Terracini s'étonnait de ce que Gramsci , revenant sur l'attitude qu'il avait adoptée lors du Plénum de juin 1923, refusât soudain de signer le manifeste de Bordiga « A tutti i compagni del P.C. d'Italia » : « *Les restrictions que Masci* [Gramsci] *avait avancées dès l'Exécutif élargi ne portaient pas sur la nécessité du document commun*[avecBordiga], *mais bien sur son contenu. Tout en se réservant le droit d'y apporter un ciment particulier, il acceptait donc le principe du maintien de notre unité* » (*La formazione....*p. 145). La surprise et l'indignation de Terracini s'expliquaient d'autant mieux que, en juin 1923 encore, Gramsci avait prononcé, devant la « Commission italienne », un discours extrêmement violent contre la fusion avec les maximalistes, qui ne s'était démarqué en rien des positions de Bordiga : « *Le Parti socialiste n'a jamais été un parti ouvrier, mais une confusion d'éléments ouvriers et paysans*. [...] *On ne peut envisager de fondre ensemble deux partis dont l'un est préparé à l'illégalité quand l'autre ne l'est nullement.* [...] *Fondre les deux partis c'est comme vouloir marier Guignol à la fille du roi du Pérou pays qui n'a pas de roi et donc pas de fille de roi.* [...] *Le pacte de pacification entre socialistes et fascistes a été un crime... »* A quoi s'ajoutait la sempiternelle évocation de l'« exemple hongrois » *: « Nous, nous ne voulons pas que se produise en Italie ce qui s'est passé en Hongrie, nous ne voulons pas que, pour faire la fusion, alors qu'approche le mouvement révolutionnaire, on lasse ce qu'ont fait les camarades* hongrois

1) Ta mémoire est, à ce qu'il semble, très trompeuse. Dans la conversation que j'ai eue avec toi, je t'ai déclaré que j'étais « par *principe »opposé* à la publication d'un manifeste polémique à l'égard de l'Internationale. Tu m'as donné l'assurance que les amendements apportés à l'original que j'avais lu étaient si nombreux et d'une telle nature qu'ils en changeaient complètement la ligne générale pour le transformer en un simple exposé historique des événements de ces dernières années, qui serait la base nécessaire, sinon indispensable, de toute discussion fructueuse.

2) Ici, je n'ai pu voir que le manifeste amendé. N'ayant pas l'original à ma disposition je ne suis pas en mesure de prononcer un jugement philologique sur l'importance des amendements apportés. Politiquement, ces amendements n'ont pas changé grand-chose. On continue a repousser radicalement les développements apportés dans la tactique du Kominterm depuis le Ille Congrès. On continue, sans rien changer objectivement, à attribuer à notre Parti le rôle de centre potentiel de toutes les gauches susceptibles de se former sur le plan international. On retrouve l'esprit général, fondamentalement opposé à la tactique du front unique, à celle du gouvernement ouvrier et paysan et à toute une série de décisions prises sur le plan de l'organisation avant le Ille Congrès et approuvées par ce même IIIe Congrès.

3) De ce que je t'ai dit dans la conversation que j'ai eue avec toi aussitôt après ton arrivée à Moscou, il résultait clairement qu'il m'était aussi impossible de signer la seconde version du manifeste. C'est pourquoi ta surprise me semble fort déplacée. Mon profond étonnement pour la grande simplicité avec laquelle toi et Negri vous imaginez l'avenir est par contre bien plus justifié. Vous ne devez pas oublier qu'à Moscou, lors de la conversation que nous avons eue tous les trois avec Tasca, nous avons tenu à ce dernier le raisonnement suivant : la vie intérieure d'un parti communiste ne peut être conçue comme une arène pour une lutte de type parlementaire, où les différentes fractions remplissent un rôle qui est déterminé, comme l'est celui des divers partis parlementaires par leurs origines diverses, qui les rattachent aux diverses classes de la société. Dans le Parti, une seule classe est représentée [438] et les diverses prises de position qui peu à peu deviennent des courants et des fractions, sont déterminées par des divergences dans l'appréciation des événements en cours et, pour cela même, ne sauraient se figer en une structure permanente.

Il est possible que le C.C. du Parti ait suivi une certaine ligne dans certaines conditions de temps et de milieu, mais il peut changer cette ligne si le temps et le milieu ne sont plus les mêmes. La minorité, en transformant les désaccords en quelque chose de permanent, et en essayant de reconstituer un état d'esprit général propre à la majorité, qui justifie la permanence de ce processus, a mis, met et mettra la majorité en désaccord constant avec le Kominterm, c'est-à-dire avec la majorité du prolétariat révolutionnaire et en particulier avec le prolétariat russe qui a fait la révolution, en réalité elle soulève ainsi les premiers éléments d'un problème qui devrait assurément aboutir à faire exclure du Kominterm la majorité du Parti. Nous autres nous dénions tout fondement à cet ensemble de procédés abstraitement dialectiques de la minorité et nous prouvons dans les faits que nous sommes sur le terrain du Kominterm, que nous en appliquons et que nous en acceptons les principes et la tactique, que nous ne nous

[...] ... *La décomposition du fascisme marque [en* effet] *le début de la lutte décisive du prolétariat pour la conquête du pouvoir. »* C'est, du reste, à la suite de ce discours que Gramsci se serait décidé, si l'on en croit Tasca, à aller s'installer à Vienne : sa situation, dans l'appareil du Komintern, serait devenue «insupportable » (A. Tasca, *I primi dieci anni...*, pp. 135-136).

[438] Le P.S.I., au contraire, représente alors pour Gramsci - on vient de le voir - « une confusion d'éléments ouvriers et paysans ».

figeons pas dans une attitude d'opposition permanente, mais que nous savons modifier nos positions selon les changements des rapports de forces et lorsque les problèmes à résoudre se posent sur une autre base. Si malgré tout, la minorité persiste à adopter vis-à-vis de la majorité l'attitude qu'elle a adoptée jusqu'à présent, ce sera à nous de chercher s'il n'y a pas là des éléments qui prouvent que la minorité est un produit des tendances liquidatrices qui se manifestent dans tout mouvement révolutionnaire après une défaite et qui sont inhérentes aux hésitations et à la panique typiques de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire typiques d'une classe qui n'est pas celle sur laquelle s'appuie notre Parti. Il ne nous sera pas difficile de démontrer comment l'orthodoxie de la minorité quant à la tactique du Kominterm n'est qu'une mascarade destinée à s'emparer de la direction du Parti : l'examen de la composition des groupes qui forment la minorité est un moyen facile de démontrer qu'elle est fondamentalement contraire au Kominterm et qu'elle ne tardera pas à révéler cette nature. C'est là ce que nous avons dit à Tasca, et il me souvient avoir, devant toi et Negri, répété à plusieurs reprises que je considérais cette discussion, non comme une manœuvre destinée à intimider momentanément Tasca et à l'affaiblir devant l'E.E. mais comme une nouvelle plate-forme sur laquelle la majorité du Parti devait se placer résolument pour liquider honorablement le passé et être en mesure de résoudre ses problèmes intérieurs. Et je me souviens que toi et Negri étiez d'accord sur ce point.

4) Je crois que vous devez être encore d'accord, et c'est pourquoi je ne réussis pas à m'expliquer votre position actuelle. En vérité, nous nous trouvons à un grand tournant historique du mouvement communiste italien. C'est donc le moment où il est nécessaire de poser les nouvelles bases de développement du Parti, avec une grande détermination et beaucoup de précision. Le manifeste ne représente certainement pas cette nouvelle base. Il fournit tous les arguments qui font apparaître la minorité comme étant la fraction qui, au IVe Congrès et à l'E.E. voyait juste, en se défiant de la bonne volonté et de la sincérité de la majorité, et en la révélant comme ce qu'elle est, un ramassis de petits politicards qui sauvent leur situation au jour le jour par de misérables expédients. Même les dernières péripéties de notre Parti (le cas Bombacci dont les déclarations de Belloni et de Remondino donnent la véritable interprétation) [439] ne parviendront pas à nous sauver. Dans la situation actuelle, qui reste encore objectivement révolutionnaire en Allemagne tandis qu'elle est extrêmement confuse en Italie, le Kominterm ne peut permettre sans réagir que se forme à l'échelle internationale, une majorité de partis qui tout en étant dans l'opposition demanderaient de remettre en question toutes les décisions prises depuis le IIIe congrès. Le permettre voudrait dire renforcer énormément les tendances extrémistes nées dans le Parti communiste allemand et par conséquent retarder la réorganisation de ce dernier. Vous oubliez trop souvent que notre Parti a des responsabilités de caractère international et que toute position que nous prenons se répercute dans les autres pays, souvent sous des formes exacerbées et irrationnelles.

5) Je persiste dans ma position que j'estime être la plus opportune et la plus juste. Ta lettre ne fait que me confirmer dans cette décision, spécialement quand tu me parles du « pont » que vous auriez représenté dans la période que nous venons de traverser. Il faut que toi, Negri et Palmi vous vous décidiez aussi pour la clarté, pour une position qui soit le plus près possible

[439] Ambrogio Belloni, Duilio Remondino et Nicola Bombacci, qui étaient tous trois députés, provenaient d'un des courants « maximalistes » qui avaient conflué dans le P.C. d'Italie dès le congrès de Livourne de 1921. Dans un discours au Parlement du 30 novembre 1923, Bombacci venait d'avoir quelques formules malheureuses sur la parenté entre « révolution bolchevique » et « révolution fasciste». Belloni et Remondino avaient surtout commis des thèses « révisionnistes » mais leur cas était souvent lié à celui de Bombacci : cf. la lettre de Scoccimarro à Gramsci du 30 mars 1924 (in *La formazione..., p.* 269) ainsi que Ruggero Grieco, « Il gruppo parlamentare (comunista ?) » *L'Ordine Nuovo,* 111*e* série, 1, 1, mars 1924, pp. 7-8.

de vos convictions intimes et non de votre qualité de « pont [440] ». Nous pourrons ainsi faire ensemble un grand travail, et donner à notre Parti tout le développement qu'autorise la situation... Il est inutile de vouloir conserver une unité formelle de fraction qui nous oblige continuellement à l'équivoque et aux demi-mesures. Si, comme il le fera certainement, Amadeo veut persister dans son attitude, ce sera peut-être un bien, à condition que sa prise de position soit celle d'un individu, ou d'un petit groupe; si elle devenait au contraire, par votre approbation, l'expression de la majorité, elle compromettrait irrémédiablement le Parti.

J'ai reçu les deux enveloppes de matériel que tu m'as adressées. Elles étaient ouvertes. Aussi je te demande de mieux faire tes emballages afin qu'il ne se produise pas de pertes. Essaye de m'envoyer le reste le plus vite possible, si tu ne peux expédier tout à la fois, fais-le au moins par petits envois successifs. Tu as certainement vu la proposition que j'ai faite à l'Ex. au sujet de la publication d'une revue trimestrielle de grand format (250 à 300 pages tous les trois mois) qui pourrait s'intituler *Critica proletaria* [441]. Je crois que la proposition sera acceptée et qu'on pourra la réaliser d'ici quelques mois. J'ai dressé ainsi le sommaire du premier numéro :

1) *Manifeste programme,* qui pourrait être écrit par moi.
2) BORDIGA : «Problèmes de tactique prolétarienne ».
3) GRAZIADEI : « L'accumulation du capital selon Rosa Luxemburg ».
4) TASCA : « Le problème scolaire et la réforme Gentile. »
5) SCOCCIMARRO : « Perspectives pour un gouvernement ouvrier et paysan en Italie. »
6) LONGOBARDI OU PASTORE :« La structure industrielle italienne. »
7) TERRACINI : « Le programme de l'Internationale communiste. »
8) TOGLIATTI «Le problème du Vatican. »
9) Chroniques *Économique, financière, politique, militaire, internationale, syndicale, de vie ouvrière.*
10) *Revue bibliographique.*
(Les auteurs des articles doivent également envoyer une revue critico-biographique des publications qui se rapportent au sujet qu'ils ont traité.)
11) Journal politique.
12) Index de revues et journaux.

Il faudrait que tu te mettes immédiatement au travail pour écrire ton article qui doit être d'au moins vingt pages d'une revue du format de la *Nuova Antologia.* Tu devras y faire un examen des projets de programme qui ont été présentés et des discussions auxquelles ils ont donné lieu. Je t'avertis que, particulièrement en Russie, la discussion a été assez large. Tu pourras avoir par Boukharine les indications nécessaires et te faire traduire par le bureau de presse le matériel rédigé en russe. Il serait bon que les traductions soient faites en plusieurs exemplaires et envoyées aux partis qui ont constitué des commissions pour discuter le programme mais manquent d'éléments pour la discussion. On pourrait poser la question au secrétariat. Ton article cependant devra être prêt dans deux mois au plus tard.

---

[440] «...Dans le cas présent, comme dans toute la vie du Parti, Scoccimarro, Togliatti et moi avons constitué le pont entre Bordiga et Gramsci », écrivait Terracini dans sa lettre du 2 janvier.

[441] Cf. p. 234. Togliatti note justement que le projet de Gramsci -qui ne verra pas le jour - suit d'assez près le modèle de *La Critica* de Benedetto Croce. Il n'est pas inutile de souligner aussi que ce sommaire reste extrêmement « unitaire » et que toutes les tendances du Parti y sont représentées, Bordiga se voyant même confier les « problèmes de tactique prolélarienne », en dépit des divergences sur les « Thèses de Rome ».

Salutations cordiales pour toi et Alma[442]

Masci.

P.-S, - Il serait bon qu'on puisse avoir tout de suite ton article sur la situation en Allemagne qui serait l'article de fond du premier numéro de *L'Ordine Nuovo*[443] .

A TOGLIATTI *(Vienne, 27 janvier 1924)*

Cher Palmi,

Depuis la lettre que tu m'as envoyée sitôt remis en liberté [444] je n'ai plus rien reçu de toi. Je pense que deux de mes lettres t'ont été communiquées, l'une adressée à Negri, et l'autre à Urbani, dans lesquelles j'exprimais plus en détail mes points de vue sur la situation actuelle du Parti, et sur les solutions que j'estime opportunes pour résoudre les problèmes qu'elle pose[445] . J'attends toujours une lettre de toi, qui me réfute ou me donne raison : je veux aujourd'hui te parler d'un problème particulier que j'estime fondamental dans la situation présente et qui me sert de pierre de touche pour juger de toute l'activité du Parti et des méthodes qui ont été celles des camarades qui l'ont orientée jusqu'à présent : il s'agit de l'activité que je définirai afin que nous nous comprenions bien comme celle du camarade Tito [446].

Deux épisodes essentiels m'autorisent à affirmer qu'il a existé et qu'il existe encore dans ce domaine une grande confusion et une grande désorganisation. Toutefois, s'il est théoriquement exact d'accuser la minorité d'être, au moins en partie, liquidatrice, parce qu'elle sous-estime et néglige énormément l'importance de ce travail dans la situation présente, il faut cependant dire, pour la défense de la vérité, et parce que ce n'est qu'en connaissant exactement la réalité que l'on peut remédier aux erreurs et aux faiblesses, et assainir l'organisation, que la majorité aussi, dans ses éléments responsables, n'a pas été capable de faire le nécessaire et qu'elle a été liquidatrice en fait, sinon en principe.

Pour ce qui concerne le premier épisode, je crois que tu es au courant de ce qui est arrivé de fâcheux à Moscou au mois de mars, et qui a eu pour moi des conséquences personnelles peu reluisantes. L'Exécutif ayant été arrêté, dans les personnes d'Amadeo et de Ruggero[447], on attendit en vain pendant un mois et demi environ d'avoir des informations qui établissent avec exactitude comment les choses s'étaient passées, dans quelles limites l'action de la police avait détruit l'organisation, quelle série de mesures avait été prise par la partie de l'Exécutif restée en

---

[442] Alma Lex, la compagne de Terracini.

[443] Cf. la lettre au C.E. du P.C. d'Italie du 6 décembre 1923, ci-dessus p. 231-233, ainsi que « le programme de *L'Ordine Nuovo* », avril 1921, in *Ecrits politiques,* III.

[444] Togliatti avait été arrêté à Milan, en compagnie d'autres dirigeants communistes (dont Gennari, Vota et Tasca), le 21 septembre 1923. Il avait été libéré à la fin de l'année après trois mois de « préventive ». Gramsci se réfère ici à sa lettre du 29 décembre, écrite quelques jours après sa sortie de prison.

[445] Cf. ci-dessus, pp. 240-248.

[446] Il s'agit de l'organisation clandestine du P.C. d'Italie : cf. n. 1, p. 239. C'est Scoccimarro - et non Togliatti - qui s'en était occupé après la fuite de Fortichiari, recherché par la police fasciste.

[447] Bordiga avait été arrêté à Rome le 3 février 1923; Grieco, à Milan, le 31 mars. La grande campagne anticommuniste du printemps 1923 s'était soldée par l'arrestation, selon les sources gouvernementales, de plus de deux mille communistes. La presse de l'I.C. parle généralement, quant à elle, de cinq mille arrestations, parfois même de sept mille : cf. U. Terracini, « 7 000 arrestations d'ouvriers en Italie » déjà cité, n. 2, p. 243.

liberté pour rétablir les liaisons d'organisation et reconstruire l'appareil de parti. Au lieu de cela, à la suite d'une première lettre écrite immédiatement après les arrestations et dans laquelle il était dit que tout était détruit et que la centrale du Parti devait être reconstituée *ab imis*, on ne reçut plus aucune information concrète, mais seulement des lettres polémiques sur le problème de la fusion, rédigées dans un style qui semblait d'autant plus arrogant et irresponsable que son auteur avait, par sa première lettre, donné l'impression que le Parti n'existait désormais plus que dans sa personne[448] . Il y eut une séance orageuse à la commission pour le travail technique, à laquelle prit part un membre du Comité central russe qui avait séjourné en Italie tout le mois qui précéda l'accession au pouvoir des fascistes et une quinzaine de jours après[449]. On posa brutalement la question de la valeur du centre du Parti italien et des mesures à prendre pour pallier sa défection et son manque de dispositions à la réorganisation. Les lettres reçues furent âprement critiquées et on me demanda ce que j'entendais suggérer. Je ne te cache pas que j'étais moi aussi resté sous le coup de l'impression désastreuse des lettres, et n'ayant pas à ma disposition d'autres éléments, je ne pouvais faire autrement que reconnaître que les critiques étaient fondées et plus que fondées. Et c'est pourquoi j'en arrivai jusqu'à dire que si l'on estimait que la situation était véritablement telle qu'il ressortait objectivement des éléments dont nous disposions, il valait mieux en finir une bonne fois et réorganiser le Parti, de l'étranger, avec des éléments nouveaux choisis d'autorité par l'Internationale. Laisse-moi te dire que si je me trouvais encore dans une situation semblable je ferais à nouveau la même proposition et que je n'aurais nullement peur de déchaîner toutes les foudres de l'univers.

En vérité, les camarades russes sont moins centralistes qu'il n'y paraît; peut-être aussi qu'ils avaient, par d'autres voies, de plus amples informations que moi, et qu'ils ne manœuvraient que pour provoquer une situation déterminée. C'est pourquoi la conclusion fut qu'on se contenta de décider d'envoyer au Parti une lettre dans laquelle, en se basant sur la correspondance reçue d'Italie, on indiquait les mesures à prendre et les voies à suivre. Tito répondit a cette lettre par un long exposé d'où il résultait que l'appareil du Parti était resté complètement intact, que le centre représenté, par Tito n'avait jamais cessé, ne serait-ce qu'un instant, de fonctionner, et que toute l'organisation était restée pleine de vie et d'énergie dans tous ses prolongements. Le scandale devint encore plus grand. Qui donc croire? Tito, qui représentait une activité annexe, échappant en partie au contrôle, et qui par conséquent, n'était pas connu personnellement et pouvait être pris pour un quelconque fumiste; ou bien les responsables politiques du Parti dont on supposait qu'ils ne pouvaient ignorer la situation, et qui semblaient plus dignes de foi quand ils disaient que tout était détruit? Il faut aussi réfléchir au fait que, dans l'histoire des partis révolutionnaires, l'aspect que représente l'activité de Tito est celui qui reste toujours le moins clair, et qui se prête le plus aux chantages, aux gaspillages, aux fumisteries. Lorsque Tito vint à Moscou, il se montra furieux de la lettre qu'il avait reçue, mais sa fureur tomba quand on lui fit lire la correspondance du Parti, et que, crayon en main, on lui montra que les phrases qu'il avait estimées offensantes par leur inconséquence avaient été prises directement dans la correspondance en question. Il apparut alors clairement, et Tito le reconnut, que les deux centres agissaient indépendamment l'un de l'autre, sans liaisons, sans que l'un connaisse au moins dans ses lignes générales l'activité de l'autre, et que, par conséquent, ils se calomniaient et se discréditaient réciproquement. Le procès-verbal avait consigné certaines de mes déclarations qui avaient mortifié Tito, qui les croyait dirigées contre lui personnellement, mais il ne me fut

448 L'Exécutif du Parti se trouvant sous les verrous ou dans la clandestinité, un petit centre clandestin s'était reconstitué à Milan sous la direction de Terracini. Lorsque ce dernier était parti pour Moscou, à la fin du mois d'avril, il avait été remplacé par Togliatti. Détail curieux, pour reprendre contact avec son « successeur »qui s'était littéralement volatilisé, Terracini avait dû publier, dans *l'Avanti!* du 12 avril, un petit communiqué ainsi rédigé : « Le camarade Palmiro Togliatti est invité à rentrer immédiatement en contact direct avec le Comité exécutif du Parti. »

449 Ce membre du C.C. du P.C. russe n'a pas été identifié.

pas difficile de démontrer que, bien que devant toujours participer aux commissions où son activité était discutée, je n'avais jamais eu aucune information à son sujet, que je ne pouvais disposer d'aucun élément concret pour critiquer les informations du centre politique, et que je n'avais par conséquent pu prendre une position différente de celle que j'avais prise en me plaçant dans la perspective du plus strict intérêt du mouvement italien.

Malheureusement cette situation n'a pas changé depuis ce moment-là. Récemment, en réponse à un reproche fait par la commission du budget parce que le Parti n'avait pas attribué au Bureau clandestin la totalité de la somme qui lui avait été destinée, l'Exécutif répondait qu'il assurait lui-même une grande partie de l'activité propre à cet organisme et qu'il en dépensait par conséquent les fonds. Tout ceci est absurde, et va à l'encontre des règles les plus élémentaires d'une bonne organisation. Je me suis aussi convaincu à mes dépens que le si glorifié et si célèbre centralisme du Parti italien [450] se ramenait dans la réalité à une très banale carence dans la division du travail et dans la répartition précise des responsabilités et des compétences. Dans les conversations que j'ai eues avec Tito, j'ai eu la nette impression qu'il partageait lui aussi en grande partie cette appréciation et qu'il n'est pas peu démoralisé par le manque d'égards avec lequel son activité est traitée et maltraitée. Chacun prend des initiatives sans avertir le centre responsable, qui a souvent entamé de son côté un travail dans le même sens, et doit l'interrompre ; les initiatives finissent par manquer de continuité; un nombre trop grand d'éléments finit par connaître les choses les plus confidentielles, toute possibilité de contrôle et de vérification vient à manquer; on introduit dans le mouvement des éléments dont le sérieux et la responsabilité n'ont été l'objet d'aucune vérification préalable. J'ai eu l'impression que Tito était extrêmement fatigué et découragé par tous ces faits accumulés et que c'est pour cela qu'il a si tenacement essayé de se faire mettre en congé. La question est très grave, et si elle n'est pas résolue en appliquant des critères d'organisation valables, la situation risque de devenir catastrophique.

Je suis persuadé que, du point de vue de la légalité, la situation de notre Parti va s'aggraver toujours davantage. La vie de nos dirigeants et la sécurité de l'organisation seront d'autant plus en danger que l'opposition constitutionnelle au fascisme, en s'axant autour du Parti réformiste, met en danger la base même du gouvernement de Mussolini. Les fascistes chercheront à résoudre toutes les difficultés en faisant la chasse aux communistes et en agitant l'épouvantail de l'émeute révolutionnaire. Construire un bon appareil technique, mettre à ses articulations des éléments choisis, de grande expérience, disciplinés, à toute épreuve, dotés du sang-froid nécessaire pour ne perdre la tête en aucune circonstance, devient pour nous une question de vie ou de mort. Pour y parvenir il faut vraiment liquider une grande part de la situation passée du Parti, avec ses habitudes de « je m'enfoutisme », d'imprécision et de confusion dans l'attribution des responsabilités, avec son défaut de vérification et de sanction immédiate vis-à-vis des actes de faiblesse et d'inconséquence. Le Parti doit être centralisé, mais centralisation signifie avant tout organisation et critère des limites à ne pas franchir. Cela signifie que, lorsqu'une décision a été prise, elle ne peut être modifiée par personne, quand bien même il s'agirait d'un des préposés au centralisme, et que personne ne doit pouvoir provoquer un fait accompli.

Je ne te cache pas que, pendant ces deux années passées hors d'Italie, je suis devenu très pessimiste et très circonspect. Souvent, je me suis trouvé moi-même dans de très mauvaises

[450] C'était là un des leitmotive de Bordiga et de ses amis dans leur polémique avec l'I.C. Ainsi, Terracini, lors de la dixième séance (18 juin 1923) du Plénum de l'I.C. : « On a essayé de trouver dans les communistes italiens des alliés contre le centralisme. Rien n'est plus faux, au contraire le Parti italien et son chef Bordiga ont même réclamé l'application urgente des décisions sur le centralisme. [...] Si l'Italie peut être utilisée en la matière, c'est pour et non contre la centralisation » (La Correspondance internationale, III, 53 [Supplément], 4 juillet 1923, p. 2).

passes à cause de la situation générale du Parti; et il ne s'agit pas ici de ce qui concerne ma situation personnelle, dont je me fiche résolument et qui n'a d'ailleurs, je crois, pas beaucoup souffert (j'ai tout au plus acquis involontairement une réputation de renard à l'astuce infernale) ; il s'agit de ma position de représentant du Parti, souvent amené à résoudre des problèmes destinés à avoir un effet immédiat sur le mouvement italien.

Parti à Moscou sans avoir été informé ne serait-ce que du dixième des questions en cours, j'ai dû faire semblant d'être au courant et me livrer à des acrobaties inouïes pour dissimuler avec quelle légèreté étaient nommés les représentants italiens, expédiés sans autre viatique que celui du docteur Grillon : « Que Dieu t'assiste[451] » !

J'ai supporté bien des choses parce que la situation du Parti et du mouvement était telle que la moindre apparence de scission dans les rangs de la majorité aurait été désastreuse et aurait apporté de l'eau au moulin d'une minorité peu sensée et dépourvue de directives. J'ajoute que mon état de santé, qui ne me permettait pas un travail intense et régulièrement suivi, m'a aussi détourné d'assumer un poste qui aurait exigé un lourd travail en plus de la charge d'une responsabilité politique générale. Aujourd'hui, la situation a considérablement changé. Les problèmes ont été mis sur le tapis, non certes par ma faute, niais en partie parce qu'on n'a pas voulu suivre à temps certaines de mes suggestions et qu'on ne les a pas résolus automatiquement. C'est ainsi que j'ai cru nécessaire de prendre la position que j'ai prise et que je garderai jusqu'au bout. Je ne sais pas ce que tu fais en ce moment. Tu m'avais écrit une fois que, dès que je serais arrivé ici, tu aurais essayé de faire un saut pour que nous ayons un échange de vues. Si, comme je le pense, tu remplaces en ce moment provisoirement Tito, il serait bon que tu trouves le temps de venir. On pourrait parler de bien des choses et ce ne serait peut-être pas inutile.

Je n'ai encore reçu aucune indication précise pour la publication de l'O.N. et bien que j'aie écrit à plusieurs camarades, je n'ai encore eu aucun envoi d'article. Toutefois je commence dès cette semaine à expédier le matériel. S'il le faut, je rédigerai moi-même entièrement les premiers numéros, en attendant que les collaborateurs se manifestent. Le premier numéro sera en grande partie consacré au camarade Lénine. J'écrirai l'article de fond en essayant de dégager les caractéristiques principales de sa personnalité de chef révolutionnaire[452]. Je traduirai une biographie et le ferai un petit recueil de ses principales opinions sur la situation italienne en 1920. Dans ma dernière lettre à Negri j'écrivais que je comptais non seulement sur ta collaboration en général, mais aussi en particulier pour alimenter dans chaque numéro la rubrique « Bataille des idées » et j'indiquais comme premiers sujets à traiter la revue de Gobetti et le mouvement de *l'Ialia libera.* Je pense aujourd'hui que [pour] le premier numéro il serait plus opportun que tu fasses dans le cadre de cette rubrique une revue des livres et des opuscules de Lénine publiés en italien, en la chapeautant par une appréciation du rôle que l'œuvre et le prestige de Lénine ont eu en Italie durant toutes ces dernières années. De toute façon, j'informerai Ruggero que tu es en permanence chargé de cette rubrique et que tes textes peuvent être donnés à imprimer sans avoir besoin de faire l'aller et retour d'ici à l'Italie. Si j'ai de la copie pour cette rubrique, je te l'enverrai pour que tu la voles et puisses t'organiser dans ton travail.

---

451 Il s'agit, bien entendu, du célèbre grillon du roman de Carlo Collodi, *Le Avventure di Pinocchio.* Cette référence, nullement isolée, à un personnage de la littérature enfantine (ou dite telle) a probablement chez Gramsci des racines profondes. Selon le témoignage de certains de ses proches, à l'époque où son père, Francesco Gramsci, se trouvait en prison, sa mère, qui n'avait rien à leur donner à manger, mettait Antonio et ses frères et sœurs au lit en leur racontant, pour tromper leur faim, les aventures de Pinocchio et d'autres histoires de ce genre.

452 Ce sera l'article « Un " chef " », mars 1924, in *Écrits politiques,* III.

J'attends une lettre de toi qui me dise tes opinions sur les divers sujets que j'ai traités dans la présente lettre et dans les autres qui t'ont été communiquées.

Salutations fraternelles,

Gramsci.

Naturellement je ne crois pas qu'il s'agisse, dans tout ce que je t'ai exposé, de simples problèmes d'organisation. La situation du P. qui se reflète dans l'organisation, est la conséquence d'une conception politique générale. Le problème est donc politique, et il concerne non seulement l'activité actuelle mais aussi l'activité future. Aujourd'hui c'est un problème de rapports entre les dirigeants du Parti et la masse des inscrits d'un côté, entre le Parti et le prolétariat de l'autre ; demain, ce sera un problème plus vaste et il aura une influence sur l'organisation et sur la solidité de l'État ouvrier. Ne pas poser aujourd'hui la question dans toute son ampleur signifierait en revenir à la tradition socialiste, attendre pour se différencier que la révolution soit aux portes ou même qu'elle se développe déjà. Nous avons commis une grave erreur en 1919 et 1920 en n'attaquant pas plus radicalement la direction socialiste, quitte à risquer l'exclusion, en ne constituant pas une fraction qui ne soit pas limitée à Turin et qui puisse faire davantage que la propagande que pouvait faire *L'Ordine Nuovo*. Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'aller jusque-là ; mais si le rapport a changé, la situation est presque Identique, et elle doit être affrontée avec résolution et hardiesse.

A ALFONSO LEONETTI *(Vienne, 28 janvier 1924)*

Mon cher Ferri,

Ta lettre m'a fait grand plaisir parce qu'elle m'a montré que je ne suis pas le seul à avoir certaines préoccupations et à estimer nécessaire d'apporter certaines solutions à nos problèmes [453]. Je partage presque complètement l'analyse que tu as faite. Toutefois la situation est malheureusement beaucoup plus grave et plus difficile que tu ne peux l'imaginer, et c'est pourquoi j'estime qu'il faut avoir une relative prudence. Je suis persuadé qu'Amadeo est capable d'en arriver aux pires extrémités s'il voit que la situation du Parti devient difficile à cause de lui. Il est profondément et carrément convaincu d'être dans le vrai et de représenter les intérêts les plus vitaux du mouvement prolétarien italien, et il ne reculera même pas devant l'éventualité de son exclusion de l'Internationale. Mais il faut pourtant faire quelque chose, et c'est à nous de le faire. Je ne partage pas ton idée de revaloriser notre groupe de Turin tel qu'il s'était formé autour de l'O.N. Pendant ces deux dernières années j'ai vu combien la campagne menée contre nous par *l'Avanti!* et par les socialistes a pu avoir de l'influence et laisser de profondes traces jusque chez les membres actuels de notre Parti : à Moscou, les émigrés étaient divisés en deux camps à ce propos, et parfois les querelles allaient jusqu'à la rixe et à la bagarre. Par ailleurs, Tasca appartient à la minorité qui a poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences la position, prise dès janvier 1920 et qui a atteint son point culminant dans la polémique qui nous a opposés. Togliatti ne sait pas se décider, comme cela a toujours été un peu dans ses habitudes; la

[453] Gramsci répond ici à une lettre d'Alfonso Leonetti du 28 janvier 1924 l'enjoignant de prendre l'initiative de constituer une fraction susceptible de se réclamer de la tradition turinoise de *L'Ordine Nuovo* : « Tu es la seule personne qui puisse et doive prendre l'initiative de sauver notre Parti tant du danger d'une scission avec l'I.C. que du risque de sombrer dans le chaos et dans l'inertie la plus méprisable. Il faut préparer un petit ensemble de thèses très claires retraçant brièvement l'histoire du P.C.I. », etc. *(La formazione,* éd. cit., pp. 164-166).

personnalité « vigoureuse » d'Amadeo l'a fortement frappé et le retient à mi-chemin, dans une indécision qui se cherche des justifications dans des vétilles purement juridiques. Je crois Umberto encore plus fondamentalement extrémiste qu'Amadeo, car il a assimilé sa conception, mais il n'a ni sa force intellectuelle, ni son sens pratique ni sa capacité d'organisation [454]. Comment donc pourrait revivre notre groupe ? Il aurait tout simplement l'air d'être une clique que des raisons bureaucratiques ont rassemblée autour de ma personne. Même les idées fondamentales qui ont caractérisé l'activité de l'O.N. sont ou seraient aujourd'hui anachroniques. Apparemment, pour l'instant du moins, les problèmes prennent la forme de questions d'organisation, en particulier d'organisation du Parti. Je dis apparemment, parce qu'en fait le problème reste toujours le même : celui des rapports entre le centre dirigeant et la masse du Parti, et entre le Parti et les classes de la population laborieuse.

En 1919-1920, nous avons commis de très graves erreurs que nous payons au fond en ce moment. De peur d'être traités d'arrivistes et de carriéristes nous n'avons pas constitué une fraction, et cherché à l'organiser dans toute l'Italie. Nous n'avons pas voulu donner aux Conseils d'usine de Turin un centre directeur autonome qui aurait pu exercer une influence immense dans le pays tout entier, et cela par peur de provoquer une scission dans les syndicats, et par peur d'être exclus trop tôt du Parti socialiste. Nous devrions dire, ou plus précisément, il me faudra dire publiquement que nous avons commis ces erreurs qui ont eu indubitablement de lourdes répercussions. En réalité, si, après la scission d'avril [455], nous avions adopté la position que je croyais moi aussi nécessaire, peut-être nous serions-nous trouvés dans une situation différente au moment de l'occupation des usines et peut-être aurions-nous renvoyé cet événement à une saison plus propice. Nos mérites sont très inférieurs à ce que nous avons dû claironner pour des nécessités de propagande et d'organisation ; nous avons seulement, et certes ce n'est pas là une petite chose, obtenu de susciter et d'organiser un fort mouvement de masse qui a donné à notre Parti la seule base réelle qu'il ait eue dans les années écoulées. Aujourd'hui les perspectives sont différentes et il faut soigneusement éviter de trop insister à propos de la tradition turinoise et du groupe turinois. On aboutirait à des polémiques de caractère personnel où l'on se disputerait le droit d'aînesse sur un héritage de souvenirs et de mots.

Pratiquement, voilà comment je pense influer sur la situation : si le manifeste de la soi-disant gauche communiste est publié, et peut-être est-il déjà, à l'heure qu'il est, publié dans le premier numéro de *Stato operaio* qui recommence à paraître[456], j'écrirai un article ou une série d'articles pour expliquer les raisons pour lesquelles il ne porte pis ma signature et esquisser un petit programme des tâches pratiques que le Parti doit résoudre dans la situation actuelle. Si l'on prépare une conférence du Parti et si la discussion se déroule par voies internes, avec un minimum de publicité, je ferai une sorte de mémorandum pour les fonctionnaires du Parti et

---

[454] Il y a là, dirait-on, une réminiscence des formules déjà employées par Gobetti dans sa « Storia dei comunisti torinesi scritta da un liberale » (1922) : *« Le tempérament de Terracini est plutôt celui d'un politique que d'un théoricien. L'élaboration de la théorie ne l'intéresse pas, sinon à la façon dont elle intéresse Lénine (comme un moyen d'action). Quand le moment est mûr, il décide sereinement, Le fait qu'il se soit rangé avec Gramsci, qu'il ait combattu Serrati, démontre combien il a vu lucidement, d'un œil pratique, la question du socialisme italien. Il est antidémagogique par système, aristocratique, hostile aux violences oratoires, d'un raisonnement dialectique, subtil, implacable, fait pour la polémique et pour l'action... [...] Togliatti n'a pas encore eu de responsabilités actives, il est venu à la politique à partir d'une solide préparation intellectuelle, mais on trouve en lui une inquiétude, parfois même une nervosité qui ressemble à du cynisme et qui est de l'indécision, indécision qui nous réservera peut-être de nombreuses surprises et qui doit nous inviter en tout cas à suspendre notre jugement », (P.* Gobetti,*Scritti polilici,* pp. 283-284*).*

[455] Cf. Écrits politiques, I, p. 332,n. 1.

[456] On l'a dit, le manifeste de la gauche ne fut pas publié. C'était Bordiga et ses camarades qui se désignaient comme « gauche communiste ». en faisant remonter à l'époque de la guerre de Libye, date de leur rupture avec le réformisme, les origines de leur mouvement. Cf. du reste la *Storia della sinistra comunista,* Milan, *1964,* ouvrage anonyme mais dû pour une très large part à Bordiga.

pour les chefs de groupe, dans lequel je serai plus explicite et entrerai davantage dans les détails. De toute façon, j'estime indispensable d'éviter d'envenimer la polémique. J'ai vu à quel point il est facile, avec notre tempérament et avec l'esprit sectaire et unilatéral propre aux Italiens, d'en arriver aux pires extrémités et à la rupture complète entre les différents camarades.

Je te serai obligé si tu veux bien m'écrire encore pour me tenir informé des principaux courants qui l'emportent dans le Parti et de l'attitude des camarades que je connais, spécialement ceux de Turin.

A TOGLIATTI, TERRACINI ET AUTRES *(Vienne, 9 février 1924)*

Chers camarades,

C'est volontiers que J'accepte l'invitation qui m'a été faite par le camarade Urbani d'indiquer, au moins dans leurs grandes lignes, les raisons pour lesquelles je crois nécessaire en ce moment d'en arriver non seulement à une discussion de fond sur notre situation intérieure devant les masses du Parti, mais aussi à une nouvelle organisation des groupes qui tendent à prendre la direction du Parti. Des raisons d'opportunité m'obligeront toutefois à ne pas trop approfondir certaines questions; je connais les réactions courantes au sein de notre mouvement, et je sais combien le défaut de toute polémique intérieure et de toute énergique tentative d'autocritique qui a régné jusqu'à maintenant a laissé, même entre nous, un état d'esprit excessivement pointilleux et irascible, une propension à se cabrer pour un rien.

La situation intérieure de l'Internationale. - Je ne suis absolument pas persuadé de la justesse de l'analyse faite par Urbani à propos des nouvelles orientations qui se feraient jour dans le Kominterm après les événements d'Allemagne[457]. De même qu'il y a un an je n'ai pas cru que l'Internationale virait à droite, comme on le pensait dans notre C.E., je ne crois pas aujourd'hui qu'elle vire à gauche. La nomenclature politique adoptée par le camarade Urbani me paraît être elle-même absolument erronée, ou à tout le moins extrêmement élémentaire. Pour ce qui concerne la Russie, j'ai toujours su que dans la topographie des fractions et des tendances, Radek, Trotski et Boukharine avaient une position de gauche ; Zinoviev, Kamenev et Staline

[457] Il s'agit de l'insurrection manquée d'octobre *1923.* En dépit des attaques de la « gauche» du Parti (Ruth Fischer, Arkadi Maslow, Arthur Rosenberg, etc.), Heinrich Brandler, qui avait succédé à Paul Levi à la tête du K.P.D., s'était montré jusqu'alors un partisan résolu du « front unique »et avait œuvré, avec l'appui de l'I.C., à la formation de « gouvernements ouvrier »destinés à servir ultérieurement de points d'appui pour la révolution allemande. Le premier d'entre eux avait fait son apparition en Saxe le 21 mars 1923 sous la direction du socialiste Zeigner; un autre fut formé en Thuringe le 13 octobre (le la même année. Le succès de la grève générale du *9* août 1923, qui entraîna la démission de Cuno et la formation d'un gouvernement Stresemann à participation social-démocrate, provoqua toutefois un véritable « tournant » dans l'attitude de l'I. C. Il semblait qu'on pouvait désormais, précipitant les rythmes, passer sans attendre à l' « Octobre allemand ». Brandler, convoqué à Moscou, fut enjoint par Zinoviev et Trotski de préparer l'insurrection, - ce qu'il fit, semble-t-il, assez mollement, lui-même préférant poursuivre la formation de « gouvernements ouvriers » et entrant même - sur la recommandation de Zinoviev, il est vrai dans le « gouvernement ouvrier » de Thuringe (13 octobre). Le 21 octobre, cependant, la conférence de Chemnitz des comités d'usine refusait d'appuyer l'insurrection et de proclamer une grève générale révolutionnaire. Piatakov et Radek, mandés exprès de Moscou pour diriger le mouvement, se voyaient contraints dès le lendemain de décommander l'insurrection. Le projet d'un « Octobre allemand » avait donc éclaté, selon la formule de Rosenberg, « comme une bulle de savon ». Seul mouvement notable, l'insurrection manquée des « centuries prolétariennes » de Hambourg (23-24 octobre) avait été un véritable suicide. Forte de la passivité du prolétariat, la Reichswehr avait mis fin aux expériences ouvrières de Thuringe et de Saxe. L'échec était patent. Lorsque le Présidium de l'I.C. se réunit pour débattre de la situation allemande (19-21 janvier 1924), il apparut surtout préoccupé de trouver un bouc émissaire. Se faisant l'écho des critiques de Ruth Fischer et de la gauche, du K.P.D., Zinoviev fit donc condamner le groupe Brandler-Thalheimer pour « opportunisme de droite ».

une position de droite, tandis que Lénine était au centre et faisait fonction d'arbitre pour l'ensemble de la situation. Ceci naturellement dans le langage politique courant. Le noyau qu'on appelle léniniste soutient, on le sait bien, que ces positions « topographiques » sont absolument illusoires et fallacieuses ; et dans ses polémiques, il n'a cessé de souligner comment les soi-disant gauchistes ne sont pas autre chose que des mencheviks qui se drapent dans le langage révolutionnaire, tout en étant incapables d'estimer les véritables rapports des forces effectives. On sait en effet que Lotit au long de l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, Trotski a été politiquement plus à gauche que les bolcheviks, alors que pour les questions d'organisation il faisait souvent bloc avec les mencheviks, ou se mêlait carrément à eux. On sait que, déjà en 1905, Trotski estimait qu'une révolution socialiste et ouvrière pouvait avoir lieu en Russie, alors que les bolcheviks entendaient se limiter à établir une dictature politique du prolétariat allié aux paysans, qui aurait servi de matrice au développement du capitalisme sans porter atteinte à sa structure économique. On sait également que, en novembre 1917, alors que Lénine et la majorité du Parti s'étaient ralliés à la conception de Trotski, et entendaient s'emparer non seulement du gouvernement politique, mais aussi du gouvernement industriel, Zinoviev et Kamenev étaient restés fidèles au point de vue traditionnel du Parti, ils voulaient la constitution d'un gouvernement de coalition révolutionnaire avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires et, de ce fait, ils étaient sortis du C.C. du Parti, avaient publié des déclarations et des articles dans des journaux non bolcheviques et il s'en était fallu de peu qu'ils n'aillent jusqu'à la scission. Il est certain que si, en novembre 1917, le coup d'État avait échoué comme a échoué en octobre dernier le mouvement allemand, Zinoviev et Kamenev se seraient détachés du Parti bolchevique et auraient probablement rejoint les mencheviks. La polémique qui a eu lieu récemment en Russie fait apparaître combien Trotski et l'opposition en général, étant donné l'absence prolongée de Lénine à la direction du Parti, se préoccupent sérieusement d'un retour à la vieille mentalité qui serait destructrice pour la révolution. En demandant une plus grande participation de l'élément ouvrier dans la vie du Parti et une diminution des pouvoirs de la bureaucratie, ils veulent, au fond, assurer à la révolution son caractère socialiste et ouvrier et empêcher qu'on n'en arrive lentement à cette dictature démocratique prête à servir de cadre à un capitalisme en plein développement qui était encore en novembre 1917 le programme de Zinoviev et compagnie. Telle me semble être la situation dans le Parti russe, situation beaucoup plus compliquée et plus fondamentale que ne le pense Urbani. La seule nouveauté est le passage de Boukharine au groupe Zinoviev, Kamenev, Staline.

Il me semble que, pour ce qui concerne la situation allemande, les choses se passent également d'une façon quelque peu différente de ce qu'a décrit Urbani.

Les deux groupes qui se disputent en Allemagne la direction du Parti, sont tous les deux insuffisants et incapables. Le groupe dit de la minorité (Fischer-Maslov) représente indubitablement la majorité du prolétariat révolutionnaire[458] ; mais il n'a ni la force d'organisation nécessaire pour conduire une révolution victorieuse en Allemagne, ni une directive ferme et sure qui puisse mettre le Parti à l'abri de catastrophes encore pires que celle d'octobre. Il est composé d'éléments jeunes dans l'activité de parti, qui ne se sont trouvés à la tête de l'opposition que par suite de cette carence en dirigeants qui est caractéristique de l'Allemagne. Le groupe Brandler et Thalheimer est, du point de vue idéologique et pour ce qui est de la préparation révolutionnaire, plus fort que le premier, mais lui aussi a ses faiblesses, et, à certains égards, elles sont beaucoup plus grandes et plus délétères que celles de l'autre groupe. Brandler et Thalheimer sont devenus des talmudistes de la révolution. En voulant trouver à tout prix des alliés à la classe ouvrière, ils ont fini par négliger la fonction de la classe ouvrière elle-

[458] Ruth Fischer, Arkadi Maslow et leurs camarades de tendance prirent la direction du K.P.D. au congrès de Francfort-sur-le-Main des 7-10 avril 1924.

même ; décidés à conquérir l'aristocratie ouvrière que contrôlent les sociaux-démocrates, ils ont cru pouvoir le faire non en exécutant un programme de caractère industriel, axé sur les Conseils d'usine et sur le contrôle, mais en essayant de concurrencer les sociaux-démocrates sur le terrain de la démocratie, et ils ont abouti à la dégradation du mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan. Lequel de ces deux groupes est à droite, et lequel est à gauche ? La question est un peu byzantine. Il est normal que Zinoviev, qui ne peut attaquer Brandler et Thalheimer en les accusant d'être des incapables et des nullités, place la question sur un plan politique et recherche dans les erreurs qu'ils ont commises des éléments qui permettent de les accuser de droitisme. D'ailleurs, la question se complique furieusement. À certains égards, Brandler est davantage un putschiste qu'un droitier et on peut même dire que c'est parce qu'il est droitier qu'il est putschiste[459] . Il avait assuré en octobre dernier qu'un coup d'État était possible en Allemagne, il avait assuré que le Parti y était techniquement préparé. Zinoviev était au contraire fort pessimiste et n'estimait pas que la situation ait été politiquement mûre. Dans les discussions qui ont eu lieu à la Centrale russe, Zinoviev a été mis en minorité, et par contre on a publié l'article de Trotski « La révolution peut-elle se faire à date fixe ? »[460]. Au cours d'une discussion qui eut lieu au Présidium ce fut assez clairement dit par Zinoviev. Alors, où réside le nœud de l'affaire ? Dès le mois de juillet, après la conférence de La Haye pour la paix, Radek, rentré à Moscou après une *tournée,* fit un rapport catastrophique sur la situation allemande [461]. Il en ressortait que le C.C., dirigé par Brandler, ne jouissait plus de la confiance du Parti, que la minorité, tout en étant constituée d'éléments incapables et parfois louches, avait pour elle la majorité du Parti et qu'elle aurait pu avoir la majorité au congrès de Leipzig, si le centralisme et l'influence du Komintern ne l'avaient empêché ; que le C.C. n'appliquait que formellement les décisions de Moscou; qu'en faveur du front unique et du gouvernement ouvrier, aucune campagne systématique n'avait été faite, si ce n'est quelques articles de journaux théoriques et abstrus qui n'avaient pas été lus par les ouvriers. Il est évident qu'après ce rapport de Radek, le groupe Brandler s'agita et, pour éviter que la minorité ne prenne le dessus, prépara une réédition de mars 1921 [462]. S'il y eut des erreurs, c'est par les Allemands qu'elles furent commises. Les camarades russes, c'est-à-dire Radek et Trotski, eurent le tort de croire aux fumisteries de Brandler et de ses camarades ; mais en réalité, même dans ce cas, leur position n'était pas de droite, mois plutôt de gauche, au point de risquer d'encourir l'accusation de putschisme.

---

[459] Si Brandler avait pu être accusé de « putschisme » et Paul Levi ne s'en était pas privé à l'époque, c'était pour avoir déclenché, sous la pression des émissaires de Zinoviev, la fameuse « action de mars » 1921. Mais depuis on l'a dit, il avait rompu avec son attitude initiale pour s'en tenir à la stratégie du « front unique ». Dans la topographie de l'I.C., il occupait une position assez proche de celle de Tasca et de la « droite » du P.C. I.

[460] Il s'agit de l'article«, Peut-on fixer un horaire précis pour une contre-révolution on une révolution? »(en russe), paru dans la *Pravda* du 23 septembre 1923 et traduit en français dans *l'Inprekorr sous* le titre : «Peut-on déterminer l'échéance d'une révolution ou d'une contre-révolution? » (La *Correspondance internationale,* III, 40, 13 octobre 1923, pp. 615-61-1). Cf. aussi « Is it possible to fix a Definitive Schedule for a Counter-Revolution or a Revolution » in L. Trotski, *The First Five Years of the Communist International,* Il, Londres, 1953,pp. 347-353.

[461] En janvier 1923, Radek se rendit à Oslo (alors Christiania) pour y résoudre la crise du P.C. norvégien. À son retour, il séjourna clandestinement en Allemagne et participa aux travaux du VIIIe Congrès du K.P.D. (Leipzig, 28janvier-ler février 1923). Là, il prit position contre la « gauche» (Ruth Fischer, Maslow) et se prononça une fois de plus en faveur du « front unique », et du « gouvernement ouvrier ». Il fit un deuxième séjour en Allemagne - cette fois, légalement - à l'occasion du congrès de Hambourg de la IIe Internationale (21-25 mai 1923) auquel il assista en tant qu'observateur. Rentré à Moscou, au cours du Plénum de juin, il ne parla nullement de perspectives révolutionnaires immédiates en Allemagne et ne remit pas en question la direction du K.P.D. (Brandler, Thalheimer), mais développa sa fameuse « ligne Schlageter ». C'est ainsi que, jusqu'à la grève générale d'août, il prêcha la patience et la modération. Il se rallia ensuite à la thèse de Trotski et proposa dès le 23 août de préparer l'insurrection. Il fit alors un troisième séjour - clandestin - en Allemagne, où il arriva le 22 octobre pour apprendre que le mouvement venait d'être décommandé. Après la défaite, tant devant le Présidium en janvier 1924 qu'au cours du Ve Congrès de l'I.C., il se solidarisa avec Brandler.

[462] Il s'agit encore de l' « action de mars ». Cf. n. 1, p. 96.

J'ai cru opportun de m'attacher un peu sur ce sujet, parce qu'il est nécessaire d'avoir dans ce domaine une orientation assez claire. Les statuts de l'Internationale donnent au Parti russe une hégémonie de fait sur l'organisation mondiale. Il est par conséquent certain qu'il faut connaître les divers courants qui se manifestent au sein du Parti russe pour comprendre les orientations qui sont données chaque fois à l'Internationale. Il faut également tenir compte de la situation de supériorité dans laquelle se trouvent les camarades russes qui, outre qu'ils ont à leur disposition la masse des informations qui concernent spécialement notre organisation, disposent aussi sur certains problèmes d'informations plus abondantes et plus précises qui touchent à l'État russe. C'est pourquoi leurs orientations sont fondées sur des données matérielles dont nous ne pourrons disposer qu'après une révolution, et cela donne à leur suprématie un caractère permanent auquel il est difficile de porter atteinte.

Le manifeste de la gauche communiste. - J'en arrive maintenant aux questions qui nous concernent plus spécialement. Le camarade Urbani écrit que j'ai beaucoup exagéré dans mon appréciation du manifeste. Je continue de soutenir qu'il marque le commencement d'une bataille à outrance contre l'Internationale et qu'il demande une révision de toute la tactique mise en oeuvre depuis le IIIe Congrès.

Parmi les conclusions du manifeste, celle qui se trouve à la lettre *b)* dit qu'il faut provoquer dans les organes compétents de l'Internationale une discussion sur les conditions de la lutte prolétarienne en Italie dans ces dernières années, qui ait une large portée et qui échappe aux cadres contingents et transitoires qui étouffent souvent l'examen et la solution des problèmes les plus importants[463].

Que signifie tout ceci sinon que l'on demande et que l'on estime possible, non seulement une révision de la tactique du Komintern en Italie depuis le IIIe Congrès, mais aussi une discussion sur les principes généraux qui sont à la base de cette tactique? Il n'est pas vrai que, comme l'affirme le dernier paragraphe du chapitre (La *tactique communiste en Italie),* l'Internationale n'ait pas précisé, après le IIIe Congrès, ce qu'elle voulait qu'on fasse en Italie. Dans le numéro 28 de la revue *L'Internationale communiste* est publiée une lettre ouverte de l'Exécutif international au C.C. du P.C.I., lettre écrite vers la mi-mars 1922, c'est-à-dire après l'Exécutif élargi du mois de février[464]. Toute la conception des thèses sur la tactique présentée au congrès de Rome y est réfutée et repoussée, et on y affirme qu'elle est en désaccord avec les résolutions du IIIe Congrès.

Cette lettre traite spécialement les points suivants :

1) le problème de la conquête de la majorité ;
2) les situations dans lesquelles la bataille devient nécessaire et les possibilités qui s'offrent à la lutte;
3) le front unique;
4) le mot d'ordre de gouvernement ouvrier.

---

[463] Le texte de la première version du manifeste - publié par les soins de Stefano Merli - dit textuellement : « Provoquer dans les organes compétents de l'Internationale une discussion analogue [à celle qui devrait avoir lieu à l'intérieur du P.C.I.] sur les conditions de la lutte prolétarienne en Italie depuis les derniers temps, qui ait une large portée et qui échappe aux cadres contingents et transitoires qui étouffent [souvent] l'examen des problèmes les plus importants (S. Merli, Nuova documentaziore sulla “svolta”nella direzione del Partito comunista d'Italia net 1923-1921 », *loc. cit.*, p. 520).

[464] « Une contribution au projet de programme du Parti communiste italien », *L'Internationale communiste,* III, 23, octobre-novembre 1922, pp. 24-27. Le texte n'en fut publié en Italie qu'en 1921, dans le cadre de la préparation de la conférence de Côme, probablement afin d'embarrasser l'ancienne direction du Parti. Cf. « Osservazioni del Présidium dell'EKKI », *Lo Stato Operaio,* 11, 13, 24 avril 1924.

Le point numéro 3 précise la question du front unique dans le domaine syndical et dans le domaine politique. C'est-à-dire que l'on dit explicitement que le Parti doit entrer dans des comités mixtes pour la lutte et l'agitation. Au quatrième point, on essaie de tracer une ligne tactique immédiate qui permette à la lutte en Italie, d'aboutir au gouvernement ouvrier. La lettre se termine par cette phrase : il est préférable que le Parti se contente des thèses élaborées par le Ille Congrès et par l'Exécutif élargi de février, et qu'il renonce à ses thèses propres plutôt que de présenter les dites thèses, ce qui contraindrait l'Exécutif à combattre ouvertement et de la façon la plus énergique les conceptions du C.C. italien [465](2). Je ne sais si, après cette lettre de l'Exécutif, qui a une valeur et une signification bien précises, il est possible de demander, comme il est dit dans le manifeste, qu'on reprenne toute la discussion, en dehors des faits contingents. Cela reviendrait à dire ouvertement que, depuis le IIIe Congrès, le Parti italien s'est trouvé systématiquement, et en permanence, en désaccord avec la ligne du Komintern et qu'il entend entamer la lutte sur les principes.

La tradition du Parti. - Je nie radicalement que la tradition du Parti soit celle qui se reflète dans le manifeste.

Il s'agit là de la tradition, ou plutôt de la doctrine, d'un des groupes qui ont initialement constitué notre Parti et certes pas d'une tradition de parti. De la même façon, je nie qu'il existe une crise de confiance entre l'Internationale et le Parti dans son ensemble. Cette crise n'existe qu'entre l'Internationale et une partie des dirigeants du Parti. A Livourne, le Parti ne s'est pas constitué sur la base d'une doctrine qui aurait continué ensuite à persister et à se développer, mais sur une base concrète et immédiate : se détacher des réformistes et de ceux qui se mettaient du côté des réformistes contre l'Internationale. La base la plus large, celle qui a acquis au Comité provisoire d'Imola les sympathies d'une partie du prolétariat [466], était la fidélité à l'Internationale communiste. Voilà ce qui permet d'affirmer tout le contraire de ce que soutient le manifeste. Et ce sont ses signataires qui pourront, à juste titre, être accusés de n'avoir pas su interpréter la tradition du Parti et de s'en être écartés. Mais c'est là un aspect purement verbal et byzantin de la discussion. Il s'agit en réalité d'un fait politique : Amadeo, s'étant trouvé à la direction du Parti a voulu que sa conception prédomine et devienne celle du Parti. C'est ce qu'il voudrait faire aujourd'hui encore, avec son manifeste. Que nous ayons permis que par le passé, cette tentative réussisse est une chose, mais que l'on continue aujourd'hui à le vouloir, et qu'en signant le manifeste, on sanctionne toute une situation et qu'on intercepte le Parti en est une autre. En réalité nous n'avons jamais, au sens propre, permis que cette situation se consolidât. Pour ma part, au moins avant le congrès de Rome, dans le discours prononcé à l'assemblée de Turin, j'avais dit assez clairement que je n'acceptais les thèses sur la tactique que pour une raison contingente d'organisation du Parti, niais que je me déclarais favorable au front unique jusqu'à sa conclusion normale, qui est la constitution du gouvernement ouvrier [467](2) Du reste,

[465] « Il est préférable que le Parti se contente des thèses du 3e Congrès et de la Conférence du Comité Exécutif élargi, qu'il renonce à l'élaboration de thèses à lui, plutôt que de présenter les thèses en question qui obligeraient l'Exécutif à combattre ouvertement et de la façon la plus énergique les conceptions du comité Central italien » (« Une contribution... » *loc. cit.*, p. 27).

[466] Gramsci se réfère ici à la « fraction communiste » qui s'était constituée à Imola les 28-29 novembre 1920 en vue du congrès de Livourne. C'est sur la base de la « motion d'Imola » (par opposition à celles de Florence et de Reggio) que le P.C. d'Italie s'était séparé des maximalistes et des réformistes.

[467] Le compte rendu de l'assemblée générale de la section turinoise du P.C. d'Italie à laquelle se réfère Gramsci ne laisse rien entrevoir des réserves que ce dernier dit avoir émises : « Après avoir entendu un long rapport présenté par le camarade Gramsci, l'assemblée a approuvé à l'unanimité les thèses sur la tactique qui ont été préparées et qui seront présentées au congrès du Parti. » Quant à la question du « front unique politique », autour de laquelle se cristallisaient les désaccords entre le P.C. d'Italie et l'I.C., la section turinoise s'en tenait aux positions de la direction du Parti : « ... l'assemblée a conclu que la seule tactique possible et utile aujourd'hui est celle du front unique

tout l'ensemble des thèses n'avait jamais été discuté à fond par le Parti, et au congrès de Rome, le problème fut assez clair : si l'Exécutif n'avait pas conclu avec les délégués du Kominterm un protocole précisant que les thèses n'étaient présentées qu'à titre indicatif et qu'elles seraient modifiées après le IVe Congrès, il est peu probable que la majorité des délégués aurait été du côté de l'Exécutif. Cette majorité, placée devant un ultimatum du Kominterm, n'aurait pas hésité, et aurait suivi sa tradition de fidélité internationaliste. J'aurais certainement agi ainsi et, avec moi, les délégations piémontaises, avec lesquelles j'avais eu une réunion après le discours de Kolarov, et avec lesquelles je m'étais trouvé d'accord sur les points suivants : empêcher la minorité de s'emparer du Parti par surprise, mais ne pas donner au vote une signification qui dépasse le problème de l'organisation [468].

La conception du manifeste. - À part ces questions plus ou moins juridiques, j'estime que le moment est arrivé de donner au Parti une ligne différente de celle qu'il a eue jusqu'à présent. Une nouvelle phase commence, non seulement dans l'histoire de notre Parti mais aussi dans celle de notre pays. Il faut par conséquent que l'on entre dans une phase de plus grande clarté dans les rapports intérieurs de parti et dans les rapports entre le Parti et l'Internationale. Je ne veux pas trop m'attarder là-dessus, je ne traiterai que certains points en espérant qu'ils serviront également à éclairer les questions que je laisserai de côté.

Une des plus graves erreurs qui ont caractérisé et qui caractérisent encore l'activité de notre Parti peut se résumer dans les mêmes termes que la seconde des thèses sur la tactique : « Il serait erroné de considérer ces deux facteurs, *conscience* et *volonté*, comme des facultés qu'on peut obtenir des individus et que l'on doit attendre d'eux, puisqu'elles ne se réalisent que par l'intégration de l'activité de plusieurs individus dans un organisme collectif unitaire. »

Cette conception, qui est juste si on se réfère à la classe ouvrière, est erronée et extrêmement dangereuse si on se réfère au Parti. Avant Livourne, c'était là la conception de Serrati, qui soutenait que le Parti dans son ensemble était révolutionnaire même si en son sein cohabitaient des socialistes de tout poil et de toute couleur. Au congrès de scission de la social-démocratie russe c'était la conception soutenue par les mencheviks, qui disaient que c'est le Parti dans son ensemble qui compte, et non les différents individus. Pour ce qui est de ces derniers, il suffit, disait-on, qu'ils se déclarent socialistes. Dans notre Parti, cette doctrine a eu pour seul résultat d'être en partie responsable du danger opportuniste. On ne peut en effet nier que si la minorité s'est créée et a fait des prosélytes, c'est à cause du manque de discussions et de polémiques à l'intérieur du Parti. Autrement dit, parce qu'on n'avait pas accordé assez d'importance à chaque camarade et qu'on n'avait pas cherché à guider chacun d'entre eux d'une façon un peu plus concrète qu'on ne parvient à le faire à coups de communiqués sur les principes généraux et de préceptes rigoureux. Un autre aspect du danger qui a été à déplorer dans notre Parti, c'est la stérilisation de toute activité individuelle, la passivité de la masse du Parti, la certitude stupide

syndical » (« La tattica del Partito comunista discussa nella sezione di Torino », *Il Comunista,* 19 février 1922, repris en annexe à *Socialismo e fascismo -L'Ordine Nuovo 1921-1922, pp.* 497-498). Dès l'année suivante, toutefois, dans une lettre à Togliatti du 14 juillet 1923 le communiste turinois Mario Montagnana se réfère explicitement aux « divergences » de Gramsci avec la direction du Parti à l'époque du congrès de Rome. Cf. « Gramsci : Carteggio 1923 », a cura di P. Spriano, in *Rinascita,* XXIII, 4, 22 janvier 1922, pp. 17-24.

468 Dans son discours -- passablement violent - au congrès de Rome, Vasil Kolarov avait tout particulièrement critiqué l'interprétation restrictive du mot d'ordre de«front unique » soutenue par la direction du P.C. d'Italie. Gramsci ne s'en était pas moins prononcé - tout comme Bordiga et Terracini - et contre le « front unique politique » et contre le mot d'ordre de «gouvernement ouvrier ». Comme lui-même le souligne dans la présente correspondance et ainsi que le confirme Montagnana dans sa lettre à Togliatti du 14 juillet 1923, Gramsci redoutait d'évidence de « faire le jeu de Bombacci, Sanna, Tasca, Graziadei, etc. », c'est-à-dire de la « droite » du Parti. Son intervention s'était donc bornée, comme il le précisera plus loin, à faire rectifier certains points des thèses portant sur les perspectives politiques.

que, de toute façon, il y avait quelqu'un qui pensait à tout et pourvoyait à tout. Cet état de choses a eu de très graves répercussions dans le domaine de l'organisation. Le Parti n'a pas eu la possibilité matérielle de choisir, à partir de critères rationnels, les éléments de confiance à qui confier des tâches précises. Le choix s'est fait empiriquement, au hasard des relations personnelles des différents dirigeants, et il est tombé la plupart du temps sur des éléments qui ne jouissaient pas de la confiance des organismes locaux et qui, par conséquent, ont vu saboter leur action. Ajoutons que le travail accompli n'a été contrôlé que pour une faible part, ce qui a entraîné au sein du Parti une véritable et profonde coupure entre la masse et les dirigeants. Cette situation se prolonge et elle m'apparaît comme lourde d'innombrables dangers. Lors de mon séjour à Moscou je n'ai pas trouvé un seul de nos compatriotes émigrés politiques *(et j'ajoute qu'ils viennent des coins les plus différents de l'Italie et qu'ils sont parmi les éléments les plus actifs)* qui comprenne la position de notre Parti et ne critique amèrement le C.C., tout en faisant, bien entendu, les plus solennelles déclarations préalables de discipline et d'obéissance. L'erreur du Parti a été d'avoir mis au premier plan, et en le posant de façon abstraite, le problème de l'organisation du Parti, ce qui, tout compte fait, s'est ramené à créer un appareil de fonctionnaires respectueux de l'orthodoxie de la doctrine officielle. On a cru, et on croit toujours, que la révolution ne dépend que de l'existence d'un appareil de cette sorte, et on en arrive même à croire que par sa seule existence il est en mesure de réaliser la révolution.

Le Parti a manqué d'une activité organique d'agitation et de propagande, alors qu'une telle activité aurait dû être l'objet de tous nos soins et donner lieu à la formation de véritables spécialistes en la matière. On n'a pas cherché à susciter dans les masses, à chaque occasion, la possibilité de s'exprimer dans le même sens que le Parti communiste. Tout événement, toute conjoncture de caractère local, national ou mondial, auraient dû être saisis pour agiter les masses à travers les cellules communistes, en faisant voter des motions, en diffusant des tracts. Cette négligence n'a pas été fortuite. Le Parti communistea même été jusqu'à s'opposer a la formation de cellules d'entreprises [469]. Toute participation des masses aux activités et à la vie interne du Parti, en dehors des grandes occasions et si elle ne répondait pas à un ordre formel du centre, était considérée comme un danger pour l'unité et pour le centralisme. On n'a pas conçu le Parti comme étant la résultante d'un processus dialectique qui est le point de convergence du mouvement spontané des masses révolutionnaires et de la volonté organisatrice et directrice du centre, mais simplement comme quelque chose qui vit de l'air du temps, qui se développe en soi et par ses propres forces, et que les masses viendront rejoindre lorsque la situation sera propice et quand la crête de la vague révolutionnaire arrivera à sa hauteur, ou bien encore lorsque le centre du Parti estimera devoir entamer une offensive et daignera se pencher sur la masse pour la stimuler et l'induire à l'action. Bien entendu, comme les choses ne se passent pas de cette façon, des foyers d'infection opportuniste se sont formés, à l'insu du centre. Et ils ont trouvé des échos, dans le groupe parlementaire pour commencer, et ensuite, sous une forme plus organique, dans la minorité.

Cette conception a joué un rôle dans le problème de la fusion. La question que l'on posait toujours au Komintern était la suivante : « Est-ce qu'on croit que notre Parti est encore à l'état de nébuleuse, ou bien le considère-t-on comme une formation accomplie ? » La vérité est qu'historiquement, un parti n'est jamais défini et ne le sera jamais. Parce qu'il ne se définira que quand il sera devenu toute la population, c'est-à-dire quand il aura disparu. Jusqu'au moment

[469] Le P.C. d'Italie comptait mille deux cents sections réparties géographiquement. L'organisation était strictement territoriale, mais l'écrasante majorité des adhérents - 98 % dit-on - étaient des « travailleurs». Lorsque le VI Congrès de l I.C. décida en 1924 la réorganisation systématique des partis communistes sur la base des « cellules d'entreprise », ce fut là un nouveau sujet de désaccord avec Bordiga : pour ce dernier, la réorganisation par cellules était en effet une manifestation de plus de la dégénérescence de l' I.C. (Cf. « Il pericolo opportunista e l'Internazionale », *L'Unilà,* 30 septembre 1925).

où il disparaîtra pour avoir atteint les buts suprêmes du communisme, il traversera toute une série de phases transitoires et absorbera, au fur et à mesure, des éléments nouveaux sous les deux formes historiquement possibles : adhésion individuelle ou adhésion de groupes plus ou moins importants. La situation était rendue encore plus difficile à notre Parti, par ses dissensions avec le Kominterm. Si l'Internationale est un parti mondial, même si l'on entend ceci avec force nuances, il est évident que le développement du Parti et les formes qu'il petit prendre dépendent de deux facteurs et non simplement d'un seul.

C'est-à-dire que tout dépend, non seulement de l'Exécutif national, mais aussi, si ce n'est plus, de l'Exécutif international, qui est le plus fort. Pour améliorer la situation, pour arriver à imprimer au développement de notre Parti l'impulsion que souhaite Amadeo, il faudrait conquérir l'Exécutif de l'Internationale, c'est-à-dire devenir le pivot de toute une opposition. Politiquement, c'est là la conclusion à laquelle on arrive, et il est naturel que l'Exécutif international cherche à briser les reins à l'Exécutif italien.

Amadeo a sur ce point toute une doctrine, et dans son système tout est cohérent et conséquent. Il pense que la tactique de l'Internationale subit les contrecoups de la Révolution russe dans la mesure où elle est née sur le terrain d'une civilisation capitaliste arriérée et primitive. Pour lui, si cette tactique est extrêmement volontariste et théâtrale, c'est parce que ce n'est que par un effort de volonté extrême que l'on a pu obtenir des masses russes une activité révolutionnaire que la situation historique ne déterminait pas. Il pense que, pour les pays plus développés de l'Europe centrale et occidentale, une telle tactique est inadaptée, voire carrément inutile. Dans ces derniers Pays, en effet, le mécanisme historique fonctionne selon tous les sacrements du marxisme : le déterminisme qui manquait en Russie existe, c'est pourquoi la tâche essentielle doit être d'organiser le Parti en soi et pour soi. Je crois que la situation est très différente. D'abord parce que la doctrine politique des communistes russes s'est formée sur un terrain international et non sur le terrain national ; ensuite, parce qu'en Europe centrale et occidentale le développement du capitalisme a non seulement provoqué la formation de larges couches prolétariennes mais a aussi, par voie de conséquence, créé la couche supérieure, 1'aristocratie ouvrière, avec ses annexes de bureaucratie syndicale et de groupes sociaux-démocrates. La motivation qui en Russie était directe et qui lançait les masses dans les rues pour livrer l'assaut révolutionnaire, se complique en Europe centrale et occidentale à cause de toutes ces superstructures politiques, créées par le développement supérieur du capitalisme ; l'action des masses est rendue plus lente et plus prudente, et par conséquent le parti révolutionnaire a besoin de toute une stratégie et de toute une tactique bien plus complexes et de plus longue haleine que celles qui turent nécessaires aux bolcheviks entre mars et novembre 1917 [470]. Qu'Amadeo ait sa propre conception et qu'il cherche à la faire triompher, non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale, est une chose : il est convaincu et il lutte avec beaucoup d'habileté et de souplesse pour atteindre son but, pour ne pas compromettre ses thèses, pour différer une sanction du Kominterm qui l'empêcherait de poursuivre jusqu'à la soudure avec la période historique où la révolution en Europe occidentale et centrale aurait enlevé à la Russie le caractère d'hégémonie qu'elle a aujourd'hui. Mais que nous autres, qui ne sommes pas persuadés de la valeur historique de cette conception, nous continuions à l'appuyer politiquement et à lui donner ainsi toute sa portée internationale, est une tout autre chose.

[470] C'est là un point de vue assez proche de certaines thèses développées par Karl Badek pour justifier le « front unique » : , « Le chemin de la révolution européenne et mondiale sera plus long, et sous certains rapports, plus ardu que celui de notre révolution. La victoire sur la bourgeoisie et sur l'idéologie réformiste et les organisations prolétariennes qui s'en inspirent sera plus difficile que ne le fut la nôtre. Aussi la lutte exige-t-elle des méthodes dont nous n'eûmes pas besoin » (« Les tâches immédiates de l'Internationale communiste », *La Correspondance internationale,* 11, 1, 4 janvier 1922, pp. 3-4 et 11, 2, 7 janvier 1922, pp. 9-11). On peut y voir également une première approche des thèses sur la «guerre de position »qui seront développées dans les *Cahiers de prison.*

Amadeo se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale. C'est pourquoi nous ne pouvons pas vouloir que le gouvernement du Parti soit livré à des représentants de la minorité sous prétexte que ceux-ci sont d'accord avec l'Internationale, même si, après une discussion ouverte du manifeste, la majorité du Parti reste du côté des dirigeants actuels. Tel est, selon moi, le point essentiel qui doit déterminer politiquement notre attitude. Au cas où nous serions d'accord avec les thèses d'Amadeo nous devrions naturellement nous poser le problème de savoir si, ayant avec nous la majorité du Parti, il est opportun de rester dans l'Internationale sous la direction nationale de la minorité, pour avoir le temps de voir venir et d'arriver jusqu'à un renversement de la situation qui nous donne raison sur le plan théorique, ou bien s'il est opportun de la briser. Mais si nous ne sommes pas d'accord avec les thèses, signer le manifeste signifie que nous assumons toute la responsabilité de cette équivoque. Au cas où les thèses d'Amadeo obtiendraient la majorité, accepter la direction de la minorité nous qui ne sommes pas d'accord avec ces thèses et qui pourrions donc résoudre organiquement la situation, ou bien rester minoritaires alors que nos conceptions font que nous sommes d'accord avec la majorité qui se rangerait autour de l'Internationale. Cela signifierait notre liquidation politique et le fait que nous nous séparions d'Amadeo dans de telles circonstances prendrait l'aspect le plus antipathique et le plus odieux.

Indications pour le travail futur. -- Je ne veux pas m'attarder beaucoup sur ce point car il demanderait beaucoup de place pour être traité convenablement.

Je me contenterai de quelques indications. Le futur travail du Parti devra être rénové sur deux points : l'organisation et la conception politique.

Dans le domaine de l'organisation, je pense nécessaire de valoriser le C.C. et le faire travailler davantage, dans la mesure où c'est possible étant donné la situation. Je pense qu'il faut mieux établir les rapports qui doivent intervenir entre les différents organismes de parti, en définissant avec plus de précision et de rigueur la division du travail et l'attribution des responsabilités. Deux organismes et deux activités nouvelles doivent être créés : d'abord une *commission de contrôle,* essentiellement constituée de vieux ouvriers, chargée de juger en dernière instance les questions litigieuses n'ayant pas une immédiate répercussion politique et pour lesquelles il n'y aura pas besoin de faire immédiatement appel à l'Exécutif. Cette commission devra, en outre, suivre de façon continue la situation des membres du Parti en vue des révisions périodiques. Puis, un *comité d'agitation et de propagande* qui rassemblera tout le matériel local et national nécessaire et utile pour le travail d'agitation et de propagande du Parti. Il devra étudier les situations locales, proposer des agitations, rédiger des tracts et des brochures pour orienter le travail des organismes locaux ; il faudra qu'il s'appuie sur toute une organisation nationale dont le noyau constitutif sera le quartier pour les grands centres urbains et le canton pour les campagnes; il faudra qu'il commence son travail par un recensement des membres du Parti qui seront classés aux fins de l'organisation selon leur ancienneté, selon les responsabilités qu'ils ont assumées et selon la capacité dont ils ont fait preuve, sans oublier évidemment leurs qualités morales et politiques.

Il faudra établir une répartition précise du travail entre l'Exécutif et le Bureau clandestin. Il faudra définir avec précision les responsabilités et les compétences, qui ne pourront être transgressées sans encourir de graves sanctions disciplinaires. Je pense que c'est là un des points les plus faibles de notre Parti et celui qui a le mieux montré combien le centralisme, tel qu'il a été instauré, était davantage une formalité bureaucratique accompagnée d'une banale confusion dans les responsabilités et les compétences qu'un rigoureux système d'organisation.

Dans le domaine politique, il faut établir avec le plus grand soin des thèses sur la situation italienne et sur les phases possibles de son développement ultérieur ; en1921-1922 le Parti avait pour doctrine officielle que l'avènement d'une dictature fasciste ou militaire était impossible; c'est à grand-peine que je suis parvenu en faisant modifier radicalement les thèses 51 et 52 sur la tactique à empêcher que cette affirmation ne soit consignée par écrit dans les thèses [471]. Il me semble que l'on tombe maintenant dans une autre erreur, qui découle directement de la première. À l'époque, on n'estimait pas à sa juste valeur l'opposition sourde et latente de la bourgeoisie industrielle contre le fascisme, on ne pensait pas qu'un gouvernement social-démocrate fût possible, et on n'envisageait qu'une de ces trois solutions : dictature du prolétariat (la solution la moins probable), dictature de l'état-major pour le compte de la bourgeoisie industrielle et de la cour, dictature du fascisme; cette façon de voir a entravé notre action politique et nous a conduits à bien des erreurs. Maintenant, on ne tient à nouveau plus compte de l'opposition de la bourgeoisie industrielle qui est en train de se faire jour, et particulièrement de celle qui se dessine dans le Midi, qui est de type plus résolument territorial, et est donc révélatrice de certains aspects du problème national[472] . On a tendance à penser qu'une reprise prolétarienne ne pourrait et ne devrait se produire qu'au bénéfice de notre Parti. Je crois, au contraire, qu'en cas de reprise, notre Parti serait encore minoritaire, que la majorité de la classe ouvrière irait du côté des réformistes, et que les bourgeois démocrates-libéraux auraient encore beaucoup à dire. Que la situation soit intensément révolutionnaire et que par conséquent dans un certain temps, notre Parti ait pour lui la majorité, je n'en doute pas ; mais s'il se peut que ce laps de temps ne soit pas chronologiquement long, il sera sans aucun doute dense en phases annexes qu'il nous faudra prévoir avec une relative précision afin de pouvoir manœuvrer et afin de ne pas tomber dans des erreurs qui prolongeraient les tâtonnements du prolétariat.

Je crois en outre que le Parti doit se poser pratiquement certains problèmes qui n'ont jamais été mis en avant et dont la solution a été laissée aux seuls éléments directement concernés. Ainsi le problème de la conquête du prolétariat milanais est un problème national de notre Parti [473], qui doit être résolu par tous les moyens dont le Parti dispose et non pas les seuls moyens milanais. Si nous n'avons pas avec nous, de façon stable, la majorité écrasante du prolétariat milanais, nous ne pouvons ni gagner, ni maintenir la révolution dans toute l'Italie. C'est pourquoi il est indispensable d'amener à Milan des éléments ouvriers d'autres villes, de les introduire dans les usines, d'enrichir l'organisation légale et illégale de Milan avec les meilleurs éléments de toute l'Italie. Je pense, à vue de nez, qu'il est nécessaire d'introduire dans le corps ouvrier milanais au moins une centaine de camarades prêts à travailler à corps perdu pour le Parti. Un autre problème du même genre est celui des travailleurs de la mer, étroitement lié à celui de la flotte militaire. L'Italie vit de la mer ; ne pas s'occuper du problème des marins comme d'un problème essentiel au premier chef et qui doit être l'objet de la plus grande attention de la part du Parti, signifierait qu'on ne pense pas concrètement à la révolution. Quand je pense que, pendant longtemps, notre dirigeant politique auprès des marins a été un enfant comme le

[471] Il s'agit - bien entendu - des Thèses de Rome et, en l'occurrence, des points consacrés à l'analyse du « moment présent ». La thèse 51 insiste sur la désagrégation de l' État italien et l'apparition d'« organes supplétifs » à la solde de la bourgeoisie et dénonce les illusions légalistes des socialistes, -thèmes, on l'a vu, fréquemment développés par Gramsci dans ses articles de *L'Ordine Nuovo* quotidien. Tout en concédant que la situation italienne comporte « tous les éléments constitutifs d'un coup d'État », la thèse 52 n'en souligne pas moins que la bourgeoisie italienne, soucieuse de préserver les apparences de la « démocratie formelle », préférera exercer sa dictature au moyen d'un « gouvernement social-démocrate ».

[472] Cf. sur ce point , Le Midi et le fascisme », 15 mars 1924, in *Écrits politiques,* III.

[473] Ces thèmes seront développés quelques jours plus tard dans un article publié dans *L'Unità* du 21 février 1924,« Le problème de Milan ». Cf. *Écrits politiques,* III.

fils de Caroti, je frémis [474]. Un autre problème encore est celui des cheminots, nous l'avons toujours considéré du point de vue purement syndical alors qu'il va bien au-delà, et est un problème national et politique de premier plan. Le quatrième et le dernier de ces problèmes est celui du Midi que nous avons méconnu, comme l'avaient fait les socialistes et que nous avons cru pouvoir résoudre dans le cadre normal de notre activité politique générale. J'ai toujours été persuadé que le Midi deviendrait, le tombeau du fascisme, mais je pense qu'il risque aussi d'être le plus grand réservoir et la place d'armes d'élection de la réaction nationale et internationale, si, avant la révolution, nous n'en étudions pas de, façon adéquate les problèmes, et si nous ne sommes pas préparés à tout.

Je pense vous avoir donné une idée assez claire de ma position et de ce qui la différencie de la position qui ressort du manifeste. Comme je pense que vous êtes pour l'essentiel, plutôt d'accord avec ma position, qui est celle que nous avons partagée pendant un temps assez long, j'espère que vous avez encore la possibilité de prendre une décision différente de celle que vous étiez sur le point de prendre.

Avec mes plus fraternelles salutations.

Masci.

A TERRACINI [475] *(24 février 1924)*

Mon cher Urbani,

Je vois que les choses se sont passablement compliquées dans notre groupe du fait de l'attitude d'Amadeo, chose qui ne m'étonne pas et qui me paraît même très naturelle et logique étant donné son caractère et la position qu'il a prise. J'attends encore vos réponses, mais j'espère que désormais la situation s'est éclaircie d'elle-même. Allons-nous en tirer toutes les conséquences et agir en fonction de celles-ci? J'espère que oui ; autrement personne ne pourra empêcher que notre Parti ne tombe dans les mains des socialistes qui savent manœuvrer mieux que nous et qui ont un tempérament politiquement plus « bolchevique »que le nôtre.

---

[474] Le « Comité syndical maritime » du Parti communiste d'Italie fut constitué au cours de l'été 1921. Un article de *L'Ordine Nuovo* du 14 août 1921 en annonça la formation et fit connaître les noms de ses animateurs. Son principal dirigeant, Leopoldo Caroti, fils du député Arturo Caroti, était un jeune capitaine de la marine marchande qui avait tenté d'organiser des *Arditi del popolo* et qui devait se prononcer l'année suivante en faveur de *l'Alleanza del lavoro.* Cf. G. Bianco, G. Perillo, *I partiti operai in Ligurai net primo dopoguerra,* Istituto Storico della Resistenza in Liguria, Gênes, 1965, *ad nom.*

[475] Fragment d'une lettre qui n'a pas été retrouvée. Après avoir refusé - dès le mois de décembre - de participer aux activités du Comité exécutif du P.C.I., Bordiga venait également de refuser d'être candidat du Parti aux élections du printemps 1924. Soucieuse de ne pas débattre publiquement de cet acte d'indiscipline caractérisé, la Direction du P.C. d'Italie avait décidé de soumettre son « cas » à l'Exécutif du Komintern. La position de Tasca et de la « minorité »s'en était trouvée renforcée - Tasca avait été, du reste, l'un des plus acharnés à critiquer l'indiscipline de Bordiga - et Gramsci, ainsi que l'atteste la fin de ce texte, pouvait redouter désormais une « conquête » du Parti de la part des *terzini* alliés aux «minoritaires ».

A SCOCCIMARRO ET TOGLIATTI ***(1er mars 1924)***

Mes chers amis,

La grève des banquiers, qui m'a mis dans l'impossibilité d'encaisser une traite, ne m'a pas encore permis d'acheter une machine à écrire pour notre bureau. Je ne peux donc pas faire tout le travail que je voudrais dans la situation actuelle de notre Parti car il m'est impossible de conserver un double du matériel que le prépare. C'est pourquoi je vous exposerai brièvement mon opinion sur les directives générales qu'il me paraît le plus utile et le plus opportun de donner à notre action.

Vos lettres m'ont fait un grand plaisir et m'ont réconforté[476]. J'étais très pessimiste pour l'avenir de notre mouvement. Je veux dire que nous allions tout droit à la conquête de notre Parti de la part des *terzini ;* en d'autres termes, nous étions en train de préparer, de nos propres mains, l'événement précis que nous disions vouloir éviter en paroles. Mon impression était la suivante : absorbé par son travail d'organisation, le centre du Parti ne tient pas compte du fait que, pendant tout ce temps, un certain travail, une certaine propagande politique, ont malgré tout été faits. Cette propagande et cette action ont été faits par l'Internationale communiste, suivant une ligne déterminée, et il n'est pas douteux qu'ils ont créé des états d'esprit, des courants d'opinions, des attitudes qui agissent au sein de la masse et produisent une situation donnée. Il serait puéril de le nier : la lutte pour la conquête du P.S.I. a été ces derniers temps *l'unique* action politique concrète qui nous a tenus reliés par un certain lien avec la masse, qui nous a permis de dire que nous étions vivants. Pouvez-vous trouver une autre action à lui opposer? Peut-être l'action syndicale qui elle-même, dans tous les cas, a eu son efficacité dans la seule mesure où elle était dirigée vers la conquête du P.S. ? Le travail d'organisation, la lutte dure et tenace indispensable pour maintenir l'appareil du Parti, sont certainement de grandes choses : mais ce n'est pas sur elle qu'on peut faire le bilan d'un parti. Vivre n'est pas assez : il faut avoir une histoire, il faut bouger et se développer pour pouvoir affirmer qu'on est un organisme politique qui a sa propre base et l'avenir pour lui, tel que nous voulons que soit notre parti. Votre décision améliore énormément la situation, elle évite de nous enfermer définitivement dans un cocon : évidemment, les difficultés seront encore nombreuses, mais elles ne seront pas si inextricables que celles qui se présentaient précédemment. Nous pouvons constituer le centre d'une fraction qui a pour elle toutes probabilités de devenir le Parti tout entier.

[..][477]

La question la plus grave pour nous est indubitablement celle de nous distinguer de la droite : mais je ne crois pas que la difficulté soit insurmontable, et je pense que c'est en grande partie une question de personnes. La distinction d'avec la gauche se fera, hélas, automatiquement, du seul fait de notre position. Je crois qu'il est indispensable de préparer une série de thèses sur la situation italienne, qui soit notre plate-forme. Ces thèses seront publiées avec la signature de

[476] Dans une lettre du 23 février, Togliatti avait informé Gramsci que Scoccimarro et lui-même avaient décidé de ne pas signer le manifeste de Bordiga et de ne pas s'associer à la lutte de ce dernier contre la politique de l'Internationale. Ainsi que le rapporte Humbert-Droz dans une lettre à Zinoviev du 1er février, Scoccimarro avait été en outre le premier à exiger des sanctions contre l'indiscipline de Bordiga. C'étaient là deux ralliements de poids à la ligne proposée par Gramsci.

[477] Gramsci cite ici un long extrait d'une lettre que lui a adressée un ouvrier italien émigré à Moscou. Son correspondant réclame davantage de démocratie à l'intérieur du Parti et souhaite que l'on « ne singe pas trop les Russes » ; il invite Gramsci à organiser un nouveau groupe dirigeant qui, rompant avec la gauche, écarte non seulement la « minorité » mais aussi une seconde « droite » qui pourrait se constituer autour de Bombacci.

camarades appartenant exclusivement à notre groupe, de manière à établir une distinction : les autres éléments qui voudront adhérer, le feront par la suite et seront contraints à cet acte d'adhésion qui politiquement aura sa signification, ou bien pour l'éviter, ils se distingueront de nous en prenant position. Il serait utile que nos thèses précèdent celles des autres. Nous signerons Palmi, Negri, Leonetti et moi et quelques autres de la majorité qui sont d'accord avec nous (par exemple, que pensent Tresso, Gennari, Montagnana, Marabini [478] ?) : Urbani je ne sais pas quelle attitude il prendra, j'espère toutefois qu'il adhérera. Il nous sera utile d'avoir Gennari et Marabini à cause de l'autorité dont ils jouissent dans des couches larges et nombreuses de la masse en raison de leur passé et de leur expérience (l'expérience, hélas, est toujours confondue avec l'ancienneté), même si cela semble dangereux. Il faudra en outre obtenir les signatures d'ouvriers des plus grands centres.

[...] [479]

Pour le contenu des thèses, je veux connaître votre avis, car le manque de contact direct avec la réalité des événements italiens, que je connais seulement par la lecture des quotidiens les plus importants, me porte toujours à douter de la justesse de mes conclusions. Voici en bref ce que je pense :

Nous devons peu insister sur le passé et particulièrement en ce qui concerne notre Parti. Nous ferons allusion à 1a confusion extrême qui s'est produite en Italie du fait du phénomène fasciste, provoqué par le manque d'unité de la nation, par la dissolution de l'État du fait de l'entrée dans la vie historique d'énormes masses populaires qui ne savaient pas contre qui lutter, produit de la faiblesse du développement du capitalisme qui en fait n'a pas soumis à son contrôle l'économie du pays, puisqu'il existe encore en Italie un million d'artisans et que l'écrasante majorité de l'agriculture en est au stade précapitaliste. En outre, la question des rapports entre ville et campagne se pose en Italie, pour la question méridionale, sur une base territoriale nette, provoquant la naissance de partis autonomistes ou de partis comme la démocratie Sociale [480](2) de type original. Cette grande confusion, nous nous en servons pour expliquer l'incertitude de nombreuses attitudes du Parti et un certain sectarisme qui avait paralysé le Parti. La situation s'est éclaircie, cela est incontestable. Le fascisme a précisé son caractère. Les élections[481] (3) ont offert l'occasion de relativement clarifier la situation des partis. Examen des partis petits-bourgeois : Parti populaire et républicain pour l'Italie du Nord et du Centre, qui représentent des paysans et des artisans, Parti de la démocratie sociale dans le Sud, avec ses appendices de nittisme, d'amendolisme [482], etc. - signification de l'entrée dans la grande liste nationale du

---

[478] Egidio Gennari et Anselmo Marabini incarnaient les « vieilles générations» du socialisme italien. Membre de l'aile gauche du P.S.I., Gennari (1876-1942) avait été élu secrétaire du Parti socialiste au congrès de Bologne de 1918. Il était membre fondateur du Parti communiste. Marabini (1865-1948) avait été l'un des fondateurs du Parti socialiste en 1892; membre de la Direction en 1906, il avait rallié dès 1910 la fraction révolutionnaire et avait présidé, en 1921, le congrès de fondation du Parti communiste. Pour Montagnana et Tresso, cf. n. 1 p. 224 et n. 2, p. 240.

[479] Gramsci s'interroge ici sur un certain nombre de militants susceptibles de signer les thèses du nouveau groupe dirigeant.

[480] Le parti de la « Démocratie sociale » du duc Giovanni Antonio Colonna Di Cesaró était essentiellement implanté en Italie méridionale. Sa clientèle de petits épargnants avait été particulièrement affectée par le krach de la Banque d'escompte du 29 décembre 1921. Quant aux « partis autonomistes », il s'agit d'une allusion au « Parti sarde d'action ».

[481] Après l'adoption, le 15 juillet 1923, de la réforme électorale préparée par Giacomo Acerbo - la loi accordait à la liste qui obtiendrait la majorité relative aux élections les deux tiers des sièges au Parlement - les jours du vieux Parlement hérité de l'Italie giolittienne furent comptés. Un décret royal du 25 janvier 1924 proclama la dissolution de la Chambre. La date des élections fut fixée le 6 avril 1924.

[482] L'ancien président du Conseil, F. S. Nitti, ne fut pas candidat aux élections de 1924. La clientèle du courant qu'il animait - les «démocrates italiens » ou «radicaux» - se recrutait essentiellement en Italie méridionale : C'était

fascisme d'Orlando et de De Nicolà[483], potiches méridionales qui représentent une tentative du capitalisme bourgeois pour trouver une certaine unification dans le fascisme ou pour empêcher que l'unité apparaisse brisée, fût-ce un instant. Distinction entre fascisme et forces bourgeoises traditionnelles qui ne se laissent pas « occuper »:*Corriere, Stampa* [484] - les banques - l'état-major - la Confédération générale de l'industrie. Ces forces qui ont, dans la période 1921-1922, assuré la fortune du fascisme pour éviter l'écroulement de l'État, qui se sont, en d'autres termes, créé les forces de masse populaire qui leur avaient échappé en 1919-1920 avec l'irruption des masses les plus élémentaires et les plus passives dans la vie historique - ces forces ressentent les effets de la situation internationale, sont un aspect italien de la situation internationale, qui tend vers la gauche, du fait que la bourgeoisie a reconquis la maîtrise de soi. On constate qu'il y a deux courants : l'un, celui de La Stampa, qui pose ouvertement la question de la collaboration avec les socialistes, et qui ne serait même pas hostile à une expérience du type Mac Donald, en Italie, sous une forme et selon des modalités compatibles avec la situation italienne, - l'autre, celui du *Corriere*, qui est plus attaché au conservatisme bourgeois et qui ferait l'alliance avec les socialistes, mais seulement après le passage de ces derniers sous bon nombre de fourches caudines. *La Stampa*, en un mot, tend à conserver l'hégémonie septentrionale-piémontaise sur l'Italie et n'est pas opposée, pourvu qu'elle atteigne son but, à ce que l'aristocratie ouvrière fasse son entrée dans le système hégémonique. Le *Corriere* a une conception plus italienne, plus unitaire, - plus commerciale et moins industrielle - de la situation, et de même qu'il a déjà appuyé Salandra et Nitti, les deux premiers chefs de gouvernement méridionaux (dire que les Siliciens sont des Méridionaux est une façon de parler), de même il appuierait Amendola, c'est-à-dire un gouvernement dans lequel la petite bourgeoisie du Sud, et non l'aristocratie ouvrière du Nord, ferait partie des forces réellement dominantes. Comment se développera la situation ? Le seul fait que le fascisme existe en tant que grande organisation armée, détermine ce développement. Les forces que j'ai décrites en arriveront-elles au coup d'État ? Je ne le crois pas. Elles n'ont pas confiance dans les réformistes et craignent qu'ils soient incapables, dans l'hypothèse d'un coup d'État, de freiner, par leur participation au gouvernement, le mouvement de masse qui se déchaînera inéluctablement. Les réformistes n'ont pas eu le courage de s'unir à ces forces qui voulaient agir durant la période septembre-octobre 1922 et qui avaient confié au général Badoglio la charge d'ouvrir le feu contre le fascisme [485]. Certes, les réformistes hésitent plus encore aujourd'hui où les fascistes sont les plus forts militairement et où ils ont en main le gouvernement. Peut-être que Modigliani, en pratique, et... Rigola, en théorie, sont les deux seuls réformistes favorables à une telle situation[486].

également une clientèle méridionale que celle du libéral Giovanni Amendola, dont la liste allait obtenir 75 000 voix et remporter 8 sièges dans le Midi et en Sardaigne. Depuis 1922, Amendola animait le journal *Il Mondo.*

483 Conséquence de la nouvelle loi électorale, la liste des candidats fascistes fut ouverte aux hommes politiques en mal de ralliement : ce fut le *listone*, - la grande liste. De vieux libéraux comme V. E. Orlando ou Enrico De Nicola, ainsi que des transfuges du P.P.I. et, bien entendu, d'anciens nationalistes, furent ainsi candidats sur la liste fasciste. Quelques jours avant les élections, De Nicola retira toutefois sa candidature.

484 Animée par le sénateur Alfredo Frassati, La Stampa était l'organe de la bourgeoisie piémontaise. Le ton du journal était « giolittien ». Son tirage, au lendemain de la guerre, s'éleva jusqu'à deux cent mille exemplaires. En 1920 la Fiat racheta le tiers des actions de l'entreprise. Animé par les frères Luigi et Alberto Albertini, le *Corriere della Sera* de Milan, violemment anti giolittien, représentait l'aile conservatrice du libéralisme. En 1921 son tirage atteignit jusqu'à un million d'exemplaires.

485 Dans les semaines qui précédèrent la «marche sur Rome», Badoglio, qui était chef d'état-major, reçut l'ordre d'écraser toute tentative de coup d'État fasciste. Vers la mi-octobre 1922, lui-même déclara : « Au premier coup de feu, tout le fascisme s'écroulera. » L'émotion fut telle parmi les fascistes que, deux jours plus tard, il publia un démenti.

486 Emanuele Modigliani (1872-1947) était l'un des principaux dirigeants de l'aile réformiste du P.S.I. Il n'en avait pas moins participé à la conférence de Zimmerwald où il avait adopté une position « centriste ». Aux côtés de Matteotti et de Turati, il avait participé en 1922 à la fondation du Partito socialista unitario. Il s'exila en France en 1926. Réformiste également, mais ouvertement «droitier» Binaldo Rigola (1868-1954) avait été secrétaire de la C.G.L. de

Cette configuration des rapports de forces politiques de notre pays nous donne l'indication de l'orientation à suivre.

1º Propagande détaillée et incessante du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, qui doit surgir de tout l'ensemble de la situation italienne et ne doit plus être une formule théorique[487] .

2º Lutte contre l'aristocratie ouvrière, autrement dit contre le réformisme, pour l'alliance des couches les plus pauvres de la classe ouvrière du Nord avec les masses paysannes du Midi et des Îles. Création d'un Comité d'organisation pour le Midi qui conduise la lutte avec le maximum de vigueur. Étude des possibilités militaires d'une insurrection armée dans le Sud et dans les Îles. Étude de la possibilité de faire quelques concessions de caractère politique à ces populations en ayant recours à la formule de « République fédérative des ouvriers et des paysans » au lieu de « gouvernement ouvrier et paysan ».

3º Réorganisation du Parti : éducation politique jusqu'à saturation pour éviter les graves discussions et discordes dans les moments culminants de notre activité. Élargissement de la sphère dirigeante du Parti : création dans le Parti d'une couche obtenue par la constitution d'un Comité d'organisation et de propagande, qui fasse un inventaire des adhérents, dresse pour chacun un dossier, demande à chacun sa biographie politique, se tienne en contact avec les meilleurs, les stimule, les contrôle, les guide sans cesse par des déclarations et de fréquents rapports politiques.

4º Attention plus grande à l'émigration. Création à l'étranger d'écoles du Parti dans tout centre important, avec une direction centrale. Dans le nouveau C.C., mettre trois ou quatre émigrés comme membres effectifs et adjoints qui maintiennent à l'étranger le prestige du Parti et travaillent efficacement.

Dans les rapports internationaux, nous devons dire les choses explicitement autant que faire se peut. Nous devons affirmer notre fidélité au C.E., en expliquant que nous considérons que les décisions prises à partir du IIIe Congrès, sont les seules - y compris pour l'Italie -, capables de permettre un réel contact avec les masses dans la période de l'offensive capitaliste.

Pour le P.S.I., nous devons affirmer que notre tâche est de résoudre la question qui restera posée tant qu'il y aura un P.S. indépendant des unitaires. Nous le résoudrons par tous les moyens, sans en exclure aucun. À ce sujet, je vais vous dire franchement ce que je pense : c'est seulement notre faiblesse en matière d'organisation, le faible contact avec les masses de notre Parti, qui nous a empêchés d'accepter les décisions du Kominterm. Toutes les théories et les conceptions que nous avons imaginées n'étaient qu'un produit de notre faiblesse. Si notre Parti se renforce, comme il est nécessaire qu'il le fasse, et comme il le fera si nous savons lui

sa fondation (1906) à 1918. Après Caporetto, il s'était rallié à l'union sacrée. Depuis 1910, en fait, Rigola pensait à fonder un parti de type travailliste, purement corporatiste : parti du travail auquel Mussolini songeait aussi au cours des deux ans qui suivirent la « marche sur Rome ». À partir de 1927 Rigola allait fonder et animer, de concert avec D'Aragona et d'autres réformistes, une « Associazione Nazionale Studi Problemi del Lavoro » consacrée officiellement à préparer les ouvriers a la gestion des affaires publiques. La revue de l'association -- Problemi del lavoro - s'employa à démontrer que la contre-révolution fasciste avait donné naissance à une authentique révolution et que le fascisme constituait une étape vers la création d'un État ouvrier (Cf. S. Merli, «Corporativismo fascista e illusioni riformistiche nei primi anni del regime », Rivista Storica del Socialismo, 11, 5, janvier-mars 1959,pp. 121-137).

[487] Cf. p. 230 et n. 1.

imprimer une juste direction, si nous réussissons à créer un noyau central assez vaste et bien éduqué politiquement, quels dangers peut bien présenter la tactique du Kominterm ? Aucun autre danger que celui-ci : qu'existent hors du Parti des groupes plus révolutionnaires que notre noyau constitutif qui, en entrant dans notre organisation, en prennent la direction : danger qui serait une chance du point de vue révolutionnaire... à moins qu'on n'ait la puérilité de croire que la révolution est garantie uniquement parce qu'à la tête du parti prolétarien se trouvent certaines personnes qui s'appellent Pierre et Paul au lieu de Jacques et Jean.

Si je vous ai écrit tout cela un peu pêle-mêle, c'est aussi parce que je ne sais pas quelles décisions ont été prises sur la manière de régler la discussion. N'y aura-t-il que des articles individuels ou bien autorisera-t-on les plates-formes communes à des groupes et fractions? La chose est bien sur importante, mais jusqu'à un certain point. Il est évident que devant un congrès ou une conférence, ou encore devant l'Exécutif du Kominterm, il faudra bien, à un certain moment, se présenter avec des plates-formes de groupe. C'est pourquoi nous devrons, quant à nous, préparer immédiatement nos thèses et recueillir les adhésions, comme je le disais, par des contacts privés et limités. Les points qui ont été définis serviront de directives pour la rédaction des articles, si la discussion prend la forme d'une contribution individuelle obligatoire.

Je prierais Palmi de faire un schéma analytique des thèses, de nous le transmettre à Negri et à moi (et à d'autres si cela lui paraît opportun) pour les révisions et les adjonctions, dans le meilleur délai possible. L'économie des thèses devrait être, selon moi, la suivante

1º Une brève allusion à la situation internationale qui marque une reprise du mouvement prolétarien, pour deux raisons :

a) la bourgeoisie a repris partiellement la domination des forces productives;

b) la social-démocratie est allée plus à droite, et la bourgeoisie tend à se laisser partiellement représenter par elle. C'est pour cela que la bourgeoisie fait retour au libéralisme et c'est pour cela même que les forces révolutionnaires progressent, mais sans avoir avec elles la majorité des travailleurs. Mise à l'épreuve des événements, la tactique du Kominterm a démontré qu'elle était adéquate pour interpréter lesdits événements et pour les guider.

2º Une partie beaucoup plus longue consacrée à l'analyse de la situation italienne d'où doit surgir le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

3º Questions d'organisation, en fonction de la situation et dans tous les domaines : parti, syndicat, etc., rapports internationaux, rapports avec les autres partis.

Dans leur ensemble, les thèses ne devraient pas être très longues, elles ne devraient pas contenir d'enseignements théoriques autrement que par allusions, elles devraient être exclusivement politiques et actuelles. Si des questions théoriques se présentent, elles seront traitées à part, dans des articles de revues.

Je crois avoir été assez complet, même si l'exposé est un peu désordonné : j'ai laissé de côté de nombreuses choses parce qu'elles me paraissent aller de soi.

Je vous embrasse fraternellement.

Masci.

P.-S. - Il faudrait que j'ajoute quelque chose au sujet de la question posée par Palmi à propos de mon attitude passée [488]. Je me bornerai à dire que, moi aussi, c'est au Congrès de Rome que j'ai été informé des plus graves des problèmes posés par le Parti et que, pour ce qui est des autres problèmes, j'en avais eu connaissance auparavant sous une forme telle qu'elle rendait tout jugement impossible. J'ajouterai encore qu'en 1921, avant la publication du *Comunista*, je fus invité à Rome par Chiarini, qui, sans me donner beaucoup d'explications sur ce dont il s'agissait, m'invita à entrer dans l'Exécutif pour faire pièce à l'influence d'Amadeo et prendre sa place [489]. Je répondis que je ne voulais pas me prêter à ce genre d'intrigues ; que si l'on voulait une direction différente, on devait poser la question politique. Chiarini, qui n'avait jamais pris position, qui jouait à Rome les *bordighiens,* tandis qu'il envoyait à Moscou des rapports contre le Parti, n'insista pas, et ne m'expliqua pas avec de plus amples détails de quoi il s'agissait. Il se contenta de me dire que, du fait de la faiblesse d'Urbani et parce que Luigino et Bruno [490] n'avaient pas du tout participé aux travaux de l'Exécutif, la tendance d'Amadeo avait pris le dessus, ce qui allait à l'encontre de l'esprit des décisions du Komintern qui voulait donner la primauté dans le P.C.I. au groupe de Turin.

Lors du IVe Congrès j'étais rentré depuis peu de jours (peu au sens numérique et non pour parler métaphoriquement) du sanatorium, après environ six mois de séjour qui ne m'avaient guère profité, et avaient seulement empêché une aggravation du mal et une paralysie des jambes qui aurait risqué de m'immobiliser au lit pour plusieurs années. Pour ce qui était de mon état général, l'épuisement persistait, ainsi que l'impossibilité de travailler à cause des pertes de mémoire et des insomnies. Le Pingouin [491], avec le flair diplomatique qui le caractérise, me livra un véritable assaut, pour m'offrir, une fois de plus, de devenir le chef du Parti, en éliminant Amadeo, qui, disait-il, devrait être carrément exclu du Kominterm s'il persévérait dans sa ligne. Je dis que je ferais mon possible pour aider l'Exécutif de l'Internationale à résoudre la question italienne, mais que je croyais absolument impossible (et encore moins par ma personne) de remplacer Amadeo sans un travail préalable d'orientation du Parti. Pour remplacer Amadeo, il fallait, en outre, disposer de plus d'un élément, car Amadeo, en fait de capacité générale et de puissance de travail, vaut effectivement au moins trois personnes, en admettant qu'on puisse ainsi remplacer un homme de sa valeur. Je marchais sur des charbons ardents et ce n'était pas là ce qui convenait le mieux à mon état de faiblesse chronique. Je m'aperçus à quel point la majorité de la délégation manquait de directive propre. Avec chacun de ses membres il suffisait

---

[488] Gramsci répond ici à la lettre de Togliatti du 23 février 1924. « Je ne te cacherai pas - écrit Togliatti - que j'estime que tu aurais dû dire bien avant, et devant le Parti, pas dans des conversations privées, bien des choses que tu dis maintenant et dont l'écho m'était parvenu. [...] Moi, par exemple, ce n'est qu'après le Congrès de Rome que j'ai commencé à connaître et à pouvoir juger - et encore pas complètement - la façon dont le parti était dirigé et organisé. »(La *formazione..., p.* 213). Cf. aussi n. 1, p. 264.

[489] Chiarini - de son vrai nom Caïn Haller - était un Polonais qui avait fait avant-guerre des études en Italie. Recruté par Carlo Niccolini, alias Libarskii, il faisait fonction de représentant officieux de l'I.C. auprès des communistes italiens et avait assisté, à ce titre, à la conférence d'Imola de 1920. Délégué au IV, Congrès de l'I.C., il fut membre de la « Commission pour la fusion du P.C.I. avec le P.S.I. ». Évoquant la démarche que Chiarini entreprit auprès de Gramsci au début du mois d'octobre 1922, Giuseppe Berti, qui l'a bien connu et le décrit comme un « individu fermé, limité, mystérieux, incapable de s'écarter d'un millimètre des instructions reçues »l'estime incapable d'en avoir pris l'initiative. Chiarini n'aurait agi, selon lui, que « sur la base d'instructions précises »émanant du Comité exécutif de l'Internationale communiste et en fonction d'un plan préétabli à Moscou. Cf. G. Berti, *op. cit.*, p. 153, ainsi que A. Leonetti, « Russia 1918 [Lettre au Directeur] », *Rinascita, XX, 27,* 6 juillet 1963, p. 31.

[490] Luigi Repossi provenait, tout comme Fortichiari, du groupe des maximalistes de gauche milanais. Élu membre de la Direction du P.S.I. au congrès de Rome de 1918, il s'était rallié aux positions de Bordiga après la scission de Livourne. Membre du Comité exécutif du P.C.I., où il était spécialement chargé des questions syndicales, il fut élu député en 1921 et en 1924. C'est lui qui, le 12 novembre 1924, fut chargé d'intervenir lu nom du P.C.I. devant le Parlement que les oppositions avaient déserté. Il lit partie ensuite du Comité d'entente constitué par Bordiga et les membres de la« gauche» en avril 1925. Pour Bruno Fortichiari, cf. n. 1, p. 239.

[491] Il s'agit du communiste hongrois Mátyás Rákosi. Après avoir représenté l'I.C. au congrès de Livourne, Rákosi fut délégué en Italie en 1922 et en 1923.

qu'on fasse allusion, ne serait-ce que vaguement, à la situation, pour qu'il se déboutonne et montre qu'il était un minoritaire en puissance. C'était une chose lamentable et politiquement écœurante. Si, au lieu d'être un crétin, le Pingouin avait été pourvu d'un gramme d'intelligence politique, le Parti aurait fait une bien piètre figure parce que la majorité, au moins à travers sa délégation au Congrès, aurait fait la preuve qu'elle était un fantôme sans consistance. Le seul fait que Negri et moi parlions de ces questions avec les camarades, rendit ombrageux Amadeo, et, si je ne me trompe pas - Negri doit d'ailleurs s'en souvenir - il employa des termes très énergiques à notre adresse. Que se serait-il passé si je n'avais « fait l'anguille »comme j'ai malheureusement dû le faire? La majorité de la délégation aurait été de mon côté, mis à part quelques éléments comme Azzario [492], et on aurait eu la crise du Parti à distance, sans avoir pu se mettre d'accord avec vous. Urbani, Bruno, Luigino, Ruggero [493], Amadeo auraient donné leur démission ; le C.C., qui n'avait pas l'habitude de travailler, se serait dissous et la minorité, encore moins préparée qu'elle ne l'a été par la suite, aurait tout juste saisi... du vent. Peut-être ai-je été trop pessimiste? C'est possible, étant donné l'état dans lequel je me trouvais. Cependant je ne le crois pas. Il était facile de prévoir que le fascisme, arrivé au pouvoir de manière inopinée, sous la contrainte des événements qui le pressaient et ne lui laissaient pas d'autre porte de sortie, déchiré entre la tendance mussolinienne - consciente de tous les dangers que présentait une guerre civile déchaînée pour satisfaire l'appétit de pouvoir de ses acolytes, prêts à faire main basse sur tout - et la tendance de la masse des partisans - qui voulait une révolution « romantique », avec pelotons d'exécution, tribunaux d'exception, etc.; un chapitre de *l'Histoire* de Michelet, en somme - aurait trouvé un certain équilibre en nous tapant dessus, en nous empêchant d'agir, ce qui aurait eu pour résultat de mettre le pouvoir entre les mains de l'état-major. Je ne faisais pas non plus preuve de pessimisme dans mes prévisions sur l'attitude des membres de l'Exécutif de l'époque. J'irai même jusqu'à dire que je n'aurais jamais cru voir ce que j'ai vu aujourd'hui : l'attitude de Luigino a été scandaleuse, Bruno, tout en ayant beaucoup d'excuses à son actif, a fait montre d'un manque de passion politique navrant. Cette tactique qui consiste à se retirer quand on ne réussit pas à faire prévaloir ses opinions personnelles est, dans un parti comme le nôtre, qui ne parvient à surmonter les diverses situations que par des miracles de dialectique politique, un véritable suicide, et quel qu'ait été mon pessimisme, je ne l'avais pas prévue. En vérité, il s'était formé un nœud que ne pouvait débrouiller que la volonté, avec à son service une puissance de travail comme celle d'Amadeo. Pour ma part, je n'avais ni la capacité ni la volonté nécessaires, et, dans l'état où je me trouvais, je ne pouvais assumer la lourde tâche de travailler à un changement de situation. Aujourd'hui, après votre lettre, je pense différemment : on peut constituer un groupe capable de travailler et de prendre des initiatives solides. Dans la mesure où ce peut être efficace, je donnerai à ce groupe toute la contribution et tout l'appui que me permettront mes forces. Il ne me sera pas possible de faire tout ce que je voudrais, parce que je traverse encore des journées d'atroce faiblesse qui me font craindre un retour de cet état comateux, de ce profond abrutissement dans lequel je me suis trouvé ces années passées, mais je m'y efforcerai quand même. J'ai confiance en vous pour notre mouvement, et je pense qu'en travaillant en commun nous réussirons à avoir la majorité du Parti de notre côté et à créer un organisme sain, robuste, capable de se développer et de combattre, tel que la classe ouvrière le mérite, après tant de sacrifices et tant de douleurs.

---

[492] Isidro Azzario avait participé à la «commission sur la tactique » du congrès de Rome de 1922, où il avait été élu membre du Comité central. Délégué au IVe Congrès de l'I.C., il avait commencé dès cette époque de se rapprocher des positions de Gramsci, qu'il allait pleinement soutenir à la conférence de Côme de 1924.

[493] Ruggero Grieco (1893-1955) était membre du Comité central et du Comité exécutif du P.C.I., où il était chargé des questions d'organisation. Issu de la fraction abstentionniste du *Soviet,* il militait aux côtes de Bordiga depuis 1912. Collaborateur de *Prometeo* (1921), il fut l'un des signataires des thèses présentées par la gauche à la conférence de Côme de mai 1924. Nominément, critiqué dans le Rapport de Zinoviev au Ve Congrès de l'I.C., il continua d'y prendre la défense des *Thèses de Rome. Il* accomplit peu après son « tournant» et, rallié au « centre », ne participa pas au Comité d'entente de la gauche d'avril 1925.

Masci.

A TOGLIATTI, SCOCCIMARRO, LEONETTI, ETC. ***(21 mars 1924)***

Très chers,

Je n'ai pas encore reçu votre réponse à ma dernière lettre, m'indiquant, ne serait-ce qu'en gros, le travail pratique que vous avez décidé d'entreprendre. C'est pourquoi, dans cette lettre encore, je ne vais pouvoir m'occuper que de questions générales; questions dont je ne sais même pas si vous en avez déjà discuté, ni dans quel sens vous l'avez fait.

J'ai reçu, entre autres, deux lettres qui m'ont frappé et qui me semblent révélatrices d'une situation générale que nous devons considérer avec sérieux. Sraffa m'a écrit, et vous pourrez lire un passage de sa lettre, avec le commentaire qu'il inspire, dans le numéro 3 de l'O.N. et Zino Zini lui aussi, m'a écrit [494]. Tous deux disent qu'ils sont encore des nôtres, mais tous deux sont extrêmement pessimistes: Sraffa s'oriente vers une position qui me semble être tout à fait la position maximaliste; Zini reste, en principe, avec les communistes, mais il dit qu'il est vieux, fatigué, qu'il n'a plus confiance en rien ni en personne, et qu'il s'est complètement consacré, en plus de ses occupations professionnelles, à mettre en forme sa pensée dans un livre, qui, si l'on en croit les allusions contenues dans sa lettre, ne sera que le reflet de cet état de passivité politique. Sraffa collaborera à la *Bassegna* [495] - et je crois même, d'après ce qu'il m'écrit, que sa collaboration sera très intéressante - pour ce qui le concerne, le problème ne me semble pas compliqué; il est resté isolé depuis les contacts qu'il avait eus avec nous à Turin, il n'a jamais travaillé parmi les ouvriers, mais c'est certainement encore un marxiste, et il suffira de garder à nouveau le contact avec lui pour le redresser et en faire un élément actif de notre Parti, auquel il pourra rendre bien des services utiles, aujourd'hui et par la suite.

Il y a, dans sa lettre, un passage qui ne sera pas publié et qui est extrêmement intéressant : à propos de la question syndicale il me demande comment il se fait que notre Parti n'ait jamais pensé à créer des syndicats du type des I.W.W. américains, qui étaient précisément adaptés à la situation d'illégalité et de répression violente exercée par l'État et par les organismes privés du capitalisme. Il m'a promis un article sur la bureaucratie syndicale dans lequel, je crois, il développera aussi ce sujet qui me semble digne de la plus grande attention. Il est certain que nous ne nous sommes pas encore posé, sur le plan pratique, la question de la création éventuelle d'un mouvement syndical clandestin, centralisé, qui œuvre pour provoquer une situation nouvelle dans la classe ouvrière. Nos groupes, comme notre Comité syndical, ont conservé au sein de la C.G. du travail un caractère de parti, de fraction de parti, qui est nécessaire mais ne résout pas tout le problème. On ne saurait d'ailleurs davantage le résoudre en prenant modèle sur les I.W.W. qui étaient, pratiquement, l'organisation des ouvriers qu'on appelait les « migrateurs »; toutefois, la façon dont les I.W.W. étaient organisés peut nous donner quelques

[494] Le nom de Piero Sraffa est bien connu des lecteurs des *Lettres de prison.* Sraffa fut sans doute, après Tatinna Schucht, celui qui fit le plus pour aider et soutenir Gramsci de son arrestation à sa mort. Né à Turin en 1898 Sriffa avait appartenu au groupe d'étudiants qui gravitait autour de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire. La lettre dont il est question ici fut publiée sous le titre « Problemi di oggi e di domani » dans *L'Ordine Nuovo,* IIle série, n, 3-4, 111-15 avril 1924. Elle était suivie d'un long commentaire de Gramsci. Cf. *La costruzione del Partito comunista 1923-1926,* éd. cit., pp. 175-181. Quant à Zino Zini, cf. *Écrits politiques,* 1, n. 1, p. 40, ainsi que, ci-après, p. 307, n. 1.

[495] Il peut s'agir soit de la revue -Critica proletaria -- dont Gramsci évoque le projet dans ses lettres du 20 décembre 1923 et du 12 janvier 1924, soit plus vraisemblablement de L'*Ordine Nuovo,* Ille série, dont le sous-titre était, on l'a dit,« rassegna di politica e di cultura operaia ». Sraffa, au demeurant, ne publia rien dans la presse du P.C.1.

indications et définir la nature du problème[496] . Après l'Exécutif de juin, j'avais déjà proposé - et, là-dessus Negri et Urbani étaient d'accord, alors que Tasca était tout à fait contre [497] - de chercher à organiser secrètement une petite conférence des représentants des plus grandes usines italiennes, soit vingt ou trente ouvriers de Turin, Milan, Gênes, Pise, Livourne, Bologne, Trieste, Brescia, Bari, Naples, Messine, qui, en tant que représentants des usines et non pas au nom d'un parti, étudieraient la situation générale, voteraient des motions sur les différents problèmes et désigneraient avant de se séparer un Comité central des usines italiennes. Il faudrait que cette conférence ait, bien entendu, une pure valeur d'agitation et de propagande : c'est notre Parti qui l'organiserait, préparerait le matériel idéologique nécessaire, et veillerait à ce que les décisions prises trouvent le maximum d'écho dans la masse. Le C.C. ainsi nommé serait un intermédiaire utile pour bien des agitations et il pourrait devenir, si nous savions le soutenir, l'embryon de la future organisation des Conseils d'usine et des Comités d'entreprise qui deviendra l'antidote de la C.G. du travail quand la situation générale sera changée. Je pense que l'on peut entreprendre sur cette base un excellent travail de réorganisation et d'agitation. Dans la situation présente, le Parti devra systématiquement éviter d'apparaître comme l'instigateur et le dirigeant d'un tel mouvement. Le centre national et les centres locaux de l'organisation devront rester secrets. Des conférences locales sur le plan de la ville, de la province, de la région, devront suivre la conférence nationale, après que ses décisions aient été divulguées par des tracts et par notre presse. C'est de cette façon qu'on revivifiera l'action de nos groupes de Parti. Il faudra examiner la possibilité de faire payer des cotisations, réduites, pour aider le C.C. national, pour la propagande générale etc. Naturellement, reste que nous serons accusés de vouloir créer une organisation de plus.

C'est pourquoi il sera indispensable :

1° d'intensifier dans le même temps la propagande pour le retour aux syndicats confédéraux;

2° d'insister sur le fait qu'il ne s'agit pas de nouveaux syndicats, mais d'un mouvement qui concerne les usines, sur le modèle des Conseils et des Comités d'entreprise.

Tel est dans ses grandes lignes mon plan, qui avait été approuvé par Negri et par Urbani mais qui est resté jusqu'à présent du domaine des intentions. Je ne le crois pas devenu anachronique aujourd'hui, au contraire. Une lettre de Losa (Turin), qui paraîtra dans le numéro 3 de l'O.N. prouve que la base, après la mainmise sur la centrale des Travailleurs de la terre est encore plus rétive à réintégrer les syndicats, car elle craint que les listes syndicales ne deviennent des listes noires. La situation, qui était déjà favorable à un mouvement syndical clandestin, lui est donc devenue encore plus favorable[498]. L'important est de réussir à trouver une solution

---

[496] Ici encore, avec le problème des I.W.W., resurgit la problématique - provisoirement réprimée - de *L'Ordine Nuovo* des années 1919-1920, l'intérêt pour les expériences anglo-saxonnes, pour De Leon et les I. W. W., pour les shop stewards, etc. Cf. en particulier « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », 14 et 28 août 1920, in Écrits politiques, 1, pp. 368-377. Dans un article publié quelques mois avant Gramsci a dû toutefois reconnaître que les I. W. W. ont échoué « dans leur tentative de conquête de l'extérieur des masses contrôlées par Gompers », c'est-à-dire par l'A. F. L. (American Federation of Labor), et que la conquête de l'intérieur organisée par le communiste W. Forster s'est avérée plus efficace. Cf. « Notre ligne syndicale », 18 octobre 1923, in Écrits politiques, III.

[497] Dans son intervention au IIe Plénum de l'Exécutif, Terracini - Urbani - avait déjà déclaré : « ... Le travail de la fabrique est celui de la période de préparation révolutionnaire. L'expérience de l'Italie montre que c'est aussi celui de la période de réaction. Dans ce pays où l'organisation syndicale est brisée, les fascistes sont toujours vaincus à la fabrique. [...] Cette constatation a permis au P.C. italien d'arrêter un projet dans lequel il est dit qu'il faut, tout en préparant la réorganisation des syndicats, rallier les prolétaires autour des organisations de fabrique et grouper celles-ci sur un plait national, car on peut, sur ce terrain, atteindre l'unité, conquérir les masses réformistes et même la direction de la C.G.T. réformiste» (« Douzième séance de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'I.C. », 20 juin 1923, in *La Correspondance internationale,* III, 53 [Supplément], 4 juillet 1923, p. 6).

[498] La lettre en question fut publiée sous le titre « La posta dell'*Ordine Nuovo* - Consensi e suggerimenti » dans *L'Ordine Nuovo,* IIe série, no 3-4, 1er-15 avril 1924. Losa y insistait sur l'importance d'un mouvement syndical clandestin.

d'organisation qui s'adapte aux circonstances et donne aux masses l'impression d'un travail d'ensemble, d'une centralisation. La question me paraît d'une extrême importance, et c'est pourquoi je voudrais que vous la discutiez en commun, dans ses moindres détails, et que vous me fassiez part de vos opinions, de vos impressions, des perspectives que vous estimez probables ou envisageables.

Voilà ce à quoi m'a fait penser la lettre de Sraffa. Celle de Zini m'a fait penser à un autre problème. Comment se fait-il que, parmi les intellectuels qui en 1920 s'étaient rangés activement de notre côté, se soit répandue aujourd'hui une telle tendance au pessimisme et à la passivité? Il me semble que cela dépend, au moins pour une bonne part, de ce que notre Parti n'a pas de programme immédiat et qu'il se fonde sur les perspectives, très problématiques, de la situation actuelle. Nous sommes pour le gouvernement ouvrier et paysan, certes, mais qu'est-ce que cela signifie concrètement en Italie ? et aujourd'hui? Personne ne doit être capable de le dire, puisque personne ne s'est soucié de le dire. Les grandes masses, dont les intellectuels deviennent nécessairement les interprètes, n'ont pas d'orientation précise, elles ne savent pas comment l'on pourra sortir des difficultés actuelles, c'est pourquoi elles acceptent la solution du moindre effort, celle qu'apporte l'opposition constitutionnelle-réformiste. La lettre de Sraffa est claire sur ce point. Zini, lui, est un plus vieux militant, il ne croit certes pas que le fascisme puisse être supplanté par Amendola ou par Giolitti ou par Turati ou encore par Bonomi; tout bonnement, il ne croit à rien. Pour Sraffa, nous sommes dans la même situation qu'en 1915-1917, pour Zini, nous en sommes tout juste à 1915, quand la guerre à peine éclatée (sic), tout n'était que désordre et épaisses ténèbres. C'est pourquoi je pense qu'un grand travail doit être fait dans ce sens : un travail de propagande politique et un travail de recherche sur les bases économiques de la situation. Nous devons prospecter toutes les possibilités de solutions que peut présenter la situation actuelle, et nous devons arrêter des directives pour chacune des solutions envisagées. Par exemple, j'ai lu le discours d'Amendola qui me semble très important : il contient une allusion qui pourrait donner lieu à des développements. Amendola dit que les réformes constitutionnelles proposées par les fascistes posent le problème de scinder, en Italie aussi, l'activité constituante de l'activité législative normale[499]. Il est probable que, dans cette réflexion, se trouve le germe des directives politiques de l'opposition au sein du futur Parlement : le Parlement, déjà discrédité et sans autorité du fait du mécanisme électoral dont il est issu, ne peut discuter des réformes constitutionnelles; ceci ne peut être fait que par une Constituante. Faut-il penser que le mot d'ordre de la Constituante va redevenir actuel? Si c'est le cas, quelle sera sur ce point notre position? En somme, il faudra bien que la situation actuelle ait une solution politique; quelle sera, selon toute probabilité, la forme que prendra cette solution? Est-il pensable que l'on passe du fascisme à la dictature du prolétariat? Quelles sont les phases intermédiaires possibles et probables? Il faut que nous fassions ce travail d'analyse politique, il faut le faire pour nous-mêmes, et il faut le faire pour les masses de notre Parti et pour les masses en général. Je pense que, dans la crise que traversera le pays, le parti qui aura le dessus sera celui qui aura le mieux compris cet indispensable processus de transition, et qui, par conséquent, donnera aux grandes masses l'impression qu'il est un parti sérieux. Sur ce point, nous sommes très faibles, nous sommes indubitablement plus faibles que les socialistes qui,

---

[499] Il s'agit du célèbre discours électoral prononcé à Naples le 20 mars 1924 et auquel Amendola lui-même donna le titre : « La Nuova Democrazia. » Amendola y déclarait entre autres :« *Il nous sera petit-être nécessaire de procéder à l'inverse de la tradition de notre droit public et de distinguer le pouvoir constituant du pouvoir législatif - ce qui a été fait dans certaines constitutions au sortir de la guerre. Si nous avions admis hier une telle distinction, la Chambre de 1919 n'aurait pas pu envisager de modifier, par un simple changement de majorité, les bases de la constitution économique, puisque le Statut reconnaît et règle la propriété privée; si nous l'admettions aujourd'hui, la Chambre de 1924 ne pourrait pas être appelée à entamer, par surprise, des libertés et des droits politiques fondamentaux* » (in P. Alatri, L'antifascismo italiano, Rome, 1961, t. 1, pp. 248-257).

vaille que vaille, font une certaine agitation, et qui disposent, de plus, de toute une tradition populaire pour les soutenir.

Le problème de la fusion se pose aujourd'hui dans les mêmes termes que ce problème général. Est-il possible d'envisager d'arriver à la veille de la révolution dans une situation comme celle que nous connaissons? Avec trois partis socialistes? Comment croyons-nous que pourra se liquider cette situation? Les maximalistes se fondront-ils avec les réformistes? C'est possible, mais je n'y crois guère : le maximalisme voudra rester indépendant pour exploiter la situation pour son propre compte. Alors ? ferons-nous une alliance avec les maximalistes pour arriver à créer le gouvernement des Soviets, comme les bolcheviks l'ont fait avec les socialistes-révolutionnaires de gauche? Il me semble que si cela se produit ce ne sera pas aussi favorable pour nous que ce le lut pour les bolcheviks. Il faut tenir compte de la tradition du P.S., des liens que, depuis trente ans, il a eus avec les masses; tout ceci ne saurait se résoudre à coups de mitrailleuse ni par de petites manœuvres à la veille de la révolution. C'est un grand problème historique, qui peut être résolu si, dès aujourd'hui, nous en réalisons toute l'ampleur et si, dès aujourd'hui, nous ne commençons de le résoudre. Je crois que si nous constituons solidement notre groupe, si nous entreprenons une tâche politique et un effort d'organisation qui nous mette en mesure de sauvegarder la compacité de l'actuelle majorité de notre Parti pour encadrer les gauchistes irréductibles et les droitiers liquidateurs, il nous est possible d'accepter et de développer automatiquement la tactique du Kominterm pour la conquête de la majorité du P.S. C'est là une idée limite; c'est une orientation, ce n'est certes pas une chose qui se puisse réaliser pratiquement. Il s'agit de conquérir l'influence sur la majorité de la masse aujourd'hui influencée par le P.S., il s'agit d'obtenir que, s'il y a une reprise révolutionnaire de la classe ouvrière, elle s'organise autour du P.C. et non autour du P.S. Comment arriver à ce résultat? Il faut harceler le P.S. jusqu'à ce que sa majorité se décide, soit à nous rejoindre, soit à aller avec les réformistes. C'est tout un processus que nous devons guider et qui doit nous apporter le maximum de bénéfices positifs, ce n'est pas un fait mécanique. C'est pourquoi je pense que nos dernières positions sont très dangereuses : nous retombons dans la situation que nous avons connue entre le IVe Congrès et le mois de juin. L'incident de la circulaire est très révélateur[500]; des circulaires de cette sorte ne doivent s'envoyer qu'à de rares camarades dans lesquels on a la plus grande confiance et non à des organisations en tant que telles : aux organisations, dans la situation actuelle, on envoie des circulaires « politiques », « diplomatiques ».

Le procès de Rome ne vous a-t-il donc rien appris [501] ? et n'avez-vous pas pensé que dans plusieurs centres ce sont les *terzini* qui sont devenus les véritables dirigeants de notre mouvement? Et n'avez-vous pas pensé que Vella et Nenni peuvent avoir essayé d'introduire des hommes à eux dans les rangs des *terzini* sortis du P.S.? Pour ma part, j'en suis persuadé, J'en

[500] Le 5 mars 1924 l'*Avanti!* publia une « circulaire confidentiell» de la Direction du P.C. aux secrétaires des fédérations communistes soulignant que l'action de l'I.C. et du P.C.I. visait à la liquidation pure et simple du Parti socialiste et qu'il s'agissait d'empêcher les *terzini* - la fraction favorable à l'I.C. qui s'était constituée autour de Serrati à l'intérieur du P.S.I. - de mettre la main sur le Parti communiste pour en faire une organisation hybride, à mi-chemin entre les deux partis. Rédigé par Togliatti et ses amis avec - dit-on - l'accord de Tasca, ce texte visait manifestement à compromettre le rapprochement entre les *terzini* et le P.C.I. et remettait en question sur ce point la politique de l'I.C. Jules Humbert-Droz, qui était alors l'« oeil de Moscou » en Italie, dut désavouer cette initiative de l'Exécutif du P. C. Lui-même estime du reste que c'est probablement à dessein que certains - militants fidèles à Bordiga, voire Togliatti lui-même - avaient transmis cette fameuse « circulaire no 11 » à la rédaction de l'*Avanti!* et à son directeur, Pietro Nenni, animateur avec Arturo Vella du « Comité de défense » antifusionniste du P.S.I. Il n'est pas inutile de noter, enfin, que, loin de condamner le contenu de cette circulaire, Gramsci se contente ici de critiquer l'aspect « diplomatique » de l'incident.

[501] Il s'agit du procès de Bordiga et des principaux dirigeants communistes qui eut lieu dans le cadre du Tribunal pénal de Rome du 18 au 26 octobre 1923. Il s'acheva par l'acquittement général des inculpés. Les arrestations massives du printemps 1923 - cf. ci-dessus n. 4, p. 249 - avaient toutefois démontré combien le Parti communiste était mal préparé à la clandestinité.

suis même sûr. Nenni a été au Parti républicain où l'on a une certaine expérience des intrigues, et, par ailleurs, il a appris pour son compte, les méthodes d'organisation du Komintern. En *21-22,* j'ai visité beaucoup de nos organisations; à Côme par exemple, qui est au centre d'une région assez industrielle, nous ne possédions pas le moindre élément d'organisation, la fédération devait être administrée à Sondrio. A Côme, du fait des positions prises par Roneoroni à Livourne, la masse communiste était restée fidèle du P.S., ensuite elle est passée dans les rangs des *terzini* [502]. Je mettrais ma main au feu qu'à Côme, par exemple, notre Parti est entre les mains des *terzini,* des hommes de Momigliano [503]. J'ai d'ailleurs une preuve que cela se produit. On a réorganisé la section de Tortona, à qui donc a été confiée la charge de cette réorganisation? à un *terzino,* qu'on croyait communiste, et qui ne jouit d'aucune sympathie dans la masse. C'est du moins ce que m'a écrit un ami bien informé. Le *terzino* a eu recours à un communiste pour la réorganisation effective, mais ce fait prouve :

1) que le Parti a un appareil d'organisation très défectueux;

2) qu'il est possible qu'entrent au Parti des agents socialistes qui provoquent des fuites de documents.

J'espère que le courrier m'apportera une missive de vous a laquelle je répondrai tout de suite.

Salutations affectueuses,
Masci.

Si -vous en avez la possibilité, envoyez-moi aussi une copie de la présente et envoyez-en une copie à Urbani. Dans le nouvel appartement où je suis on ne peut pas longtemps taper à la machine, ce qui complique bien des choses.

À TOGLIATTI *(Vienne, 27 mars 1924)*

Communiquer à Negri, etc.
Au camarade Ercoli.
(Copie envoyée à Urbani.)

Très cher,

Je réponds avant tout aux questions d'actualité que tu poses dans ta dernière lettre [504] :

---

502 Dirigeant paysan de la région de Côme, Saverio Roncoroni était resté dans le P.S.I., mais il avait effectivement rallié aux *terzini* la section socialiste locale. Il était depuis 1923 exilé en Belgique, d'où il continuait à soutenir Serrati.

503 Riccardo Momigliano était membre de la Direction antifusionniste qui avait pris le contrôle du P.S.I. au congrès de Milan d'avril 1923. Quoique *l'Avanti!* fût dirigé effectivement par Nenni, il était également coresponsable de la publication du journal, qui avait été placé, toujours à Milan, sous la responsabilité d'un « triumvirat» formé par Nenni,Olindo Vernocchi et lui-même. En décembre 1925, il succéda à Nenni à la tête du quotidien socialiste.

504 Il s'agit de la lettre de Togliatti du 20 mars 1924, in *La formazione....* pp. 234-240. Togliatti y informe Gramsci que deux des membres de leur groupe, Camilla Bavera et Mauro Scoccimarro, redoutent que lui, Gramsci, ne conduise à l'intérieur du Parti un travail fractionnel. C'est pourquoi ils proposent que les thèses du « centre » - thèses qui seront présentées à la conférence de Côme de mai 1924 - soient signées des noms de leurs seuls rédacteurs. Togliatti signale également que certains redoutent une crise à l'intérieur du Parti. Lui-même souhaite que, sans passer sous silence les divergences, on s'efforce d'associer Bordiga aux travaux du nouveau groupe dirigeant : Gramsci devrait s'en expliquer directement avecBordiga. Il s'étonne enfin de ce que Gramsci ait envisagé d'associer le « droitier » Pastore à leur initiative.

À propos des thèses. -- Je suis d'accord avec toi et avec Alfonso. Il me semble que Negri et Silvia [505] posent un problème purement formel. En réalité, il y a déjà fraction lorsque deux ou trois camarades seulement s'entendent préalablement pour mettre sur pied une plate-forme commune qui concerne l'entière activité du Parti. Puisqu'il en est ainsi, il faut, à tout point de vue, faire en sorte que la constitution de la fraction se fasse de la façon la plus avantageuse et provoque le minimum de crise dans l'ensemble de l'organisme. Voilà qui me paraît particulièrement indispensable dans notre situation. Aborder la discussion générale en tant que groupe déjà important, où se retrouvent des représentants des principales organisations, et auquel, dans la mesure du possible, participe la majorité de l'actuel C.C., est un fait politique de premier ordre, qui a des répercussions sur toute la masse : c'est déjà un commencement d'organisation. Je vais jusqu'à penser que, s'il nous était possible d'avoir avec nous la majorité du C.C. (je ne connais pas exactement l'opinion de chacun des membres), il serait opportun de le convoquer et de présenter les thèses comme étant les siennes. À mon avis l'influence d'un fait comme celui-ci sur le Parti et même sur le Kominterm serait immense : en soi, ce serait un commencement de solution. Je ne réussis pas a imaginer quelles sont les raisons valables que Negri et Sylvia peuvent opposer à une telle suggestion, puisque le Parti, en décidant que la discussion pourrait avoir lieu, n'a pas décidé qu'elle ne devrait être faite que de prises de position individuelles. Tout se ramène à une question de chiffres : qu'est-ce qui est préférable, cinq ou cinquante ? Y a-t-il fraction avec cinquante et non avec cinq? C'est absurde, c'est tout bonnement absurde!

Puisque vous avez toutefois décidé d'entreprendre auprès des camarades le travail de persuasion nécessaire pour recueillir leurs signatures au moins dans un deuxième temps, la situation ne me paraît pas compromise, ni la question résolue : je soutiens encore mon point de vue, et puisque nous sommes trois contre deux, « démocratiquement », c'est notre opinion qui devrait triompher.

Ottavio [506]. - J'ai avancé son nom comme j'aurais pu avancer celui de beaucoup d'autres, dont je n'ai pu depuis un moment suivre les prises de position. Ce que tu dis ne me surprend pas, cela me semble normal, étant donné ce que le sais de sa ligne passée. L'essentiel n'est pas qu'il s'agisse de lui, mais bien de savoir quelle sera notre attitude envers la minorité. Quand j'ai avancé le nom d'Ottavio, je me souvenais que Negri, ou Urbani, en me précisant les positions des différents camarades sur lesquels je demandais des renseignements, m'avait dit à son sujet : « Ottavio est du côté de la minorité, mais il dit qu'il voudrait que la majorité actuelle continuât à diriger le Parti, en faisant sien le programme de la minorité sur les points qui la différencient. »Cette position d'Ottavio m'a semblé très significative pour comprendre quelles étaient, en général, la force et la composition de la minorité, et c'est pourquoi j'ai suggéré son nom. Il peut être changé, comme, en général, tous les noms que je peux suggérer, qui doivent être pris à titre d'indication et non à titre impératif : j'ignore en effet, pour beaucoup de ces camarades, quelles modifications ont pu subir leur ligne et leurs positions initiales.

---

505 Pseudonyme de Camilla Bavera. Camilla Bavera provenait du groupe de *L'Ordine Nuovo.* Responsable des « groupes féminins» du P.C.I. - elle anima à ce titre le journal *La Compagna* (1924) - elle faisait partie du Comité central depuis le printemps 1923. Après l'arrestation de Gramsci et des autres dirigeants communistes en novembre 1926, c'est elle qui dirigea pendant près d'un an le Secrétariat clandestin du P.C.I. Cf. Ada Gobetti, *Camilla Ravera - Vila in carcere e al confino,* Parme, 1969.

506 Pseudonyme d'Ottavio Pastore. Dans un passage de sa lettre du 1er mars 1924 - qui n'a pas été, retenu ici : cf. n. 1, p. 274 -Gramsci avait mentionné le nom de Pastore parmi ceux des militants susceptibles d'être gagnés aux thèses du « centre ». Militant du P.S.I. depuis 1902, Pastore avait été secrétaire de la section socialiste turinoise (1914) et rédacteur en chef de l'édition piémontaise de *l'Avanli!* (1918). Membre du P.C.1. depuis 1921, il avait d'abord assuré la chronique parlementaire de *L'Ordine Nuovo* quotidien, puis avait été désigné comme rédacteur en chef de*L'Unilà* (1924). Proche de Tasca, il appartenait à la « minorité» (ou «droite») du P.C. I.

Amadeo. - La question que tu me poses est très difficile : je me suis souvent demandé ce qu'on pouvait faire à son égard et je n'ai pas été capable de trouver une réponse. Avec lui, en effet, il nous faudra discuter toute une série de questions de principes et de problèmes d'organisation, sur lesquels je le sais très ferme et inébranlable. Avec la minorité, il n'y a en général pas de questions de principes qui nous divisent : la minorité peut être absorbée par nous dans sa masse, y compris les résidus des liquidateurs qui s'étaient retranchés dans ces positions pour mieux mener leur action. Avec Amadeo, le problème est très différent et beaucoup plus ardu. Je suis persuadé qu'il est inébranlable, je vais même jusqu'à être convaincu qu'il n'hésiterait pas à se détacher du Parti et de l'Internationale plutôt que d'accepter un travail de responsabilité qui aille contre ses opinions. S'il n'en avait pas été ainsi, si je n'avais toujours eu cette conviction profonde, J'aurais depuis longtemps, depuis *21,* pris une autre attitude. Je n'ai pas encore lu, dans *Prometeo,* l'article de Grieco où se trouve mon « portrait », j'ai cependant lu en mars 1923, après les arrestations, un article du *Lavoratore* que je pense être du même Grieco et qui contenait à mon égard des appréciations complètement erronées [507].

Mes positions, qui dans cet article étaient définies par rapport à la personnalité d'Amadeo, n'étaient pas autonomes et découlaient toujours de la préoccupation de ce qu'Amadeo aurait fait si j'étais passé à l'opposition : il se serait retiré, il aurait provoqué une crise, il ne se serait jamais résigne a en arriver a un compromis; quant à la tentative de Chiarini dont je t'ai parlé par ailleurs [508], elle prouvait que si j'étais entré dans l'opposition, l'Internationale m'aurait appuyé, mais avec quels résultats, à ce moment-là, alors que le Parti s'organisait avec difficulté, en pleine guerre civile, pris pour cible par *l'Avanti !* qui exploitait notre moindre dissension pour nous démolir ? Aujourd'hui rien n'est changé quant à ce que je crois être la position d'Amadeo. Je pense moi aussi que le Parti ne peut pas se passer de sa collaboration, mais que faire? Lui écrire une lettre me semble trop peu : le ne saurais d'ailleurs même pas quoi lui écrire, tant la chose me semble conventionnelle. Dans l'ensemble, je pense qu'une polémique avec lui serait utile, pour nous, pour lui, pour le Parti. L'important est qu'on s'en tienne à la ligne politique de principe, et qu'on n'en sorte pas, ce qui me semble risquer d'arriver immanquablement. Il y a encore une chose qui me paraît importante : c'est de ne pas s'hypnotiser sur la question d'Amadeo, et de ne pas penser que nous ne pouvons plus rien faire s'il est dans l'opposition.

C'est précisément son caractère lui-même, inflexible et entêté jusqu'à l'absurde, qui nous oblige à envisager l'éventualité de construire le Parti et son centre sans lui, voire contre lui. Je pense que sur les questions de principes nous ne devons plus faire de compromis comme nous en avons faits par le passé : mieux vaut la polémique claire,loyale, poussée jusqu'au bout, qui profite au Parti et le prépare à toute éventualité. Naturellement, la question est encore en suspens; tel est mon avis, pour le moment. Ce que tu écris est juste, mais que faire pratiquement? Tu peux toi-même, si tu veux, écrire la lettre, même en mon nom si cela te semble utile, mais à mon avis, il ne faut pas se faire trop d'illusions, et il faut aussi envisager l'hypothèse la plus pessimiste pour être prêts à toute éventualité.

---

507 Il s'agit d'un article anonyme, mais effectivement deGrieco,« Bordiga » paru dans *Il Lavaratore* de Trieste le 7 mars 1923, et d'un autre article de Grieco, « Gramsci », publié dans *Prometeo, 1,* 2, 15 février 1924. *Prometeo - Rivista di cultura sociale* se publia à Naples, sous la direction de Bordiga, du mois de janvier au mois de juillet 1924. Autonome à l'égard du Parti, la revue se proposait de « mener un travail de vulgarisation et d'application pratique de la méthode marxiste à l'étude et à l'explication des aspects infinis et des événements de la vie sociale des peuples modernes». Dans son article du *Lavoratore,* Grieco, esquissant un parallèle entre Bordiga et Gramsci, avait souligné, et sans doute exagéré l'intellectualisme de ce dernier : « ... tempérament philosophique, de chercheur inlassable, d'affamé de doctrine, porté à l'analyse... Gramsci vise à la vulgarisation, à l'école, à l'enseignement, Bordiga préférerait commander des bataillons armés... »

508 Il s'agit de la démarche que Gramsci a évoquée dans sa lettre du 11, mars 1924, - ci-dessus, p. 278.

Je crois également qu'il serait bon d'avertir Amadeo de l'allusion à son égard contenue dans un des derniers rapports de H.D. à Z. (exactement à propos de l'entrevue avec Ruggero) [509]. À travers ce rapport on va se faire une opinion complètement fausse, et d'Amadeo et de la situation, une opinion qui sera même au désavantage du Parti, H. D écrit qu'on « peut le croire un état d'âme d'Amadeo ». Je pense qu'Amadeo est complètement innocent de tout ça.

Je le connais assez pour être certain qu'il n'a jamais pensé de soi de pareilles sornettes. Au contraire.

Ordine Nuovo. - Je voudrais ton avis sur les deux premiers numéros. L'isolement dans lequel je me suis trouvé si longtemps, et dans lequel je me trouve encore, a beaucoup émoussé mon sens de l'autocritique. Parfois il me semble que je fais une chose complètement artificielle, détachée de la vie. En outre, il faut absolument s'occuper sérieusement d'organiser la collaboration, autrement *l'O.N.* dégénérera immanquablement. Il ne faut pas oublier que c'est une revue bimensuelle et non hebdomadaire et qu'elle n'est pas liée à un mouvement déterminé comme c'était le cas en *19-20* au moment des Conseils d'usine. Voilà qui précise le caractère qu'elle doit prendre maintenant. Ce nouveau caractère devrait se refléter jusque dans la mise en pages. Je pense qu'il va falloir faire suivre l'article de fond par une abondante revue politique de la quinzaine qui pourrait même occuper toute la troisième page, et dans laquelle les événements italiens sous tous leurs aspects seraient commentés, dans la perspective de notre programme immédiat de gouvernement ouvrier et paysan et d'après notre doctrine générale.

Je pense que tu devrais assumer la charge de cette rubrique, qui devrait être tenue à jour jusqu'au moment où le périodique est mis sous presse. Tu peux faire cela très bien, si tu y consens et si tu en as le temps. Le programme spécifique de la revue devrait encore, selon moi, concerner l'usine et l'organisation d'usine. On pourrait, si vous êtes d'accord, développer, idéologiquement et pratiquement, le programme que j'ai évoqué dans ma dernière lettre. J'ai un peu l'impression de planer dans les airs : J'ai toujours peur d'être coupé de la réalité effective, et de bâtir des châteaux en Espagne. C'est pourquoi je serais content que vous m'exposiez toujours votre jugement analytique sur mes propositions et sur mes opinions, que je vous communique, non comme des directives, mais comme des suggestions, et qui attendent toujours une confirmation circonstanciée de votre part pour que je les prenne moi-même au sérieux et que je les développe dans toutes leurs conséquences et sous tous leurs aspects. Nous devrions essayer de reconstituer entre nous une ambiance comme celle de *1920,* avec les moyens dont nous pouvons disposer : à cette époque, aucune initiative n'était prise sans avoir été mise à l'épreuve de la réalité, sans que nous ayons auparavant sondé, à son sujet, par de multiples moyens, l'opinion des ouvriers. C'est pourquoi nos initiatives remportaient presque toujours un succès immédiat et général et apparaissaient comme l'interprétation d'un besoin profondément ressenti et largement partage, jamais comme la froide application d'un schéma intellectuel. Je suis habitué à travailler ainsi; d'avoir été hors d'Italie pendant si longtemps m'a empêché de

---

[509] Dans un rapport adressé à Zinoviev le 1er février 1924, Humbert-Droz rendait ainsi compte d'une conversation qu'il avait eue avec Grieco : « J'ai eu au sujet de Bordiga une longue conversation avec son ami intime au point de vue politique, Grieco. Cette conversation a éclairé certains points de l'attitude de Bordiga. "L'Internationale et le Parti, m'a-t-il dit, sont maintenant dans une ligne anticommuniste et il est du devoir de certains chefs, quand ils constatent une déviation grave, de refuser d'être disciplinés. Certains camarades, ajouta-t-il, sont pour ainsi dire prédestinés à être des chefs. Bordiga, comme Lénine, est du nombre. On ne peut appliquer à ces hommes la discipline comme aux autres membres du Parti. Leur mission historique est de l'appliquer aux autres, mais non de la suivre." Naturellement Grieco m'a dit ces choses dans une conversation privée entre camarades, et non comme une thèse qu'il est prêt à défendre. Je vous les rapporte dans une lettre confidentielle parce qu'elles éclairent de façon assez précise la position de Bordiga et de ses amis » (J. Humbert-Droz, *op. cit.*, p. 210).

m'habituer à la nouvelle ambiance, aux nouvelles méthodes de travail, ne m'a pas permis d'acquérir les autres moyens de communiquer avec les masses et de prendre leur température que vous avez pu acquérir. Je ressens fortement cette faiblesse qui parfois me démoralise.

Il Seme. - Avant de conclure, je veux aborder une nouvelle proposition que le voudrais faire et qui, pour le moment du moins, ne servira, comme d'ailleurs les autres, qu'à la préparation de notre futur mouvement. J'ai pensé que notre Parti devrait faire renaître pour son compte le vieux petit journal du P.S.I. *Il Seme,* soit sous la forme bimensuelle, soit sous la forme mensuelle. Il devrait être fait comme l'ancien, avec un contenu modernisé, mais du même type. Il ne devrait pas coûter plus d'un sou, de façon à pouvoir être diffusé parmi les paysans les plus pauvres, avoir beaucoup d'illustrations simples, beaucoup de petits articles, etc. Il devrait s'appliquer à populariser le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, à reprendre un peu la campagne anticléricale qui me paraît nécessaire car je pense que quatre ans de réaction doivent avoir à nouveau jeté les masses paysannes dans le mysticisme superstitieux, et a servir notre propagande générale. Je ne sais pas comment les socialistes n'ont pas encore pensé à reprendre ce petit journal qui avait une diffusion immense et qui a fait gagner de nombreuses voix dans le passé. C'est pourquoi je ne crois pas que l'on doive en parler publiquement, avant d'être à la veille de la publication, sinon les socialistes sont capables de saisir cette idée au vol et de la réaliser [510]. Dès aujourd'hui, par contre, il faudrait entamer une espèce d'inventaire de nos forces d'organisation et de nos forces intellectuelles pour être en mesure de les utiliser au moment opportun. C'est là un travail qui n'a jamais été fait, à notre grand dommage. Je pense qu'il existe dans le Parti davantage de capacités que nous ne le pensons et il serait bon de les mettre en branle, de les forcer au travail, de les stimuler sans cesse. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut amplifier et renforcer le mouvement.

Salutations fraternelles.

Sardi.

À TERRACINI *(Vienne, 27 mars 1924)*

Très cher,

Je t'envoie chaque semaine au moins un petit mot pour ne pas en perdre l'habitude et parce que j'ai toujours soit quelque chose à répondre à une de tes questions soit quelque chose à te demander. Si, à la date du *20,* tu n'as rien reçu, c'est qu'une lettre s'est perdue.

C'est Palmi qui doit rédiger les thèses[511], comme convenu, et il te les enverra immédiatement : par sa dernière lettre tu dois avoir déjà appris comment les camarades de Rome ont décidé d'envisager la discussion, je te joins ma réponse à cette lettre.

---

510 *Il Seme* commença de paraître en 1924. C'était un petit bimensuel qui s'adressait essentiellement à la paysannerie pauvre, Il reflétait les positions de l'Association de défense des paysans affiliée au Krestintern, qu'animait Giuseppe Di Vittorio (août 1924). Selon un rapport de la Section d'agitation et de propagande de l'I.C., son tirage s'élevait à cinq mille exemplaires (S.A.P., « Le travail courant du P.C. italien », *La Correspondance internationale, V,* 8, 4 février 1925, p. 63).

511 Il s'agit, bien entendu, des thèses présentées par le « centre» à la conférence clandestine de Côme de mai 1924.

Je verrai dans quelques jours Ridel [512], qui se trouve ici, et je lui demanderai des explications sur ce qu'il affirme à propos de la « section militaire ». Je me souviens que l'on a parlé de cette affaire, mais qu'on n'en a rien fait. Il n'y a jamais eu à Turin de réunion entre Samorè, Chiarini, Pieraccini, Ridel [513]; Pieraccini n'est jamais venu à Turin, Samorè se méfiait de Chiarini, qui s'était présenté à nous, aux environs du mois d'octobre 1919, comme un étudiant sans parti, rien que pour voir comment le cercle estudiantin était organisé à Turin, et qui avait l'air de ne pas comprendre grand-chose aux questions générales. Pieraccini, en juillet 1920, quand je me rendis à Florence pour assister à la conférence des abstentionnistes, me mit en garde contre Chiarini, qu'il considérait carrément comme un espion et dont il me dit que les étudiants socialistes le tenaient à l'écart. Ridel se réfère, de toute évidence, aux conversations qu'il a eues, et qui, dans son intention, auraient peut-être dû avoir pour résultat la constitution d'un comité. Peux-tu me faire savoir si, il y a quelque temps, tu as reçu une longue lettre de moi à propos de Chiarini, où je t'écrivais tout ce que je savais à propos de ce joli monsieur : à ta façon de parler il semblerait qu'elle ne te soit pas parvenue.

À propos du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan, j'estime que le matériel qui est connu jusqu'à présent et la direction indiquée par le Kominterm correspondent, dans leurs lignes générales, à la situation, et sont à approuver en bloc. Il me semble que la question doive se poser précisément dans les termes suivants : « Les divers partis ont-ils su, dans les différents pays, et selon leurs conditions particulières, appliquer concrètement cette ligne ? » A cette question on peut répondre : NON. Dans aucun pays n'a été menée une campagne systématique et conséquente sur ce mot d'ordre, et c'est en cela que me paraît résider la faiblesse du mouvement. Prenons par exemple l'Allemagne, qui a pourtant été le champ de manœuvre le plus disponible, et le plus adapté au but poursuivi. Les propositions de front unique faites aux dirigeants des partis opportunistes ne se sont point accompagnées de toute cette action systématique qui, chaque jour, en toute occasion, aurait dû être menée parmi les grandes masses. Des articles théoriques en faveur du front unique en général, du gouvernement ouvrier et paysan en général, ont été écrits, mais ces mots d'ordre n'ont jamais été liés aux situations qui se succédaient rapidement. C'est là, me semble-t-il, un défaut général de tous nos partis, et il faudrait en rechercher les causes pour les combattre. Une de ces causes est indubitablement la façon dont est compris le soi-disant centralisme du Kominterm : jusqu'à présent on n'a pas réussi à obtenir qu'existent des partis capables d'une politique qui soit autonome, créatrice, et automatiquement centralisée, tout en étant conforme aux plans généraux d'action ébauchés dans les congrès. C'est pourquoi je crois difficile de changer la situation actuelle en établissant des tactiques obligatoires, parce que cela s'est démontré tout à fait infructueux. L'Italie en est un exemple. C'est un problème très difficile, il est lié, en dernière analyse, au développement de la situation générale, qui est très lent et tortueux; il me semble qu'en attendant on n'ait pas à mener une action très différente de celle qu'on a menée jusqu'à présent. Quelle attitude devons-nous prendre sur le plan politique? C'est là un autre problème. Et il est très embrouillé. Je pense que notre attitude doit dépendre de la plus ou moins grande solidité de notre Parti. Si, d'ici au Ve Congrès[514] , notre Parti est guéri de sa crise, s'il a un noyau constitutif et un centre qui, grâce à sa propre action et non parce qu'il se pare de reflets internationaux, jouit de la confiance des

[512] Ridel - ou Riedel - était l'un des représentants que l'I.C. avait envoyés en Italie en 1919. Il était membre, selon Togliatti, d'une organisation bolchevique de la Russie méridionale. Il retourna en Russie à l'époque du IIe Congrès de l'I.C. Spriano pense que c'est lui qui a transmis à Lénine le fameux texte de Gramsci d'avril 1920, «Pour une rénovation du Parti socialiste ». La lettre de Terracini à laquelle Gramsci répond ayant disparu, il n'a pas été possible d'établir à quels faits - ou à quelles allégations - se rapporte ce paragraphe.

[513] Toujours selon Togliatti, Samorè était un étudiant turinois, membre du groupe des étudiants communistes ; également étudiant, Pieraccini était florentin; c'était un ami personnel de Gramsci. Quant à Chiarini, cf. n. 2, p. 278.

[514] Le Ve Congrès de l'I.C. eut lieu du 17 juin au 8 août 1924.

masses italiennes, nous pourrons adopter une position indépendante et même nous offrir le luxe de critiquer. Actuellement, il me semble qu'il nous convienne de *louvoyer* pour quelque temps encore afin de ne pas accroître la confusion et la crise de confiance et de prestige qui existent déjà sur une vaste échelle.

Je ne connais pas les thèses bulgares, et ne peux faire la comparaison que tu suggères [515] ; en général le dispose de peu de documents. Je ne sais si les thèses allemandes et les thèses bulgares sont des thèses internationales ou si elles ne concernent que leurs pays respectifs. En Bulgarie, en effet, étant donné la force que garde le parti des paysans, il me semble difficile de pouvoir se passer de l'affirmation que le gouvernement ouvrier et paysan est une « étape »indispensable pour la dictature. En Allemagne, au contraire, il me semble que le mot d'ordre immédiat ait été celui de dictature : je ne peux juger si c'est normal et autorisé par la situation, j'en doute. Maslow me semble avoir raison quand il n'exclut pas la possibilité d'en revenir encore à la lettre ouverte [516]. Mais, je le répète, j'ai peu d'éléments pour me prononcer. La situation allemande me semble encore peu claire, tant dans le Parti que dans le pays. Évidemment, il faut appuyer la gauche qui représente le véritable mouvement des masses révolutionnaires: la gauche a-t-elle cependant trouvé son exacte expression politique et idéologique auprès des chefs actuels? Il me semble que ce soit là tout le problème : et il pourrait donner lieu à des crises aiguës et profondes, comme le Parti n'en a pas encore connues; il pourrait même amener le Parti au bord de la catastrophe. Rien n'est plus dangereux qu'un changement radical de chefs à la veille (voire à la veille présumée) de la révolution. L'allusion que tu fais à la question posée par Kuusinen à Serrati [517] semble prouver qu'on se méfie de la gauche, qu'on l'entoure d'un cordon sanitaire :

---

[515] Il s'agit, bien entendu, des thèses - largement autocritiques adoptées par le Parti communiste de Bulgarie après l'échec et l'écrasement de l'insurrection communiste des 22-23 septembre 1923. En dépit de la présence d'un vaste mouvement agraire, les dirigeants communistes bulgares avaient, en effet, préféré faire cavalier seul et, sourds aux mots d'ordre officiels de l'I.C., avaient exclu toute tentative de« front unique »avec l'organisation des petits et moyens paysans, l' « Union agraire » d'Alexandre Stambouliski. C'est ainsi qu'au moment du coup d'État de Tsankov , le 9 juin 1923, ils avaient refusé d'intervenir et avaient laissé écraser pal la contre-révolution agraire le gouvernement « paysan »de Stambouliski. Selon une formule de Radek, aussi clairvoyante que cruelle, le P.C. bulgare avait ainsi « perdu la bataille - et ce qui est le plus triste, il ne s'en [était] même pas rendu compte » (K. Radek, « Le coup d'État bulgare et le Parti communiste », *La Correspondance internationale,* III, 28, 24 juillet 1923, pp. 421-423). Au moment du soulèvement de septembre - leur soulèvement - les communistes s'étaient ainsi retrouvés complètement isolés et 'insurrection s'était conclue par des massacres et le début d'une longue période de terreur blanche. Si I'enseignement de cet échec était, comme le disait Zinoviev, « payé d'un prix très élevé », il était facile à tirer : il fallait intensifier la propagande en faveur du « mot d'ordre de *gouvernement ouvrier et paysan»* (G. Zinoviev, « La signification des événements de Bulgarie », *La Correspondance internationale.* III, 41, 20 octobre 1923, pp. 621-622). Dès le 27 octobre, Kolarov et Dimitrov, réfugiés à l'étranger, publièrent une « Lettre ouverte aux ouvriers et aux paysans bulgares »qui s'achevait sur les formules : « Vive le gouvernement ouvrier et paysan ! - Vive le peuple travailleur de Bulgarie ! » (V.Kolarov et G. Dimitrov,« Lettre ouverte aux ouvriers et aux paysans bulgares», *La Correspondance internationale,* III, 42, 30 octobre 1923, pp. 648-649). Ces thèmes furent développés dans un article ultérieur de Dimitrov dont Giamsci n'avait probablement pas encore pu prendre connaissance : G. Dimitrov, « Le Parti communiste bulgare et l'Internationale communiste », *L'Internationale communiste,* VI, 2-3, février-avril 1924, pp. 107-108.

[516] Il s'agit probablement, après l'échec de l'insurrection d'octobre 1923, d'en revenir à la tactique du « front unique » et, en particulier, au procédé consistant à adresser des « lettres ouvertes » aux dirigeants socialistes pour les « démasquer » devant leurs militants : « L'unité *du front du prolétariat se créera par en bas.* Le Parti communiste allemand s'adressera partout aux ouvriers sociaux-démocrates et leur criera : « Brisez avec ceux qui trahissent le prolétariat! Unissez-vous sous le drapeau du Communisme !" ...» [« Le point de vue du P.C.A. (Thèses adoptées au Conseil national du 4 novembre)», *La Correspondance internationale,* III, 45, 17 novembre 1923, pp. 685-688.]

[517] Kuusinen était membre (aux côtés de Trotski, Zinoviev, Radek, Klara Zetkin, Kabaktchiev, Boukharine, Humbert-Droz, etc.) d'une commission restreinte chargée des relations avec le P.S.I. que le IVe Congrès de l'I.C. avait créée, outre la « commission italienne »proprement dite, le 9 novembre 1922 (T. Detti, *Serrati e la formazione del Partita comunista ilaliano*, Rome, 1972, p. 213) Il avait signé, au nom du Présidium de l'I.C., des directives sur la « question italienne »adressées, en mars 1923, à Manouilski et Rákosi, et, toujours au nom du Présidium, la lettre du 5 septembre 1923 invitant communistes et *terzini* à créer un quotidien destiné à faire contrepoids à l'*Avanti!* (ce devait être *L'Unità). Ici* encore, toutefois, la lettre de Terracini à laquelle répond Gramsci ayant disparu, il est difficile d'établir ce qu'était cette « question »de Kuusinen à Serrati. Il est possible - comme nous le suggère Luigi Cortesi,

comment l'expliques-tu? Qu'y a-t-il donc de vrai dans ce bouleversement survenu dans la centrale allemande? S'agit-il d'une manœuvre, ou bien est-ce un état d'urgence qu'on essaie de soigner par l'homéopathie ?

Je te serais reconnaissant si tu pouvais me renseigner sur l'état actuel de l'affaire Trotski-Zinoviev. Elle aura, je pense, des échos au Ve Congrès, et il est possible qu'il faille prendre position à son sujet. A ce propos, comment s'est passée la discussion avec les partis polonais, français et bulgare? C'est une question qui me paraît extrêmement intéressante et lourde d'imprévus.

Il y a toute une série de problèmes qui se dessinent tant sur les principes que sur l'organisation et qui devront être résolus tôt ou tard, car ils se poseront inéluctablement. Je voudrais des précisions sur ce point, ainsi que ton avis. De toute façon je me renforce toujours davantage dans la conviction suivante : nous autres, dans notre pays, nous devons travailler à construire un Parti fort, bien outillé, et capable de résister sur le plan politique comme sur celui de l'organisation, doté d'un bagage d'idées générales bien claires et bien ancrées dans les consciences individuelles, de façon à rendre impossible la désagrégation au moindre choc avec des problèmes du genre de ceux qui se posent aujourd'hui et qui surgiront chaque jour plus nombreux et plus dangereux au cours du développement de la situation et du renforcement objectif du mouvement révolutionnaire. Il serait peut-être opportun que, sur ces problèmes, nous puissions nous entretenir longuement entre nous afin d'être, au cas où ils se poseraient, en mesure de les résoudre au fur et à mesure, dans une communauté d'esprit et en étant certains d'avoir l'appui du groupe tout entier. C'est certainement là une des grandes forces des camarades russes, alors que le manque d'entente est, au contraire, une des faiblesses des autres partis, qui courent le risque continuel de se désagréger jusque dans la partie la plus solide de leurs noyaux constitutifs.

Salutations cordiales,

Masci.

A TOGLIATTI, SCOCCIMARRO, ETC. *(Vienne, 5 avril 1924)*

(Copie à Urbani.)

Mes chers amis,

J'ai reçu la communication de la camarade Silvia[518]. Je vous avoue pourtant qu'elle m'a fortement embarrassé : la situation est encore complètement embrouillée et je ne parviens pas à comprendre ce que vous désirez exactement que je fasse. Quel est l'ordre du jour de la réunion du C.C.? À quel problème précis ou à quel point de la discussion devrait se référer la motion que j'aurais à écrire? J'ai pensé adresser une lettre ouverte au C.G. pour faire une déclaration personnelle, mais j'y ai renoncé à la pensée que je risquerais d'une façon ou d'une autre de

---

que nous remercions ici - qu'il s'agisse d'une proposition adressée à Serrati dans la perspective des élections de 1924 : Serrati aurait-il accepté d'être candidat, sa candidature faisant, sous-entendu, contrepoids à celle de Bordiga ?

[518] *Cette lettre est écrite en vue de la réunion du Comité central du P. C. d'Italie qui devait avoir lieu le 18 avril. Camilla Ravera -« Silvia »- avait demandé à Gramsci d'y présenter une motion.*

m'éloigner de vous et de permettre ainsi à certains d'exploiter la situation. On peut considérer l'article que j'ai écrit dans le deuxième numéro de l'*O.N.* comme représentant ma déclaration à cette réunion et comme une mise au point sur ma position[519]. Si besoin est, je vous prie de faire à ce propos une déclaration en mon nom.

Notre travail manque encore trop de cohérence. En réalité je ne sais pas encore exactement ce que vous voulez concrètement : acceptez-vous toutes mes propositions en bloc? mais alors n'y a-t-il aucun point de détail, qui peut pourtant être d'une importance essentielle, où il puisse y avoir désaccord? comment peut-on, dans ces conditions, rédiger une motion? Vous connaissez, je crois, assez bien mon point de vue; moi, je ne connais le vôtre qu'approximativement : puisque nous voulons faire un travail d'ensemble et structuré, si quelqu'un peut faire une motion, c'est parmi vous, qui pouvez discuter et vous concerter, que se trouve ce quelqu'un.

En règle générale, si on discute à la réunion des problèmes de tactique et d'orientation du Parti, comme vous le dites, je crois qu'il faut nettement et sans hésitation prendre position : la position que j'ai indiquée si vous êtes complètement d'accord. Je crois qu'il suffit alors d'une petite motion qui viendrait en conclusion d'un discours de Palmi, par exemple, dans lequel serait fait l'exposé de notre attitude du congrès de Rome à aujourd'hui. À Rome, nous avons accepté les thèses d'Amadeo parce qu'elles étaient présentées comme une opinion pour le IVe Congrès et non comme une orientation de l'action du Parti [520]. Nous pensions ainsi garder le Parti uni autour de son noyau fondamental, nous pensions qu'on pouvait faire cette concession à Amadeo, vu le rôle de première grandeur qu'il avait eu dans l'organisation du Parti : nous ne regrettons pas cette décision; politiquement, il aurait été impossible de diriger le Parti sans l'active participation au travail central d'Amadeo et de son groupe. Les événements qui se sont déroulés ultérieurement ont modifié la situation : nous nous trouvons devant une vague nouvelle qui déferle aussi en Italie. À l'époque nous nous retirions et il fallait faire en sorte que la retraite s'opérât dans l'ordre, sans nouvelles crises ni nouvelles menaces de scission au sein de notre mouvement, en évitant d'ajouter de nouveaux ferments de désagrégation à ceux que la défaite semait d'elle-même dans le mouvement révolutionnaire. Aujourd'hui, il faut jeter les bases d'un grand parti de masse et il faut éclaircir à fond ses propres positions théoriques et pratiques. Nous nous sommes trouvés partiellement en désaccord avec le Kominterm, moins dans l'appréciation de la situation italienne en général que dans celle des conséquences que les mesures proposées auraient eu à l'intérieur de notre Parti, dont nous connaissions les faiblesses ainsi que la fragilité de sa constitution; nous avons été un peu sectaires, comme cela arrive quand le mouvement se restreint, disons aussi par opposition à l'optimisme excessif de la période précédente. En règle générale, nous avons toujours été d'accord avec le Kominterm. Mais nos attitudes ont eu des conséquences qui nous ont fait réfléchir. Cependant que nous constatons que s'est opérée dans la minorité une clarification qui nous a aidés à définir notre orientation. Dans la minorité, on distingue maintenant deux tendances : l'une d'elles a montré son véritable caractère liquidateur, prévu par nous et qui nous avait effarés; avec cette aile-là nous ne pourrons jamais avoir rien de commun : nous lutterons contre elle [521]. L'autre tendance représentée par le camarade Tasca, a modifié ses positions, en acceptant pratiquement nombre de nos points de vue. Avec elle, ou plutôt avec la politique qu'elle dit représenter, il est possible

---

[519] *« Contre le pessimisme », L'Ordine Nuovo*, IIle série, 1, 2, 15 mars 1924. Cf. Écrits *politiques,* III.

[520] Cf. n. 3, p. 240.

[521] Gramsci pense probablement à des éléments comme Ferdinando Garosi, lequel s'était prononcé après le congrès de Milan d'avril 1923 en faveur d'un retour pur et simple des communistes dans le P.S.I., ou encore comme Graziadei, favorable, quant à lui, à la création d'un nouveau type de parti socialiste sous le contrôle des *terzini, à* mi-chemin entre le P.C. et le vieux P.S.I.

de travailler avec profit. Quant à la gauche, il faudra encore de nombreuses discussions pour voir exactement tout ce qui nous distingue d'elle. Nous devons toutefois blâmer l'attitude d'Amadeo qui a nui au Parti.

Nous nous différencions de la gauche sur quelques principes d'organisation qu'il faudra approfondir pour voir jusqu'où ils peuvent s'étendre. Avec l'attitude prise par Amadeo, on nie le Parti mondial, pratiquement, je veux dire qu'on le nie dans la seule possibilité qu'il a de se concrétiser dans la situation actuelle. Dans le domaine international, on entrave le développement du Parti et on va droit à la passivité politique. Nous, malgré cela, nous continuons à penser qu'il faut qu'Amadeo collabore au travail du Parti. Nous pensons qu'un homme comme lui ne peut pas devenir un simple militant de base [522]. Dans la pratique, cela signifierait un perpétuel état de malaise dans la masse du Parti, l'existence perpétuelle d'une fraction non organisée car à chaque instant, devant chaque difficulté, tous les camarades se poseraient la question : « Qu'en pense Amadeo ? Si c'était lui, les choses iraient peut-être mieux. » Affirmer qu'un *leader* peut rester dans le rang comme militant de base, c'est affirmer un non-sens tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. Il suffirait qu'Amadeo insiste sur ce point pour que nous ne puissions plus l'aider en rien mais qu'il faille prévoir la nécessité de lutter contre lui pour empêcher que le marasme ne s'installe dans le Parti. Il faudra être clairs sur ces points et francs jusqu'à la brutalité. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra tirer le Parti des difficultés où il se débat et lui donner une orientation. Vous pouvez, si vous êtes d'accord, dire que mon article de l'*O.N.* représente en gros notre orientation et que nos affirmations à venir seront dans la suite logique des grandes lignes définies dans article :

1º Volonté de mettre fin à la crise en liquidant toute activité fractionnelle;

2º Travailler pratiquement en accord avec le Comité exécutif de l'Internationale, dont nous acceptons en bloc les décisions (ce qui signifie que nous n'excluons pas qu'elles puissent être améliorées partiellement);

3º Impulsion au Parti afin de le mettre en mesure d'affronter les lourdes tâches qui l'attendent. Sur ces éléments, si vous êtes d'accord, vous pouvez faire vous-mêmes une brève motion, à laquelle vous apposerez également ma signature en précisant que le point de vue qu'elle représente est aussi et entièrement le mien.

Salutations cordiales,
Sardi.

J'ai reçu la lettre de Negri qui me persuade plus encore qu'il y a trop de manque de lien entre vous. Ses remarques me paraissent devoir être prises en considération, au moins pour ce qui concerne notre groupe et son organisation, pour cette raison aussi qu'on a désormais perdu beaucoup de temps. Pour la minorité, je ne suis pas d'accord avec lui : je crois absolument indispensable, vital, de chercher à arracher Tasca à la minorité, de scinder la minorité, au prix de n'importe quelle concession formelle. Vous ne vous fiez pas aux affirmations verbales de Tasca: raison de plus pour le détacher des autres. Salutations.

---

[522] Au cours de sa réunion du 4 décembre 1923 le Présidium de l'Internationale communiste avait décidé d'autorité que Bordiga devrait faire à nouveau partie du Comité exécutif du P.C.I. Dans une lettre du 22 décembre Bordiga fit connaître son désir de rester à la base : « ... Je ne me sens pas de participer à la direction du Parti selon les directives actuelles de L'I.C. avec lesquelles je suis en désaccord et auxquelles je me soumets avec discipline comme militant de base, mais que je serais incapable d'appliquer en tant que membre du Comité exécutif » (Cf. *La formazione...*, pp. 133-134). En 1924 Bordiga refusa également d'être candidat aux élections législatives.

A PIETRO TRESSO [523] ***(Vienne, avril 1924)***

Mon cher Lanzi,

J'ai eu ta lettre du 11 et bien que je pense avoir répondu avec la lettre que tu dois avoir reçue maintenant à de nombreux points que tu mentionnes, je crois toutefois opportun de m'expliquer mieux sur certains d'entre eux.

Je ne pose pas du tout le problème d'un plus grand danger à gauche qu'à droite. Pour nous, dans la situation actuelle, la question concrète est de se différencier de la gauche, voilà tout. Les faits s'expriment-ils oui ou non dans ces termes? Voilà la question à laquelle il faut répondre et, une fois qu'on y a répondu, il faut tirer toutes les conséquences logiques qui découlent de la réponse. Tu n'as pas voulu signer le manifeste des gauches. Mais qu'est-ce que c'était que ce manifeste? C'était le *seul* terrain sur lequel Amadeo considérait comme possible de poursuivre dans la collaboration avec ce que j'appellerai notre tendance générale. Tu n'as pas voulu signer le manifeste comme je l'ai fait moi-même; pourquoi ? Parce que tu as considéré que ce *seul* terrain était plutôt un traquenard. Mais alors qu'as-tu l'intention de faire ? Quelles suggestions avances-tu? Des phrases générales : le danger est plus grand à droite qu'à gauche, etc. Cette dernière assertion peut même devenir vraie à plus longue échéance, avec les développements ultérieurs de notre situation. Mais aujourd'hui, dans l'immédiat, il faut expliquer aux masses du Parti pourquoi il s'est produit une rupture dans la majorité. Cette explication, tu ne peux pas la fournir en attaquant seulement la droite, ce qui serait puéril et aurait l'air d'un repli astucieusement ridicule. Cette explication tu ne peux la donner qu'en te livrant à une polémique contre Amadeo : il n'y a pas d'autre issue, on ne peut échapper à cette nécessité autrement qu'en se repliant dans l'ombre et en laissant les autres retirer les marrons du feu. À l'intérieur de quelles limites cette polémique devra-t-elle être maintenue? Sur quels points sommes-nous, dans notre groupe, parfaitement d'accord, et sur quels points, au contraire, ne le sommes-nous pas ? Les points sur lesquels nous sommes d'accord sont-ils essentiels ou secondaires? offrent-ils le terrain propre à un regroupement permanent et susceptible de développement ou bien non? Voilà les questions concrètes que nous devons nous poser et à la solution desquelles tu ne contribueras guère si tu continues à n'exprimer que des doutes, des craintes, à voir des dangers, à lancer des affirmations générales.

Je ne sais pas de quelle affirmation que tu me prêtes tu as tiré la conséquence que je veux assimiler à droite et exclure à gauche. C'est pure fantaisie de ta part. Pour moi, le problème se présente de la manière suivante : à droite, nous ne pourrons jamais exclure les éléments anticommunistes, tant que la droite se présentera comme un ensemble apparemment homogène en ce qui concerne le soutien et la défense du point de vue du Komintern. C'est là un des points sur lesquels je me base pour critiquer la gauche : c'est d'avoir laissé se développer ce type de position qui, dans le cadre du « parti mondial », est dirigée contre nous. En effet, la minorité se présente comme la majorité internationale et nous, qui disons être pour le Parti mondial, nous nous trouvons isolés en beauté, à moins que nous n'acceptions le point de vue dAmadeo sur le *credo* international, l'organisation rigide, etc.[524] : acceptation d'ailleurs qui ne nous permettrait

---

[523] Ainsi qu'il l'écrivait à Togliatti dans une lettre du 19 avril, Gramsci venait de recevoir deux lettres de Tresso qui n'avaient pas manqué de l'inquiéter : « Veneziani [Tresse] m'écrit qu'il a compris que je voudrais exclure à gauche. Fantastique! J'ai blêmi à l'idée que ce bruit pouvait commencer à courir parmi les camarades sous la forme schématique : Sardi [Gramsci] veut exclure Amadeo du Parti. Parole d'honneur, c'est à désespérer »(*La formazione*.... p. 282). Sur Pietro Tresse, et.n. 2, p. 240.

[524] Bordiga ne cessait effectivement de revendiquer, pour le P.C.1. comme pour l'I.C., « une véritable centralisation, une véritable discipline ». Mais, ainsi qu'il allait le redire devant le Ve Congrès de l'I.C., centralisation et discipline étaient

que de sauver la face car, dans les congrès, ce point de vue serait repoussé comme mécaniste et abstrait. Je dis au contraire ceci : a savoir qu'il faut accentuer et accélérer le processus de désagrégation qui se produit dans la minorité et qui la fait éclater en deux groupes : Tasca-Vota qu'il faut assimiler, et M. et Bombacci qu'il faut déféquer[525]. On ne peut pas obtenir la première chose si on ne se résout pas à la seconde. Tasca est un homme politique et il ne faut pas penser que les autres sont prêts à se laisser tuer politiquement à longueur de temps pour nos beaux yeux. D'ailleurs, le Parti n'est pas un club de gentils amis qui s'embrassent à tout bout de champ sur les deux joues en se disant, entre deux ronds de jambe, leur estime mutuelle. Le Parti est surtout un organisme politique et c'est de ce point de vue qu'il faut toujours poser les questions. Il faut être prudent? D'accord. Mais quelle forme pratique cette prudence doit-elle prendre ? Tout le problème est là. Consistera-t-elle à avoir toujours un visage alarmé, à afficher en permanence un air de méfiance, à chercher des chicanes à chaque pas? L'autre partie répondra alors par des arguments du même calibre, par des insinuations, par des diffamations et le Parti se trouvera empoisonné dans son ensemble par l'esprit de fraction et les questions personnelles. Il faut donc que la solution soit politique et il faut que ce soit dans la lutte politique que les diverses positions individuelles trouvent leur équilibre et leur juste physionomie.

Pour la gauche. - Aucune perspective d'exclusion. Mais il faut cependant se poser clairement le problème de ce qui peut arriver si Amadeo pousse sa position jusqu'à ses conséquences extrêmes. Cher Lanzi, je ne pose pas artificiellement le problème : il existe par lui-même et il serait criminel de ne pas s'en apercevoir, étant donné les conséquences qui pourraient s'ensuivre. Je pense que tu ne te rends pas suffisamment compte qu'Amadeo n'est pas un homme de paille qui fait de beaux gestes parce qu'il aime les beaux gestes : il est fermement convaincu de ce qu'il pense et il peut se faire qu'il n'hésite pas à pousser à fond. Cela peut se faire et ne pas se faire évidemment. Mais nous devons toujours envisager l'hypothèse la plus défavorable afin d'être plus proches de la réalité. Que faire? Nous n'avons pas le choix comme tu parais le croire. Nous devons organiser notre groupe de manière que, quelle que soit l'attitude que prendra Amadeo, celle-ci soit la moins nuisible possible pour l'ensemble du Parti. Je pense d'ailleurs que si Amadeo a l'impression qu'il n'est pas très suivi, il sera plus prudent et il peut se faire même alors qu'il travaille au centre. C'est un homme pratique, pas du tout un Don Quichotte, et il tient à ce que les initiatives portent fruit et ne soient pas de simples gestes.

De même je ne suis pas d'accord avec ce que tu dis sur la discipline, que tu conçois, à ce qu'il me semble, un peu mécaniquement et militairement. Pour imposer une discipline, il faut

---

inséparables et des progrès du mouvement réel, et d'un travail de clarification théorique : « C'est dans la réalité, dans l'action, dans la direction du mouvement révolutionnaire du prolétariat tendu vers l'unité mondiale que cette discipline doit se réaliser, mais elle doit se développer à partir de quelque chose de spontané surgissant des réactions immédiates de la lutte des classes , (Cité in « La gauche communiste sur le chemin de la révolution », *Programme communiste, X*VI, 53-54, octobre1971-mars 1972, pp. 54-73). « Dans certaines situations - précisait-il par ailleurs - le critère de la discipline pour la discipline est repris par les contre-révolutionnaires et sert à empêcher le développement qui conduit à la formation du véritable parti révolutionnaire. [...] On ne peut résoudre la question de l'organisation et de la discipline au sein du mouvement communiste qu'en rapport étroit avec les questions de théorie, de programme et de tactique » « Organizzazione e disciplina comunista », *Prometeo, 15* mai 1924, cité in A. De Clementi, *Amadeo Bordiga,* Turin, 1971, p. 187).

525 Giuseppe Vota était le secrétaire du Syndicat des travailleurs du bois. Membre du Comité syndical communiste depuis 1921, il faisait partie depuis le mois de juin 1923 du nouveau Comité exécutif du P.C.T. ou il animait, aux côtés de Tasca, la « minorité »favorable au front unique et à la fusion avec les maximalistes. Tout comme Tasca, il devait, en 1924, démissionner du C.E. du P.C.I. Quant à « M. », c'est-à-dire Francesco Misiano, et à Nicola Bombacci, cf. respectivement les notes 2, p. 136 et 1, p. 247. Si l'on comprend assez bien ce souci de« déféquer » Bombacci, qui avait entamé, on l'a dit, une sorte de flirt avec le fascisme. on s'explique beaucoup plus mal l'hostilité de Gramsci à l'égard de Misiano dont la conduite durant la guerre et face -,in fascisme avait été exemplaire. Mais sans doute Misiano symbolisait-il pour Gramsci la perpétuation à l'intérieur du P.C.I. du vieil esprit maximaliste de 1919; la survivance, autrement dit, de ce qu'il allait désigner, deux ans plus tard, comme les « générations du socialisme italien ».

posséder un centre fort qui fasse une politique adéquate. Est-ce que par hasard les cas Bombacci, M., etc., sont un phénomène d'aujourd'hui et n'existaient pas en fait déjà en 1921 et en 1922 ? Pourquoi n'ont-ils pas reçu alors de solution? Rappelle-toi l'article de Belloni publié dans le *Lavoratore* (sur le « Capitalisme d'État ») au cours du premier trimestre 1923 [526]. Qu'est-ce qu'on a fait? Quelles mesures a-t-on prises? Et ne crois pas que des cas semblables fussent le fruit du hasard, cher Lanzi. Il convient bien plutôt de tenir compte du fait qu'Amadeo, dans ces sortes de choses, était très indulgent, parce qu'il leur accorde peu d'importance, tandis qu'il donne beaucoup d'importance aux questions d'organisation : cela vient de sa conception générale, du moins c'est mon avis.

J'espère te revoir d'ici peu de temps.

Sardi.

Appendice

TROIS FRAGMENTS

***a)** Au camarade Palmi (etc.)*[527] .

Cher camarade,

Je réponds à ta lettre en t'exposant mon point de vue sur la situation où se trouve notre Parti à la suite de la décision de l'Exécutif élargi[528] et en t'indiquant un plan d'action générale dont la mise en œuvre peut, selon moi, offrir à la situation elle-même une solution réelle et concrète. Je suis absolument persuadé que toute discussion qui aujourd'hui se limiterait aux aspects d'organisation et de droit de la question italienne ne petit avoir aucun résultat utile; elle ne pourrait que détériorer l'état de choses et rendre notre tâche plus difficile et plus périlleuse. Il nous faut au contraire travailler concrètement, démontrer, au travers de toute une action de parti et d'une activité politique en rapport avec la situation italienne, qu'on est ce qu'on prétend être et en finir avec l'attitude adoptée jusqu'ici de « génies incompris ».

1° Tu crois que la discussion ici à Moscou est centrée entièrement sur le fusionnisme ou l'anti fusionnisme [529]. Ce n'est qu'en apparence qu'il en est ainsi. Le fusionnisme et l'anti fusionnisme représentaient la « terminologie agressive » de la discussion, mais n'en étaient aucunement la

---

526 Le député d'Alexandrie (Piémont) Ambrogio Belloni était, on l'a dit, considéré comme un « révisionniste ». Il avait publié dans *Il Lavoratore* des 21 et 23 mars 1923 deux articles consacrés à la N.E.P. dans lesquels il avait tracé, selon Togliatti, un parallèle entre la fin de l'économie de guerre dans les pays capitalistes et celle du communisme de guerre dans la Russie de Lénine. Cf. A. Belloni, «Benito Mussolini e il capitalismo ». *Il Laveratore*, 21 mars 1923 et « Il Capitalismo di Stato », *ibid.*, 23 mars 1923.

527 Il s'agit du début de la réponse à une lettre de Togliatti du 16 juillet 1923 écrite à la suite du Plénum de l'I.C. de juin 1923.

528 L'Exécutif élargi (ou Plénum) de juin 1923 avait, on l'a dit, désigné d'office un nouveau Comité exécutif du P.C. d'Italie, en renforçant, en particulier, les positions de la « minorité ». Dans sa lettre du 16 juillet, Togliatti s'était montré particulièrement réticent à l'idée de collaborer avec cette dernière et avait même envisagé de démissionner du C.E.

529 Il s'agit, bien entendu, de la fusion avec les maximalistes. Dans sa lettre, Togliatti avait dénoncé les partisans de la fusion - c'est-à-dire la « minorité » - comme une tendance visant à la « liquidation » du Parti communiste.

substance. La discussion était la suivante : à savoir si le P.C.I. a compris la situation générale en Italie et s'il est en mesure d'être un guide pour le prolétariat; si le P.C. I. est en mesure de développer une vaste campagne politique, en d'autres termes s'il est équipé du point de vue de l'idéologie et de l'organisation pour mener une action déterminée; si le groupe dirigeant du P.C.I.[530] a assimilé la doctrine politique de l'Internationale communiste, qui n'est autre que le marxisme tel qu'il s'est développé dans le léninisme, c'est-à-dire un ensemble organique et systématique de principes d'organisation et de points de vue tactiques...

b) Le mouvement socialiste italien des trente dernières années [531] a été un appareil destiné à sélectionner de nouveaux éléments dirigeants de l'État, bourgeois. *Idem* pour les populaires. Le fascisme est le dernier en date el le plus décisif de ces mouvements, lui qui tente d'absorber dans son entier la nouvelle couche sociale qui s'est formée, en dissolvant les liens qui unissaient les masses à leurs chefs.

La crise du P.S. n'a été rien d'autre qu'un aspect de l'effort laborieux du prolétariat pour retrouver son unité et son homogénéité de classe et pour se placer, dans le même temps, à la tête des autres classes de la population qui ne peuvent conquérir la liberté qu'en acceptant d'être guidées par le prolétariat révolutionnaire. Quelle doit être l'attitude du P.C. eu face de la crise actuelle du P.S.? Il doit aider les éléments sains à la dépasser et à la dépasser de façon bénéfique pour la classe ouvrière. Aujourd'hui encore, le Parti (S.) se débat. Il se désagrège. Ce qui veut dire désagrégation de la masse. Les masses s'organisent autour des partis politiques. Elles se déplacent, se disposent en fonction des « signaux »du parti qu'elles suivent. Si le parti au lieu de se déplacer, se désagrège, la masse aussi, dans la période actuelle, se désagrège.

Valeur politique de la fusion. La réaction s'est donné pour but de faire revenir le prolétariat aux conditions où il se trouvait dans les débuts du capitalisme : dispersé, isolé, des individus, non pas une classe qui sent qu'elle est une unité et qui aspire au pouvoir. La scission de Livourne (le fait que la majorité du prolétariat italien s'est détachée de l'Internationale communiste) a été sans aucun doute le plus grand triomphe de la réaction[532].

c) Le fascisme [533] tend à devenir un mouvement intégral, propre à une nouvelle classe qui, dans l'État italien, n'a jamais été indépendante : - la bourgeoisie agrarienne, alliée aux grands propriétaires, contre les paysans et contre les ouvriers.

La petite bourgeoisie urbaine, qui avait constitué le premier mouvement fasciste, prend aujourd'hui ses distances : les *Fasci* des villes tombent en décrépitude : l'attitude de D'Annunzio est tout à fait significative à cet égard.

---

[530] C'est peut-être ici qu'apparaît, pour la première fois, ce concept de «groupe dirigeant ».

[531] Togliatti estime que ce fragment appartient à mi ensemble de notes écrites en vue du « plan d'action générale» que Gramsci vient d'évoquer dans sa lettre inachevée.

[532] Cette phrase marque probablement le début de la rupture avec Bordiga et le ralliement, selon la formule de la lettre du 9 février 1924, au « point de vue d'une majorité nationale ». L'idée que la scission de Livourne s'était faite « trop à gauche » était désormais monnaie courante dans l'Internationale communiste. À l'intérieur du P.C.I. elle était soutenue par la « minorité ». C'est ainsi que Graziadei avait pu déclarer au cours de la réunion du Comité central du 9 août 1923 : « La scission de Livourne s'est faite, sans qu'on pût l'éviter, trop à gauche. D'autres camarades et moi-même avons considéré la chose comme néfaste » (in *La formazione....* p. 111).

[533] Ce texte appartient peut-être au même ensemble de notes que le fragment précédent, mais Togliatti estime qu'il peut s'agir également d'un texte écrit en 1922, - ce qu'indiquerait effectivement l'allusion à la quasi-rupture d'octobre 1922 entre D'Annunzio et Mussolini. Cf. B. Paris, *Histoire du fascisme en Italie, I. Des origines à la prise du pouvoir,* Paris, 1962, pp. 328-330.

QUE FAIRE ? [534]

Chers amis de la *Voce,*

J'ai lu dans le numéro 10 de la *Voce (*15 septembre) l'intéressante discussion entre le camarade G.P. de Turin et le camarade S. V. La discussion est-elle close? Peut-on demander que la discussion reste encore ouverte pour plusieurs numéros et inviter tous les jeunes ouvriers de bonne volonté à y participer, en exprimant, avec sincérité et honnêteté intellectuelle, leur opinion sur ce sujet?

Comment il faut poser le problème.

C'est moi qui commence, et j'affirme d'emblée que le camarade S. V., du moins il me semble, n'a pas bien posé le problème et a commis quelques erreurs, extrêmement graves du point de vue qui est le sien.

Pourquoi la classe ouvrière italienne a-t-elle été battue? Pourquoi n'était-elle pas unie? Pourquoi le fascisme a-t-il réussi à vaincre, non seulement physiquement, mais aussi idéologiquement, le Parti socialiste qui était le parti traditionnel du peuple travailleur italien ? Pourquoi le Parti communiste ne s'est-il pas rapidement développé au cours des années 1921-1922 et n'a-t-il pas réussi à regrouper autour de soi la majorité du prolétariat et des masses paysannes?

Le camarade S. V. ne se pose pas ces questions. Il répond à toutes les inquiétudes angoissées qui se font jour dans la lettre du camarade G. P. en affirmant qu'il aurait suffi qu'existât un véritable Parti révolutionnaire et qu'il suffira pour l'avenir, d'en assurer l'organisation lorsque la classe ouvrière aura retrouvé sa liberté de mouvement. Mais tout cela est-il vrai, ou, du moins, dans quel sens et dans quelle mesure est-ce vrai?

Le camarade S. V. suggère au camarade G. P. de ne plus penser selon des schémas déterminés, mais de penser selon d'autres schémas qu'il ne précise point. Il faut préciser. Et c'est là ce qu'il faut faire immédiatement, c'est là ce que doit être le « début » du travail pour la classe ouvrière : il faut faire une autocritique impitoyable de notre faiblesse, il faut commencer par se demander pourquoi nous avons perdu, qui nous étions, ce que nous voulions, où nous voulions arriver. Mais il faut d'abord faire autre chose *(on découvre toujours que le commencement a toujours un autre... commencement)* :

il faut fixer les critères, les principes les bases idéologiques de notre critique elle-même.

La classe ouvrière a-t-elle une idéologie propre ?

Pourquoi les partis prolétariens italiens ont-ils toujours été faibles du point de vue révolutionnaire? Pourquoi ont-ils échoué lorsqu'ils ont dû passer du langage à l'action? Ils ne connaissaient pas la situation dans laquelle ils devaient œuvrer, ils ne connaissaient pas le

[534] Ce texte a été « exhumé » par Renzo Martinelli et réédité par ses soins en 1972 (« Il ' Che face ' di Gramsci nel 1923 », *Studi storici,* XIII, 4, pp. 790-805). Signé Giovanni Masci, cet article -une longue lettre, plutôt - a paru dans *La Voce della Gioventù,* organe des Jeunesses communistes qui succédait à *L'Avanguardia,* interdite par la censure. Gramsci intervient ici dans un débat sur les causes de la défaite ouvrière face au fascisme. Il n'a pas été possible d'identifier G.P. et S.V., les protagonistes de la discussion. Mettant en clair certaines des préoccupations dont procède la « Correspondance »qu'on vient de lire, ce texte nous a paru beaucoup plus à sa place ici que dans le tome III des *Écrits politiques.*

terrain sur lequel ils devaient livrer bataille. Pensez : en plus de trente ans d'existence, le Parti socialiste n'a pas produit un seul livre consacré à la structure économico-sociale de l'Italie. Il n'existe aucun livre sur les partis politiques italiens, leurs liaisons de classe, leur signification. Pourquoi le réformisme s'était-il enraciné aussi profondément dans la Vallée du Pô? Pourquoi le Parti populaire, catholique, a-t-il plus de succès dans le Nord et en Italie centrale qu'en Italie méridionale, où la population est pourtant plus arriérée et devrait donc se rallier plus facilement à un parti confessionnel ? Pourquoi, en Sicile, ce ne sont pas les paysans, mais les grands propriétaires terriens qui sont autonomistes, tandis qu'en Sardaigne, ce sont les paysans, et non les grands propriétaires, qui sont autonomistes? Pourquoi est-ce en Sicile, et non ailleurs, que s'est développé le réformisme des De Felice, Drago, Tasca di Cutà et consorts [535] ? Pourquoi l'Italie du Sud a-t-elle connu une lutte armée entre fascistes et nationalistes, quand il n'y en a pas eu ailleurs [536]? Nous ne connaissons pas l'Italie. Pis encore : nous manquons des instruments adéquats pour connaître l'Italie telle qu'elle est réellement, et nous sommes donc dans la quasi-impossibilité de faire des prévisions, de nous orienter, d'établir des lignes d'action qui aient quelque chance d'être exactes. Il n'existe pas d'histoire de la classe ouvrière italienne. Il n'existe pas d'histoire de la classe paysanne. Quelle a été l'importance des événements de Milan de 1898 [537] ? Quel enseignement en a-t-on tiré? Quelle a été l'importance de la grève générale de Milan de1904, [538]? Combien d'ouvriers savent que c'est alors que fut affirmée pour la première fois explicitement la nécessité de la dictature du prolétariat? Qu'a signifié en Italie le syndicalisme? Pourquoi a-t-il eu une audience parmi les ouvriers agricoles et pas parmi les ouvriers d'industrie? Que vaut le Parti républicain? Où il y a des anarchistes, il y a aussi des républicains : pourquoi ? Quels ont été l'importance et le sens d'un phénomène comme le ralliement de certains syndicalistes au nationalisme avant la guerre de Libye et de la réédition de ce phénomène sur une plus grande échelle en direction du fascisme?

Il suffit de se poser ces questions pour s'apercevoir que nous sommes tout à fait ignorants, que nous sommes désorientés. On dirait qu'en Italie, on n'a jamais pensé, jamais étudié, jamais fait de recherches. On dirait que la classe ouvrière italienne n'a jamais eu une conception bien à elle de la vie, de l'histoire, du développement de la société humaine. Et pourtant la classe ouvrière a une conception qui lui est propre : le matérialisme historique; et pourtant la classe ouvrière a eu de grands maîtres (Marx, Engels) qui ont montré comment on analyse les faits, les situations, et comment de leur examen on tire les orientations pour l'action.

C'est là qu'est notre faiblesse, c'est là la principale raison de la défaite des partis révolutionnaires italiens : n'avoir pas eu d'idéologie, ne pas l'avoir diffusée parmi les masses,

---

[535] Giuseppe De Felice Giuffrida avait été le principal animateur du mouvement des *fasci* siciliens de 1894; Aurelio Drago et Alessandro Tasca di Cutò avaient été députés socialistes de Sicile; en 1913 Drago avait demandé que l'on distribuât la terre aux paysans.

[536] Le lendemain même de la« marche sur Rome», un accord de « bon voisinage » fut signé, le 30 octobre 1922, par la Direction du Parti National Fasciste et la Junte Exécutive de l'Association Nationaliste Italienne. En Italie méridionale, toutefois, les deux mouvements se trouvèrent aussitôt en concurrence et des conflits souvent sanglants opposèrent nationalistes et fascistes dans la région de Naples, à Quagliano et à Afragola, en particulier. Un communiqué du Directoire fasciste de Campanie en vint même - le 20 décembre 1922 - à prôner « l'intransigeance la plus rigide... à l'égard de tous les partis et les groupements politiques, y compris le nationalisme local ». La Junte nationaliste répliqua en dénonçant les « persécutions » fascistes (30 décembre 1922). Le 26 février 1923, enfin, l'Association Nationaliste fusionna avec le P.N.F.

[537] Le soulèvement de Milan de 1898 (6-9 mai) fit plus de 100 morts et 50 blessés. Il marqua le sommet de la « réaction humbertienne ».

[538] La grève insurrectionnelle qui, de Milan, s'étendit aux principales villes industrielles d'Italie (16-20 septembre 1904), répondait à la répression sanglante de Castelluzo, en Italie méridionale (16 septembre), et prenait en quelque sorte le relais des agitations paysannes d'Italie du Sud: Cerignola (17 mai), Buggerù (4 septembre), Castelluzo... Des ébauches de conseils ouvriers avaient alors vu le jour autour des Bourses du Travail.

ne pas avoir fortifié les consciences des militants avec des certitudes de caractère moral et psychologique. Comment s'étonner si certains ouvriers sont devenus fascistes? Comment s'étonner si S.V. lui-même en vient à dire : « Qui sait, même nous, à force de persuasion, nous pourrions devenir fascistes » ? (On ne doit pas dire ces choses-là, même pour plaisanter, même pour faire des hypothèses... de propagande [539] Comment s'étonner si, dans un autre article publié dans le même numéro de la *Voce,* on déclare: « Nous ne sommes pas anticléricaux »? Nous ne sommes pas anticléricaux ? Qu'est-ce que cela veut dire? Que nous ne sommes pas anticléricaux à la façon des francs-maçons, du point de vue rationaliste des bourgeois ? Il faut le dire, mais il faut dire que nous, classe ouvrière, nous sommes anticléricaux en tant que nous sommes matérialistes, que nous avons une vision du monde qui dépasse toutes les religions et toutes les philosophies qui ont vu le jour jusqu'ici sur le terrain de la société divisée en classes. Malheureusement... cette conception, nous ne l'avons pas, et c'est là la raison de toutes ces erreurs théoriques, qui finissent pas se refléter dans la pratique et qui, jusqu'à présent, nous ont conduits à la défaite et à l'oppression fasciste.

Le commencement... du commencement !

Que faire donc? Par où commencer? Voici : selon moi, c'est précisément par là qu'il faut commencer, par l'étude de la doctrine qui est celle de la classe ouvrière, qui est la philosophie de la classe ouvrière, qui est la sociologie de la classe ouvrière, par l'étude du Matérialisme historique, par l'étude du Marxisme. Voici un objectif immédiat pour les groupes d'amis de la *Voce:* se réunir, acheter des livres, organiser des cours et des conférences sur ce thème, se doter de solides critères de recherche et d'étude, et critiquer le passé, pour être plus forts dans l'avenir et pour vaincre.

La *Voce* devrait soutenir cette tentative par tous les moyens, en publiant des plans de leçons et de conférences, en donnant des indications bibliographiques raisonnées, en répondant aux questions des lecteurs, en stimulant leur bonne volonté. Il faudra faire d'autant plus qu'on a moins fait jusqu'ici, et faire le plus rapidement possible. Les échéances se rapprochent : la petite bourgeoisie italienne, qui avait mis ses espérances et sa foi dans le fascisme, voit s'écrouler chaque jour son château de papier. L'idéologie fasciste a perdu sa force d'expansion, elle perd même du terrain : la première lueur de la nouvelle journée prolétarienne recommence à pointer.

Signé Giovanni Masci,
La Voce della Gioventù, 1, 12,
1er novembre 1923.

LETTRES A ZINO ZINI [540]

10 janvier 1924.

---

[539] Dans sa réponse a G.P., S.V. avait insisté sur la nécessité de « ne pas laisser à l'écart les ouvriers fascistes, mais se rapprocher d'eux, leur demander pourquoi ils sont fascistes : qui sait, même nous, à force de persuasion, nous pourrions devenir fascistes... » (cité par R. Martinelli, *loc. cit.*, p. 797).

[540] Ces deux lettres à Zino Zini ont été, publiées pour la première fois en 1964 par les soins de Palmiro Togliatti. Cf. p. t. [P. Togliatti], « 1924 : al professor Zino Zini, collaboratore dell'*Ordine Nuovo* - Due lettere inedite di Gramsci », *Rinascita,* Massimo d'Azeglio et conseiller socialiste de Turin, Zino Zini (1868-1937) avait été un collaborateur assidu de *L'Ordine Nuovo*hebdomadaire, où il avait publié en particulier, *Il Congresso dei morti* », œuvre de propagande pacifiste, et avait participé avec Gramsci à la création du Proletkull de Turin. Cf. également Écrits politiques, 1, p. 92 et n. 1.

Cher Professeur,

Voici bien longtemps que nous ne nous sommes vas et que je n'ai pas de vos nouvelles. Pendant de longs mois j'ai été gravement malade, d'un épuisement traité à tort à la quinine comme une malaria, ce qui bien entendu m'a procuré une foule de complications. Aussi ai-je fini par perdre tout contact avec mes camarades et mes amis et par me sentir très isolé et désemparé dans le chaos tumultueux des événements. J'aurais tout particulièrement voulu vous écrire pour vous informer de certains des aspects de la vie russe qui auraient pu le plus vous intéresser. Je me souviens d'avoir donné votre nom à la rédaction d'une grande revue de Moscou comme correspondant éventuel susceptible d'informer sur la vie culturelle italienne : je ne sais si l'on vous a écrit.

J'ai recommencé à travailler depuis quelque temps pour notre mouvement italien. Dans quelques jours sortira le premier numéro de *L'Ordine Nuovo* [541], dans le même format qu'en 1919-1920. Il sera pourtant difficile, surtout les premiers temps, de donner à la revue le môme contenu et la même vigueur qu'à cette époque. Il faut pourtant essayer. Pour ma part, je suis persuadé que la situation actuelle est plus favorable au succès de la Révolution que ne l'était celle de 1919-1920. À cette époque, après la Révolution, avec un parti comme le Parti socialiste, avec une classe ouvrière qui voyait généralement tout en rose et préférait les chansons et les fanfares aux sacrifices, nous aurions connu des tentatives contre-révolutionnaires qui nous auraient irrémédiablement balayés. Aujourd'hui le fascisme a remis beaucoup de choses à leur place et accompli une œuvre de destruction jamais vue jusqu'alors en Italie : tous les liens traditionnels, faibles et superficiels, mais si agissants dans le monde gélatineux de l'Italie, ont été brisés pour toujours; tous les problèmes se posent crûment et impérieusement; la petite bourgeoisie, avec son Mussolini gonflé de rhétorique et d'intelligence comme un Odoacre, s'est discréditée pour toujours, et aux yeux de la bourgeoisie industrielle et aux yeux des masses populaires; le Midi est en fermentation et tend à prendre l'aspect d'une opposition territoriale, au risque de mettre gravement en danger l'unité du pays. Il faut aujourd'hui renforcer tout notre travail et nous le ferons.

Je ne sais pas ce que sont aujourd'hui vos préoccupations, mis à part vos activités professionnelles. Bien sûr, je désire vivement vous compter encore parmi les collaborateurs de *L'Ordine Nuovo,* même sans votre signature et sous un pseudonyme. Pourrez-vous encore m'aider? Les événements de ces dernières années, qui, sous certains aspects, sont encore plus terribles et plus exemplaires que ceux de la guerre, ne vous ont-ils pas suggéré des réflexions comme celles du *Congresso dei Morti*[542] ?

Je voudrais aussi vous proposer un travail de caractère plus technique. J'ai rapporté quelques livres de Russie. Entre autres une anthologie de Marx et Engels sur le matérialisme historique. Il s'agirait de préparer la même anthologie en italien, en recherchant l'original allemand des textes traduits en russe, en revoyant et en améliorant les traductions italiennes existantes et en traduisant les textes inédits en Italie. Le volume compte environ quatre cents pages petit in-8º. Si vous voulez vous en charger, aux mêmes conditions que celles de l'éditeur Bocca pour les traductions, répondez-moi aussitôt et je vous enverrai le volume. Vous pouvez m'écrire sous

---

541 Il s'agit de la troisième série de *L'Ordine Nuovo* dont le premier numéro parut le 1er mars 1924.

542 Z. Zini, *Il Congresso dei morti*, Rome, 1921,Libreria Editrice del Partito comunista d'Italia, VIII-102 p. Comme on vient de le dire, *Il Congresso dei morti* avait d'abord paru sous forme de feuilleton dans *L'Ordine Nuovo* en 1919. Il connut un certain retentissement et fil même scandale dans certains milieux. Cf. G. Bergami , « Prefazione », à Z. Zini, *op. cit.*, p. 35.

double enveloppe à l'adresse de Maître Bruno Cassinelli, Via Valadier 26, Rome. Sur l'enveloppe intérieure, écrivez à Ruggero pour Gramsci.

Recevez mes plus cordiales salutations,

Gramsci.

Rinascita, XXI, 17, 25 avril 1964.

2 avril 1924.

J'ai reçu, moi aussi, votre réponse [543] avec beaucoup de retard et cela m'a fait un grand plaisir d'avoir directement de vos nouvelles. J'avais des informations diverses et contradictoires sur vous comme sur plusieurs autres amis et je n'arrivais pas à me faire une opinion sur votre façon actuelle, à vous comme à eux, de penser et d'envisager les événements. Notre désaccord d'aujourd'hui dépend beaucoup, je crois, du fait qu'en 1920 j'étais moi-même très pessimiste sur l'issue des événements. La venue au pouvoir du fascisme et les destructions qui ont précédé et suivi ces événements m'ont relativement surpris. Certes, le fait même que je ne sois pas resté en Italie ces derniers temps et que j'aie donc pu échapper à l'épouvantable pression intellectuelle que le supplice quotidien des violences et de l'abjection a exercée sur de nombreux camarades et amis, a contribué à déterminer mon état d'esprit actuel. En revanche, le spectacle quotidien, que j'ai eu en Russie, d'un peuple qui crée une nouvelle vie, de nouvelles mœurs, de nouveaux rapports, de nouvelles façons de penser et de poser tous les problèmes, me rend aujourd'hui plus optimiste quant à notre pays et à son avenir[544] . Il existe dans le monde quelque chose de nouveau, qui travaille souterrainement, de façon moléculaire, dirais-je, de manière irrésistible. Pourquoi notre pays devrait-il échapper à ce processus de rénovation générale? L'attitude de bon nombre d'ouvriers italiens émigrés en Russie démontre que nous, si nous avions pris le pouvoir en 1920, nous n'aurions pu le conserver : ils ne comprennent pas comment, après six ans de révolution, les ouvriers russes arrivent à supporter de bon cœur les nombreuses souffrances auxquelles ils sont encore soumis; eux, les Italiens, veulent y couper, ils cherchent à les éviter par tous les moyens. Le fascisme, de ce point de vue, a transformé notre peuple et nous en avons des preuves chaque jour; il lui a donné une trempe plus robuste, une moralité plus saine, une résistance au mal ignorée jusqu'alors, une profondeur de sentiments qui n'avait jamais existé. Le fascisme a vraiment créé une situation de révolution permanente [545]*, comme le tsarisme l'avait fait en Russie. Le pessimisme qui me dominait en 1920,en particulier pendant l'occupation des usines, a disparu aujourd'hui. Naturellement, cela ne veut pas dire que je voie la situation italienne en rose. Je crois au contraire que beaucoup de luttes et beaucoup de douleurs, plus sanglantes que par le passé, attendent notre prolétariat; mais il existe aujourd'hui une ligne sûre de développement et cela me paraît une constatation grandiose pour notre pays; aujourd'hui on peut faire des prévisions avec assez de certitude, on peut travailler avec plus d'ardeur qu'en 1919-1920. Tel est mon optimisme, que je voudrais communiquer à tous les amis et camarades avec lesquels je me retrouve en contact et qui me paraissent écrasés par la pression spirituelle du fascisme.

---

543 Gramsci fait -,illusion à cette réponse de Zini dans sa lettre à Togliatti, Scoccimarro,Leonetti, etc., du 21 mars 1924. Cf. *supra,* p. 281.

544 Quant au contenu politique de cet optimisme, cf. l'article du 15 mars 1924, « Contre le pessimisme », in *Écrits politiques*, III.

545 * Textuellement : permanentemente rivoluzionaria *(N. d. T.).*

Je vois que les masses sont moins pessimistes que les intellectuels. Elles cherchent un point de référence, un centre de regroupement : c'est là aujourd'hui la question la plus importante dans notre pays, fournir aux masses un point de référence. Les intellectuels de la vieille génération, qui ont vécu tant d'expériences historiques, qui ont vu tout le cheminement tourmenté de notre peuple au cours de ces dernières décennies, manqueraient à leur devoir et à leur mission si, précisément dans cette phase culminante, ils se tenaient à l'écart, s'ils se refusaient à contribuer à ce rassemblement, cette organisation, cette centralisation des forces idéales qui existent déjà, qu'il n'est pas nécessaire de susciter (ce qui serait utopique) mais seulement de rassembler et d'orienter. Voyez ce qui se passe pour notre journal : on tire aujourd'hui deux fois plus d'exemplaires qu'en 1920; c'est un indice qui illustre ce que je vous écris [546]. En 1920, la situation paraissait extrêmement favorable : c'était un accès de fièvre quarte; aujourd'hui, même dans un paysage de cataclysme, il y a plus de profondeur, plus de solidité.

Je serais très heureux de pouvoir recréer la communauté de travail qui s'était formée autour de la revue en 1919-1920. Je pense que, pour cela, votre collaboration serait précieuse : naturellement, vous devriez signer d'un pseudonyme : nous n'avons déjà que trop commis l'erreur d'exposer au danger nos forces désarmées ou presque face à un ennemi bien équipé et implacable. L'idée de votre collaboration à des revues russes pourrait être également reprise et menée à terme par mon intermédiaire. Il se publie en Russie toute une série de grandes revues littéraires, artistiques, philosophiques, qui voudraient recevoir des correspondances régulières d'Italie sur l'ensemble de notre mouvement culturel et intellectuel. Les articles ou chroniques seraient aussi fort bien rémunérés, car en Russie on apprécie beaucoup (peut-être même trop) l'activité littéraire. Cela vous donnerait, en tout cas, l'occasion de vous procurer les périodiques et les livres russes, dont la production dans tous les domaines, et surtout dans les sciences naturelles et dans la philosophie du marxisme, est en train de devenir gigantesque.

J'ai voulu répondre sans tarder à votre lettre et j'ai donc dû me contenter de ne faire qu'effleurer les nombreuses choses dont j'aurais voulu vous parler. Je vous serai reconnaissant si vous voulez encore m'écrire, à la même adresse que précédemment, et me donner aussi des nouvelles du professeur Cosmo, avec qui j'avais eu une intéressante conversation à Berlin en mai 1922 [547].

Veuillez agréer mes salutations les plus cordiales et les plus affectueuses.

Gramsci.

Rinascita, XXI, 17, 25 avril 1924

---

[546] Le tirage de la troisième série de *L'Ordine Nuovo* s'élevait à cinq ou six mille exemplaires.

[547] Tout comme Zino Zini, Umberto Cosmo (1868-1944) était professeur au lycée d'Azeglio où il enseignait la littérature italienne. Collaborateur de La Stampa, il y avait publié, peu après Caporetto, des articles qui avaient fait scandale et avaient attiré sur lui la vindicte des nationalistes. Gramsci avait pris alors sa défense dans un article de l'édition piémontaise de l'*Avanti!* « Professori e educatori », 27 avril 1918, in *Scritti giovaniti* 1914-1918, pp. 212-214). Après la guerre, Cosmo fut nommé pendant quelque temps conseiller d'ambassade à Berlin, où Gramsci le rencontra en 1922. C'est à Cosmo, enfin, que Gramsci, de sa prison, fera parvenir en 1931 son projet d'étude sur le Chant X de l'*Enfer* de Dante. Cf., outre les *Lettres de prison*, ad nom., B. Allason, *Memorie di una antifascista,* Milan, 1961, pp. 23-25 et F. Antonicelli, « Un professore antifascista :Umberto Cosmo », in *Trenl'anni di storia italiana* (1915-1945), Turin, 1961, pp. 87-90.

INDEX DES NOMS

PS: numérotation d'après l'édition originale !

INDEX DES JOURNAUX ET DES REVUES

PS: numérotation d’après l’édition originale !